



La ville de Bagdad : intérêts et perspectives d'une stratégie de développement urbain durable

Mohammad Jawad Abd Alkadhim

► To cite this version:

Mohammad Jawad Abd Alkadhim. La ville de Bagdad : intérêts et perspectives d'une stratégie de développement urbain durable. Architecture, aménagement de l'espace. Université de Grenoble, 2014. Français. NNT : 2014GRENH035 . tel-01286858

HAL Id: tel-01286858

<https://theses.hal.science/tel-01286858>

Submitted on 11 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Urbanisme Mention Architecture**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Mohammad Jawad ABD ALKADHIM

Thèse dirigée par **Hubert GUILLAUD**

codirigée par **Anne-Monique BARDAGOT**

préparée au sein de l'Unité de recherche **AE&CC**

Laboratoire CRAterre-ENSAG

dans l'École Doctorale n°454

Sciences de l'Homme du Politique et du Territoire

LA VILLE DE BAGDAD.

Intérêts et perspectives d'une stratégie de développement urbain durable

Thèse soutenue publiquement le **24 juillet 2014**

devant le jury composé de :

M. Hubert GUILLAUD

Professeur HDR,
École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble,
Directeur de thèse, Membre

Mme Anne-Monique BARDAGOT

Maître-assistant, Docteur en ethnologie,
École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble,
Codirectrice de thèse, Membre

M. Rémi BAUDOU

Professeur, Docteur d'Histoire Politique, HDR,
Université de Genève. Rapporteur, Membre, Président du jury

M. Philippe POTIÉ

Professeur, Docteur en Histoire de l'Art et des Civilisations EHESS
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles, Rapporteur, Membre

Mme Brigitte DUMORTIER

Maître de Conférences HC, Docteur en Aménagement du territoire,
Université Paris-Sorbonne, Paris IV, Membre



A

Mes deux pierres précieuses

Ma femme et ma fille

Mon soleil et la lune

Mon père et ma mère

Mes étoiles

Frères et sœurs

REMERCIEMENTS

J'ai rêvé dès le début d'écrire ces remerciements car cela confirmerait l'achèvement de mon parcours passionnant en thèse. Au moment où j'écris cette page cela me semble à la fois plus facile et agréable que je ne l'imaginais. Mais je me rappelle aussi les difficultés que j'ai rencontrées et les efforts que j'ai dû produire pour réaliser ce travail de recherche. Cela parce que ma vie de doctorant, après sept ans d'investissement, n'est pas du tout la même que lorsque j'ai commencé ma recherche. Un grand nombre de personnes ont évolué avec moi et de nombreux événements et se sont accumulés durant ces années de sorte que ma mémoire ne peut pas s'en souvenir intégralement. Ainsi je présente mes excuses à ceux que j'oublierai de remercier.

Parmi ceux que je n'oublierai jamais, mon cher directeur de thèse, Hubert GUILLAUD. Je le remercie particulièrement pour les multiples relectures précises, pour lesquelles je sais bien qu'il a dû accorder beaucoup de temps. Ainsi que pour tout ce qu'il m'a accordé en soutien, conseils, pour sa confiance, et sa disponibilité.

De même je remercie chaleureusement Anne-Monique BARDAGOT, la co-directrice de ma thèse ; permettez-moi de l'appeler "mon ange" tant sa présence a été indispensable pour achever la thèse.

Je suis aussi très reconnaissant à toutes les personnes rattachées à mon laboratoire de recherche CRATerre-ENSAG, plus particulièrement à Thierry JOFFROY, pour son soutien moral et pour ses préoccupations constantes sur les conditions sociales et économiques du déroulement de ma thèse, surtout dans les dernières années que j'ai dû passer n'ayant plus de bourse. Egalement un grand merci à Arnaud MISSE et Jean-Marie LETIEC, à Ali ZAMANIFARD, pour leur soutien particulier. De même, un grand merci à Murielle SERLET, la Gestionnaire de l'Information et de la Documentation de l'unité de recherche AE&CC, pour le soutien qu'elle m'a donné dans l'écriture finale des références bibliographiques.

Je souhaite aussi remercier Claude FINTZ et Marielle RISPAIL pour leur hospitalité et leur soutien moral et linguistique, et pour leurs encouragements permanents à accomplir cette recherche.

Je tiens enfin à exprimer mes remerciements et ma profonde gratitude à la FRANCE, qui m'a accueilli sur sa terre, et m'a offert de ses grâces comme si j'étais l'un de ses citoyens.

RESUMÉ

Cette recherche s'interroge sur l'interrelation entre le développement urbain et le développement durable dans le sens où celui-ci peut se concrétiser en milieu urbain et à différents niveaux stratégiques de la ville. Sous cet angle, la recherche ambitionne une meilleure compréhension de cette interrelation, notamment par ses implications potentielles pour la ville de Bagdad (Irak) qui constitue l'étude de cas.

Pour atteindre cet objectif, la recherche implique une évaluation critique de la ville afin de savoir si la dynamique existante (défis et réponses) et les mutations urbaines actuelles (le développement économique, le changement social et l'envergure de l'implication du public, la transition politique), ainsi que les projets de développement urbain effectivement élaborés à la suite des efforts locaux de reconstruction – mais aussi sous l'impact du processus de globalisation - pourraient être orientés de façon à créer un terrain favorable pour engager un processus de développement durable en contexte.

Toutefois, avant de passer à cette dernière étape ambitieuse, la question de recherche est examinée au prisme de trois étapes structurelles. Tout d'abord avec un regard sur l'histoire de façon à mieux voir comment a débuté la création de la ville de Bagdad et sa formation, puis quels furent son développement et ses transformations jusqu'à sa situation actuelle. Deuxièmement, en soulignant et analysant les conséquences et les problèmes actuels de son développement et ses impacts sur les différents aspects de l'état urbain (la société, la culture, l'environnement, la politique, etc.), cela pour mieux comprendre les débats actuels et les efforts contradictoires portés sur le développement de la ville concernée. Troisièmement, au-delà d'une recherche théorique sur le concept de développement durable, et de l'examen de certaines perspectives et de points de vue théoriques à partir desquels ce concept a été approché, la recherche est plus précisément conduite dans le but de bien comprendre comment s'engager correctement en faveur d'un développement adapté et d'un avenir durable pour la ville de Bagdad. Il importe ici de rappeler que cette approche s'inscrit dans un contexte où le rôle de la durabilité n'a pas reçu une attention appropriée de la part de la recherche en termes d'analyse des divers avantages et inconvénients apportés au contexte concerné.

A cet égard, bien qu'il existe certaines similitudes entre les villes à travers le monde, et que l'on puisse aussi admettre qu'il y ait beaucoup d'éléments globaux communs au sujet du développement de la ville, il convient de relever qu'il y a aussi des dimensions locales et régionales jouant un rôle important. A cet à égard la recherche révèle que Bagdad est un produit unique (dans le sens d'inhabituel) pour la mise en œuvre de politiques de développement urbain.

La recherche vise aussi à établir une vision stratégique pour la ville en matière de développement urbain durable, en mettant d'abord l'accent sur des démarches stratégiques qui prennent en considération toute la complexité de la gestion et de l'aménagement de la ville.

Enfin, la recherche esquisse les orientations d'un Schéma Directeur visant à maîtriser à la fois la forme urbaine et la croissance dans la perspective d'une éventuelle évolution vers une ville plus adaptée et "durable".

Mots clés: ville de Bagdad, développement durable, développement urbain durable.

ABSTRACT

This research questions the interrelation of urban development and sustainable development, in the sense that sustainable development could be materialized in the urban environment and at a variety of strategic levels of the city. Within this objective, this research seeks to achieve, through the case study of the research (Baghdad), a better understanding of this relation, especially by its prospective implications for Baghdad.

To achieve this goal, the research involves a critical assessment of whether, the dynamics (challenges and responses) and current urban changes (economic development, social transformations and the extent of public involvement, and the political transition), as well as urban development projects actually developed through local reconstruction efforts and impact of the process of globalization, could be invested and oriented to create a favourable ground to start an implementation of the sustainable development.

However, before proceeding to the last ambitious step, the research aims to address the main research question through three structural phases: firstly through history in order to see how the creation of the city began, its formation, how it was developing and transforming up to its current situation. Secondly, for highlighting and analyzing the consequences and current problems of the city development and their impact on various aspects of the urban condition (society, culture, environment, politics, etc.), in order to establish an understanding of current debates and contradictory efforts on the development of Baghdad city. Thirdly, beyond a theoretical research on the concept of sustainable development and a review of some points of view and theoretical perspectives from which this concept was approached, the research explicitly leads to a better understanding of how it could be possible to engage properly in the new commitment to an appropriate development and sustainable future for the city of Baghdad. It is important to remind here that this approach takes place in a context where the role of sustainability has not received appropriate attention of the research, in terms of analysis of the various advantages and disadvantages that are relevant to the context.

In this respect, although there are some similarities between the cities around the world, as well as there are a lot of global common elements on development of the city, there are also local and

regional dimensions that play an important role. With respect to these dimensions the study reveals that Baghdad is unique (in the sense of unusual) for the implementation of urban development policies.

Page | 9 The research also aims to develop a strategic vision for the city's sustainable urban development, focusing primarily on the strategic approaches that take into account the complexity of the management and development of the city.

Finally, the research proposes an attempt to outline a master plan to control both urban form and growth in any change, while ensuring a proper orientation to a city more responsive and “sustainable”.

key words: Bagdad city, sustainable development, sustainable urban development

SOMMAIRE

Page | 11

I- INTRODUCTION.....	19
I. 1- PREMIÈRE PARTIE	19
I.1.1.- Motivations de la recherche	19
I.1.2. - Présentation du sujet de la recherche: la ville de Bagdad.....	24
I.1.3. - La question du développement durable.....	27
I.1.4. - La question de la ville durable	40
I.2. - DEUXIEME PARTIE.....	43
I.2.1. - La problématique.....	43
I.2.2. - L'hypothèse de la recherche	51
I.2.3. - Intérêts et perspectives d'un modèle de développement durable pour Bagdad	51
I.2.3.1. - En termes d'échelle.....	52
I.2.3.2. - En termes de contenu.	52
I.3.- TROISIEME PARTIE	53
I.3.1. - Les objectifs	53
I.3.2. - La démarche méthodologique	54
I.3.3. - Organisation et annonce du plan de thèse	55
 PREMIERE PARTIE: BAGDAD, LA RECONSTRUCTION DE L'IDENTITE DE LA VILLE A TRAVERS L'HISTOIRE, UNE FAÇON DE PENSER ET DE FAIRE LA VILLE	 59
CHAPITRE 1: BAGDAD, LA VILLE ET L'HISTOIRE, UNE RELATION INATTENDUE.....	59
1.1. - L'époque Abbasside: la fondation de Bagdad, le développement et la continuité	59
1.1.1.- La création de Bagdad. Une métropole du Califat Abbasside et le centre de la civilisation	60

1.1.2.- La ville ronde et son expansion en Al Rusafa	61
1.1.3.- Bagdad, une ville cosmopolite, sans toutes les qualités urbaines indispensables dans une période d'instabilité politique	65
1.2 - L'époque Ottomane: le déclin à l'international mais un développement d'une qualité urbaine de la ville.....	68
1.2.1.- Bagdad après le changement de statut, d'une ville capitale à une ville provinciale : « vilayet ».....	69
1.2.2.- La morphologie de la ville: des structures et des espaces cohérents	76
1.2.2.1.- L'organisation de la ville en lien avec les composantes religieuses, économiques et sociales de la communauté	76
1.2.2.2. - La vie urbaine: la cristallisation des rapports sociaux rationnels.....	89
1.2.3. - La modernisation de la ville	92
CHAPITRE 2 : BAGDAD A LA VEILLE DU XX^{ème} SIECLE	99
2.1. - L'Epoque nationale : la ville-Etat, Bagdad une capitale de retour, mais?	101
2.1.1.- La recreation de la capitale	101
2.1.2.- Une planification urbaine pour un développement harmonieux de la ville	116
2.1.2.1.- Le Conseil de développement irakien (Iraq Board Development)	117
2.1.2.2.- Doxiadis Associates et le Plan directeur de Bagdad	124
2.2 - Bagdad sous influence occidentale	130
2.3.- La Révolution : nouveaux changements, nouvelles valeurs, et nouvel urbanisme.....	135
2.4.- Le logement populaire, Al Thawra (Al Sadr) city. Un effort de transposition de projets qui ont été conçus à l'étranger.	139
CHAPITRE 3 : BAGDAD, L'EMERGENCE D'UNE METROPOLE DEFIGUREE, L'ETAT CONTRE LA VILLE	144
3.1.- Le projet de métropolisation de la ville	145
3.2.- L'impact du développement, la métropolisation du quartier.....	152

3.3.- Bagdad, une ville en division : le centre et l'est vétustes et dégradés	161
3.4.- La ville entre polarisation et étalement, deux aspects qui constituent le déséquilibre urbain de la ville.	165
3.5.- Des périphéries urbaines étalées et mal équipées.	169
3.6.- Les transformations du tissu urbain.....	171
3.7.- L'occupation de l'espace dans la ville actuelle: la structure urbaine actuelle de Bagdad.....	176
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE.....	180

DEUXIEME PARTIE : QUELLE STRATEGIE ADOPTER POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE BAGDAD ?	183
---	------------

CHAPITRE 4 : La Guerre et la Reconstruction : obstacles et défis pour le

développement de Bagdad-état des lieux.....	184
4.1. - La ville menacée, la nécessité de la vision stratégique.....	185
4.1.1. - La complexité de la réalité et le développement de la ville, Bagdad un modèle de démonstration.....	185
4.1.1.1.- La complexité et les complications des politiques nationales (l'inefficacité des politiques nationales de développement urbain).....	189
4.1.1.1.1.- La ville face aux défis de la concurrence internationale.....	193
4.1.1.2. - Géopolitique de la ville et rivalité régionale, conséquence de la connectivité et de la concurrence entre les villes	198
4.1.1.3. - Les questions économiques et les troubles sociaux : la ville face à la multitude des préoccupations locales / vs / globales, ou les intérêts enchevêtrés	203
4.1.1.3.1.- La ville et les ressources de l'État	205
4.1.1.3.2. - La corruption, un phénomène de désorganisation de la planification accidentelle, un mode de gestion urbaine bien enraciné	207
4.1.1.3.3.- Les défis de la guerre et de la paix.....	212
4.1.2.- La ville de Bagdad, une capitale où l'histoire semble se répéter, la relation entre le pouvoir et l'espace : un nouvel État, une nouvelle ville.....	213

4.2. - La ville en crise, l'état de la dégradation actuelle et l'urgence des interventions urbaines.....	216
4.2.1. - Les problèmes environnementaux et la dégradation de l'environnement urbain.....	217
4.2.1.1. - La crise de la pollution et le manque d'approvisionnement en eau	219
4.2.1.2. - Les problèmes de la pollution de l'air.....	221
4.2.2. - Les défis sociaux et la division de la ville émanant de la division ethnique et confessionnelle de la société	223
4.2.2.1.- Les configurations politico-institutionnelles et la violence sociale.....	226
4.2.2.2 - Les conditions socio-économiques et la violence sociale	227
4.2.3. - Le défi de la croissance démographique et urbaine (urbanisation), la question du logement et de l'efficacité de l'infrastructure	228
4.2.3.1.- La question du besoin en infrastructures, la croissance démographique et urbaine et l'efficacité de l'infrastructure	233
4.2.3.2. - Les limites géographiques contre la croissance urbaine de la ville.....	236
4.2.3.3. - Le défi des transports	237
4.2.3.4. - Les besoins en équipements éducatifs.....	238
4.2.4. - La périphérie de la ville et la manipulation politique des intérêts publics	239

CHAPITRE 5 : LE DANGER DES POLITIQUES ACTUELLES DE DEVELOPPEMENT

ENTRE LE PROJET URBAIN ET LE PROJET DE LA VILLE	241
5.1. - Les villes nouvelles, une réponse préférée par l'autorité	243
5.1.1. – La Ville de Bismayah, une nouvelle ville pour un avenir urbain qui s'esquisse.....	245
5.2. - Les projets de réaménagement urbain à grande échelle	249
5.2.1. - Le projet de développement Kadhimiya	249
5.2.2. - Le projet d'Al Rashid : un projet multi-usages.....	252
5.2.3. - Le projet de développement de Al Jadriya riverain du fleuve	253
5.2.4. - Régénération urbaine d'Al Sadr, district de Bagdad.	255
5.2.5. - Projet de développement "Bagdad Gate"	256

5.3. - Projets de développement à petite échelle	257
5.4. - Bilan critique	258
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	261

TROISIEME PARTIE : LE CADRE THÉORIQUE.....	263
CHAPITRE 6 : LE CONTEXTE	264
6.1. - Les contextes théoriques du développement durable	264
6.1.1. - Les deux paradigmes de la durabilité	264
6.1.1.1. - Définition et rappel de l'histoire de la notion de durabilité.....	264
6.1.1.2. - Durabilité forte ou durabilité écologique (intégration) et durabilité faible ou durabilité économique (compromis)	266
6.2. - Le développement durable à la rencontre de l'état complexe du développement de la ville	273
6.3. - Le développement durable dans le contexte du développement urbain de Bagdad	281
6.3.1. - Développement durable développement urbain : approche théorique.....	282
6.3.1.1. - Approche globale	282
6.3.1.2. - Approche systémique complexe	286
6.3.1.2.1. - Application à la ville de Bagdad : approche systémique et résilience	293
6.3.1.2.1.1. - Relations entre résilience et approche systémique.....	293
6.3.1.2.1.2. - Lecture systémique de Bagdad.	299
6.3.1.2.1.2.1. - Aspects sociaux de la résilience.....	300
6.3.1.2.1.2.2. - aspects économiques de la résilience	303
6.3.1.3. - Approche territoriale.....	308
6.4. - Bilan de la première partie théorique.....	316
CHAPITRE 7 : LE FUTUR DE LA VILLE DE BAGDAD: ETAPES VERS LA DURABILITE URBAINE	319
7.1. - Revue critique de développement et politiques actuelles de la ville.	319

7.2.- Présentation de la nouvelle vision pour une stratégie de développement urbain durable.....	322
7.2.1.- La gouvernance et la participation publique et leur nouveau rôle dans la réorganisation de la métropole et le rôle de cette dernière dans le développement du territoire.....	326
7.2.1.1.- La nécessité d'une bonne gouvernance	326
7.2.1.2. -Le rôle du gouvernement dans le développement et la production urbaine.....	330
7.2.1.3. - Débat national pour une stratégie nationale de développement de la ville et de politiques de la ville.	337
7.2.1.3.1. - Première stratégie: chantier d'observatoire des inégalités et identification des priorités.....	340
7.2.1.3.1.1.- Identifier les zones de redynamisation urbaine.....	340
7.2.1.3.1.2. - Initier un programme national de Réhabilitation Urbaine	341
7.2.1.3.2. - Deuxième stratégie: chantiers de planification et d'intervention....	344
7.2.2. - L'informalité urbaine, l'habitat informel et les services urbains, et l'intégration d'une vision globale inclusive de développement.....	345
7.2.2.1 - Impulser le rôle du secteur privé dans le développement et la production	347
7.2.2.2.- Le fondement de la sécurité et de la cohésion (manière de gestion des conflits et des risques).	352
7.2.2.3. -La nécessité d'articuler l'échelle globale et locale dans le développement urbain.....	357
7.2.2.3.1. - La nécessité d'intégrer une vision globale et des étapes sectorielles dans le développement urbain de la ville.....	357
7.2.2.3.2. - La nécessité de penser le développement durable localement dans un contexte de globalisation (penser global/ agir local).....	360
7.2.3. - Soutenir les économies des villes.	365
7.2.3.1. - Faire un diagnostic dynamique de la ville en identifiant et valorisant notamment ses atouts en visant à créer des conditions favorisant l'accueil d'une économie diversifiée.....	366
7.2.3.2. - Les atouts de la ville	367

7.2.3.2.1. -Le Statut politique et géopolitique de la ville	369
7.3.3.2.2. - Le Statut urbanistique de la ville.....	372
- L'aspect démographique	372
- La présence du fleuve.	374
- Exploiter le centre-ville.	375
- Les services et l'infrastructure publics	384
7.2.4. - Répartir la ville : établir un schéma directeur comme instrument de réflexion	
prospective sur le territoire.	386
7.2.4.1. - Consolider et revitaliser les centres-villes et les quartiers centraux,	
les mesures prévues à l'intérieur du périmètre d'urbanisation dans la zone	
du centre-ville et le chaos urbain créateur et productif.	391
7.2.4.2. - La périphérie de la ville, contenir l'urbanisation, le nouveau périmètre.....	402
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE THÉORIQUE.....	412
CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE.	414
1- LES APPORTS DE LA RECHERCHE DU POINT DE VUE SOCIOPOLITIQUE.....	418
2- LES APPORTS DE LA RECHERCHE DU POINT DE VUE SOCIO-	
ÉCONOMIQUE.	421
BIBLIOGRAPHIE.....	426
Liste des figures	453
Liste des tableaux.....	459

I - INTRODUCTION

Cette thèse met en perspective le développement durable de la ville de Bagdad. Elle est structurée en trois parties que nous présentons ci-après dans cette introduction.

La première présente les motivations qui ont conduit à réaliser cette recherche. La deuxième est consacrée à la présentation générale de la capitale de l'Irak, Bagdad, pour mieux comprendre les enjeux liés à la possibilité de son développement durable, d'un point de vue urbanistique. Dans cette partie nous nous arrêtons aussi sur la notion, complexe et "très occidentale", du "développement durable", de façon à appréhender globalement son degré de pertinence dans le contexte irakien tout en abordant cette notion dans le contexte spécifique des pays de sud. Nous terminons cette partie par un état des lieux de la ville durable, au prisme d'un regard critique : peut-on appliquer à Bagdad, à son histoire contemporaine si mouvementée, des modèles définis sous d'autres lieux et dans des conditions totalement étrangères ? En troisième partie, après avoir élaboré et adopté des arguments théoriques particuliers sur le développement et la ville durable, nous introduisons notre cadre théorique. Nous posons notre question de recherche, développons notre problématique et formulons notre hypothèse centrale. Bagdad peut-elle se développer de façon durable ? Et si oui, de quelle manière ? Par la suite, nous abordons de façon concrète les particularités de notre recherche en considérant des intérêts et perspective novatrices, ainsi que les difficultés générales auxquelles nous aurons à nous confronter. En fin de cette introduction, comme il est coutume de le faire, nous présentons la structure globale de notre argumentation et notre plan de recherche.

I.1. - PREMIÈRE PARTIE

I.1.1. - Motivations de la recherche

Les motivations qui portent cette recherche s'inscrivent dans un large domaine de pensée et de réflexion de nature objective et subjective.

Objectivement, le choix de la ville de Bagdad comme terrain de recherche répond à l'une de mes motivations importantes. Au vu de la situation urbaine actuelle de la ville, confrontée à des obligations de reconstruction massive et devant simultanément accueillir plus d'habitants et d'activités, nous pensons que cette motivation est pleinement justifiée. En outre, cette situation offre l'opportunité de réfléchir à une meilleure façon de penser et de refaire ou plutôt faire la ville. Dans le lignage de ces idées, Bagdad, à l'échelle régionale, est la deuxième plus grande ville d'Asie du sud-ouest après Téhéran, et la deuxième plus grande ville dans le monde arabe après le Caire. Au niveau de l'Irak, il s'agit de la plus grande ville du pays et de la capitale ainsi que d'un grand pôle économique, culturel, démographique, et politique du pays. Au regard de cette situation de la ville, nous pensons que la marge de manœuvre et les possibilités d'amélioration et de développement de la ville restent toujours possibles et grandes ouvertes. Cette opportunité répond à la double volonté de cette recherche d'avoir une vraie marge de liberté dans la conception et l'imagination de solutions volontaristes, et d'être utile en permettant un ancrage de la réflexion sur le terrain en vue d'applications concrètes de propositions qui auront été mises en perspective face à la réalité appréhendée.

Par ailleurs, la ville de Bagdad présente pour notre recherche un cas d'étude presque complet du point de vue du développement durable. En effet, Bagdad connaît une véritable crise urbaine liée à la pollution, à l'explosion de la population, aux problèmes de l'eau, de la circulation et des logements, de la désintégration sociale. De même, au-delà de l'échelle de la ville, nous sommes confrontés à un ensemble de domaines de recherche concernant de nombreuses mutations et transformations qui constituent le paysage actuel du développement¹. En d'autres termes, il s'agit d'une ville plurifonctionnelle et à vocations diverses, importante quant à son poids social (près de 25% de la population irakienne y réside), économique (tourisme, industrie, agriculture et services) et spatial (occupation du sol, localisation stratégique). Il s'agit d'une ville en transition.

Enfin, il convient de rappeler que la ville de Bagdad après la récente guerre, est en phase de transformation et constitue un grand chantier de construction et de reconstruction. Avec, notamment, la concentration des grands projets au centre, sud-est et nord de la ville (deuxième aéroport, deux zones industrielles, trois grands projets résidentiels et de logement, deux projets

¹ Au regard de notre recherche sur la mise en perspective de développement durable de Bagdad, sa situation démographique, économique, sociale, géopolitique décrit des conditions qui, pour le moins, ne sont pas durables

urbains pour des objectifs touristiques et religieux). En somme, avec les modifications qu'elle vit continuellement dans sa structure, la ville risque d'évoluer vers l'inconnu si les événements qu'elle vit se déroulent sans que l'on élabore et développe les bonnes politiques afin d'orienter et canaliser ces dynamiques de transformation.

Le rôle de la ville dans le processus de construction d'un avenir durable pour les générations actuelles et futures, à la lumière du processus d'urbanisation et de croissance qui domine le monde, et en particulier les pays en développement, s'établit de plus en plus en démarcation. Dans un pays comme l'Irak où l'urbanisation atteint le niveau de 70%, il est clair que les principaux défis de l'avenir devraient être abordés dans les zones urbaines du pays. Pour ce qui est de la ville de Bagdad, en considérant la croissance économique et démographique² du pays au taux de 344% et la contrainte climatique qu'elle présente, la question du développement durable constitue réellement un enjeu vital pour la saine survie de cette mégapole.

En second lieu, la guerre récente et la transformation des systèmes politiques et économiques, ainsi que les troubles sociaux ont mis en évidence la nécessité pour les systèmes urbains de faire face aux changements et transformations successifs lourds et radicaux. Ces systèmes en transformation permettent à la ville de tolérer des altérations avant qu'elle se réorganise autour d'un nouvel ensemble de structures et de processus (Alberti, 1999). En d'autres termes, introduire le changement dans la société irakienne³ est une tâche difficile voire presque impossible en situation de routine quotidienne. La destruction massive d'une société – physique - créant un bouleversement des habitudes, peut être considérée comme une opportunité pour repenser certaines pratiques et politiques de développement anciennes et en introduire des nouvelles face à l'évolution urbaine récente. Il s'agit de resituer la reconstruction dans une perspective dynamique, en prenant en compte le développement futur.

² Le journal britannique "The Guardian" a publié un rapport confirmant que l'explosion démographique que le monde connaît aujourd'hui continue et qu'elle conduira à une crise environnementale sans précédent qui affectera les générations futures. Ce rapport met l'Irak dans la liste des pays où la population est en croissance constante avec une augmentation du nombre de population situé à hauteur de 344% à la fin du siècle.

³ La plupart des théoriciens irakiens de la sociologie se réfèrent à ce trait de la société irakienne. Voir entre autres, Ali Alwardi. (2001). *Shakhsiyat al fard al iraki* (Le caractère de l'individu Irakien). Londres : Dar Lila. Alwardi indique que l'individu Irakien a une personnalité double, et cela ne signifie pas de la schizophrénie, mais renvoie plutôt à une société passive vis à vis de sa réalité. Cela veut dire qu'aussi loin que cette société fait appel au changement, elle est trop paresseuse, voire défaitiste, pour l'appliquer.

Il faut considérer que Bagdad est une ville en transition, en construction et reconstruction massives. Ces opérations de reconstruction sont toujours des moments exceptionnels. Ils constituent des accélérateurs pour les conceptions urbanistiques mais aussi des catalyseurs de changements majeurs pour les formes urbaines et les pratiques sociales. En même temps ils doivent générer des manières de gérer la situation de façon globale. Comme l'évoque Jébrak (2010) :

« (...) la reconstruction sous-tend des mécanismes complexes de créations et de recreations, d'interprétations et de réinterprétations du fait urbain. Une partie de la complexité des reconstructions repose sur le chevauchement des temps rapides et longs (urgence et normal) : la ville à reconstruire rapidement n'est pas temporaire, les nouvelles constructions étant également destinées aux générations futures. ».

En fait, une stratégie de reconstruction cohérente et intégrée se concentre simultanément sur les besoins à court terme et la poursuite d'objectifs de développement à long terme⁴ (Henderson, 2005). Pourtant, pour l'Etat irakien actuel, la reconstruction constitue le plus souvent des moments d'accélération et d'évolution des modes d'intervention urbanistique. Il est donc difficile de voir dans la reconstruction de la ville de Bagdad l'incarnation de cette articulation des temps court et long. Ce qui nous motive dans cet aspect de la reconstruction c'est cette double articulation. Car au contraire de ce qui est, ce qui devrait être au cœur de la démarche de développement durable c'est l'obsession constante de créer des passerelles et de l'équilibre entre les objectifs à court terme (intérêts et besoins de la génération actuelle) et ceux à long terme (les conséquences potentielles sur la capacité des générations futures).

Dans le même ordre d'idée, la première partie de la définition du CNUED / PNUE⁵ (Programme des villes durables) indique que la ville durable se définit comme: "Une ville où les réalisations

⁴ Henderson, Anne-Ellen. (2005). *The Coalition Provisional Authority's Experience with Economic Reconstruction in Iraq Lessons Identified*, Special Report of United States Institute of Peace: "In fact, a coherent, integrated reconstruction strategy focuses simultaneously on addressing short-term needs and pursuing long-term development objectives". En fait, une stratégie cohérente et intégrée de reconstruction porte simultanément sur le traitement des besoins à court terme et sur la poursuite d'objectifs de développement à long terme. (Traduction de l'auteur.

⁵ Le programme de l'UNCHS/UNEP sur les villes durables définit une ville durable en ces termes: "a city where achievements in social, economic, and physical development are made to last. It has a lasting supply of the environmental resources on which its development depends, using them only at a level of sustainable yield. A sustainable city maintains a lasting security from environmental hazards that have the potential to threaten development achievements, allowing only for acceptable risk.". (Une ville où les réalisations en terme de développement social, économique et physique sont réalisées pour rester durable. Il y a une fourniture durable de

dans le développement social, économique et physique sont faits pour durer". A ce titre, la stratégie de développement doit évidemment être conçue à long terme. La longue durée est indispensable pour pouvoir imaginer des développements et des transformations véritables. A l'évidence pour la ville de Bagdad, les projections à court terme (pour une année ou pour trois, voire cinq ans) ne permettent pas généralement d'imaginer que le futur sera fondamentalement différent du passé. En résumé, seule une stratégie reposant sur une vision à long terme permet de voir quelles modifications doivent être mises en œuvre à court terme pour se préparer à exploiter les opportunités qui se présenteront. Notre recherche, de ce point de vue, considère toute l'importance de la confusion et du déséquilibre apparent dans l'articulation de ces deux aspects dans le processus de développement actuel de la ville.

Sur l'aspect plus subjectif, il est important de signaler que ce travail est né d'une frustration personnelle. Tant de fois avons-nous entendu parler de développement durable, sans trop bien savoir ce dont il s'agit. Tant de fois le terme est utilisé pour justifier des actions qui au final n'ont plus rien à voir avec le développement durable. Ma propre expérience, d'abord en tant qu'architecte puis par la suite en tant que maître de conférences à l'université de technologie de Bagdad m'a permis de constater qu'inversement aux prises d'attention et de conscience à l'égard de l'environnement et des ressources naturelles en Occident, le Moyen-Orient et le monde arabe, par exemple, continuent actuellement une pratique de développement qui est héritée des années mille neuf cent quatre-vingt mais cette fois ci au nom du développement durable. Des pratiques qui nous renvoient à un courant du "style international" qui traduit le point culminant de l'arrivée des idées du mouvement moderne, ce qui peut altérer l'environnement à plusieurs niveaux, notamment aux plans culturel, social et humain. Cette prolifération du terme « durable » m'a amené à m'interroger plus encore sur l'intérêt et la crédibilité du développement durable et a fortifié ma volonté de développer plus avant cette recherche.

Le développement durable est si souvent « *ce terme flou, ce fourre-tout où l'on glisse du tout et du rien* » (Raffaud, 2003). Pourquoi le terme est-il à ce point galvaudé ? Pourquoi un tel dérapage ? Apporte-t-il réellement une valeur ajoutée ? Mon expérience actuelle de doctorant dans un pays

ressources environnementales sur lesquelles dépend le développement, les utilisant seulement en fonction d'un rendement durable. Une ville soutenable conserve une sécurité durable vis-à-vis des aléas environnementaux qui ont une possibilité de menacer les résultats en matière de développement, n'autorisant qu'un risque acceptable), (Traduction de l'auteur). UNCHS/UNEP publications (2001). *Sustainable Cities Programme SCP 1990 - 2000*. p. 2-5. Digital copy: <http://www.unchs.org/en/uploadcontent/publication/scp2.pdf>

dit du premier monde ou dans un pays bien développé par rapport à mon pays d'origine, l'Irak, m'a également apporté de nouveaux éléments de réflexion et de nouvelles questions : quel futur de l'humanité le développement durable propose-t-il ? Qu'est-ce que ce « *futur commun*⁶ » ? Quelle interprétation du « commun » suggère-t-il ? Pourquoi le développement durable ? Et pour qui, pour quelle société ? Quelles sont ses raisons d'être ? On peut faire du développement durable sans que ce terme ne soit mentionné de manière tout aussi efficace, voire plus efficace. Quel rapport à l'homme, à la nature, à l'environnement, à l'architecture existante, et à la ville le développement durable engage-t-il ? Quelle image de la ville propose-t-il ? Pourquoi la ville durable ? Questions parmi tant d'autres qui, lorsque l'on cherche à y répondre, ne font qu'inviter à approfondir la présente recherche. Ces questions permettent effectivement d'établir la problématique spécifique sur laquelle la recherche s'appuiera. Une des questions qui m'interroge le plus est celle de la transposition, ou de la traduction de politiques et de façons de faire la ville durable, de l'échelle globale et occidentale au contexte local (la ville de Bagdad) et de leurs impacts sur la société, ses valeurs et ses représentations.

I.1.2. - Présentation du sujet de la recherche : la ville de Bagdad

Nous souhaitons, sous cette rubrique, présenter un certain nombre de considérations générales concernant la ville de Bagdad pour apporter des éclaircissements permettant de mieux comprendre comment on peut poser spécifiquement la question du développement durable, dans son contexte local et global. La ville de Bagdad évoque à tout un chacun un certain nombre de faits tragiques et douloureux liés à l'histoire récente de l'Irak. Dans une première approche, nous proposons au lecteur une présentation diachronique et synchronique rapide de cette ville mythique.

Le nom de la ville de Bagdad évoque généralement les Mille et Une Nuits, Aladdin et Sindbad⁷, et aussi la richesse de l'histoire de la Mésopotamie, berceau de la civilisation. Cette ville qui a été appelée la mère du monde, le paradis sur terre, la ville de la paix, le dôme de l'Islam, est aussi décrite par de nombreux historiens comme la première ville mondiale ou "Métropole"⁸ dans le

⁶ En référence au titre du rapport des Nations Unies intitulé *Our common future* (Notre avenir à tous). (1987).

⁷ Héros de fictions arabes anciennes

⁸ Rosenberg, Matt T. Largest Cities Through History, About com Geography. Article en ligne <http://geography.about.com/library/weekly/aa011201a.htm>, (dernière consultation le 1 janvier 2014)

monde au XI^e siècle, avec une population qui dépassait un million d'habitants. Bagdad était la capitale de différents Etats et nations qui se sont fondés successivement sur le territoire de la Mésopotamie, cela signifiant l'importance « hypothétiquement » géographique ou géopolitique de la ville.

Cependant, la ville des mille et une nuits n'est plus la même. La ville qu'est Bagdad (la capitale de l'Irak) aujourd'hui a connu une expansion urbaine et des transformations au cours de son histoire (qui l'ont défigurée, notamment ces dernières décennies) en raison de problèmes divers dont notamment une accélération de la croissance de l'économie et de la population. Cette double croissance, rapide et en partie informelle, a été suivie d'une variété de projets de développement urbain, qui n'ont jamais réussi à créer un équilibre entre le taux de croissance qui dépasse toujours le développement des services qui devrait avoir lieu en conformité avec la croissance démographique et l'expansion urbaine. En même temps, une part de la ville - la ville ancienne ou le centre historique - se trouve confrontée aujourd'hui à des menaces variées, au niveau environnemental, économique et social, illustrant souvent et particulièrement bien les potentiels et les défis du monde actuel⁹. Par ailleurs, la ville historique représente toutes les « *évidences les plus tangibles de la richesse et de la diversité des activités culturelles, religieuses et sociales* »¹⁰. Avec leur identité, elles incorporent et expriment, d'une manière concrète et puissante, la présence du passé, l'identité socioculturelle et la mémoire collective de leurs habitants les « *Bagdadiens* ».

D'autre part, Bagdad a connu une série des guerres pendant une trentaine d'années. L'une avec l'Iran (1980-1988), et deux autres avec les Etats Unis (1990 et 2003) au cours desquelles Bagdad a été lourdement bombardée et a vu ses infrastructures quasiment totalement détruites. En terme de pouvoir politique, la ville de Bagdad d'aujourd'hui, encore une fois joue le rôle de capitale d'un nouvel Etat-nation, d'une nouvelle république Irakienne fédérale en train de se reconstruire, comme si l'histoire se répétait. À Bagdad, la situation urbaine est catastrophique et d'une triple complexité. D'abord il y a deux systèmes urbains en conflit, la ville historique et la ville actuelle conçue selon la vision du mouvement moderne que l'on voudrait aujourd'hui redéfinir ; et c'est

⁹ Les défis sont présents dans le conflit perpétuel entre tradition et modernité. Bien que la qualité potentielle de la ville tienne dans ce qu'elle possède comme caractéristiques référentielles pour la ville durable, tel que compacité, diversité, multifonctionnalité, échelle humaine.

¹⁰ Recommandations concernant la sauvegarde et le rôle des zones historiques, UNESCO, 1976, (www.unesco.org)

une question urgente à court terme. Et il y a un troisième système, celui de la ville désirée, projetée (la question de l'extension urbaine et de la demande de logement, la question de la longue durée). Cette triple complexité est présente à tous les niveaux, social, économique et environnemental.

Si la ville a connu plusieurs périodes critiques et destructrices, matériellement et immatériellement, au cours de son histoire, elle se trouve aujourd'hui face à des défis majeurs pour son avenir. Elle fait face à de nombreux problèmes à résoudre : la croissance de la population, sa récente ségrégation sociale et ethnique qui s'est produite après la dernière guerre de 2003¹¹, la réorganisation des espaces existants, le désordre et les transformations urbaines incontrôlées, l'augmentation de la dégradation de l'environnement urbain, et la détérioration économique urbaine. Mais encore, la demande croissante de nouveaux espaces d'activités, les limites géographiques physiques permanentes de la ville, la construction du nouvel Etat et de la nouvelle nation et la continuité de l'ambition de la métropolisation de la ville.

C'est pour cela qu'au long de cette recherche on s'attache à comprendre les mutations et les caractéristiques de la forme urbaine actuelle de la ville, en explorant son histoire et en particulier les politiques qui l'ont produite. Cela dans le but de mieux répondre à certaines des questions qui émergent récemment (au niveau global et local) sur le réaménagement et la reconstruction de la ville. Dans ce sens-là, les analyses de la période actuelle, où la ville de Bagdad doit relever le défi du renouvellement et de la reconstruction, sont privilégiées. Les questions auxquelles la recherche tente de répondre incluent des questions simples, directes, générales, précises et surtout des questions complexes et indirectes qui pourraient cacher soit la durabilité et la prospérité potentielle de la ville ou bien les graines de catastrophes et de tragédies à venir, comme cela s'est produit dans le passé¹². Ainsi, l'abondance de nos questionnements visant à mieux éclaircir comment va-t-on développer la ville de Bagdad devient bien légitime.

Les questions surgissant actuellement à propos de la façon dont nous pouvons développer la ville de Bagdad sont multiples. Dans quelle mesure et selon quelles directions ? Par quel aspect urbain

¹¹ Il s'agit ici de la renaissance forte et tragique de la ségrégation et de la fracture sociale inhérentes à la société irakienne entre les chiites et les sunnites, entre les arabes et les kurdes, les musulmans et les chrétiens, etc.

¹² La réalité détériorée de la ville s'explique dans le même sens que nous avons mentionné. Tous les projets de développement urbain qui ont été réalisés à Bagdad sous le régime de Saddam Hussein, ont porté des objectifs déclarés en contradiction totale avec les objectifs réels cachés derrière (cela va être démontré en détail dans notre recherche).

commence-t-on et sur lequel focalise-t-on les premières actions ? Doit-on chercher à éviter la ségrégation des fonctions urbaines ou l'étalement et l'extension urbaine et privilégier la centralité, ou bien doit-on avant tout favoriser la croissance économique et établir un nouveau centre moderne pour accélérer le processus de métropolisation ? Ces questions sont fondamentales pour le devenir de la ville après une longue rupture de développement, marquée par plusieurs guerres et une sanction économique internationale, par un régime dictatorial opportuniste qui a profité de toutes les richesses du pays à son propre avantage, tout cela handicapant profondément le développement de la ville d'un côté et du pays tout entier d'un autre.

De plus nous ajoutons les grandes questions et les défis préoccupants de la vie urbaine soit ceux de nature sociale (la question du logement), économique (le marché du travail) ou environnementale (la gestion de l'eau, la présence de la nature en ville et la pollution)¹³. Ceux-ci s'ajoutent à des préoccupations sociales, environnementales et économiques mondiales (planétaires) en tant que nouvelles questions urbaines dans la perspective du développement durable.

I.1.3. - La question du développement durable

Ces préoccupations internationales (économiques, sociales et environnementales) ont contribué à introduire la notion de développement durable qui a accompagné une série de conférences mondiales en commençant par le rapport Brundtland, en 1987. Mais l'on peut remonter encore plus loin jusqu'à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain de Stockholm, en 1972. Puis vinrent le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, et la Conférence de Copenhague sur le Climat de 2009.

Cette prise de conscience des conséquences graves du développement a en effet culminé avec la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) à Rio de Janeiro en juin 1992. Cette dernière se fait l'écho du rapport Brundtland publié en 1987, à la suite de la création de la Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement (CMED)

¹³ Voir Baghdad Provincial Strategic Plan (2008-2012).

en 1983 (Aknin et al, 2002). C'est au rapport Brundtland¹⁴ qu'on attribue effectivement l'origine du terme de développement durable, et sa définition célèbre :

« Le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ; l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. » (Brundtland, op. cit).

En se basant sur la définition précédente de Brundtland, nous croyons que la première et la plus importante entrée controversée sur cette notion de développement durable est l'idée « d'un avenir pour tous ». Cette idée généreuse repose aussi sur une vision globale du monde. Cependant le monde vit dans un système divisé principalement en deux zones (inégaux et en désaccord) en leurs conditions de vie et d'influence, le Nord et le Sud. Ce fait met à l'épreuve la priorité des besoins et des intérêts de sociétés différentes, ainsi que le sens global, «mondial», pour aborder ces préoccupations. De cela s'en suit à son tour une compréhension différente de cette notion de développement durable.

C'est ce qui nous a incité, par conséquent, à proposer que cette partie de l'introduction soit consacrée à aborder et comprendre la problématique du développement durable dans les pays du Nord et dans les pays du Sud tout autant bénéficiaires potentiels de ce nouveau modèle de développement «durable». D'ailleurs, on considère que la compréhension de cette problématique est primordiale pour tout engagement dans les politiques de développement durable dans les pays du sud et émergents dont on considère que l'Irak fait partie. En fonction de cela, l'approche de la recherche est de nature dynamique en questionnant le fondement conceptuel et théorique de ce que l'on appelle le « développement durable » et son système de valeurs paradoxalement constitué.

¹⁴ Du nom de Madame Gro Harlem Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège. Elle a présidé à la rédaction du rapport « Notre avenir à tous », dit rapport Brundtland, sous l'égide des Nations Unies, qui pose la définition du principe du développement durable.

Actuellement l'émergence du thème du développement durable est un axiome lié à l'inquiétude des pays du Nord face aux dommages environnementaux provoqués par leur croissance à partir des années 1970¹⁵. Ce thème est donc apparu d'emblée comme une notion du Nord qui a émergé dans les arènes internationales à la faveur d'une configuration particulière des rapports de force entre les acteurs de la scène internationale. (Aknin et al., *op. cit.*).

Dans ce contexte des pays occidentaux, la notion de développement durable fait souvent référence à la nécessité d'adapter ou d'ajuster les modèles économiques afin de maintenir un meilleur équilibre entre la croissance économique et l'environnement, et de réduire l'impact négatif de la croissance sur l'environnement tout en protégeant l'écologie locale autant que "planétaire". Malgré cela, le développement durable, dans son principe, peut être considéré comme une simple interprétation de l'intérêt général, à assurer pour tous, en tous lieux et à tout moment, aujourd'hui comme demain un cadre de vie qui garantisse à chacun le plein exercice de ses droits (Brunel, 2004). En d'autres termes :

«le développement durable veut questionner, dans une perspective intergénérationnelle, les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement et dépasser les clivages Nord/Sud en mettant en avant la dimension planétaire de l'environnement »
(Hugon, 2006, p. 29).

Cela donne à penser qu'il y a une intention à développer plus de justice et d'égalité¹⁶ (Mancebo, 2007) qui ont été promues à la suite selon cette notion de développement durable. On estime que cet équilibre du système mondial est réellement l'enjeu au cœur du développement durable.

¹⁵ "A l'époque du début des années 70, on découvre que les activités économiques génèrent des atteintes à l'environnement visibles et localisées (déchets, fumées d'usine, pollutions des cours d'eau, etc.) dont les responsables sont aisément identifiables. Au cours des années 80, c'est l'existence de pollutions et de dérèglements globaux, telles que le "trou" dans la couche d'ozone, les pluies acides, la désertification, l'effet de serre, la déforestation qui est découverte et portée à la connaissance du public. Ces atteintes aux milieux naturels sont diffuses et leurs origines (liens de cause à effet) et leurs responsables ne sont pas clairement identifiables. Par ailleurs, sur le plan économique et social, il apparaît que les politiques de ces vingt dernières années maintiennent voire accentuent les inégalités entre pays riches et pays pauvres, population riche et population pauvre au sein d'un même pays, d'une même région ou d'une même ville. Le creusement des inégalités est tel qu'il conduit par glissement à l'exclusion et à la constitution d'une société duale. Pourtant, les pays développés (OCDE) n'ont jamais été aussi riches et les progrès du développement aussi sensibles". Voir Nathalie Holec et al, 1998. *Villes et Développement Durable*, sous la direction de Clément Cohen. Dossier Documentaire, Direction Générale de L'Urbanisme, de L'Habitat et de la Construction, Centre de Documentation de L'Urbanisme, Paris.

¹⁶ Le développement durable énonce simultanément deux équités souvent antagonistes : l'équité intergénérationnelle qui prétend préserver les ressources pour les générations à venir, et l'équité spatiale qui vise une optimisation de la

Théoriquement, d'un point de vue éthique¹⁷, nous pouvons partager cette vision égalitaire et la responsabilité participative du développement durable. Néanmoins, cette vision considérée par plusieurs auteurs n'en demeure pas moins discutable (comme on le montrera par la suite) si on l'applique en différents contextes. L'une des preuves les plus évidentes et importantes réside dans le fait que la résurgence de la dimension environnementale dans les arènes internationales, dans les années 1990, et que ce consensus sur la priorité de l'environnement et du développement durable ne se sont pas pour autant traduits en de nouvelles politiques ou des approches de développement dans les pays en développement du sud¹⁸. Dans ces régions le développement est considéré comme toujours en tant qu'un processus d'adoption (dans un but de rattraper) des technologies et des instruments du monde riche et développé du nord considérant que dans tous les domaines, il s'agit d'importer les connaissances des pays étrangers ou d'utiliser à plus grande échelle des technologies « modernes ».

En conséquence nous adoptons dans notre recherche l'idée qu'il est nécessaire d'ajouter d'autres dimensions ou d'introduire une autre vision par laquelle le concept de développement durable puisse mieux convenir à des pays (comme l'Irak en ce qui concerne notre recherche) dont les agendas de développement visent à relever des problèmes de développement de base, tels que la croissance économique, la pénurie d'eau, la sécurité alimentaire, la santé et l'infrastructure¹⁹

répartition des ressources et des richesses dans le monde pour l'amélioration des conditions de vie de tous. Voir Mancebo, François. (2007a). Quels référentiels pour un aménagement «durable»? *L'Information géographique*, 71(3), 29-47. URL : www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2007-3-page-29.htm. DOI : 10.3917/lig.713.0029.

¹⁷ Il ne s'agit plus seulement de tenir compte des retombées écologiques de nos actes, mais bien de prendre conscience de notre responsabilité globale face aux multiples interactions et conséquences de nos actes. Nous sommes tous concernés, tant dans notre vie professionnelle que privée, puisque l'ensemble de nos choix de vie participent, d'une manière ou d'une autre à ce processus. Voir dans ce sens Pellaud, Francine. (2001). Approche didactique du "développement durable": un concept entre utopie et réalité. *Education permanente*. 148,3"

¹⁸ Pour ne pas généraliser cette perception négative, surtout en ce qui concerne le contexte des pays arabes dans lequel notre recherche s'inscrit, nous voudrions citer ici Barthel et al (2013) qui relèvent qu'un nombre croissant de programmes, projets et plans urbains font en effet appel à la notion de développement durable lancée dans trois pays arabes (le Maroc, la Syrie et l'Egypte) depuis et avant 1990. Cependant ces efforts sont souvent menés en collaboration avec des consultants et bailleurs internationaux. Bien que les auteurs reviennent à la fin à formuler des critiques de ces efforts de façon peut-être à les vider de leur contenu sur le développement durable. Voir Barthel, Pierre-Arnaud, Clerc, Valérie et Philifert, Pascale. (2013). La ville durable précipitée dans le monde arabe: essai d'analyse généalogique et critique. In : *Environnement Urbain/Urban Environment*, vol. 7, p. a-16 à a-30).

¹⁹ Les pays en développement sont aujourd'hui confrontés à d'autres problèmes que les problèmes environnementaux, comme la pollution de l'air intérieur et extérieur ou les déchets chimiques toxiques. (...) la majorité de ces problèmes étaient en grande partie absente de l'agenda du développement durant la seconde moitié du XXe siècle. C'est seulement au cours de ces dernières années que ces difficultés (...) se sont accrues et ont reçu l'attention des responsables politiques et de l'opinion publique. Voir, Jacquet, Pierre et Loup, Jacques (2009). « Le développement durable, une nécessité pour les pays du Sud ». In : *Annuaire*, p. 182-195.

(Jacquet et Loup, 2009). De même, dans ces agendas certains autres aspects environnementaux et sociaux sont marginalisés, ou au mieux, sont considérés comme secondaires ou sujets de luxe. Ainsi, la notion de développement durable prend un sens assez différent.

Page | 31 En effet, la question qui surgit à ce propos, ressemble à celle que nombreux auteurs avaient posée, telle que Audrey Akinin, quand elle demande de quelle légitimité les pays riches imposent aux moins riches des dépenses de protection de l'environnement et de gestion des ressources pour le bien commun ou d'interdire l'utilisation d'espaces et d'espèces qu'ils considèrent comme patrimoine de l'humanité? (Akinin et al., *op. cit.*). Herman E. Daly (1997, p. 18) résume cette position lorsqu'il écrit :

« il est absurde d'attendre de la part du Sud davantage de sacrifice au nom de la durabilité si des mesures n'ont pas été prises au préalable au Nord ²⁰ ».

Catherine Figuière (2006) développe une explication réaliste sur la cause de cette absence d'accord - du point de vue des pays du sud - à mettre la notion de développement durable elle-même en question. Elle conclut que :

«la version consensuelle du développement durable ou version Brundtland permettant de ne pas modifier le paradigme d'organisation sociétale en vigueur, n'autorise pas le renouvellement de la réflexion sur le problème du développement des pays du Sud. Au contraire, il s'avère qu'en pointant les problèmes environnementaux posés à tous, cette version a tendance à reléguer les problèmes de bien-être qui se posent au plus grand nombre, au second plan. Le développement durable est ainsi venu occulter pour une large part les questions spécifiques du développement, alors qu'il était originellement censé aider à les résoudre».

Cela dit, et afin de s'inscrire dans le contexte de la recherche, il est clair que pour un pays comme l'Irak, fonder le développement économique sur la seule exploitation d'une ressource, le pétrole, dont on connaît le caractère épuisable, c'est poser une problématique grave en termes de

²⁰ Daly, Herman E. (1997). « Reconciling Internal and External Policies for Sustainable Development », In : Dragun, A. et Jakobsson, K. (eds.). 1997. Sustainability and Global Environmental Policy, Edward Elgar, p.11-32. Cité par Akinin A. et al, *op.cit.*, p. 51-72

développement écologiquement durable. De fait, on estime ici que l'épuisement d'une ressource naturelle comme le pétrole (qui n'est pas une ressource si elle n'est pas exploitée) n'est pas un problème en soi pour un tel pays qui dispose de la technologie et de la connaissance mais qui a des alternatives très limitées. Même si elle n'est pas remplacée par un autre facteur de production ayant le même usage, avec des conséquences écologiques maîtrisées. Cela en dépit de la conviction officielle et populaire de la nécessité de l'engagement de cette dernière alternative.

Ce caractère conflictuel du développement plaide pour la nécessité d'un débat scientifique et politique sur le développement et sur le développement durable, ou pour la création d'une valeur nouvelle face à la révélation d'intérêts conflictuels pour une mise en œuvre de cette notion dans un pays comme l'Irak. Dans ce sens-là, et pour sortir de cette impasse, l'intégration du développement durable dans les politiques de développement des pays de sud prend actuellement des formes multiples. Deux grandes tendances peuvent cependant être mises en exergue. D'une part ce que Catherine Figuière (2006) souligne comme essayer de réexaminer le passage entre le développement et le développement durable. Dans ce sens elle précise que :

« L'analyse des enjeux de l'avènement du développement durable pour les pays du Sud, nécessite de revenir sur le moment précis du « basculement des propositions » en matière de développement durable : le passage « direct » du développement au développement « durable », qui s'est opéré au cours de la décennie quatre-vingt » (Figuière, Ibid).

D'où l'on exige l'importance de la prise en considération du contexte historique, géographique et social spécifique dans lequel on situe la réflexion sur le développement et ses essais de mise en œuvre.

En fait, évaluer les écrits et les travaux théoriques sur ce moment historique du passage entre le développement et le développement durable et son implication contextuelle (surtout dans les pays arabes) contribue notamment à élaborer des propositions alternatives locales de durabilité à travers une seule théorie (une vie durable : repenser l'Islam et les traditions). Cette théorie établit que la durabilité a des racines culturelles arabes et islamiques, en particulier en ce qui concerne la réglementation de la vie urbaine et les lois sociales²¹. Les institutions de recherche, les

²¹ Sur cet aspect voir entre autre 1)- Ben-Hamouche, M. (2008). « Climate, Cities And Sustainability In The Arabian Region: Compactness As A New Paradigm In Urban Design And Planning ». In *Archnet-IJAR: International Journal of Architectural Research*, 2(2), 196-208. 2) – Hakim, B. S. (2004). *Eco-cities Embedded Locality: Learning from*

conférences et les chercheurs qui adoptent et promeuvent cette approche recommandent de faire face aux défis de la mondialisation au niveau de l'économie, de la culture et des médias en préservant le patrimoine islamique original, culturel et architectural, consistant en sites archéologiques, ensembles architecturaux ou édifices remarquables, arts et autres produits de la culture. Ce qui est l'un des principaux efforts pour répondre aux principaux défis auxquels sont confrontés les pays du monde islamique dans le domaine du développement durable²². Et cela, à son tour, fait nécessairement de la crise du développement une crise culturelle²³ (Latouche, 1989). Dans cet ordre d'idée la dimension culturelle renvoie vers un ensemble de conceptions parmi lesquelles on relève l'identité et la modernité, ainsi que les croyances religieuses et les traditions.

À la suite de ce type de recherche et de thèses portant sur le discours général sur le lien entre développement et durabilité dans un contexte spécifique (arabe et islamique) du monde, nous avons constaté que l'une des principales raisons de l'incompatibilité entre le modèle actuel de développement (objectifs légitimes de développement socio-économique des populations) et la durabilité (des impératifs de durabilité imposés à l'échelle globale par la nécessité du changement climatique), ou l'improbabilité de parvenir à un résultat durable du modèle actuel, peuvent être trouvés dans la diffusion des connaissances et les techniques de la transmission de l'idée de la modernité²⁴.

Tradition and Innovating Now. In: *Heritage, Globalization & Built Environment*, Kingdom of Bahrain: The Bahrain Society of Engineers. 3) – Eben-Saleh, M. A. (2004). Learning from tradition: the planning of residential neighbourhoods in a changing world. In: *Habitat International*, 28, 625-639. 4) – Ahmed, Khaled Galal. (2012). Urban social sustainability: a study of the Emirati local communities in Al Ain. In: *Journal of Urbanism: International Research on Placemaking and Urban Sustainability*, 5:1, 41-66, DOI: 10.1080/17549175.2012.659515. Disponible sur: . 5) – Taleb, Ali (Ed). (2006). The Need for locally sustainable settlement in the Arab world. In: *House Creative, the publishers of Architecture Plus* (www.arclplusonline.com). 6) – Mortada, Hisham. (2003). *Traditional Islamic principles of built environment*. London: RoutledgeCurzon, Taylor & Francis Group.

²² Voir Jeddah Commitments For Sustainable Development. In: *Second Islamic Conference Of Environment Ministers*, Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia 22nd-24th Zul Qi'da 1427 A.H./13-15 December 2006

²³ Face aux défis de déséquilibre du système mondial liés à la mondialisation, tous les acteurs ne disposent pas des mêmes moyens (les progrès technologiques et industriels). Un des objectifs du développement durable vise à rééquilibrer ce système. Cependant un des moyens d'équilibrer ce système réside dans la cohabitation harmonieuse entre le développement économique, la préservation des identités culturelles, tout en préservant le droit à un environnement sain.

²⁴ En sens général, dans la plupart des écrits sur la problématique du développement on trouve dans l'opposition entre tradition et modernité l'explication de tout « mal développement » dans les pays arabes. En conséquence, à chaque fois que nous avons essayé de critiquer la notion de développement durable, d'une manière directe ou indirecte, nous nous trouvons enclin à critiquer le concept de modernité, et vice versa. Voir dans ce sens entre autre : 1) Abed Al-Jabri, Mohammed. (1994). *Introduction à la critique de la raison arabe*, Paris : La Découverte/IMA. 2) Abed Al-Jabri, Mohammed. (1999). (En), *Arab-Islamic Philosophy: A Contemporary Critique*. Traduction de Aziz Abbassi.

Cette impasse intellectuelle et culturelle contribue à faire du développement durable un concept global qui s'étend - au-delà du simple équilibre technique de la croissance économique avec la protection de l'environnement - pour englober la dignité humaine, l'estime et l'existence de soi (Rizk, 2008, p. 167-174). Dans ce sens-là, "l'approche islamique" du développement durable appelant à maintenir en priorité la dignité de l'homme et à s'acquitter d'une lieutenance²⁵ sur terre par de bonnes actions, est l'une des pierres angulaires du développement durable²⁶. Cela veut dire que le développement durable devrait placer son espoir dans la société et dans l'être humain, plutôt que dans la science ou la technique.

Au même égard, chercher à sortir de cette impasse d'intérêts conflictuels entre les pays de nord et les pays de sud, Soufiane Boukarta (2010) peut trouver une voie dans l'aide au développement comme approche permettant d'intégrer le développement durable. Cet auteur précise que :

"l'importance du développement durable ne fait désormais plus débat, non pas seulement à cause des risques environnementaux ou sociaux qu'encourt le monde aujourd'hui – quoique, c'est la cause réelle – mais aussi grâce aux avantages qu'incarne ce dernier aux yeux des pays – surtout les pays en voie de développement – qui veulent s'appropriier le contenu du développement durable dans leur politique de développement pour avoir accès

Austin: University of Texas Press, (ISBN 0-292-70480-1). 3) Abed Al-Jabri, Mohammed. (1991). (Ar), Tradition et modernité: études et débats. 4) Khatemi, Mohammed. (2005). La Problématique du Développement entre Modernité et Patrimoine. Article publié dans le site nawaat.org. Disponible sur : < <http://nawaat.org/portail/2005/02/24/development-tradition-and-modernity> > (consulté le 19 décembre 2013)

²⁵ Dans l'islame Il ya des questions sur le rôle de l'homme sur la terre. Est-il vrai que l'être humain est "lieutenant" de Dieu sur terre ? Dans le Coran, Dieu rapporte ce récit concernant le premier homme, Adam : "Et quand ton Seigneur dit aux anges : "Je vais mettre sur la terre un khalifa". Les anges dirent : "Vas-tu mettre sur terre ceux qui vont y semer le mal et verser du sang ? Alors que nous proclamons ta pureté avec ta louange et te glorifions ?"" (Coran 2/30).

Le terme "khalifa" décrit juste ici une prérogative particulière que Dieu accorde à l'homme, et que nous traduirons ici par : être gérant sur terre. Ou le "lieutenant" de Dieu sur terre

La gérance donne donc à l'homme le droit de choisir et celui de tirer profit des ressources terrestres : "Dieu est Celui qui a fait descendre du ciel une eau puis a fait apparaître grâce à elle des fruits, comme nourriture pour vous. Et Il a assujetti pour vous le navire afin qu'il vogue sur la mer par Sa Permission. Et Il a assujetti pour vous les fleuves. Et Il a assujetti pour vous le soleil et la lune, voués à un perpétuel mouvement. Et il a assujetti pour vous la nuit et le jour. Et Il vous a donné de tout ce que vous Lui avez demandé. Et si vous comptez les bienfaits de Dieu, vous ne pourrez les dénombrer..." (Coran 14/32-34).

Cependant, la gérance lui impose d'elle-même des devoirs – les nécessaires limites et orientations à respecter dans ses actions –, car elle est synonyme de comptes que le gérant devra rendre au propriétaire : "Nous avons présenté le dépôt aux cieux, à la terre et aux montagnes. Ils ont refusé de s'en charger et en ont été effrayés. Et l'homme s'en est chargé" (Coran 33/72) ; d'après un des commentaires, le "dépôt" ici mentionné est la responsabilité pour ses actions. Voir <http://www.maison-islam.com/articles/?p=266>.

²⁶ Op. cit.: Jeddah Commitments For Sustainable Development. In: Second Islamic Conference Of Environment Ministers, Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia 22nd-24th Zul Qi'da 1427 A.H./13-15 December 2006

à des aides de nature financière ou technologique selon les accords de l'agenda 21".
(Boukarta, *Ibid*).

Page | 35 Ce qui signifie que le développement durable vient à eux (les pays de sud ou en voie de développement) par la voie des bailleurs de fonds internationaux et de « coopérations », offrant les outils et les meilleures pratiques, et visant à aider (pas toujours sans prix²⁷) les autorités des pays concernés. Ensuite, la mise en pratique du développement durable apparaît encore très largement impulsée, voire dictée, de l'extérieur, en fonction des priorités définies par les bailleurs de fonds, même si dans certains cas, comme en Amérique latine, elle semble résulter d'un double jeu de pressions externes et de contestations internes²⁸ (Foyer, 2008). En outre, au niveau du développement urbain, avec une forte présence en particulier dans les mégapoles du Sud, les donateurs et les organismes internationaux portent une doxa globalisée de la ville durable qui ne peut pas alimenter seule le débat sur les stratégies à développer afin de s'adapter à l'environnement actuel, à atténuer et à traiter les impacts (Barthel et Monqid, 2012). Ce qui à son tour rend le développement durable conçu comme un processus à imposer aux populations (bien que nécessitant leur participation) plutôt que d'être généré par eux au cours de leur recherche pour améliorer leur vie sur la base de leurs connaissances et de leurs ressources. A cet égard, des questions légitimes émergent, et sont relatives à la capacité et la faisabilité de ce type de coopération (même si elle est de nature multidimensionnelle) à réopérer et conjurer le dysfonctionnement des pratiques antécédentes modernes, et actuelles durables, et à être le fruit d'un véritable changement.

Du fait de cette approche, l'intégration du développement durable, malheureusement, semblait cacher une soumission au pouvoir économique qui conduit à douter et à se méfier des objectifs du développement durable. Comme le souligne Philippe Hugon (2004, p. 25) :

²⁷ Le développement durable, tout comme l'ajustement structurel et le concept de bonne gouvernance, sont interprétés par les décideurs dans le Sud comme une réponse à des préoccupations immédiates du Nord et des sociétés transnationales : remboursement de la dette par le biais de mécanismes tels que le Mécanisme de Développement Propre (MDP), création d'un environnement favorable pour les investissements directs étrangers, vente de technologies de l'environnement et d'autres produits «verts». Voir à ce sujet Boidin, Bruno et Djeflat, Abdelkader. (2009). Spécificités et perspectives du développement durable dans les pays en développement. In : *Mondes en Développement* 4/2009 (No 148), p. 7-14. URL: www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-4-page-7.htm. DOI: 10.3917/med.148.0007.

²⁸ Foyer, Jean. (2008). Diversité naturelle et culturelle face aux défis des biotechnologies : enjeux et controverses au Mexique. Thèse de sociologie, Université Paris 3 (Dir : Y. Le Bot). Cité par Boidin, Bruno et Djeflat, Abdelkader (*Ibid*).

« *Les questions de la durabilité du développement et de la reproduction des conditions sociales et environnementales ont été dès le départ inhérentes à l'économie du développement. Parler de durabilité ou de la soutenabilité du développement est un pléonasma.*²⁹ ».

Par ailleurs, même si la généralisation des préoccupations environnementales a provoqué des changements dans l'architecture de l'aide, la prise en compte de l'environnement en tant que facteur déterminant du développement est, elle, encore timide (Jacquet et Loup, *op. cit.*).

Il est intéressant de noter ici que malgré ce débat sur la différence de sens donné au développement durable, il reste que les efforts qui devraient être fournis par les pays développés et ceux en développement sont quasiment identiques, au moins théoriquement. Sauf que ces efforts sont déployés par les pays en développement afin qu'ils soient considérés comme pays « développés »³⁰. Alors que les efforts auxquels les pays les plus développés devraient se soumettre consistent seulement à devenir « durables ». Dans cette dichotomie, le schème conceptuel du développement durable qui traduit une cosmologie particulière (ou vision du monde), le plus souvent illustrée par trois cercles distincts mais interpénétrés (économie, société, environnement), s'inscrit différemment dans des dynamiques et priorités de développement (écologiques, économiques ou sociales) selon les différents contextes. Cela, évidemment, dans le but de mieux y implanter le développement durable.

Dans ce contexte d'intérêts et d'objectifs assez contradictoires, entre intérêts des générations actuelles et futures, territoires riches et pauvres, besoins des êtres humains et préservation des écosystèmes (ressources, habitats et espèces), une recherche de préservation et d'exploitation optimale des ressources reste un objectif majeur³¹ (Costanza, 1992). Cela dans le but de faire des

²⁹ Hugon, Philippe. (2004). « L'aide publique au développement au regard des biens publics mondiaux », cité par Aknin et al. *op. cit*

³⁰ les pays en développement doivent principalement augmenter leur IDH (pour atteindre un niveau de « développement humain » jugé acceptable par le PNUD) sans augmenter leur empreinte écologique. Finalement, l'effort à fournir par les pays les plus pauvres n'est pas plus important que l'effort auquel les pays les plus riches devraient se soumettre pour devenir « écologiquement durables ». Voir Boutaud, Aurélien. (2003). Développement durable: à la recherche des bons indicateurs. In : *Le développement durable: un objectif incertain (Numéro spécial), Problèmes économiques, mars 2003, No. 2800, P. 1-3.*

³¹ Costanza, R. (1992), *Ecological Economics : The Science and Management of Sustainability*. Washington: Columbia University Press. Cité par Mancebo, F. (2009). Des développements durables. Quel référentiel pour les politiques de développement durable en Europe? In : *Cybergeo: European Journal of Geography*. Et aussi, Mancebo, F. (2007b). « Quels référentiels pour un aménagement « durable » ? ». In : *L'Information géographique*, Vol. 71, No. 3, p. 29-47.

compromis entre ces intérêts et objectifs de développement, en positionnant le développement durable entre ses deux objectifs principaux supposés : la préservation des ressources et l'amélioration des conditions de vie. Ainsi, au-delà des tentatives sur la façon d'estimer cela concrètement en pratique, ces efforts visent à inscrire avant tout le développement durable dans deux écoles de pensée. D'une part dans l'école incrémentale ou évolutionnaire qui vise une croissance plus qualitative et un développement durable sans remettre en question le capitalisme. Et d'autre part dans l'école transformative ou révolutionnaire qui s'intéresse au concept de durabilité défini comme un état dynamique ou une vision d'inspiration donnant la priorité à la survie de la planète et au bien-être de la société sur la croissance économique (Raufflet et Mena, 2012). Ces deux écoles peuvent être définies selon deux formes de durabilité : soit une forme de durabilité forte, soit une forme de durabilité faible. L'important ici est de ne pas parvenir à l'élaboration d'un modèle de développement durable unique car tout l'enjeu réside dans la capacité d'un bassin de population à se mobiliser autour de la prise en compte d'une situation de vulnérabilité mais nécessitant une action collective (Arnaud et Marais, 2010, p. 18).

L'idée qui préside à ces deux modes opérationnels du concept de développement durable (durabilité forte et faible) est de ne pas considérer le développement durable comme une utopie généreuse mais de réfléchir au sens que l'on peut lui donner en mettant l'accent sur la nécessité de prendre en considération les diverses temporalités (économique, sociale, écologique, politique...) et les conflits posés par leur articulation. Il convient également d'aborder les problèmes sur plusieurs échelles spatiales (internationale, nationale, locale,...) et de mettre l'accent sur l'aspect participatif (plus forte participation des citoyens et prise en considération de la diversité des acteurs et des conflits de valeurs) (Aknin et al., *op. cit.*). Ce point de vue se fonde sur l'idée que le développement durable n'est réalisable que s'il y a une harmonie et un alignement entre les objectifs de la diversité culturelle et de l'équité sociale, la responsabilité environnementale et la viabilité économique. Nous reformulons, par conséquent, ce point de vue en termes de "durabilité géographique"³², affirmant qu'il n'y a pas une forme universelle de la durabilité pour tous les lieux mais plutôt que chaque endroit a à définir son propre modèle de développement fondé sur les besoins et la volonté de ses citoyens.

³² Cette notion est utilisée par Frédéric Chiffelle, « Pour un développement durable écologique, économique, social et géographique », préface de l'ouvrage de Da Cunha, Antonio et Ruegg, Jean. (éds.). (2003). *Développement durable et aménagement du territoire*. Lausanne : EPFL, Presses Polytechniques Universitaires Romandes.

Nous aboutissons, pour faire le point en ce qui concerne le développement durable, à un constat dominant qui est celui-ci : face aux énormes problèmes qui règnent dans la réalité sociale des pays de sud, y compris l'Irak, un sentiment d'incertitude domine concernant la faisabilité de l'intégration du développement durable. En fait, lorsque la question du développement durable est abordée, la majorité des personnes qui s'en saisissent adoptent elles aussi une attitude sceptique³³ (Stengers, 1996). On peut comprendre la méfiance qui s'impose chez les pays du Sud face à l'enthousiasme de certains pays du Nord pour le développement durable. Cette méfiance demeure malgré les efforts déployés dans les deux approches, soit le recul avec un examen critique de la pratique actuelle ou le recours renouvelé à l'aide extérieure de l'étranger en matière de développement durable. Cela est bien compréhensible puisqu'en premier lieu le terme de développement durable est vague, et en second lieu le concept sensible à la production de nombreuses interprétations (Stengers, *Ibid*). D'autre part, les efforts déployés et la portée des actions par les autorités concernées à faire des collectivités durables, ne reflètent pas la réalité du désir d'embrasser la durabilité. Cela s'ajoute au fait que ces efforts ne sont pas à l'échelle de la complexité des problèmes actuels. Alors, il nous semble normal qu'une méfiance s'impose à l'égard de ce concept (Aga Khan, 2005).

D'un point de vue général, les obstacles potentiels à l'intégration du développement durable dans les politiques de développement prennent des formes multiples. Dans son article « Quatre défis du développement durable », David Orr (2003) développe certains des obstacles potentiels à atteindre un monde durable. Ces obstacles pourraient être identiques à ce qu'on cherche à développer. D'abord ce sont les facteurs sociaux qui pourraient empêcher le changement lorsque les systèmes humains complexes deviennent impossibles à gérer et lorsque les gens ne parviennent pas à comprendre comment vivre en grand nombre dans un monde fragile. Une autre ineptie est « l'insensé » politique comme obstacle qui pourrait aussi interférer avec l'homme dans cette tension vers un avenir durable, lorsqu'il y a un manque de leadership ou lorsque le leadership est corrompu. Enfin, Orr estime que nous pouvons échouer en raison d'un « vide spirituel » qui ébranle la volonté de l'homme à travailler pour un avenir durable.

³³ Voir Stengers, I. (1996). Prendre au sérieux le développement durable? (Taking sustainable development seriously?), website-document, Brussels: Université Libre de Bruxelles. Cité par Block, Thomas et Van Assche, Joke. (2001). Co-design of Indicators on Sustainable Urban Development. Barcelone: Ghent University, Centre for Sustainable Development.

En se basant sur le sentiment de doute et sur les obstacles potentiels précédemment évoqués pour nous engager dans l'élaboration d'un cadre théorique du développement durable, nous tendons vers la perception générale qui prévaut sur le développement durable, dans laquelle :

Page | 39

" Le développement durable est un concept flou dont la mise en application est difficile. Il traduit un changement de cap revendiqué par des acteurs, puis par des institutions, qui ont souhaité rompre avec le modèle de développement industriel productiviste. C'est que ce modèle s'avère dépassé, non seulement en regard des enjeux environnementaux actuels, mais aussi en regard des inégalités sociales et économiques qui perdurent et s'approfondissent. Si bien que loin d'être un effet de mode, la diffusion du concept de développement durable traduit un véritable changement de perspective et de valeurs" (Gendron, 2005).

De toute évidence, en se basant sur la réalité sociale du contexte de la recherche, on estime que dans cette perspective l'orientation culturelle de la société Irakienne (en particulier, ou de n'importe quelle société arabe) vers la notion de « développement durable » - ou plus précisément vers la création de fondements sociétaux du « développement durable » - peut entraîner une transformation ou appeler à une métamorphose des mentalités et des pratiques pour soutenir l'idée réaliste d'un avenir durable. De même, le développement durable comme nouveau paradigme de l'action collective, nous oblige à repenser nos objectifs à long terme, tout en tenant compte de la diversité des sociétés et des nouvelles imbrications des niveaux de gouvernance, et donc d'une incontournable évolution des modes de décision collective au sein même des institutions nationales ou internationales. Les enjeux du développement durable appellent à « faire les choses autrement », à développer des initiatives à partir de la valorisation des ressources d'action locales disponibles et potentielles, et à expérimenter de nouvelles pratiques. Cela peut signifier, d'une manière ou d'une autre, que nous allons plutôt nous appuyer sur une approche en mesure de revoir et réexaminer notre pratique antérieure et actuelle du développement par une approche d'analyse rétrospective (surtout pour le développement urbain). Notre travail, autant d'un point de vue méthodologique que dans la démarche adoptée, va dans ce sens.

I.1.4. - La question de la ville durable

Après cette présentation de nos motivations et avoir posé notre argumentation sur la question du développement durable, dans sa spécificité à la ville de Bagdad, nous abordons l'état de la question de la ville durable dans ses aspects pratiques ou théoriques dans le contexte de la recherche, afin de comprendre, de façon encore plus singulière, la nature spécifique des enjeux de la question. Nous dressons cet état des lieux de façon critique.

Mondialement, cette problématique du conflit d'intérêt entre le local et le global est progressivement apparue comme une question centrale, au cours des dernières années, parmi les théoriciens de l'approche territoriale du développement durable (Boutaud et Brodhag, 2006). Jacques Theys et Cyria Emelianoff (2001), ont largement abordé cette problématique. Ils se demandent si une ville durable doit:

« d'abord contribuer à la solution des grands problèmes mondiaux – au prix éventuel de sa croissance – ou plutôt s'assurer de la viabilité à long terme de son propre développement ».

Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyran (2002) indiquent également que la récurrence de cette préoccupation connaît toutefois une inversion récente de l'argumentation du point de vue de l'urbanisme. Ils avancent qu'il y a un inversement dans le rapport entre espaces-problèmes et espaces-solutions entre le « Nord » et le « Sud ». Cependant la complexité de la situation fait que si les problèmes sont au « Sud », la recherche des solutions obsède le « Nord ».

La ville de Bagdad est déchirée entre les deux idées avancées de l'autonomie ou de l'indépendance de la ville en matière de développement recherchées par Theys et Emelianoff, et l'idée de la dépendance présentée par Berdoulay et Soubeyran. Mais la deuxième idée est profondément enracinée dans l'histoire du développement de la ville de Bagdad, bien que s'étant égarée de la bonne direction et en train de perdre son identité. En ce qui concerne la ville de Bagdad, Il n'existe que très peu de données et de travaux sérieux sur l'idée développée ci-dessus (surtout en matière de développement durable). Ce point là va nous amener à interroger le contexte régional. Au vu de cet objectif, l'étude du cas des villes arabes et surtout des villes des pays de Golfe dans ce cadre, se révèle intéressante à plusieurs titres. D'abord :

*"les villes arabe modernes sont imaginées ou perçues plus comme des villes fonctionnelles que comme des "villes à vivre " ; elles sont nées du désir de l'autre. C'est-à-dire qu'elles répondent aux besoins économiques exogènes de "l'occident", et non pas d'une évolution endogène des besoins, des choix et des références culturelles de la population de ces rivages. D'évidence, elles obéissent à des modèles urbanistiques et architecturaux importés"*³⁴ (Dumortier et Lavergne, 2002)

En conséquence :

"ce cadre bâti apparaît comme imposé à la population qui y déploie ses activités, qu'elle soit autochtone ou immigrée. Cette dernière réside de façon précaire dans ces lieux, et n'est donc pas consultée sur les choix urbanistiques et architecturaux. Le cadre de vie n'est donc pas façonné, ni même encore apprivoisé, par ses usagers, qui s'efforcent seulement d'en maîtriser les codes et les exigences, avec d'ailleurs une faculté d'adaptation qui peut surprendre" (Lavergne, 2005).

Les politiciens et les pouvoirs publics ainsi que les acteurs privés, les organisations de la société civile (les ONGs communautaires et le secteur bénévole et humanitaire) et les organismes internationaux présents dans les pays de cette région sont tous engagés face à ces défis qui sont particulièrement prononcés dans les villes (Barthel, Clerc et Philifert, *op. cit.*).

Généralement, la plupart de la littérature sur les villes et l'urbanisation dans le monde en développement a formulé le discours de durabilité, en grande partie, en termes de programme environnemental préoccupé par les orientations « verte » et/ou « brune » (Zetter et Watson, 2006), et sur des questions telles que la pollution, la consommation d'énergie, les transports et l'empreinte urbaine. Deuxièmement, et trop souvent encore, les stratégies dites de développement durable se limitent à des politiques sectorielles de préservation de l'environnement, tenant peu compte des communautés et des niveaux de développement humain et social. Ainsi, les quartiers « durables » semblent ici plus proches de « ghettos pour riches écolos », que de véritables

³⁴ Dumortier, Brigitte et Lavergne, Marc, 2002. « Dubaï, ville du pétrole ou projet métropolitain post-pétrolier ? » In : *Annales de Géographie*, No°623, janvier-février 2002, p. 41-59. Cité par Lavergne, M. (2005). Sur les ailes du désir, de Koweït à Mascate. In : *Villes et Territoires au Moyen-Orient*, (No.1, novembre 2005). Lyon : Groupe de Recherches et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (UMR 5195 du CNRS).

réalisations durables. Surtout en termes d'inégalité environnementale³⁵, de justice et d'égalité et d'amélioration de la qualité du cadre de vie d'un territoire comme de l'accès aux services urbains. Cela parce qu'elles entraînent, volontairement ou pas, implicitement ou explicitement, une mise à l'écart des catégories de population défavorisées. Par exemple, en ce qui concerne la dimension culturelle, cette tendance a largement négligé le défi de concevoir les villes comme des lieux viables et vivables qui peuvent adapter leurs identités culturelles uniques et spécifiques et leur patrimoine historique, aux besoins contemporains. Cela bien que les établissements traditionnels, leurs composantes et leur organisation, dans certains essais inscrits dans cette tendance, ont été maladroitement copiés, ce qui entraîne une confrontation inutile entre l'héritage urbain et les objectifs du développement durable. Cela alors que les établissements traditionnels devraient être développés et employés comme des modèles et des formes d'inspiration. De même, la prise en compte de la réactivité locale devrait constituer un état d'esprit fondamental.

Cependant, en raison de problèmes nouveaux, complexes et entremêlés, l'agenda politique est en conséquence devenu plus complexe. Le recours aux solutions antérieures ou importées se révèle pas nécessairement pertinent pour traiter les problèmes actuels, et leur nature systémique complique la formulation de réponses appropriées. Cela bien que le développement durable, lorsqu'il est adopté dans ce contexte des villes arabes, se fait avec des connotations politiques fortes destinées à (re) légitimer pour partie les pouvoirs. En second, le développement urbain durable est très « porté » par le chef de l'État lui-même ou par son entourage proche (Barthel, Clerc et Philifert, *op. cit.*).

De cette façon, les modes d'application de la notion de développement durable, la conception et l'implantation des projets architecturaux et urbains durables en question dans le monde arabe offrent de nombreux exemples, surtout dans les villes des pays du Golfe comme Dubaï³⁶. Ils ne prennent pas en considération ni la particularité du contexte, ni la nature de la société à laquelle

³⁵ Emelianoff, C. (2006). « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales? » In : *ESO, travaux et documents*, No. 25, P. 35-43 : " Le terme d'inégalité environnementale exprime l'idée que les populations ou les groupes sociaux ne sont pas égaux face aux pollutions, aux nuisances et aux risques environnementaux, pas plus qu'ils n'ont un accès égal aux ressources et aménités environnementales. Multiscalaire, l'inégalité environnementale peut être lue à une échelle planétaire, à une échelle locale ou à tous les échelons intermédiaires."

³⁶ Nous tenons à mentionner ici la confusion sur ces modèles. Ainsi, dans ce sens, nous envisageons plutôt l'argument à travers lequel on croit que ces villes, restent en premier lieu un modèle pour le développement urbain dit "durable" pour les reste des villes arabes contemporains, alors qu'elles n'ont jamais été basées sur des concepts urbain précis liés aux principes du développement durable. Mais plutôt elles se développent selon des images et des symboles qui répondent à la philosophie économique adoptée dans son développement urbain.

ces bâtiments sont destinés, ni l'évolution sociale. Dans l'image que l'on essaie de projeter, le sujet prend une dimension assez vaste qui n'est pas que architecturale pour être traité d'une manière exhaustive : de la planification urbaine aux normes architecturales, de la politique urbaine à la protection du patrimoine, des infrastructures aux services, à la "bonne gouvernance", qui toutes contribuent à rendre une ville "désirable" ou non. Il en résulte que les effets de cette pratique sont inattendus produisant une inquiétante étrangeté et une rupture évidente. Les effets en question semblent être comparables à ceux du Mouvement Moderne dont a souffert particulièrement le monde arabe durant les années 1980 jusqu'à nos jours. Ainsi, la déclinaison urbaine du concept de durabilité dans le courant des années 1990 dans le monde arabe n'est donc qu'une conséquence logique de la diffusion du concept de modernité lui-même. La rupture s'énonce réelle et les défis que doivent affronter les architectes, les urbanistes, et les paysagistes sont immenses. Cela ouvre le débat sur toute une problématique, à savoir le développement durable dans son rapport aux sédiments de la pensée de la modernité. C'est l'une des préoccupations qui nous accompagne dans la recherche qui d'ailleurs exerce une certaine influence idéologique dans notre pensée.

La présente recherche s'appuie sur cette problématique inquiétante qui appelle une attention particulière. À défaut de pistes bien balisées, proposées dans le domaine de la recherche, nous réfléchirons ainsi sur un certain nombre de réalisations problématiques : nous pourrions ainsi tenter d'en éviter la reproduction dans le contexte de Bagdad lorsque nous tenterons, dans une troisième partie de la thèse, de proposer une vision globale et cohérente quant au futur développement de la capitale irakienne.

I.2. - DEUXIEME PARTIE

I.2.1 - La problématique

Il est temps de nous arrêter aux fondements même de notre propre réflexion – laquelle va s'appuyer sur les bases précédemment mises en évidence. Cette deuxième partie de notre introduction est centrale, puisqu'elle tentera d'établir avec précision notre problématique, notre question de recherche et notre hypothèse. Ensuite nous pourrions annoncer les grandes lignes de notre cadre théorique, ainsi que celles de notre démarche méthodologique.

Nous formulerons notre problématique à travers notre question centrale de recherche, à savoir:

Est-il envisageable, en Irak et plus précisément à Bagdad, de parvenir à une reconstruction et un développement urbain qui permettent de répondre simultanément aux problèmes de la ville contemporaine et aux besoins les plus urgents tout en se rapprochant des principes et des caractéristiques supposées de la ville durable ?

Page | 44

Conformément aux arguments théoriques précédemment présentés à propos de la question du développement durable, généralement, en ce qui concerne le développement³⁷, deux courants de pensée dominant dans le monde actuel et se répartissent entre les pays du Nord et du Sud. Dans le Sud, la notion de développement renvoie plutôt à la recherche d'une plus grande modernisation, et d'une croissance économique alors que, dans le Nord, l'impératif d'un développement durable fait consensus. Pour ce qui concerne la ville, deux conceptions s'affrontent : des villes qui se dirigent vers la densification, la compacité et se diversifient pour promouvoir la durabilité (la ville rassemblée), et des villes émergentes éclatées qui cherchent toujours à rattraper leur part d'une modernité dépassée (la ville diffuse) (Levy, 2010). Bien évidemment chaque modèle s'inscrit dans un contexte particulier, tout comme son homologue du développement.

Consciemment, à travers la question de la recherche, nous mettons en évidence l'existence d'un « axe de pensée ou de théorisation urbaine » avec, à une extrémité, le pôle de "modernité" et à l'autre, le pôle de "durabilité". Sur cet axe, on pourrait aller progressivement d'une extrémité à l'autre en passant évidemment par des positions intermédiaires : celles des villes modernes

³⁷ Le développement est une théorie et un domaine vastes, éclectiques et interdisciplinaires défini par un ensemble varié de questions surtout au sein de l'économie. Le concept de développement a englobé plusieurs idées distinctes au cours des soixante dernières années : l'idée de la modernisation des institutions économiques et sociales, l'idée d'une croissance économique soutenue au sein de l'économie nationale, l'idée de l'amélioration continue du bien-être matériel de la population humaine de la terre, l'idée d'une plus vaste utilisation des ressources de la planète, et l'idée du remplacement des institutions "traditionnelles" et des valeurs par des conception plus « modernes » .

On peut comprendre le développement de manière tangible, grâce aux efforts consentis dans plusieurs domaines par les sciences sociales : l'économie (théorie de l'efficacité des marchés, le commerce et la distribution des revenus), la sociologie (recherche sur les processus concrets de changement social dans les différentes régions du monde), l'anthropologie (recherche sur les valeurs et les pratiques d'une gamme de cultures non –occidentales), les sciences politiques (recherche sur les institutions et les intérêts qui sous-tendent la politique économique internationale), l'histoire (recherches sur les caractéristiques dynamiques qui ont créé les institutions économiques internationales et nationales modernes) et la critique sociale de la science (concentrées sur les caractéristiques de l'inégalité, du pouvoir et de l'exploitation qui ont souvent caractérisé les institutions économiques internationales). Chacun de ces volets capte quelque chose d'important au sujet de l'expérience historique des régions du monde moderne, et pourtant elles sont en deçà d'une approche complète et générale au sujet du développement.

Voir l'article de Daniel Little, *Development*. cet article fait partie de la passerelle de recherche Understanding Society. Disponible sur : < <http://www-personal.umd.umich.edu/~delittle/iess%20Development-DS%20v3.htm> > (consulté le 11 juin 2013).

contemporaines, des villes émergentes éclatées et des villes qui sont en phase de transition d'être durables. Ainsi, en faisant des allers et retours entre ce qui représente ces deux extrémités, soit entre la théorie et la pratique, entre le global et le local, entre l'idéal et le réel, il est possible d'évaluer des situations concrètes au regard des objectifs du développement durable, et ainsi d'incliner les politiques d'urbanisme dans le sens d'une vision et d'une gestion plus économe, plus équitable et adaptée, plus intégrée au territoire³⁸.

Dans la perspective globale de la recherche on essaie d'ouvrir la problématique de la ville durable sur une dimension prospective forte qui permet de positionner notre pensée à l'égard d'un autre dualisme, celui de la relation "ville et développement"³⁹ évidemment à propos de la ville de Bagdad. Cela nous engage à tenter de vérifier un double questionnement : est-ce la ville qui est en question ou le modèle de développement? Et pourquoi la ville durable? Pourquoi toujours la ville durable est-elle jumelée avec le développement durable? Plus précisément, si le développement durable est le compromis et l'arbitrage entre le développement et l'environnement, la ville durable est elle aussi un compromis entre environnement et développement, ou plutôt entre ville désirée utopique et ville réelle moderne? Cette question mérite d'être posée car il n'y a pas si longtemps pour beaucoup d'observateurs dans l'urbanisme et le développement urbain, le modèle de "la ville moderne" ou de "la ville post moderne" était la réponse correspondant aux besoins de l'humanité. De même que ces modèles répondaient aussi aux modèles de développement répandus à l'époque. Donc, y aurait-il une ville durable (adaptée au contexte

³⁸ Ce passage fait directement référence à Rouxel, Françoise. (1999). L'Héritage urbain et la ville de demain. Pour une approche de développement durable. Paris : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

³⁹ Qu'est-ce qui nous a invité à adopter cette dimension de la problématique pour aborder la question urbaine en générale et en particulier à Bagdad ? C'est la vision de Jane Jacobs dans le premier chapitre intéressant de son livre *The Death and Life of Great American Cities* où elle attaque la théorie, toujours d'actualité, que les villes ont été construites sur une économie rurale à l'origine de "la révolution agricole". Elle a plutôt mis en avant que les économies rurales ont été construites directement sur l'économie de la ville, et sur le fonctionnement de la ville. Bien évidemment, l'association entre la ville et le développement est permanente et remonte jusqu'au phénomène de sédentarité qui est au passage historique entre les deux types de vie (nomade et sédentaire ou civile et rurale). Dans ce sens-là, il me semble que l'essence ou l'origine de cette problématique se trouve dans l'histoire de la civilisation; en effet, la naissance et le développement d'une ville font suite à l'implantation d'une civilisation et à son ancrage sur le territoire. Cette civilisation va chercher à améliorer les conditions de vie de ses individus, à les faire évoluer sans cesse. A l'inverse, les peuples nomades ne vont pas agir sur le développement d'un territoire, puisque par définition ils ne font que s'y s'arrêter temporairement. Dans son livre *De Jéricho à Mexico. Villes et économie dans l'Histoire*, Paul Bairoch (1985) considérait que, à l'échelle de l'histoire de l'humanité, « il n'y (avait) pas de réels progrès de civilisation sans villes » et que, compte tenu du lien étroit entre ces deux phénomènes, « il n'y (avait) pas (non plus) de villes sans civilisation ». Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Entre urbanisation et développement, l'interaction est-elle toujours positive?

actuel) sans que sa conception soit accordée au modèle de développement durable ou à n'importe quel autre modèle? Est-il possible que la ville soit à la fois moderne et durable?

Revenant à nouveau à nos arguments, notre idée ici est que le terme important est le mot "développement"⁴⁰ qui renvoie à des essors économique et à des représentations de la ville⁴¹ et de la société enregistrés dans sa mémoire et dans celle de la communauté intellectuelle, surtout pour les "pays arabes" qui s'opposent à la compréhension du concept de développement durable et à sa capacité d'adaptation aux différentes contextes et cultures. En fait, situer l'émergence du développement durable dans les débats concernant le développement, la modernité et l'identité culturelle dans la ville, apporte sans contredit un éclairage indispensable à la compréhension de la signification et à la portée de cette notion dans le contexte de pays arabes. D'ailleurs, le développement est encore largement associé à la modernisation⁴² (Ekins, 1993), d'où des convergences entre la théorie du développement durable et les autres théories de développement. Dans cette recherche, cela concerne aussi bien le niveau d'analyse ou les conditions génératrices

⁴⁰ Dans son acception la plus générale, le terme de "développement" peut être considéré comme un synonyme de "progrès social", au sens où "la société de demain peut être meilleure que celle d'aujourd'hui", soulignant ainsi que cette amélioration n'avait jamais été accomplie. En revanche, le résultat est une identité hybride et double et une perte des valeurs sociales. De plus, citons Matagne, Patrick. (2005). pour qui "le développement c'est la locomotive qui doit naturellement entraîner derrière elle tous les wagons du développement humain", y compris le développement de la ville. In : *Les enjeux du développement durable*. Paris : l'Harmattan.

⁴¹ Par l'avènement de la modernité, un changement radical dans les formes urbaines ainsi que dans la conduite sociale s'est produit. Les villes ont été planifiées pour adopter les aspirations politiques et sociales au progrès et pour refléter les symboles de la modernité tels que le transport privé, de larges routes, le logement individuel et le zonage d'utilisation des sols, les tours vitrées autoportantes et un parking de masse au cœur des villes. Une forme dispersée des entités de construction a ainsi progressivement remplacé l'ancien modèle compact au sein d'une durée de vie de trois à cinq ans. Récemment, toutefois, des études ont montré qu'un tel changement, en plus, a des impacts négatifs sur la plupart des aspects de la vie humaine. Le nouveau modèle est non seulement pénalisant pour l'environnement mais il est aussi à l'origine d'une rupture avec les traditions enracinées, la dégénérescence du sens de la communauté, et la carence économique.

⁴² Les progrès technologiques et industriels ont permis d'améliorer les conditions de vie des sociétés. Ils ont également entraîné des effets pervers en contribuant au déséquilibre des systèmes. Si on revient à la raison et à la motivation à partir desquelles le monde a pensé ou inventé la durabilité, c'est le risque. Un risque et une incertitude qui nous entourent, et ce risque croît avec le processus de modernisation, parce que les dangers et la connaissance que l'on peut en avoir augmentent. Voir Ascher, François. (2001). *Les nouveaux Principes de l'urbanisme*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, p.29.

Ce nouveau rapport au risque, à l'incertitude, à l'avenir, fonde en grande partie le succès des problématiques en terme de développement durable, car d'une part on a libéré le choix des individus et multiplié les offres en regard d'un changement dans le rapport entre l'individu et la société. En outre, en présentant la modernisation comme un moyen d'augmenter la gamme de choix des gens, « on s'expose au risque de ne garder que ce qui est valorisé aujourd'hui et d'oublier ce qui a été perdu dans le processus de modernisation? ». Voir Appfel, Marglin et Stephen. (1990). *Dominating Knowledge: Development, Culture and Resistance*. Oxford: Calrendon Press. Cité par Rist, Gilbert. (2002). *The history of development: from western origins to global faith*. Londres: Zed Books, p.98. Et en contrepartie, maintenant nous sommes dans le modèle de développement durable en train de délimiter de nouveau cette capacité de choix surtout vers besoins de base.

que les causes explicatives ou surtout les objectifs déclarés sous-jacents à chaque théorie. Les objectifs déclarés de ces théories visent à développer et libérer l'humanité, à l'aider à se transformer pour atteindre ces objectifs. Alors qu'en fait de manière sous-jacente il s'agit de défendre les intérêts de l'occident à travers une vision unidimensionnelle qui ne tient compte que d'un seul facteur explicatif, au détriment des autres. C'est pour cela que l'interprétation dominante, sauf l'interprétation écologique, voient dans le « développement durable » une invitation à faire durer le "développement", c'est-à-dire la "croissance" (Rist, 2001) Autrement dit comme Sadruddin Aga Khan (*op. cit*) le déclare :

"le développement durable ne serait-il qu'un alibi pour maintenir une croissance par nature destructrice de l'environnement"?

Ainsi :

"il s'agit, en somme, de soigner les problèmes du développement par plus de développement, et le qualificatif "durable" apparaissant comme une hypothèse ad hoc pour tenter de sauver ce qui peut l'être du paradigme du développement" (Latouche, 2006, p. 130)

Ainsi comprendre le développement durable dans cette perspective c'est le repositionner tel que l'écrit Corinne Gendron (2004) comme un nouvel enjeu de l'historicité. On pourrait ici pour expliquer cet enjeu, paraphraser Bernard Haumont (1993, p. 106) qui souhaitait, dans "Un nouveau champ pour l'architecture et ses recherches. Le projet urbain.", que les regards soient :

"inversés, sinon croisés puisque il faut interroger le futur au nom de l'histoire pour extraire ce qu'il enseigne à son sujet, et fouiller l'histoire au nom de l'avenir, pour mieux se le représenter et peut être l'atteindre. Un exercice difficile par contre nécessaire, puisqu'il s'agit de changer un présent dont l'intelligibilité ne peut être saisie autrement que rétrospectivement".

Pour mener à bien notre réflexion, nous avons fixé comme enjeu d'aboutir à des propositions et des pistes pour la reconstruction et le développement urbain de la ville de Bagdad raisonnables et viables qui se situent entre les extrêmes de l'émancipation totale vers la modernisation et la fossilisation ou le *statu quo* perçu dans certaines thèses de la durabilité, en autre terme au-delà de

l'affrontement idéologique contradictoire entre les deux pensées extrêmes des écologistes radicaux et des économistes ultralibéraux. Le grand défi actuel de la recherche est de déterminer les valeurs économiques, sociales, écologiques, appropriées et profondément liées aux spécificités du contexte, pour créer un schéma de développement urbain répondant aux besoins urgents de la société Irakienne, et en même temps respecter le potentiel qui est censé répondre aux besoins des générations futures, ce qui créera les développements appropriés qui peuvent réconcilier les deux mouvements de façon interdépendante et optimale, loin de la soumission aux lois injustes et dures de l'économie mondiale et de l'utopie rêveuse de la durabilité.

C'est la réflexion dans laquelle s'inscrit la thèse, qui essaye de déterminer les changements que le développement durable peut induire dans les pratiques (manières de faire) comme dans les pensées (manières de voir) de la conception et du développement de la ville. Dans ce cadre, selon la définition du développement durable généralement admise⁴³, nous sommes à la croisée d'une pensée complexe autant que générale, partant de la planète comme espace commun de l'humanité, et de l'action sur un territoire limité. La question des modes opératoires du développement durable et de ses déclinaisons sur un contexte spécifique particulier, celui de la ville de Bagdad est donc centrale.

Comprendre les dimensions de la ville durable est une question complexe. Un soin particulier doit être accordé au contexte dans lequel les villes existent, leur contexte culturel et les différences régionales et nationales (Jenks et Jones, 2010, p. 5). Puisque, ni l'idée de développement et de sa mise en œuvre, ni celle de ville, de sa conception et de sa gestion ne sont identiques dans le monde (Gossé et Brunfaut, 1991), il y aura des différences significatives dans différentes parties du monde de l'interprétation de la ville durable, mais il demeure des thèmes communs sous-jacents (Jenks et Jones, *op. cit.*), cela contribuant à enrichir le débat de la recherche du développement de la ville. Un fort aspect contextuel se constitue dans cette vision à la recherche de la ville durable, où cette nature de relation (ville-développement) qui n'est pas pareille dans toutes les villes, au contraire, se différencie et change d'une ville à l'autre selon les

⁴³ Extrait du rapport Brundtland "Notre avenir à tous" (*op. cit.*) « Nous n'avons qu'une seule et unique biosphère pour nous faire vivre. Et pourtant chaque communauté, chaque pays poursuit son petit bonhomme de chemin, soucieux de survivre et de prospérer, sans tenir compte des éventuelles conséquences de ses actes sur autrui. D'aucuns consomment les ressources de la planète à un rythme qui entame l'héritage des générations à venir. D'autres, bien plus nombreux, consomment peu, trop peu, et connaissent une vie marquée par la faim et la misère noire, la maladie et la mort prématurée »

pays et leur niveau de développement tout en n'interrogeant pas la même question urbaine. Alors cette relation qui est fiable et désintégrée dans les pays de sud, est par contre forte et interagie dans les pays du Nord (Veron, 2006). C'est pourquoi il existe des disparités entre les villes des pays développés et les villes dans le monde en développement, surtout en termes de besoins et de préoccupations sur les conditions de vie. Saskia Sassen (2010) propose ici le sens de l'importance de la ville dans notre nouveau système social en disant que :

«désormais, alors que nous entrons dans une nouvelle modernité mondiale, la ville apparaît à nouveau comme un site stratégique permettant de comprendre les grandes tendances qui reconfigurent l'ordre social».

Ce point de vue justifie l'approche que l'on adopte ici, en considérant que la ville est un élément contextuel, représentant un potentiel de départ en adoptant une critique radicale sur la manière de penser et de faire le développement durable, qui, par conséquence, peut permettre d'envisager un développement urbain adapté. Cela renvoie à la conviction que "Les villes peuvent contribuer à la durabilité" (Da Cunha et al, 2005, *op. cit*) et que "la forme de la ville peut affecter ou contribuer à sa durabilité" (Williams et al., 2000). Ce qui conduit à inverser la problématique dans le sens que : la ville ne serait pas le problème mais plutôt qu'elle fait partie de la solution.

Le développement durable, contrairement à d'autres modes de développement, prône des conciliations entre un objectif de développement raisonné, un objectif environnemental de biodiversité et un objectif de justice et d'équité sociale. Dans cette perspective, les tenants du développement urbain durable cherchent à alimenter le débat sur les formes urbaines les plus favorables à un développement urbain viable, vivable et équitable. Le développement urbain durable apporte en ce sens quelques éléments nouveaux de réflexion (changement climatique, risques émergents, inégalités écologiques, ...) mais il introduit surtout, pour les villes qui se prêtent à cette démarche, un questionnement d'ensemble, "global". Dans le cadre de ce lien entre l'aspect contextuel et le questionnement global qu'apporte la ville durable, Cyria Emelianoff (2002, p. 13-15) indique que :

«Le développement urbain durable n'est pas un projet qui se greffe sur une politique. Il se définit au contraire en fonction des situations existantes, des besoins, de la volonté des

acteurs locaux et des priorités qu'ils énoncent, ce qui demande de reconsidérer un ensemble de questions urbaines».

Ainsi que Françoise Rouxel (2011, p. 4) montre que :

Page | 50

«Le développement durable propose un changement de paradigme en tant que choix de société correspondant aux besoins fondamentaux des êtres humains et leur permettant de vivre ensemble. Il renouvelle les concepts, les logiques et les pratiques de l'urbanisme et de l'aménagement des territoires. Il nécessite de disposer d'un référentiel adapté qui permette d'élaborer des politiques publiques à l'aune de valeurs de progrès qui engagent différemment l'avenir».

Plus précisément, au niveau de la ville, la prise en considération des principes du développement durable vise à répondre à tous les enjeux et problèmes qui découlent de l'expansion grandissante des villes. Ce phénomène n'est pas nouveau, l'urbanisme est né justement pour répondre aux besoins du développement urbain, cependant il n'a pas toujours été pensé sur le long terme. (Didier, 2007). De ce fait, en investissant cet aspect de la mise en contexte pour délimiter et restreindre le champ de cette recherche, énoncé de manière très vaste ci-dessus, les réponses à la question générale sont recherchées dans le cadre de l'étude de cas choisie, à savoir la reconstruction et le développement de la ville de Bagdad.

Par ailleurs, il est important de souligner un aspect particulièrement problématique dans l'articulation entre développement durable et politiques urbaines : la ville de Bagdad met en évidence les ambiguïtés et les contradictions qui existent entre l'irruption des nouvelles contraintes du développement durable et les autres objectifs des politiques, dans un contexte de crise sociale, politique et de sécurité, profonde. Cela bien que la ville de Bagdad, amorçait une direction d'urbanisation depuis quelques dizaines d'années, où la tendance de l'étalement urbain était loin de correspondre aux principes économiques, écologiques et sociaux du développement durable. Pourtant on croit que le contexte scientifique, pratique et expérimental actuellement répandu partout qui propose une redéfinition de la ville à travers la notion de développement durable offre l'opportunité d'une meilleure prise en compte des problèmes urbains courants dans les stratégies urbaines et d'aménagement du territoire.

Nous précisons ainsi notre question :

La ville de Bagdad est en perpétuelle quête d'un système urbain ; elle est à la recherche d'une identité et d'un mode ou modèle de développement et elle voit, en même temps, se surimposer à ces interrogations une problématique nouvelle : la durabilité. Dans la période actuelle de l'histoire de la ville, le développement durable et une de ses manifestations, « la ville durable », seraient-ils une source de déstabilisation supplémentaire ou au contraire s'agirait-il d'une opportunité exceptionnelle pour redéfinir la ville, pour la rendre fonctionnellement cohérente et morphologiquement intégrée ? Cela donnerait-il à la ville la possibilité de déterminer le modèle de développement qui lui est propre ?

I.2.2. - L'hypothèse de la recherche

La problématique étant à présent bien définie, il s'agit de préciser l'hypothèse que nous allons explorer dans cette thèse. Nous allons essayer de démontrer que, si nous redéfinissons le concept de ville durable de façon contextuelle, adaptée et cohérente, il pourrait exister une réelle possibilité et une véritable opportunité pour penser le développement durable de Bagdad.

Notre hypothèse centrale est la suivante :

En dépit du chaos urbain actuel, Bagdad représente par ses caractéristiques un contexte propice pour examiner la crédibilité du modèle de développement urbain durable et une manière spécifique pour l'incarner.

I.2.3. - Intérêts et perspectives d'un modèle de développement durable pour Bagdad

Pour conclure cette présentation des fondements de notre problématique, nous voudrions souligner l'intérêt que présente cette recherche, ainsi que les perspectives qu'ouvre la réflexion que nous menons sur un modèle de développement durable pour Bagdad. En fait, penser et concevoir des villes durables dans un tel contexte (le monde en développement et le monde arabe) et selon cette approche introduit une nouvelle perspective sur les villes qui est novatrice **en termes d'échelle et en termes de contenu.**

I.2.3.1. - En termes d'échelle

"Bagdad est depuis presque toujours un terrain de recherche quasiment inaccessible"
(Luizard, 1994).

Page | 52

Les recherches théoriques sur la ville de Bagdad considérée comme un contexte précis, sont quasiment limitées et la plupart obsolètes par rapport aux données récentes de la ville celles-ci étant d'ailleurs pour la plupart déjà inexactes et non officielles. Le point le plus important est qu'elles sont dominées par un certain nombre de thèmes récurrents et qu'elles adoptent souvent une approche sectorielle et une échelle locale pour aborder la problématique du développement de la ville. De ce fait ces recherches et leurs lacunes fournissent à la fois un contexte précieux et des idées potentielles pour soutenir notre propre perspective. Sur la ville de Bagdad, il y a, bien sûr, de nombreuses études au niveau « micro » de la ville et sur ses traditions particulières telle que la vitalité de l'architecture vernaculaire, la culture constructive et les technologies du bâtiment et sur la conception de la maison, principalement à l'échelle intime, ou au maximum à celle d'un quartier. Pour répondre à ce manque d'études des échelles inclusives de la ville, l'objectif principal dans le cadre de notre recherche est la forme urbaine appréhendée sur ses dimensions et échelles plus grandes que celle de la maison ou du quartier. L'échelle que nous adoptons s'élargit pour inclure la ville autant que possible. Elle s'étend même à la dimension régionale. L'intérêt majeur de ce travail est l'analyse de la relation entre les politiques de l'aménagement urbain et la formation de la ville et la morphologie des espaces urbains. La recherche s'appuiera sur les sources de données existantes et sur des preuves empiriques récentes pour établir ses contributions et ses apports à l'échelle micro et macro-urbaine des aspects sociaux, environnementaux, économiques, institutionnels et spatiaux de la ville.

I.2.3.2. - En termes de contenu

Les villes arabes ont besoin d'envisager une approche plus holistique de ce qu'elles entraînent aujourd'hui pour leurs stratégies de développement durable (Alrouff, 2006, p. 25-31). Cette approche, comme on l'a proposé dans notre recherche actuelle, est fondée sur l'interprétation globale et la compréhension locale du processus de développement. On peut fortement déclarer que l'intégration de toutes les questions et préoccupations sur la vie et l'état

urbain de la ville de Bagdad dans une vision globale et large, qu'on a adopté dans cette recherche, représente une tentative avant-gardiste pour aborder le sujet de la recherche : le développement urbain durable de la ville de Bagdad.

Page | 53 Cependant, cette vision, bien qu'elle soit novatrice dans son contexte propre, est en même temps dérivée de la nécessité réelle ancrée dans le contexte où la recherche a lieu, soit l'Irak en particulier et le Moyen Orient en général. Elle représente au même temps, l'une des données et l'un des postulats essentiels qui nous sont imposés par la pensée de la durabilité (Theys et Emelianoff, *op. cit*). Par conséquent, l'originalité à adopter une telle démarche pour aborder le problème de la recherche est une nécessité et non pas un besoin ou un désir pour complexifier des choses. En d'autres termes, on essaye d'échapper à la normalité ou à l'urgence et à s'inscrire dans une approche fondamentale et approfondie en nouvelle trajectoire historique et réactive sur l'avenir.

Etant donné l'importance de la ville dans son contexte régional, il serait souhaitable dans notre recherche que la ville de Bagdad ait comme ambition de faire de sa stratégie et de son programme de développement une référence pour les villes du Moyen-Orient.

I.3. - TROISIEME PARTIE

I.3.1. - les objectifs

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre comment la problématique du développement durable, avant tout globale et d'essence planétaire, peut se décliner dans des politiques du développement local. Autrement dit, comment et sous quelles formes des politiques de développement urbain locales peuvent intégrer une telle problématique globale. Dans cet objectif, ce mémoire de thèse est une contribution à la création d'outils destinés à aider les décideurs au sens large (y compris le grand public) à adopter un mode de développement qui soit durable à la fois au niveau local autant qu'au niveau global, à savoir qui ne mette pas en danger la génération d'aujourd'hui, ni les générations futures au regard des objectifs du rapport Bruntland.

Dans notre travail nous poursuivons deux grands objectifs:

- 1 L'élaboration d'un cadre théorique décrivant les politiques et les démarches d'un développement durable pour la ville de Bagdad, permettant nécessairement l'évaluation de ses pratiques et de ses effets et de révéler leur paradoxes par rapport au contexte étudié. Cela dans le but d'éviter, lors de la traduction de mise en place du développement urbain durable, la contradiction éventuelle, voire inévitable, entre la capacité et la potentialité de l'échelle du contexte local et la dynamique du mouvement global inévitable.
- 2 Le deuxième l'objectif principal visé est de fournir une aide à la décision publique en construisant une grille d'analyse simple et évolutive des différentes actions en matière de développement durable urbain, ainsi que de proposer des solutions à la non homogénéité entre les différents acteurs et les différentes interventions sur la ville au nom de la durabilité.

I.3.2. - La démarche méthodologique

Nous avons posé une idée assez précise des sources et des soubassements de notre travail mais il nous reste à présenter l'organisation générale de notre argumentation. Celle-ci va s'organiser autour de trois parties.

Cette recherche, avec ses qualités propres, ne va pas de soi. Elle se heurte à un certain nombre de difficultés, inhérentes entre autres, comme on l'a rappelé, à l'absence quasi totale de données. En effet, l'une des principales difficultés de cette recherche réside dans sa dimension méthodologique. Sur cet aspect notre démarche demeure insuffisamment pointue puisque nous n'avons pu recueillir des données objectives sur Bagdad. En outre, nous n'avons pas pu, en raison du danger que cela représentait, y réaliser des questionnaires représentatifs des quartiers et de la population.

La démarche méthodologique de cette thèse propose dans un premier niveau de reconstituer les trames narratives qui soutiennent la polysémie du paysage urbain développé et transformé de la ville. Elle articule documentations théoriques (bibliographie, approches spatiales, rencontre de personnes-ressources...) et recherche sur le terrain (lectures spatiales, observations, entretiens). Elle exploite aussi d'autres sources comme certaines études académique (thèses, rapports, recherches de master), et des documentations complémentaires issues des journaux locaux, des

discussions et entretiens informels et des archives de projets. Ceci nous a permis de comprendre la difficulté à poser un cadre méthodologique précis et rigoureux, dans le contexte de notre recherche. Cette phase possède un rôle exploratoire et explicatif. La séquence d'analyse répond à une logique et doit tendre vers une compréhension de réalité urbaine donnée. Notre souci de comprendre l'évolution de la ville nous impose de recourir à la démarche historique pour proposer une vision diachronique de celle-ci. La lecture des documents passe donc par une critique externe - celle vis-à-vis du contexte étranger, régional ou global - ou par une critique interne – celle vis-à-vis de la ville elle-même – et en comparant le présent de la ville avec son passé, son histoire

Le deuxième type de méthode s'apparente à de l'analyse spatiale. La réalisation de cette analyse n'a été possible que par le recours à des voyages d'études sur place. Une bonne partie la recherche se fonde sur de nombreux entretiens réalisés et sur des données personnelles recueillies au cours de ces voyages d'études. La majorité des entretiens réalisés ont concerné des hauts fonctionnaires, professionnels et personnes académiques. Ces entretiens ont permis d'établir une compréhension relativement large des pratiques spatiales récentes en relation avec la sphère politique et du fonctionnement des institutions. En outre, les entretiens ont permis de confirmer certains constats et prémisses émis après le traitement de l'analyse spatiale sur l'organisation structurelle de la ville.

Ces deux méthodes ont été adoptées lorsque l'on a traité d'une période dont les documents disponibles et concernés sont très rares ou s'ils se sont avérés peu exacts car élaborés selon des bases scientifiques discutables. En général, notre démarche demeure ainsi en grande partie descriptive, mais il s'agit d'une description critique, comme on l'a déjà fait remarquer.

I.3.3. - Organisation et annonce du plan de thèse

Une fois ces difficultés clairement posées, nous pouvons expliciter quelles sont les grandes parties que nous développons dans cette thèse. En fait, le déroulé de notre recherche s'inspire largement de la signification méthodologique d'un proverbe chinois : "Dites-moi, j'ai oublié. Montrez-moi, je me souviens. Impliquez-moi, je comprendrai". Ce proverbe nous semble bien répondre à l'objectif général d'explorer et d'investir l'étendue de l'universalité du patrimoine et

de l'héritage culturel et intellectuel du contexte de notre recherche qui couvre des expériences humaines historiques riches qui ont eu lieu en Irak et dans la région en général. Dans cette approche notre recherche s'organise en quatre étapes méthodologiques principales :

Page | 56 **1** Lecture et analyse approfondies du trajet historique de la formation de la ville ;

- 2** Etat des lieux et diagnostic de l'actualité de la ville (ces deux étapes constituent la première et la deuxième partie) ;
- 3** Le cadre théorique et la démarche stratégique de développement urbain durable ;
- 4** L'orientation et l'élaboration d'une vision stratégique et l'esquisse d'un essai de schéma directeur de la ville (ces deux étapes constituent la troisième partie).

Ces étapes méthodologiques s'articulent à leur tour en trois grandes parties :

La première partie est centrée sur la ville de Bagdad et son histoire, car il nous paraît impossible de comprendre le développement de la ville et de sa structure sans étudier les facteurs dynamiques qui ont déterminé le chemin du processus de son développement. De même, en référence à Emelianoff (*op. cit*), pour que :

"la ville se projette dans l'avenir, elle a besoin de tout son passé, d'une distance critique par rapport au présent, de sa mémoire, de son patrimoine, de sa diversité culturelle intrinsèque et de projets multidimensionnels".

Cette partie est consacrée au débat d'actualité sur les aspects historiques et culturels du développement de la ville de Bagdad et ses politiques de développement et d'aménagement urbain antérieures. Cette partie est traitée en deux chapitres dans lesquels nous soulignons les problématiques de développement urbain à Bagdad.

Le premier chapitre propose une présentation historique de Bagdad, capitale inachevée de telle manière que les activités concernant le développement urbain n'ont jamais été abouties ni complètement et ni correctement depuis l'émergence de la capitale.

Le deuxième chapitre, traite la question de la fracture et la désintégration urbaine de la ville, de Bagdad, une ville éclatée après une extension urbaine forte, formelle et informelle.

Avec la seconde partie nous visons à identifier les dynamiques de la communauté humaine et le processus de mutation urbaine de Bagdad sur la période la plus récente. Nous proposons une description des antécédents et des aspects importants pour chacun des secteurs d'activité, ainsi qu'une évaluation des capacités, et une définition des conditions favorables (facteurs externes et internes). Il s'agit de réaliser un diagnostic des grandes tendances de développement de la communauté et de la ville, ainsi que de déterminer les traits marquants de l'évolution récente des divers secteurs d'activité spécifiques à la communauté (forces et faiblesses) afin de discerner les perspectives et d'identifier les grands enjeux du futur.

Cette deuxième partie est consacrée à faire le bilan des politiques publiques et des conflits dans les actions urbaines concernant le développement urbain à Bagdad. Pour faire un bilan des politiques urbaines, à partir d'un cadre précis, nous faisons le bilan des actions urbaines accomplies sur le développement de Bagdad dans le cadre des politiques publiques et des actions de la municipalité de la ville en tant qu'acteur urbain principal.

La troisième partie introduit le concept de développement durable et examine certains des points de vue théoriques à partir desquels il a été approché. Cette partie de notre thèse se propose de travailler sur une définition du développement durable applicable en général, aborde également les différences idéologiques importantes associées au choix du paradigme de la durabilité faible et forte, et l'interprétation empirique locale correspondante.

Porter un regard sur deux aspects du paradigme de développement durable nous permet préalablement, de faire un choix – idéologique – à partir du concept de développement durable - concept « fourre-tout » - pour ensuite comprendre les implications de ce choix sur la forme urbaine et les conséquences de l'adaptation d'un tel modèle dans le contexte local d'une réalité particulière.

Enfin dans la dernière étape nous retournons à la ville pour défendre le point de vue et la vision construite précédemment, ce qui nous permet d'englober l'urbanisation et les problèmes urbains comme une articulation dialectique entre l'espace et la société dans ses manifestations et représentations différentes, et enfin entre le global et le local, afin de parvenir à une nouvelle vision pour réaliser nos nouveaux engagements. L'objectif principal est alors de voir quelles

stratégies, orientations et actions peuvent être mises en œuvre pour tendre vers une « durabilité » de la ville de Bagdad.

Page | 58 Nous terminons par une conclusion en forme de synthèse où l'on revient sur les hypothèses de recherche et sur un certain nombre de considérations au regard du renouvellement de la conception des villes, des modes de pensée, de la planification et des interventions en matière de développement urbain, des différences conceptuelles et de mises en œuvre des projets, des faiblesses, des potentialités et de l'émergence d'un modèle renouvelé de développement urbain.

PREMIERE PARTIE:

BAGDAD, LA RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ DE LA VILLE À TRAVERS L'HISTOIRE, UNE FAÇON DE PENSER ET DE FAIRE LA VILLE

CHAPITRE 1: BAGDAD, LA VILLE ET L'HISTOIRE, UNE RELATION INATTENDUE

1.1. - L'EPOQUE ABBASSIDE: Bagdad la fondation, le développement et la continuité oscillante et instable

L'histoire de la ville de Bagdad est longue et mouvementée. De plus, elle possède un vaste héritage culturel ; elle est considérée comme le centre culturel du pays. Au sommet de sa prospérité, Bagdad a bénéficié du statut de capitale de l'État arabo-islamique. Jadis, cœur et fief de l'empire islamique, son nom rayonnait dans le monde entier et son pouvoir s'étendait sur un vaste territoire atteignant même les frontières de la Chine et du sud de la France. Au cours de la période abbasside, l'empire se déployait d'est et en ouest. La ville a marqué bon nombre de chapitres de l'histoire de l'humanité. Pourtant, l'histoire de cette ville reste difficile à saisir pleinement. En ce sens, il convient d'évoquer les épisodes majeures qui l'ont façonnée.

Comment la ville de Bagdad est-elle née ? Comment s'est-elle développée depuis sa création ? Comment est-elle devenue cette capitale rayonnante ? A-t-elle connu des processus de développement urbain adéquats et appropriés pendant son développement ? Ce chapitre propose une présentation historique de Bagdad, capitale inachevée. Il s'agira de constater et d'analyser la façon dont les diverses actions opérées sur la ville (dans le cadre de politiques urbaines souvent peu durables, radicales ou hésitantes), n'ont ni abouti complètement, ni été faites correctement et ce, de sa création jusqu'à nos jours. Les gouvernances urbaines, souvent remises en cause et faibles, se sont succédées, transformant le tissu urbain de façon fractionnée, sans rapport aucun avec les habitants. Ainsi, elles ont construit une capitale qui apparaît comme hétérogène et inachevée.

1.1.1. - La création de Bagdad. Une métropole du Califat Abbasside et le centre de la civilisation.

Les débuts de la ville remontent plus loin que sa fondation intentionnelle en 762 par le deuxième calife abbasside, Al-Mansûr, qui a souhaité en faire sa nouvelle capitale⁴⁴.

Quand les Omeyyades se sont engagés dans le combat avec les Perses, au même moment, une révolution se développait contre eux, celle des Abbassides. Ces derniers se sont opposés à l'Empire omeyyade en 750. Une révolution qui s'est terminée par la déclaration d'Abou al-Abbas Al-Saffah⁴⁵, le nouveau calife abbasside.

Une fois au pouvoir, les Abbassides ont refusé - et ce après avoir mis en place leur propre État - de garder la ville de Damas comme capitale de l'État islamique. Ce refus repose sur deux raisons principales : la première est que Damas était le siège du pouvoir des Omeyyades, et que leurs partisans étaient toujours en place. Plus particulièrement, on retrouvait les fanatiques de la race arabe (pro-arabes), lesquels refusaient de transférer la succession du califat aux non-arabes, en référence à la nouvelle coalition multiethnique qui se trouvait à la base de la révolution abbasside entre les Arabes abbasside et les Persans. Leur présence dans la ville constituait une réelle menace pour l'État d'Al Abbasside, fondé par Abou al-Abbas Al-Saffah à l'aide de Perses barmécides. La deuxième raison est que les Abbassides souhaitaient instaurer leur capitale à proximité de la Perse, afin d'assurer leur soutien, si l'État Abbasside se trouvait menacé.

Par conséquent, Abou al-Abbas Al-Saffah se déplaçait de ville en ville (Al Kufa, Al Anbar, Al Hirra), sans jamais ériger l'une d'elle en capitale de l'État, jusqu'à ce qu'il meure et que son frère Al-Mansûr lui succède.

Al Mansûr a donc cherché un site stratégique. Après une exploration minutieuse, il a choisi le site de Bagdad pour des considérations militaires, économiques et climatiques. La ville se trouvait sur une plaine fertile où la culture était bonne des deux côtés de la rivière.

⁴⁴ Voir Al-Khatib, aussi connu comme al-Khatib al-Baghdadi (le savant de Bagdad, d 453/107.), - Tharikh Bagdad (L'Histoire de Bagdad). Voir: Al -Hathoul, Saleh Ali. (1996). *The Arab-Muslim city: Tradition, continuity and change in the physical environment*. Riyad: Dar Al Sahan.

⁴⁵ Abû al-Abbâs `Abd Allah ben Muhammad ben Alî ben al-Abbâs (722-754), surnommé As-Saffâh, est un arrière-petit-fils d'Al-Abbâs, l'oncle du prophète Mahomet. Il fut proclamé calife en 750 à Koufa après avoir renversé le dernier Omeyyade, Marwân II, et fonda ainsi la dynastie des Abbassides. Il est mort en juin 754, son frère cadet Abû Jafar lui a succédé avec le surnom d'Al-Mansûr, le fondateur de la ville ronde de Bagdad.

À l'époque des Abbassides, la fondation et la construction de la ville de Bagdad se sont opérées en deux phases. La première fut celle de la construction de la ville ronde qui deviendra prospère. Cette étape historique de Bagdad ne sera pas approfondie dans notre recherche en raison de l'absence de documents et de sources fiables relatifs à cette période. Également, en raison du fait qu'il ne reste pas la moindre trace ou ni même la moindre ruine de cette ville ronde, à l'exception bien sûr de nombreux textes littéraires et de romans historiques que nous ont livré des témoignages de voyageurs.

1.1.2. - La ville ronde et son expansion en Al-Rusafa

La deuxième phase qui concerne notre recherche, est la transition vers l'Al-Rusafa (la construction située sur la rive est du fleuve Tigre).

La taille limitée de cette ville ronde, qui était avant tout un complexe administratif pour le gouvernement et non une ville dans son sens global, s'est traduite par une expansion rapide à l'extérieur de ses murs. La ville s'étendait peu en dehors de ses murailles. Rapidement, les marchés furent prévus dans un quartier au sud de la Ville Ronde, le Al-Karkh. Les marchands y construisaient des bazars où, suivant des données préétablies, chaque spécialité était groupée séparément. Des maisons ont également été construites autour de la porte sud, formant le noyau du quartier d'Al-Karkh. Une autre extension a été faite. Il s'agit d'un pont de bateaux qui relie la ville ronde de sa porte nord-est (où passe la route en direction du Khorasan), à l'autre rive (est) du fleuve.

Le califat de Al-Mansûr a encouragé l'expansion et l'extension de la ville. Il en a alors profité pour développer son territoire et, du même coup, satisfaire son ambition autoritaire. Il a ainsi déployé son contrôle autant que possible sur tout le territoire. Cela a commencé en 151 AH (ou 768 AC), par la construction d'une nouvelle extension de la ville sur le côté est du fleuve Tigre et par l'édification d'un palais pour son fils Al-Mahdi, dans lequel il lui a été ordonné de s'installer⁴⁶. (Fig. 1)

⁴⁶ Voir Al-Tabari Mohamed Ibn Jarir Al-Tabari, Histoire d'Al-Tabari (Tarikh Al-Tabari), (l'histoire des messagers et des rois) où (l'histoire des Nations et des Rois) 147 HA- 218 HA, Part VIII Page 3 \ 365, Al-Tabari a été historien persan et érudit (d. 224/838-310/923) et célèbre pour sa chronique « Tarikh al-Rusul wa al-Muluk » (Histoire des Prophètes ou (messagers) et Rois) Voir: Duri, Abd Al-Aziz. (1983). *The rise of historical writing among the Arabs*. (Modern Classics in Near Eastern Studies Series.). Edited and translated by Lawrence I. Conrad. xxi, 191 pp. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1983 [Pub. 1984].

Al-Mahdi, le fils du calife Al-Mansûr (le fondateur), a construit son palais sur la rive est. Il a été suivi par beaucoup d'autres de ses fidèles. Dans les années qui suivirent, cette nouvelle extension deviendra le nouveau centre de la capitale (Bagdad). Progressivement, le calife, le siège du pouvoir ainsi que l'administration, déménagèrent dans le Al-Rusafa⁴⁷. Cette partie de la ville a également pris le surnom d'Al-Zawra, en raison de l'une de ses portes intérieures qui fut mise de guingois (izwarrat).

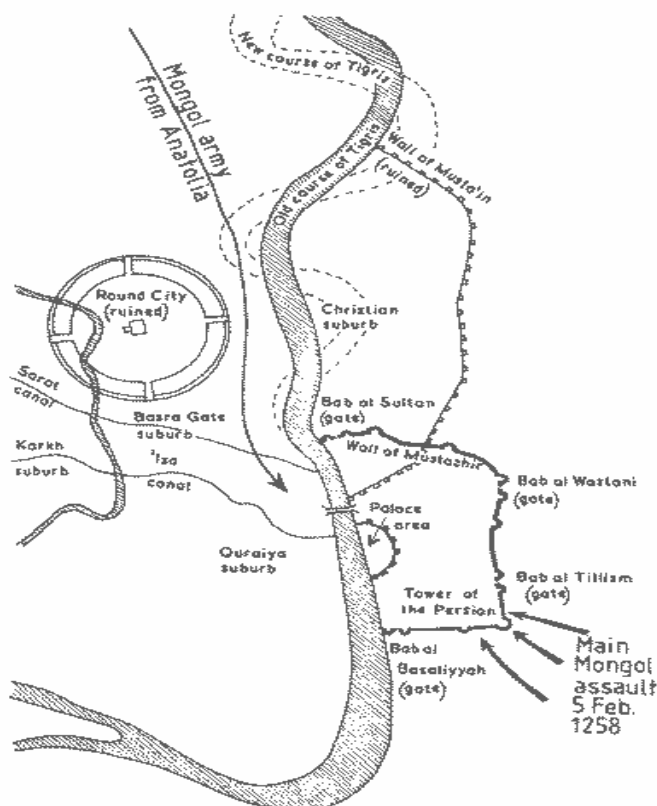


Fig. 1: Oeuvre d'art illustrant l'extension de la ville ronde vers al rusafa, et aussi le plan de l'invasion mongole de Bagdad en 1258.

Source : MAKIYA. 2005. Bagdad

À cette époque, Bagdad a vécu son âge d'or en occupant une place centrale parmi les villes en termes d'activités culturelles et de développement économique et social et ce, tant dans le monde islamique qu'à l'échelle mondiale. Durant les trente années qui ont suivi la fondation d'Al-Rusafa, sous le règne d'Haroun Al-Rashid (782-809), Bagdad a été la ville la plus influente de l'Eurasie. D'abord, elle est la plus grande en population (estimée à 700 000)⁴⁸. Son impact

⁴⁷ Voir Al-Yacoubi, Kitabe tarikh Al-Buldan (l'histoire des pays)/ Kitāb Al-Buldān (Livre des Pays).

⁴⁸ Certains historiens de la démographie considèrent Bagdad comme la première ville au monde à avoir atteint une population d'un million d'habitants entre les VIII^e et IX^e siècles, en constituant la première ville métropole dans le monde à son époque. Disponible sur : < <http://geography.about.com/library/weekly/aa011201a.htm> >.

culturel et ses activités intellectuelles⁴⁹ rayonnaient de par le monde. La ville avait également un rôle éminent dans le commerce mondial, rôle d'égale importance que n'importe quel autre ville rivale du monde. Ce rayonnement exceptionnel a duré un siècle et demi (Dumper et Stanley, 2007, p. 56).

« En Irak, le nombril de la Terre, je mentionnerais en premier lieu Bagdad, parce qu'elle est le cœur du pays, la ville la plus considérable qui n'a pas d'équivalent ni en Orient ni en Occident, en étendue, en importance, en prospérité, comme en abondance d'eau. Tous les peuples du monde y possèdent un quartier et y font du commerce. Elle s'étale sur les rives du Tigre, et voit affluer des produits commerciaux et des vivres par terre ou par eau. Les marchandises y sont importées de l'Inde, de la Chine, du Tibet, du pays des Turcs, de toute part (...). En outre, elle est la capitale des califes abbassides (...) ». (Al-Yakubi)⁵⁰

Ce qui distingue le développement de la ville de Bagdad de celui des autres villes arabes islamiques et préislamiques, c'est le fait que pour ces villes préislamiques ou islamiques, surtout en région, la ville représente ou se constitue sur un ou deux facteurs ou aspects de la vie urbaine et qu'ensuite, elle développe une fonction unique (ville de commerce, religieuse, militaire ou ville du pouvoir). Par exemple, la ville est établie à l'intersection des routes commerciales, ce qui en fait un carrefour et favorise ses échanges avec le monde extérieur, tel que les villes de Damas et d'Alep. Quant à elle, la ville religieuse est née et s'est développée à la suite d'un symbole ou de la présence d'un caractère religieux, tel que celui de la Mecque et de Médine. La ville abrite plusieurs sanctuaires de grandes figures religieuses. Elle bénéficie aussi d'une situation géographique dotée de caractéristiques défensives qui l'imposent comme une cité militaire, tel qu'Al-Kufa. C'est aussi une puissance politique pour les raisons que nous avons déjà évoquées. Bagdad est la seule ville qui était en mesure de combiner ces multiples fonctions : religieuses, culturelles, commerciales, militaires et politiques.

⁴⁹ Au milieu du IX^e siècle fut créée la maison de la sagesse où l'on procède à la traduction de grands philosophes grecs et où des personnes viennent d'Europe ou d'autres parties du monde pour se spécialiser en médecine, en physique, en astronomie, en météorologie, en mathématiques et autres domaines. Également, l'école Al-Mustansiriya, construite par le calife abbasside Al-Mustansir bi-llah, est considérée comme l'une des plus vieilles universités arabo-islamiques (elle existe encore à ce jour) où l'on enseignait les sciences du Coran de la tradition du Prophète Mahomet (le sunnah), les doctrines islamiques, les sciences de la langue arabe, les mathématiques, les préceptes de l'islam et les différentes disciplines de la médecine

⁵⁰ D'après le géographe arabe Al-Yakubi, dans *Les pays, IX^e siècle*. Al-Yakubi, Livre des pays, traduction de G. Wiet. Le Caire, 1937."

De multiples facteurs ont conféré un statut exceptionnel à la ville de Bagdad. Premièrement, en raison de sa position géographique, car le site semblait réunir toutes les conditions pour assurer la sécurité ainsi que son développement en tant que capitale politique et économique. En effet, son emplacement géographique lui permettait un contrôle des routes stratégiques et commerciales. Les événements prouvèrent que Bagdad n'était pas à l'abri des invasions, mais les deux cours d'eau, soit le Tigre (proche) et l'Euphrate (plus éloigné vers l'ouest) facilitaient la circulation des hommes ainsi que celle des biens. Deuxièmement, en raison de ses habitants actifs, de l'encouragement de l'État au commerce ainsi que du prestige du califat. Rapidement, Bagdad est devenue un grand centre de commerce. Les marchés sont devenus une des caractéristiques essentielles de sa vie, dans Al-Rusafa et en particulier dans Al-Karkh.

À l'époque, la ville possédait ainsi des atouts indéniables qui ont permis de l'imposer comme pôle d'attraction mondial, voici trois aspects principaux :

1. La stabilité politique de la ville, due à sa relation au pouvoir et à sa position en tant que capitale de la civilisation arabo-islamique. De plus, elle est le siège du califat de telle sorte que sa raison d'être a toujours été associée à la présence du calife.
2. Sa position stratégique dans un lieu de rencontres pour les routes caravanières sur la route vers le Khorasan lui permettait de devenir une ville de commerce par excellence, en profitant d'un grand volume d'échanges économiques avec les autres civilisations. En plus de son économie résultant de l'industrie et de la science, il s'agit d'une ville où les Abbassides ont établi de nouveaux projets d'irrigation et développé des industries de la métallurgie, du textile et du papier⁵¹.
3. Ville cosmopolite en raison de l'espace de la ville, son territoire est occupé par des populations descendantes de différents pays et cultures, de sorte que ses habitants étaient un

⁵¹ Le développement de la ville en tant que centre culturel intellectuel. Ainsi la fondation de Bait Al-Hikmah, La Maison de la Sagesse, a mis en place une institution très importante au cours de la dynastie des Abbassides. Elle a été créée à Bagdad par le calife Haroun-Al-Rashid et poursuivie par son fils, le calife Al-Ma'mûn. Bien que Bait Al-Hikmah soit principalement connu pour son travail de traduction, Elle a également joué un rôle important dans le développement des domaines scientifique, littéraire et artistique. Elle est considérée comme l'institution intellectuelle la plus importante (la bibliothèque a été brûlée pendant le siège mongol de 1258. Une légende locale dit que l'eau du Tigre s'assombrit à cause de l'encre des livres) de l'âge d'or islamique. Tout cela a encouragé l'accroissement du commerce avec l'Extrême-Orient, l'Europe, Byzance, et avec l'Afrique. Les banques ont également été mises en place durant le règne des Abbassides. Voir Al-Tabary, Al Yakubi et Al Hamawi. Voir aussi Khaliss Al-Ash'abe et Mustafa Ismaeil Al-Musawi.

mélange de différentes nations, couleurs et croyances, de ceux qui sont venus pour le travail, le commerce mais aussi des recrues pour l'armée, des esclaves, etc.

Bagdad s'est rapidement développée sur le plan de la construction urbaine, des activités commerciales, de la richesse culturelle et ethnique de sa population. Alors que les gens s'entassaient à l'est de Bagdad, une grande diversité de minorités et de travailleurs ont été attirés vers la nouvelle capitale. Par exemple, l'Eglise de l'Orient, connue plus tard sous le nom d'Eglise assyrienne orthodoxe, a eu son siège à Ctésiphon. Le chef de l'Église Catholikos Timetheos I avait transféré sa résidence à Bagdad en 780. Ainsi, les Juifs de Palestine et de Babylone se sont également établis dans la nouvelle capitale et formèrent une communauté vaste et stable qui dura jusqu'aux années 1950 (Dumper et Stanley, *op. cit.*).

1.1.3. - Bagdad, une ville cosmopolite, mais dépourvue de toutes les qualités urbaines indispensables en période d'instabilité politique

L'urbanisme de la ville, comme celui d'autres villes arabes ou islamiques de l'époque ou d'époques plus anciennes en Orient, est dominé par des sanctuaires et des complexes palatiaux (madrassa, mosquée ou tombeau) qui occupent des positions et des places significatives dans la ville (Frezouls, 1983).

En ce qui concerne la structure de la ville, la hiérarchie de ses espaces, son tissu urbain, la nature de ses rues et de sa classification n'ont pas encore fait l'objet d'études approfondies. Le cadre urbain n'a pas encore été décrit précisément, même dans les ouvrages historiques consacrés à la ville de Bagdad⁵². Pourtant, en ce qui concerne Bagdad (la ville ronde) dans la période qui précède celle que nous sommes en train d'étudier dans cette partie. Il y avait assez de redondance dans la description de la ville de l'intérieur et de l'extérieur. Tous les écrits suggèrent que la ville ronde (l'origine dans l'émergence de Bagdad) a été plus cohérente et uniforme, et égalitaire en termes de qualité urbaine partout dans la ville, que Al-Rusafa (extension de la ville). Cela en sachant qu'il ne reste pas la moindre trace de cette origine (la ville ronde) sur le terrain.

⁵² Il est à noter que dans la période abbasside, la plupart des interprétations, des perceptions et des théories sur la structure de la ville et sur les modes de construction étaient basées sur le statut de la ville durant la période ottomane tardive, lorsque les voyageurs et certains spécialistes ont commencé de se rendre à Bagdad et à élaborer des plans pour la ville de Bagdad.

Cependant, nous savons que les quartiers résidentiels portaient des noms dérivés de l'origine de leurs habitants, comme le quartier des Romains et le quartier des Barmécides (Al-Shamasiyya). D'autres quartiers portaient des noms de commandants auxquels avait été confiées la protection et l'organisation du quartier⁵³. Par ailleurs, l'emplacement de ces quartiers se structurait par rapport au centre du pouvoir de la ville, où se situait le palais du calife. Leur proximité avec celui-ci se déterminait selon l'importance de la population et le degré de proche relation avec le calife, ainsi que selon le degré de confiance du calife en ces personnes (Al-Mussawi, 1982, p. 138). Ainsi, il y avait des quartiers aristocratiques tels qu'on en retrouve à Al-Shamasiyya et Al-Mamuniyya. Il y avait des quartiers pauvres, populaires, réservés aux esclavages et aux ouvriers (Durri, 2007, p. 30-47).

Le développement de la ville sous forme de quartiers résidentiels a pendant longtemps fait de Bagdad une ville composée d'arrondissements et de zonages plutôt qu'une entité homogène et intégrée. Il y avait dans les zones est et ouest de Bagdad - lesquelles sont séparées par le fleuve - des zones de banlieue avec leurs propres quartiers, leurs marchés, leurs mosquées et leurs cimetières. Ces divisions ont encore aujourd'hui une certaine résonance dans la manière dont vivent les habitants de la ville actuelle (Dumper et Stanley, *op. cit.*).

Les relations entre ces quartiers de la ville étaient souvent empreintes d'hostilité ; les rixes et les altercations étaient monnaie courante (Luizard, 2009, p. 76), et ont été exploitées ensuite par les Perses et les Turcs dans leurs tentatives d'invasion de Bagdad.

Par conséquent, la principale raison de la détérioration et du déclin de la ville, c'est la division culturelle, géographique et ethnique du peuple arabe, notamment entre les arabes et les non-arabes, ainsi qu'entre les chiites et les sunnites. Ces divisions ont également contribué à un sentiment de vulnérabilité face aux menaces externes. Ainsi, la sécurité et la souveraineté de la ville, qui prévalait au moment de l'Empire Islamique, ont disparu au fil des siècles, jusqu'à la période moderne.

⁵³ D'après Al-Yacoubi. Kitabe tarikh Al-Buldan (l'histoire des pays).

C'est à l'époque du règne d'Haroun Al-Rachid⁵⁴, que les conséquences du déclin se sont gravement manifestées. Ce qui explique pourquoi l'époque de Haroun Al-Rashid a représenté le dernier épisode de prospérité et de développement de Bagdad, car après lui, la ville amorce un déclin continu. Dès la seconde moitié du XIe siècle, la ville subit de nombreux changements dans sa topographie. Beaucoup de quartiers à l'ouest de Bagdad ont été détruits, et les ruines ont remplacé les jardins et les maisons. Bagdad a subi à cette époque des incendies, des inondations et de nombreuses dissensions. Cette ère de dégradation et de destruction a connu deux phases.

D'abord, paradoxalement, toutes les forces et les atouts physiques et moraux de la ville se sont transformés en une malédiction sur la ville. Par exemple, mais sans s'y limiter, la diversité ethnique a été manipulée et exploitée par les parties belligérantes au pouvoir dans la région, par les Turcs, les Perses, les Arabes et les autres. Ceci a aussi été exploité dans les conflits internes entre les partis en lutte pour la succession du califat⁵⁵.

Lors de ces luttes de pouvoir internes, Bagdad a subi un coup sévère, notamment lors du conflit entre Al-Amin et Al-M'amun (les deux fils d'Haroun Al-Rashid). La ville a été assiégée pendant quatorze mois et les habitants de la ville ont subi d'énormes frustrations durant ce long siège. En outre, leur résistance dans cette longue période pour défendre la ville s'est finalement terminée par la destruction de leurs maisons et de plusieurs palais. Les vainqueurs ont détruit de nombreux autres quartiers. Cette période de guerre a été suivie par une guerre civile entre les partisans des califes rivaux, dans laquelle les actes de sabotage et de destruction furent nombreux. Ceux-ci furent commis par le peuple, mais aussi, et tout particulièrement, par les hors-la-loi.

⁵⁴ Sous la succession de Haroun Al-Rashid et l'administration de ses vizirs Barmécides, Bagdad devint la capitale intellectuelle de son époque. Des écoles, des hôpitaux et des bibliothèques furent construits. La traduction des textes latins et grecs fut encouragée et les savants venaient à Bagdad de toutes les régions de l'empire.

⁵⁵ Cette qualité de la ville a conduit à des affrontements qui ont pu certainement avoir porté des connotations religieuses et/ou ethniques, comme dans la répression du calife Al-Mahdi de Al-Zandaiqah, et de la destruction du palais de Haroun Al-Rashid par les Barmécides. Même la rivalité entre Al-Rashid et ses deux fils, Al-Amin et Al-Mamun, a été elle-même souvent et simplement présentée comme un conflit ethnique entre les Arabes et le camp des Perses, parce que la mère d'Al-Amin était arabe tandis que la mère d'Al-Mamun était d'origine perse.

Dans un second temps, les conflits sont venus de l'extérieur, avec des luttes de pouvoir entre les Bouyides, les Safavides, les Mongols et les Turcs ; tous ces partis se sont battus entre eux afin d'acquérir le pouvoir sur la ville de Bagdad. Bagdad devient une ville déchirée par les guerres.



Fig. 2 : Une œuvre d'art illustrant la bataille de l'invasion mongole de Bagdad en 1258.

Source : Makiya, 2005, Bagdad.

1.2. - L'EPOQUE OTTOMANE: le déclin à l'international, mais un développement d'une qualité urbaine de la ville

Il est bien connu aux étudiants en histoire du Moyen-Orient que les études universitaires (surtout locales) dédiées à l'histoire de Bagdad sous domination ottomane sont rares. La plupart des ouvrages consacrés à Bagdad sont soit dédiés à l'âge d'or de la civilisation islamique, c'est-à-dire

à la période abbasside, soit axés sur l'histoire moderne de l'Irak, c'est-à-dire la période post guerre du Golfe de 2003. En comparaison avec d'autres villes du Moyen-Orient comme Alep, Damas, Sanaâ ou Jérusalem, l'étude de la ville de Bagdad, hors des périodes précédemment citées a été négligée par le milieu universitaire.

Il y a des travaux considérables qui ont été menés sur la fondation de la ville de Bagdad, surtout sur la période du Califat, sur la ville ronde, l'Empire abbasside, sur ses dirigeants puissants comme Al-Mansur et Haroun Al-Rachid, ou encore sur les événements culturels tels que Dar Al-Hikmet⁵⁶, et aussi sur le célèbre conte des Mille et Une Nuits. Mais la domination ottomane dans le monde arabe a été jusqu'à présent négligée. Au mieux, elle est brièvement résumée à l'occasion d'études scientifiques. Cette époque est généralement considérée comme une période sombre de l'histoire arabe, parce qu'il est courant de penser que durant cette période, les peuples arabes ont été subjugués par les Ottomans, ce qui fut perçu comme une sorte d'impérialisme.

À cet égard, cette partie de notre recherche nous met face à deux défis. Tout d'abord, nous devons combler les lacunes d'information et de connaissance existantes sur Bagdad. Une telle entreprise va être faite, bien sûr, dans la limite de notre propos et de nos objectifs de recherche, mais nous tenterons, également, une analyse personnelle au regard des textes exploitées. D'autre part, et indirectement, nous allons essayer de découvrir comment les facteurs d'ordre économique et politique ont façonné la géographie urbaine de la ville. Deuxièmement, nous allons tenter de déterminer si cette période « sombre » fut réellement néfaste pour la ville, et si cette idée courante n'a pas plutôt été développée par certains nationalistes de l'époque.

1.2.1. - Bagdad après le changement de statut, d'une ville capitale d'importance internationale à une ville provinciale marginale : « vilayet ».

Depuis sa fondation jusqu'au milieu de la domination ottomane (762-1869), voire même jusqu'à la veille du XXe siècle, la ville Bagdad se distingue de l'histoire d'autres villes arabes en raison du fait qu'elle fut occupée par des pouvoirs politiques représentant différentes cultures et civilisations. D'abord, la ville fut fondée par le calife Al-Mansûr issu de la civilisation islamique.

⁵⁶ La maison de la sagesse (en arabe : bayt al-hikma, بيت الحكمة, transcrit aussi par Dâr al-Hikma ou Beit Al-Hikma) de Bagdad est la plus ancienne de ces maisons, qui sont apparues au début du IXe siècle dans le monde arabe. Elle était en tout cas une association de bibliothèques, de centres de traduction et de lieux de réunion, vraisemblablement en vue de traduire les ouvrages de cosmologie, d'astrologie, de poésie et d'histoire.

Ensuite, ce sont les dynasties perses et turques qui ont successivement occupé Bagdad, puis les Britanniques.

Selon la Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001)⁵⁷, celle-ci élargit les possibilités de choix offerts à chacun ; elle est l'une des sources du développement, entendu non seulement en termes de croissance économique, mais aussi comme moyen d'accéder à une existence satisfaisante sur les plans intellectuel, affectif, moral et spirituel. C'est le cas notamment à Damas et au Caire, où les traces et les effets pérennes des différentes cultures et civilisations qui se sont succédées dans la ville, constituant une sorte d'enrichissement culturel.

Dans le cas de Bagdad, puisque ces pouvoirs étaient toujours en conflit et en rivalité excessive. La destruction des installations civiles, des bâtiments et de toutes réalisations architecturales et urbaines (à cause du temps, de la nature ou des hommes), a été une conséquence inévitable. Il reste ainsi très peu de ruines ou de traces de bâtiments et d'édifices publics ou privés des époques anciennes qui ont survécu et peuvent témoigner. Les cartes qui archivent et indiquent le développement de la ville sont tout aussi rares. De ce fait, il faut noter qu'il est difficile de trouver, en termes de morphologie de la ville, des phases distinctes dans l'évolution de la ville qui peuvent se référer suffisamment à ces périodes (Al Ash'ab, 1982). Tous les acteurs ont laissé leurs marques sur la ville à des degrés divers, finissant par dessiner une ville sans pertinence, et très inactive. Cette situation semble inévitable pour une ville dont l'existence est étroitement et exclusivement liée au pouvoir, ou selon Luizard (1994, *op. cit.*, p. 230-231) :

« Qu'une capitale d'empire ajuste sa forme aux intérêts politiques des dynasties successives, rien que de très banal. Cependant, à Bagdad, les transformations n'ont pas été des évolutions lentes, mais des ruptures brutales, violentes, qui ne laissent aucune trace de ce qui existait auparavant, oblitérant jusqu'à la mémoire spatiale de l'état antérieur »

À propos de l'époque ottomane, 300 ans après l'invasion de la ville de Bagdad par les Mongols, les Ottomans s'emparent de la ville et la ville continue son trajet historique pour environ quatre décennies. Cependant, durant cette période, elle se trouve loin de la splendeur de la capitale et du centre du pouvoir et de décision, en devenant notamment une ville de province

⁵⁷ Déclaration de l'UNESCO sur la diversité culturelle.

Disponible sur : < <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001271/127160m.pdf> >

modeste, une « vilayet », située sur la périphérie de l'Empire ottoman. Bien que Bagdad ait fait partie de l'Empire ottoman pendant des siècles, elle n'a connu aucun changement radical dans sa structure administrative, économique et urbaine jusqu'à la période du gouvernorat de Medhat Pacha, à la fin de la domination ottomane. Dans le meilleur des cas, « Bagdad était réduite au rang d'un chef-lieu de province endormi, tour à tour sous domination ottomane et safavide. Bagdad ne changera plus de peau jusqu'à l'époque moderne ». (Luizard, *Ibid*)

La domination ottomane en Irak est généralement divisée en cinq périodes. La première période commence avec la conquête de Sulayman Kanouni (Le Magnifique, le législateur), en 1534, et se poursuit jusqu'à l'entrée des Safavides à Bagdad en 1622. La deuxième période couvre la période entre 1638 et 1749, ce qui correspond à la reconquête de Bagdad par Murad IV et le début de la domination mamelouke à Bagdad. La troisième période, entre 1749 et 1831, est généralement connue sous le nom de la période mamelouke. Tandis que la quatrième période commence avec la chute de la domination mamelouke et se termine avec le poste de gouverneur de Medhat Pacha, en 1869. La cinquième et dernière période a pris fin en 1917, lorsque Bagdad a été occupée par les forces britanniques.

La vaste construction impériale de l'Empire ottoman est généralement accusée d'avoir été peu favorable à l'essor urbain, en dehors de sa partie centrale et notamment de Constantinople (Chanel, 1996, p. 40-41). L'historiographie du monde arabe a souvent montré la période ottomane comme étant une période de déclin. Cette pensée historique a également touché la ville de Bagdad. Les historiens considèrent également la période de la domination ottomane comme l'une des pires périodes de l'histoire de la ville de Bagdad en termes de détérioration, de dégradation et de manque de développement. Pourtant, les lecteurs attentifs de l'histoire de la ville de Bagdad concluraient probablement que cette perception n'est pas exacte, voire même erronée. Les justifications de cette analyse que nous considérons erronée sont de deux ordres. Le premier est lié à la réalité historique de la ville elle-même. Le second est, quant à lui, lié aux Ottomans et à leur façon de gérer la ville. L'argument avancé par le premier groupe est l'état déplorable dans lequel les Ottomans ont récupéré la ville après la capitulation, sans combat, de la population de Bagdad (comme nous le raconte l'écrivain et l'historien Ali Al-Wardy⁵⁸). Les

⁵⁸ Ali Hussein Mohsen Al-Wardy (1913 - 13 Juillet 1995) est un sociologue irakien, professeur et historien connu pour sa modération et son objectivité. Il est aussi l'un des pionniers de la laïcité en Irak. Al-Wardy a obtenu sa

vainqueurs se sont emparés d'une ville délabrée, détruite après une série de conflits. Bagdad avait déjà perdu sa place en tant que capitale de la civilisation islamique, en faveur de Samarra. Cela signifie que le déclin de la ville de Bagdad avait commencé bien avant l'arrivée des Ottomans. Elle est donc devenue une simple ville provinciale (vilayet) sous l'Empire ottoman.

En ce qui concerne les Ottomans, la domination ottomane était instable. Bagdad, par exemple, a eu plus de dix gouverneurs entre 1831 et 1869⁵⁹. Une telle instabilité politique a perturbé le développement de la ville. Nous pourrions réfuter ce point de vue, bien que ce ne soit pas ici notre objectif principal, en rappelant que les premières étapes de la modernisation de Bagdad peuvent être retracées jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, à l'époque des gouverneurs Rashid Pacha, Namik Pacha et Medhat Pacha. Ces derniers ont fait des efforts considérables pour moderniser la province. Néanmoins, il est tout à fait clair que Medhat Pacha a surpassé les gouverneurs précédents dans sa contribution à la modernisation de Bagdad (Ceylan, 2006 ; Petrov, 2006).

Une des preuves claires pouvant indiquer l'absence de développement ou d'expansion de la ville à cette période de son histoire, et même jusqu'au début du mandat britannique, est que tous les manuscrits, les cartes et les graphiques élaborés par les voyageurs et les commerçants occidentaux ou arabes (Makiya, 2005, p. 77-91) désignaient toujours la ville à l'intérieur de ses murailles, démontrant ainsi l'absence d'expansion de la ville et signalant la présence d'une

maîtrise en 1948 de l'Université du Texas et son doctorat en 1950 de la même université. Il est revenu en Irak pour commencer sa carrière d'écriture, beaucoup de ses livres sont basés sur la théorie d'Ibn Khaldoun à propos de Al-Badwa (nomadisme) vs Al-Hadhara (modernisme).

Les œuvres les plus importantes du Dr Ali Al-Wardi sont:

"Aperçus psychologiques de l'Histoire moderne irakien"; "Une étude sur la nature de la société irakienne" et "La personnalité de l'individu irakien: une étude de la personnalité irakienne à la lumière du Nouveau Science Psychologique".

⁵⁹ En raison de son éloignement, la ville de Bagdad centre a été perçue comme un lieu de bannissement. Un nombre considérable d'agents provinciaux ont démissionné de leurs bureaux et ont quitté Bagdad, puisqu'ils ne pouvaient ni s'habituer à l'eau, ni au climat de Bagdad, ce qui a été un prétexte courant pour justifier leur démission.

menace extérieure permanente contre la ville⁶⁰. Dès lors, elle s'est vue contrainte de s'enfermer dans ses murs⁶¹.

Par ailleurs, ces voyageurs relèvent que l'état de la ville et des bâtiments à l'intérieur des murailles est en très mauvais état. Les bâtiments sont détériorés et dégradés. Ils ajoutent aussi une description poétique - « les corbeaux croassent dans la ville » -, évocation mélancolique de la dévastation et de la destruction de la ville.

Il est vrai que, globalement, la ville de Bagdad comme beaucoup d'autres villes arabes à cette époque ne change pas fondamentalement, ni dans sa morphologie ni dans son organisation spatiale, surtout durant la première moitié de l'occupation ottomane (Chaline, 1996). Néanmoins, elle enregistre nombre de transformations significatives sur le plan de l'organisation sociale et administrative. Ces changements vont avoir des effets sur l'organisation de l'espace urbain, lesquels seront abordés par la suite.

Ces changements sont menés dans le cadre d'un processus de réforme globale, qui a apporté beaucoup de rénovations et développé une mentalité complètement différente pour la bureaucratie et les institutions ottomanes. La modernisation et la centralisation étaient deux aspects dominants dans cette suite de réformes appelée le « Tanzimat »⁶² (réorganisation administrative et juridique de l'Empire ottoman).

La période de Tanzimat a été à maints égards une période de transition. Les vieilles institutions ne pouvaient être remplacées dans un court laps de temps. Les réformes ont été introduites en appliquant la méthode des essais et erreurs. Il y a une affirmation générale selon laquelle les réformes de cette période de Tanzimat, au cours de la première décennie, ont échoué. De même, bien que Bagdad ait été intégrée dans ces réformes en 1844, celles-ci n'ont pu être introduites

⁶⁰ Des menaces viennent ici de deux sources principales : d'abord, une menace constante en provenance de la Perse, et la seconde de tribus qui viennent piller la ville profitant de la faiblesse de l'État à Bagdad.

⁶¹ Ce cas n'a pas existé pour d'autres capitales de l'Etat arabo-islamique, comme Damas, Le Caire, et d'autres. Au contraire, il y avait toujours une expansion de la ville en dehors de leurs murs, en particulier dans la période ottomane, comme à Damas, en particulier.

⁶² Cet ambitieux projet fut lancé pour tenter de combattre le lent déclin de l'Empire qui avait vu son assiette territoriale se réduire et sa faiblesse s'accroître par rapport aux autres puissances européennes, faisant de lui "l'homme malade de l'Europe". Ces réformes, fortement influencées par les idées européennes, visaient à effectuer un changement fondamental de l'empire de l'ancien système, fondé sur les principes théocratiques, à celle d'un Etat moderne.

que dans les années 1850. Au début des années 1850, en mettant fin aux dynasties autonomes⁶³, la province a été liée plus étroitement à l'administration centrale. S'en est suivi une amélioration substantielle de la sécurité provinciale. Ce qui fut tout à fait essentiel, parce que la question de la sécurité a été fortement soulignée dans l'édit de Tanzimat, notamment parce que l'absence de sécurité a longtemps été la raison principale du déclin de la ville de Bagdad, de sa province et du pays entier (l'Irak).

Cette période de réformes du Tanzimat, à partir du milieu du XIX^e siècle, a coïncidé avec de nombreux autres facteurs qui ont ralenti le rythme des changements souhaité. Par exemple, l'émergence de la propriété privée et l'entrée de l'Irak sur le marché mondial capitaliste ont fortement modifié la structure sociale de l'Irak. Les Cheikhs tribaux, qui traditionnellement représentaient à la fois la valeur spirituelle et la sécurité pour les tribus, sont devenus, après la réforme agraire et les liens croissants avec l'Occident, des propriétaires à des fins lucratives, et les membres de la tribu, de pauvres métayers. De plus, avec la pénétration économique occidentale, les produits fabriqués et vendus jusqu'alors par les artisans irakiens ont été remplacés par des produits fabriqués par des machines textiles britanniques.

À Bagdad, en ce qui concerne l'organisation administrative, quelques tentatives sérieuses de réglementation de l'administration de la ville ont été faites durant la période de Medhat Pacha⁶⁴. Les principaux objectifs de ces réformes de Medhat, également appelées Tanzimat, étaient la réorganisation de l'armée, la création d'un code et droit pénal et commercial, la sécularisation du système scolaire et l'amélioration de l'administration provinciale. Il a créé des assemblées représentatives provinciales afin d'aider le gouverneur de la ville et il a mis en place des conseils municipaux élus dans les grandes villes. Ces assemblées étaient composées en grande partie par des notables irakiens sans liens étroits avec les masses (Longrigg, 1999, p. 267). Malgré cela, ces

⁶³ Quelques-uns des mouvements d'indépendance qui ont fait face à l'Empire ottoman, comme c'est le cas avec les Mamelouks en Irak.

⁶⁴ En 1869, les Ottomans commencent à rétablir leur autorité centrale de la Sublime Porte, à travers une réforme administrative et un processus de centralisation et surtout par l'introduction de la loi provinciale (vilayet) de 1864 à Bagdad. La loi a été promulguée en 1864, mais elle n'a pas été effective jusqu'à ce que débute la Gouvernance de Medhat Pacha (1869-1872) sur la province de Bagdad. Lorsque le réformateur Medhat Pacha fut nommé gouverneur de Bagdad il a immédiatement entrepris de moderniser l'Irak sur le modèle occidental. Ainsi, cette période de la domination ottomane (1869-1871) a été la plus importante pour le développement de la ville. Voir Ceylan, Ebubekir. (2009). "Carrot or stick? Ottoman tribal policy in Baghdad, 1831–1876". In: *International Journal of Contemporary Iraqi Studies* Vol. 3, No. 2, P. 169–186.

nouveaux bureaux ont contribué à ce qu'un groupe d'Irakiens acquiert une expérience administrative.

Les effets de ces réformes n'ont pas eu d'effet clair ou efficace pour la ville de Bagdad, jusqu'au temps du gouverneur Medhat Pacha (1869-1872). Cela est peut être du à la situation géographique qui attise la menace constante des Perses⁶⁵ (Dumper et Stanley, *op. cit.*, p. 59) et à la composition de la population complexe de la région de Bagdad ottomane (constituée principalement de la population tribale), qui s'étend de Mossoul à Bassora (Al-Najjar, 1991). En raison d'un tel contexte, les réformes ont principalement porté sur des questions visant à contrôler ces deux situations particulières : la question de la sécurité de la ville, ainsi que celle de la façon de briser l'isolement de la ville afin de créer une ouverture sur le monde occidental. Les réformes à Bagdad portaient sur un éventail de sujets visant à atteindre les objectifs liés à ces questions :

- La réinstallation des tribus afin d'arrêter leurs attaques sur la ville⁶⁶ (Al-Najjar, *Ibid*).
- L'ouverture des consulats britannique, français et allemand à Bagdad, qui est considéré comme une ouverture de la ville sur le monde occidental (européen), pour sortir Bagdad de son isolement subi depuis l'invasion mongole et permettre ainsi de dynamiser une ville stagnant dans son provincialisme⁶⁷ (Saied et O'Sullivan, 2006). Afin de confirmer cette

⁶⁵ L'alliance wahhabite saoudienne était également une menace pour la ville. Ils ont placé Bagdad en état de siège en 1799, et les Mamelouks ont été contraints de conclure un traité avant leur retrait. Muhammad Ali, depuis l'Égypte, a également exprimé un intérêt dans l'accaparement de Bagdad ottomane mais les Britanniques ont contrecarré ce plan. De telles menaces, combinées avec le nouvel engagement de la modernisation impériale dans la région, ont forcé les Ottomans à rétablir le contrôle central en Irak à travers un programme de réforme (Dumper et Stanley, *op. cit.*).

⁶⁶ Le pourcentage de tribus nomades dans le nombre de résidents de Bagdad en 1867, était de 23 %. Celui-ci a diminué en 1890 pour être porté à 11 %, puis en 1905, il a été ramené à 8% seulement. Cette baisse de la proportion des tribus nomades était accompagnée d'une augmentation de la proportion des populations rurales par rapport à la population totale. Ce pourcentage est de 35 % en 1867. Il a augmenté jusqu'à 42 % en 1980 puis a atteint 55 % en 1905. Ces changements dans la structure démographique de la région sont dus aux politiques gouvernementales de la réinstallation des tribus instables. Cela a conduit à la migration de peuplement rural vers la ville, surtout après les développements économiques dans le milieu du XXe siècle (Al-Najjar, *Ibid*).

⁶⁷ En 1622, la Grande-Bretagne, via sa East India Trading Company, a réussi à arracher aux Portugais le détroit stratégique d'Ormuz qui contrôle l'entrée dans le golfe Persique et les navires commerciaux britanniques ont pu rejoindre Bassorah, le seul port existant en Irak dès 1635. Les commerçants britanniques étaient donc intéressés par l'Irak à un stade précoce et les relations commerciales anglo-irakiennes ont commencé une longue ère de contacts et d'échanges. Tout au long des décennies suivantes, les équipes d'enquête britanniques ont exploré l'Irak pour étudier son potentiel en tant que lien vers l'Inde via ses deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate. La France a également été intéressée lorsque Napoléon, après avoir conquis l'Égypte en 1798, a élargi ses desseins impériaux à travers le Levant et vers l'Asie. L'Allemagne aussi était intéressée et a convaincu le sultan ottoman d'accorder la permission de

ouverture, ce type de commerce avec le monde extérieur a été encouragé et soutenu par le gouvernement ottoman central et surtout régional de Medhat Pacha. À cet égard, l'investissement du fleuve Tigre a été mené pour revitaliser les échanges commerciaux avec le monde extérieur. L'aspect économique a été une des priorités de ce programme de modernisation.

- L'augmentation des ressources économiques de la ville, grâce à la création de plusieurs projets stratégiques, notamment des projets d'amélioration de la vie urbaine et de développement des infrastructures, tels que la construction des usines, des hôpitaux, le transport fluvial et terrestre (tramway), la construction de ponts et de grandes routes (en particulier dans le centre-ville) et le réseau de communications télégraphiques ainsi que des écoles - lesquelles ont d'ailleurs contribué à changer les croyances et les traditions (Al-Najjar, *op. cit.* ; Ceylan, *op. cit.*)

1.2.2. - La morphologie de la ville: des structures et des espaces cohérentes.

1.2.2.1. - L'organisation de la ville en lien avec les composantes religieuses, économiques et sociales de la communauté.

Au cours de la période allant du XVI^e siècle au milieu du XIX^e siècle (la fin de la domination ottomane), la ville de Bagdad s'étend de part et d'autre du fleuve Tigre. Elle se composait principalement d'Al-Rusafa, la partie la plus grande de la ville sur la rive est du Tigre, et d'Al-Karkh, un établissement subsidiaire sur la rive ouest. Ils étaient reliés l'un à l'autre par un seul pont (posé sur des bateaux qui étaient enchaînés entre eux). Al-Rusafa était alors le côté riche, doté d'un beau patrimoine. Elle abritait de nombreux bâtiments importants, tels que le Palais Abbasside, plusieurs mosquées, la Madrasa et les marchés populaires (Souk) de la période ancienne.

construire une ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad, qui pourrait finalement être étendue aux rives du Golfe. Voir Saied, M.K. Abdullah et O'Sullivan, Christopher. (2006). *Iraq between two occupations. Observations on Iraq and the Great Powers (1933–2003)*. Zurich: Eidgenössische Technische Hochschule Zürich, Swiss Federal Institute of Technology.



Fig. 3 : Carte de Bagdad au XIXe siècle. Adaptée de la carte de Félix Jones et M. Collingwood, datée de 1854. Il s'agit d'une des cartes les plus claires de Bagdad pour cette période, car elle provient d'une enquête spécialement réalisée par Félix Jones. On peut y observer les murs extérieurs de la ville, ainsi que les portes du cimetière, en plus de la ville elle-même. Source : Makiya. 2005. *op. cit.* Bagdad.

Cependant, la plupart des quartiers résidentiels de l'époque sont relativement récents, puisque la ville a été dévastée par une inondation en 1832. La ville était entourée par une grande muraille disposant de quatre portes par lesquelles elle se connectait au monde extérieur et au port fluvial. (Fig. 3)

La ville est composée de plusieurs noyaux qui composent alors l'image de la grande Bagdad. Ces noyaux sont Al-Rusafa, Al-Karkheh, Al-Adhamiya et Al-Kadhimiya. La nature de chacun de ces quatre noyaux est identique à celle de la ville historique de Bagdad, toutes ces parties ont conservé une morphologie urbaine traditionnelle. (Fig. 4 et 5)

Le calife Abu Ja'afar Al-Mansûr à (767) a fait construire l'actuel Kadhimiya, un cimetière privé, appelé cimetière majeur de Qoraïch, et quand il mourut, son fils aîné Jafar (772) fut le premier à y être enseveli.

Al-Kadhimiya est encore considéré, par un grand nombre de ses habitants, comme une communauté distincte, malgré le fait qu'une grande partie de la zone située entre elle et le vieux Bagdad ait été totalement construite. (Fig. 6)

Et en ce qui concerne Al-Adhamiya, l'histoire de son émergence est due à la période abbasside quand l'imam Abou Hanifa Al-Nu'man (d'origine afghane) y fut enterré. Un quartier résidentiel et des petits marchés autour du sanctuaire furent ensuite implantés, construits selon des principes semblables à ceux d'Al-Kadhimiya.

Pourtant, certains historiens comme Mustafa Jawad, indiquent qu'Al-Adhamiya fut à l'origine de l'émergence d'Al-Rusafa, avec la venue du calife Al-Mehdi Ben-Mansour du Khorasan et de son installation dans un camp en dehors de la Bagdad ronde. Le lieu s'appelait Rusafat Al-Mahdi. L'endroit où le calife Al-Mahdi s'est installé est, selon Mustafa Jawad, le quartier d'Adhamiya. Il s'est ensuite déplacé vers Al-Rusafa, qui est le site actuel correspondant à la partie de Bagdad située en face d'Al-Karkh⁶⁸.

Les noyaux anciens des quartiers résidentiels, maintenant noyés dans l'agglomération moderne de Bagdad, se regroupaient autour des célèbres mosquées. Celle d'Al-Kadhimiya abrite les tombeaux de deux imams et constitue un lieu de pèlerinage chiite. À partir de ce pèlerinage, une ville a été formée, laquelle a survécu à la ville d'origine (Marthelot, 1965, p. 24-37).

Les premières manifestations du modernisme surviennent à la fin du XIX^e siècle, mais la ville a conservé sa structure ancienne. Bagdad est encore aujourd'hui représentative de ce que fut une ville arabe traditionnelle.

⁶⁸ Yakoute Al-Hamwi Mu' jam Albuldan (la Dictionnaire des pays). Beirut. Dar Sader. 1977. Il se réfère au même sens quand il décrit Bagdad sous le règne de Al-Mansour et de son fils Al-Mahdi.

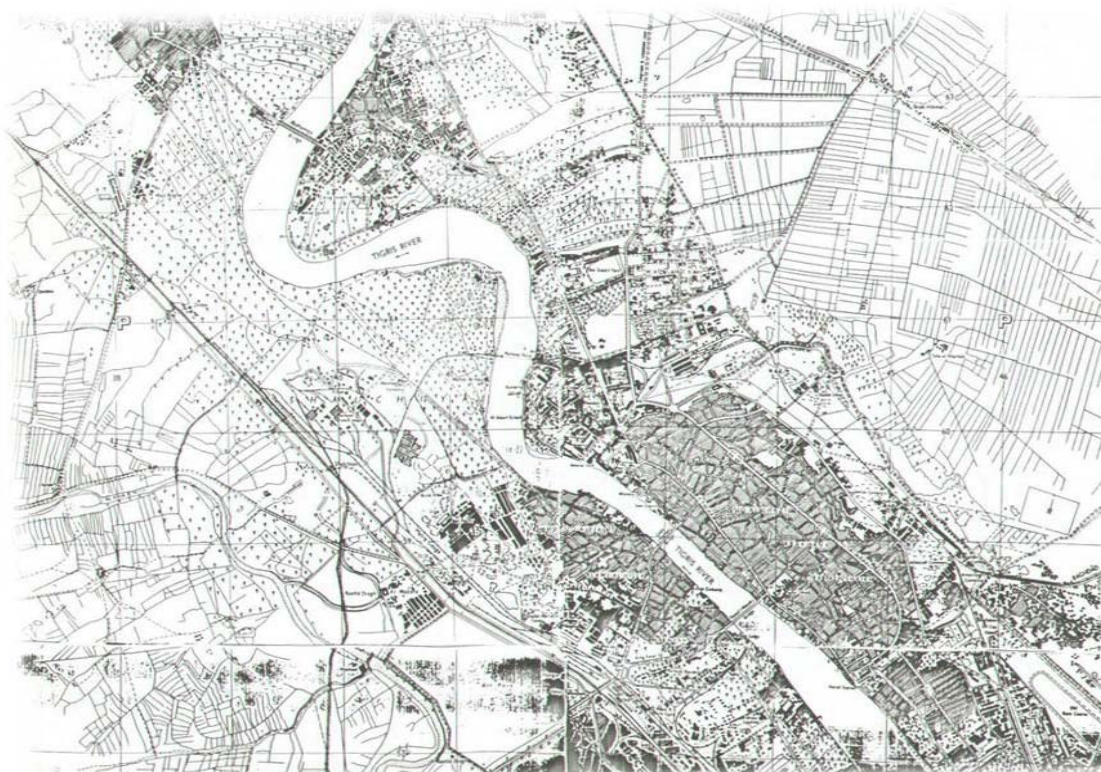


Fig. 4 : Carte de Bagdad: L'image de la grande Bagdad à la fin de l'époque Ottoman

Source, Makiya. 2005. Bagdad.

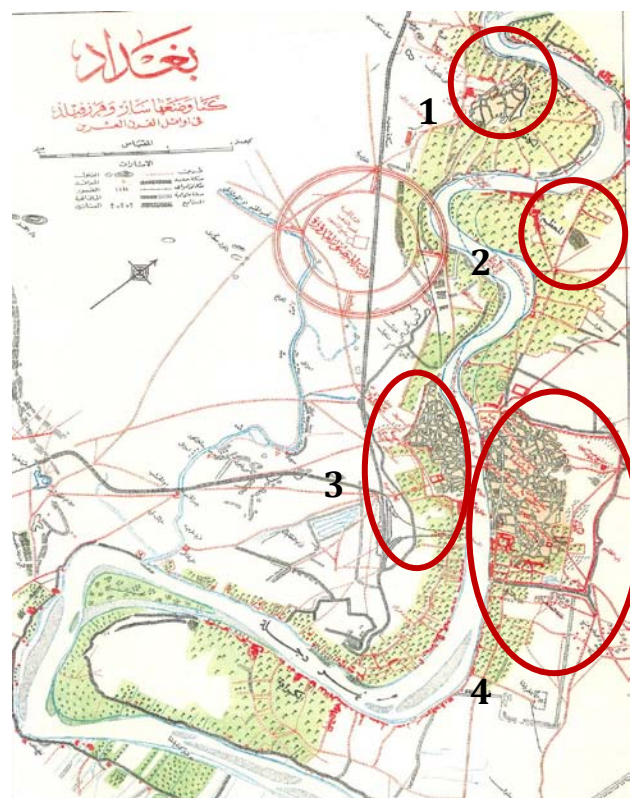


Fig. 5 : Les quatre noyaux de la ville : 1 – Al-Kadhimiya ; 2 – Al Adhamiya ; 3 – Al Karkheh ; 4 – Al-Rusafa
Source : Makiya. 2005. Bagdad.



Fig. 6 : Le quartier de Al-Kadhimiya au début du XXe siècle.

Source: <http://www.flickr.com/>

En dépit de la détérioration générale de l'Irak durant la domination ottomane, la ville de Bagdad, grâce à l'attention qu'elle a reçue à l'époque de Medhat Pacha, a maintenu son urbanisme et son architecture traditionnelles qui ont survécu au vingtième siècle. Certains vieux quartiers au centre-ville de Bagdad témoignent encore de l'époque ancienne. Ses bâtiments traditionnels sont essentiels à la connaissance architecturale, ils constituent même des sources d'inspiration pour des projets architecturaux contemporains (Nooraddin, 2004, p. 59-85 ; Luizard, 1994, *op. cit.*, p. 230-231).

En raison de sa longue histoire continue et cumulative, la ville de Bagdad (Al-Rusafa, Al-Karkh) est devenue une entité organique d'une qualité urbaine assez complexe.

Dans un premier temps, la ville traditionnelle de Bagdad (médina), se dévoile sous les regards, avec ses enceintes et ses portes, ses édifices religieux variés (mosquée, église et synagogue), ses rues étroites et sinueuses et ses quartiers aux habitations voisines et soudées.

Le maintien et la survie des qualités et des caractéristiques urbaines (historiques et traditionnelles) sont probablement dus à l'enfermement de la ville dans ses remparts pendant une

longue période. L'histoire de la construction de ces murailles remonte à 1094, alors que l'État abbasside était faible. Le calife Al-Mustadhir a commencé à construire une muraille autour de la partie est de la ville de Bagdad. Après sa mort, la muraille a été achevée pendant le règne d'Al-Moustarchid (1118-1135) et s'est maintenue jusqu'à la fin du XIX^e siècle. La muraille avait quatre portes. Celle du nord était nommée Bâb Al-Sultan (ou Porte du sultan). Celle à l'est était nommée Bâb Al-Wastani ou Porte du milieu) (Fig. 7). La troisième porte a été décorée par deux sculptures avec une ornementation de textes coraniques et de ce fait a été nommée Bâb Al-Talsum ou Porte du talisman), dont l'emplacement correspond à l'actuelle Bâb Al-Shaikh (Porte du Cheikh). La quatrième et dernière porte était nommée Bâb Kulwatha et son emplacement correspond à l'actuelle Bâb Al-Sharki (Porte orientale) dans le centre-ville d'aujourd'hui. La porte du nord et celle de Bâb Al-Talsum ont été démolies par les Ottomans au cours du conflit avec les Britanniques. La quatrième a été détruite quelques années après par la municipalité de Bagdad. Heureusement, la Bâb Al-Wastani (Porte du milieu) existe encore aujourd'hui et témoigne des limites de la capitale à l'époque de la civilisation islamique d'autrefois.

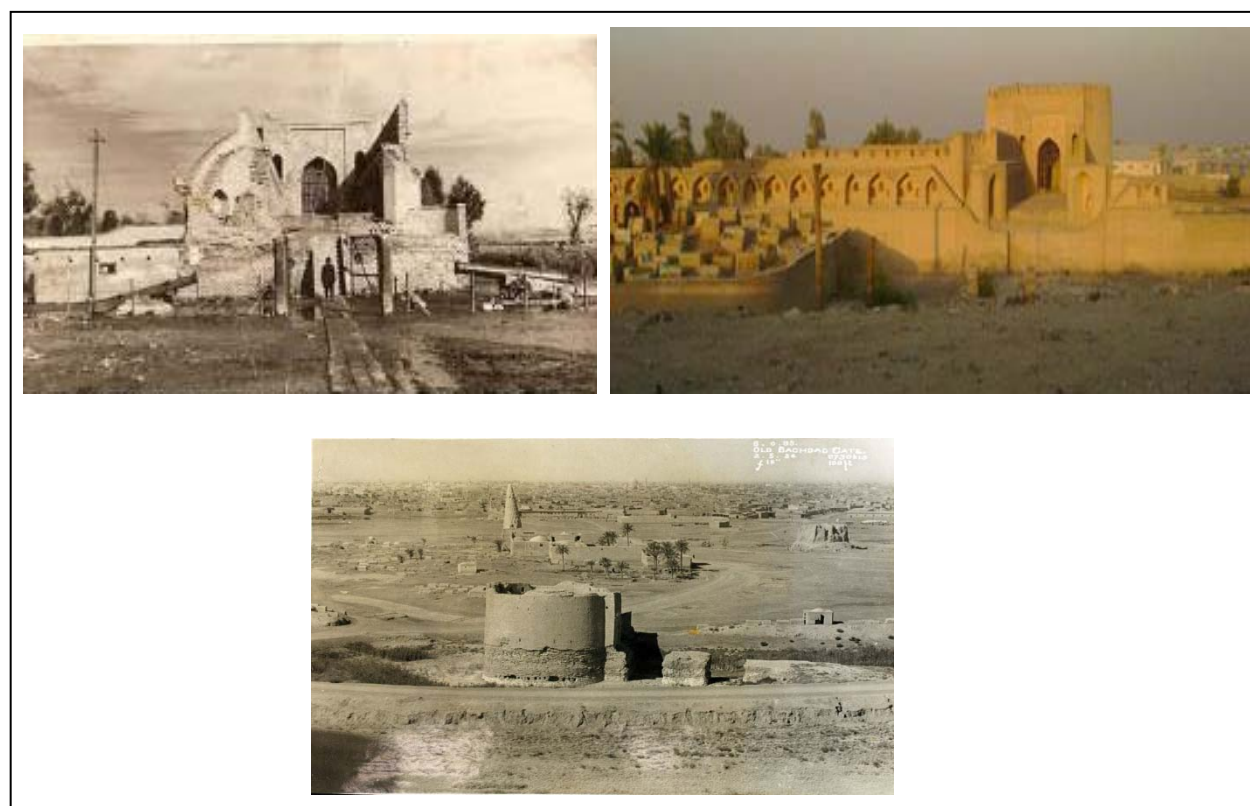


Fig. 7 : *Bâb Al-Wastani* au début du XX^e siècle (à gauche et en bas) et actuellement (à droite).

Source : Images Google.

La qualité urbaine de la ville propre à cette période s'incarne simplement dans la morphologie traditionnelle qu'est la médina. Se manifestant à travers un ensemble de caractéristiques morphologiques, un tissu urbain dense, compact, abrite une mixité, une diversité et une proximité des fonctions urbaines essentielles. Cette harmonisation et cette hiérarchisation spécifiques ont perduré jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Cette concentration des activités avait un caractère réellement exemplaire, car tous les organes essentiels de la ville et de l'État dont elle était une des capitales régionales, étaient réunis à Bagdad, qu'il s'agisse de la vie politique, de l'administration, de l'armée, de la vie religieuse et culturelle, des activités économiques dominantes (surtout au centre de la ville) (Gulick, 1967, p. 246-255). Cette concentration et mixité fonctionnelle s'atténuent progressivement vers la périphérie. De ce point de vue, Bagdad différait des autres grandes villes arabes où la concentration avait un caractère moins absolu. Par exemple, à Alep, Damas ou Le Caire, la vie politique et militaire avait son centre dans une Citadelle (Qal'aa) située à l'extérieur de la ville. Au contraire, à Bagdad, la Citadelle se trouvait au cœur de la ville autour de laquelle les autres activités urbaines s'organisaient (Raymond, 1979, p. 115-134).

De nombreuses publications universitaires contemporaines ont porté - à travers les aspects sociaux et environnementaux de la construction - sur le modèle de développement de la ville ancienne et le système de hiérarchisation des espaces collectifs et privés, résidentiels et commerciaux, sacrés et profanes. Ils ont permis de démontrer que la compacité s'explique par la nécessité de se protéger de son environnement. Les bâtiments étaient massifs, et les lieux publics ouverts vers l'extérieur étaient rares. Outre son utilité environnementale, la compacité a également fourni un support physique à la communauté locale et reflète sa forte structure sociale et un réseau complexe de liens de parenté (Ben-Hamouche, 2008). Au sujet de la mixité, la concentration des activités dans le centre était également très marquée.

De même, l'articulation des espaces de la ville n'est pas aléatoire : les maisons s'articulent de manière socioculturelle, codifiée selon les types complexes des rapports humains (culturels ou religieux). En observant les cartes de la ville de Bagdad jusqu'à la fin du XIXe siècle afin de définir les traits généraux de sa structure et les activités de sa population, on constate la

prédominance des activités résidentielles qui se traduit par des quartiers d'habitat s'étendant pour former la majorité du tissu urbain de la ville (Fig. 8, 9), d'ouest en est et du nord au sud, sur les deux côtés entourés par les murailles. Ce tissu urbain est très cohérent, et les quartiers résidentiels (mahalla) couvraient une superficie d'environ six kilomètres carrée. Ils se composaient de soixante et dix petits quartiers dont le nombre dans le Al-Rusafa était au moins le double de celui de Al-Karkh. Ces unités d'habitation sont principalement formées par un processus graduel, homogène et additif, basé sur un type unique d'unité d'habitation : des maisons avec une cour intérieure, regroupées étroitement et auxquelles on accède par un inextricable réseau de ruelles étroites et de culs-de-sac. En conséquence, ce tissu urbain est très cohérent, en raison des cours intérieures qui constituent une typologie continue et une modularité unifiant tout le tissu urbain (Bianco, 2000).



Fig. 8 : Vue aérienne de la ville de Bagdad qui décrit la nature du tissu urbain.
Source : Institut des Sciences de l'Archéologie et du Centre pour la restauration des monuments de Bagdad.



Fig. 9 : Autre vue aérienne de la ville de Bagdad qui décrit la nature du tissu urbain

Source : Institut des Sciences de l'Archéologie et du Centre pour la restauration des monuments de Bagdad.

On distingue ensuite les rues principales des rues secondaires (équipements de quartier) et des impasses (venelles), sous-ensemble de parcours privé parfois réservé aux femmes. Les Bagdadiens se déplacent entre ces quartiers à travers un réseau de rues au dessin très irrégulier, s'achevant fréquemment en impasses, particulièrement dans les quartiers périphériques où se développent des quartiers souvent fermés. L'organisation des rues, des ruelles et des impasses de manière successive permettait la diffusion de la circulation, tout en contribuant largement à l'adaptation au climat et à la protection contre ses effets extrêmes. D'autre part, ces voies de passages étaient utilisées comme un espace urbain pour les échanges sociaux. La notion d'espace public est donc ambiguë dans le cas de la médina où les rues sont considérées comme le prolongement des maisons et soumises aux balises sociales. Il y a quelques rues désignées par les habitants de quartiers qui rendent le passage sécuritaire et raccourcissent la distance entre ces quartiers voisins⁶⁹. Ainsi, ils servent de code socio-urbain entre les habitants du quartier, en représentant un piège pour les étrangers. Cela est dû au chevauchement complexe entre les quartiers Bagdadiens, de telle sorte qu'il n'y a donc pas de limites géographiques claires entre

⁶⁹ Cette information a été recueillie au moyen de voyages d'études sur place et d'entrevues avec un groupe d'autochtones de ces vieux quartiers.

eux, à l'exception de ce que les habitants du quartier établissent eux-mêmes en tant que limites ou frontières de leur quartier. C'est pour cette raison que toutes les rues ne conduisent pas au même quartier voisin. Au contraire, chaque groupe de ruelles mène vers un quartier particulier.

Page | 85 Le tissu urbain de ces quartiers est en pleine mutation en ce qui concerne l'harmonie et l'atmosphère sociale de la communauté avec l'environnement de l'époque. La nature du tissu urbain traditionnel soudé et concentré reflète la forte adaptation aux données climatiques existantes afin de diminuer la superficie des toitures exposées au soleil. Cela a dû permettre à l'habitat d'avoir une véritable fonction dans l'isolation thermique. Par exemple, en matière d'adaptation entre les habitants et l'environnement, l'occupation des espaces ouverts publics ou privés se fait dans l'après-midi lorsque l'ombre est présente, alors que l'occupation des toits des maisons se fait pendant la nuit en été, afin de bénéficier de la douceur du climat. Tout cela découle d'un respect mutuel de l'intimité entre les différentes familles habitants ces quartiers.

Pourtant, il faut noter ici que la plupart de ces structures résidentielles existant encore à ce jour, datent de 60 à 100 ans. Depuis, les maisons ont été construites en briques et avec du bois d'œuvre. En raison des dégâts dus aux inondations fréquentes, au feu et à l'infestation de termites, elles ont dû être reconstruites périodiquement (Bianco, *Ibid*, p. 248-270). Ainsi, la ville n'est ni complètement ancienne ni complètement nouvelle. Mais elle a subi des rénovations substantielles au cours des siècles.

L'administration des quartiers résidentiels était presque semi autonome, sauf en cas d'infractions majeures ou de violation des lois de l'État. Autrement, les habitants s'autogéaient, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas d'administration gouvernementale directe, et qu'elle a été remplacée par une personne élue localement, en plus de l'imam (alim). L'élue est responsable de l'administration des affaires sociales du quartier et de l'application des décrets gouvernementaux, tandis que l'imam est responsable de toutes les affaires du peuple liées à la question de la légitimité religieuse, comme les questions de héritage et du mariage⁷⁰.

à cet égard, la religion influait dans l'organisation et l'administration de la ville. Les coutumes et traditions de l'islam tenaient un rôle important dans l'élaboration et l'organisation des relations

⁷⁰ Mémoires (autobiographie) de l'architecte Mohammad Makiya, une série de documentaires tenues par le Iraqi Media Network.

sociales dans la ville. L'influence des valeurs islamiques (au-delà des constructions religieuses telles que les mosquées) est évidente dans la forme et la structure des zones résidentielles, par exemple, la séparation entre les espaces privés et publics et l'empêchement d'avoir des contacts directs entre ces deux mondes due aux enseignements de la charia .

En ce qui concerne la fonction urbaine, les principaux motifs d'utilisation du territoire/surface de la ville à l'époque des XVIIe au XIXe siècles sont habituellement centrés sur une structure de base multifonctionnelle entourant la mosquée, concentrée, même partiellement, par différentes couches de marchés interconnectés ou souks. Cette organisation a conduit à la formation d'axes, qui sont considérés comme des axes historiques (Fig. 9), car ils ont conservé la mémoire de la ville et celle de ses habitants. Ces axes historiques se dirigent vers la zone principale de la ville, où se trouvent le souk principal et la zone de l'administration centrale, qui s'étend parallèlement au fleuve Tigre. Cette corrélation avec le fleuve est due au transport fluvial qui était le moyen principal de transport des marchandises. Ce phénomène de corrélation reflète d'abord l'intégration entre les facteurs externes qui influent et orientent le développement urbain et la forme de la ville. La rivière a une importance considérable dans cette ville⁷¹ (Makiya, *op. cit.*, p. 267-268).

En règle générale, la structure urbaine de ces axes est entrecoupée d'un certain nombre de hammams et de medersas qui fonctionnent comme des espaces publics couverts et apaisants situés hors des ruelles principales. Ces espaces sont affectés également à des fonctions plus spécialisées et à des besoins sociaux différents. Cette configuration est particulièrement évidente jusqu'à récemment dans les aires d'Adhamiya et de Kadhimiya de la ville, qui, jusqu'à nos jours, représentent des modèles du genre.

⁷¹ Makiya Mohammad, *op. cit.* En référence à l'importance du fleuve, Makiya a écrit que la ville de Bagdad est comme les grandes villes qui se posent sur les berges des fleuves. La présence de Bagdad a été liée au fleuve, comme si la survie de la ville dépendait de la survie du fleuve, ainsi que sa disparition qui est liée à la disparition de ce fleuve. Il est sans doute le véritable fondateur de la ville. Sans le Tigre, aucun commandant d'armée, calife ou tout autre moine d'un monastère, ne serait venu s'installer sur cette terre. Traduction personnelle du texte original en langue arabe.

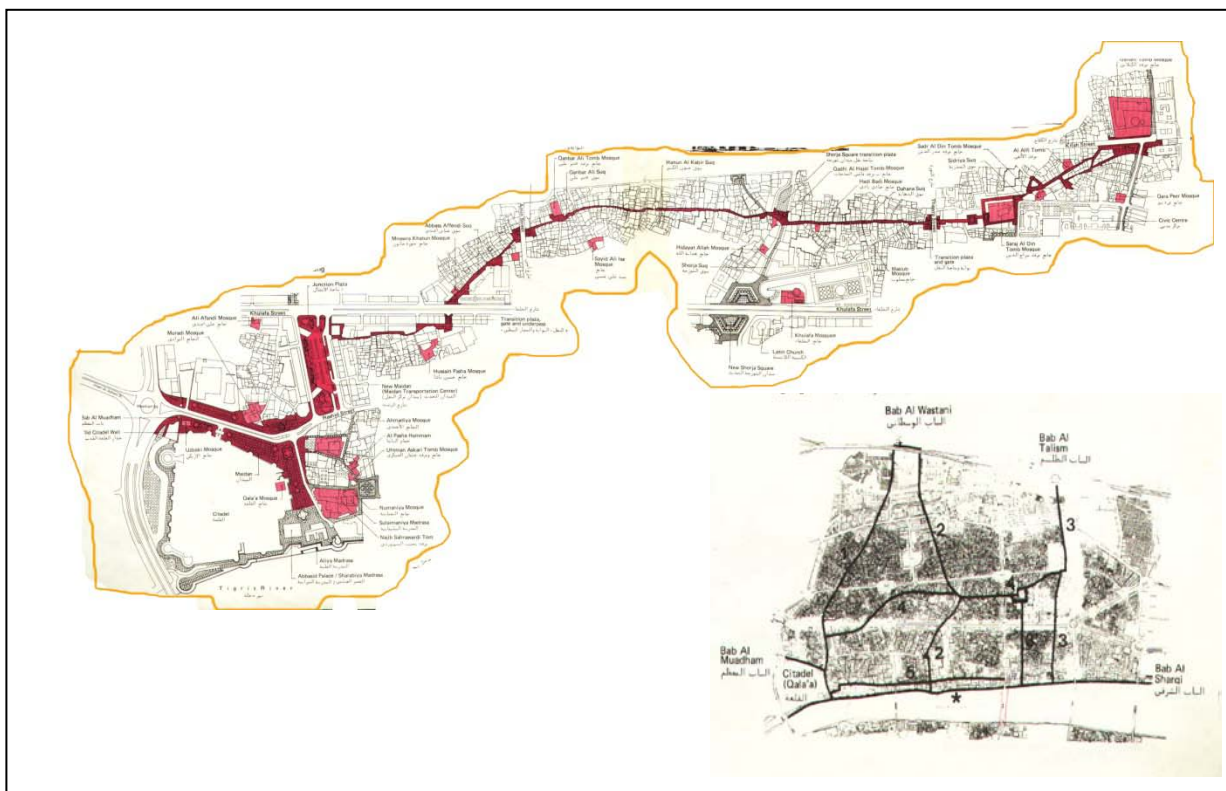


Fig. 10 : Schéma d'un axe historique de la ville de Bagdad.

Source : Yamada et Fathi. 1984.

Ainsi que nous l'avons souligné précédemment en termes de fonctions urbaines, particulièrement à ce stade de l'histoire de la ville, aucune fonction urbaine spécifique n'a pas été cristallisée. En d'autres termes, il n'y a pas de zonage fonctionnel dans la ville⁷². Toutes les fonctions urbaines du logement, du commerce, de l'administration et aussi les activités religieuses et culturelles de la ville des XVIIe au XIXe siècles sont contiguës et mixtes (Al Asha'ab, *op. cit.*). C'est la diversité et la mixité fonctionnelle qui sont les caractéristiques dominantes de la ville de Bagdad.

En fait, la mixité fonctionnelle et sociale des espaces urbains a quelque chose de mythique. Certes, à première vue, il est difficile de séparer les zones du tissu urbain homogène, et de comprendre la différenciation entre les fonctions au sein de ce tissu par une géométrie ordinaire d'agencement de l'urbanisme moderne, sans examiner en profondeur ce tissu urbain. Bien

⁷² Comme dans la ville de Bagdad à la fin de l'époque Abbasside où la ville était divisée en différentes zones. Ibn Jubayr, également appelé Jabair (1145-1217) était un géographe, voyageur et poète d'Al-Andalus. Il décrit la ville à l'époque comme étant divisée en quartiers et observe que chaque quartier fonctionne séparément, que chaque ville détient sa propre mosquée, son hammam et son marché.

évidemment, les fonctions sont relativement mélangées dans la ville jusqu'à l'échelle de la parcelle, mais l'espace urbain contenait néanmoins des dominantes fonctionnelles et sociales, lesquelles étaient classées par métiers ou par origines géographiques. Cette domination fonctionnelle se manifeste clairement dans l'espace du souk. Au sujet de l'organisation du marché à Bagdad, nous constatons des sections spécialisées de marchandises. Dans chacune de ces zones se concentre une activité commerciale - des vendeurs d'épices, des artisans travaillant le cuivre, le tissu, des vendeurs de tapis, des bijoutiers,...- ce qui donne toute sa particularité et son ambiance au souk⁷³.

Sur le plan spatial, le souk est défini en tant que cœur de la ville. La plupart des activités économiques de la ville se concentrent dans cet espace central. Les souks se forment souvent selon une organisation linéaire, dans des allées relativement larges, qui bifurquent sur les deux côtés, ou encore dans des ruelles plus étroites, constituées de petites boutiques et d'étals, lesquels font partie de l'histoire de la ville et lui confèrent tout son caractère. Le souk représente le lieu de destination finale de la plupart des mouvements intérieurs et périphériques de la ville, à travers un ensemble d'axes remarquables et hiérarchisés, lesquels font toujours référence au mouvement habituel dans le tissu. La hiérarchie de ces axes indique indirectement l'existence de l'espace du marché.

Ces zones portent des noms dérivés des biens et des marchandises qui y sont échangés. Par exemple, le marché aux épices pour la zone où se vendent les épices, le marché du textile et des vêtements pour la zone des vêtements, etc.⁷⁴. Administrativement, le gouvernement n'a absolument aucun contrôle sur ces marchés, ni sur leur organisation ni sur leur fonctionnement. Les responsables de la gestion de ces marchés sont les grands commerçants, qui règlent les litiges entre commerçants et organisent les événements d'affaires. (Al Asha'ab, *op. cit.*)

Autour de ce centre économique, où étaient concentrées les activités commerciales et artisanales de la ville et où les habitants venaient donc s'approvisionner, se développèrent apparemment des

⁷³ Il convient de noter ici que ce type d'organisation spatiale, est propre à toutes les villes arabes et islamiques en général. Lorsque cette caractéristique peut être constatée dans les villes des pays du Maghreb et en passant par les villes de l'Orient et même jusqu'en Iran.

⁷⁴ Deux exceptions apparaissent dans l'ancienne Bagdad : le marché de filage (*alghazil*), un marché spécialisé dans les oiseaux et les animaux de toutes sortes, ainsi que la rue du fleuve (*Al-nahar*), un marché spécialisé dans les bijoux et tissus de luxe. Dans ces deux cas, le nom du marché n'a rien à voir avec la nature des marchandises qui y sont vendues.

quartiers résidentiels aisés. C'est du moins ce que nous supposons d'après la surface et le prix des maisons dans cette zone, surtout dans la zone limitée entre la rue Al-Rashid et le fleuve⁷⁵.

C'est la seule zone de la ville ancienne ottomane où les maisons traditionnelles ont été conservées sur une grande étendue, avec un réseau de rues moins perturbé qu'ailleurs, malgré les percées réalisés à l'époque ottomane, coloniale et nationale. Mais aussi en raison du fait que la plupart des quartiers périphériques de la ville ont été endommagés de manière significative au cours des travaux de développement urbain dans les années 1980.

1.2.2.2. - La vie urbaine: la cristallisation des rapports sociaux rationnels

La dimension sociale et solidaire de l'organisation urbaine influe sur le rythme quotidien qui est relativement lent. Les éléments matériels et immatériels (moraux) n'ont pas été intégrés, encore moins valorisés, dans le développement urbain opéré par les Ottomans. Il est possible que la dimension sociale ne fût pas présente dans les périodes les plus prospères de l'histoire de la ville (la ville cosmopolite abbasside).

Mohammed Makiya (*op. cit.* p. 267-268) se réfère à ce sens dans son livre Bagdad :

« Peut-être, n'est-il pas approprié de comparer la ville de Bagdad, en ce qui concerne son histoire et son développement, avec des centres mondiaux tels que Rome ou Athènes. Alors que les deux villes sont pleines de bâtiments et de constructions traditionnelles, où les grandes façades illustrant l'architecture traditionnelle se dispersent en tout lieu et recoin de la ville, à travers lesquelles nous pouvons lire la ville et son histoire sans la pénétrer par un voyage d'exploration de ses rues et ses ruelles.

Pourtant, l'importance de Bagdad et son universalité proviennent de la cohésion de ses quartiers résidentiels, donc de la cohésion de ses habitants. L'expression de l'identité culturelle et civilisationnelle est sans précédent et n'existait pas, ni à Rome et ses couloirs, ni à Athènes et dans ses palais. C'est parce que Bagdad a

⁷⁵ A ce jour, les propriétés dans cette zone de la ville sont affectées par la hausse des prix. Cela malgré la détérioration de la condition urbaine, et de la qualité des services publics.

un rôle culturel à travers l'histoire, ses conseils ont servi les grands pionniers de la littérature et de la poésie, qui ont émergé à partir de son tissu social diversifié⁷⁶ ».

Cependant, l'homogénéité de la ville s'est davantage constituée sur une base religieuse, linguistique ou nationalitaire que sur des clivages sociaux. Les relations entre les musulmans et les non-musulmans ont été signalées comme étant exceptionnellement excellentes. Malgré la caractéristique multi-religieuse et multiethnique de la ville, la population non musulmane a préféré vivre dans des quartiers spécifiques, ce qui n'a pas empêché la coexistence pacifique entre les habitants de la ville (Al Ash'ab, *op. cit.* p. 38-39). Les habitants d'un quartier sont solidaires, aussi bien dans la joie que dans la détresse. Les habitants d'un quartier, non seulement se connaissent parfaitement, mais ils se rendent visite réciproquement. La solidarité est le mot qui illustre le mieux les rapports des habitants de tout quartier traditionnel à Bagdad.

Les habitants de Bagdad et de sa province ont coexisté paisiblement. Ce qui a donné à la ville un caractère spécial. En effet, si la société arabo-musulmane traditionnelle est loin d'être socialement égalitaire, elle ne conduit pas à des processus d'exclusion absolue. Au contraire, une certaine mixité sociale semble avoir été la règle, favorisée par des liens familiaux ou tribaux (Chaline, *op. cit.*, p. 43).

La structure tribale de la population de la ville a également affecté la structuration des quartiers et de leurs noms, ce qui reflète la relation étroite entre l'urbanisme de la ville et la structure sociale de sa population.

Voici quelques observations de James Félix Jones (1887, p. 339), qui s'est rendu à Bagdad au milieu des années 1850.

“Nor, perhaps, can we witness such toleration among the masses as Baghdad exhibits. The Jew and the Christian could always be seen here on horseback; while, in other places, their co-religionists were compelled either to pace on foot,

⁷⁶ Traduction personnelle du texte original en langue arabe.

*or to bestride an ass, as a mark of inferior condition. They enjoy indeed a rare freedom here, in comparison with other Mahomedan towns*⁷⁷”

Page | 91 Étant donné que les non-musulmans de l'Empire ottoman ont vécu dans un État musulman avec le statut d'al-dhimma⁷⁸, les opportunités économiques et l'autonomie internes à la communauté intégrée dans le système du *millet* étaient parmi les éléments les plus positifs. « Le système du *millet* a permis aux chrétiens et aux juifs de maintenir quelque chose de leur vie commune et de leur position sociale. Ils ont joué un grand rôle dans le commerce, la finance, et dans certains métiers. » (Alexander, 2003).

Photographie de la célébration de la fête chrétienne catholique du Corpus Christi à Bagdad dans les années 1920. Le patriarche, les évêques et les prêtres des Chaldéens (les plus nombreux catholiques de l'Irak), la Syrie (syriaque) et des évêques catholiques arméniens catholiques sont vus avec leurs prêtres, des diacres et des étudiants défilant dans les rues de Bagdad près de l'ancien quartier chrétien de Aql al-Nasara.

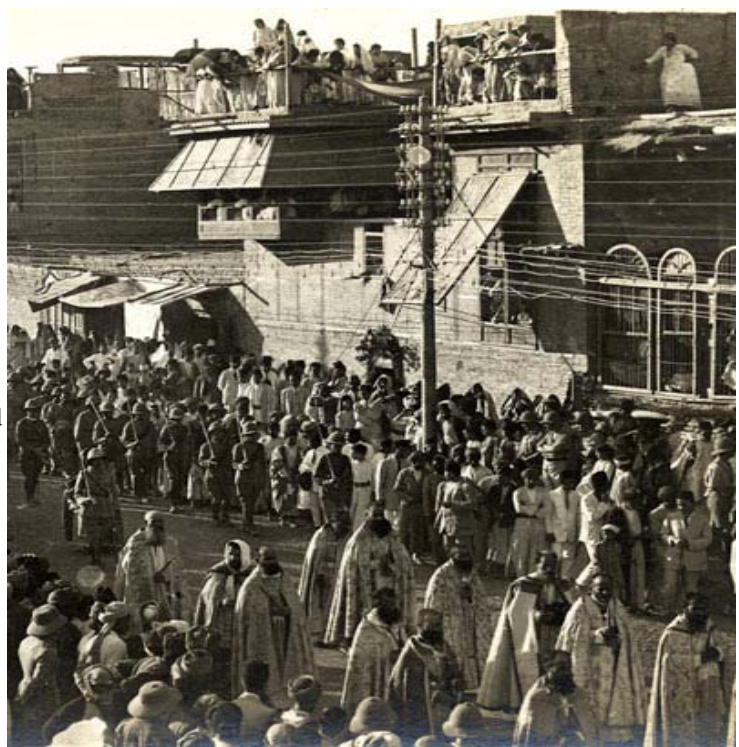


Fig. 11 : Photographie de la célébration de la fête chrétienne catholique du Corpus Christi à Bagdad.

Source, <http://www.shiachat.com/>

⁷⁷ Jones, James Felix. (1887). *Memoirs of Baghdad, Kurdistan and Turkish Arabia*. London : Archive Editions, 1998, p. 339. Extrait, après une traduction personnelle de (Al-Najjar, Jamil Musa. (1991). *Al-Idâra al-Osmânî fi Vilâyeti Baghdad. 1869-1917. [ar] L'administration ottomane dans la province de Bagdad 1869-1917*. Cairo : Madbouly Bookshop.). Trad française de l'auteur: *Non plus, peut-être, pouvons-nous témoigner d'une telle tolérance parmi les masses de Bagdad. Ici, les Juifs et les chrétiens pourraient toujours être vu ensemble à cheval ; alors qu'en d'autres lieux, leurs co-religionnaires étaient contraints de marcher à pied ou de monter un âne comme marque de leur condition inférieure. En vérité, ils jouissent ici d'une liberté en comparaison avec d'autres villes mahométanes.*

⁷⁸ Selon l'islam traditionnel, il existe trois catégories d'êtres humains : les musulmans, des personnes protégées (ahl al-dhimma) et les païens. De manière générale, les personnes protégées, ou « gens du livre », comme ont les appelle parfois, étaient des juifs ou des chrétiens.

Il faut souligner l'absence d'organisation et de pouvoir municipal. Pour l'essentiel, c'est au gouvernement central ou à son représentant que reviennent les grandes décisions. L'absence d'organisme municipal est toutefois largement compensée, pour la gestion urbaine courante, par des docteurs de la loi, les *ulémas*, et par l'existence de réseaux de solidarité (famille, tribu, quartier, corporation, etc.) qui pourvoient aux besoins quotidiens (sécurité, salubrité) (Decroly 2002).

Malgré toute l'interaction entre la structure physique et certains aspects moraux ou immatériels du tissu urbain, nous devons aborder une certaine réalité liée à la qualité structurelle physique de la ville, afin de bien dégager la nature du développement de la ville durant cette période du XVIIe au XIXe siècles. À cet égard, il convient d'évoquer les plaintes des voyageurs, à la fois européens et ottomans, au sujet de l'étroitesse des rues de Bagdad, de son insalubrité et du manque de trottoirs. Les rues ne permettent même pas le passage de charrettes à cheval. Tandis que les rues étaient pleines de poussière en saison chaude, la boue s'accumulait lors des épisodes pluvieux et les rues devenaient ainsi inaccessibles pour les habitants. Les voies des quartiers historiques de Bagdad ont des formes sinueuses et présentent plusieurs torsions. Celles-ci furent formées pour des raisons de développement organique du tissu et des paramètres climatiques et de propriété, comme c'est aussi le cas dans le reste du tissu urbain de la ville. Le deuxième inconvénient majeur de la structure physique de la ville est le manque quasi total d'infrastructures.

1.2.3. La modernisation de la ville.

L'occupation ottomane de la ville a révélé « accidentellement » cette qualité de l'urbanisme où l'interaction entre la ville et la société (la ville et l'homme) reflétait l'existence d'une interaction sentimentale entre l'image de la ville et le comportement humain. Celle-ci construit des rapports (homme - ville) qui déterminent le sens et le symbolisme des différentes parties de la ville, cela à travers la simplicité des exigences de la vie urbaine de ses habitants. Les habitants semblaient ignorer les conditions politiques dans lesquelles ils vivaient, et ils s'inquiétaient davantage de savoir comment adapter la ville et ses éléments urbains à la vie collective.

À la période de Tanzimat, Medhat Pacha était particulièrement préoccupé par ces problèmes, mais les bâtiments qui ont été construits à partir de briques étaient un obstacle majeur pour l'élargissement des rues. En outre, la pierre était rare et chère. Pour remédier au problème, Medhat Pacha, à partir de juin 1869, a commencé à utiliser un mélange d'asphalte et de sable pour la construction des trottoirs.

Les soixante dernières années de la domination ottomane sont connues comme une période de Tanzimat, littéralement « la période de la réorganisation ». Ce fut une période de réformes administrative et de modernisation. La ville était alors prospère et recevait l'influence du commerce européen, ce qui amena une nouvelle planification et un développement urbains. Au cours de ces années [1869-1917], la ville se transforme à un rythme effréné et de façon assez exceptionnelle, quoique ses transformations fussent plus lentes depuis le début de son déclin il y a plusieurs siècles.

Bagdad est touchée par d'importantes transformations. Des nouvelles modalités de développement et de modernisation de l'espace urbain se sont mises en place. Le début de l'ère moderne date de 1869, lorsque l'administration ottomane sous Medhat Pacha a commencé à moderniser la ville. Tout d'abord, les murailles de la vieille ville furent abattues et ensuite, les premières extensions résidentielles *extra muros* (Bianco, *op. cit.* p. 250-251) furent construites, ainsi que certains bâtiments industriels, militaires et de santé en périphérie de la ville, lesquels furent dévastés après l'entrée de l'armée anglaise (Al Ash'ab, *op. cit.* p. 34-35). Parmi les projets de modernisation de la ville, nous pouvons en citer quelques-uns :

- démolition partielle de l'enceinte abbasside ;
- achèvement des quartiers généraux de l'armée, commencés sous Muhammad Namiq Pacha (1851-53), appelés *Qushla* (revoir la Fig. 13, 14) ;
- construction d'un nouveau sérail pour le gouvernement, incluant une résidence pour le wali, et la nouvelle résidence pour le chah de Perse Nasir-al-Din, le palais d'Al-Majidiya, transformé plus tard en hôpital ;
- création d'un tramway à cheval reliant, sur la rive ouest, le quartier de Al-Karkh au faubourg de Al-Kadhimiya ;

– création d'un institut technique pour garçons, la Madrasa Al-Sanayi, et d'une académie militaire, la Madrasa Al-Rushdiya, devenue plus tard siège du Parlement ;

– construction d'un nouveau bâtiment pour la mairie ;

Page | 94

– premiers équipements d'importance nationale : l'imprimerie Al-Zawra ; l'usine textile d'Abakhana, au coeur de Bagdad ; l'hôpital Al-Ghuraba, devenu plus tard le siège du Parlement, et surtout, les gares de la ligne Berlin-Bagdad avec toutes leurs annexes.

Le nouvel urbanisme qui s'est développé au cours de Tanzimat était fondé sur quelques principes. Parmi eux, on retrouve l'élargissement des rues et des ruelles, l'élimination et le franchissement des impasses et culs-de-sac. Les espaces publics traditionnels ont été réduits soit à des espaces de circulation, soit à des espaces monopolisés par le principe de surveillance politique des habitants. Pour cette raison, le projet ottoman de modernisation de Bagdad a été accusé de cacher, sous prétexte d'amélioration des conditions sociales et urbaines, un projet orienté vers une militarisation plus efficace et une militarisation de la capitale. Également, l'élargissement de la rue était vu comme un outil pour un régime autoritaire.

Ces espaces, pourtant publics, étaient considérés comme privés par les habitants, car ils constituaient un des lieux de convergence entre ces quartiers. Les résidents s'y rencontraient pour discuter affaires ou d'autres questions sociales ou politiques. Ils y pratiquaient également leurs cérémonies. Par conséquent, ces espaces revêtaient un caractère sacré pour les habitants de sorte que ces derniers ont considéré les interventions des Ottomans comme une violation de la sainteté des habitants de ces quartiers. Donc, la dimension symbolique de la ville ne pouvait qu'être exclue, dans la mesure où la ville était essentiellement pensée comme une entité assujettie à l'État.

En conséquence, sur l'aspect morphologique, comme le relève Marthelot (*op. cit.* p. 24-37) :

« l'ancienne ville n'a pas conservé cette compacité aveugle qui la caractérisait naguère : rues, ruelles et impasses en désordre, bordées de maisons, assorties de portes sculptées, et dont l'étage unique, avec un fort encorbellement de bois et de brique, ferme parfois complètement le ciel. Cette ville impénétrable et sombre, submergeant des mosquées de second ordre, ainsi que les églises de ses nombreuses communautés chrétiennes et de

nombreuses synagogues, a été soumise à la rude chirurgie des percées. Comme à Beyrouth, c'est le régime ottoman lorsqu'il en était à ses dernières années, qui s'est lancé le premier dans l'aventure ».

Page | 95 En perçant la Rue Al-Rashid, en 1916, Khalil Pacha, gouverneur de la ville, soulignait un axe parallèlement au fleuve Tigre, dans le côté est de la ville. Entreprise peu avant l'occupation britannique, la construction (l'ouverture et l'expansion) de la Rue Al-Rashid, qui a été appelée « Khalil Pacha, avenue C » ou « l'avenue publique » a relié la Porte du nord et du sud de la ville.



Al-Rasheed Street - 1913

Fig. 12: La rue Al-Rashid en 1913.
Source : Archive de la municipalité de Bagdad

Cette intervention urbaine a eu un impact majeur sur le développement urbain futur de la ville, car il a été pris comme modèle par les différents gouvernements qui se sont succédés. Pour certains historiens, architectes et urbanistes, la rue Al-Rashid représente une intervention spontanée non planifiée dans le développement urbain de la ville. Cependant, cette intervention était compatible avec le caractère de la ville, en dépit de la coercition avec laquelle il pénètre les vieilles ruelles de la ville. D'une manière ou d'une autre, la rue Al-Rashid reliait la ville et

donnait une nouvelle dimension aux quartiers résidentiels. A son propos, Ouroussoff (2003) relève :

« (...) Conçu par les Ottomans en 1916, la rue Rachid a été calquée sur le grand boulevard Haussmann conçu à la fin du XIX^e siècle à Paris. Le rythme répétitif de ses colonnes donne à la rue un remarquable sens de la cohésion sociale. Ses portiques évoquent les notions de spectacle public associé à la montée de la bourgeoisie européenne».

Comme il était impossible d'élargir ou de développer la ville dans les limites de ses murailles, Medhat Pacha a pris une mesure radicale, une des plus marquantes, et souvent critiquée, celle d'abattre la muraille de la ville. En effet, les murs de la ville représentaient une sorte d'obstacle à la modernisation et à la croissance de la ville. Et Medhat Pacha souhaitait agrandir la ville vers l'extérieur. Pour cela, il devait installer des habitants dans les quartiers extérieurs (hors des murailles démolies). Medhat Pacha ne pouvait pas obtenir ce qu'il espérait⁷⁹. Alors il se tourna vers la méthode la plus couramment utilisée pour y parvenir, qui était d'établir de nouvelles institutions administratives en dehors de la vieille ville, pour attirer ainsi les gens à aller vivre à l'extérieur des murs.

Medhat Pacha a également voulu promouvoir l'économie de la ville en l'ouvrant et en la reliant à sa région, en détruisant ses murailles, cela après avoir sécurisé les gens de la région face aux tribus de la ville⁸⁰.

La ville était jusqu'à cette date enfermée dans ses murailles et les digues érigées pour se protéger contre l'inondation du Tigre. Les habitants avaient un attachement pour cette ville fermée, car ils

⁷⁹ Cependant, il semble que cela n'a pas été atteint comme prévu. Ali Bey a rapporté que les habitants de Bagdad ont continué d'habiter derrière les murailles de la ville (ancienne). La destruction des murailles de la ville a également apporté quelques inconvénients. Les gens ont commencé à craindre une éventuelle attaque des tribus, voire une inondation, parce que les murailles de la ville étaient un obstacle ou une barrière importante non seulement contre les attaques des tribus, mais aussi pour les catastrophes naturelles telles que les inondations. Ali Bey, qui a visité Bagdad en 1885, a noté que, après la destruction de muraille de Bagdad, les pierres de fondation et deux portes de la citadelle de Bagdad ont été laissés. Voir Davison, Roderic H. (1973). *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876* (p. 201). New York: Gordian Press.

⁸⁰ De nombreux historiens critiquent l'acte de Medhat Pacha. Ils affirment que Bagdad a perdu ses murailles, et qu'elle n'a pas obtenu en retour un boulevard merveilleux, tel qu'il avait promis. Au contraire, elle est entourée par une ceinture de ruines énormes. Ils ont également fait valoir que Medhat Pacha a détruit les murs afin d'obtenir un revenu supplémentaire à l'administration provinciale. Selon cette allégation, lorsque le trésor de la province a été épuisé par ses programmes de réformes, Medhat Pacha a détruit les anciens murs et vendu les briques pour la construction. Voir Drower, Ethel Stefana. (1923). *By Tigris and Euphrates*. London: Hurst & Blackett Ltd. Paternoster House, p. 128.

se sentaient protégés par la fortification de ses murailles. Les transformations antérieures de la ville de Bagdad avaient toujours consisté en des interventions sur des zones bâties existantes. La ville de Bagdad a suivi la tendance du XX^e siècle qui consistait à construire de nouvelles rues coupant le tissu urbain traditionnel.



Fig. 13: Photos illustrant bâtiment Qishleh au début du XXe siècle 1932 (photo en bas) et la fin du XXe siècle 1985 (photo en haut)

Source: <http://www.skyscrapercity.com/>



Fig. 14: Une vue aérienne montre le grand sérail ottoman (Ministère de la Défense) et le bâtiment de la Qishleh (la Caserne, et la Chambre d'état Ottomans). Source : http://archnet.org/media_contents/5272.

CHAPITRE 2 : BAGDAD A LA VEILLE DU XXe SIECLE

Page | 99

Cette partie identifie les étapes de transformations et de changements du processus de développement de l'architecture et de l'urbanisme de la ville de Bagdad, du début du XXe siècle jusqu'à la période de la colonisation, tout en faisant le point sur la situation actuelle dans le prochain chapitre. Rappelons à cet égard que l'époque récente dite « nationale » est marquée par les guerres, les coups d'Etats et les sanctions internationales menées contre le régime de Saddam Hussein.

Pour comprendre le contexte de la transformation radicale de Bagdad, il est nécessaire de se rappeler que les effets de la synchronisation du discours impérial des dirigeants ottomans à Bagdad, les projets de centralisation, la modernisation et l'ottomanisme (*turquification*) ont fait entrer l'Irak dans le XXe siècle. Le pays est en proie à un réseau complexe de conflits sociaux qui entravent sérieusement le processus de construction d'un État moderne. Il convient de souligner que la ville avait déjà connu un changement spectaculaire au début du XXe siècle, quand le pays a changé de mains pour être soumis au pouvoir des Britanniques. En 1921, les Britanniques ont établi une monarchie constitutionnelle, laquelle amena les Hachémites à devenir les dirigeants de ce pays nouvellement formé, l'Irak. Bagdad est devenue la capitale d'une jeune nation, et, depuis ce temps, la ville a grandi à pas de géant, à la fois en taille et en population. Trois phénomènes majeurs, la croissance démographique (la migration), le développement économique (revenus pétroliers) et la modernisation (la colonisation, la souveraineté et l'indépendance) ont été des agents de développement et ont constitué une matrice du développement.

Selon les statistiques britanniques communiquées en 1927, la population totale de Bagdad était de 202 000, dont 80 000 juifs, 12 000 chrétiens, 8000 Kurdes, 800 Perses, et 101.400 musulmans sunnites, chiites et Turcs (Rejwan, 1985). En 1947, la population a presque doublé pour atteindre 467 000 personnes. Un an avant la révolution de 1958, la population s'élevait à 755 000 personnes. À l'heure actuelle, le nombre d'habitants de la région métropolitaine est d'environ 7 000 000 (Durri, 1960, p. 906-908).

Deux principales raisons expliquent l'accroissement de la population à Bagdad. La première est l'accroissement naturel élevé, le taux est passé de 3.7 % en 1950 à 9.7 % en 1955, dû à l'augmentation du taux de natalité et à la baisse du taux de mortalité. De même, la fécondité, selon certaines indications, était plus forte dans les zones urbaines que dans les zones rurales du pays⁸¹ (Laurence, 1968, p. 150-154). À cette époque, l'immigration n'a joué aucun rôle dans la croissance de la population de cette ville, ainsi que dans l'ensemble du pays. Bien au contraire, au cours des dernières décennies, la migration nette a contribué plus largement que l'augmentation naturelle ou que l'immigration à la croissance démographique de la ville (Laurence, *Ibid.*, p. 153). L'augmentation de l'urbanisation au cours de la période de 1930 à 1947 s'explique dans une large mesure par l'exode massif de la population rurale en détresse vers les villes. De plus, elle a eu un impact significatif sur l'économie (Sasson, 1987, p. 3). En 1948 et 1952, la migration des zones rurales est apparue partout dans la ville, et il y eut formation de camps de squatters composés de milliers de paysans sans terre, vivant dans des huttes de palme. Cela fit exploser la pauvreté en milieu urbain, notamment après des soulèvements dans la ville suivi d'émeutes et des troubles civils.

Résoudre ce problème dans un pays en développement pourrait être très difficile sans l'économie du pétrole, dont les réserves en Irak ont commencé à être précisées en 1931 en vertu d'un accord signé par le gouvernement irakien et un certain nombre de compagnies pétrolières internationales (Rondot, 1952, p. 267-291; Nasrawi, 1995, p. 33-34). En conséquence, l'accélération de la production de pétrole et l'augmentation des recettes pétrolières au cours de la période suivant de la Seconde Guerre Mondiale⁸² ont contribué à encourager le gouvernement à adopter une politique de gestion des revenus pétroliers à des fins d'investissement.

Le boom pétrolier des années 1970 et la nationalisation des compagnies pétrolières ont apporté la richesse à Bagdad. De plus, la ville s'est développée à une échelle impressionnante sous le

⁸¹ Laurence, W. Jones. (1968). « Accroissement rapide de la population de Bagdad et d'Amman ». In: *Population*, 23e année, No.1, P. 150-154. doi : 10.2307/1529065.

Disponible sur : < http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_1968_num_23_1_11753 >. (Consulté le 26 janvier 2014). On note ici que l'article de Laurence et le rapport Bruntland, « Notre avenir à tous » (1987), Chapitre 9, indiquent tous deux que ces estimations sont basées sur des données incomplètes et ne peuvent être acceptées qu'avec la plus grande réserve.

⁸² La production de pétrole a augmenté au cours de la période suivant la Seconde Guerre Mondiale de 91 000 barils par jour en 1949 à 697 000 barils par jour en 1955. Ainsi les revenus pétroliers sont passés de 31 millions à 74 millions de dinars irakiens durant la même période.

régime baasiste, grâce à des projets de modernisation de différents domaines qu'il a mis en œuvre dès son arrivée au pouvoir, peu importe ses effets positifs ou négatifs. En conséquence, la ville s'est étendue dans toutes les directions, le long des rives du Tigre, avec le district de Al-Rusafa à l'est, et le district de Al-Karkh à l'ouest. Au lieu de deux ponts qui existaient auparavant, il y en a eu désormais onze reliant les deux côtés de la ville. La population totale dépassait les cinq millions de personnes.

2.1. - L'Époque nationale : la ville–État, le retour de Bagdad capitale, mais?

2.1.1. - La recreation de la capitale

Ces chapitres de l'histoire présentent un tableau lucide d'une société en pleine transformation rapide et inégale. Bagdad passe du statut de province ottomane éloignée à celui de pilier de l'économie de l'Empire britannique.

Après la fin de la Première Guerre Mondiale, en 1918, les puissances alliées ont créé ce nouveau pays qu'est « l'Irak », en érigeant Bagdad comme capitale. Bagdad qui, à l'époque ottomane, était une ville de province en marge de l'empire, devient alors un centre de pouvoir politique et culturel, destiné à faire partie intégrante de l'avenir politique de l'Irak (Bernardsson, 2008, p. 81-97).

Politiquement, l'époque nationale en Irak commence en 1921, par la déclaration du Royaume Hachémite d'Irak. Jusqu'en 1958, moment où l'Irak est devenu une république, le roi Fayçal en était le gouverneur. D'ailleurs, cette période nationale continue encore à ce jour le pays hébergeant toujours une dynastie de souverains hachémites. Le royaume est d'abord proclamé le 23 août 1921, durant la période du mandat britannique de Mésopotamie (Bernardsson, *Ibid.*, p. 81). Le mandat de la Société des Nations exercé par le Royaume-Uni est juridiquement annulé en 1922, mais dans les faits, la tutelle britannique reste partiellement en place jusqu'en 1932, date à laquelle l'Irak voit sa pleine indépendance reconnue de droit par son adhésion à la SDN (Société des Nations⁸³). Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire de l'Irak, cette période, jusqu'à

⁸³ La Société des Nations (SDN ou SdN) était une organisation internationale introduite par le traité de Versailles en 1919, lui-même élaboré au cours de la Conférence de paix de Paris, afin de préserver la paix en Europe à la fin de la Première Guerre Mondiale. Elle est remplacée en 1945 par l'Organisation des Nations Unies, qui en hérita un certain nombre d'agences et d'organismes.

l'époque où les bassistes se sont emparés du pouvoir à la fin des années soixante du siècle dernier, est marquée par l'instabilité politique, qui à son tour déstabilise les autres facteurs sociaux et économique de la vie du pays. Cinq coups d'État renversent les pouvoirs successivement en place, dont deux ont changé le système politique du pays. Le premier a lieu le 14 juin 1958 et marque la fin de la Monarchie tout en fondant la République. Le deuxième, en date du 17 juillet 1968 marque la prise de pouvoir du parti Baas, qui a débuté lors de la révolution du 8 Février 1963, et qui mit fin au règne de Abd al-Karim Qasim, établissant l'autorité des baasistes juste après le coup d'État du 17 Juillet 1968. Le dernier coup d'État sonne la chute du régime de Saddam Hussein, en 2003, par l'armée des États-Unis.

Tout comme les califes abbassides qui régnaient à Bagdad il ya des siècles, le roi Fayçal a des projets ambitieux pour reconstruire Bagdad et penser son aménagement physique en fonction de ses intérêts politiques stratégiques. Les préoccupations immédiates du gouvernement de Fayçal étaient de consolider et de centraliser le pouvoir et donc, d'affaiblir le pouvoir des différents chefs de tribus dans les campagnes. Cela représente le conflit socio-économique le plus ancien dans le pays, et le plus profondément enraciné dans son système social.

Les tribus et les villes étaient en concurrence pour contrôler la production, notamment la nourriture et la culture issue des zones de plaines du Tigre et de l'Euphrate. En outre, la gestion du sol des campagnes héritaient d'un système de l'époque ottomane, le « Tabu »⁸⁴ (Minkov, 2000). Cette situation illustre et résume l'incohérence entre les conditions de la campagne et le développement urbain de la ville. Ainsi, ces politiques seraient une condition préalable importante pour l'intégration de l'agriculture du pays dans le reste de l'économie de la ville afin de la renforcer. Cependant, l'équilibre tribal-urbain a très vite tourné en faveur des villes. Le rythme accéléré de la modernisation et de l'émergence d'une intelligentsia très nationaliste, d'une bureaucratie et d'une puissante armée a favorisé la montée en puissance des villes, surtout de la capitale Bagdad.

⁸⁴ "Tapu (aussi Tabu) était un bail permanent des terres arables appartenant à l'Etat à une famille de paysans dans l'Empire ottoman. Le terme a également été utilisé pour indiquer que le titre de propriété des droits de tapu certifiés." (Trad. de l'auteur) : Tapu (also Tabu) was a permanent lease of state-owned arable land to a peasant family in the Ottoman Empire. The term was also used to indicate the title deed that certified tapu rights. Voir, Minkov, Anton. (2000). "Ottoman Tapu Title Deeds in the Eighteenth and Nineteenth Centuries: Origin, Typology and Diplomats". In: *Islamic Law and Society*, Vol. 7, No. 1, P. 65-101.

L'impact de ces tensions sociales, politiques et économiques qui ont surgi au cours des années de monarchie, notamment au cours de la décennie qui précéda la Révolution de 1958, est peut-être mieux résumé dans la description que Hanna Batatu (2004, p. 78) fait de la ville de Bagdad :

« When we come ... to the period 1917-1958 – and more particularly 1941-1958 – we encounter an unusual phenomenon: a Baghdad throbbing with a vigor long unknown, a middle class in continuous growth and already intensely articulate, a modern education still meager in content but extending in bounds, paved roads, railroads and air services gradually spanning more and more of the country, a commerce still hesitant but in a lively mood – all coexisted with a newly born artificially isolated structure of vast semi feudal estates, where the enfeebled Sheikhs of a few decades earlier now ruled practically unchallenged as landlord, producing for a market, and as absolute master of a peasantry by this time depressed to a condition resembling serfdom. In other words, the circumstances – the development of towns, of the central government, of commerce and of communications – that, in the nature of things should have hastened the downfall of the Sheikhs were on the contrary attended by the growth of new commercial shaikhly semi feudalism⁸⁵. »

Malgré toutes ces tensions, la ville a commencé à élaborer un mode de développement particulier, à un rythme bien plus soutenu que ce qui s'est engagé à Bassora et Mossoul, deuxième et troisième villes les plus importantes d'Irak, qui, à l'époque ottomanes étaient d'une importance égale à Bagdad. Cependant, le nouveau statut de capitale de la ville de Bagdad lui confère de nouvelles caractéristiques. Son rayonnement est dorénavant international, ce qui devient évident avec la multiplication du nombre de consulats étrangers qu'elle accueille, soit de

⁸⁵ In: Batatu, Hanna. (2004). *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq: A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of Its Communists, Ba'thists and Free Officers*, Saqi Books; New edition (17 May 2004) issued before in (1978).

Trad. de l'auteur: « En entrant dans la période 1917-1958 – et plus particulièrement 1941-1958 on observe un phénomène inhabituel: l'élancement de Bagdad avec une vigueur jusqu'alors inconnue, une classe moyenne en croissance continue et déjà intensément articulée, une éducation moderne encore limitée sur ses contenus mais se développant de façon bondissante, des routes pavées, des voies ferrées et des services aériens qui s'étendent graduellement à l'ensemble du pays, un commerce encore hésitant mais en bonne vitalité – le tout coexistant avec une structure artificiellement isolée, récemment née d'états semi-féodaux vastes où de faibles Sheikhs des décades passées règnent aujourd'hui tels des propriétaires sans ambition autre que de produire pour un marché et en maître absolu d'une paysannerie ramenée à une condition qui ressemble au servage. En d'autres mots, les circonstances – le développement des villes, du gouvernement central, du commerce et des communications – qui dans la nature des choses auraient hâté le déclin des Sheikhs ont été au contraire favorables à la naissance d'un nouveau semi-féodalisme des Skeikhs.

trois à quatorze en peu de temps (Al Ash'ab, *op. cit.*). En raison de cette nouvelle importance sociale, politique et économique, la ville commence à attirer la population et devient un pôle de migration.

Il ya beaucoup de critères qui jouent un grand rôle pour former l'espace, y compris l'évolution historique, la géométrie et la morphologie urbaine, et l'évolution socio-économique (Madanipour, 1996). L'urbanisme et l'urbanisation à Bagdad reflètent différents systèmes de représentation, tels que les représentations politiques nationales, politiques coloniales et les représentations naturelles. Les dernières proviennent notamment de la menace de l'inondation, qui était auparavant la seule barrière naturelle contre l'expansion de la ville à l'extérieur de ses murs. De plus, cela est bien évidemment accompagné d'une menace militaire extérieure. Pour illustrer l'effet du contrôle de cette contrainte sur l'extension de la ville, c'est précisément après les années 1920 et la construction des digues de protection contre les inondations, construites par les Anglais (lesquelles s'étendaient du nord du Tigre de Al-Adhamiyah à la rivière Diyala à l'est de Karrada), que le tissu urbain s'élargit latéralement dans deux directions : au nord-ouest vers Al-Adhamiyah, et au sud-est vers la province de Diyala (Fig. 19). En conséquence, la forme et l'extension de la ville ainsi que la création et la composition des quartiers suivront la progression de la construction de ces digues comme l'évoque Marthelot (*op. cit.*, p. 24-37) :

*« La construction des barrages, digues, canaux de dérivation et de drainage, l'aménagement du Tigre et de son affluent la Diyala en amont de Bagdad ont depuis écarté les dangers d'inondations. Les limites nord-est de la ville ont pu ainsi être repoussées bien au-delà de la digue orientale, favorisant la construction de nouveaux quartiers jouxtant Raghiba Khtoon suite au percement de la digue qui constituait jusqu'alors un véritable obstacle »*⁸⁶

La situation s'est maintenue jusqu'en 1956, lorsque le barrage de Al-Tharthar a été construit et que l'inondation du fleuve du Tigre a été finalement maîtrisée. À cette époque, la digue de l'est

⁸⁶ Voir aussi à ce propos Ribaud, Patrick. (2005). Le quartier périphérique de Raghiba Khatoon à Bagdad : Evolution du schéma urbain. In: Souiah, Sid-Ahmed (coord.). (2005). *Villes arabes en mouvement*, Paris, L'Harmattan, Institute de recherche Gremamo, Cahier du GREMAMO No.18.

est devenue obsolète, et la ville a rompu cette barrière physique pour toujours (Makiya, *op. cit.*, p. 140-147) ; (Fig. 14, 16).

Quant aux représentations coloniales (les implications militaires de l'influence du colonialisme sur l'architecture et l'urbanisme) et nationales, elles se rejoignent en termes d'objectifs. La ville doit être le symbole d'un pays moderne, qui allait, en apparence, s'orienter vers l'indépendance et la construction d'un État moderne. Lavagne d'Ortigue (2008, p. 317-320) nous le rappelle :

«Dans le contexte colonial, où maîtres d'ouvrage et architectes sont le plus souvent issus de la culture du colonisateur, alors que constructeurs et spectateurs appartiennent à celle des colonisés, l'architecture et l'urbanisme fonctionnent comme miroir à facettes, reflétant à la fois l'image de la société dominante et, en creux, celle de la société dominée»

Cependant, quelques distinctions géographiques dans les implantations et la traduction physique de ces changements dans la ville nous permettent de bien situer chaque type dans le contexte plus large du processus de construction urbaine, mais aussi nationale.

Les changements fondamentaux survenus à cette époque (création d'un parlement et d'une loi constitutionnelle, constitution de partis politiques, modernisation du système éducatif, importation de la culture consumériste européenne, etc.) sont à l'origine de profondes restructurations de la vie sociale en général, et du tissu urbain en particulier (Stadnicki, 2009). Pour des raisons de sécurité et d'économie, le gouvernement avait concentré ses efforts à montrer son existence et son pouvoir dans la ville. L'orientation du régime semble particulièrement se reflète dans la municipalité de Bagdad, à la recherche d'une réflexion en matière de planification stratégique et d'une orientation résolument affiché en faveur de l'architecture moderne (Baudouï, 2002). Pour ce faire, il effectua un processus de rationalisation des quartiers, notamment à travers la création architecturale et urbaine. Il mena aussi de petits projets dans le centre de la ville : des monuments, des piazzas, des aménités et du mobilier urbain. Parmi ces projet par exemple, le King Fayçal square (Hafiz al kadi actuellement), le monument de King Fayçal en limite de Al-Karkh, et le pont de King Gazi, etc., ainsi que l'installation des services publics et de l'infrastructure urbaine, et la réoccupation des bâtiments hérités des Ottomans (Fig.15, 17, 18).

La ville ancienne a témoigné d'un processus de rationalisation des quartiers notamment par le biais de la création d'adresses individualisées et de la numérotation des maisons. Ces changements avaient pour objectif de remettre de l'ordre dans la ville, pour la rendre plus lisible, afin que les autorités gouvernementales puissent mieux contrôler et administrer ses citoyens (Pyla, 2008a).

Après l'annonce de la création de l'État irakien en 1921, le gouvernement a commencé à compléter certains des projets initiés par les derniers gouverneurs turcs, comme Medhat Pacha en 1869 jusqu'à Khalil Pacha de 1916 à 1917. Parmi ceux-ci, le projet le plus important était de continuer à développer la rue Al-Rachid ainsi que la construction d'un autre groupe de rues, sur le même modèle d'Al-Rashid et parallèlement à celle-ci, telles que la rue d'Al-Kifah et la rue d'Al-Khulafa. Cette série de nouvelles rues larges, nouvelles percées qui marquent le paysage urbain et aboutissent à la désintégration du tissu de la ville, ont été coupées à travers le noyau urbain pré-moderne. Les quartiers de la ville de chaque côté de la fleuve sont reliés par la suite par de nouveaux ponts, Ce changement au niveau de l'infrastructure urbaine et l'organisation spatiale représente les changements les plus importants intervenus au cours du milieu des années 1950 (Siry, 2005).

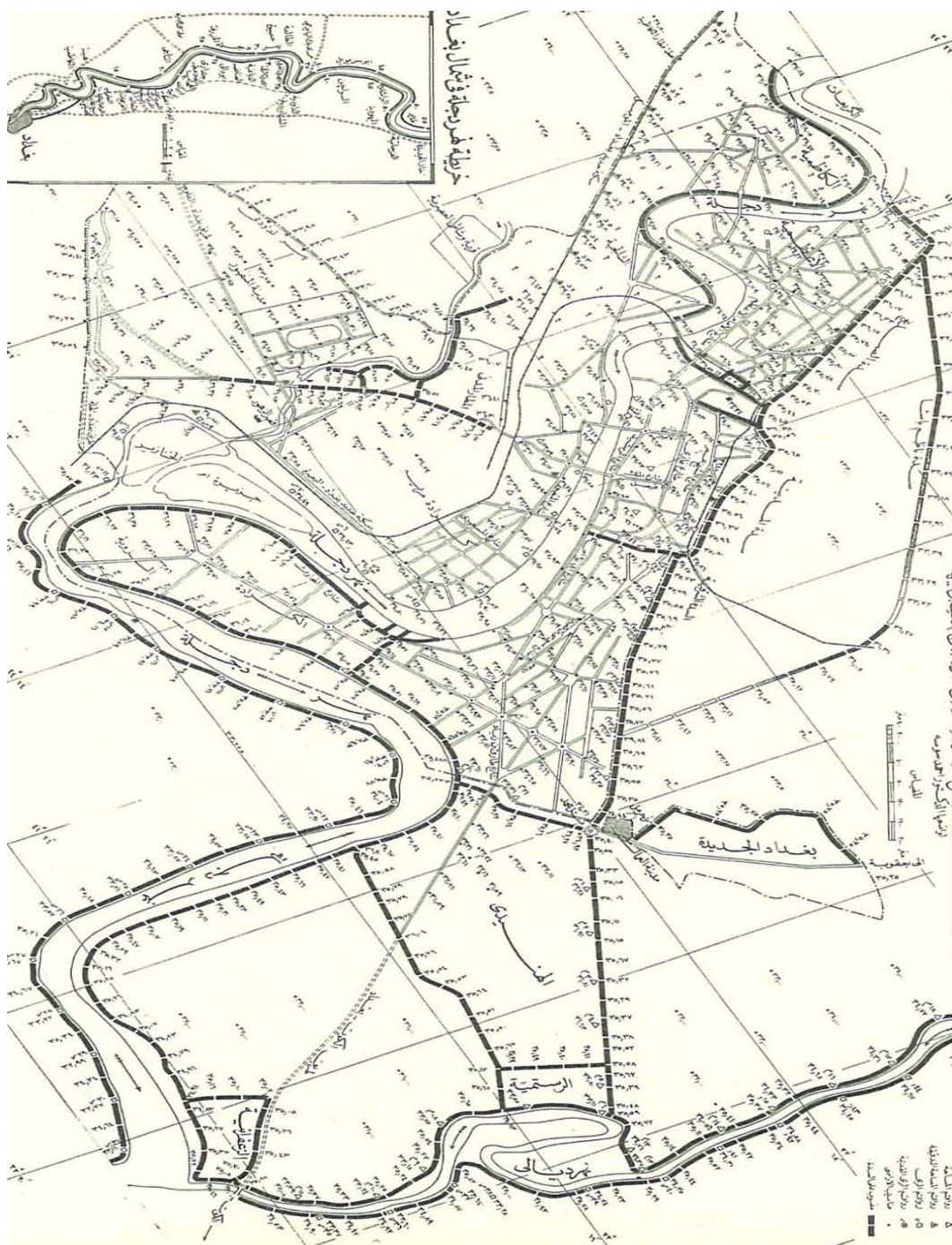


Fig. 15 : Carte de la ville de Bagdad qui montre la construction des barrages, digues, canaux de dérivation et de drainage, l'extension urbaine, la création et la composition des quartiers. Source: Makiya. 2005. Bagdad.

À ce stade, la croissance et le développement urbain de la ville de Bagdad s'opèrent en direction du nord et du sud, sous forme de croissance planifiée dans un sens organique au fil du développement des nouvelles rues (les avenues Al-Saadoun, Al-Imam Azam, et Abu Nuwas), lesquelles se situent au bord et le long du fleuve Tigre, à l'est de la ville de Al-Rusafa. Ainsi, le développement urbain évolue d'un développement en demi-cercle à l'intérieur des murailles à un développement depuis un axe longitudinal adjacent et parallèle au fleuve. On constate également une croissance urbaine qui se fait autour de trois centres urbains résiduels de la ville, Al-Karkh, Al-Adhamiya et Al-Kadhimiya (Fig. 17, 21).

Au sud du centre de la ville et de la rue Al-Rachid (le cœur de la ville), sont situés les quartiers financiers de la ville, de nombreux édifices gouvernementaux, les marchés du cuivre, du textile et de d'or. On y retrouve également une zone commerciale moderne, avec des magasins, des cinémas et des bureaux d'affaires qui ont été implantés au cœur de la ville pour s'étendre le long de l'avenue Al-Saadoun. Parallèlement à Al-Saadoun, il y a l'avenue Abu Nuwas⁸⁷, qui est un centre de divertissement de la ville. Autrefois, une avenue sur le côté du fleuve était le fleuron de la ville.

⁸⁷ Durant les années 1990, cette avenue a perdu beaucoup de son authenticité. Ses cafés, ses restaurants et ses hôtels de luxe ainsi que ses clubs de nuit sont fermés à cause d'une baisse d'achalandage. Ce lieu de rassemblement populaire a disparu en raison de sa proximité avec le palais présidentiel, qui a conduit à le rendre interdit au public, tout comme ce fut le cas pour beaucoup d'autres secteurs de la ville, pour des raisons de sécurité. Une grande partie de la rue est devenue une zone réservée pour un projet de résidences exclusives destinées aux hauts fonctionnaires des services de renseignement. Ce projet fut concrétisé dans les années 1980. Il est utile de mentionner ici qu'il s'agissait du premier projet éco-solaire en Irak, et peut-être même au Moyen-Orient.

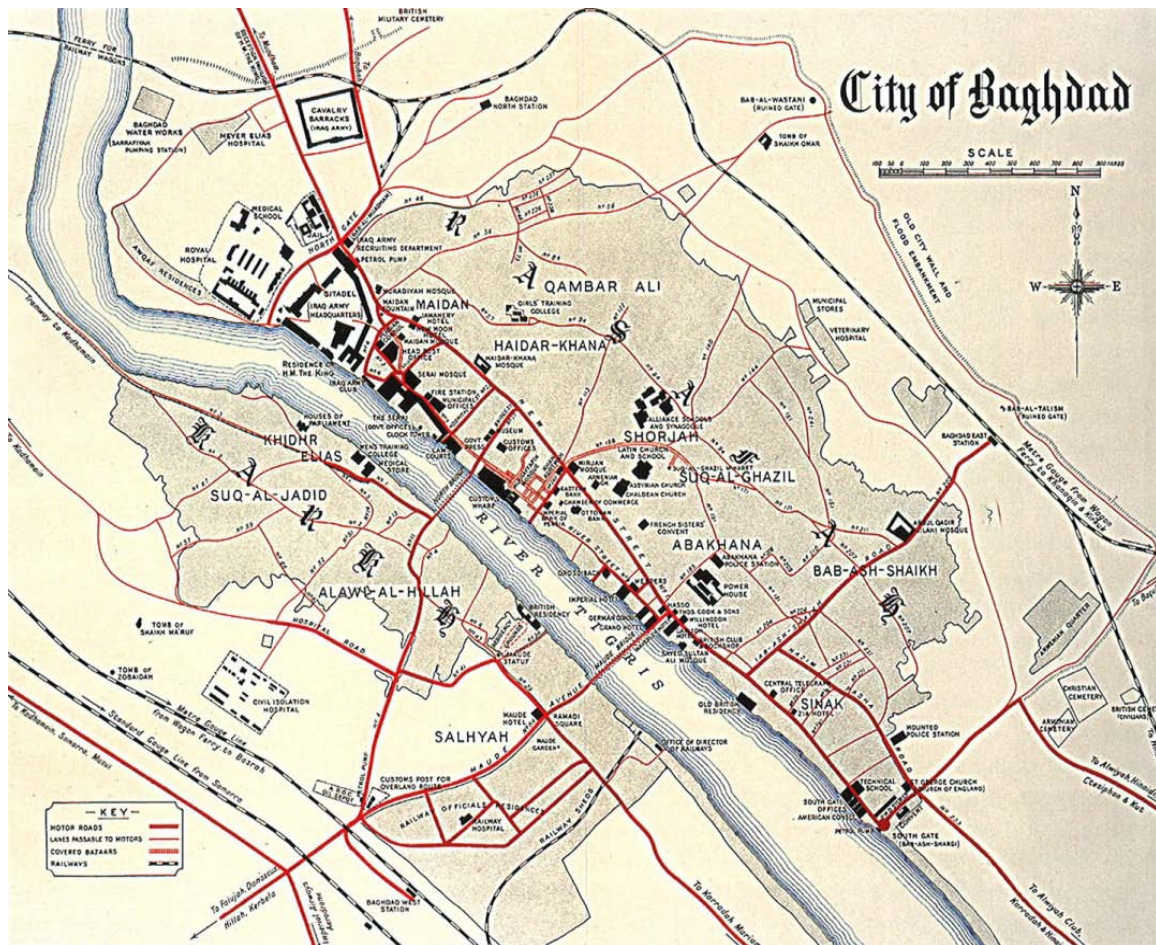


Fig. 16 : Carte établie en 1929 par le Département des Travaux Publics nouvellement créé à Bagdad par les anglais. Source: Pieri.2010. Baghdad Arts Deco: Architectural Brickwork. 1920-1950.

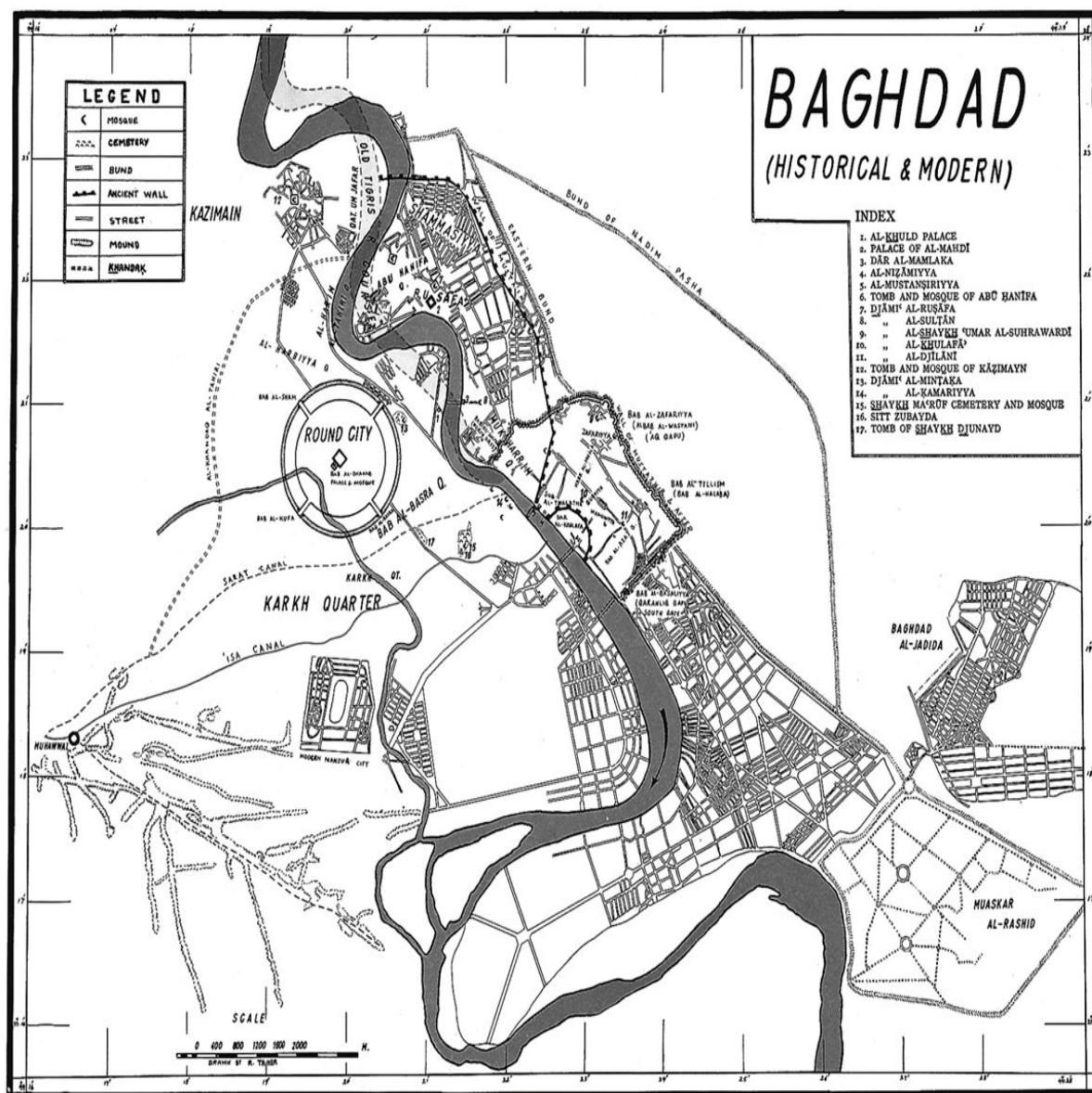


Fig. 17 : Carte de Bagdad moderne, avec des sites historiques.
Source: http://www.iranicaonline.org/img/ot_grp1/baghdad_1.jpg



Fig. 18: La Place du Roi Fayçal (King Faysal Square).
Source : images Google



Fig. 19 : Les Bagdadiens regardent les travaux de la construction du pont du Roi Faïçal, en 1939 (Al-Ahrar actuellement). Source : images Google

En ce qui concerne l'intervention britannique dans la ville, il semble que le résidu culturel et social de l'empire britannique n'ait pas eu d'effet profond comme le remarque Dodge (2006) :

« Le résidu culturel et social de l'empire britannique du Moyen-Orient était léger. Contrairement à la France, la Grande-Bretagne n'a laissé aucun réseau important d'institutions religieuses ou éducatives. Le christianisme anglican avait trouvé peu d'adeptes dans la région. Son clergé, principalement britanniques au Moyen-Orient, a été progressivement remplacé à tous les niveaux par des prêtres autochtones »

En termes urbain, les Anglais étaient incapables de trouver des solutions rapides ou de prendre une décision stratégique et adéquate face à certains problèmes rencontrés à Bagdad. Notons par exemple la mauvaise gestion et planification, ou encore le manque de services. Comme l'ont par contre fait les Français en Syrie et en Afrique du Nord⁸⁸. Notamment, les Anglais ont laissé la porte grande ouverte aux autorités locales pour agir en faveur de la construction. Ils ouvrirent la porte en particulier aux employés expatriés, accompagné en ce sens par le roi Fayçal I. C'est ainsi le cas pour les fiduciaires de la municipalité, Arshad Omari et Hossam Eldin Gomaa, et pour un groupe de ministres « importés ». Ils se sont installés dans la ville de Bagdad pour y habiter. Ils ont ainsi travaillé en tant que conseillers auprès du gouvernement, surtout après l'intensification de l'hostilité contre eux par les habitants autochtones de la ville. Confrontés à cette hostilité et motivés par leur volonté de dominer tout le territoire, les Britanniques vont travailler à s'assurer la maîtrise du territoire par l'application d'un urbanisme à la fois moderne et régulateur qui modèlera la ville selon leurs propres principes (Pieri, 2010). Ainsi avec le premier mandat britannique en 1920, la ville de Bagdad sort de ses murs pour répondre aux besoins coloniaux anglais. Tout en s'éloignant de Bagdad (du centre-ville) et choisissant de nouveaux sites *extra-muros*, pour la construction de nouvelles zones urbaines ou de « nœuds urbains à venir » mais en développant des quartiers très différents dans leur morphologie de ceux de l'ancienne Bagdad. Nous retrouvons parmi ceux-ci des quartiers tels que Al-Karada, Al-Waziriya, Bagdad Al-Jadida et Raghiba Khatoun.

Ces zones urbaines sont aussi différentes en termes de fonction et de forme urbaine de l'ancienne Bagdad. On y retrouve une concentration de clubs, d'aérodromes, des espaces de socialisation

⁸⁸ Nous tenons à mentionner la façon de maintenir la ville historique et la conduite de l'expansion urbaine loin du centre historique de la ville.

britannique et des ateliers de chemin de fer (Fig. 20). Ces installations et équipement nouveaux ont permis par la suite le développement de nouvelles échelles et visages urbains en vertu desquels l'espace urbain n'est plus manié comme un agrégat de micro-espaces, mais comme un ensemble. De même, le renouvellement des formes d'habitat par une réinterprétation des formes anciennes et l'importation de modèles occidentaux nouveaux participent à la transformation de la ville ancienne.

Selon cet aspect, l'extension urbaine de la ville a favorisé dans une certaine mesure une progression économique de ressources non nationales telles que des prêts de la banque internationale par les Britanniques⁸⁹ (Saied et O'Sullivan, *op. cit.*). Le gouvernement n'a donc pas vraiment la souveraineté totale en ce qui concerne la stratégie de développement de la ville ni même de la construction nationale.

On s'interroge sur le rôle de ce type de représentations lors de la transposition spatiale de la relation pouvoir-urbanisme. Cette dernière émergeant de facteurs nouveaux (militaires, loisirs, administratifs, les clubs, les aérodromes, les espaces de socialisation britannique et les ateliers de chemin de fer) et cristallisant une nouvelle forme urbaine ainsi que ses mutations et transformations. D'ailleurs, ce ne sont pas ici des mutations violentes engendrées de manière directe par une guerre ou une catastrophe naturelle, comme cela s'est produit auparavant et ultérieurement dans la ville.

⁸⁹ Au cours de la période 1918 -1921, ces dépenses britanniques avaient dépassé 150 millions de livres sterling, soit totalisant près du montant consacré à toutes les dépenses sociales en Grande-Bretagne elle-même. Voir Saied, M.K. Abdullah and O'Sullivan, Christopher, *op. cit.*

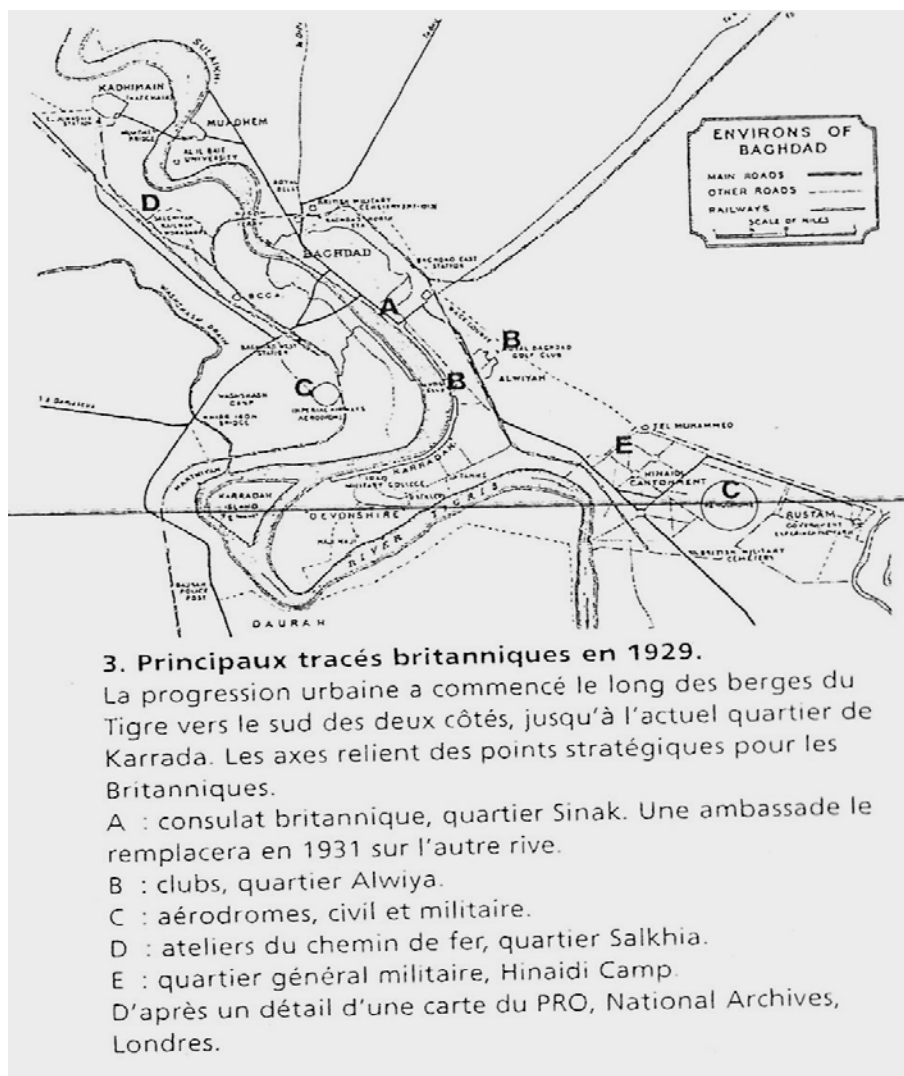


Fig. 20 : Carte montrant les principaux tracés britanniques dont les plupart se trouvent hors de la ville ancienne. Source : Makiya. 2005. Bagdad.

Nous traiterons plutôt ici des interventions planifiées progressivement par l'homme. Il ne s'agit pas bien sûr d'oublier que toute volonté est soumise à des facteurs conjoncturels qui structurent et dirigent son action, mais simplement de mettre de côté l'événement extérieur qui suppose la reconstruction immédiate. Nous nous attacherons donc aux mutations entendues comme une transformation volontaire de l'espace. Il s'agit du caractère urbain le plus important qui distingue la ville pour cette période.

Bagdad a continué ensuite à devenir un véritable barycentre démographique, qui évolue sous l'effet de multiples facteurs. Comme toute capitale, elle génère de puissants facteurs d'attractions:

un secteur commercial dynamique, des services et un appareil d'Etat en pleine expansion, notamment autour de l'éducation, de l'armée, des communications et des infrastructures. De plus l'exploitation du pétrole a favorisé l'enrichissement et l'expansion de la classe moyenne, des commerçants et des fonctionnaires.

La conjonction de ces facteurs avec la forte poussée démographique qu'ils ont générée a provoqué des conséquences urbaines contrastées. Il s'agit d'une croissance urbaine dichotomique exacerbée. Cette dichotomie est devenue progressivement l'un des traits caractéristiques de la ville. Des quartiers nouveaux se sont peuplés d'habitants issus de la petite ou moyenne bourgeoisie. Juste à côté, des quartiers populaires ont considérablement étendu leur surface et sont devenus plus densément peuplé. De plus, la ville est aussi devenue la résidence du "sarifahs", c'est-à-dire abritant des migrants paysans d'origine pauvre et non qualifiés. Ces deux derniers types de quartiers se sont étendus de façon incontrôlée. Ce processus a été particulièrement marquée dans le sud du pays où un grand nombre de paysans (principalement chiite), connus en arabe dialectal irakien comme "Shurugi /Shargawiya" (une décrépitude de Sharqui «oriental»), sont arrivés à Bagdad en grand nombre au cours des années 1940 et 1950 (Davis, 2013).

Alors que cette situation continue de croître dans la ville, le besoin d'une planification urbaine qui permettra aux décideurs politiques de faire face aux effets de la croissance urbaine et démographique devient nécessaire.

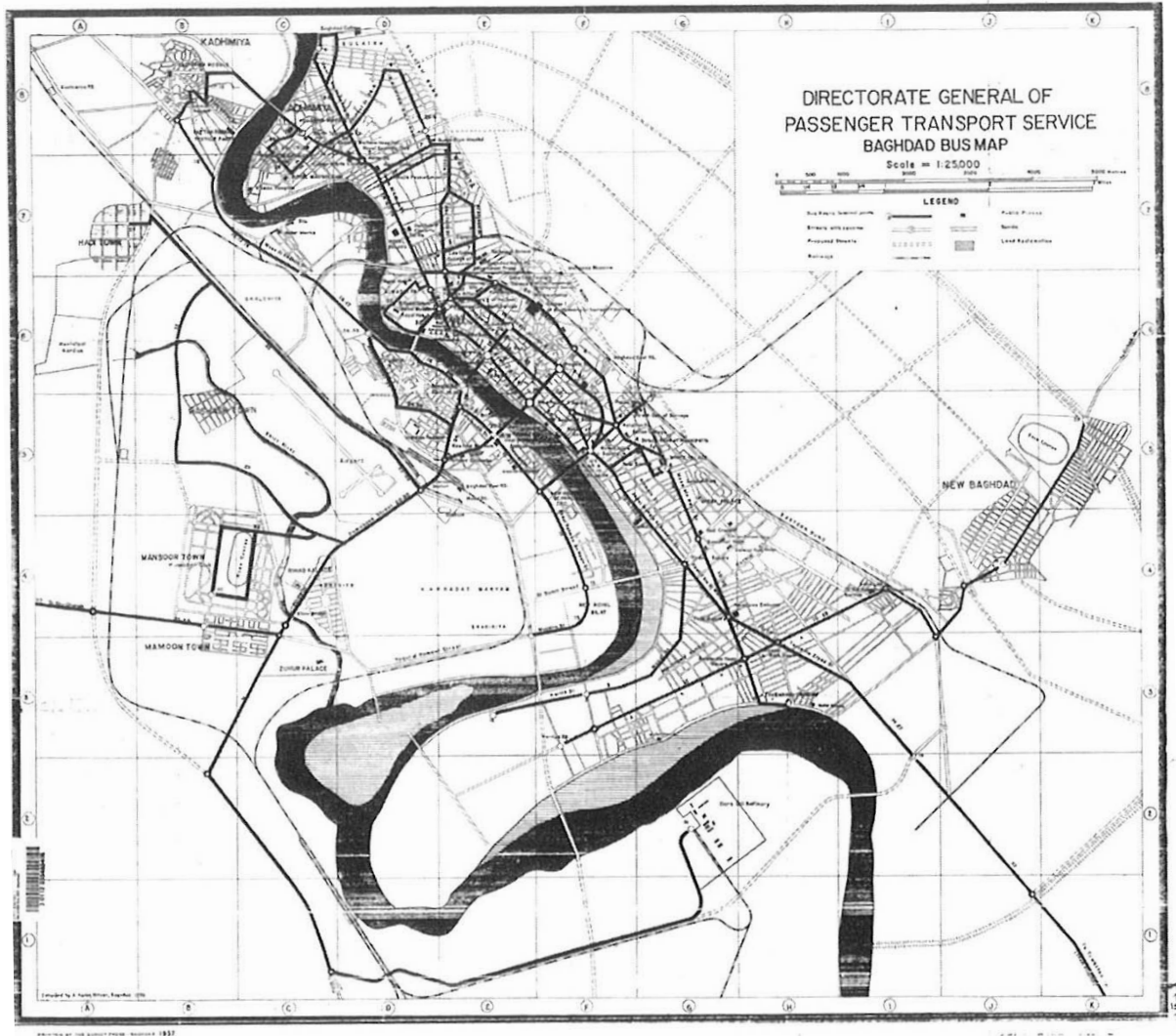


Fig. 21: Carte de Bagdad, 1957

Source : Map and Geography Library, University of Illinois at Urbana-Champaign (Pyla. 2008b)

2.1.2. - Une planification urbaine pour un développement harmonieux de la ville.

Deux thèmes ont été identifiés qui introduisent des grands stades de transformation dans la planification historique de Bagdad dans cette période de l'histoire de la ville. Le premier thème est le cadre institutionnel de la gestion des ressources. Le deuxième thème est lié à la planification urbaine de Bagdad. À cet égard, Le Conseil de développement irakien (Iraq Board Development) et Constantinos Doxiadis sont deux acteurs essentiels parmi les plus importants

ayant dominé le paysage du développement et de la transformation urbaine de la ville durant cette période.

2.1.2.1. - Le Conseil de développement irakien (Iraq Board Development)

Page | 117

L'arrière-plan de la création du conseil du développement (Majlis Al-Imar Al-Iraqi) a été l'augmentation des recettes pétrolières. En effet, au début des années 1950, les recettes du gouvernement ont commencé à s'améliorer avec la croissance de l'industrie pétrolière. En conséquence, ces recettes de l'État furent presque multipliées par quatre, passant de 32 millions d'USD en 1951 à 112 millions d'USD en 1952. L'année 1950 a indiqué un tournant en Irak, tant de la part du pétrole et de son impact sur la politique de développement.

Alors que la première responsabilité du gouvernement au cours de cette période a été de maintenir la loi et l'ordre - avec une intervention très limitée dans l'activité économique -, la période qui débute en 1950 a marqué un rôle direct pour le gouvernement dans la gestion de l'économie nationale à travers la planification économique. Le premier pas dans cette direction a été, cette année-là, la création d'un organisme de planification semi-autonome, le Conseil de développement, (Al-Saadi, 1984). Cependant, cette décision n'est pas issue d'une volonté de gouvernement. Au contraire, les derniers changements économiques et politiques ont poussé le gouvernement irakien à adopter la recommandation de la Banque Mondiale et des pays capitalistes par la création du Conseil du développement et de la reconstruction, qui a été mis en place en 1950. Il est devenu la principale institution chargée de la conception et de la mise en œuvre de projets de construction, tels que l'irrigation, l'industrie, la construction, etc. L'allocation gouvernementale aux programmes de ce Conseil a atteint presque 100 % des revenus du pétrole, surtout au début de la mise en place du Conseil. Ce dernier a conclu un contrat avec un groupe d'experts internationaux, contrat qu'il a mis à sa disposition, soutenu par une grande propagande, en vue de la programmation de son économie et de son développement. En conséquence, l'augmentation des gains de change liés à la mise en place du conseil de développement semblait permettre au gouvernement de résoudre le problème du capital comme le principal obstacle au développement de toute économie en développement typique (Al-Saadi, *Ibid.*). Ce qui a fait de ce Conseil le meilleur outil pour atteindre la prospérité économique et de résoudre les problèmes du développement politique, social et économique du pays (Al-Bazaz 1966, p. 30).

À l'échelle de son importance sur le plan mondial, ce Conseil était considéré comme l'un des meilleurs exemples d'institutions d'organisation et de gestion de la croissance et du développement dans les pays en développement. Cela parce qu'il est classé au sein des organismes dont les fonctions de développement sont tellement complètes que la quasi-totalité de l'économie entre dans leur périmètre d'action (Hanson, 1961).

Sur l'impact local des travaux du Conseil, Ribhi Abu El-Haj (1958) note que l'augmentation importante des recettes de l'État ne signifie pas une augmentation comparable de la qualité de vie des Irakiens. Il a ensuite tempéré son jugement en disant que le Conseil de développement est la plus importante contribution au développement qui est venue indirectement des revenus du pétrole⁹⁰, ce que relève aussi Abu El-Haj (1957, p. 2-3). Cela signifie que sans ce conseil de développement, le facteur pétrole n'aurait pu jouer aucun rôle significatif dans l'économie nationale. Comme c'est actuellement le cas car l'augmentation des exportations de pétrole n'ont pas d'impact significatif dans l'évolution de la vie publique. Néanmoins, à partir de l'établissement du Conseil de développement en 1950 et l'augmentation de la part de la rente pétrolière du gouvernement, une nouvelle ère peut être observée.

L'enjeu principal dans le fonctionnement de ce Conseil était dans l'organisation du processus de la construction, où l'objectif visait à assurer le maintien du processus de développement et de la construction dans un rythme stable et progressif, au-delà de l'impact des changements ministériels successifs. Pour atteindre cet objectif, le Conseil de développement se situait au-dessus des ministères afin de soumettre des recommandations relatives à la conception et à la mise en œuvre de leurs projets, ainsi que pour superviser les performances et progrès des programmes de reconstruction (Alckeon, 2011). Le gouvernement a élaboré des lois afin de déterminer les fonctions et les missions de ce Conseil, de réduire son interférence dans ses affaires et de promouvoir son indépendance. Cela a amené la confiance de la communauté internationale envers cette institution et sa neutralité⁹¹. Cela a également été renforcé grâce à ce

⁹⁰ Abu El-Haj, Ribhi. (1957). "Oil industry: a strategic factor in the economic development of Iraq", Thèse de doctorat, Faculty of Political Science, Columbia University. Cité par Bishop, Elizabeth. (2013). "Day-To-Day Politics" Iraq's Development Between Bilateral and International Organizations. In: *Studia Universitatis Babes-Bolyai-Studia Europaea*, (2), p. 5-20.

⁹¹ Un observateur américain a décrit les efforts de l'Irak en 1957 au vu de la performance du Conseil de Développement : *Aucun programme complet pour un même pays sous-développé est en cours nulle part ailleurs dans le monde*. Siry, Joseph M. *op. cit.*

qui a été déclaré par la loi fondatrice du Conseil⁹², soit que les recettes pétrolières au total sont allouées pour des projets de reconstruction. Mais plus tard, une nouvelle loi a été adoptée, précisément par le ministère de Nuri Al Saïd (lequel a été exécuté en 1958), qui a succédé au ministère de Al-Suedawi. À partir de cette loi, le gouvernement a décidé de réduire les allocations du Conseil de développement à 70 % des revenus pétroliers, les 30 % restants étant attribués au Trésor public pour le paiement des affaires de l'État. De même, après un certain temps, un ministère de la reconstruction a été formé, conformément à la loi n ° 37 de 1953, en marge du Conseil de développement. Ensuite, le Conseil s'est transformé en ministère et ne sera plus un responsable supérieur de la reconstruction. Ce fut la fin et la dissolution du Conseil.

Il ne fait aucun doute que le Conseil était responsable du programme de reconstruction et de développement du pays dans son ensemble, avec des recettes pétrolières annuelles de plus de 200 000 000 USD. Il s'est dirigé vers un programme de construction assez grand, comprenant barrages, systèmes d'irrigation, centrales électriques, routes, voies ferrées, aéroports, écoles, hôpitaux, logements, usines et d'autres installations afin de permettre une modernisation rapide du pays. Ces projets ont été répartis entre les différentes provinces. Mais comme cela a été typique pour les pays du Moyen-Orient, à la fin de la période coloniale et au début de la période postcoloniale, ces projets se sont concentrés sur leurs capitales. Bagdad n'a pas fait exception. La reconstruction de Bagdad semble en effet avoir eu une impulsion dynamique et différente du reste de la stratégie de développement (Marefat, 2007). La plupart des projets de construction urbaine et de logement se sont concentrés à Bagdad en tant que capitale de l'État. Il faut ajouter toutes les études⁹³ (Qubain, 1958) sur les performances de ce Conseil qui indiquent que ces plans et programmes sont relativement satisfaisants, tant du point de vue de leurs justifications que de leurs orientations et principes d'intervention. En effet, on relève dans l'ensemble une mise en adéquation assez satisfaisante de leurs méthodes d'action avec la nature des contraintes à résoudre et des potentialités à mettre en valeur dans une logique rationnelle d'opérationnalité.

⁹² En 1950, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) demandait la mise en place d'un Conseil pour la reconstruction de façon à proposer un prêt pour l'Irak de 12 800 millions de dollars pour financer le projet « Vallée d'Al-Tharthar », un projet d'irrigation. Ainsi ce Conseil a été effectivement créé en vertu de la Loi 23 de 1950.

⁹³ Qubain, Fahim Issa. (1958). The reconstruction of Iraq: 1950-1957. Foreword by Robert Strausz-Hupe. Frederick. New York: A. Praeger. cité par Bishop, Elizabeth. (2013, *op. cit.*).

Pour déterminer le niveau d'activité et de progrès dans le domaine de la reconstruction à Bagdad sous la direction du Conseil, il est utile de noter que la proportion du secteur de la construction dans les programmes de travaux du Conseil était de plus de 20 %. Cela représente une proportion significative, étant donné que les programmes se sont concentrés sur l'agriculture et l'industrie comme priorité de développement (Tab. 1).

SECTOR ALLOCATIONS OF THE GENERAL INVESTMENTS PROGRAMMES				
	Percent			
SECTOR	FIRST	SECOND	THIRD	FOURTH
EXPENDITURE:				
Agriculture	45.7	49.2	37.6	33.6
Industry	-	19.9	14.3	13.4
Transport & Communication	24.2	17.2	24.4	24.9
Buildings & Services	19.2	11.6	20.0	24.7
Other	10.9	2.1	3.7	3.4
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0
REVENUE:				
Oil	95.8	97.6	99.7	98.7
Non-Oil	4.2	2.4	0.3	1.3
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0

Tab.1 : Répartition sectorielle des investissements généraux dans les programmes du Conseil de développement. Source: Al-Saadi. 1985.

Ce dernier constat nous conduit au deuxième thème qui est lié à la planification urbaine de Bagdad. Ce pourcentage de 20 %. a été traduit sous la forme d'un éventail de projets divers. Ces projet sont commencé par l'ouverture du pont de "la Reine Alia" (nommé Al-Jamhuriya ou la République, aujourd'hui), puis l'ouverture du pont de Al-Ala'aima liant les quartiers de Al-Kadhimiya et Al-Adhamiya, et le nouveau Musée de l'Iraq. Ce dernier a été achevé en 1966 et conçu par l'architecte Frank Lloyd Wright. Également, le projet de logements situé à l'ouest de Bagdad, avec la construction de vingt-cinq mille maisons jusqu'en 1960. Ce projet fut proposé par Doxiadis qui fut mandaté par le gouvernement irakien afin de développer un plan pour résoudre le problème du logement en Irak. On peut aussi noter le projet de la laiterie à Abou Ghraib, dont les bâtiments ont été construits par le gouvernement irakien et dont les machineries et l'équipement ont été fournis par l'organisation UNICEF. En plus de ces projets, un travail pour la réalisation d'un plan urbain global pour la ville de Bagdad a été mené simultanément. À cet

égard, Plusieurs plans directeurs ont été mis en place dans les années 1950, mais aucun n'a vraiment abouti en raison de l'instabilité politique, et notamment de la révolution de 1958 qui amenait la mise en place de la république. Un groupe d'architectes, d'urbanistes et de planificateurs internationaux a été invité à compléter ce projet. En moins de dix ans (1956-1965), trois entreprises de trois pays occidentaux différents ont été appelés à préparer un plan directeur de Bagdad: Minoprio, Spencely et Macfarlane (Royaume-Uni), en 1956. Puis Doxiadis (Grèce) en 1958, et Polservice (Pologne) en 1965 (Fethi, 1977) Parmi les quatre plans directeurs préparés pour la ville de Bagdad au cours du demi-siècle dernier, un seul a été mis en œuvre partiellement, celui de Doxiadis, en subissant beaucoup de changements dans ses décisions et ses écarts par rapport aux objectifs initiaux de conception. Cependant ces plans proposent, dans la plupart des cas, des lignes directrices qui ne permettent pas de cerner avec précision les indices de performance et de procéder à la traduction des objectifs globaux en résultats planifiés (Tab 2).

Année	Nationalité	Compagnie	Type de projet
1917	Anglaise	J. M. Wilson ⁹⁴	Un schéma de développement de la ville
1936	Allemande	Brix Et Associés	Un Plan général de développement de la ville
1956	Anglaise	Monobrio	Un schéma de développement de la ville
1958	Grecque	Constantinos Doxiadis	Un schéma de développement de la ville
1967-1972	Polonaise	Paul services	Le plan directeur de la ville
1989	Japonaise	JCCF	Un Plan d'aménagement intégré de la ville
1993	Irakienne	La municipalité de Bagdad	Réexaminer et mettre à jour le plan d'aménagement de la ville

Tab. 2 : Ce tableau montre les projets de plan directeur pour la ville de Bagdad et les entreprises chargées de la conception. Source préparé par le chercheur

⁹⁴ L'architecte James Mollison Wilson, à la fin de la guerre, est devenu directeur adjoint des Travaux civils à Bagdad en 1918. Il est promu Directeur de Département des travaux publics (PWD) en Irak en 1920. Il a été choisi pour préparer un plan de développement pour la ville de Bagdad à l'époque, dans le cadre de la planification visant à développer une "renaissance arabe" en Irak. Dictionary of Scottish Architects, 2013. Disponible sur : < http://www.scottisharchitects.org.uk/architect_full.php?id=203573 > Dernière consultation le 27 mai 2014

Ce type de planification urbaine globale et coordonnée a été mené en coïncidant avec les débuts de l'impact des tendances modernes sur la communauté et l'architecture irakienne (en fait bagdadienne). L'une des raisons fut le retour d'un groupe d'architectes irakiens influencés par des architectes occidentaux qui portaient des thèses sur le développement d'une architecture moderne soutenue dans les pays européens. C'est à partir de ce moment qu'une politique globale a été mise en place pour favoriser et accompagner le développement de la ville de Bagdad.

Comme on le verra, la priorité est encore allée aux extensions possibles de la ville, en laissant peu de place au traitement urbain, architectural, économique et social des quartiers déjà construits.

Le projet de Schéma directeur global prévoyant le développement d'une vraie capitale fut lancé au début des années 1950. Depuis lors, Bagdad, la capitale de la jeune nation, a grandi à pas de géant, à la fois en taille et en population.

La première tentative de planification urbaine globale pour la ville a été confiée à une firme de planification allemande de Berlin, F. Brecks et Bronoweiner, en 1930. Elle a été choisie comme consultant pour planifier la ville de Bagdad et soumettre ses propositions pour accueillir un demi-million de personnes. À cette époque, les consultants ont estimé que Bagdad pouvait contenir à peu près 200 000 habitants et le plan a été conçu pour une population ultime de 500 000. Cependant, la conception n'a pas été mise en œuvre, parce que la population de la ville a commencé à augmenter de façon significative par rapport à ce qui avait été estimé avec la conception de ce plan d'urbanisme et ce, avant même l'achèvement de la préparation ou de la validation de ses lignes directrices. En conséquence, le plan n'était pas en mesure de répondre aux exigences de la ville.

Plus récemment, en 1956, une entreprise britannique (Minoprio, Spencely et Macfarlane) a été chargée de préparer un nouveau plan directeur pour la ville. Le plan avec son bref rapport est resté le plan officiel de la ville et a été adopté partiellement par la municipalité de Bagdad. Le plan était conçu en forme et structure semi-circulaire avec un diamètre d'environ 20 km. En conséquence, de nouvelles routes ont été ouvertes sur le milieu de certaines des zones les plus représentatives de la vieille ville de Bagdad, tandis que d'autres zones ont été complètement rasées au bulldozer pour créer un parc immobilier le long de ces routes. Ce plan ne peut pas être

décrit comme un guide, car il n'a fourni aucune étape de progrès du développement et aucun plan détaillé. En outre, il n'y avait pas de législations auxiliaires pour le faire appliquer (Fig. 22.)

Le plan Minoprio (Fig. 22) a été suivi par un autre plan directeur en 1958, établi cette fois par Doxiadis Associates. Le plan est le résultat de l'approbation du Conseil de développement pour la Fondation du programme de base visant à résoudre les problèmes de logement de l'Irak. Cependant, même si une grande partie du plan a été mise en œuvre, le gouvernement s'est toujours inquiété de la croissance aléatoire de Bagdad, laquelle n'obéit à aucune logique ou contrainte. En 1965, la municipalité a décidé d'engager encore un autre exercice de planification pour contrôler et orienter le développement de la ville, et a choisi une firme de planification polonaise, Polservice, désormais connue sous le nom de Budimex. Celle-ci a été choisie pour préparer un plan directeur global pour la ville.



Fig. 22: Master plan de Minoprio, Spencely And Macfarlane pour Bagdad.
Source : Archives de la municipalité de la ville de Bagdad

2.1.2.2. - Doxiadis Associates et le Plan directeur de Bagdad.

La présence et le travail de Doxiadis à Bagdad ont été l'une des réalisations du Conseil de développement. En 1955, Doxiadis Associates a été nommé par le gouvernement irakien afin d'élaborer un plan pour Bagdad. Ce fut la première tentative de production d'un plan d'urbanisme moderne complet pour Bagdad afin de résoudre les problèmes de logement et de croissance urbaine.

Avant d'entrer dans les détails du plan de Doxiadis, il convient de noter ici que l'introduction de Doxiadis dans le processus de développement est d'une importance particulière dans l'histoire de l'évolution de la ville. D'une part, il représentait la présence de la communauté internationale (Occident) dans ce processus⁹⁵(Theodosis, 2008). D'autre part, ce plan a eu un impact sur la ville d'une manière claire et durable jusqu'à ce jour, bien qu'il n'ait pas été pleinement implanté. De plus, ce qui a été fait fut adapté aux interprétations et dispositions du gouvernement et des experts locaux. Cet impact ne se limitait pas qu'aux dimensions philosophiques ou idéologiques de la planification, mais aussi au savoir-faire et à la culture constructive. À cet égard, le programme de logement a été complété par la création d'écoles de formation professionnelle pour les métiers du bâtiment, dans les principales villes, dans le but d'éduquer les travailleurs qualifiés pour la (re) construction du pays (Theodosis, *Ibid.*). Cet accent sur la construction de la communauté est la caractéristique la plus attrayante du plan de Doxiadis pour ses clients américains et la Fondation Ford. Pour les Américains, l'idée que la ville crée un effet aliénant sur ses habitants (sur les millions de personnes qui étaient souvent les premiers de leur famille à mener une vie urbaine moderne) est un effet qui devait être évitée à tout prix. Sinon, par frustration, l'aliénation conduirait la population à se tourner vers le communisme ou à revenir aux traditions archaïques de la superstition et de la violence (Pyla, 2008b, p. 3-19).

⁹⁵ Jacob Crane, un expert américain en matière de logement, tirait les ficelles pour Doxiadis, en utilisant le « membre américain » de la Commission comme un « câble ». Il a présenté Doxiadis comme un expert sur le logement et le développement, à un moment où les Irakiens avaient besoin « d'étrangers sur la politique et le programme » de développement, car ils avaient « beaucoup d'architectes et d'ingénieurs compétents en matière de conception ». D'après Theodosis, Lefteris. (2008). "Containing" Baghdad: Constantinos Doxiadis' Program for a Developing Nation. *DC PAPERS. revista de crítica y teoría de la arquitectura. Número especial: Bagdad. Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi.* No. 1, P. 167-172. Voir aussi PROVOOST, Michelle. (2006a). *How to Survive the Twentieth Century: recent works on the postwar city by Crimson Architectural Historians.* Cambridge, Mass.: Haecceity, 84.

Au cours de la mise en œuvre des programmes de logements à Bagdad par Doxiadis Associates, qui faisaient partie du programme principal de développement pour résoudre les problèmes de logement de l'Irak, il est devenu évident que ces programmes devaient être intégrés dans le plan directeur de la ville de Bagdad. De la sorte, leur planification pourrait être intégrée et la réalisation des communautés fonctionnelles serait assurée avec le minimum de dépenses. Ainsi, le Conseil de développement en Irak lui a attribué la mission de créer un nouveau plan directeur pour l'expansion rapide de Bagdad (Pyla, *Ibid.*). Le plan directeur envisagé couvrirait une superficie d'environ 500 km carrés, afin d'accueillir les fonctions nécessaires pour servir 3 000 000 d'habitants jusqu'à l'an 1978. Cette population cible a été fondée sur l'hypothèse que la population de Bagdad atteindrait un taux annuel moyen de 5,19 % (Theodosis, *op. cit.*, 2008).

Le gouvernement a demandé à Doxiadis de prendre en compte la conception préparée par la compagnie anglaise Minoprio et ses partenaires. Cependant, il a présenté une conception complètement différente de son prédécesseur et couvre une superficie de 500 kilomètres carrés, ce qui équivaut à deux fois et demie la superficie proposée par le modèle précédent. Ainsi, le plan directeur prévoit aussi une nouvelle expansion de la population qui aura lieu lors de l'élaboration du plan, en raison de facteurs imprévus par les consultants au moment de la formulation du plan, tels que la migration, par exemple⁹⁶.

La stratégie physique du plan s'est fondée sur l'hypothèse que, pour couvrir les besoins qui seront créés à la suite du rythme présent de développement de la ville, une ampleur relativement large d'expansion doit être envisagée sur les deux rives du fleuve Tigre. Cette stratégie a poussé les consultants à s'interroger sur la possibilité d'amener l'eau plus près des gens qui vivront loin de la rivière et de son influence. La solution adoptée fut la construction de canaux le long des berges de la rivière, tel que le « Canal de l'armée ». En conséquence, avec la construction de ces canaux, il est devenu possible de reloger un grand nombre de familles de squatters sur les nouveaux terrains, notamment ceux qui occupaient le « Sarifa », une zone située derrière la bande de l'est.

Le plan directeur de Doxiadis Associates prévoyait le regroupement de Bagdad en communautés homogènes physiquement, économiquement et socialement, chacune comprenant environ 100

⁹⁶ Municipality of Baghdad. (1987). *Integrated development of Baghdad city*. Final Report.

000 habitants. Ce plan prévoyait que ces communautés soient presque autosuffisantes en termes de services commerciaux, d'éducation, de loisirs et de santé. De plus, à l'interne, elles seraient divisées en unités plus petites, conçues pour s'adapter à différents groupes socio-économiques (Figs.23, 24, 25, 26 et 27). Une partie considérable de la zone de logements du plan directeur de Doxiadis Associates fut principalement mise en œuvre par le gouvernement central.

Ces communautés représentent des quartiers complets, avec des bâtiments de services publics, des mosquées, des écoles, des commerces, des bains publics et des parcs. Ceux-ci furent créés selon les modèles de planification d'établissements exogènes importés, propres à Doxiadis, mais avec peu de références à différents types de bâtiments du passé de la ville ou de la région, comme le réseau de cul-de-sac, et le « carré de ragots » (Fig.23) (Pyla, 2013).



Fig. 23: Doxiadis Associates «Carré de ragots» ou « gossip square ». Source: Pyla (2013, Ibid)

La planification économique et spatiale était l'une des options offertes à la nouvelle transformation de l'Etat Irakienne. Même au niveau des unités résidentielles dans cette période, elles viennent du type de régime idéologique et économique qui la caractérise. Pour comprendre le contexte idéologique dans lequel ce projet fut réalisé, on doit souligner le fait que la proposition de planification de Doxiadis pour développer la ville a été fondée sur la mise en œuvre de ses principes d'ékistique (à partir de la signification grecque antique « la création d'un établissement »). L'Ékistique aspirait à prescrire une solution globale aux demandes d'après-guerre pour le logement et le développement social. Influencé par l'après-guerre, les débats

architecturaux en Europe et aux États-Unis ont rejeté l'auto-expression artistique et redéfini l'architecture en tant que conteneur efficace des besoins de l'homme (Doxiadis, 1968). En d'autres termes, l'argument principal de Doxiadis était que les établissements humains n'étaient pas satisfaisants pour leurs habitants. L'ékistique a souligné les liens avec le domaine des sciences sociales, le « behaviorisme » et la recherche opérationnelle, dans une tentative de systématisation du processus de conception. D'après Doxiadis, le problème est le déséquilibre entre les différentes composantes des zones urbaines contemporaines contribuant à la création de villes surpeuplées et bruyantes, lesquelles ont à la fois endommagé l'environnement naturel et la vie sociale. Par l'Ékistique, l'idée avancée est que les types dynamiques des colonies en interconnexion, qui sont de plus en plus de petites agglomérations, sont les types appropriés à cette époque. Pour arrêter ce changement de ville (polis) à dynapolis (Doxiadis, 1970). Cependant, il y avait certainement des aspects problématiques de leur travail qui pourraient être attribués à des hypothèses à tendances orientales et des pensées simples de la modernité (Pyla, 2008b, *op. cit.*, p. 3-19).

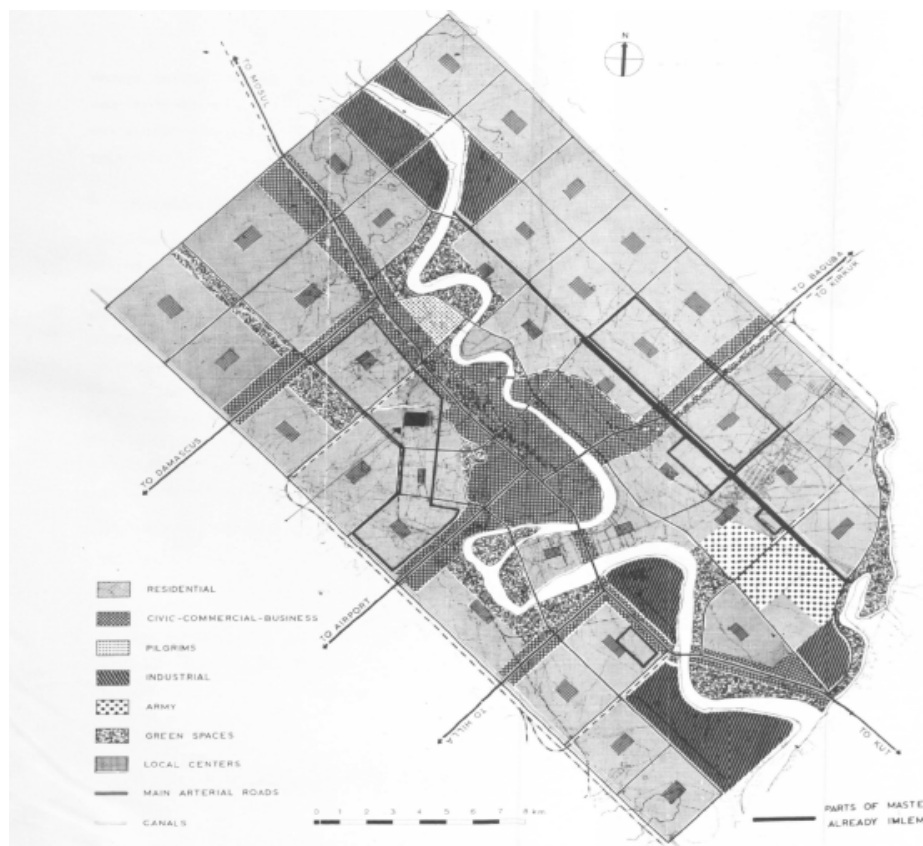


Fig. 24: Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad. Source : Archives de la municipalité de la ville de Bagdad

En fonction de cette perspective de l'Ékistique, Doxiadis Associates, et le group de (TAC)⁹⁷, sont allés plus loin que la plupart de leurs contemporains dans l'analyse et le traitement des spécificités et des exigences du contexte local. Pour cela, Le projet de Doxiadis est intéressant en raison de sa tentative de valorisation et d'investissement le plus efficacement possible des atouts de la ville tels que la présence du fleuve, la diversité sociale et la liberté, ainsi que l'ouverture de la communauté, dans les années cinquante. L'idée de ce projet était de faire de chacune des zones de retour dans une *mahalla*, un « village » autonome, où les habitants auraient un sentiment d'identité et d'appartenance des lieux, et dans lequel des milliers de petits commerçants et d'artisans travaillant dans les bâtiments existants pourraient être rejoints par les nouveaux arrivants qui cherchent des locaux.

Au sein de cette tendance, et en termes morphologiques, le plan directeur de Bagdad a été fondé sur le principe de la planification de dilatation linéaire, un modèle que Doxiadis appellera plus tard « Dynapolis ». Selon ce plan, la ville doit se développer le long de l'axe central du fleuve Tigre, l'élément le plus important du paysage naturel ayant toujours été déterminant pour l'évolution de la ville.

Dans les propositions faites pour Bagdad, Doxiadis a cherché à résoudre le problème du logement en fonction des habitants, des moyens économiques, de leur vie sociale, de l'environnement et de la géographie locale. Sa principale préoccupation était de gérer la croissance urbaine de la ville et de contrôler son développement à venir.

Il est encourageant de constater que les éléments culturels de la société comme les carrés de ragots, les hammams et les mosquées, et plus particulièrement tout ce qui relève des relations sociales en milieu urbain a été englobé par l'ordre formel et social grandiose du « plan directeur ». Mais cependant, la question demeure que de tels éléments relèvent plus d'une nostalgie orientaliste que d'une compréhension profonde de la vie publique de l'Irak, comme de l'hétérogénéité intense de sa société ou de ses aspirations à la modernité.

⁹⁷ Le "(TAC) The Architects Collaborative", est un cabinet d'architecture américain formé par Walter Gropius et sept jeunes architectes en 1945 à Cambridge, Massachusetts.



Figure 3: Plan of Community Sector in West Baghdad (Constantinos A. Doxiadis Archives, Human sector in Western Baghdad, Slides/9332)

Fig. 25: Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad, plan d'secteur communautaire
Source: Pyla (2008b)



Figure 4: Model of Community Sector in West Baghdad (Constantinos A. Doxiadis Archives, Western Baghdad, Sector 10, Slides/9601)

Fig. 26: Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad, modèle tridimensionnel
Source: Pyla (*Ibid*).



Fig. 27: Doxiadis Associates, les unités résidentielles. Source: Pyla (2013, *op. cit.*).

2.2. - Bagdad sous l'influence occidentale.

L'indépendance politique n'a pas changé la relation économique entre l'Irak et le Royaume-Uni. En dépit de la souveraineté politique, l'Irak reste une région sous-développée au sein de l'ensemble de la sphère économique britannique. Cette dépendance économique, selon la logique de l'échange d'intérêts, a eu un impact ou se cachait quelque part une mission culturelle et politique. À côté de l'influence politique, culturelle et économique du colonialisme britannique, l'architecture et l'urbanisme de la ville ont aussi subi une influence. Cela nous amène à nous questionner sur ce qui explique le fait que la ville accueille des produits extérieurs exogènes, surtout en ce qui concerne ceux de la culture occidentale, puisque la majorité de ses habitants nourrit un fort sentiment d'hostilité et de la haine contre la société et les individus de cette culture occidentale coloniale (revoir Fig. 26).

Cette influence et cet impact se sont effectués de deux façons : de manière directe, sur le terrain, par la réalisation de projets, et d'une manière indirecte, par des conseils soumis aux dirigeants et au gouvernement du pays afin de développer des stratégies de développement à court et à long terme.

Dans l'atmosphère polarisée de la période de la Guerre froide entre le communisme et le capitalisme, il était difficile de rester neutre ou d'éviter des interventions des puissances mondiales rivales. En effet, durant cette période, l'Irak s'est retrouvé au cœur des conflits en raison de sa position géopolitique et de sa géo énergie. Dans cette atmosphère, la planification urbaine a été considérée comme un instrument politique puissant lors de la Guerre froide. L'exportation de l'architecture et de la planification a servi de moyen d'enrichissement culturel, et non pas en tant que moyen de colonisation politique (Provoost, 2006b; Lefteris, *op. cit.*, p. 91-102).

Les États-Unis sont intervenus en envoyant un certain nombre d'urbanistes et d'architectes dans des endroits stratégiques tels que le Moyen-Orient. Une illustration vivante de cette hypothèse est fournie par la coalition fascinante de deux acteurs, le grec Constantinos Doxiadis comme planificateur et la Fondation Américaine « Ford », lesquels formèrent un duo de choc de la vision idéologique - il s'agit bien en effet, pour eux, d'imposer un nouveau modèle démocratique et libéral - et des intérêts de l'argent. Leur coopération montre combien l'introduction de la planification urbaine à grande échelle était tout, sauf neutre. En fait, elle était chargée de promesses de liberté, de démocratie et de prospérité en plus d'être chargée d'idées de communauté et d'émancipation.(PROVOOST, 2006a, *op. cit.*). On pourrait donc considérer que les villes conçues par Doxiadis, de par leur aménagement urbain à petite échelle, leurs carrés de ragots, leurs petites rues et leurs centres communautaires, constituaient des« machines d'émancipation » (Provoost, 2006b, *op. cit.*). Cette émancipation est l'un des apports de la modernisation, qui comprenait le renforcement des institutions démocratiques et des réformes économiques afin de créer un marché libre avec lequel les nouveaux États autonomes pourraient se libérer de leur passé colonial et participer au développement mondial en tant que nouvelle société urbaine libre et démocratique.

Il semble bien contradictoire, lorsqu'on aborde le sujet du développement urbain d'une ville, d'être contraint de parler de politique étrangère. En effet, cette stratégie de développement a commencé au moment du croisement des intérêts des puissances mondiales dans le pays. Dans les années 1930, à l'époque de la monarchie, les intérêts des États-Unis, par exemple, furent limités (Sasoon, 1987).C'est le renversement de la monarchie hachémite en 1958 qui a marqué le

début d'une politique américaine fondée sur l'endiguement de l'Irak en tant que pays hostile à la présence occidentale au Moyen-Orient, proclamant sa neutralité avant d'amorcer un rapprochement avec l'Union soviétique (Lefteris, *op. cit.*).

Page | 132 À partir de là, les politiques de développement urbain et de la construction ont servi seulement pour des enjeux politiques, des relations et des échanges d'intérêts et d'avantages personnels au sein d'un petit groupe qui, en même temps, manipulaient des concepts ayant des conséquences dangereuses pour les communautés tels que la liberté et la modernité.

Les missions essentielles assignées par le Conseil de développement, à côté des grands projets urbains et d'infrastructures, étaient de renommer et d'inviter ces conseillers, ces architectes et ces urbanistes occidentaux, et de faire la promotion de leur culture afin de transformer Bagdad en une grande capitale "moderne occidentale" dans le cadre de la planification, de développer une "renaissance arabe" en Irak, soit la capitale du Proche-Orient. Cela en raison du fait que le pilotage et les vrais dirigeants de ce Conseil de développement étaient les experts étrangers venant de pays dominants tels que la Grande Bretagne et les États-Unis, lesquels ont développé des études et des propositions afin de diriger les travaux du Conseil. L'inconvénient de ces rapports est qu'ils étaient formulés de façon à servir les intérêts économiques de leurs pays avant de répondre aux besoins réels de la société irakienne tel que Siry (2005) le relève :

« Pendant les années 1950, l'aide britannique et américaine, et l'expertise, ont joué un rôle central dans ce processus, qui a été pris en charge par l'administration Eisenhower ».

Après les années 1950, beaucoup ont commencé à se demander si l'Irak était une entité indépendante viable. Il est apparu que l'indépendance politique allait mener à une catastrophe sociale et économique, en raison de la taille de l'intervention occidentale dans la politique de développement.

Ce premier épisode de l'histoire de la ville amorce la construction de la relation entre l'Est et l'Ouest, soit la « première vague de la colonisation civile et de l'importation internationale », comme la nomment certains nationalistes. À Bagdad, ce tournant historique s'inscrit remarquablement dans l'architecture, jusqu'à redéfinir la forme physique de la ville, comme c'est souvent le cas quand un pays a traversé une guerre (Puebla, 2008, p. 290-296).

Néanmoins, Le début de l'influence occidentale sur Bagdad remonte à la fin de la domination ottomane, précisément au moment où la ville était sous la domination de Medhat Pacha (cf. Chapitre 1). À cet égard, Ihsan Fathi (2006) se réfère à la nécessité de distinguer ce qui relève du colonial et ce qui provient de la période ottomane.

« Le fait de rapprocher « colonial » et « ottoman » peut susciter des réserves, voire des critiques parmi les spécialistes, toutefois nous limitons ce terme à la période 1869-1917. Les réalisations ottomanes tardives démontrent, en effet, une nette tendance à l'imitation des styles européens. Des architectes et des urbanistes venus d'Europe ont travaillé à la conception et à la direction de nombreux projets : directement ou indirectement. Ainsi, les Ottomans ont contribué à introduire les influences coloniales européennes sur la scène architecturale et urbaine dans presque tous les pays arabes qu'ils occupaient ou administraient »

Ces bouleversements architecturaux et urbanistiques ont affecté les zones situées en dehors des murs de la vieille ville, dans le territoire exploré après l'arrivée du colonisateur, ainsi que dans la vieille ville. Ici, le style occidental marque son empreinte dans la pierre, ce nouveau style de rues se mêle à la forme traditionnelle de la vieille ville. Pour sa part, la zone en dehors de la vieille ville, qui pourrait être appelée la « ville coloniale », constitue une zone de transition entre la cité médiévale et l'architecture moderne.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle et la première partie du XXe siècle, la ville entre dans la sphère d'intervention directe de la puissance coloniale. En dépit de sa brièveté, cette période coloniale s'accompagne d'un véritable bouleversement de la structure urbaine existante. En effet, elle provoque à la fois un accroissement de la population urbaine et une réorganisation du réseau urbain hérité, en plus de faire de la ville le lieu par excellence où la société traditionnelle est confrontée, submergée et déstabilisée par le déploiement technologique, juridique et culturel de la modernisation (Decroly, 2002, *op. cit.*). Donc, sous ce type de curatelle, l'introduction de la planification moderne occidentale issue des villes européennes, du génie civil et des techniques de conception architecturale remplaçant l'urbanisme islamique traditionnel, ainsi que les techniques architecturales, ont fait l'objet de tentatives d'introduction au cours de la période du Mandat britannique, après 1917.

Heureusement ou non, Bagdad a eu un rendez-vous avec les grands maîtres du modernisme, entre autres Wright, Le Corbusier, Gropius, Aalto, Sert, Ponti, Dudok et Doxiadis, lesquels ont effectué leurs derniers projets dans la capitale irakienne. Les projets urbains de cette période comprennent: le Plan national pour le logement et la zone résidentielle de l'ouest de Bagdad (1955-1958), confié à Constantin Doxiadis, développé à la suite du plan directeur de la ville ; la ville universitaire et sa mosquée (1957-1971), confié à Walter Gropius, son groupe (TAC) The Architects Collaborative). Tandis que la conception du ministère de la Construction et du Conseil Développement (Ministère de la planification actuel) a été confiée à l'architecte italien Gio Ponti. Le Plan pour le Grand Bagdad (1957-1958) de Frank Lloyd Wright, dans lequel l'architecte inclut un opéra, un musée, une galerie d'art, un casino, des structures commerciales, un jardin botanique et des parcs. De tout cela, seuls les trois premiers furent partiellement construits (Puebla, *op. cit.*), (Figs 28 et 29).

Peut-être que l'arrière-plan idéologique sociopolitique ou socioculturel de cette période fut la raison du non-achèvement de la plupart de ces projets. Peut-être aussi qu'ils étaient le produit d'une vision unilatérale des problèmes sociaux urbains vécus par la ville.



Fig. 28: Ministry of Planning and Construction Source: Al-Sultany, 2008

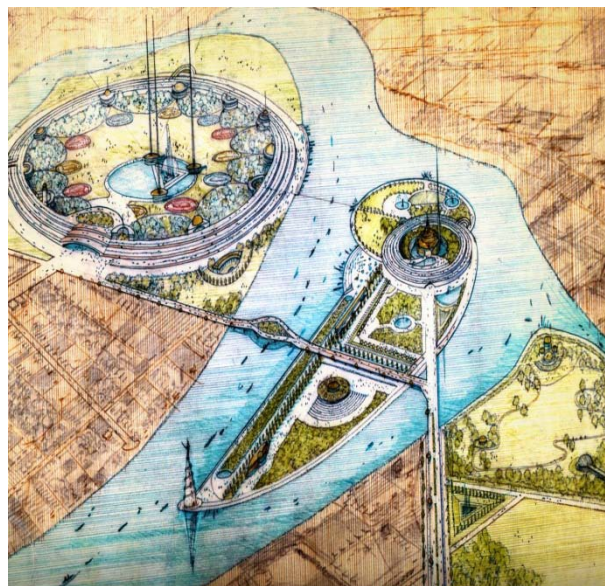


Fig. 29: Frank Lloyd Wright. Plan for Greater Baghdad, 1957. Source: Al-Sultany (*op. cit.*)

En plus de ces architectes occidentaux, un deuxième facteur a contribué à la propagation des styles modernes occidentaux à Bagdad. Il s'agit du retour d'un groupe d'architectes expatriés à

Bagdad ayant étudié l'architecture moderne en Angleterre. Au début des années cinquante, les activités et les travaux de ces architectes ont été favorablement accueillis par le pays et des bâtiments modernes furent implantés dans le tissu urbain de la ville. La ligne d'horizon de la ville de Bagdad a commencé à changer grâce à l'émergence de bâtiments à plusieurs étages tels que les bâtiments gouvernementaux et administratifs qui ont été déployés dans le centre de la ville. Ces derniers ont marqué l'engagement d'une lutte entre une architecture traditionnelle et moderne et la naissance d'un paysage architectural et urbain contrasté.

Nous souhaitons mentionner ici que malgré l'influence occidentale sur la ville, qui a amorcé une modernisation de l'urbanisme et de l'architecture, cet élan a été stoppé avec l'interruption de grands projets architecturaux, en raison de l'instabilité politique du pays à la fin des années cinquante jusqu'aux années soixante-dix.

2.3. - La Révolution : nouveaux changements, nouvelles valeurs et nouvel urbanisme.

Le processus d'urbanisation à Bagdad poursuit son développement depuis 1950. Il s'est notamment accentué après la Révolution, en 1958, et a donné lieu à l'émergence de nouvelles formes urbaines.

Après plusieurs changements politiques, la ville devient un lieu où s'opèrent les transformations pratiques, mais aussi idéologiques. Sous la direction de Qasim, il apparaît que le nouveau gouvernement en Irak n'est pas intéressé au plan grandiose du IDB (Iraq Development Board). En effet, ce dernier a été considéré comme faisant partie intégrante de la nature corrompue et douteuse du Royaume hachémite. Le régime de Qasim avait des idées différentes de ce qui constituait la nation et la façon de définir la modernité. Il ne considérait pas la construction d'un bâtiment culturel comme relevant d'une préoccupation pressante, surtout quand un large segment de la société irakienne n'a pas suffisamment accès à l'éducation, à la santé ou au logement. En fait, dans ce nouveau climat, les plans de modernisation ont changé de direction, prenant davantage conscience de leurs critiques anti-occidentales et ne laissant plus d'espace pour une quelconque forme d'universalisme. (Pyla, 2008b, p. 3-19).

« *Despite the Iraqi government's attempts to secure political stability through modernization and the nurturing of national pride, a military coup in July 1958, led by General Abd al-Karim al-Qasim, brought the brutal deposition of the Hashimite monarchy and its replacement by a revolutionary republic with socialist leanings (until eventually, a series of coups d'état would establish the Baath as the only legitimate party). In this new climate, modernization plans changed direction, becoming more self-conscious in their anti-Western claims, and leaving no room for the kind of universalism Doxiadis advanced. Even local architects like Makiya and Chadirji who had previously collaborated with Doxiadis Associates began to shift direction to abandon the technocratic and universalist ethos of Ekistics in favor of more explicit valorizations of local cultural roots* »⁹⁸

Cependant, les revenus générés par le pétrole en forte augmentation ont peu fait pour la population. La corruption parmi les hauts fonctionnaires du gouvernement a augmenté ; les compagnies pétrolières emploient relativement peu d'Irakiens, et le boom pétrolier a également eu un effet fortement inflationniste sur l'économie.

Afin de justifier le coup d'État qui a émergé, les officiers libres, c'est-à-dire le groupe qui a planifié et exécuté le coup d'État, ont utilisé l'argument de la colère contre le contrôle impérialiste occidental de l'Irak à travers ses médiateurs monarchiques.

Par conséquent, la révolution fut une réaction contre la rapide modernisation imposée, l'aristocratie, la dépendance politique du régime précédent tourné vers l'Occident et la manipulation de l'économie nationale, le déséquilibre structurel entre le développement économique, politique et social et le modèle de développement capitaliste du *Conseil de développement*, dans un contexte autoritaire bourgeois. Ainsi, nourri de ces critiques, l'objectif

⁹⁸ PYLA, Panayiota. (2008b). Back to the Future: Doxiadis's Plans for Baghdad, *Journal of Planning History*, Vol. 7, No. 1, P. 3-19. Sage Publications. Trad. de l'auteur : « Malgré les tentatives du gouvernement irakien à sécuriser une stabilité politique par le biais d'une modernisation et de l'alimentation d'une fierté nationale, un coup d'Etat a eu lieu en juillet 1958, conduit par le Général Karim Al-Qasim qui s'est conclu par une déposition brutale de la monarchie Hachémite et son remplacement par une république révolutionnaire portant des tendances socialistes (selon cette éventualité, une série de coups d'Etat établirait le Parti Baas comme le seul légitime). Dans ce nouveau climat, les plans de modernisation ont changé de direction, prenant davantage conscience de leurs critiques anti-occidentales et ne laissant plus d'espace pour une quelconque forme d'universalisme. Doxiadis avançait. Et même des architectes locaux comme Makiya et Chadirji qui avaient préalablement collaboré avec Doxiadis Associates, ont commencé à virer de bord et ont mis de côté l'éthique technocratique et universaliste de l'Ekistique en faveur de formes de valorisation plus explicites de leurs racines culturelles locales ».

de la Révolution était de renverser les tendances de l'occidentalisation et d'établir un gouvernement républicain en Iraq.

Sous le régime de Qasim, le gouvernement irakien, dans ses actions et ses documents sur l'économie, a favorisé neuf principes économiques: (1) la planification économique globale "sur l'économie tout entière", (2) le démantèlement des monopoles et le renforcement de la classe moyenne, (3) la libération de l'économie de l'impérialisme, (4) l'abolition du système de la propriété foncière ; (5) l'établissement d'un commerce avec tous les pays; (6) le resserrement des liens économiques avec les pays arabes; (7) l'expansion du secteur public; (8) l'encouragement du secteur privé, et (9) la création d'un taux plus élevé de croissance économique (Al-Nasrawi, 1994, p. 37). Par conséquent, à la suite de la Révolution, les mouvements socioculturels et politiques ont été accompagnés d'une critique de tout ce qui était lié au passé sous les règnes des Rois, des dictateurs ou de ceux qui venaient de l'extérieur du pays.

Pour implanter cette idéologie révolutionnaire, les plans de développement de l'État, dans la période de 1958 à 1968, étaient spécifiquement axés sur les constructions urbaines, les bâtiments, les logements et les secteurs des services, les transports et les communications. Le pourcentage du budget de l'État attribué à ces secteurs a atteint près de 50%. En revanche, l'agriculture et l'industrie n'ont pas reçu l'attention requise⁹⁹

La mise en œuvre des nouveaux bâtiments et des législations organisant le processus de construction après la fondation de la République de l'Irak, a eu un impact évident sur la production architecturale et urbaine de la ville. Le régime républicain a affecté la nature de la croissance urbaine. D'une part, elle fut affectée par une politique de réappropriation des terrains abandonnés et vides, dont la plupart appartenaient à la famille royale (Johnson, 2004) puis ceux-ci ont été vendus ou distribués aux particuliers et aux « associations de logement »¹⁰⁰ (Al-Adhami, 1975). Par exemple, au cours de l'année 1960-1961, une dizaine de kilomètres carrés dans la ville ont été divisés en parcelles et ont été vendus à des associations de logement à bas

⁹⁹ Loi (No. 181) pour l'année 1954, le plan économique intérimaire pour les années 1959 à 1962, Gazette de l'Irak, Numéro 281, 31/12/1959.

¹⁰⁰ Ce type de sociétés coopératives a été fondé à l'époque de la révolution et était destiné à se débarrasser de la domination capitaliste et du soutien de la classe pauvre de la société. La plupart de ces sociétés coopératives ont été dissoutes après un coup en 1968 et après que le parti Baas ait pris le pouvoir. Voir Al-Adhami, M.B., (1975) *A comprehensive approach to the study of the housing sector in Iraq with special reference to needs, standards, inputs, density and costs as factors in the analysis of housing problems in Baghdad*. Thèse de doctorat, University of Nottingham.

prix. Cette action fut subventionnée par l'État. Des maisons individuelles ont été construites puis distribuées aux citoyens. Le résultat de cette politique du logement a conduit à la construction d'environ 100 000 unités de logement dans la ville de Bagdad sur une superficie d'environ trente six kilomètres carrés, entre 1960 et 1970. Ce chiffre représente 53% de l'activité totale relative aux logements sur l'ensemble du territoire irakien durant cette période.

D'autre part, la construction des bâtiments et des installations de services publics (des parcs, monuments, stades, etc.), en conformité avec l'esprit et les promesses nouvelles de la révolution, s'est remarquablement développée. Cela a conduit à une accélération de la croissance urbaine, sans précédent dans l'histoire de l'Irak.

La révolution de 1958 a marqué la ville de Bagdad par son programme urbain volontariste et autoritaire ayant pour ambition de briser les notabilités coutumières, de se défaire de l'emprise étrangère, de construire une société nouvelle et d'édifier un urbanisme digne, selon les dirigeants, d'une capitale moderne. C'est-à-dire, des lotissements à grande échelle et la construction de cités en inaugurant une politique de logement par zonage socioprofessionnel, qui a abouti à une homogénéisation progressive des quartiers, notamment pour remplacer le plus grand bidonville de Sarifas¹⁰¹, lequel est surtout peuplé de migrants chiites du sud. Une nouvelle classe d'officiers et de professions libérales s'est logée dans des lotissements. De même, selon le modèle d'un quadrillage pour les déshérités, les urbanistes ont créé le quartier d'Al-Thawra, plus tard nommé Saddam city et aujourd'hui rebaptisée en Al-Sadr-city. Dès les années 1950, le rythme de l'urbanisation s'est accéléré, les ambitions politiques ont accéléré les mutations de la ville. La mutation urbaine du nouveau régime vise à conformer la ville à l'idéal social de la révolution, et en même temps elle initie un mouvement qui ancre la ville dans la modernité.

La période 1958 à 1968 a été marquée par le chaos politique, l'instabilité et la violence (Ghareeb, et Dougherty, 2004, IX). Les conséquences négatives de ces événements ont conduit à un désenchantement populaire. Face à ce mécontentement du peuple, Qasim a cherché à élargir sa base de soutien par l'accélération des programmes de développement économique et des réformes sociales. Ces programmes ne menaient nulle part en raison de la mauvaise gestion, des revers agricoles et du coût croissant économique, politique et militaire de la révolte kurde,

¹⁰¹ Dans les années 1950, Bagdad avait certainement 44.000 Sarifas (maisons faites de roseaux et de boue), qui représentaient environ 45 % du nombre total de maisons dans la ville.

laquelle a encore ébranlé la stabilité du régime de Qasim (Ghareeb et Dougherty, *Ibid.*). Ainsi, après son problème avec les Kurdes du nord et les nationalistes arabes, il a cherché à se maintenir au pouvoir en tentant de gagner le sud chiite et les groupes d'officiers de l'armée. Nous pensons que la plupart des projets mis en place durant la période d'Abdul Karim Qasim se sont adressés aux deux segments de la communauté et ce, à l'échelle nationale. Sur le plan international, le gouvernement devait prendre position à l'égard du système de politique et de la puissance mondiale (le communisme/ vs / le capitalisme). Et comme l'Irak s'est retiré du pacte de Bagdad¹⁰² en août 1959, abrogeant l'accord militaire de 1954 avec la Grande-Bretagne et reconnaissant la République populaire de Chine, il renoué des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Ces prises de position ont été suivies par les premiers accords commerciaux et culturels entre les deux pays. Par conséquent, il semble clair que le gouvernement d'Abdul Karim Qasim se dirigeait vers des mouvements socialistes-communistes (Stanek, 2012, p. 361-286). Cette tendance s'est traduite dans les projets de logements qu'il a mis en œuvre. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont adopté une politique d'endiguement vers Bagdad afin de limiter l'influence croissante des communistes. De plus, la planification urbaine a été l'un de leurs instruments, ce qui est également considéré comme l'une des répercussions de la révolution sur l'évolution de la ville.

2.4. - Le logement populaire, Al-Thawra (Al-Sadr) city. Un effort de transposition de projet qui a été conçu à l'étranger

En se concentrant sur ce projet, nous soulignerons quelques points importants ayant marqué durablement l'urbanisme de la ville. La ville d'Al-Thawra, ou « Madinat » (la ville de la Révolution, مدينة الثورة), était considérée comme une problématique urbaine, sociale, voire même politique du développement de la ville de Bagdad, depuis sa construction jusqu'à ce jour. Historiquement, le quartier de « Madinat » Al-Thawra a été construit en 1959 par le Premier ministre irakien Abdul Karim Qassim. Ce quartier aurait apparemment fait partie du plan directeur de Doxiadis Associates et les interventions étaient prévues à l'Est de Bagdad.

¹⁰² Signé en 1955, le Pacte de Bagdad est l'un des événements les plus importants qui permet de comprendre le jeu des alliances dans la région Proche-Orientale durant la période de la Guerre froide. La naissance du Pacte s'est déroulée en plusieurs étapes. La signature du traité le 24 février 1955 entre l'Irak et la Turquie marque son coup d'envoi. Puis, au cours de l'année 1955, la Grande Bretagne, le Pakistan et l'Iran se joignent au Pacte. Ce Pacte trouve son inspiration dans une volonté occidentale d'alliance pour contenir une éventuelle agression soviétique.

Néanmoins, il existe de grandes différences entre le plan initial et la réalité construite, notamment en ce qui concerne les maisons construites et la densité urbaine planifiée comme le relève Pyla (2008b, *op. cit.*, p. 17).

« Après le départ de Doxiadis Associates de l'Irak, leur plan pour Bagdad a été abandonné, bien que de temps en temps est devenu une référence vague de propositions ultérieures. Par exemple, le petit groupe de quartiers que le bureau de Doxiadis et Associés avait développés dans la partie nord-est de la ville est devenue un point de départ pour une énorme zone résidentielle, qui a élargi sur une grille rectiligne et est devenu plus tard connu sous le nom Al Thawra city. »

Depuis les années 1950, la ville s'est étendue vers l'est, au-delà de la digue orientale. Quelques quartiers de la classe moyenne qui étaient prévus sont situés entre la digue et le Canal de l'Armée, qui relie le fleuve Tigre et la rivière Diyala. En 1956, le barrage de Tharthar a été construit et l'inondation du Tigre a finalement été maîtrisée. À cette époque, la digue de l'Est est devenue obsolète, et la ville a rompu cette barrière physique. Le développement a progressé vers l'Est, encouragé par la création du Canal de l'Armée en 1960, lequel a été proposé et planifié par Doxiadis Associates et a été construit par le Corps d'Ingénieurs de l'Armée. Au-delà du canal, à la bordure orientale de la ville, se situait un quartier à faible revenu, tentaculaire, de quelques deux millions de migrants ruraux chiites connus tour à tour comme Al-Thawra (« Révolution »). Le quartier était même considéré, entre 1982 et 2003, comme étant la ville de Saddam. Tous les squatters qui y vivaient à cette époque ont été réinstallés, en 1963, dans la ville d'Al-Thawra.

Comme la plupart des utopies de l'après-guerre, la nouvelle ville idéale de Doxiadis Associates a très vite connu de graves difficultés. Au lieu de favoriser la cohésion sociale, les unités de voisinage ont provoqué l'irritation, à cause des querelles entre voisins. La disparité de l'importance des sites du projet de logement et sa localisation par rapport aux services et aux infrastructures de la ville, ainsi que la nature de ses habitants et leur classe socio-économique se sont avérés être un danger, ce qui a généré un sentiment de persécution et de frustration. Les habitants de ce quartier ont peiné à s'intégrer à la société, ce qui a généré une lutte de classe et de l'hostilité, comme l'a douloureusement démontré le pillage et le vol des quartiers riches, qui a eu lieu après la dernière guerre de 2003, par des habitants des quartiers populaires pauvres. Sous Saddam Hussein cette région est devenue tristement célèbre pour la pauvreté et la misère des

habitants principalement chiites, Cela est du en partie à l'abandon délibérément voulu par le gouvernement du parti Baas afin de briser les réalisations de la révolution de 1958.

Les historiens analystes en faveur de la révolution de Qasim croient que la ville de la Révolution (Madinat Al-Thawra) a accueilli la construction de 10 000 logements publics pour le "sharagawiya" - les immigrés en provenance du sud – et reconnaissent en cet héritage le fait que Qasim est le seul chef dans l'histoire irakienne moderne qui a été préoccupé par le bien-être des personnes (Davis, *op. cit.*). Pourtant, il y a certains résultats concrets de ce projet qui nous poussent à croire que, dans la pratique, le projet de logements révolutionnaires de Qasim était beaucoup plus extrême que celui prévu dans sa propre idéologie.

Ces résultats affirment que l'intervention d'Abdul Karim Qasim dans le processus du développement urbain, ainsi que la manipulation politique qui a orienté les projets de logements, ont abouti à une réinstallation des citoyens selon leur catégorie sociale ou leur confession religieuse. Une telle politique de logement peut être considérée comme la première production ou illustration politique de la division sectaire et ethnique de la ville. Il ne s'agit pas de prétendre que cette distinction n'existait pas à l'époque pré-républicaine, mais soulignons toutefois que ces classes ne constituaient pas des entités discrètes au sein d'un système de réglementation officiel. Par conséquent, les limites dans lesquelles elles fonctionnaient étaient beaucoup plus souples et poreuses qu'elles ne le seront plus tard.

D'un autre point de vue, une question sociologique s'est imposée lorsque la plupart des immigrants à Bagdad, au long de l'histoire de la ville, lesquels d'ailleurs, venant à différents titres de tribus, religions, idéologies et cultures différentes, ont migré vers la ville et se sont établis individuellement ou par famille dans des quartiers mixtes. Cela a participé et même accéléré leur perte d'identité et les a coupé de leurs relations tribales anciennes. Ainsi, une identité urbaine civile est née chez eux facilitant leur intégration dans le nouveau milieu urbain. Pourtant, en ce qui concerne les résidents de la ville d'Al-Thawra, ils ont rejoint des blocs de population ou des masses ayant des liens tribaux et familiaux, et lorsque l'autorité d'Abd Al-Karim Qasim a organisé leur séjour à Bagdad, grâce à la création de la ville d'Al-Thawra qui leur était consacrée entièrement, ces individus se sont retrouvés entre proches et membres de tribus. En conséquence, l'entité tribale préservée a été complètement transférée des zones rurales à ville (la capitale). Cela a contribué à isoler la communauté de façon significative et permanente. Cette situation a

perduré du fait d'une forte endogamie qui a maintenu dans la ville les clivages villes-campagnes et chiites-sunnites.

Nous avons donc montré une perception originale, selon laquelle le moule de la représentation urbaine de l'harmonie sociale de la société a été fracturé à la suite de la révolution de 1958 et en raison du renversement de la monarchie. Malgré le répit de courte durée entre le 14 juillet 1914 et les 8 février 1958 et 1963, quelques mesures considérables ont poussé le gouvernement à s'attaquer sérieusement aux besoins des habitants, tels que l'accès au logement, aux soins de santé, à l'emploi (par la nationalisation des industries) et à la nourriture. Toutefois, ces mesures ont été brusquement interrompues ou mal mises en œuvre en raison de l'absence de planification scientifique systématique et d'une manière non démocratique dont les politiques ont été conçues et appliquées, surtout après la dissolution du Conseil de développement. La lueur d'espoir de l'établissement d'un Irak indépendant, moderne et progressiste a été douloureusement brisée. La conséquence pour le milieu urbain a été la rupture des harmonies socio-économiques et socio-professionnelles. Les communautés devinrent de petites villes ethniques au sein de la ville ou des « fiefs autonomes ». Et depuis, l'harmonie sociale n'a jamais été traduite en une représentation harmonieuse. Cependant, on peut mettre en parallèle deux idées : l'« urbanisme autonome » des secteurs résidentiels de Doxiadis, et la caractérisation de Al-Sadr City comme « un ville dans la ville ».

Si nous supposons que le projet de Al-Sadr City (la ville d'Al-Thawra auparavant) a été mis en œuvre en application des visions de Doxiadis, l'autonomie des secteurs de l'homme de Doxiadis, avec leurs équipements collectifs et les bâtiments publics accessibles par un réseau piétonnier de cul-de-sac, n'a ni réussi à promouvoir l'intégration des migrants chiites, ni à absorber les différences ethniques, culturelles et idéologiques des habitants en faveur de la cohésion de la communauté. De la même manière, la planification et les normes modernes de l'État providence n'ont pas réussi à produire un environnement durable ou adapté pour les pays en développement.

Sans aucun doute, cette étude de l'histoire urbaine de Bagdad fait à nouveau émerger les paradigmes de la planification moderne et soulève des questions importantes en ce qui concerne la formation de la ville contemporaine. Cependant il est impossible de ne pas absolument blâmer les plans de Doxiadis ainsi que la propre négligence du régime envers ses citoyens.

Au moment de la révolution en 1958, Bagdad présentait, en sens général, trois niveaux d'évolution des styles urbains (Fig. 29): le centre ancien (*intra muros*), Al-Rusafa, percé par de longues voies pour la circulation automobile, et les dernières extensions modernes «britanniques» de cette région. Puis les quartiers résidentiels bien espacés implantés en tissu de grille homogène, le long du Tigre (*l'extra muros*). Enfin le développement global de la ville, soit une extension urbaine de grilles juxtaposées avec quelques nouvelles attributions de «villas rurales» peu à peu perdues dans les immensités d'un paysage rural qui aura été envahi par après en quelques années et qui tentait de donner une réponse efficace en projets de construction de logements pour apporter une solution au problème de la migration interne et des Sarifas.



Fig. 30: L'histoire du développement de la ville de Bagdad
Source: Al-Adhami, 1975

CHAPITRE 3 : BAGDAD, L'ÉMERGENCE D'UNE MÉTROPOLE DÉFIGURÉE, L'ÉTAT CONTRE LA VILLE

Dans les années 1970, l'Irak a vécu au rythme de l'agitation des marchés pétroliers. Les prix du pétrole ont doublé plus de dix fois entre 1973 et 1979, ce qui a permis au pays d'engranger des excédents provenant des exportations de pétrole. Ses réserves en devises ont atteint près de 40 milliards de dollars. Ainsi, le pays a été en mesure de construire des infrastructures en valeur équivalente à ces réserves. Cela alors que le revenu annuel moyen par habitant était d'environ 3 400 USD. Si l'on compare cela avec le revenu moyen par habitant en 2003 en tenant compte du pouvoir d'achat de la monnaie, cela signifie que le citoyen irakien moyen, jouissait d'un important bien-être économique et que le revenu moyen était très élevé.¹⁰³

Dans cette situation économique en plein essor, Saddam Hussein, dans les années 1980, a voulu faire de Bagdad la capitale des pays non-alignés. Il a repris la politique de Fayçal II en matière de planification urbaine : Ricardo Bofill et Robert Venturi, entre autres, ont planifié des quartiers résidentiels, commerciaux et financiers qui n'ont jamais été construits. Et ils sont entrés en compétition internationale pour la grande mosquée nationale. La guerre entre l'Irak et l'Iran, les guerres du Golfe et la chute du régime de Saddam Hussein ont mis fin à ce nouveau rêve, véritable folie des grandeurs (Azara, 2008).

Après presque trente années de guerre, quinze ans d'embargo et deux invasions, que reste-t-il de ces politiques urbaines ambitieuses, quand Bagdad est en concurrence avec Paris et Londres?

¹⁰³ Pour illustrer la différence de pouvoir d'achat de la monnaie, nous aimerions souligner que 1 dollar en 1968 est égal à 6,29 USD aujourd'hui. Ainsi, en d'autres termes, le prix d'une marchandise sur le marché actuel a augmenté de presque sept fois. Voir, Ahmed, Nizar. (2013). *Une étude économique sur les recettes pétrolières de l'Irak entre 1930-2010*. Sulaimany Chamber of Commerce & Industry. Sulcci.com.

3.1. - Le projet de métropolisation de la ville

À Bagdad, la planification urbaine a toujours été tiraillée entre deux objectifs, bien que cette dualité n'ait été que plus ou moins reconnue au cours du temps. D'une part, le développement de constructions et d'infrastructures nouvelles doit faire de Bagdad une capitale moderne à même d'attirer l'attention de l'étranger ; d'autre part, des politiques urbaines sociales dirigées vers les populations doivent être mises en place. Celles-ci visent à permettre aux habitants d'accéder à des logements et à des niveaux de vie de standard plus élevé. Pourtant l'objectif de la modernisation l'a souvent emporté sur l'objectif social, et s'est même souvent réalisé aux dépens de ce dernier. La planification urbaine se dirige exclusivement sur l'efficacité technique et l'idéologie économique, en ignorant la réalité des conditions de vie de la population urbaine.

Ce dernier constat nous ramène au propos que nous avons tenu à la fin du chapitre précédent. Celui de la modernisation. Nous nous fondons sur l'argument suivant de Isenstadt et Rizvi (2008, p. 17) :

*Le "modern design of our time- is not style. It is solution to modern problems in modern terms"*¹⁰⁴

La relation intime de la modernité à l'esprit vital de l'industrialisation et de la technologie, et de la construction, s'explique. Il semble logique que les effets de la modernisation soient l'indépendance politique des nations, même si ce n'est pas exactement le cas en ce qui concerne la politique de développement car celle-ci est toujours imposée de l'extérieur. Néanmoins, en général, ces nations ont intensifié leur programme de modernisation afin de garder la diffusion des valeurs de la modernité, pensée que l'on retrouve tout particulièrement en Occident. Quoi qu'il en soit, ces valeurs étaient les maîtres mots de la politique des anciens colonisateurs envers

¹⁰⁴ Architecture not style, progressive Architecture (December 1948), 49, Cité par Isenstadt, Sandy and Rizvi, Kishwar (eds). (2008). *Modernism and the Middle East, Architecture and Politics in the Twentieth Century*. Seattle: University of Washington Press. Trad. de l'auteur : Le design moderne de notre époque n'est pas un style. C'est une solution aux problèmes modernes en termes modernes.

les nouveaux États. Un tel point de vue a été éloquemment formulé par Edward Saïd (1979) dans son travail consacré à l'« Orientalisme ». Son analyse a ouvert la voie à ce qui a été communément appelé « l'analyse du discours colonial », qui fait valoir l'existence d'une « culture de l'impérialisme », dans laquelle l'Occident cherche à superposer ses valeurs et ses croyances sur les pays de l'est et du sud.

Du point de vue de la recherche, et en adaptant cette analyse, en ce qui concerne l'Irak, on parle ici d'une deuxième vague de colonialisme ou d'une deuxième phase dans la relation et l'échange culturel et économique est-ouest, surtout lorsque toute l'histoire de l'Irak au XXe siècle peut se lire comme une lutte pour l'indépendance économique et politique, tout d'abord face aux Anglais et ensuite face aux Américains (Saint-Prot, 1999).

L'expansion économique qui a suivi le boom pétrolier de 1974 a logiquement provoqué une accélération du développement urbain et en premier lieu de Bagdad. Lorsque Saddam Hussein arrive au pouvoir en 1979, l'ancienne Bagdad laisse la place à une nouvelle métropole sûre d'elle-même, bientôt peuplée de cinq millions d'habitants, marquée par une architecture de style international moderne, et par l'invasion de l'automobile. Une proportion toujours croissante de ses habitants n'a jamais connu d'autre cadre que cette nouvelle ville (Luizard, 1994, *op. cit.*). Selon cette ambition, la relation entre le pouvoir et la modernisation de la ville s'est illustrée à travers deux types d'interventions et de projets de développement urbain séparés, soit la restructuration du centre-ville, ou l'étalement urbain dans les nouveaux quartiers. Il s'agit notamment de mettre en place un processus de « renaissance » du centre historique en densifiant le quartier en population et en greffant des aménagements pour répondre à des fonctions modernes et à la mondialisation.

1. Créer un centre-ville digne de la capitale historique de l'Irak.
2. Réintégrer la structure urbaine brisée de la vieille ville.
3. Orienter et contrôler le développement urbain dans le quartier moderne en fonction de certaines normes et techniques issues d'une conception urbaine moderne.

L'objectif déclaré de ces projets est d'améliorer l'environnement urbain de la ville. Le véritable objectif, qui se révèle après des analyses approfondies, était une transformation radicale visant à

donner à Bagdad une autonomisation pour s'implanter dans le réseau des métropoles et de l'économie mondiale et régionale. Il s'agissait également de contribuer à réaliser la transfiguration de Bagdad pour qu'elle devienne une ville moderne en correspondance avec la nouvelle vague représentée par la motorisation. Il faut également noter que malgré son ouverture sur le monde, l'État s'est orienté vers un développement autocentré, surtout à partir des revenus pétroliers, en portant gravement préjudice au secteur agricole. En effet, la priorité a été systématiquement donnée à l'industrialisation (surtout militaire à la fin des années 1980 et dans les années quatre vingt dix du siècle dernier), puisque l'industrialisation sous-tend l'urbanisation.

En 1980, le gouvernement irakien a dépensé plus de sept milliards de dollars afin de métamorphoser la ville de Bagdad, en vue d'accueillir la conférence des non-alignés de 1982. La conférence ne s'est pas tenue à Bagdad en raison de la guerre entre l'Iran et Irak. Cependant, le gouvernement a construit de nouvelles autoroutes et des rues plus larges à travers la ville. Il a ouvert plusieurs hôtels cinq étoiles, des centres commerciaux modernes et de hautes tours et bâtiments multi étages, tout en construisant plusieurs nouveaux ponts sur le Tigre. Lors de la préparation de cet événement, la municipalité de Bagdad a mis en place des projets de logements de haute qualité dans chacun des quartiers de l'avenue de Haïfa, de Al-Saidiya, de l'avenue Al-Khulafa, et dans le quartier donnant sur l'avenue de Abu Nawas. De plus, il a mis en place un certain nombre d'autres projets résidentiels dont les dessins et représentations ont été pensés selon les meilleures normes urbaines et de construction internationales, mais ils n'ont pas pu être mis en œuvre en raison du transfert du site de la conférence à New Delhi, et de l'épuisement des ressources du pays pour financer la guerre avec l'Iran. Parmi ces projets d'envergure, le projet de développement du quartier de Bab El-Cheikh, le projet de développement pour le sanctuaire de l'Imam Kadhim et le projet de développement du quartier patrimonial de la ville de Al-Kadhimiya se démarquaient (Fethi et Jabra, 1987).

D'autres projets de logements ont été menés à la périphérie de la ville de Bagdad. Ce sont des projets de nature politique et sécuritaire. Après le retour du parti Baas au pouvoir, suite au coup d'État de 1968, le même modèle d'urbanisation et d'urbanisme adopté par Abdul Karim Qassim se poursuit (le développement au sein des communautés professionnelles), malgré le rétrécissement de l'espace pour l'expansion urbaine, délimité par le nouveau plan directeur du développement global de la ville. Cependant, afin de gagner la loyauté des forces armées, la

nouvelle autorité donne la priorité aux projets de logement des officiers, et leur octroie les terrains les mieux positionnés dans la ville, notamment ceux de Zayouna en Al Rusafa, de Alhbna en Al-Kadhimiya et le Baiji en Al-Karkh. Il s'agit d'un privilège dont bénéficient également les personnes proches du gouvernement, lesquelles deviennent de grands spéculateurs immobiliers dans la mesure où elles manipulent les lois et les règlements de la planification urbaine, et changent la nature de l'utilisation des terres afin d'en tirer profit.

Une autre illustration des projections idéologiques de l'État dans le développement urbain est l'érection de nombreux monuments historiques et modernes, ainsi que des photos et affiches du président irakien Saddam Hussein. Certains noms de districts ont été modifiés afin de commémorer des gens célèbres et des lieux de l'histoire arabo-islamique, du monde arabe contemporain (par exemples Khalid Ibn Al-Walid, Tariq Ibn Ziyad), ou de la Palestine, qui exprime le panarabisme du régime.

Dans les années 1970, l'Irak est l'un de ces pays qui est devenu riche grâce au pétrole. Ainsi, le pays a voulu, comme beaucoup d'autres, construire des bâtiments habilement représentatifs, se concentrant moins sur le logement et les infrastructures de base. L'objectif du gouvernement était avant tout de mettre l'accent sur des projets qui reflètent le niveau de bien-être économique que connaissait le pays. Dans les années 1980, cet objectif a été traduit par les derniers projets des commissions pour l'architecture résidentielle de divers secteurs de la ville de Bagdad. Même si ces projets se sont concentrés sur l'interrelation complexe entre les éléments architecturaux anciens et les nouvelles exigences contemporaines urbaines, et s'ils furent pour la majorité des travaux confiés à des entreprises étrangères telles que les Architectes Collaborative (avenue Al-Khulafa), Reinick Consult (avenue de Haïfa), Heinle, Wischer & Partners (le développement de l'avenue de Haïfa), Carlfried Mutschler, Ricardo Bofill, Carlos Oth, et Richard England (deuxième phase du développement de Bab El-Cheikh, 1980), Arthur Erickson (le projet de développement de Abu Nawas), d'autres partenariats en architecture et urbanisme (réaménagement de quartier de Al-Kadhimiya), et Sheppard, Robson & Partners (section de Bab El-Cheikh).

Ces efforts ont produit une riche variété de bâtiments développés en termes d'identité régionale, lesquels ont eu plus ou moins de succès dans leur mise en œuvre (Cantacucino, 1982).

Cette tendance en soi, est considérée comme une indication sérieuse d'une lacune profonde entre les politiques de développement du gouvernement et les besoins et les demandes réels de la société. Cet écart s'est dégagé lorsque les travaux sur ces projets furent terminés. D'un autre côté, l'implication du pays dans la guerre avec l'Iran et l'émergence des premiers signes de difficultés économiques ont conduit à l'aggravation de ce problème. Puisque l'État fait partie du problème, cet écart s'élargit tant que le régime du parti Baas est maintenu au pouvoir.

Bagdad, tout comme les grandes métropoles du Proche-Orient lors de leur engagement dans ce mode de développement mené à travers des projets à grande échelle et à vocation mondiale, a subi et en subit toujours les conséquences. Cette politique de développement a conduit à former d'importants écarts de niveaux de vie au sein de la population. Les classes aisées profitent de la globalisation (la modernisation), tandis que les banlieues deviennent le réceptacle de la misère des populations, souvent d'origine rurale et déracinées. Les analyses dont nous disposons montrent que les évolutions brutales que la ville a subies, les fractures qui se sont créées entre l'espace urbain « modernisé » et le reste de la métropole réactivent des conflits internes tout en en créant de nouveaux. De plus, ils fragilisent la cohésion sociale et territoriale obtenue dans le cadre de premiers stades de la construction de l'État nation.

Au cours de cette phase de développement, le fossé se creuse entre les anciens paysans venus des campagnes (rif), souvent de confession chiite, et les habitants de la ville (hadâra), de confession sunnite, proche du régime. Les antagonismes entre les deux types de quartiers ne pourront que s'accentuer et dans les prochaines décennies, sans de sérieux efforts pour changer ce modèle de développement de la ville, on peut s'attendre à des évolutions différentes. La ploutocratie fera tout son possible pour continuer à attirer les capitaux extérieurs. Le système de clientélisme ne peut que se maintenir (Sueur, 2011).

Ce qui complique la situation à Bagdad, c'est que les gens ne s'éloignent pas de la ville, ce qui est d'autant plus vrai pour la capitale, comme c'est également le cas dans les villes européennes ou certaines villes arabes telles que Amman ou Damas, dans lesquelles certaines populations aisées cherchent à s'installer à une cinquantaine de kilomètres du centre afin de bénéficier de meilleures conditions de vie, surtout en termes environnementaux. Dans l'ensemble du pays, les meilleures conditions de vie et de services urbains se situent toujours dans les villes, voire

uniquement dans certains quartiers. Donc, la concentration des populations dans les grandes métropoles devient inéluctable.

La contradiction entre les objectifs économiques mondiaux du projet de développement et l'économie locale, ainsi que les tentatives infructueuses de modifier la structure économique du système urbain de la ville ont empêché un réel développement de la ville. En effet, le développement fut freiné par le pouvoir public et l'appartenance spatiale des habitants, qui ont réussi indirectement à amortir l'impact du changement par le maintien de la structure économique et des fonctions traditionnelles de la ville. Le résultat a été la durabilité et la continuité du mode de vie économique et social traditionnel dans le centre-ville, ainsi que le recul et la détérioration de la plupart des fonctions proposées dans les projets de développement moderne. La preuve en est que la plupart de ces bâtiments modernes constitués de plusieurs étages sont restés vides pendant une longue période ou ont été transformés en entrepôts constituant un soutien logistique pour les emplois et les fonctions économiques traditionnelles¹⁰⁵. Ainsi que, en termes de morphologie du centre ville, les vieilles rues, constituées principalement de ruelles, ont subi quelques modifications en même temps que les nouvelles routes. Néanmoins, elles continuent d'exister jusqu'à présent en tant que centres commerciaux d'activité.

À l'époque du régime de Saddam Hussein, les municipalités ont peu de pouvoir. Elles sont nommées par acclamation sans élections et dans le cadre politique du parti unique. Elles tentent parfois d'améliorer la situation, mais elles n'ont que peu de marges d'action et l'État ne s'occupe des banlieues que lorsqu'il y a des problèmes qui affectent le pouvoir. Les services urbains et les infrastructures ne sont effectués qu'en échange d'une forme d'allégeance politique des habitants.

Le rôle que jouait l'Etat irakien dans les projets de réaménagement urbain était politisé et conditionnel par rapport à l'intérêt général. Son action était complexe et inéquitable. Pour le cas de Bagdad, l'intervention de l'État a aggravé les conditions urbaines dans la ville, en renforçant certains espaces par les investissements, les infrastructures créées et les emplois publics affectés. Il est certain que dans une certaine mesure, l'intervention des pouvoirs publics a permis de réduire les écarts, mais cette intervention fut cependant limitée et circonscrite.

¹⁰⁵ Image et conclusions tirées à partir d'expériences et observations personnelles liées à mon travail dans ce secteur de la ville que je réalisai dans les années 1990.

Ceci fut confirmé par Rifat Chadirji¹⁰⁶ (1984) lors d'une conférence à Bagdad, laquelle portait sur l'élaboration du projet urbain de Bab El-Cheikh. À cet égard, en se référant à la discussion sur des aspects tels que la participation locale, la répartition des logements et la nomination des bénéficiaires, Chadirji a reconnu que ces questions sont soumises aux exigences politiques du régime¹⁰⁷. Cette situation est similaire à celle de l'Union soviétique au milieu et à la fin des années 1920. Essentiellement, les projets étaient soit basés sur une nécessité qui était déterminée par une étude très primitive effectuée par l'administration et la municipalité, soit suggérés par certains corps politiques au sein de la mairie, ou émanant de celle-ci.

La municipalité devient l'institution chargée de la direction de la ville et de l'orientation de son développement et ce, bien qu'en cette période, la municipalité de Bagdad ait reçu un grand soutien de la part du gouvernement, soutien équivalent à celui donné au Conseil de développement en 1950 après sa création. Cette aide illustre avant tout la concurrence politique existante entre les gouvernements successifs et la recherche d'une position de leader dans le processus de soutien au développement urbain du pays. L'espace urbain est le terrain propice pour mener les enchères entre gouvernements, car les réalisations qui y sont menées influent directement sur la vie des citoyens. En conséquence, ces derniers peuvent facilement être manipulés par le gouvernement afin que ce dernier puisse soutenir ses politiques. Néanmoins, dans cette période, tous les projets de la municipalité sont entièrement financés par le gouvernement. Ainsi, la municipalité de Bagdad est devenue l'un des plus grands établissements du gouvernement en Irak. Le nombre de personnes travaillant dans cette institution est très élevé : 2 500 employés, dont 550 ingénieurs civils et architectes et plus de 22 000 employés de

¹⁰⁶ Architecte irakien et auteur d'une collection de livres d'architecture portant sur l'architecture moderne en Irak. Dans les années quatre-vingt, il avait travaillé en tant que consultant au sein de la municipalité de la ville de Bagdad, chargé de coordonner l'ensemble de grands projets urbains à Bagdad. Il est diplômé de la British School of Architecture. Voir Chadirji, Rifat and Carlfried, Mutschler. (1984). *The Bab Al-Cheikh Project, Baghdad*. In: *Continuity and Change: Design Strategies for Large-Scale Urban Development*. Cambridge, Massachusetts: Margaret Bentley Sevcenko (ed). The Aga Khan Program for Islamic Architecture.

¹⁰⁷ Le gouvernement central a de plus en plus contrôlé tous les aspects de la planification et de l'administration. Le ministère de l'intérieur, par exemple, détenait auparavant d'énormes pouvoirs de décision dans les domaines de l'administration publique. D'autres pays se sont pris en charge ou, du moins, les pouvoirs y sont partagés entre les municipalités et les gouvernements locaux. Voir Williams, Chris. 2003. *United Nations / World Bank Joint Iraq Needs Assessment : Housing and urban management*. Washington, DC: World Bank.. De même et récemment l'architecte Hisham Ashkouri avait confirmé que: "Most construction during the Saddam era consisted of "ugly", utilitarian boxes and grand structures built to glorify the dictator and enhance his cult of personality. Trad. de l'auteur : La plupart des constructions de l'ère de Saddam a consisté en d'horribles boîtes utilitaires et grandes structures érigées pour glorifier le dictateur et promouvoir le culte de la personnalité. Voir Cox, James. (2008). *Architect Envisions New Baghdad*. USAToday. Disponible sur :

< http://usatoday30.usatoday.com/money/world/2004-03-01-hisham_x.htm > (Consulté le 11 mai 2014).

main d'œuvre. L'institution offre ses services sans tenir compte du principe « profit et perte », tant que cela répond aux intérêts du système politique.

3.2. - L'impact du développement, la métropolisation du quartier

À l'échelle intra-urbaine, la notion de métropolisation renvoie à la recomposition des activités dans le modèle centre-périphérie, par le renforcement de la présence d'activités de commandement, soit de nature économique, politique, culturelle, etc., et des fonctions tertiaires supérieures rares dans le centre. Celles-ci sont fortement attractives pour la population. Parallèlement, la métropolisation entraîne aussi une redéfinition des espaces au sein de la ville. Ainsi elle renvoie au développement de centralités secondaires spécialisées dans la formation et la haute-technologie comme les edge-cities ou les technopôles (Cottineau, 2011 ; Escallier, 2000).

De ce fait, dans le processus de la métropolisation, il y a une double dynamique de concentration et de diffusion, c'est-à-dire qu'il y a à la fois une concentration d'hommes, d'activités et de valeurs dans la plus grande ville (dans ce cas-ci, Bagdad) et à la fois une redistribution de ces attributs en restructurant ainsi son territoire d'influence. En nous référant à cet aspect capital de la métropolisation, on conclut qu'en se concentrant sur le centre-ville en tant que zone privilégiée pour implanter l'ambition du gouvernement irakien à accomplir un projet de métropolisation de la ville, le personnel administratif responsable de la planification de la ville s'est montré particulièrement efficace, mais aussi incompetent. En effet, celui-ci fut incapable de comprendre ce processus complexe. Cela est également dû au fait qu'à Bagdad, l'intérêt politique du régime au pouvoir a conduit à la poursuite de la première phase de l'opération avec un désintérêt total de la deuxième partie. Par conséquent, les projets sont, à l'évidence, contradictoires à l'échelle territoriale locale. Le sens global territorial de ce genre de développement urbain a été réduit à une zone étroite de la ville, dans les quartiers centraux, en se limitant à une métropolisation de quartier plutôt qu'à l'échelle de la ville entière.

Ainsi, l'économie mondiale, la restructuration urbaine et la planification des interventions à Bagdad, l'installation des fonctions économiques et administratives, ont été en contradiction avec l'échelle et les fonctions ainsi qu'avec la capacité de l'État urbain de la Vieille ville.

Durant cette période, le gouvernement irakien, en vue de réglementer et d'orienter le développement de la ville, a opté pour les projets conçus par la firme polonaise Polservice en 1965¹⁰⁸. Ceux-ci ont remplacé les plans précédents, lesquels étaient considérés incomplets et irréalistes par les autorités locales de Bagdad. Au milieu des années 1970, Polservice, une équipe de planification polonaise, a été invité à re-planifier la ville et à proposer un « plan de développement global pour Bagdad 2000 ». Trois zones ont été établies dans ce plan: La zone de la Grande Bagdad, laquelle composée du centre-ville et la zone suburbaine. Puis la zone métropolitaine de Bagdad, et en fin la région centrale de l'Irak. Il s'agit de la première initiative dans laquelle la dimension régionale avait été sérieusement introduite dans la planification de la ville. Cela montre aussi la prise en compte de l'économie mondiale comme un acteur majeur dans le développement urbain.

Selon le nouvel accord, *Polservice* a développé un nouveau plan directeur et un plan de zonage de la ville de Bagdad. Le plan a identifié une zone principale au centre de la ville le long des deux rives du fleuve Tigre. Il a également suggéré de développer huit sous centres à travers le noyau principal ainsi que de décentraliser les activités au centre, ce qui permettrait de réduire la pression sur la vieille ville (Al-Adhami, *op. cit.*) (Fig. 31). Ce plan directeur manquait de détails relatifs pour pouvoir l'implanter, s'agissant des modèles en trois dimensions du centre-ville et des centres secondaires. Il s'agit aussi d'autres détails importants sur la façon d'organiser les zones industrielles, les zones de conservation et des aires ouvertes de loisirs¹⁰⁹. Ce fut la principale différence qui le distingue du plan présenté par Doxiadis¹¹⁰, lequel traitait de tous ces aspects, jusqu'à penser les détails des unités résidentielles.

En fait, selon de nombreuses critiques des expertes de l'autorité locale, ce plan - contrairement au plan Doxiadis - n'a pas élaboré de vraies politiques de bien-être complet, élément qui devrait être menés par un développement urbain. Au lieu de cela, il a mis en place une structure spatiale fondée sur le zonage et des projets urbains destinés à l'amélioration de certaines zones de la ville. Ainsi, le projet *Polservice* était davantage une étude théorique qu'un projet urbain près à être

¹⁰⁸ Cela parce que ce projet était le dernier projet antérieur à la venue au pouvoir du parti Baas

¹⁰⁹ Municipality of Baghdad. (1970). *A study of the civic centre of Baghdad*. The offices of the Iraqi Advisory Community.

¹¹⁰ Nous nous référons à ce projet de Doxiadis comme l'un des projets qui ont laissé un impact durable sur la ville, ainsi que l'un des projets qui ont été étudiés en profondeur et de manière pionnière par rapport à d'autres projets qui ont toujours été développés en rapidité et en précipité.

implanté sur le terrain. Cependant, il a tracé les lignes initiales de la future morphologie de la ville.

De cet effet là, et à cause de la croissance rapide et de l'évolution de la ville au cours de cette période, une nécessité de modification et de révision de ce plan s'est imposée. À cet égard et pour des revendications politiques, la municipalité de la ville a initié lors de l'étude et la révision de ce plan plusieurs projets et propositions (Fig. 32). Ainsi, la ville de Bagdad a connu la préparation de plusieurs projets de développement dès le début de l'année 1973, sur une perspective à long terme, soit jusqu'à l'an 2000. La municipalité de la ville a également initié dans les années 1980, lors de l'étude de la planification, plusieurs plans appelés plans de développement intégré de la capitale Bagdad, mais ces plans ne sont toujours pas achevés. En effet, les travaux se sont interrompus en 1990 en raison des circonstances vécues par l'Irak au cours de cette période.

Dans cette mesure, le gouvernement a lancé une série de projets urbains détaillés dans différentes parties de la ville. Parmi ces projets, la réalisation la plus notable a été le développement de la zone centrale de la ville, par lequel le gouvernement prétendait exprimer sa volonté d'encourager la protection du patrimoine historique et de travailler pour l'amélioration de la conception des espaces publics dans le centre-ville. On voudrait bien souligner ici que depuis ce temps, les influences gouvernementales et les changements de perspective du développement urbain et de la relation entre l'espace (forme urbaine) et le développement socio-économique, peuvent être perçus dans le contenu et la mise en œuvre des plans de nombreux projets urbains, des règlements et des projets initiés par le gouvernement. La tendance à l'implication excessive du « gouvernement » central traduit la prédominance évidente d'une approche *top-down* pour le processus de développement

La problématique du développement de la zone centrale, de « l'historique Rusafa et Karkh » - lesquels sont désignés comme le quartier central des affaires de l'avenir ("Central Business District") – est conforme au plan de Bagdad 2000 ou de développement intégral (Comprehensive Development). Ce développement comprenait des commerces et des logements de haute qualité. Par conséquent, la zone devait être pourvue d'équipements modernes, notamment d'un parking pour chaque logement. Une étude devait être effectuée de manière à contrôler l'environnement, y

compris les problèmes de chauffage, de refroidissement, de ventilation, etc. (Chadirji et Carlfried, 1984, *op. cit.*). Cela affecte naturellement les relations et les caractéristiques de la structure urbaine historique des quartiers.



Fig. 31: Le plan de Polservice pour la structure de la ville dans les années 1970. Le projet de développement de la ville de Bagdad, 1967. Source: Al-Adhami (1975, *op. cit.*)

Donc, en réalité, le concept et l'image du centre-ville sont déjà en contradiction de la notion de centre-ville telle qu'elle est envisagée dans le « Plan de développement intégral de Bagdad 2000 », et en faveur du modèle de ville polycentrique proposé pour Bagdad par de nombreux autres plans.

Parmi les projets centraux (Yamada et Fathi, 1984) du réaménagement urbain de la ville, les plus ambitieux étaient celui des avenues Al-Khulafa et d'Haïfa (Figs.33 et 34), la première étant parallèle au Tigre, sur la rive gauche, et la deuxième étant pensée à l'identique, mais sur la rive droite. Le projet de Al-Khulafa prévoit beaucoup de nouveaux bâtiments modernes le long de l'avenue, deux plazzas, un centre civique, une extension de la mosquée et la réhabilitation des quartiers anciens. Cela n'a jamais été entrepris.



Fig. 32: Le plan de Polservice pour le développement de la ville de Bagdad. Perspective posée pour l'année 2000. Source: Al-Adhami (1975, *Ibid.*)

L'avenue de Haïfa est le miroir de l'avenue Al-Khulafa sur la rive de Al-Karkh. Il s'agit d'un projet résidentiel, constituant un énorme mur de bâtiments modernes en béton avec des hauteurs supérieures à dix étages (FATHI, et JABRA, *op. cit.*). Le projet assume un contraste remarquable avec le tissu traditionnel et humble de la ville ancienne qui a survécu aux opérations de dragage.



Fig. 33 : Les projets de développement des avenues Al Khulafa et Haïfa.
Source: Bianca. (2000, *op. cit.*).

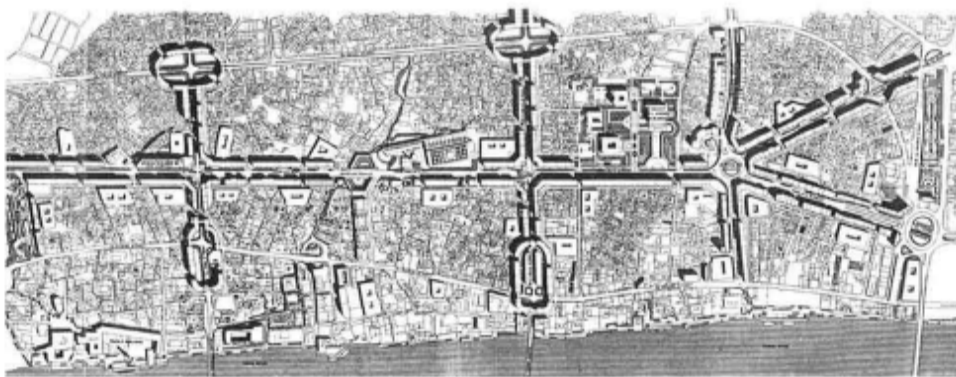


Fig. 34 : Le plan du projet de développement de l'avenue Al Khulafa.
Source: Bianca. (2000, *Ibid.*).

Dans le même ordre d'ampleur et d'importance, le deuxième projet est celui d'Abu Nuwas par Arthur Erickson. Abu Nuwas est une avenue qui s'étend vers le sud-est du pont Jumhuriya, sur la rive gauche du fleuve. Elle est plus proche de la corniche, avec des jardins entre l'avenue et le fleuve (Fig 35).

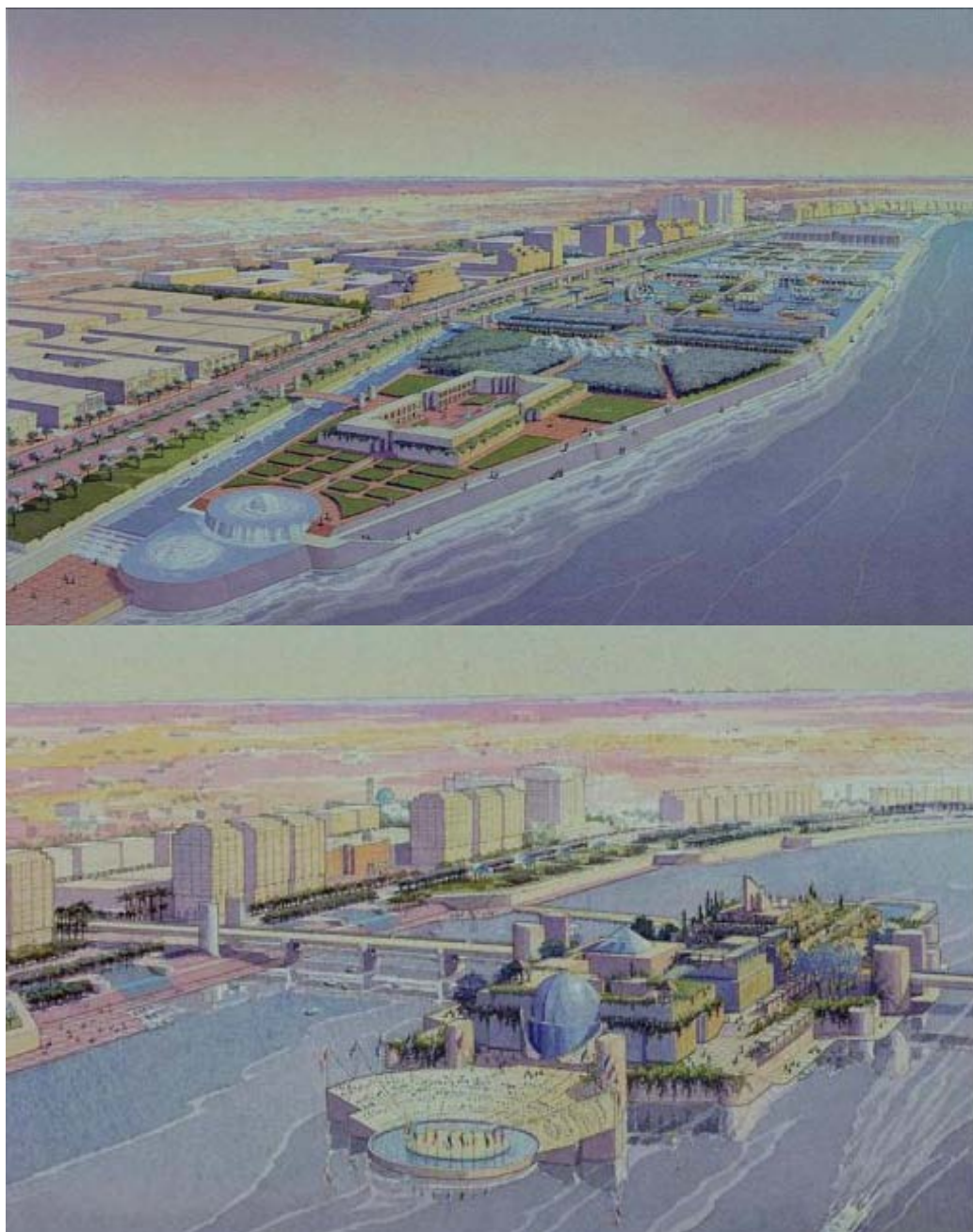


Fig. 35 : Les projets de développement des avenues d'Abu Nuwas par Arthur Erickson.

Source: < <http://arthurerickson.com/master-planning/abu-nuwas-project/1/> >

Dernière consultation le 28 mai 2014

De plus, une proposition d'étendre la corniche nord-ouest du pont n'a pas été retenue. Le réaménagement de la Corniche est l'un de ces principaux projets.

L'objectif du projet était d'améliorer l'accessibilité via l'espace corniche qui s'étend le long du front du Tigre au centre-ville. D'autre part, il s'agissait de développer le bord du fleuve par l'injection de nouveaux équipements, d'activités publiques et de nouveaux bâtiments mais aussi avec la réhabilitation des bâtiments historiques dans ce secteur de la ville.

En effet, de manière générale les nouveaux espaces urbains imposés aux anciens, sans articulation entre l'ancienne et la nouvelle structure, génèrent une discontinuité spatiale en deux sens. La première se traduit par la désintégration de la nouvelle composition urbaine (quartiers); la deuxième concerne la disparition des éléments et symboles urbains relatifs à la mémoire collective de la communauté (le patrimoine architectural). De même, en termes de politiques de développement, ces projets sont à l'évidence, contradictoires, puisqu'ils prévoient à la fois d'abaisser la densité et d'améliorer l'environnement urbain dans le centre-ville (la ville ancienne). Pourtant, le résultat sur le terrain reflète une réalité contraire. Dans le but d'expliquer le sens que l'on vient d'évoquer au dessus, nous pouvons distinguer trois phénomènes.

Pour le premier phénomène, il s'agit de l'installation d'une fonction économique et administrative en contradiction avec la capacité de l'état urbain de la vieille ville. La conséquence de l'installation de telles fonctions issues de la superposition d'un modèle de développement importé, contextuellement déconnecté, s'est traduite par trois systèmes en conflit comme le relève Bianca (*op. cit.*, p. 250-251) :

1. Premièrement, le centre de services modernes. Celui-ci reflète la taille de la métropole et de la restauration des besoins de la classe moyenne et supérieure, ainsi que le nouveau gouvernement. Il présente un type d'urbanisation occidentale.
2. Deuxièmement, il y a eu une négligence des quartiers historiques souffrant d'un manque d'infrastructures, de commodités et d'équipements sociaux. Ceux-ci étaient habités par une population majoritairement pauvre (en majorité des immigrants et des saisonniers en voisinage du tissu historique, avec les nouveaux travailleurs).

3. Troisièmement, il y avait une zone industrielle dans l'ancienne ceinture (zone ouverte) de la vieille ville, développant des procédés de production modernes et lourds, mais toujours suivant certaines habitudes préindustrielles qui, à cette échelle, ont causé d'énormes embouteillages, de la pollution ainsi qu'un empiètement inacceptable sur l'espace public.

Pour le deuxième phénomène, il s'agit d'un phénomène d'embourgeoisement et de ségrégation sociale comme conséquence sociale de ces projets de développement. Ces phénomènes firent partir les habitants authentiques, surtout les pauvres et les ruraux ne pouvant plus payer leur loyer¹¹¹, vers les zones périphériques les moins demandées et dans les quartiers les moins chers. Ces quartiers, offrent moins d'avantages et plus d'inconvénients. Ils constituent maintenant les bidonvilles de la ville, ce qui a contribué à augmenter à nouveau la densité de la population par des habitants de classe aisée, et a augmenté la densité des constructions en reconstruisant des immeubles à la place de maisons traditionnelles.

Enfin, pour le troisièmement phénomène, il s'agit d'un isolement urbain qui s'est traduit par l'isolement du vieux tissu traditionnel de la ville historique, créé par d'énormes nouveaux blocs de bâtiments en béton. Cette façon de faire reflète l'esprit du développement moderne adapté. Cela a conduit à la dégradation permanente de l'environnement urbain construit et naturel. En effet, la désintégration entre ce que existait et ce qui fut ajouté a coupé de nombreuses zones de l'ancien tissu des services publics et imposé une contradiction d'échelle entre eux. Cela a conduit à l'émergence d'une ombre permanente sur l'ancien tissu, en générant des problèmes de santé et un sentiment de frustration chez les anciens habitants.

La vision et la volonté de ce plan considéraient uniquement les zones du centre-ville en tant qu'espaces physiques à détruire, à reconstruire et à transformer totalement. Ces propos sont confirmés par le Dr. Fathi lors d'un séminaire de la conférence sur la planification urbaine de la ville de Bagdad qui s'est tenu dans la capitale (Bulloch, 1983) :

« Nous parlons du renouvellement urbain, (...). Mais tout ce que je vois, c'est la destruction. Nous discutons de la nécessité de mettre en place, de ne pas démolir, mais partout les bulldozers sont à l'œuvre. Nous sommes d'accord sur la nécessité de planifier

¹¹¹ Les plus pauvres qui habitaient le quartier avant son embourgeoisement et qui ne peuvent plus payer leur loyer doivent chercher ailleurs.

notre ville en accord avec son passé, mais les blocs de béton partout plus adaptés à New York qu'à Bagdad font leur apparition ».

Cela est le résultat de l'inachèvement des programmes de travail de développement et de reconstruction ainsi que de la négligence des programmes de conservation, notamment lorsque les intérêts et les préoccupations de l'État s'éloignaient de la zone de développement urbain, en raison de la guerre. Le centre-ville, symbole de l'ambition du développement urbain et de la métropolisation, à peine dix ans après, s'est transformé en un pôle d'attraction pour le travail irrégulier et les activités informelles. Dans tous les quartiers du centre ville, on trouve de modestes garages et des rues remplies de Kiosques, représentant « un mode de commerce de trottoirs ». On retrouve également des boutiques disséminées sur les deux côtés des rues principales et dans les ruelles, dont la plupart ne sont pas agréées par l'État. Cependant, la municipalité de la capitale ferme les yeux sur ce phénomène, en retour des taxes payées par les commerçants. Quant à l'échelle territoriale, les conséquences sont majeures et claires. La ville de Bagdad fonctionne dans sa propre sphère comme une entité spatiale bien isolée de ses environs. Il n'y a aucun échange d'intérêts entre le centre et les périphéries. Les centres urbains hors de la zone municipale de la ville, tels que Al-Mahmoudiya et Bany sa'ad, Al-Mada'in et Abû Ghayb, sont des espaces périurbains qui, économiquement, fonctionnent indépendamment, en tant que point de passage entre la ville et la région extérieure. Et ce, malgré le fait qu'ils accueillent une partie de l'installation industrielle de la ville. Mais leur statut est simplement celui de « *backstage space* » (espace arrière) pour la ville.

3.3. - Bagdad, une ville en division : Le centre et l'est vétustes et dégradés.

La situation urbaine de Bagdad traduit bien l'échec de l'aménagement urbain, dont l'objectif était de faire coïncider en permanence les termes d'*urbs* (forme urbaine) et *civitas* (relations humaines et politiques) (Ghorra-Gobin, 1994). En effet, au lieu de créer des lieux capables d'assurer la reproduction du lien social de cohabitation cohérente, la politique urbaine a abouti à scinder l'espace en deux.

Les problèmes de centres villes sont communs partout dans le monde. En particulier dans des villes arabes, qui sont sous la pression de l'urbanisation non contrôlée. Dans le cas de Bagdad,

ces problèmes auraient existé même si l'urbanisation n'avait pas eu lieu, et même si elle n'avait pas été d'une telle ampleur. Cela s'explique par le fait que la nature même du centre-ville intensifierait les difficultés liées à l'urbanisation. D'une part le centre-ville est un générateur de trafic de l'activité de masse, et de l'autre, il n'est pas préparé pour l'ajustement des modèles existants chez ses analogues modernes. Généralement, dans la zone centrale, l'accroissement de la population se traduit par une augmentation quantitative et qualitative des fonctions.

Les principales conséquences du développement et de l'expansion urbaine sur la zone centrale de Bagdad sont l'augmentation visible de la densité des activités micro-économiques. La pauvreté de la population migrante l'amène à multiplier les activités de travail informel (artisanat, commerce). Ces activités s'étalent aveuglément vers des quartiers voisins du centre-ville sous la forme de petits ateliers ou de petites cellules, ou à domicile. Cela a conduit à un changement progressif des modes d'utilisation des terres en particulier pour les zones résidentielles. Consacrer la plus grande partie des espaces de bâtiments à des fins commerciales, a conduit à une sur occupation du reste du bâti existant par une population constituée essentiellement de locataires ou de sous-locataires, lesquels sont bien incapables et réticents à en assurer l'entretien et la gestion. Le dernier épisode de cette scène est la dégradation des infrastructures mal entretenues par les pouvoirs publics et inadaptées à un surpeuplement.

Cependant le problème de la congestion du trafic à Bagdad s'explique par le fait que les routes principales de son ancienne structure originale mènent au centre, tout en étant étroites et irrégulières. Celles-ci sont suffisantes seulement pour les piétons d'un trafic modéré ou à faible vitesse comme sur la rue Al-Rashid (Fig. 36). Dans les quinze dernières années du siècle dernier, de nombreuses tentatives ont été entreprises afin de remédier à cette situation, soit en ouvrant de nouvelles routes, soit en élargissant celles existantes, même dans le noyau central de la ville où les valeurs foncières sont élevées. Pourtant, ces tentatives n'ont pas eu le succès attendu. Donc, au lieu de diminuer la congestion, ces mesures ont généré plus de trafic, parce qu'elles étaient accompagnées de nouveaux règlements en permettant la construction de bâtiments multi-étages. Tout ceci a augmenté la densité et fourni encore plus de fonctions commerciales. Dans le même ordre d'idées, la concentration de bâtiments administratifs au cœur de la ville ancienne a conduit à l'attraction d'un grand mouvement de circulation dans le centre ancien.



Fig. 36 : Le trafic dans les quartiers du centre ville avec les voiture (à gauche) et sans voiture (à droite)
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.

Au total, après l'étape initiale de cette concentration dans les zones centrales, un autre processus, celui de la décentralisation, a émergé « à contresens ». Dans le processus de l'augmentation de la densité des activités non résidentielles, les zones centrales ont semblé être très occupées avec les espaces commerciaux et les rues très fréquentées. Le centre ville est de plus en plus asphyxié par les transports et l'air est donc de plus en plus pollué. Alors les tissus urbains centraux commencèrent à se dévaloriser et à perdre graduellement leurs habitants.

À la suite des changements fonctionnels morphologiques de la vieille ville, lesquels résultaient de la diffusion du commerce et des activités préindustrielles, l'attractivité du centre-ville et les valeurs foncières augmentèrent. Ce fut également le cas en ce qui concerne les investissements fonciers, qui ont mené à l'achat d'un grand nombre de maisons anciennes par des personnes et des industriels du bâtiment ayant profité de la dégradation de l'état du bâti. Dans ce centre, les mauvaises conditions de vie se sont aggravées, particulièrement dans certains secteurs. Cela permit aux promoteurs de convertir ces zones d'habitat en zones d'ateliers, de chantiers ou de locaux industriels, bien que ces nouvelles activités ne soient adaptées ni à la fonction ni au principe de conception de l'habitat.

La dégradation récente de la vieille ville suit partout le même scénario et procède surtout de la destruction du système social qui en sous-tendait l'équilibre.

En ce qui concerne le développement du reste de la ville, la forme prise par les extensions urbaines résulte de deux données de base : la conjoncture socio-économique et les conditions

physiques rencontrées (Laborde, 2005, p. 42). Cependant, en conséquence de l'absence relative d'obstacles naturels dans la ville de Bagdad, qui représente les conditions physiques durant cette période, l'extension urbaine est complètement soumise aux conditions socioéconomiques et politiques de la société irakienne. En conséquence, les regroupements de logements et d'habitats sont des facteurs socioprofessionnels, socioéconomiques, voire ethniques qui ont conduit à une ségrégation spatiale et sociale progressive dans la ville. Ce phénomène a atteint son apogée après deux décennies de transformations économiques et politiques dans la société irakienne sous le régime Bassiste. Durant cette période, la ville se divise clairement en deux espaces. L'un représente l'autorité de l'État et la classe sociale supérieure bénéficiaire de sa proximité du pouvoir, tandis que l'autre représente le reste des classes moyennes salariées et les classes populaires qui représentent un grand pourcentage de la population.

La situation sociale et économique faible d'une société en développement, sans soutien gouvernemental (allocation de logement, prestations sociales, sécurité sociale, crédit immobilier), pourrait pousser les familles à habiter ou se déplacer vers des lieux de la ville pouvant leur fournir des normes de vie modestes convenant à leurs revenus. Cela représente la volonté propre de l'individu ou celle des classes sociales à la formation d'un environnement urbain approprié. À Bagdad, ce phénomène s'exprime avec une intensité particulière en milieu urbain périphérique. Dans des économies fragiles, face à la précarité grandissante de l'emploi dans la ville, ces types de logements ou de quartiers apparaissent comme un refuge pour les familles pauvres comme pour les classes moyennes paupérisées par des crises économiques.

Progressivement, la société se divise entre une minorité aisée et des catégories pauvres et, à l'intérieur de celles-ci, elle se divise entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont dépourvus. La division éclate aussi entre les modes de consommation, l'un moderne, orienté vers le modèle occidental et l'autre traditionnel, pour la subsistance des classes populaires. Cette dualité dans les modes de vie se retrouve dans l'espace entre la ville des riches et celle des pauvres, entre les quartiers de l'ouest comme Al-Mansûr et Al-M'amoun ou certains anciens quartiers bourgeois, dotés de logements, d'équipements modernes et habités par les classes aisées, et la zone périphérique et les quartiers centraux déshérités et misérables. (Figs. 38, 39, 40, 41).

3.4. - La ville entre polarisation et étalement, deux aspects qui constituent le déséquilibre urbain de la ville.

Il s'agit ici de la transformation de la ville de l'état de polarisation (est-ouest polarisé), à une condition urbaine de centre-périphérie étalée. Un des blocages qui entrave le développement harmonieux de la ville est la fracture sociale et spatiale bien connue qui caractérise Bagdad. C'est-à-dire où l'on retrouve des quartiers à l'ouest (Al-Karkh), riches et aisés, et ceux de l'est (Al-Rusafa), pauvres, modestes, et en dégradation (Fig. 36).

Malgré les opérations de rénovation du centre ancien sous le régime de Saddam (1980-1987), malgré la construction des ministères et des sièges sociaux de différents services gouvernementaux au centre-ville, près de l'ancien Souk et malgré le percement et le développement de grandes avenues dans le tissu ancien, les habitants les plus aisés abandonnèrent les quartiers anciens du centre pour des résidences situées vers les périphériques de la ville. Ces zones transitionnelles, qui représentent la ville coloniale comme Al-Karada ou Al-Waziriya jouissent d'un climat social plus agréable. Ces migrations ont coïncidé avec l'afflux de villageois immigrants (Fig. 39).

Sur la rive ouest, on retrouve un certain nombre de quartiers résidentiels, y compris Al-Karkh (groupe de quartiers anciens), ainsi que plusieurs quartiers de la classe moyenne supérieure, avec des villas fortifiées et des jardins verdoyants. Au premier rang de ceux-ci, on retrouve le quartier de Al-Mansûr (Fig. 41, 42), qui entoure l'hippodrome. Ce quartier regorge de boutiques, de restaurants fast-food et de cafés terrasses, qui font appel à ses résidents riches et à des professionnels qualifiés pour leur développement. En effet, ces zones furent les secteurs les plus fortement développés de la ville sous le régime bassiste de Saddam Hussein, sauf bien évidemment si l'on exclut les quartiers anciens qui ont été occupés par des habitants chiites. Al-Karkh, en particulier, représentait le centre du pouvoir. Les bureaux politiques du parti et des services de sécurité du régime y étaient localisés. Le palais présidentiel principal s'y trouvait également. Pour cette raison, Al-Karkh a été lourdement bombardé en 1991 et en 2003.

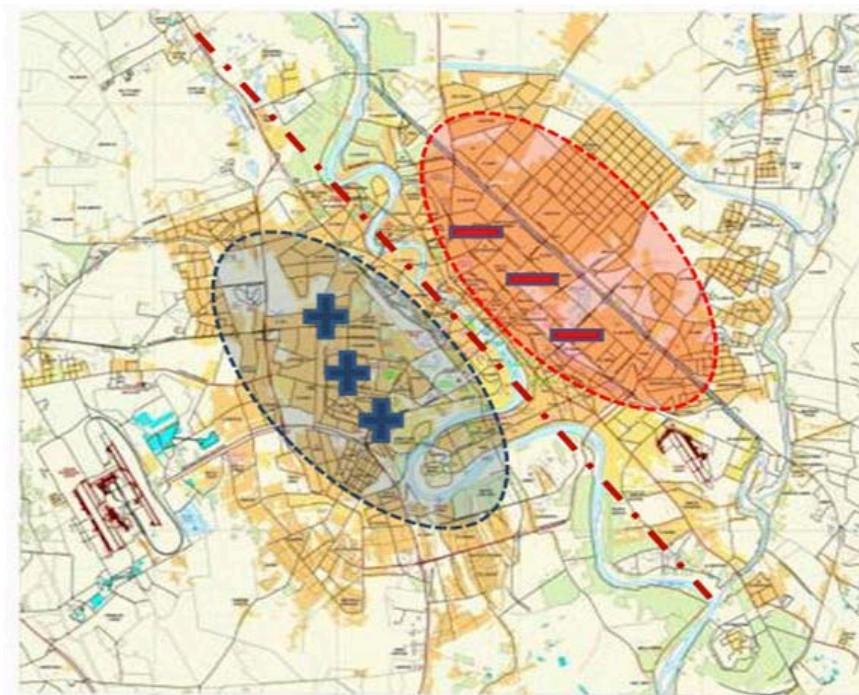


Fig. 37 : La polarisation de la ville.
Source: élaboré par l'auteur



Fig. 38: D'un modèle de quartiers mixte au centre ville du côté de Rusafa
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.



Fig. 39 : D'un modèle de quartier résidentiel (vertical et horizontal) du côté de Al Rusafa
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>



Fig. 40 : D'un modèle de quartiers résidentiels (habitat horizontal) du côté de Al Rusafa
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>

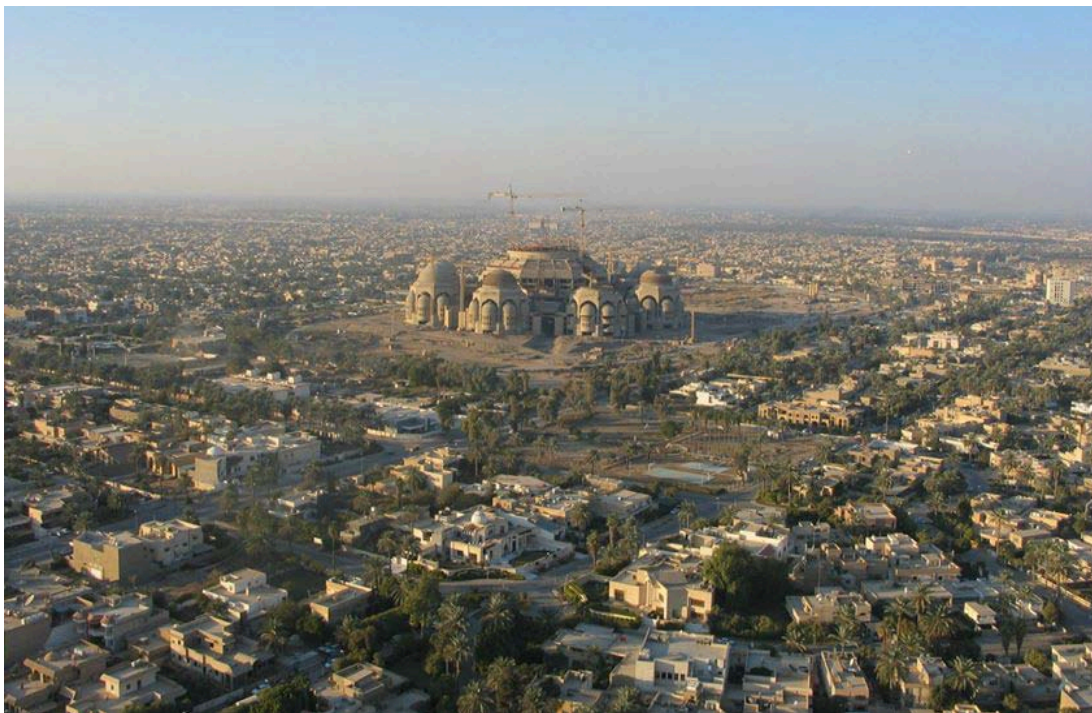


Fig. 41 : D'un modèle de quartiers résidentiels (habitat horizontal) du côté de Al Karkh
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>



Fig. 42 : Un type de projet de logement vertical dans le quartier de Karkh, Dans le background lointaine dans le photo on aperçu des différents projets gouvernementaux luxueuse et de haut de gamme
Source: image collectée par l'auteur via "Google Image" <images.google.com>

Sur la même période, l'analyse des fragmentations spatiales de l'espace de la ville montre une paupérisation des communes déjà défavorisées en 1950, ainsi que l'accentuation de la concentration de l'ensemble des communes formant le secteur est et est-sud de la ville. Cependant, les communes situées dans les deux extrêmes opposées sont relativement homogènes, car la zone défavorisée n'accueille pas un quartier aisé et les plus riches ne contiennent pas non plus de quartiers pauvres. C'est ce qui se passe à l'opposé de ce qui a été mentionné ci-dessus, alors que l'image globale des quartiers pauvres risque souvent d'accélérer le départ des ménages aisés. De même, les quartiers riches tentent d'exclure les foyers pauvres de diverses manières, parfois par une séduction financière, ou pire par une intimidation et une pression méprisante.

À la suite de développements massifs et de l'expansion des banlieues de la ville ainsi que du nombre croissant de bidonvilles à sa périphérie, également dans les quartiers ouest de la ville (que nous considérons comme des quartiers bourgeois), on peut se faire une image globale de la ville où les régions déjà pauvres sont devenues encore plus pauvres et les zones des quartiers riches et de haute qualité se sont retrouvées entourées par des zones pauvres. Cela complique le paysage urbain de la ville. Le modèle de polarisation est devenu obsolète et entouré par une ceinture irrégulière de bidonvilles. Par conséquent, quel que soit le modèle de la ville, il a besoin d'une sérieuse restructuration.

3.5. - Des périphéries urbaines étalées et mal équipées.

L'Irak a été soumis à des symptômes et des causes classiques de l'urbanisation, lesquelles sont habituellement expérimentées par les pays en développement et alimentées par une répartition déséquilibrée du développement territorial. La plupart des grandes villes irakiennes ont été développées en l'absence de systèmes efficaces de planification, et les zones urbaines se sont étendues bien au-delà des limites prévues. Les développements spontanés des établissements informels à l'intérieur et autour des grands centres urbains croissent surtout dans les régions les plus pauvres. Même à l'intérieur de la ville certaines zones résidentielles ont été installées à côté de sites industriels, avec des risques potentiels pour la santé humaine et la sécurité (comme le site de Tuwaitha). Mais aussi, au moins 50 % de cette urbanisation rapide a dépassé la capacité du pouvoir public à fournir des logements et des services.

Par ailleurs, les conséquences des guerres, des sanctions économiques et de la mauvaise gestion, conjuguées à l'urbanisation croissante, ont abouti à une détérioration constante des services urbains ainsi qu'à l'appauvrissement d'une grande partie de la population urbaine. Cette situation a eu des répercussions importantes pour les services publics et les infrastructures et à long terme, sur la stabilisation du capital humain de l'Irak.

Les modifications les plus profondes des dernières décennies résident dans l'extension démesurée de la cité. De nombreux Irakiens en exil depuis le début du régime de Saddam Hussein ou depuis le début de la guerre Iran-Irak, sont traités comme des étrangers dans maints quartiers de Bagdad d'aujourd'hui. La province de Bagdad est divisée en cinq « qazâ'-s »¹¹² (districts) : Al-Rusafa, Al-Karkh, Al-A'zamiyye, Al-Kazimayn, Al-Karrada Sharqiyye¹¹³.

Cependant, la ville s'étend même au-delà des limites de la province, puisque les quartiers les plus éloignés sont rattachés aux provinces de Diyala comme les nouveaux quartiers de Al-Za'faraniyye et d'Al-Anbar (ex-province de Dulaym, puis de Ramadi). Les nouveaux quartiers ont poussé à l'est jusqu'à la rive orientale de la rivière Diyala - qui se jette dans le Tigre à presque 20 km en aval du centre ville -, au nord-est, le long de l'ancienne route de Ba'qubah, au sud, bien au-delà de l'ancien village de Dawrah - pratiquement jusqu'à la ville de Mahmudiya, première étape importante située à 40 km sur la route de Hilla -, au sud-ouest au-delà de l'aéroport international, à l'ouest sur la route de Ramadi, et au nord très loin du centre ville. Abu

¹¹² Un qazâ' ou kaza (arabe: قضاء, qada', pluriel: أقضية, aqdiyyah), est une division administrative historiquement utilisée dans l'Empire ottoman et actuellement utilisée dans plusieurs de ses États successeurs. Le terme signifie «juridiction», il est souvent traduit par « district », « sous-district » (bien que cela s'applique également à un nahiye), ou « district judiciaire ». Voir Faroqi, Suraiya . (1999). *Approaching Ottoman History: An Introduction to the Sources*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 88. Dans le système administratif actuel de la ville de Bagdad, le terme (qada) est utilisé au lieu du terme district pour les provinces périphériques telle que Mahmudiya et Abu Ghraib et Tarmiyah, Altagheha et d'autres.

¹¹³ Cette division administrative de Bagdad et d'autres villes irakiennes ne sont pas prouvées de façon permanente à l'heure actuelle. Elle fait actuellement l'objet de controverses entre les forces politiques. En ce qui concerne la ville de Bagdad, il y a de nouveaux districts récemment ajoutés tels que Bagdad aljadida, Alsadr région 1 et Alsadr région 2 , qui ont été inclus dans le district de Al Rusafa. Généralement en ce qui concerne les unités administratives dans le gouvernorat de Bagdad, le Conseil provincial de Bagdad explique qu'il comprend 10 Qadas (districts) et 22 Nahya (sous-district) distribués à l'intérieur et à l'extérieur de ce qui suit: 1) Al-Rusafa et ses divisions: Bagdad Al-Jadida-Al-Karrada Al-Sharqiyyeh-Palestine; 2) Al-Adhamiyah et ses divisions: Al-Fahhameh - Al-Zuhour-Al-Rashidiyyeh; 3) de ses deux sous-districts d'Al-Sadr / 1 ; 4) de ses deux autres sous-districts d'Al-Sadr / 2 ; 5), Al-Mada'en et ses divisions: Al-Wihdeh-Diyala Pont; 6) Kadhimiyah et ses divisions: Al-Salasel-Al-Taji; 7) Al-Karkh et ses divisions: Al-Mansour - Al-Ma'moun; 8) Al-Mahmoudiyyeh et ses divisions: Al-Rashid-Al-Yousufiyyeh-Al-Lutayfiyyeh; 9) Abou Ghraib et deux divisions: Al-Nasr et Al-Salam; 10) Al-Tarmiyeh et ses divisions: Al-Mashahdeh-Al-Abayji. Voir Conseil provincial de Bagdad. le premier Plan stratégique (2008-2012). "*Baghdad Provincial Council first 5-year Strategic Plan (2008-2012)*".

Ghrayb, tristement célèbre pour sa prison et qui fait partie intégrante de Bagdad, est un quartier situé à 15-20 km au sud-ouest du centre-ville.

Il y a une double dynamique dans le phénomène de métropolisation, il s'agit à la fois d'une concentration d'hommes, d'activités et de valeurs sur un pôle urbain et d'une redistribution de ces attributs par le même pôle qui restructure ainsi son territoire d'influence. Néanmoins, dans le mouvement métropolitain du développement urbain en Asie, les zones et les centres développés à la périphérie de la ville sont très attractifs dans la mesure où ils attirent les résidents parce qu'ils sont modernes et qu'ils contiennent des services efficaces. Pourtant, à Bagdad, l'image est renversée et ce dysfonctionnement est dû à deux raisons principales. La première est que le manque de services publics augmente à mesure que nous nous dirigeons vers la périphérie de la ville. La deuxième est que le niveau socio-économique des habitants de ces quartiers périphériques est inférieur, ce qui rend la question de l'intégration des nouveaux arrivants à ces quartiers - des arrivants pour la plupart issus de la classe moyenne - presque impossible.

Après l'année 1990, et dans le cadre de la politique du gouvernement, la municipalité met en œuvre une politique d'indépendance à l'égard de la subvention étatique et de ses ressources financières. Pour obtenir des moyens financiers nécessaires, la municipalité autorise illégalement la vente de dérogations sur la densité des nouvelles constructions. Cette pratique de vente de densité se réalise à une attribution plus large des permis de construire pour les demandeurs de nouvelles constructions. Ainsi, les vastes actions d'urbanisme, particulièrement à partir de 1990, ont commencé à changer le paysage de la ville pour aboutir à un urbanisme anarchique, avec un manque de construction d'autoroutes, d'infrastructures, d'espaces verts et de loisirs.

Avec le commencement de la guerre de l'Irak contre les États-Unis en 1990, Bagdad a été oublié et abandonné pendant une décennie. Les problèmes ont commencé à s'accroître exponentiellement partout dans la ville, en particulier dans les banlieues. C'est une ville presque en guerre, qui doit secourir le reste du pays, et il n'y a plus de temps pour penser à l'urbanisme.

3.6. - Les transformations du tissu urbain.

En Irak, tout comme dans de nombreux autres pays arabes, les transformations de l'environnement urbain physique ou non physique ont commencé par l'imposition de formes de

développement qui n'étaient pas familières à la culture locale, aux modes de vie et aux comportements de la population indigène. Les tendances introduisent l'utilisation de formes « étrangères » d'un développement accéléré, en réponse à la rapidité de la croissance, laquelle résulte de politiques économiques nouvelles. À Bagdad, les tendances ont été caractérisées par l'importation de styles « modernes » d'architecture et des méthodes de construction qui ont été jugées nécessaires pour répondre à la demande croissante en bâtiments, ainsi que pour créer un état et l'impression illusoire d'appartenir au monde des pays développés.

Les motivations du changement de la ville sont bien exprimées par le propos de Ramón Román Alcala (2005) :

« Le développement au sens large s'accompagne généralement d'un bouleversement des structures sociales culturelles et économiques, du à l'introduction de nouveaux systèmes de production. En effet, l'impact des changements sociaux les plus récents, qui dérivent de la transformation contemporaine du système de production, accompagné de la diffusion de nouvelles technologies et de l'internationalisation du capital dans un monde rétréci, ajoute encore à la complexité de cet espace, déjà si varié en soi, qu'est la ville. Jadis définie comme un lieu sacré et de représentations symboliques, la ville constitue aujourd'hui, avant tout, un espace de reproduction de la société qui s'en sert quotidiennement. Ajoutons encore à cela son sens de l'espace hérité, d'espace de capital, d'espace de consommation, d'espace de signifiés et de valeurs symboliques, d'espace qui fait l'objet de différentes approches et tentatives d'explications, de différentes formes d'analyses et d'interprétations, depuis les perspectives écologiques jusqu'aux approches économiques, sociales et humanistes »¹¹⁴.

C'est à partir du XIXe siècle qu'une politique de modernisation des villes s'élabore sur le modèle européen. La volonté première des autorités est d'embellir les capitales, de les transformer en villes modernes et prestigieuses, à l'image de Londres, Paris ou Rome. Des institutions municipales nouvelles sont mises en place. Le cœur des cités est percé de nouveaux axes qui bouleversent leur physionomie traditionnelle. Le centre historique de la ville de Bagdad est

¹¹⁴ Ramón Román Alcala est un Professeur titulaire de la chaire de philosophie à l'Université de Cordoue, Espagne. Alcala, Ramón Román. (2005). De la ciudad nómada a la ciudad ausente. In : *La ciudad: ausencia y presencia*. p. 31-48. Cambridge : Plurabelle.

un mélange de tissu traditionnel de l'ancienne ville, dense, compact et irrégulier, et d'une grille de développement moderne. Les deux sont en conflit l'un avec l'autre en ce qui a trait à la forme, l'échelle et la fonction (Fig. 43).



Fig. 43 : le centre ville historique actuellement
Source. <http://media.treehugger.com>

La ville de Bagdad d'hier avait des caractéristiques de compacité, de diversité, d'harmonie, de solidarité et d'échelle humaine tel qu'il fut décrit en ces termes par Luizard (1994, *op. cit.*) :

« Le vieux Bagdad pittoresque, avec ses relations de voisinage modelées sur les clivages confessionnels et ethniques, ses souks colorés, son horizon ponctué d'élégants minarets , ses maisons tournées vers l'intérieur, et ses ruelles étroites et sombres. »

Malheureusement, suite à plusieurs projets de développement, le vieux Bagdad changea de peau. Un simple regard sur l'étalement urbain de la ville nous permet de voir l'extension urbaine lente de la ville ancienne. Cependant, dans les dernières années, il y a eu de grandes interventions qui ont causé une énorme destruction et ont frappé le tissu urbain. Également, de nombreux nouveaux quartiers ont émergé dans les zones périphériques, lesquelles étaient auparavant sauvages.

Les historiens classent les transformations en deux périodes. D'abord, une période d'occidentalisation avec la mise en place d'un réseau de transport qui était une réflexion datant

de l'époque de l'industrialisation et de l'arrivée de l'automobile dans l'espace urbain. Celle-ci s'est traduite par l'introduction et l'utilisation de la grille géométrique comme ordre de planification urbaine et fut à la fois adaptée dans le développement urbain et la création de nouveaux quartiers. La deuxième période est la conséquence de la modernisation, qui s'est matérialisée à travers un mouvement de métropolisation dans le monde, surtout dans les pays arabes, en répondant aux changements économiques et technologiques mondiaux. La partie de la ville qui fut la plus touchée par ces transformations urbaines est le centre-ville. Celui-ci est devenu un mélange de tissu traditionnel, dense et irrégulier, et de grille rectiligne, résultat du plan de développement moderne. Les deux sont en conflit en ce qui a trait à la forme, l'échelle et la fonction. La mise en place du système urbain moderne de Al-Rusafa a débuté en 1914. La rue Al-Rashid est un axe conçu pour la circulation des chariots tirés par des chevaux (elle fut ensuite développée pour la circulation des voitures), avec des galeries piétonnières en colonnades disposées sur les deux côtés. Elle a marqué le tissu historique. En 1936, cette opération a été suivie par la percée de l'avenue Al-Kifah, un deuxième axe parallèle mais à une plus grande distance du fleuve, réalisée par des ingénieurs allemands. Cette rue aux arcades est bien de style colonial, mais la hauteur modérée (deux étages) des bâtiments situés sur les deux fronts de la rue, ainsi que l'attention de réintégrer les mailles ouvertes du tissu urbain, lui confère une identité locale, forme réussie de l'adaptation de ce mode de développement, comme l'évoque Bianca (*op. cit.*, p. 250-251) :

« Thanks to the moderate height of their street fronts (two upper floors) and the careful reweaving of the open meshes, these colonial-style street arcades, while clearly introducing new development parameters, caused limited harm to the then existing urban fabric¹¹⁵ »

L'extension moderne à l'extérieur de la vieille ville a commencé dans la première partie du vingtième siècle. Cette évolution a eu lieu en particulier vers le nord et le sud de la vieille ville, en constituant un axe urbain représentant le développement et l'extension organique de la ville.

¹¹⁵ Bianca, Stefano. (2000, *Ibid.*) Trad. de l'auteur : « Grâce à la hauteur modérée de leurs fronts de rue (deux étages) et au retissage soigné des grilles ouvertes, ces arcades sur rue de style colonial, tout en introduisant de nouveaux paramètres de développement, ne cause que peu de mal au tissu urbain existant. »

Cette extension s'est réalisée sous forme de transformation et d'aménagement de ces quartiers modernes comme Saadoun, Karrada Charkia, Karradet Meriem et Al-Waziriya, qui ont pris une forme de réseau orthogonal avec des rectangles et carrés et où les constructions étaient pour la quasi-totalité de style occidental.

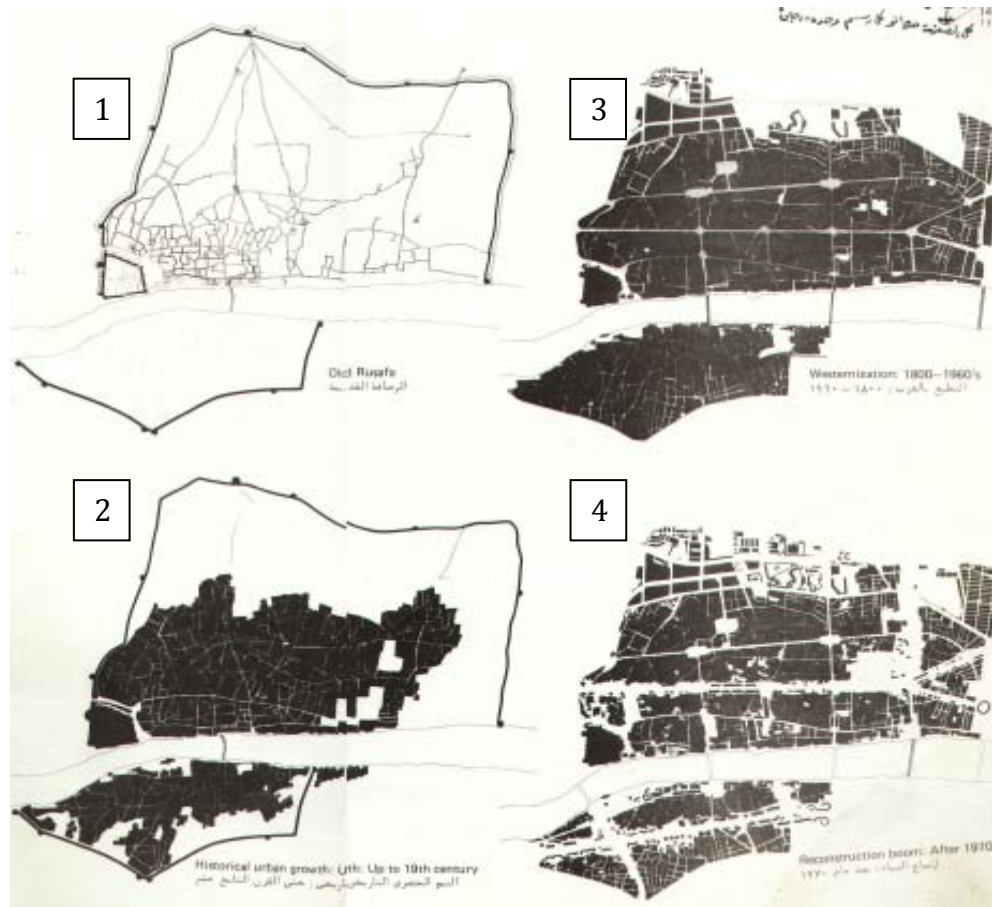


Fig. 44 : Les transformations urbaines du centre-ville (la ville Bagdad ancienne).

Source: Bianca (2000, *Ibid.*).

Les quartiers sont construits selon un urbanisme nouveau, avec des avenues orthogonales et des espaces ouverts. L'image de la périphérie renvoie à une forme éclatée et discontinue, caractérisée par un bâti éparpillé, séparé par des terrains libres.

Le rythme de croissance rapide de l'urbanisation de la ville présente une autre conséquence que l'on peut constater en s'éloignant du centre-ville. Ces nouveaux quartiers sont presque tous situés

à la périphérie de la ville : ce sont en particulier Al-Thawra à l'est de la ville, dans une zone autrefois inondable, mais aujourd'hui à l'abri depuis la construction du barrage de Samarra et Hay Sho'ola à l'ouest de la ville. La caractéristique commune de cette transformation urbaine est la précipitation avec laquelle elle a été menée, ainsi que le manque d'études et de personnel spécialisé mobilisé, ce qui a conduit à une situation où le changement de forme et d'apparence physique avait pris la priorité par rapport à l'infrastructure et les autres aspects de l'espace urbain. C'est la conséquence la plus grave car depuis lors les périphéries de la ville souffrent toujours de l'inefficacité et du manque d'infrastructure.

Les quartiers populaires d'auto-construction comme Hay El 'Abidi, Hay El Jazai'er, Hay Chaab, Hay El Hurriyya, Hay Bagdad Al-Jadida, etc., ainsi que les grands projets de logement menés par le pouvoir public, comme Hay Al-Saydiyya, sont des projets stéréotypés de cette phase de développement.

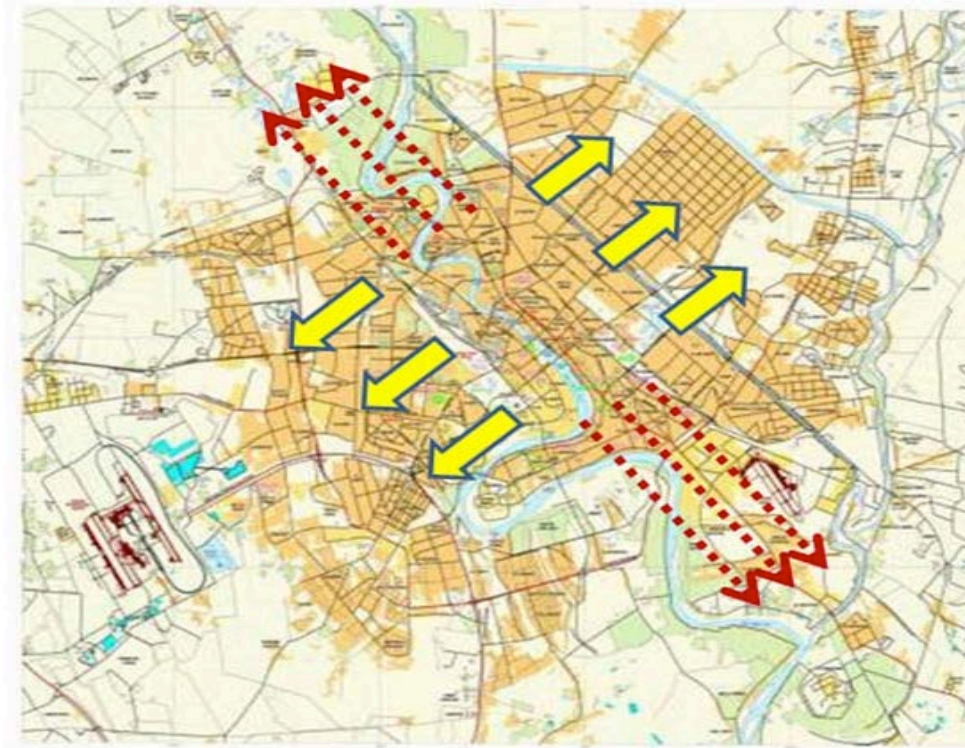
3.7. - L'occupation de l'espace dans la ville actuelle: la structure urbaine actuelle de Bagdad

Après cet examen du trajet historique de la ville et de son développement ainsi que de ses changements et de ses transformations, il convient d'établir une description complète de la ville. Cette description se fera à travers la structure urbaine, afin de clarifier la relation entre ce qu'on pourrait appeler les aspects matériels de la ville et entre les aspects immatériels de la structure urbaine.

Les structures urbaines sont le reflet du niveau et de la nature de l'évolution économique, sociale, physique et historique de la ville. Les structures urbaines sont également le résultat de l'effort de la communauté pour surmonter les distances entre les lieux de résidence et les installations nécessaires afin de poursuivre la vie aux sens biologique et culturel. Ceci suggère que l'interaction humaine est au cœur du processus menant à l'élaboration de la structure des zones urbaines.

Le développement et la croissance de la ville se sont articulés autour de deux axes. Le premier axe représente un développement progressif et une croissance organique. Il s'étend en parallèle

du fleuve Tigre sur l'axe nord-sud. Le deuxième constitue un mode de développement rapide et une croissance planifiée (formelle ou informelle). Il s'étend loin du Tigre sur l'axe est-ouest. Nous constatons des incohérences, voire des contradictions, dans la plupart des quartiers de la ville entre les deux axes de développement (Fig. 45).



Développement organique - - - - ->
 Développement planifié →

Fig. 45: La croissance et le développement organique et planifié de la ville.

Source: élaboré par l'auteur

Pour expliquer la structure urbaine et la répartition des groupes sociaux à l'intérieur de la zone urbaine, la ville de Bagdad a connu une croissance vers l'extérieur à partir d'une zone ou plutôt d'un axe central dans une série de zones. Le cercle intérieur représente la vieille ville (ville *intra muros*) et en même temps le quartier central des affaires.

Il est entouré par un deuxième cercle, la zone de transition, qui contient les activités de l'ère préindustrielle et des logements de moins bonne qualité qui représentent la périphérie de la ville antique où se trouvaient ses remparts. Lesquels sont remplacé par des activités de production semi industrielle orientée vers les travailleurs immigrants qui ont occupé toutes les niches disponibles à l'intérieur et dans les périphéries de la ville historique, souvent pour transformer de vieilles maisons en ateliers. Par exemple, le long de la rue de Cheikh Omar, la ceinture de zones non bâties précédentes, *intra muros*, a été progressivement comblée par des activités industrielles et de services, tels que les ateliers mécaniques, les garages, les ateliers de réparation de voitures et les usines, tous profitant de l'accessibilité facile pour les véhicules dans cette partie de la ville. Il faut noter ici que lorsqu'elle s'étend vers le nord et le sud, cette zone représente également la ville coloniale où les quartiers furent construits sous l'influence des colonisateurs britanniques, tels que Al-Karada et Raghiba Khatoon.

Quant à la troisième couronne de la ville, elle est différente dans l'est de la ville de ce qu'elle est à l'ouest. Cette zone représente la ville *extra muros*, ou Bagdad hors de ses vieux murs. La partie orientale de cette zone représente l'impact de la croissance rapide de la population et des migrants ruraux qui ont été réinstallés par le gouvernement dans les années 1958-1968, à travers d'énormes projets de logements. Cependant, ces projets n'ont pas été examinés attentivement. Le meilleur exemple de cette zone est le quartier que nous appelons aujourd'hui Madinat Al-Sadr dans l'est de la ville qui fut conçu par Doxiadis et transposé par le régime de Abd al-Karim Qasim

Enfin, la partie occidentale de la troisième zone, qui peut être considérée comme relativement moderne en raison de sa période de mise en place à la fin de 1970 et au début des années 1980. Cette zone est marquée par une conception urbaine moderne qui peut être facilement perceptible à travers les rues larges et relativement longues. Celles-ci ont pénétré la zone et l'ont divisée en quartiers résidentiels, semblables à des communautés fermées ou closes sur elles-mêmes. Ces quartiers contiennent des maisons ou des villas construites sur des terres de grande surface (entre 600, 800 voire 1 000 m² ou plus) avec des jardins, de grands parcs, ainsi que beaucoup d'espaces verts. Cette zone est généralement représentée par les quartiers de Al- Mansûr et Al-Ma'Amoon, à l'ouest de la ville. En termes de fonction urbaine, cette partie de la ville est principalement

résidentielle, mais elle contient de nombreux services sociaux et culturels et des agréments comme des hôtels, des musées et des monuments.

La partie située à l'est de la troisième zone, appelée Al-Rusafa, est mal équipée. Elle est habitée par des strates de populations défavorisées vivant dans un environnement considérablement dégradé.

Pour résumer, on peut dire que la troisième zone représente une division profonde bien connue évoquée précédemment entre l'ouest de Bagdad appelé Al-Karkh, et l'est ou Al-Rusafa.

La quatrième et dernière zone représente l'étalement urbain des villes satellites autour de l'aire municipale de Bagdad, laquelle est une caractéristique majeure de l'expansion urbaine de la grande Bagdad. Au début du XX^e siècle, Bagdad est devenue une métropole animée avec pour extension, la région métropolitaine environnante, ce qui inclut les agglomérations de Al-Mada'in (Séleucie-Ctésiphon), Taji, Mahmudiya et d'Abu Ghraib. Cet ensemble constitue la province de Bagdad d'une superficie totale de 4 071 km², soit la plus petite des dix-huit provinces de l'Irak, mais la plus peuplée.

La principale raison de ce processus d'expansion de la banlieue est l'augmentation du nombre d'immigrants. Les habitants de ces banlieues sont des gens modestes qui ne peuvent s'installer dans les périphéries de la ville déjà surpeuplées, ni dans la ville habitée par la classe moyenne et les gens relativement riches. Cette zone est la zone au delà des périphéries de la ville, et de l'anneau extérieur que l'on peut appeler la zone des navetteurs. En effet, nous retrouvons dans cette zone les gens qui choisissent de vivre dans ces agglomérations et qui décident, pour le travail, de prendre une navette quotidienne dans le quartier central des affaires. Cette zone représente la nouvelle croissance de la population de Bagdad (Fig. 46).

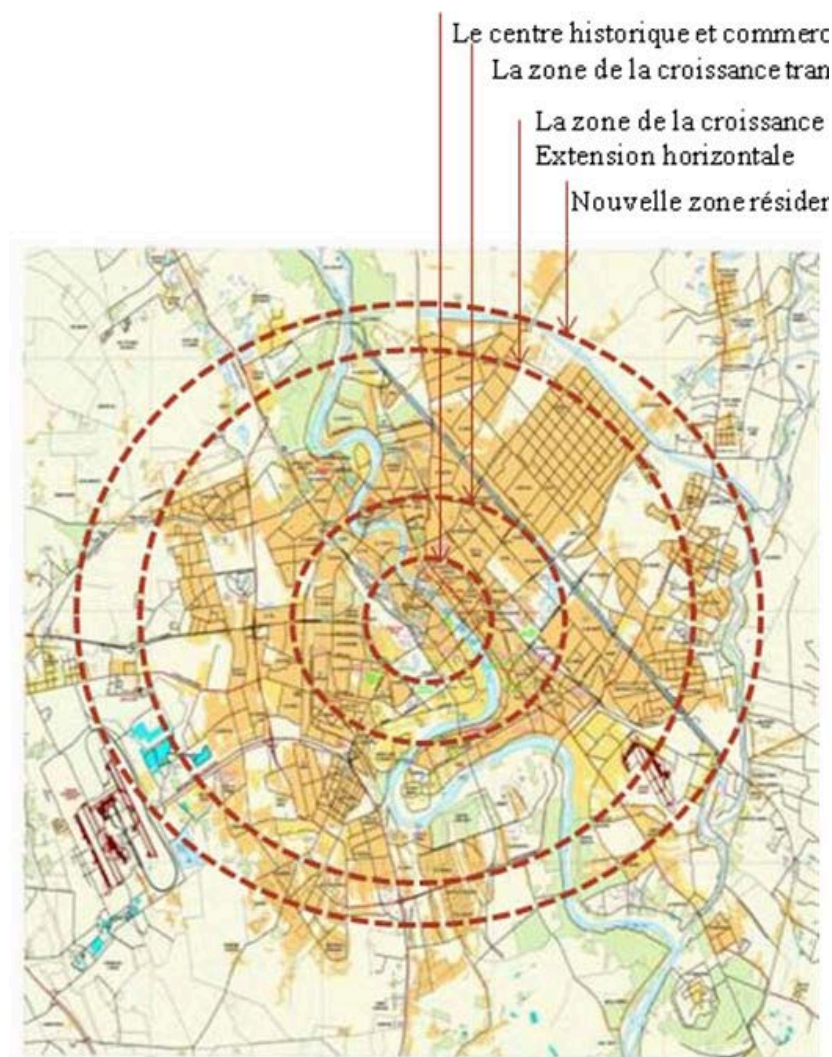


Fig. 46: La structure urbaine de Bagdad (avant 2003).
Source: élaboré par le chercheur.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Afin de comprendre les transformations de la ville, de ses causes et de ses conséquences, on a essayé de décrypter la fragmentation urbaine de la ville de Bagdad dans les chapitres précédents, en soulignant que l'éclatement de la ville est la conséquence de la non-conformité des pratiques sociales avec la réglementation que les pouvoirs locaux n'ont pas pu ou n'ont pas su appliquer. Cette question semblait plus prononcée, en particulier dans les interventions de l'État face à l'auto-organisation de la société (surtout en termes de logements) dans la dernière

décennie, par la pratique de stratégies de contournement des règles et des lois. Tout cela a abouti à faire de la ville une entité indéfinie, et un ensemble de discontinuités spatiales.

Dans cet ordre d'idées, on peut résumer l'histoire des politiques urbaines de la ville en trois phases :

En première phase, la politique urbaine coloniale, basée sur l'idéologie de réforme culturelle et sociale. Cette politique fut produite dans la première phase d'une ville duale, en référence à des doctrines de l'urbanisme moderne et de la modernité. À côté des villes modernes, les formes urbaines traditionnelles, et en particulier la Médina, furent négligées.

Dans une deuxième phase, celle de l'époque royale et de la République, qui correspond à la prise en charge des affaires de la ville et de l'urbanisme par des acteurs nationaux (l'État irakien). Elle a tenté de consolider l'État par l'urbanisme, puis de faire face à la pression de l'urbanisation et aux effets négatifs qu'elle a pu avoir sur la ville, notamment en matière d'habitat social et de prolifération des bidonvilles.

Puis en troisième phase, la politique des années 80, quant à elle, a tout simplement confondu ou plutôt perdu le sens des causes et des effets des changements socio-économiques et urbains structurels. Ce qui a conduit au choix politique dominant. D'une part, l'urbanisme est ainsi devenu un outil de régulation politique et économique. D'autre part, un moyen de coercition basé sur une réglementation urbaine très rigide. Tout cela a eu pour conséquence majeure d'aggraver les déséquilibres entre les régions et le développement inégal à l'intérieur d'un même espace urbain. Le contraste n'a cessé de s'approfondir entre régions riches et régions pauvres, entre quartiers planifiés équipés et quartiers spontanés sous-équipés. En conclusion, à Bagdad, tous les maux de la ville, en dépit de toutes les variables impliquées dans la transformation de la ville, furent imputés, à tort, à l'exode rural et aux problèmes du logement et de l'habitat informels.

La ville actuelle de Bagdad souffre donc des différents problèmes de dégradation sociale et spatiale dans les zones centrales ainsi que dans les zones périphériques. La rupture nord-sud connue depuis longtemps a évolué en une nouvelle forme de centre-périphérie éclatée. Cette forme devient plus complexe à analyser, ce que nous ferons dans les étapes suivantes de cette recherche. La situation actuelle met en cause la performance des actions et des politiques

habituelles, ce qui implique la mise en place d'une politique plus complexe de renouvellement urbain pour équilibrer l'ensemble de la ville.

L'injustice spatiale intensifie la ségrégation sociale entre l'est et l'ouest qui évolue vers une nouvelle forme de rupture spatiale plus compliquée, sur d'autres aspects sociaux, économiques, culturels et urbains, non seulement dans le centre mais aussi dans les périphéries de Bagdad. Ce que nous avons souhaité relever dans cette première partie, c'est qu'en dépit de plusieurs projets de développement et de reconstruction qui ont été réalisés, notamment au cours des dernières décennies dans les quartiers modestes, ceux-ci sont encore dévalorisés et dégradés. Ainsi, ce sont finalement les quartiers aisés qui ont été les bénéficiaires de toutes les interventions, cela à tous niveaux. De ce fait, au vu de la détérioration continue des conditions de vie dans la ville et au regard des interventions qui ont été réalisées au nom du développement, cette réalité de la ville légitime parfaitement l'interrogation que nous posons: est-ce la ville ou le modèle de développement qui est en question ?

DEUXIEME PARTIE : QUELLE STRATÉGIE ADOPTER POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE BAGDAD ?

Page | 183

En raison du manque d'études scientifiques et professionnelles, surtout locales, le débat sur les récents développements à Bagdad, (à l'exception de certaines études universitaires telles que thèses, rapports, recherche de mastère), est basé sur la méthode d'observation et dans certains cas, sur l'observation participative soutenue par des documentations complémentaires issues de journaux locaux, d'autres discussions, d'entretiens informels et de brochures de projets. Ceci représente le maximum du possible auquel on peut accéder, dans ce contexte de disponibilité limitée de recherche et d'information sur les questions urbaines à Bagdad.

Pour cette raison, on tient à souligner que les données qui suivent doivent être prudemment comparées, puisqu'elles datent parfois de plusieurs années et que leur compilation tient parfois compte de variables différentes. L'actualisation de celles-ci sera éventuellement nécessaire afin d'évaluer avec plus de précision les perspectives de développement. Néanmoins, les tendances et les constats sur le terrain qui perdurent depuis plusieurs années montrent qu'il n'y aura aucune mise à jour de ces données, prochainement. Peut-être aurons nous des mises à jour dans quelques années conditionnées par des enjeux de désaccords politiques concernant les élections législatives et celles de conseils locaux.

Au cours de cette phase de la recherche, nous visons à identifier les dynamiques de la communauté humaine et le processus de mutation urbaine de Bagdad sur la période la plus récente: description des antécédents et des aspects importants pour chacun des secteurs d'activité, évaluation des capacités, définition des conditions favorables (facteurs externes et internes). Il s'agit de réaliser un état des lieux, un « diagnostic » des grandes tendances de développement de la communauté et de la ville, ainsi que de déterminer les traits marquants de l'évolution récente des divers secteurs d'activité spécifiques à la communauté (forces et faiblesses), pour appuyer sur les obstacles - et les défis à relever - à la mise au point et à l'application d'une stratégie de développement pour la ville de Bagdad, afin de discerner les perspectives et d'identifier les grands enjeux du futur.

CHAPITRE 4 : La Guerre et la Reconstruction : obstacles et défis pour le développement de Bagdad - Etat des lieux.

"l'Organisation centrale de statistique / Ministère de la Planification" a annoncé que la population irakienne atteindra 43 millions d'ici à 2025. Cela soulève un grand nombre de questions et de préoccupations au sujet de l'avenir de l'Irak, car selon ces estimations, la population irakienne est en augmentation d'environ un million de personnes chaque année, peut-être même un peu plus. Par conséquent, ces chiffres soulèvent un grand questionnement en ce qui concerne la capacité des villes irakiennes et surtout celle de Bagdad à accueillir tous ces gens.

Ce questionnement nous semble légitime, surtout en ce qui a trait à l'absence d'une structure économique ou d'un système de production qui pourrait absorber ces millions de personnes qui entrent sur le marché du travail. Nous savons exactement que les charges les plus importantes seront confiées au secteur urbain qui y fera face en créant des emplois, en fournissant des logements et des services. Quant à eux, les secteurs agricoles et industriels en Irak, dans l'état actuel, seraient très loin de pouvoir faire face à un tel défi.

Néanmoins, la détérioration du secteur agricole et industriel est telle qu'on se questionne sur le comment il sera possible de fournir de la nourriture à toutes ces nouvelles individus. Ce qui causera des surcharges supplémentaires sur le secteur économique du pays en général. La question la plus urgente est la suivante : quelles sont les mesures que prendront les villes irakiennes, qui souffrent déjà de l'inflation, de l'extension des ceintures de pauvreté et dont une vaste proportion de la population reste dans des bidonvilles qui les entourent? Ce questionnement s'adresse tout particulièrement à la ville de Bagdad, la capitale, qui compte déjà plus de 25 % de la population du pays, et dont la plupart d'entre elle souffre de problèmes générés par la vie en contexte urbain (santé, violence, alimentation, etc.).

Quelle sera alors la situation si l'on ajoute d'autres préoccupations générées par les problèmes environnementaux et sociaux, notamment les études environnementales qui confirment l'assèchement du fleuve Tigre. Ou encore, les problèmes relatifs aux politiques qui se réfèrent à

un complot visant à diviser l'Irak, sans parler de la corruption endémique des institutions et des rouages de l'État.

Page | 185 **4.1. - La ville menacée, la nécessité d'une vision stratégique.**

4.1.1. - La complexité de la réalité et le développement de la ville, Bagdad : un modèle démonstration.

Les défis actuels se posent bien au delà de l'échelle de la ville car ils sont aussi conditionnés par les impacts des intérêts régionaux et mondiaux qui agissent sur la politique du développement urbain de Bagdad. Rappelons que l'Irak est en guerre, sans répit, depuis plus de 22 ans : guerre contre l'Iran de 1980 à 1988, guerre avec le Koweït de 1988 à 1990, guerre menée par les États-Unis pour expulser l'armée de l'Irak du Koweït en 1990-1991, et guerre de sanctions de l'ONU depuis 1990. La dernière guerre récemment engagée par les États-Unis vient davantage compliquer les choses. Toutefois, cette dernière a été menée pour « améliorer » la situation. Les irakiens eux-mêmes ont estimé qu'il s'agissait d'une « guerre libératrice ». L'importance ici est que, en dépit de tous les inconvénients et les maux de la guerre, pourtant et paradoxalement, elle a mis en lumière la réalité et le cours des choses, surtout en ce qui concerne le processus de développement.

Cette mise en lumière de l'état actuel de la ville de Bagdad¹¹⁶, surtout révélée par la récente guerre, est par exemple traduite par le constat de Serge Belley et Gérard Divay (2007) :

« La ville est faite de multiples relations (économiques, politiques, administratives, sociales et culturelles) qui s'établissent (se développent) entre différents types d'acteurs qui interviennent simultanément à plusieurs niveaux et sur plusieurs échelles spatiales. Les décisions et les actions de ces acteurs, qui entraînent des réactions en chaîne d'autant plus

¹¹⁶ L'une des conséquences majeures des dernières guerres est l'émancipation des peuples persécutés par le pouvoir et l'affirmation de leur volonté à mettre un terme à la nature de relations d'asservissement qui les ont liés à l'ancien régime. Cela suppose notamment le respect de l'état de droit, des droits de l'homme, de la transparence dans la gestion de la chose publique et l'obligation de rendre compte, soit la bonne gouvernance. Cette bonne gouvernance, tel qu'il paraît actuellement, met en œuvre des exigences de transparence. Et tout cela, à partir de ce point de vue, est la création des États-Unis comme l'un des résultats du nouvel ordre démocratique de l'après-guerre.

imprévisibles qu'elles sont répercutées plus rapidement et plus loin qu'auparavant, ajoutent à l'incertitude ambiante, laquelle est source de désordre et de plus grande complexité ».

Cette citation résume bien la ligne directrice du propos que nous tenons dans cette deuxième partie. Elle insiste en effet sur une dimension fondamentale de la réalité urbaine de la ville de Bagdad. Par l'entremise de cette perception, on passe à un autre niveau de réalité, celui de la complexité. Le concept de « complexité » est particulièrement ambigu et difficile à définir de manière satisfaisante en sciences sociales et historiques. Cependant, on l'emploie ici en tant que concept renvoyant à la dynamique du grand nombre d'acteurs, laquelle se manifeste par l'accélération du mode de développement social et économique, ainsi que par la diversification croissante des attributs (le dynamisme, l'imprévisibilité, l'organisation et désorganisation) et des formes d'interventions.

D'après le paradigme de complexité de Morin (1990, p. 21)¹¹⁷, la complexité vient de *complexus* qui signifie ce qui est tissé ensemble.

« Complexity is in fact the fabric of events, actions, interactions, retroactions, determinations, and chance that constitute our phenomenal world ».

Suite aux derniers changements du régime politique de l'Irak, on souligne quatre principales formes d'enjeux auxquels le pays doit faire face simultanément, soit les enjeux politiques, urbains, sociaux et économiques. Tout d'abord, il faudrait établir une nouvelle souveraineté, destinée à réaffirmer l'unité nationale et l'autorité du nouvel État démocratique dans le monde et sur son territoire. Ensuite, il faudrait développer l'aménagement et l'équipement de ce territoire surtout dans les villes (grandes infrastructures de transport, communication et énergie, gestion des ressources naturelles, etc.), et investir sur le dynamisme des citoyens afin de promouvoir une économie et un développement locaux, destinés à accueillir les populations et les activités liées. Il faudrait également encourager les investissements étrangers directement productifs de croissance économique, et décréter des lois et des législations pour réglementer et promouvoir ces investissements.

¹¹⁷ Morin, Edgar. (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : ESF éditeur. Trad. de l'auteur : «La complexité est en fait la fabrique des événements, actions, interactions, rétroactions, déterminations et hasard qui constituent notre monde phénoménal. ».

Néanmoins, l'objectif d'une approche complexe de la ville est de rassembler les différentes formes de connaissances dont les liens ont été brisés par la pensée disjunctive (Salat et Bourdic, 2013). Il s'agit d'essayer de comprendre tout ce que signifie la nouvelle réalité économique, culturelle et mondiale de la capitale du pays. Pour cela nous mettons en œuvre une démarche d'analyse multidimensionnelle intégrée de ce qui régit la ville qui a été considérée comme un élément géopolitique¹¹⁸ central pour la réorganisation de la nouvelle dynamique de renaissance. La ville de Bagdad se révèle ainsi le produit d'un ensemble d'actions générées par des facteurs interdépendants, dont il est bien difficile de dire quels en sont la cause et/ou l'effet.

D'autre part, ce qui aggrave davantage la complexité de la ville, c'est la perception selon laquelle Bagdad est une « ville en guerre », « ville en conflit » ou « ville en échange de menaces »¹¹⁹. Ce fait suffit à nous faire croire à une complexité supplémentaire de la scène urbaine de la ville, sans entrer dans les détails de la vie quotidienne. Bagdad est donc un espace complexe dans lequel plusieurs types et groupes d'acteurs armés entrent en concurrence, pour leurs propres intérêts et pour des enjeux différents et principalement contradictoires¹²⁰. Plus que cet aspect économique, Bagdad a été déstabilisée par son implication dans la récente émergence de conflits régionaux sectaires. En effet, la ville est devenue le siège d'intérêts conflictuels dont certains de leurs partisans locaux sont devenus des procureurs plaidant en faveur d'intérêts étrangers à l'occasion de différents internationaux et régionaux qui se manifestent sous forme de rivalités dans ce conflit.

Une autre issue qui ne ferait également que compliquer le contexte urbain de la ville, est le bouleversement récent du pays, lequel a été caractérisé par l'instabilité politique et économique

¹¹⁸ Le rôle Bagdad en tant que capitale est indispensable

¹¹⁹ Selon Karl Von Clausewitz, la guerre est un conflit armé opposant au moins deux groupes militaires organisés réguliers. Mais lorsqu'elle ne comporte pas de destruction de vies humaines, elle n'est qu'un conflit ou un échange de menaces (adapter de Hintermeyer, Pascal & Schmoll, Patrick. (2006). « Nouvelles figures de la guerre, Vers un changement de paradigme ». In : *Nouvelles figures de la guerre*, *Revue des Sciences Sociales*, n°35, p. 6. Strasbourg : Université Marc Bloch. Ainsi selon Gaston Bouthoul, Bagdad en est un exemple emblématique, dans la mesure où cette ville a toujours été un espace de guerre qui se transforme en conflits interne ou externe de milices ou entre des régimes idéologiquement différents. Elle se termine ensuite par des échanges de menaces à différents niveaux, notamment économiques.

¹²⁰ Depuis la fin de la Guerre froide, les rapports de forces entre les puissances s'articulent essentiellement autour d'enjeux économiques. Les gouvernements de la planète, dans leur grande majorité, ne cherchent plus aujourd'hui à conquérir des terres ou à établir leur domination sur de nouvelles populations, mais à construire un potentiel industriel et une force de frappe commerciale capable d'apporter devises et emplois sur leur territoire. En parallèle, l'essor de la mondialisation a transformé la libre concurrence « aimable », limitée et encadrée, en une « hyper-compétition » généralisée. Voir Delbecque, Éric, et Harbulot, Christian. (2011). *La guerre économique*. Paris : Presses universitaires de France, Que sais-je ?

provoquée par l'intervention militaire des forces de la coalition, afin de modifier l'équilibre du pouvoir. À son tour, la constitution du nouveau régime a conduit à une lutte de pouvoir entre les factions politiques et militaires, qui a généré une crise accompagnée de nouvelles turbulences idéologiques. C'est précisément ce bouleversement qui a provoqué de l'agitation dans les structures économique, sociale et politique du pays, et ce sont les villes qui en ont été les plus affectées, particulièrement Bagdad, en tant que capitale. Ces conditions nous ont pourtant permis d'ouvrir et de développer des discours théoriques dans les domaines urbains.

En ce qui concerne l'aspect de la sécurité, les caractéristiques qui ont marqué la ville depuis 2003 sont multiples. Au premier plan, on retrouve certainement la présence d'une force militaire étrangère (américaine) qui renvoie la mémoire populaire aux invasions historiques successives des Mongols, des Turcs et des Britanniques. Également, on retrouve la présence de milices, de groupes terroristes, de l'armée officielle de l'Irak, de conflits interconfessionnels qui alimentent une division sociale ethnique de la ville. Cet ensemble de caractéristiques a conduit à la naissance d'une nouvelle ville, différente de ce qu'elle était avant 2003. Bagdad est presque complètement disséquée et "redessinée" par une matrice désordonnée et informelle des points de contrôle, allées et venues des snipers, micro réseaux urbains des insurgés, des barricades pour un duel sans fin visant à un contrôle de l'après-guerre¹²¹.

Bagdad a occupé et occupe toujours une position particulière en Irak et dans la région du Moyen-Orient. Bagdad a été le lien entre l'Irak et le reste du monde, et elle domine toutes les provinces irakiennes. On entend également souvent des plaintes à savoir que les hommes politiques, les fonctionnaires, les médias et les universitaires consacraient trop de temps à la ville de Bagdad et pas assez pour le reste des villes irakiennes. Au cours des trente dernières années, l'industrialisation et la modernisation furent ressenties le plus fortement à Bagdad. La ville s'est développée et a connu une croissance plus rapidement que partout ailleurs en Irak. Cette croissance accélérée de la ville de Bagdad a rassemblé les problèmes administratifs qui existent ailleurs dans d'autres villes, tout en générant des problèmes propres à Bagdad.

¹²¹ Brian Finoki, "The sectarian faultlines of Baghdad", Subtopia. Disponible sur: <http://subtopia.blogspot.com> (mis en ligne le 18 décembre 2006).

Trois phénomènes clés caractérisent la complexité urbaine de Bagdad :

1) la complexité et les complications des politiques nationales ;

2) les rivalités régionales, et ;

3) les questions de la transition économique et des troubles sociaux

C'est l'une des manifestations les plus importantes de la complexité du paysage urbain de la ville de Bagdad.

Il est également important de souligner ici un quatrième phénomène, soit :

4) la dégradation environnementale de la ville et de son territoire, ainsi que la menace des risques que constitue cette dégradation, telles que l'inondation et la sécheresse qui génèrent des tempêtes sablées et réduisent le niveau de l'eau dans le fleuve. Nous n'aborderons ce phénomène que brièvement. Mais, la compréhension de ces caractéristiques est nécessaire à la compréhension des problèmes de gestion et de gouvernance persistants de la ville de Bagdad.

4.1.1.1 - La complexité et les complications des politiques nationales (l'inefficacité des politiques nationales de développement urbain)

Généralement, dans de nombreux pays, le développement économique compte sur la performance du gouvernement (comme c'est le cas à Singapour, en Malaisie, au Brésil et en Chine). En Irak, à la suite du processus politique et de ses répercussions négatives sur le mécanisme de prise de décisions et sur la nécessaire mise en place d'une législation pour soutenir la croissance et le développement, les politiques non conventionnelles (professionnelles et technocratiques) sont devenues indispensables, en particulier en ce qui a trait à l'affiliation politique impartiale. Il s'agit de donner la priorité l'intérêt du public.

D'autant plus que ces dernières années ont révélé que la concurrence a dominé le fonctionnement des institutions politiques et des ministères associé au recrutement d'individus non professionnels et sans la moindre compétence requise pour répondre aux exigences du poste qu'ils occupent. Cependant, ils ont reçu la plupart des programmes de formation et de réhabilitation afin de pouvoir rester en place avec pour seul objectif de bénéficier de certains privilèges.

Depuis la création de Bagdad en tant que capitale, à la fin du dix-neuvième siècle, les politiques nationales menées pour le développement de la ville ainsi que de nombreuses opérations d'urbanisme ont été conduites pour améliorer la ville et ses espaces bâtis, pour élargir les voiries, pour édifier de nouvelles constructions, pour faire des plans d'aménagement de la ville en fonction de principes et d'idées aussi différentes que changeables. Chaque autorité a voulu promouvoir ses méthodes pour créer une ville parfaite selon ses visions et idéologies propres, mais aucune n'a jamais mené à terme les actions de rénovation et de développement urbain qu'elle engageait. Par conséquent, la ville est restée inachevée pendant des décennies. Cette succession de projets de développement inachevés est aujourd'hui un facteur de blocage au développement harmonieux d'une capitale (de 437,8 km²) dont les 7 millions d'habitants (qui ont étonnamment bien résisté aux décennies de bouleversements que vient de traverser l'Irak : guerres, sanctions, violences) exigent un environnement urbain et des services conformes aux nouveaux paramètres d'une ville du XXI^e siècle.

La gouvernance urbaine de la ville est instable. Elle fonctionne sans aucune stratégie et en adaptant des politiques paradoxales. Ce qui tend à montrer que la diversité des positions et le désaccord au sein du conseil municipal contribuent à donner un rôle passif à la gouvernance urbaine, fragile et sans politique clairement définie pour la ville. Également, les divisions entre les membres du conseil municipal en raison de leurs affiliations politiques différentes, et le système des quotas, qui est imposé par le nouvel ordre politique en Irak pour la répartition des postes au sein des institutions étatiques, aggravent la situation. À l'évidence, ces conditions ne sont pas favorables, et entravent de manière significative la mise en œuvre de politiques nécessaires au développement et au renouvellement d'une grande et importante capitale telle que Bagdad.

Sur le plan institutionnel urbain le plus récent, la transition démocratique est attestée par des réformes majeures visant à approfondir et à accélérer le processus démocratique. Parmi ces réformes ayant de l'importance nous relevons dans le cadre de cette étude la décentralisation administrative. La Constitution est établie pour la gouvernance décentralisée. Néanmoins, les structures administratives actuelles reflètent une approche centraliste forte de la gouvernance, où la décentralisation administrative n'a pas été véritablement mise en place. En effet, dans les réalités *de facto*, la décentralisation est conçue pour accroître le volume du personnel politico-

administratif au lieu d'améliorer la gestion des collectivités urbaines. Comme premier effet, on retrouve la réplique, à des niveaux locaux, des pratiques de l'État central.

En effet, dans un pays comme l'Irak le développement assure toujours une concentration des pouvoirs - et par conséquent des ressources nationales - au profit d'une minorité dont les objectifs économiques et sociaux sont - ou deviennent - rapidement en opposition avec ceux de la masse de la population. Le "développement" n'est alors qu'une tentation de concentrer davantage de ressources et toujours, par voie de conséquence, davantage de pouvoirs au profit de cette même minorité (politique). Quant au résultat, on le constate partout : il peut y avoir croissance économique, mais il n'y a jamais de développement. Où plutôt c'est comme si L'Etat était incompatible avec le développement.

À l'évidence, la situation pratique à Bagdad doit viser à inverser cette réalité. Cela d'autant que l'Etat est affaibli par des politiques nationales qui sont elles-mêmes déstabilisées, soit par les conflits internes, ou encore par les divisions entre les partis politiques en raison de confrontations d'intérêts rivaux. De ce fait, les évolutions institutionnelles nouvelles sont largement remises en cause, à la fois par les citoyens et les étrangers. Deux types de problèmes de coordination sont perceptibles : l'un horizontal, respectivement entre les organismes du niveau central, régional et municipal, de la ville, et l'autre vertical, entre les activités connexes de plusieurs niveaux de gouvernement et l'administration concernée par le développement urbain. Une des manifestations de cette mauvaise coordination et de dysfonctionnement est l'extension des services publics¹²² et du marché foncier, qui constitue aujourd'hui un obstacle majeur aux investissements étrangers en matière de développement de la ville. À cet égard, la Banque mondiale dans sa *Stratégie pour*

¹²² Pour déterminer le niveau de performance du gouvernement, il suffit de savoir que le niveau de services publics en Irak est à zéro, selon le résultat d'une étude préparée par un Centre américain de recherche avec l'un des organismes des Nations unies pour surveiller la performance de l'Irak dans les domaines du progrès et du développement urbain. L'étude indique que l'Irak, à l'exception de la région du Kurdistan, souffre d'un retard et d'une baisse significative du niveau de services et de la construction. L'étude indique que ce retard est dû aux « gouvernements locaux et au gouvernement central qui ne sont pas en mesure de comprendre les mécanismes de gestion moderne et de l'utilisation des ressources financières pour réaliser un niveau de progrès correspondant à cette capacité de ressources », soulignant que « le gouvernement irakien n'a pas exploité ni employé les compétences et les ressources humaines disponibles pour atteindre les taux de réussite avancés dans le développement de l'infrastructure ». L'étude a également confirmé qu'« à l'exception de la situation de la sécurité et du facteur de corruption financière, les capacités des gouvernements locaux dans les provinces du pays, en particulier les provinces du sud et du centre, sont au plus bas niveau de l'administration ainsi que la capacité à exploiter les ressources pour atteindre un taux satisfaisant dans la reconstruction. Cette étude a été publiée par les journaux locaux, en version adaptée du site Internet. Disponible sur :

< <http://www.shatnews.com/index.php?show=news&action=article&id=2055> > (consulté le : 28/6/2012)

les villes et les collectivités territoriales, considère que l'accès à la terre dans les villes et les zones urbaines, aussi bien à des fins d'habitation qu'à des fins d'activités commerciales, constitue l'une des principales contraintes actives s'opposant à l'action de développement des gouvernements de la majorité des pays. Toutes ces choses ont de multiples conséquences négatives sur la croissance et sur l'allègement de la pauvreté.¹²³

Parallèlement, en fait, le sujet de la banque centrale nous porte à un autre niveau de complexité dans les politiques de développement, celui de l'économie, en rapport à la pression provenant du système mondial : la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Mais surtout, en ce qui concerne l'objet du chapitre VII de la Charte des Nations Unies¹²⁴, le sujet met en évidence la relation avec les pays donateurs ainsi que le « fonds de la reconstruction de l'Irak », où le processus de dépense de l'argent déposé dans le fonds de la reconstruction de l'Irak est l'apanage des pays donateurs eux-mêmes. Pour cela le gouvernement irakien n'a aucun rôle. Ce fond est sous réserve des conditions et procédures de contrôle par les pays donateurs. Cette pression, à son tour, a amoindri le rôle de l'État devant la construction monstrueuse du système capitaliste mondial.

Dans ce contexte politique, on voit émerger un pouvoir décisionnel composite, plus ou moins partagé entre les élus, les experts étrangers et les investisseurs. De plus, ce pouvoir décisionnel est clairement influencé par l'extérieur (l'étranger) mais, malheureusement, de façon à ne pas tenir compte de l'intérêt et des préoccupations du citoyen.

Seul le rapprochement qui en résulte entre responsables et administrés est cependant en mesure de corriger ces errements, d'imposer la prise en compte des attentes des populations et de susciter la recherche de solutions plus adaptées aux problèmes lancinants de la vie urbaine et de l'environnement urbain.

¹²³ Voir « Note conceptuelle sur la stratégie urbaine. Stratégie de la Banque mondiale pour les villes et les collectivités territoriales. Note conceptuelle et de synthèse ». Département Finance, Economie et Développement urbain. Réseau développement durable. 15 avril 2009

¹²⁴ Il s'agit de la possibilité donnée au Conseil de Sécurité de prendre des mesures coercitives en cas de menaces contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression. Heureusement que l'Irak a finalement réussi à sortir des conditions posées par ce chapitre VII de la Charte des Nations Unies le 27 juin 2013.

4.1.1.1.1. - La ville face aux défis de la concurrence internationale

La question liée au positionnement de la ville eu égard à la mondialisation et à la globalisation, reste constamment urgente et doit être nécessairement posée, surtout à l'égard de la nouvelle place de la ville de Bagdad dans le système géopolitique mondial. Il s'agit ici de la convergence ou de la divergence des enjeux économiques, sociaux, environnementaux, culturels et politiques entre la ville et le reste du globe. La ville est confrontée au défi de trouver un équilibre entre les intérêts locaux et mondiaux. Ce défi, imposé par la mondialisation, suppose d'attirer des services sur le marché international, tout en évitant la stratification sociale inhérente et la perte de l'identité locale.

Bagdad est une capitale internationale d'une importance et d'une influence qui ne cessent de grandir. Elle est la vitrine de l'Irak, et beaucoup jugeront le pays par ce qu'ils voient de sa capitale, à la fois en termes d'aménagement de la ville et d'équipements, de la manière avec laquelle ses habitants y vivent et des aménités qu'ils ont produit pour leur bien-être, sous la forme d'un bon logement et d'équipements sociaux. Cependant, avant de juger n'importe quelle ville, on devrait chercher les conditions, les circonstances et les causes qui ont conduit la ville à être comme elle est actuellement.

« L'endiguement et le pillage¹²⁵ » sont deux phénomènes - bien que parmi d'autres - qui nous semblent importants à relever pour mieux comprendre la situation économique complexe de la ville qui est la capitale d'un pays particulièrement instable. De plus, en regard des ressources dont elle dispose, la ville excite toutes les ambitions de puissances mondiales. Ici, l'endiguement apporte une connotation extérieure à contenir la ville et son économie.

¹²⁵ Le pillage, un acte non civilisé d'acteurs irakiens, s'est produit en tant que réaction interne à trente années de régime dictatorial ayant marginalisé les citoyens. Le 9 avril 2003, après 21 jours de bombardements, les forces américaines prennent le contrôle de la plus grande partie de Bagdad. L'image de la statue de Saddam Hussein renversée par un char américain est diffusée sur toutes les télévisions mondiales. La résistance a été très faible. Le jour même, des pillages commencent, notamment au musée archéologique, dans les hôpitaux et les bâtiments administratifs. Les pillages de grande ampleur des bâtiments publics, dans les jours suivant la chute du régime, réduisent à néant, physiquement, l'infrastructure de la machine étatique irakienne : ministères, écoles, hôpitaux, sont pillés, et souvent brûlés

L'endiguement ou "*Double Endiguement*" (Bayramzadeh, 2011), date de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Les États-Unis ont adopté une nouvelle stratégie (double endiguement) à l'égard du régime irakien consistant à l'affaiblir afin de le renverser à long terme. Depuis, l'Irak est placé dans la liste de « l'axe du mal » avec deux autres pays : l'Iran et la Corée du Nord (*Ibid.*). Il est tentant de comparer la situation actuelle en Irak avec l'épisode de la Guerre froide. Encore une fois, les États-Unis ont tenté d'imposer ses propres idées à l'Irak, soit l'idée néo conservatrice de l'économie de libre marché. Même les fonctionnaires qui faisaient partie de la campagne de promotion de cette tendance et politique américaine, émettent désormais des avertissements pour ne pas faire la même erreur deux fois: d'imposantes structures, des idéologies, des organisations et des plans qui ne sont pas désirés et pas propres à la culture locale. De même pour mettre fin à la tutelle des États-Unis sur l'Irak.

Selon Klein, le parti néo conservateur américain voue une véritable croyance dans le rôle des États-Unis à propager des valeurs démocratiques à travers le monde, avec une foi inébranlable dans l'économie de libre marché. Il a trouvé en l'Irak un contexte presque idéal pour la création d'un État utopique¹²⁶ (Klein, 2004, et Schwartz, 2007).

Les États-Unis ont prévu d'ouvrir le pays à des sociétés internationales qui s'occupent de sa reconstruction. Cependant, après l'intervention de nombreux facteurs économiques, sociaux et religieux, le résultat fut que le pays, au lieu de devenir « le meilleur endroit pour faire des affaires », s'est transformé en cauchemar de longue haleine, et les entreprises, l'une après l'autre, s'en sont retirées :

« Enfin, il devient évident que le pays (l'Irak) est terriblement déficient dans la culture entrepreneuriale critique, laquelle est capable de tirer parti des opportunités créées par les réformes néolibérales » (Looney, 2004).

¹²⁶ Klein, Naomi. (2004). « Baghdad year zero ». In : *Harper's Magazine*, n°24, Septembre 2004.. "if we look at the actions of the U.S. occupiers from the very beginning, we see a really clear agenda, and the phase I use in the Harper's piece is "the construction of the utopia," because the idea was that in this one country, because the U.S. was in charge and they didn't have to negotiate with the local government, they were actually able to imagine Iraq as if they were erasing it and rebuilding it from scratch. Trad. de l'auteur: « Si l'on regarde les actions des occupants nord américains à partir du tout début on repère un agenda très clair et la phase numéro 1 de la pièce de Harper qui est « la construction de l'utopie » car l'idée était que dans ce seul pays – parce que les USA étaient en charge et n'avaient pas à négocier avec le gouvernement local – ils étaient enfin capable d'imaginer l'Irak comme s'ils pouvaient le raser et le reconstruire à partir de zéro ».

L'économie mondiale est de plus en plus concurrentielle. Les villes d'aujourd'hui doivent se concurrencer les unes avec les autres pour attirer les capitaux. Pour ce faire, nombreuses sont les collectivités locales qui offrent des incitations financières en plus d'autres incitations pratiques essentielles, notamment des infrastructures et des services urbains performants, des systèmes de communication, des transports efficaces, suffisamment de logements et l'accès aux structures d'éducation et de loisirs. Ainsi, les villes ont besoin de nouveaux cadres réglementaires pour soutenir une combinaison d'actions entrepreneuriales, néolibérales et non de régimes marchands¹²⁷

Ce projet économique a affecté les différentes régions du pays selon des degrés de gravité variables. Pourtant, Bagdad, la capitale, qui contenait une grande partie de l'appareil gouvernemental, le commerce et l'économie du pays, a été frappée avec une force catastrophique.

Il faut noter ici qu'au début de cet entreprise économique "imprudente", au niveau urbain de la ville, les conséquences n'étaient pas encore bien estimées ou figurées. Cela parce qu'avec l'arrivée des Américains, les conditions dans les villes se sont fortement dégradées. Et avec la montée des conséquences du conflit post-invasion, ces villes n'ont plus répondu aux normes habituelles pour y vivre. De même l'urbanisation et développement urbain en Irak (comme dans les pays du Sud) n'a pas été directement liée à l'industrialisation, même au développement en soi. La croissance de la population urbaine dans la ville, en dépit du développement économique urbain, positif ou négatif, est le résultat d'un mécanisme social particulier liée au statut de la ville, à la disposition et la qualité des services et au désir d'y venir étant proche du siège du régime politique central. Cependant, peut-être que le rôle de facteur économique est l'arrière plan ou la dimension cachée de tout cela, mais pas le facteur direct. Pour cela l'ajustement structurel et la transformation du modèle économique n'auraient pas un impact immédiat sur l'aspect urbain de la ville dans ses débuts. Bien sûr, cela ne signifie pas nier l'impact futur important de cette transformation économique.

De plus, la portée de l'ambition des autorités américaines promotrices de ce projet, a été spécifié par leurs listes de domaines dans lesquels les forces du marché seraient introduites: de grands

¹²⁷ Istanbul+5 : Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat, New York, 6-8 Juin 2001.

services publics comme le gaz, le pétrole, l'eau et l'énergie et pratiquement toutes les opérations financières, y compris la vente d'actifs, les concessions, les baux et contrats de gestion, en particulier ceux du pétrole et des industries connexes.

Malgré tout cela, selon beaucoup de écritures et ouvrages, les réformes économiques néolibérales ont créé les bidonvilles des villes du XXI^e siècle avec, dans ces de plus en plus vastes bidonvilles, la dégradation des services publics et l'hyper-chômage (Davis, 2004, p. 5-34). Cette image urbaine stéréotypée sur l'urbanisme néolibéral provenant de pays du tiers monde, en particulier de l'Amérique latine, s'inscrit actuellement dans la ville de Bagdad de façon pervertie (cela signifie que la raison n'est peut-être pas nécessairement une économie néolibérale, mais plutôt le résultat d'une « mauvaise gouvernance »). De plus, cela a un impact dévastateur sur la société et la capitale irakienne, qui se voient précipiter en arrière à l'âge pré-moderne à une vitesse vertigineuse. Parmi les symptômes de cette régression on note la multiplication des petites niches de privilégiés qui veulent maintenir un style de vie ressemblant à l'idéal de prospérité capitaliste, tandis qu'une proportion croissante de la population est privée des attributs de la vie moderne, soit d'électricité fiable, d'eau propre et potable, d'un logement habitable, et d'une connexion viable à la vie économique de la nation. En Irak, par rapport à la situation actuelle, même pendant la combinaison infernale du règne de Saddam Hussein et des sanctions de l'ONU, la plupart des Irakiens a relativement vécu dans un contexte de niveau de services acceptable, quoique dans des circonstances en constante dégradation.

À cet égard, l'une de nos préoccupations les plus importantes concerne la mauvaise transposition des politiques néolibérales qui pourrait être soulevée ultérieurement, en particulier après le retrait américain de l'Irak et après que le gouvernement irakien ait repris les rênes du pouvoir (juste comme cela s'est produit pendant le règne d'Abd al-Karim Qasim, lorsque le Gouvernement a hérité des politiques d'urbanisme, à l'époque, de Doxiades). Cette préoccupation devient légitime et même réaliste si l'on prend en considération la nature de l'attitude du gouvernement et des politiques et des projets qui sont actuellement adoptées pour le développement de la ville en milieu urbain (comme il sera examiné dans la deuxième partie de ce chapitre).

Néanmoins, l'avantage le plus important que la ville avait acquis est qu'elle est entrée dans une économie mondiale concurrentielle par des réformes néolibérales rapides - voire instantanées -

qui ont pris des décennies à être engagées dans d'autres pays, alors qu'elle n'était pas encore qualifiée pour cette transformation importante. Comme Looney (*Ibid.*) le remarque :

« *A free market program was imposed on Iraq far sooner than the nation was prepared to exploit it.* »

Page | 197

Bagdad est une ville traditionnellement ouverte sur le monde. Elle n'était pas pour autant préparée à ces nouvelles règles qui consistent, pour l'essentiel, en un démantèlement des barrières matérielles administratives, procédurales et juridiques, qui exposent tous les secteurs économiques à une concurrence très rude à l'échelle planétaire. Également, des barrières immatérielles se rapportent à la préparation des simples citoyens pour faire face aux acteurs internationaux, surtout si l'on considère le fait que la plupart de la société irakienne est encore tribale.

Le défi majeur pour un pays comme l'Irak d'aujourd'hui devient de savoir comment trouver le juste équilibre entre les exigences du développement durable (répondre aux besoins locaux, à court et long terme, de la société) et les objectifs de la mondialisation (globalisation¹²⁸) (Calame, 1996). Économiquement la mondialisation signifie la libéralisation des échanges, la mobilité des capitaux, la privatisation, la commercialisation et l'autonomisation des sociétés transnationales (Looney, 2003 et Juhasz, 2004).

Il y a donc l'hypothèse de la réalisation d'un « bon » investissement, c'est-à-dire d'une épargne investie dans les domaines où nous trouverons les solutions technologiques d'avenir (Piantoni, 2012).

¹²⁸ « La globalisation, sous entendue globalisation économique, peut se définir comme la mondialisation réduite à l'idée d'un commerce international libre. Je la vois un peu comme la version moderne de la politique de la canonnière : l'utilisation de rapports de forces politiques pour imposer l'ouverture des marchés. Il s'agit là d'une perversion historique. » Voir Calame, Pierre. (1996). « Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires ? » In : *Institut de recherche et débat sur la gouvernance* [en ligne], décembre 1996. URL : <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-180.html> (consulté le 13 mai 2014).

4.1.1.2. - Géopolitique de la ville et rivalité régionale, conséquence de la connectivité et de la concurrence entre les villes.

Dans un monde de plus en plus globalisé, envisager d'analyser la ville de façon singulière, comme entité sociale et spatiale séparée, sans prendre en considération ses liens et les rapports d'interactions spatiaux qu'elle entretient avec d'autres villes ainsi qu'avec le territoire proche ou lointain, devient une analyse incomplète, surtout pour ce qui a trait aux grandes villes qui sont déjà des acteurs essentiels aux plans national, régional et international, ce qui est notamment le cas de Bagdad (Garmy, 2009). Yves Lacoste (2006) précise :

*« Le terme de géopolitique dont on fait de nos jours de multiples usages désigne de fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoir ou d'influence sur les territoires et les populations qui y vivent : rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes – et pas seulement des États mais aussi entre des mouvements politiques ou des groupes armés plus ou moins clandestins –, les vérités pour le contrôle ou la domination du territoire de grande ou de petite taille. »*¹²⁹

Pour cette raison on essaie de positionner la ville de Bagdad en termes de systèmes urbains (eu égard aux effets de la globalisation), où il sera facile de voir les effets profonds et inégaux de la mondialisation sur les villes du Moyen-Orient. Yasser Elsheshtawy (2002, 2008) a mis en évidence un « grand fossé » entre ce qu'il appelle « des villes luttant (struggling cities) » et « des villes émergentes » dans le « monde arabe ». (Fig.45)

La ville de Bagdad se trouve à l'intersection de ces deux axes. À l'évidence, cela est lié à la situation géographique de l'Irak, ainsi qu'à celle de la ville de Bagdad, à la charnière des deux sous systèmes régionaux arabes du Golfe et du Croissant fertile, qui constituent évidemment autant un atout qu'une faiblesse (Kodmani Darwish, 1990).

¹²⁹ Lacoste, Yves. (2006). Géopolitique: la longue histoire d'aujourd'hui. Paris: Larousse. Adapté de Boniface, Pascal. (2011). *La géopolitique: les relations internationales*. Paris : Eyrolles. Et TETART, Frank. (2006). « La géopolitique, outil d'analyse de la mondialisation ». In: CARROUE Laurent, *La mondialisation*. Paris : CNED-SEDES, p. 269-302. Voir aussi DUSSOUY, Gérard. (2006). *Traité de Relations internationales. Les théories géopolitiques*. Paris, L'Harmattan.

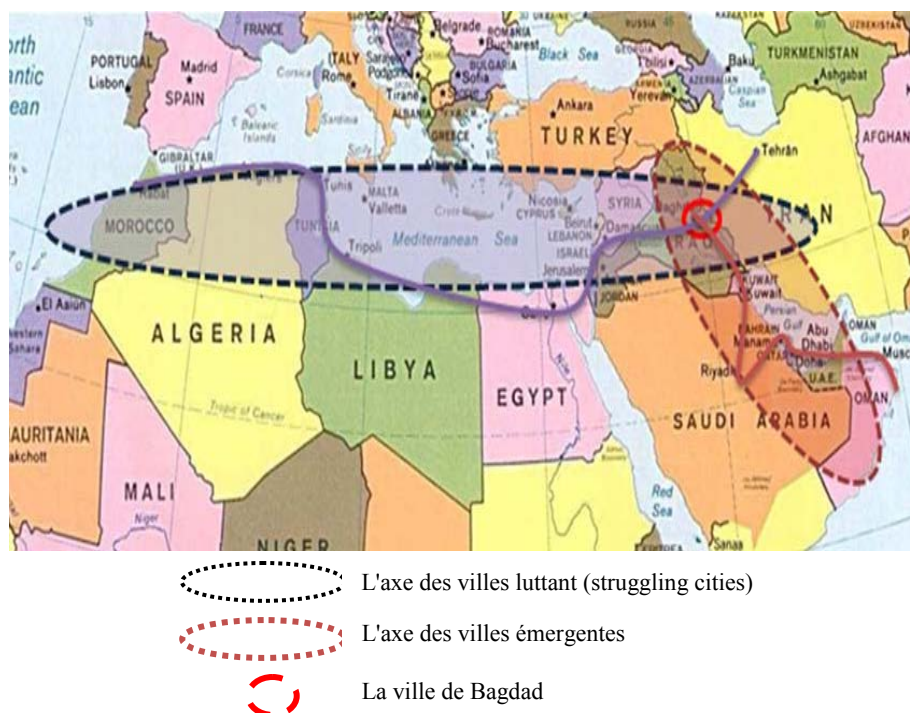


Fig. 47: Les deux systèmes urbains des ville arabes.

Source: élaboré par l'auteur

En effet, elle a la chance de pouvoir prétendre à un rôle dans les deux zones, et en même temps, elle présente le risque d'être exclue des deux ou encerclée par les autres acteurs, comme c'était le cas avec l'embargo (*Ibid.*). De même, elle a la même chance en ce qui concerne les deux systèmes urbains évoqués par Elsheshtawy.

Selon cette manière d'aborder la ville, beaucoup d'axiomes urbains perdent de leur sens dès lors que l'on cherche à les lire dans le contexte de la ville de Bagdad, notamment sur l'interdépendance des villes et l'échange des intérêts. En un sens général, les villes existaient dans un réseau au sein d'autres réseaux. Ainsi elles sont à la fois dans une logique de compétition et de coopération selon une échelle hiérarchique en termes d'importance. En effet, certaines d'entre elles sont des pôles de réseau mondial plus importants que d'autres. Avec la mondialisation croissante de l'économie, et la division internationale progressive du travail, plusieurs villes prennent de l'importance en tant que lieux où les réseaux économiques peuvent être décodés, résumés, convertis et investis. De même qu'elles pourraient produire plus de richesses que leur poids démographique dans le cadre national, tout comme les capitales des pays du Golfe. Cela

devrait en général améliorer le bien-être des villes, leur croissance économique et leur stabilité sociale relative. Quant au cas de la ville de Bagdad, les qualités ou caractéristiques qu'elle possède depuis toujours dans cet aspect, contribuent à l'instabilité de la ville et handicape son développement pour plusieurs raisons.

Page | 200

En d'autres termes, à Bagdad, la conséquence est que la politique internationale, tout comme la politique locale, entravent les ambitions économiques et sociales que l'Irak nourrit pour son avenir. En conséquence, les possibilités de la ville d'offrir des avantages à leurs citoyens, surtout aux plus pauvres, peuvent être entravées, même en ce qui concerne les politiques en faveur des pauvres et de la libéralisation du marché.

Tout d'abord, ce sont ces conflits, rivalités, et les similitudes ou différences idéologiques sociales ou religieuses qui existent entre les habitants de la ville de Bagdad et ceux des villes de pays voisins. Traditionnellement, à une explosion de violence dans une ville donnée suivait une autre explosion de violence ailleurs. Cela est exactement le cas aujourd'hui, avec la vague de protestations et de révolutions qui secouent le Moyen-Orient, ou ce que l'on appelle le « printemps arabe ».

Le rapport « Notre Avenir à Tous » (1987) de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement démontre que les pays en développement peuvent faire beaucoup de choses ensemble pour développer les concepts politiques, les programmes et les institutions nécessaires pour faire face à la crise urbaine qu'ils partagent. Cela est tout à fait réalisable dans la mesure où les villes existent dans un réseau de villes, et les réseaux ne peuvent exister que par les complémentarités et compatibilités collectives. Cependant, dans l'absence totale d'approche humaniste et de principe gagnant-gagnant, les décideurs des pays arabes, et du Moyen-Orient font carrément le contraire. Il semble en effet qu'ils essaient de perpétuer la crise dans certaines villes des pays voisins pour en tirer des avantages économiques pour leurs propres villes, surtout dans le domaine de l'investissement et du tourisme. C'est bien évidemment la conséquence des intérêts économiques controversés, des motifs ethniques conflictuels et rivaux, des raisons culturelles opposées, et de la lutte pour les sources alternatives de développement économique dans la région.

Cette hostilité contre la ville de Bagdad n'est pas nouvelle, les pays voisins ont toujours profité des crises vécues par la ville, ou plutôt ils les ont toujours exploitées de façon à servir leurs propres intérêts économiques. Par exemple, Dubaï, après la Première Guerre du Golfe, au début des années 1990, a pris la décision stratégique de devenir une métropole internationale de grande qualité (Kubat et al., 2009).

Les « capitales d'États », dans un système d'économie libre ou d'économie de marché, deviennent également des lieux dont la situation géographique, la gestion économique et l'aménagement sont des éléments de la plus haute importance pour les autorités d'un pays. Dans le même sens, Bagdad est toujours la capitale d'un pays qui s'efforce sérieusement de retrouver et de regagner sa position en ce qui concerne les politiques de développement régionales et mondiales. Elle a perdu cette position suite aux politiques irresponsables du régime déchu. De plus, ces tentatives afin de restaurer cette place perdue et de réinsérer Bagdad dans le jeu régional, se déroulent à tous les niveaux de la vie, soit aux niveaux économique, politique, social et aussi scientifique ce qui accroît la difficulté du défi à relever.

Actuellement, au sien du grand projet de reconstruction du pays, les tentations politiques sont à un niveau élevé jamais rencontré jusqu'à présent dans l'histoire de l'Irak et en particulier, dans la capitale, Bagdad. Cela est dû à plusieurs raisons. La plus importante d'entre elles est que l'Irak a été présenté en tant que nouveau modèle politique, social et économique, pour un nouveau Moyen-Orient, tel que le relève Lafourcade (2007) :

« La refonte et la transformation en profondeur des institutions et de l'économie irakiennes doivent permettre l'établissement, au coeur du Moyen-Orient, d'une liberal democracy à l'américaine, exemple vertueux pour tous les régimes de la région. »

Toutefois, l'impact potentiel et les conséquences sur l'Irak et la région que l'administration des Etats-Unis espérait générer - en démontrant en Irak comment une nouvelle approche économique pourrait rapidement revitaliser même l'économie la plus moribonde (Looney, 2003 et 2004 *op. cit.*) - n'a pas été ce qu'elle avait prévu. Cela est dû à l'absence de coopération des puissances régionales avec cette stratégie de reconstruction américaine (Momani et Garrib, 2010). Ainsi, le pouvoir de l'État est aujourd'hui en concurrence avec celui d'autres niveaux territoriaux plus

larges ou plus étroits ou encore avec des réseaux de centres qui échappent particulièrement aux barrières internationales.

Les instruments de cette concurrence "géopolitique urbaine" sont d'une part les sociétés transnationales, lesquelles sont les vecteurs incontournables de la globalisation économique et financière (Arnould, Paul et al, *op.cit.*, p. 143-173). l'État se retrouve fragilisé et subit en quelque sorte la grande liberté de manœuvre et d'influence des sociétés transnationales et des grands groupes de développement de l'immobilier. D'autre part, ce qu'on appelle la "restructuration de la dette de l'Irak" (Momani et Garrib, *op. cit.*). En effet, en remplacement de sa dette, Bagdad a proposé aux créanciers régionaux (surtout ceux des pays de Golfe) des contrats de reconstruction ou des opportunités d'investissement en Irak (avec des privilèges). Les États du Golfe ont accepté ces privilèges et ont poussé leurs sociétés transnationales dans le processus de reconstruction du pays. Néanmoins, à condition que ces entreprises soient favorisées dans la sélection des projets d'investissement présentés dans le cadre du processus de reconstruction. Ils ont même été plus exigeants en demandant qu'au lieu de contrats de reconstruction ou d'opportunités d'investissement en Irak, les pays du Golfe restent avec leur propre dette en exigeant que la réconciliation nationale devienne liée à la question de l'allègement de la dette (*Ibid.*). Cet acte a considérablement perturbé le processus de réforme économique et donc la plupart des projets de reconstruction et d'infrastructures. En effet, l'impact de ce niveau de conflit ne concerne pas que la ville, comme le note Verdeil (2007) :

« On se situe alors plutôt dans une conception de la géopolitique comme ensemble d'enjeux et de conflits territoriaux ou à portée territoriale, essentiellement entre des États. »

Face à ce déséquilibre récent entre les besoins d'investissement et la capacité de l'État à financer ces investissements, le rôle de ces sociétés transnationales est devenu très important dans l'économie de l'Irak et son développement urbain. Celui-ci est d'autant plus important lorsque le gouvernement local et central essaie de compter sur l'investissement extérieur afin de réaliser des projets de reconstruction à grande échelle, en particulier dans le domaine de l'industrie, du pétrole comme des projets de logement et de développement urbain. Cependant, les règles locaux de fonctionnement (très peu libérales) du marché mondial ne sont pas maîtrisées, Même pas les

technologies nécessaires pour le faire, qui évoluent d'ailleurs plus rapidement que le processus d'apprentissage.

Face au grand besoin de l'Irak de réintégrer le marché international ou face à l'enrôlement des entreprises multinationales afin de régler les problèmes sociaux, fut mis sur pied l'élaboration de législations pour attirer les investissements extérieurs, pour consolider la capacité de mobilisation des ressources financières internes et de diversification de l'économie, pour la décentralisation institutionnelle et le développement des ressources humaines. Tous ces efforts visent à promouvoir de la confiance en l'avenir de Bagdad.¹³⁰

4.1.1.3. - Les questions économiques et les troubles sociaux : la ville face au multitude des préoccupations locales / vs / globales, ou les intérêts enchevêtrés.

Le choc du profond dépaysement ainsi que les perturbations de la vie économique et sociale en raison de la destruction de la guerre, ont abouti à revendiquer un retour à la normale. Contrairement à de nombreux pays en développement, le défi de la reconstruction de l'Irak n'est pas tellement une question de partir de zéro pour atteindre un nouvel objectif, tel que ce fut le cas de la politique qu'ont tenté de mener les américains après 2003. Au contraire, la reconstruction de l'Irak nécessite d'abord de revenir aux niveaux de prospérité économique et de stabilité politique identiques à ceux dont la majorité de la population irakienne a bénéficié et qu'elle a apprécié dans les années 1970 (UNDG/WB, 2003)¹³¹. Cette période est en effet la plus stable et la plus prospère de l'histoire de l'économie irakienne. Également, une partie du succès relatif de l'économie de l'Irak, dans les années 1970, a été son utilisation réussie des revenus pétroliers pour financer des investissements dans le secteur social (logement, santé, éducation) et dans les infrastructures physiques (routes et réseaux de communication) (*Ibid.*).

À l'exception de cette période, c'est l'agitation et la détérioration qui dominent la scène de l'économie irakienne. C'était en fait une économie très fermée, ou plutôt une économie

¹³⁰ La plupart des rapports des Nations Unies se réfèrent à la question de l'intégration entre l'économie nationale et l'économie mondiale dans le but de créer un environnement de développement économique et social compatible, mais en même temps, ces études indiquent défaut évident de la capacité très limitée du gouvernement à promouvoir l'économie local et international dans ce sens là.

¹³¹ UNITED NATIONS DEVELOPMENT GROUP/WORLD BANK (UNDG/WB). Joint Needs Assessment. Housing and Urban Management Sector Report. Final report, 10 September 2003

protectionniste sous le régime de Saddam Hussein, une économie nationaliste, période durant laquelle il y n'a pas eu d'investissements étrangers directs en Irak avant 2003. Plus tard, en 1990, cette économie a été bloquée et placée sous sanction par l'ONU. Après 2003, l'économie de l'Irak s'est de nouveau ouverte et a été alors accessible à tous les investisseurs étrangers. Cela a abouti au fait qu'avec la disparition progressive des barrières douanières, des secteurs économiques jusque là préservés de la concurrence internationale se sont trouvés à leur tour confrontés à cette concurrence.

Le modèle économique adapté après 2003 (l'économie libérable de marché) n'a pas prouvé son efficacité au cours de cette période, en particulier en ce qui concerne le thème du développement urbain. La croyance dominante était qu'un tel modèle d'économie, à lui seul, pouvait faire faire un bond en avant dans les projets de développement urbain et du logement, à travers l'ouverture de l'investissement devant les entreprises transnationales. La réalité de la situation indique plutôt le contraire. Le manque de sécurité, le niveau de corruption malgré la forte capacité budgétaire, la prédominance de l'économie souterraine et la mauvaise organisation de l'État ont conduit à une absence complète de ces entreprises, et de leurs investissements.

En outre, la transition économique et politique de l'Irak s'est déroulée dans un cadre institutionnel très politisé et fragile. L'orientation de cette transition a été dictée par la corruption, le népotisme (dans les hautes sphères du pouvoir), ce qui a conduit à un développement qui n'est pas seulement intolérable, mais qui ne tient pas compte des besoins de la population générale, tels que les besoins en logements ou en équipements sociaux. Au lieu de cela, ces investissements, par exemple, se sont tournés vers la création de projets de consommation secondaire, ou se sont portés sur la privatisation des espaces publics et le développement pour urbaniser de terres agricoles.

En effet, nous expliquons l'absence d'investissements productifs dans de nombreuses régions par le comportement des « féodaux locaux¹³² » qui veulent maintenir leur emprise sur la population locale en demeurant les seuls pourvoyeurs de travail et de subsides. De plus, parce que la population en dépend économiquement, elle ne peut plus exercer ses droits politiques. L'intérêt

¹³² Nouveau groupe de politiciens qui travaillent sur des agendas spécifiques à monopoliser les investissements, et les réorienter à des fins politiques. Ils sont généralement proches des décideurs de haut niveau de l'État. Pour cela ils sont comparés avec les féodaux de la monarchie et de l'empire ottoman.

des leaders politiques est donc de renforcer la dépendance des populations à leur égard plutôt que de favoriser un développement économique qui profiterait à l'ensemble de la communauté, mais qui les affaiblirait sur le plan politique.

La conséquence urbaine de ce dysfonctionnement est que cette classe des bénéficiaires de ce système économique a trouvé le moyen de se distancer physiquement de la pauvreté urbaine et des circonstances qui contribuent à la dégradation de la ville. Cela se traduit par la montée des propriétés clôturées prestigieuses et de la bourgeoisie laquelle est bien visible aujourd'hui dans certains quartiers riches de la ville. Ainsi, une nouvelle bourgeoisie irakienne vit et devient prospère sans prendre conscience de la misère et des frustrations qui l'entoure. Certes, pour cette nouvelle classe bourgeoise, afin de réussir, il est préférable de ne pas trop penser aux problèmes des autres, mais cette myopie conduit à une montée des tensions et à la violence, puisque rien n'est fait pour désamorcer le déséquilibre économique et la corruption.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'étudier un modèle alternatif de développement économique basé sur les données et le potentiel du contexte local lui-même. Il peut s'agir par exemple d'une économie sociale de marché, une économie dans laquelle il serait possible de concilier à la fois l'économie de marché, présenté comme un universel indiscutable et indépassable, et le souci de la justice sociale. La conception de l'économie de marché sociale lie le principe de la liberté des marchés et celui de la compensation sociale. C'est-à-dire d'un libre marché qui profite davantage à la société irakienne en son entier.

4.1.1.3.1. - La ville et les ressources de l'État

Historiquement, la ville de Bagdad, tout comme Le Caire et Istanbul, avait maintenu les plus larges contacts avec l'extérieur, et leurs populations ont atteint des centaines de milliers de personnes. Cependant, bien que leur fortune respective ait fluctué avec les changements politiques et commerciaux, elles demeurent les plus grandes cités caravanières du Moyen-Orient et les mieux connues en dehors de la région. Bien évidemment, elles n'ont pas, à tout moment du passé, fourni les nécessités immédiates de la vie, telles que la nourriture et la boisson, par des caravanes ou par le commerce d'outre-mer avec étranger. Pour cela elles comptaient complètement sur leur région. Dans le même ordre d'idées, les relations sociales et économiques

entre la ville et les régions environnantes, ont eu une incidence considérable sur la structure interne sociale de la ville (Castello, 1977, p. 6).

La fonction économique principale de Bagdad, en tant que place centrale, est d'être engagée dans la collecte et la transformation des matières premières à partir de l'arrière-pays, ainsi que dans la distribution de biens, de matériaux et de services pour l'arrière-pays. Toutefois, cet aspect purement économique n'explique qu'une partie de l'existence de cette ville. En effet, c'est le marché et l'administration qui, d'emblée, ont marqué les premiers âges urbains et qui demeurent des fonctions fondamentales. De plus, ce sont les seules à être partout présentes. Il arrive qu'elles soient les plus importantes et qu'elles soient responsables du développement de la ville (Laborde, 1994, p. 115).

De ce fait, les secteurs concurrentiels (services aux entreprises, industrie) ont toujours été fortement concentrés dans le « grand » Bagdad. Les régions périphériques étaient relativement exclues de la concurrence. Pourtant, actuellement, le système fédéral instauré en Irak après la guerre de 2003 donne des compétences politiques et juridiques très étendues aux gouvernements locaux d'autres villes de niveau régional telle que Mossoul et Bassora. Ainsi, sous le nouvel système politique démocratique fédéral du pays, la "loi de pétrodollars"¹³³, dont le Parlement doit encore débattre, donnera aux villes non productives de pétrole des allocations gouvernementales pour leurs travaux et projets de reconstruction et pour les aider à atteindre le niveau de développement économique équivalent à celui de villes productives de ressource naturelles. Avec l'application de cette loi, toutes les régions de l'Irak, y compris les plus éloignées, seront désormais en mesure de pouvoir compter sur la concurrence internationale.

¹³³ Il s'agit d'un autre passage sur un autre défaut de l'économie Irakienne, concernant la question de la distribution et de la répartition de cette source de production. Compte tenu de la forte centralisation du mode d'administration du secteur du pétrole irakien, il faut noter ici que depuis la découverte du pétrole en Irak et jusqu'à ce jour, la répartition géographique des champs pétrolifères irakiens ne se conforme pas à la répartition géographique des revenus. Pour le pouvoir politique qui était en place, il n'était pas nécessaire de travailler pour déterminer les emplacements géographiques exacts des champs de pétrole et de gaz par rapport aux frontières administratives des provinces et des territoires. Ce qui signifie que ce n'est pas nécessairement et seulement la province productive (où se trouvent les ressources) qui était le principal bénéficiaire de cette production. Ainsi, au contraire, les régions qui produisent sont les régions les plus pauvres, et subissent aussi les conséquences négatives des processus de production. Après 2003, l'article 112 (I) de la nouvelle Constitution permet au gouvernement fédéral de gérer conjointement le pétrole et le gaz extrait des champs actuels avec les gouvernements fédéraux des régions productrices et les provinces, à condition que leurs revenus soient équitablement et proportionnellement répartis selon la population et sa distribution dans tout le pays. Voir : AL-MEHAIDI, Kamil, (2006). « Geographical Distribution of Iraqi Oil Fields And Its Relation with the New Constitution ». In: *Revenue Watch Institute*, n° 21-22.

La conséquence de cette politique de partage des ressources sur Bagdad est que l'argent public sera considéré de plus en plus comme une ressource rare qu'on ne pourra dépenser qu'à bon escient et pour des objets préalablement évalués dans toutes leurs dimensions. Les crédits d'investissement qui ont été mis en œuvre dans la ville par le secteur public seront très limités, car la priorité, pour un pays ayant souffert de discrimination dans la distribution des ressources, sera toujours donnée aux villes victimes de cette discrimination. Ces perspectives financières ne peuvent être ignorées. Elles limitent fortement les ambitions d'amélioration des services collectifs et de l'efficacité administrative de la capitale qui était auparavant bénéficiaire de la plus grande part du budget de l'État. Il serait donc imprudent de compter uniquement sur l'investissement de l'Etat et des municipalités dans les années à venir.

4.1.1.3.2. - La corruption, un phénomène de désorganisation de la planification accidentelle, un mode de gestion urbaine bien enraciné.

La transition vers une économie de marché, laquelle a accompagné un grand nombre d'opérations de reconstruction post-conflit après 2003, offre de nombreuses opportunités de corruption que les institutions mises en place après un conflit sont, peut-être, peu désireuses ou incapables de résoudre (Le Billon, 2005). Cette situation risque de durer pour longtemps tel que nous le démontre l'exemple de Joseph E. Stiglitz (2004). En effet, pour plus d'une décennie après le début de la transition, de nombreux pays postcommunistes n'ont pas encore retrouvé les niveaux de revenus d'avant la transition. Pire encore, le pronostic pour établir une démocratie stable et la primauté du droit dans la plupart des pays qui font l'objet d'une thérapie de choc est sombre.

La question vers laquelle nous renvoient à la fois Stiglitz et Le Billon, se traduit dans les faits de l'expérience de la reconstruction à Bagdad au cours des dix dernières années.

Le mythe nostalgique des partis d'opposition au temps du gouvernement de Saddam Hussein - qui se sont maintenus eux-mêmes au pouvoir -, était que si nous avions seulement assez d'argent à dépenser (le chiffre est généralement évalué à une centaines de millions de dollars) nous pourrions anéantir tous nos bidonvilles en quelques années, et inverser le déclin en faveur d'une grande prospérité. Mais aussi pour sauver les classes moyenne et inférieure écartées et négligées

de la société civile de Bagdad. Cependant, bien qu'ils aient disposé de milliers de millions de dollars, au lieu de centaines après qu'ils aient pris le pouvoir, nous cherchons encore ce qu'ils ont réellement accompli. On constate qu'il n'ont presque rien fait, sauf quelques projets à faible budget qui, à notre avis, ne sont pas très différents, voire même peut-être pire que les bidonvilles qu'ils étaient censés remplacer (Fig. 46). En effet, ces projets représentent en quelque sorte des boîtes de briques et de ciment éparpillées sur les routes reliant les villes sans aucun service. Contre l'échec de ces constats, nous pouvons seulement dire, à l'instar de Jane Jacobs (1993), que ce n'est pas la reconstruction des villes mais le pillage des villes (Jacobs, 1993)

L'Irak, ces jours-ci, a la réputation d'être l'un des pays les plus corrompus du monde bien que, depuis la chute de la dictature du Saddam Hussein en 2003, la lutte contre la corruption soit mise au premier plan dans l'agenda des politiques publiques à mener. La corruption ne cesse d'être remise en cause et les gouvernements sont fréquemment sollicités pour mener de véritables réformes de manière plus intensive. Cependant, la plupart des chercheurs et des organismes de lutte contre la corruption parlent encore d'une maladie chronique dont le remède serait pour l'instant introuvable.

En 2012, sur 175 pays classés par l'organisation *Transparency International*, l'Irak était classé 169ème. *Transparency International* a souligné plus d'une forme de corruption : la corruption bureaucratique, le népotisme et le clientélisme, et la grandiose corruption politique. En ce qui concerne les secteurs présentant des risques élevés de corruption en Irak, on retrouve la gestion des finances publiques, le secteur pétrolier et le gaz, la défense et la sécurité, ainsi que le secteur de l'électricité. En fonction de la faible performance actuelle des municipalités et des conseils locaux, de la mauvaise gestion et mauvaise planification, il est presque normal que ces secteurs soient classés parmi ceux qui génèrent de la corruption car ils constituent aussi des moyens efficaces d'extorsion de fonds.



Fig. 48: des modèles de projets de logements sociaux collectifs pour les familles à faibles revenus construits par l'Etat. Source: photographies personnelles de l'auteur.

Cependant, dans le cadre des problèmes de planification urbaine, la corruption est loin de n'intervenir qu'à petite échelle. La corruption au sein du gouvernement local de Bagdad constitue également un système au sein duquel tous les échelons hiérarchiques sont impliqués et tous les degrés de corruption coexistent. À une échelle plus importante que le prélèvement individuel, la corruption intervient dans la réalisation des projets de travaux publics et d'aménagement (routes, système de distribution d'eau, transports, projets de réhabilitation des équipements sociaux), notamment par le biais de la levée de taxes ou de commissions. Lorsque le montant du projet n'excède pas 150 000 dollars, l'administration laisse une large marge de manœuvre aux

fonctionnaires en charge pour choisir les consultants et les exécutants avec lesquels sont conclus les contrats.

Les organismes et les personnes choisis sont sélectionnés sans appel public de projets et par relations, ce qui permet aisément de trafiquer les contrats, de mettre en place des standards inférieurs à ceux déclarés et d'établir des factures frauduleuses (durée du chantier, quantité et qualité des matériels, qualification du personnel, etc). De plus, le montant des taxes à lever est également trafiqué ce qui permet de ponctionner non seulement l'administration mais aussi les habitants. Enfin, il est possible de manipuler les délais des dépôts de paiements aux banques. La corruption a donc un effet direct sur la gestion urbaine dans la mesure où la réalisation des projets est de moindre qualité et à des échelles moins importantes, tout en favorisant le prélèvement de revenus par les fonctionnaires. Les possibilités de corruption sont également provoquées par l'élaboration de faux projets. Malheureusement, ce type de projet est répandu, surtout en ce qui concerne les projets d'infrastructure réalisés par la municipalité et le gouvernorat de la ville. Les agents publics créent de fausses compagnies appartenant à des amis ou à des membres de la famille ou élaborent de faux contrats avec des consultants fictifs sur la base d'anciens documents. De ce fait, la corruption intervient également sur la perception que l'on peut avoir de la ville de Bagdad, dans la mesure où les projets d'amélioration des conditions de vie et de développement des infrastructures apparaissent beaucoup plus nombreux qu'ils ne le sont réellement.

Dès lors, la corruption n'est plus seulement un obstacle à la planification, mais participe également à la façon dont est redessiné le visage de la ville, dont sont sélectionnés les objectifs de gestion urbaine et dont s'opèrent les transformations des usages de l'espace au sein de la ville de Bagdad. En ce qui concerne les phénomènes d'éviction et altération de certains usages de la ville, le système corrompeur intervient de façon à ce que certains usages de la ville disparaissent du fait du coût de la corruption, tandis que d'autres sont développés au moyen de cette même corruption. Ainsi, la corruption n'est pas seulement une étape administrative parmi d'autres dans le cadre de la gestion de la ville, elle est un des éléments clés de l'orientation de la planification à Bagdad.

Comme on l'a relevé, chaque agence gouvernementale opérait de manière indépendante et aucune n'était responsable devant les dirigeants de la ville ou les autorités locales de la planification. Le développement n'était pas réellement contrôlé, car mené par une multitude

d'acteurs gouvernementaux ou par des promoteurs privés qui agissaient sous l'autorité de ces derniers.

Cet acte de corruption ou de "pillage" concerne un contexte socio politique local en premier lieu et ce dès le début de la construction du socle même de la structure étatique, qui repose depuis des années (en particulier à partir de 2003) sur l'idée selon laquelle l'État est comme un gâteau à partager entre les protagonistes de la classe politique en présence. Cette conception est incompatible avec le développement, la stabilité et la consolidation des appareils de l'État, en raison du fait que cela conduit simplement à un système politique qui privilégie l'accumulation des intérêts immédiats individuels ou des groupes, sans penser aux conséquences sur le développement, ainsi qu'au détriment des intérêts stratégiques à long terme et du bien-être de la population.

Pour résumer, le défi économique, l'urbanisation rapide, le manque d'emplois urbains décents et les insuffisances de la planification et de la gestion des villes comptent parmi les facteurs de l'urbanisation de la pauvreté. Dans ce contexte particulier, nous sommes préoccupés et avons des craintes économiques concernant le fait que la ville pourrait être exposée à une politique délibérée de paupérisation. Bagdad est une ville qui n'est plus attractive au plan économique. En effet, actuellement et pour la première fois dans l'histoire moderne de la ville, les travailleurs qualifiés et compétents opèrent une migration inverse depuis la ville de Bagdad vers les villes voisines. Également, nous assistons, dans ce contexte, à une reconnaissance croissante de la nécessité de déterminer les politiques urgentes d'aménagement urbain pour la réorganisation et la recreation des activités économiques de la ville de Bagdad, surtout en ce qui a trait aux activités du secteur privé et des secteurs collectifs privés et publics.

4.1.1.3.3. - Les défis de la guerre et de la paix

Le dernier grand défi, mais non le moindre, qui est posé à l'Irak et en particulier à la ville de Bagdad, est celui de l'évolution du conflit du Proche-Orient (Leenders, 2007). La préoccupation particulière qui doit être prise en compte par les responsables du gouvernement central et local est liée à la question du projet de la division de l'Irak, projet que l'on agite de temps en temps.

Après 2003, quand les projets fédéralistes et mêmes séparatistes deviennent une composante importante des programmes de plusieurs partis politiques, sécularistes ou islamistes, la situation change. L'idée de partager l'Irak en plusieurs régions n'est pas un projet développé uniquement par les politiciens dans les couloirs de la Maison Blanche. En effet, le projet fédéraliste séparatiste devient le thème central des partis et des mouvements irakiens Kurde, Chiite et Sunnite. Avec la complicité de certains extrémistes de ces partis, le projet devait être appliqué à l'Irak en créant trois États, kurde, sunnite, et chiite. Selon ce projet, on verrait donc la naissance d'un État kurde entre la Syrie et l'Irak, d'un État sunnite qui regrouperait les Sunnites irakiens et syriens, alors que le sud de l'Irak deviendrait un État chiite.

La ville la plus touchée par ce projet est la ville de Bagdad, puisqu'elle est la ville la plus contestée entre les partis chiites et sunnites. En effet, même les Kurdes exigent une partie de la ville (nord-est) pour la joindre à la région du Kurdistan (Fig. 47).

Toutes les ambitions économiques et sociales que la ville nourrit pour son avenir peuvent être entravées par ce conflit et ses soubresauts cycliques. Face à ce conflit et à l'incertitude quant à son dénouement, Bagdad doit consolider ses positions acquises et se préparer aux éventuels changements.

Slowly, the map of the Middle East could be redrawn.

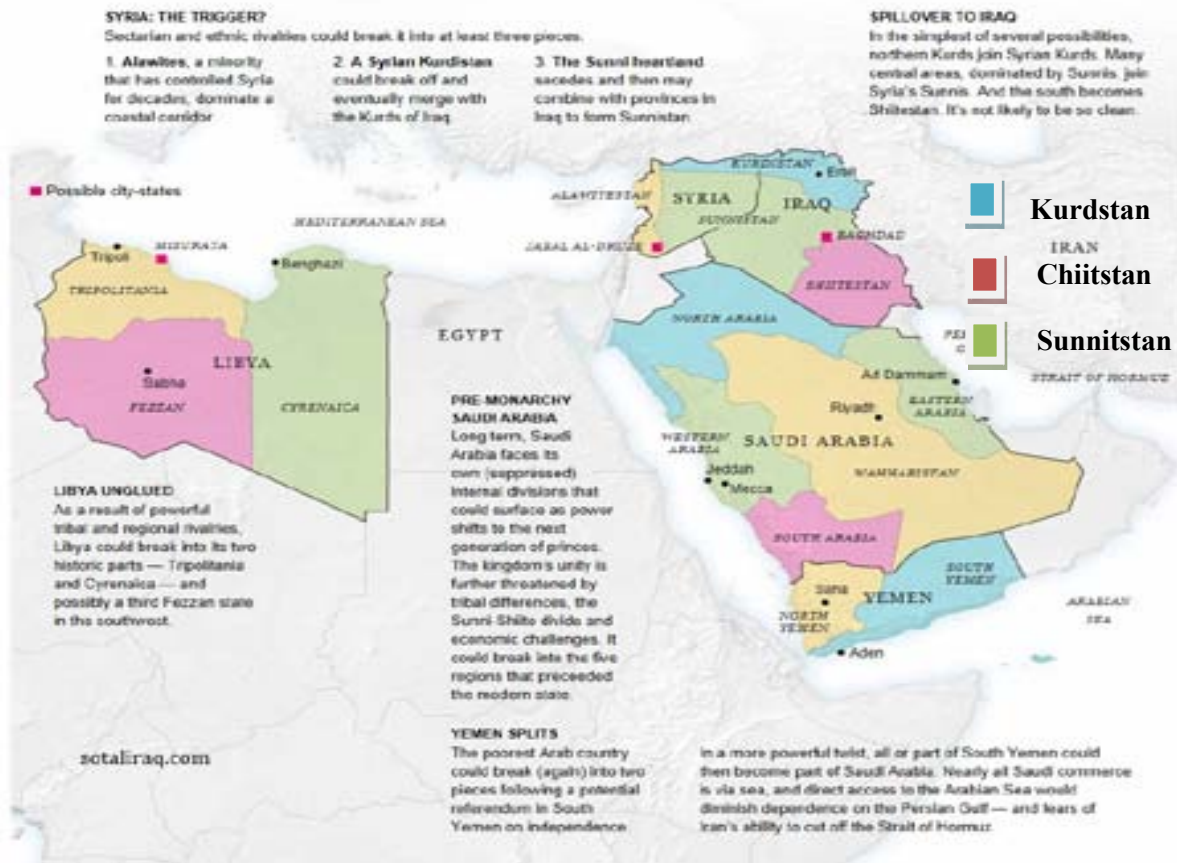


Fig. 49: Le nouveau Monde arabe dessiné par les Américains
Source: carte publiée dans le New York Times par Ikram Ghioua, le Mercredi 2 Octobre 2013

4.1.2. La ville de Bagdad, une capitale où l'histoire semble se répéter, la relation entre le pouvoir et l'espace : un nouvel État, une nouvelle ville.

Bagdad est une ville victime d'une double crise urbaine et politique qui a connu une histoire commune.

De façon générale, l'architecture et la construction urbaine ont une importance particulière pour la politique ainsi que les politiciens, et en particulier pour les dirigeants totalitaires qui y voient un moyen d'influencer tous les aspects de la vie humaine. La plupart des régimes dans le Moyen-

Orient, en particulier les nouveaux¹³⁴, souhaitent imprimer leur marque sur leur territoire, tant physiquement qu'émotionnellement. L'une des façons les plus efficaces d'y parvenir est la construction en milieu urbain de bâtiments ou de monuments. En ce sens, la relation entre le pouvoir politique et l'espace est un facteur déterminant dans la géographie politique et l'aménagement de la ville de Bagdad. Le développement et les transformations de la ville de Bagdad révèlent de nombreux exemples de cette relation entre politique et espace aménagé et construit, et que l'urbanisme est une question éminemment politique. La nature, la taille et l'emplacement des projets de développement urbain, dont la plupart sont aléatoires et non planifiés, sont tous soumis aux comptes et intérêts du pouvoir politique, dans la mesure où l'histoire urbaine de la ville représente un produit des partis politiques. L'histoire de la ville de Bagdad est l'histoire de la transformation et de la transition du pouvoir de l'État sur le territoire. Pour cela, les transitions politiques que la ville de Bagdad connaît actuellement et a connu auparavant, peu importe qu'elles soient provoquées par des changements de régime politique, de constitution nationale, ou par la guerre, sont d'excellents objectifs à travers lesquels on peut analyser la ville en tant qu'artefact matériel socialement et politiquement construit.

Autrefois, les Hachémites royalistes, les nationaux socialistes de Abd al-Karim Qasim, puis les Pan-Arabistes Socialistes Ba'athistes de Saddam Hussein, croyaient tous que l'architecture et le développement urbain joueraient un rôle majeur dans la création de leur nouvel ordre et dans leur idéologie. À cet égard, un retour sur l'histoire de la ville de Bagdad révèle qu'il y a eu une récurrence inquiétante de ce type d'interventions urbaines dans la ville, surtout au niveau des politiques urbaines. En ce qui concerne la situation actuelle, il n'existe aucune indication de changement. Ainsi, la manipulation et l'exploitation de la ville dans le conflit et la compétition politique actuelles suit le même rythme qu'auparavant.

Parmi l'un des principaux problèmes et l'une des conséquences de ce trouble est le fait que tous nouveaux plans stratégiques préparés ou mis en place par un régime ancien sont souvent abandonnés par le nouveau régime ultérieur. Cela se produit à toutes les échelles, avec la mise en place d'un nouveau pouvoir central ou même lors d'un changement de maire de ville. Ces projets

¹³⁴ Cela en particulier après les mouvements de libération et d'indépendance dans le monde arabe et l'exacerbation des mouvements nationalistes arabes dans des pays comme l'Égypte, l'Irak, et la Syrie.

stratégiques, s'ils persistent à être mis en œuvre, pourraient être considérés comme donnant de la crédibilité à une opposition politique contre le nouveau régime et une faveur accordée à l'ancien.

Page | 215 Actuellement, la question urbaine est en effet centrale pour un pays désormais très majoritairement urbanisé. Or, cette société urbaine est affectée par des dysfonctionnements majeurs, fruits de décennies d'incurie politique, qui expliquent en partie la détérioration des conditions de vie urbaine de la ville d'aujourd'hui. De plus, les enjeux de gouvernance et de démocratie se déclinent aussi à l'échelle urbaine et la redéfinition de politiques urbaines orientées vers les besoins des habitants des villes sera, de ce point de vue, une étape importante de la reconstruction politique du pays (Stadnicki, 2012).

La qualité de la relation entre la ville, sa société urbaine et le pouvoir central, influence le territoire et son organisation régionale et nationale, ainsi que l'intégration nationale des différents groupes ethniques et culturels. Il en est ainsi parce que l'effort pour transformer l'espace urbain devient une partie de la planification et de la transformation politique, laquelle est intimement liée aux processus sociaux et politiques du nouveau régime, mais aussi directement influencée par ces mêmes processus. De la sorte, les urbanistes sont obligés de contempler la ville comme un artefact physique ayant une signification politique et sociale explicite et puissante (Bollens, 2009).

Dans les conditions actuelles de la mondialisation et de la crise politique et sociale du pays, la structure spatiale de la ville ne change pas qu'en raison de la pression et de la demande mondiale, mais plutôt en raison de la réponse politique du gouvernement à cette demande. La ville de Bagdad, après et durant le régime de Saddam Hussein, est une entité isolée, déconnectée de tous développements s'étant produits ailleurs dans le monde développé (surtout dans les dernières vingt années) ; par contre elle est plus ou moins connectée à ses traditions et sa culture. Dans cet état, la ville reflète ainsi la conjoncture du système politique de l'époque. Après que la ville fut libérée de l'emprise du régime de Saddam Hussein, elle est paradoxalement devenue déconnectée de sa culture, de ses traditions et de tout ce qui est local, et s'est plutôt tournée vers des tentatives d'ouverture illimitée sur l'espace mondial. Ceci, à son tour, reflète aussi l'état du système politique actuel. Cela s'est fait malgré les efforts déployés par l'État pour traduire l'idée que le renforcement de l'État par l'introduction de la ville est la clé de « l'intégration interne », située en plein cœur de la création et formation du nouvel État. En conséquence, la construction urbaine et

son lien à la construction de l'État demeure une question à propos de la relation « espace-état » dans la politique urbaine à Bagdad.

Pour sortir de ce dysfonctionnement, les transitions politiques et l'incertitude offrent des opportunités, pour les planificateurs et autres professionnels de l'urbanisme, de rompre avec le passé et de chercher la transformation importante de la construction de la ville et de l'adaptation des citoyens aux nouvelles pratiques. Pour ce faire, le rôle des élites politiques dirigeantes est très important dans la construction urbaine. À Beyrouth, par exemple, après quinze années de reconstruction, l'organisation spatiale de l'agglomération de Beyrouth est l'expression directe et très lisible des stratégies politiques et économiques des élites dirigeantes libanaises qui ont impulsé le chantier (Verdeil, 2002). À Bagdad, le rôle de ces élites est au contraire, tout à fait décevant et il est aussi remis en question par les différents acteurs (soit locaux ou internationaux) participant au processus de la construction.

Dans le cadre avancé ici, le principe selon lequel la construction de l'État n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour promouvoir les libertés et les espaces de développement de ceux qui sont couverts par la portée juridique de cet État (Moxham 2008), rend à l'État le rôle référentiel d'arbitrer efficacement entre la priorité de la construction politique et les priorités sociales et urbaines, lesquelles, à leur tour et mutuellement, animeront, formeront et soutiendront l'État.

4.2. - La ville en crise, l'état de la dégradation actuelle et l'urgence des interventions urbaines.

Cette partie de la recherche porte sur les défis au niveau de l'échelle de la ville qui ont un impact direct sur la forme, la structure et la fonction de la ville.

Par un triste paradoxe, Bagdad est passée du statut de ville utopique à celui de dystopie ultime à partir d'un modèle d'urbanisme cosmopolite appelé "ville de la paix". Ainsi, actuellement, elle est l'une des pires villes pour vivre, car depuis l'invasion de l'armée américaine, il y a à peine 10 ans, des murs séparent les différents quartiers selon des frontières sectaires et ethniques. Les attentats et les assassinats commis par les affiliations sectaires prévalent dans le paysage urbain de la ville.

En dépit de cela, si le projet de développement et la reconstruction de la ville doivent impérativement s'inscrire dans les réalités physiques incontournables, le premier objectif devrait être de contribuer à répondre aux multiples défis tangibles auxquels la ville de Bagdad se trouve confrontée, aujourd'hui comme demain. Ces défis, en général, sont d'ordre environnemental, relèvent de la cohésion sociale et de l'ordre démographique, ou encore de l'expansion urbaine, du logement et des besoins de services sociaux et d'infrastructure, soit les transports, l'eau, la gestion des déchets, l'enseignement, la santé.

4.2.1. - Les problèmes environnementaux et la dégradation de l'environnement urbain.

Ces défis s'agissent de façon générale sur les problèmes environnementaux et la dégradation de l'environnement urbain. Le risque de pollution de l'eau et de l'air, la limitation des espaces verts et de récréation, et le retrait des eaux du Tigre sont patents.

Dans les décennies à venir, l'Irak sera confronté au défi très sérieux de la forte dégradation de l'environnement. La croissance démographique, l'expansion de l'urbanisation, et l'amélioration du niveau de vie (qui donne davantage de possibilités pour consommer plus et de produire davantage, de construire, et de s'équiper en voitures, etc.) conduisent en effet à accentuer la pression sur les ressources naturelles, ainsi qu'à dégrader l'environnement, surtout dans les zones urbaines.

Les enjeux environnementaux, tels que la pollution, le changement climatique, la rareté de l'eau, la désertification, ont pris une acuité croissante en Irak. Une réelle ampleur de ces enjeux est ressentie par le citoyen moyen dans sa vie quotidienne. Face à cela, l'Irak est parmi les pays qui sont particulièrement sensibles du fait de sa faible résilience. L'effondrement des écosystèmes est devenu imminent du à la rapidité des changements intérieurs, notamment démographiques. Et aussi à cause des conflits régionaux extérieurs.

Les questions environnementales dominantes dans la ville relèvent de préoccupations au sujet du traitement de l'eau et des eaux usées, de la pollution des eaux du fleuve, du drainage et de l'élimination des déchets solides (bien que ceux-ci, bien sûr, relèvent aussi de questions d'infrastructure), de la pollution de l'air, du manque d'espaces verts, ainsi que des tempêtes de

poussière et de sable et du reboisement. Elles appellent à mobiliser les moyens pour réduire les conséquences. Ces préoccupations ont été élargies afin d'inclure la pollution visuelle, la réhabilitation et le développement des bords du fleuve par la création d'une "corniche", et le nettoyage de son chenal. Elles peuvent être également élargies afin d'inclure la pollution visuelle, le bruit et la pollution produits par les générateurs d'électricité de quartiers.

À Bagdad, comme dans les autres villes du Sud, l'air, l'eau, le bruit et les déchets solides sont des problèmes de pollution qui ont rapidement augmenté et qui peuvent avoir des effets dramatiques sur la vie et la santé des habitants de la ville, sur leur économie et sur l'emploi. L'expansion physique incontrôlée de la ville a également eu de graves conséquences sur l'environnement urbain et sur l'économie. Cela était déjà relevé en 1987 par le rapport Bruntland, *Our common future* :

« Le développement incontrôlé rend la fourniture de logements, routes, approvisionnement en eau, les égouts et les services publics d'un coût prohibitif¹³⁵. »

Bagdad partage avec de nombreuses autres villes du monde, et particulièrement avec les villes du monde arabe, la question des sources de pollution. Cependant, en même temps, celles-ci correspondent à un ensemble particulier de raisons : des guerres successives et des bombardements lourds, des désaccords avec les pays voisins sur la question du partage de l'eau et la façon de déverser les déchets dans les fleuves et les rivières. Il est nécessaire de traiter ces questions avec une prise de mesures spéciales.

Les conséquences de la dévastation et de la contamination de l'environnement, qui sont fomentées par la guerre, sont au-delà de la capacité scientifique et technique de l'Irak à ramener l'environnement dans son état d'avant 1991.

L'embargo économique et technologique sur l'Irak durant treize ans ainsi que les derniers événements de l'année 2003 ont entravé les capacités irakiennes à réformer son environnement ayant été endommagé par l'agression continue, qui d'ailleurs est toujours active.

¹³⁵ In: Chapter 9: The Urban Challenge.

4.2.1.1. - La crise de la pollution et le manque d'approvisionnement en eau

« L'eau a toujours été une ressource précieuse en Irak, mais maintenant elle est aussi devenue une source de maladie et même de mort. Trois guerres et treize ans de sanctions, ainsi que l'invasion de la coalition et le pillage qui a suivi, ont porté un coup dur pour le système d'eau déjà menacé du pays. »¹³⁶.

Page | 219

En Irak, l'eau salubre est une question de vie ou de mort. Les déchets sont souvent rejetés directement dans les rivières et le fleuve et l'eau du réseau d'approvisionnement en eau potable est souvent polluée par l'infiltration du système de drainage.

Dans certains quartiers périphériques, l'eau courante n'est pas disponible plus de quelques heures par jour. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) mène, depuis de nombreuses années, d'importants projets pour améliorer l'accès à l'eau potable, y compris une distribution quotidienne, par camion-citerne, à des milliers de réfugiés vivant près de Sadr city, à Bagdad. Après des années de négligence, et en raison de l'existence du réseau près de la surface, celui-ci a également souffert de dommages plus récents dus aux vibrations causées par les bombes et le passage des blindés. Des estimations récentes de l'Organisation des Nations unies (ONU) montrent qu'un grand pourcentage de l'eau de la ville est perdu pour cause de fuites. La distribution d'eau, les préoccupations sanitaires, l'électricité et les services de santé dans le centre et le sud de l'Irak ont été particulièrement frappés par les pillages et les mises à sac lors des semaines chaotiques qui ont suivi la chute de l'ancien gouvernement.

L'expert international de l'environnement, Hossam Saleh Jabr¹³⁷, confirme que l'eau est impropre à la consommation humaine en Irak, et que la pollution atteint des niveaux alarmants.

La croissance démographique et urbaine prévue pour les prochaines décennies peut conduire à une situation catastrophique dans le domaine de l'eau si les quartiers qui souffrent d'un manque de traitement, au lieu d'être résorbés, doivent se multiplier. Ou encore, si les solutions d'assainissement devaient être retardées, notamment dans les zones de vulnérabilité qui

¹³⁶ IRAQ: Water - a source of life and death, IRIN MIDDLE EAST, humanitarian news and analysis, a service of the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

¹³⁷ Professeur d'origine irakienne, il a enseigné dans plusieurs universités en Algérie, en Hongrie et en Suède. Il travaille actuellement comme consultant dans la société Suédoise SWECO.

dépendent jusqu'à présent d'un système reposant sur les anciens réservoirs au sol ou de fosses septiques.



Fig. 50: La condition des réseaux d'approvisionnement en eau dans certains quartiers périphériques de Bagdad
Source. journaux locaux irakiens

En second lieu, au niveau régional, « *L'eau nous relie à notre voisin d'une manière plus profonde et plus complexe que n'importe quel autre* »¹³⁸ La Turquie a toujours considéré que l'Euphrate n'est pas concerné par les accords internationaux. Sur cette base, des projets aquifères ont été mis en place sans consultation avec les pays en aval (Syrie et Irak). Il en est résulté des pénuries d'eau qui créent aussi des tensions internationales. Près de la moitié de la population mondiale vit dans des bassins fluviaux qui chevauchent les frontières. Par exemple, il n'y a pas d'accord sur le partage des eaux du Tigre et de l'Euphrate, qui coulent sur les montagnes de Turquie - où les barrages sont construits - et dans les zones arides d'Irak. Un traité international signé à l'ONU il y a une dizaine d'années a établi un cadre pour le règlement des différends relatifs aux ressources en eau partagées, mais il n'a pas été ratifié par suffisamment de pays pour entrer en vigueur. De ce fait la Turquie a réduit la quantité de l'eau d'eau s'écoulant vers l'Irak et la Syrie.

¹³⁸ John E. Thorson. (2011). Global Water Issues. A Compendium of Articles. p.82. In: *Administrative Law Judge*. Californie Public Utilities Commission.

Ce fleuve, alors qu'il était, par ses inondations, la principale raison de création d'un large éventail de projets de développement urbain dans les années cinquante du siècle dernier, est devenu aujourd'hui une source de menaces qui pèsent sur les plans de développement économique et urbain du pays.

4.2.1.2. - Les problèmes de la pollution de l'air

Dans les dernières décennies, en Irak, l'environnement a souffert de la synchronisation de la négligence et de l'aggravation de risques majeurs. Cela est lié d'une part à la situation d'instabilité politique et aux guerres fréquentes qui ont généré une atmosphère contaminée, dont les conséquences directes dangereuses se sont reportées sur la santé de la population urbaine. Au niveau du pays, ce genre de risques est généré principalement par la politique de drainage des marais et des plans d'eau, par la disparition de tous les espaces verts, et l'augmentation de la désertification. Le facteur le plus dangereux est l'utilisation d'armes chimiques toxiques et d'uranium appauvri lors des guerres.

Les tempêtes de sable sont un phénomène courant dans la région de la péninsule Arabique. L'Irak est parmi les pays les plus touchés par ce phénomène. Sur cet aspect, le ministère de l'environnement a fait annoncer par son porte-parole officiel, le sous-secrétaire du ministère Kamal Hussein Latif, que l'Irak témoigne de plus de 300 tempêtes de sable ou de poussière par an, ce qui pourrait augmenter encore plus dans les années à suivre si le gouvernement n'agit pas. Il faut toutefois préciser que ces tempêtes vont frapper les villes de la région, notamment au centre (où se trouve Bagdad) et au sud. Les secteurs de l'électricité et de la santé seront directement touchés et endommagés.

Il y a une insuffisance d'espaces verts publics, de reboisement et de jardinage. Cela est attribuable au fait qu'il est très coûteux, dans le climat chaud et sec de Bagdad, de maintenir un grand domaine d'espaces verts. Même en ce qui concerne les jardins privés des maisons où les habitants ont commencé à investir pour construire des petites unités d'habitation¹³⁹, pour pouvoir ensuite les louer ou y loger un membre de leur famille. En plus de l'utilisation massive de voitures, tous ces facteurs aggravent le phénomène de la pollution de l'air.

¹³⁹ Certains habitants ont recours à ces solutions en raison de la montée en flèche des prix des terres et de la spéculation non contrôlée par le gouvernement.



Fig. 51 : Photos illustrant la pollution de l'air en raison de tempêtes de poussière au cours des dernières années.
Source: rapports de presse locale irakienne

Même en ce qui concerne les jardins privés des maisons où les habitants ont commencé à investir pour construire des petites unités d'habitation¹⁴⁰, pour pouvoir ensuite les louer ou y loger un membre de leur famille. En plus de l'utilisation massive de voitures, tous ces facteurs aggravent le phénomène de la pollution de l'air.

Le risque de la pollution vient de la densité de la circulation et s'aggrave dans les zones centrales de la ville à cause de l'implantation de la plupart des centres administratifs et des commerces, lesquels intensifient les voyages quotidiens. Certains jours, cela pose de graves problèmes de santé dans le centre ville. La pollution de l'activité industrielle contribue fortement à la dégradation de la qualité de l'air. La plupart des installations industrielles sont situées à côté des établissements humains (des activités préindustrielles au centre ville, et les usines traditionnelles de l'industrie de la brique à la périphérie) et sont la source d'émissions nocives pour la santé humaine. La plupart des usines utilisent une technologie désuète et ne respectent pas les normes d'émissions, malgré les efforts de régulation et de sanctions du gouvernement. Récemment à l'échelle de la ville, la pollution est devenue un facteur important dans le choix - bien qu'il soit limité - de la localisation des résidences des habitants aisés.

¹⁴⁰ Certains habitants ont recours à ces solutions en raison de la montée en flèche des prix des terres et de la spéculation non contrôlée par le gouvernement.

4.2.2. - Les défis sociaux et la division de la ville émanant de la division ethnique et confessionnelle de la société

Il s'agit d'aborder l'impact de risques émanant de la division ethnique et confessionnelle des quartiers sur la cohésion globale de la ville, et de la fragilité du tissu social qui pourraient conduire à la désintégration du tissu urbain.

Bagdad est confronté à un défi social majeur du fait de la conjonction de plusieurs facteurs de fragilité de la société irakienne. Certains écrivains considèrent cet aspect comme le dommage et la conséquence les plus graves que la ville ait subi après la guerre.

Outre l'importance de l'Irak et de sa capitale, Bagdad, dans la rhétorique et la narration, il ne fait aucun doute que l'Irak, à la fois dans le passé et le présent, représente en microcosme le Moyen-Orient. La quasi-totalité des principaux éléments ethniques (turcs, arabes, kurdes, et perses) a coexisté dans la province de Bagdad et peut-être même que les religions les plus authentiques ou sectes (sunnites, chiïtes, assyriens, chaldéens, jacobites, etc.) y vivaient également. Cette coexistence pacifique avait donné à l'Irak un caractère *sui generis*.

Durant l'opération de libération de l'Irak, après vingt et un jours de bombardements, les forces américaines, qui ont rencontré une faible résistance aux portes de Bagdad, ont pris le contrôle de la ville à partir du 9 avril. La ville est touchée depuis par des attentats et de la violence. L'événement qui a dégénéré ce conflit dans sa forme la plus dangereuse est le bombardement de la Mosquée de Al-Askari¹⁴¹, en Février 2006, à Samarra. Cet événement est la raison principalement de la violence sectaire actuelle. 1,6 million de personnes a été déplacé, principalement en 2006 et 2007, selon les chiffres du gouvernement¹⁴². Ce qui a conduit ensuite à ce que certains comparent la situation à une épuration ethnique, où les membres des diverses

¹⁴¹ La Mosquée d'Or est un lieu saint du chiïsme situé à Samarra en Irak. Les imams Ali al Hadi et Hasan al-Askari y sont enterrés. La mosquée a été très gravement endommagée par deux attentats en février 2006 et juin 2007 (destruction du dôme, puis des deux minarets)1 commis par un groupe de la guérilla irakienne entraînant de sanglants affrontements entre les communautés chi'ites et sunnites durant la guerre en Irak.

¹⁴² Ces chiffres sont donnés par le ministère irakien des déplacements et des migrations.

communautés chiïtes et sunnites se sont séparés les uns des autres, et ne vivent plus dans les mêmes quartiers. La fragmentation croissante des villes devient bien perceptible. La ségrégation sociale et ethnique augmente rapidement. Les chances d'intégration tout en maintenant l'indépendance sociale et ethnique semblent s'être affaiblies plutôt que renforcées. La ville se polarise sur la religion, l'origine ethnique, la nationalité, de sorte que les conflits dans l'espace et le territoire divisent la ville en quartiers avec des frontières sociales marquées par des barricades, des barrages et des murs.

Sous le lourd fardeau d'attaques quotidiennes, d'assassinats et de manque de sécurité, Bagdad a subi, depuis 2005, les effets les plus intenses de violence et de conflits internes. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et plus de dix pour cent de la population de la ville, qui comprend sept millions de personnes, a été déplacé. Il y a persistance de nombreuses séquelles psychologiques dues à la violence, et ce près de huit ans après la fin des affrontements de 2005. Ces séquelles s'expriment par des restrictions que bon nombre de Bagdadiens s'imposent en ce qui concerne leurs déplacements et surtout, en ce qui a trait à la relocalisation de leur lieu d'habitat. Les familles ont tendance à s'installer dans des zones où leur religion ou secte prédomine. Elles s'expriment aussi par le poids important qu'occupe encore l'appartenance communautaire, aussi bien dans le rapport aux autres que dans les attitudes et les positions politiques. Tout cela renforce évidemment la fracture sociale.

En Irak, ce conflit est devenu constitutif de la société. Ce phénomène de division sociale continue se base (dans sa forme pacifique¹⁴³) sur une boucle de rétroaction (préjudice – agression - discrimination – séparation)¹⁴⁴, qui s'auto entretient jusqu'à la ségrégation totale entre communautés. En conséquence, l'économie du pays s'en ressent, et l'État perd sa crédibilité. De plus, les tensions communautaires augmentent. Cette division a été exacerbée, manipulée également, par les efforts visant à créer le nouveau gouvernement irakien, lequel a été composé selon le quota. En conséquent, cette manipulation de la division a entravé les efforts pour mener le recensement de l'Irak à l'échelle nationale, jusqu'à ce jour. En fonction de ces données, il faut

¹⁴³ L'assassinat constitue la forme agressive.

¹⁴⁴ Ce mécanisme est adapté de SCHELLING, Thomas C. (1969). « Models of segregation ». In : *The American Economic Review*, vol. 59, n°2, p. 488-493.

admettre que la menace de ce conflit ethnique et social conditionne, actuellement, le comportement de la société, ainsi que ses relations à l'espace (Fig. 52).

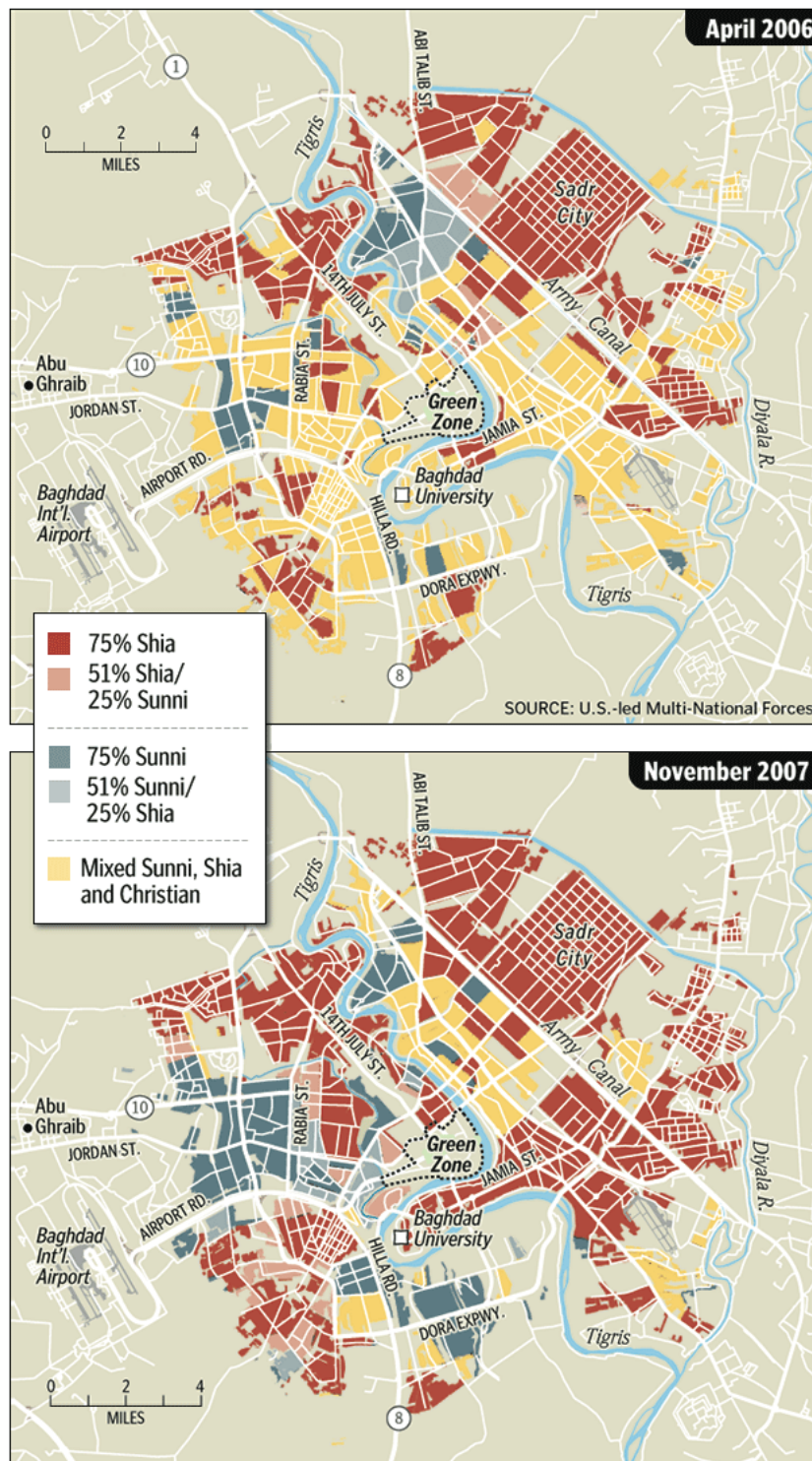


Fig. 52: La violence ethnique qui a frappé la capitale irakienne au printemps de 2006 a changé la ville.
Source: Gene Thorp and Dita Smith. The Washington Post, 15 décembre 2007.

Afin de consolider la nation irakienne pour accéder au rang de puissance à part entière, l'Irak a dû entreprendre un effort considérable pour faire de son territoire un espace homogène et pour développer, au sein de ses communautés disparates, un sentiment d'identité nationale capable de consolider son unité. À propos de l'existence d'une nation irakienne, le roi Fayçal se lamentait, en 1933, en disant ceci :

« Depuis toujours - et je dis cela avec un cœur plein de chagrin - il n'y a aucun peuple irakien, mais des masses inimaginables d'êtres humains, dépourvus de toute idée patriotique, imbus de traditions et d'absurdités religieuses, reliés par aucun lien commun, prêtant l'oreille au mal, sujette à l'anarchie, et perpétuellement prêts à se soulever contre le gouvernement quel qu'il soit. » (Al-Hasani, 1952, p. 289).

C'est-à-dire que l'Irak est un pays difficile à gouverner en raison de la composition ethnique et religieuse de sa société. Cela est aggravé par le fait que ces divisions ont coïncidé, le plus souvent, avec des tensions politiques et avec les différences dans les affiliations de ses classes sociales.

Les divisions ethniques et religieuses et la violence sociale dans la ville de Bagdad peuvent principalement trouver leur source dans la transformation des quartiers hétérogènes en enclaves chiites et sunnites séparées. Cependant il y a d'autres facteurs qui peuvent contribuer à ou être des conséquences de conflits. Parmi eux, nous relevons :

4.2.2.1.- Les configurations politico-institutionnelles et la violence sociale

Les configurations politico-institutionnelles fragiles et la violence sociale font bon ménage et se nourrissent mutuellement. La répartition inadéquate des institutions publiques ne permet pas à l'État d'assurer une forte mobilisation des forces vives dans la mise en valeur des immenses potentialités du pays, en vue de s'inscrire dans une dynamique de développement. La faible capacité pour les pouvoirs publics d'assurer la cohésion, la cohérence et la consolidation des structures opérationnelles, ainsi que la fragilité de l'État constituent une réalité récurrente favorisée par la distribution asymétrique des institutions étatiques sur le territoire national. L'impasse sociale qui en résulte est très déplorable, favorisée par des décennies de crises économiques, politiques et militaires successives qui ont frappé de plein fouet le pays.

Confronté aux difficultés de travailler dans une ville divisée, le développement déséquilibré de la distribution d'équipements et de travaux d'infrastructures dans la ville mené actuellement par la classe politique, contribue indirectement à l'accentuation de la séparation entre quartiers. Ainsi, en faisant appel au principe du « développement équilibré », on pourrait soulager la tension dans la ville.

Actuellement, un certain nombre de députés du parlement irakien demande le retour d'un groupe d'organisations et des milices¹⁴⁵ qui ont émergé avec l'ampleur de la violence sectaire et le déplacement des familles en 2006 et 2007.

4.2.2.2. - Les conditions socio-économiques et la violence sociale

Le facteur de la pauvreté touche une part très vulnérable de la population et résulte de la difficulté à faire décoller à nouveau l'activité économique des familles déplacées. De même, la violence sectaire et les conditions de vie difficiles pendant leur déplacement ont augmenté le nombre de ménages dirigés par des femmes veuves (dont les conjoints sont des victimes du terrorisme) dans le gouvernorat de Bagdad.

Dans des quartiers comme Abu Ghraib, les moniteurs de l'OIM ont signalé l'existence de plus de 5 000 familles dirigées par des femmes, résultant d'incidents de violence dans la région. Les femmes vivent actuellement dans des situations difficiles, à la fois en raison de l'aide rare et de l'incapacité de travailler dues à l'analphabétisme et au manque de compétences professionnelles. Un aspect important de la pauvreté de l'Irak est sa concentration de ménages dirigés par des femmes, dont les revenus moyens sont de l'ordre de 15 à 25 % en dessous des ménages dirigés par des hommes. L'écart entre les sexes est particulièrement marqué parmi les plus pauvres.

¹⁴⁵ Il convient de noter au milieu de ce désordre, de ce chaos urbain et de la mauvaise gestion urbaine, certains signes encourageants depuis mars 2003. Par exemple, lorsque les habitants de nombreux quartiers de la ville forment des organisations pour exprimer et gérer leurs besoins. En particulier, ceux qui relèvent de la sécurité, et qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. La plupart de ces organisations, à l'heure actuelle, sont religieuses et sont interdites. Peu d'entre elles sont encore constituées afin de résoudre les problèmes de la justice sociale et économique. Il est vrai que les orientations de certaines de ces organisations ont été manipulées et investies en vue de renforcer le confessionnalisme au plus fort des violences confessionnelles en 2006 et 2007. Mais, en dépit de cela, la simple apparition de ces organisations indique une communauté vivante et dynamique, qui doit être investie dans des projets de développement futurs.

Les victimes de la violence proviennent non seulement des groupes rivaux, mais sont en grande partie des personnes publiques ou des leaders désavoués à cause de leur position idéologique, politique, ethnique ou confessionnelle. Beaucoup proviennent de milieux laïcs et professionnels : des professeurs, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des communistes, mais aussi des hommes politiques, des membres de l'administration ou des chefs tribaux.

La rivalité entre les partis en conflit est motivée surtout - à côté de l'idéologie et de la compétition pour le pouvoir politique - par le contrôle des domaines économiques ; par exemple, les institutions de l'État ayant une productivité élevée qui veulent, entre autres buts, conserver le pouvoir de contrôler certaines activités, surtout illégales et très rentables. Cet acte de contrôle du secteur économique vise à obtenir des ressources financières pour acheter la loyauté des gens et offrir un revenu élevé d'appui et de protection aux membres de ces milices qui sont d'ailleurs, pour la plupart, issues de la couche inférieure de la société. Ces ressources financières sont également offertes aux personnes sans instruction ou à celles détenant de faux certificats. Par conséquent, nous constatons aujourd'hui que cette couche de la société, fidèle à ces milices et à ces partis politiques, est devenue la plus riche, au détriment, bien évidemment, des gens détenant des compétences professionnelles, scientifiques et/ou laïques indépendantes, lesquels refusent de se joindre à ces milices.

De cette façon, renverser la structure sociale est sans doute l'un des facteurs les plus dangereux pour le développement et la renaissance de la société, surtout en sachant que le retour des choses à la normale dans ce domaine est la tâche la plus difficile du gouvernement. En effet, cela s'explique par le fait que les membres du gouvernement qui sont responsables et chargés d'accompagner le changement, font eux-mêmes partie de cette nouvelle réalité. Pour cette raison, les efforts nécessaires sont effectués par des intellectuels et des organisations de la société civile ainsi que par les organisations non gouvernementales, nationales ou internationales, qui travaillent sur la réforme à travers la sensibilisation des communautés.

4.2.3. - Le défi de la croissance démographique et urbaine (urbanisation), la question du logement et de l'efficacité de l'infrastructure.

Au recensement de 1947, (La population de l'Irak était alors de 4 816 185 de personnes) la proportion de la population de Bagdad avait légèrement dépassé le seuil de 10 % de la

population totale de l'Irak, alors que ce ratio a dépassé 25 % dans le recensement de 1997 (la population de l'Irak était alors de 19 184 543 de personnes, sans compter les trois gouvernorats du nord¹⁴⁶). Dès lors, la croissance de la ville est en augmentation continue. Les autorités irakiennes successives ont essayé de remédier, depuis la Révolution de Juillet 1958, à la gravité de ce ratio déséquilibré à la fois en termes quantitatifs et qualitatifs. Ce rapport déséquilibré était particulièrement présent dans la ville de Bagdad, plus que dans d'autres villes irakiennes. Cependant, malgré les mesures¹⁴⁷ de planification des gouvernements successifs, les taux de croissance à Bagdad ont continué d'augmenter pour atteindre des taux deux fois plus élevés, à l'échelle nationale. Cela en raison du fait que les mesures qui ont été prises à cet égard n'étaient ni efficaces ni durables et que la plupart d'entre elles étaient temporaires et superficielles. Ainsi, actuellement, l'exode de la population rurale continue en raison de l'augmentation des produits agricoles importés, d'une part, et de la diminution des terres agricoles à cause de la faible quantité d'eau dans les fleuves et rivières de l'Irak, d'autre part.

Dans la situation actuelle, un journal du gouvernement irakien, As-Sabah¹⁴⁸, vient de publier une estimation de la population irakienne, action qui n'avait pas été faite depuis l'invasion du pays par les militaires américains. L'estimation proposée par ce journal est de 29 682 000 habitants en 2007, alors qu'en 2004, la population était, toujours d'après ce ministère, de 27 150 000 personnes, soit une augmentation d'environ 2.5 millions d'habitants en trois ans¹⁴⁹. Cette augmentation n'était pas attendue, du moins pas à un tel niveau, au vu de la situation de guerre que connaît le pays depuis 2003. La population est très jeune, soit 43.10 % de la population qui a moins de 15 ans et seulement 2.80 % qui a plus de 64 ans. Enfin, la population vit

¹⁴⁶ C'est parce que ces provinces qui forment la région du nord du Kurdistan a été sous la protection des États-Unis depuis 1991, après une attaque du régime de Saddam Hussein contre le Koweït

¹⁴⁷ Parmi les plus importantes de ces mesures, on retrouve les politiques agricoles de remise en état et de soutien aux agriculteurs à travers le lancement de prêts bonifiés aux agriculteurs afin que ceux-ci n'émigrent pas. Également, les politiques de la réappropriation et de l'appropriation de la terre et de l'immobilier. Il s'agit ici de ne pas favoriser l'accession à la propriété de tout arrivant à la ville après le recensement de 1977. En ce qui concerne les habitants de la ville après 1977, pour avoir le droit d'accès à la propriété d'un logement, il faut être né à Bagdad. Récemment, le principe de développement équilibré des régions, adopté dans la Stratégie nationale de développement, avait davantage de force qu'il n'en avait eu jusqu'à présent, mais dans le cadre d'une conception moderne de l'action qui évite tout ce qui pourrait contribuer à la fragmentation du pays ou à l'affaiblissement des complémentarités et des solidarités entre ses villes et ses régions.

¹⁴⁸ Disponible sur : < <http://www.alsabaah.iq/> > , As-Sabah est un journal électronique gouvernemental et politique quotidien publié et diffusé par le Iraqi Media Network.

¹⁴⁹ D'après le bureau central des statistiques du ministère de la Planification.

principalement en ville, Bagdad étant la ville la plus peuplée du pays, avec plus de 7 millions d'habitants, ce qui représente environ 25 % de la population totale du pays.

Il peut être utile de souligner que cette étude a été réalisée à un moment où le contrôle officiel s'est effondré, ainsi que les institutions gouvernementales. Ainsi, au sujet de l'urbanisation qui accompagne ce processus de croissance démographique et d'immigration urbaine, cela renvoie majoritairement au phénomène de l'habitat informel et des bidonvilles. Dans ce contexte, des milliers de familles se sont dirigées vers les bâtiments du gouvernement et du parti, ainsi que vers les terres publiques pour une occupation à titre de logement. Ceci, en plus de la création d'établissements informels sur les terrains qui sont en fait des propriétés publiques détenues par l'État.

Le logement informel n'est pas un phénomène nouveau en Irak ou à Bagdad en particulier. A cet égard, une étude publiée en 1999, et préparée par le Consortium japonais consultatif qui a supervisé la planification du développement urbain global pour la municipalité de Bagdad, a montré qu'il existe quarante établissements illégaux dans les limites du plan directeur de la ville de Bagdad, en 1985. À l'heure actuelle, cent trente six camps ont été identifiés contenant au moins 48 000 familles qui ont peu ou pas d'accès aux services de base et à un logement convenable¹⁵⁰. Cela est dû aux familles déplacées, les plus vulnérables, qui occupaient des bâtiments publics, dans les anciens campements militaires, certaines terres vides (non occupées) ou dans des quartiers informels.

En fait, il y a une contradiction entre les déclarations des autorités compétentes (la municipalité de Bagdad, le Ministère du logement et de la construction, le Conseil provincial de Bagdad et le Conseil présidentiel des ministres) sur le sujet du logement informel et l'étendue de sa propagation dans la ville.

Récemment, il a été constaté par un recensement préliminaire effectué par un Comité ministériel spécifique pour ce sujet qu'il y a 316 localités informelles, comprenant 24 838 logements et couvrent une superficie de 14 680 hectares. En conséquence, cela signifie que le nombre total

¹⁵⁰ Rapport des Nations Unies sur la politique du logement en Irak après 2003

d'intrus dans ces quartiers informels sera de 248 380 personnes seulement, en considérant un maximum de dix personnes par famille¹⁵¹.

Pourtant, le résultat de ce recensement ne correspond ni avec le résultat de l'étude des Nations Unies, et ni avec la récente déclaration du ministre du logement et de la construction, qui a déclaré qu'il y a d'environ 1 600 000 citoyens qui vivent dans un logement informel et dans les bidonvilles¹⁵². Aujourd'hui, tous les rapports et toutes les études nationales et internationales, telles que celles faites par le Banque Mondiale et les Nations Unies confirment l'aggravation de ce phénomène qui a atteint une ampleur grave et menaçante vis-à-vis de l'environnement urbain de la ville toute entière. L'une des raisons menaçantes est la propagation de la maladie, la pauvreté et l'ignorance parmi les habitants de ces établissements, qui s'élevait à environ un million d'unités de ménages dans les faubourgs de Bagdad ainsi que dans le centre-ville. Devant cette avancée inexorable de la ville informelle et des quartiers misérables, on constate une forme de fatalisme. Il s'agit du résultat d'un système de pouvoir en place qui ne peut changer à court, voire même à moyen terme. C'est ainsi que depuis dix ans, il n'y a plus de plan directeur d'urbanisme à Bagdad.

Les inconvénients de l'urbanisation qui se produisent dans ces conditions sont immenses. On en souligne quelques uns des principaux :

- le déséquilibre urbain – rural ;
- le déséquilibre du développement régional et national ;
- l'absence d'égalité dans les possibilités des citoyens à accéder à l'éducation, à la santé, aux loisirs, etc. ;
- l'inégalité dans la quantité et la qualité des services offerts à la population au niveau national entre la ville et la campagne et entre les différentes villes ;

¹⁵¹ Le rapport de la Commission (qui propose le développement de solutions radicales pour régler les bidonvilles), a été établi en conformité avec les résolutions du Conseil des ministres n ° 440 de 2008 et 157 de 2009, en date du 18 Juillet 2011. Il est composée de 72 pages.

¹⁵² De plus, un étude encore plus récente qui a été faite par la municipalité de Bagdad donne des chiffres sur le nombre de ces établissements dépasse et différent tout à fait de tout ce qui précède. Ceci indique des phénomènes, une plus dangereux que l'autre. Premièrement, il n'existe aucune étude neutre sérieuse peut être adoptée pour faire face à ce phénomène, ainsi que indiquant ce que nous tenons à souligner ici, c'est que tout établissement et l'institution gouvernemental ou non-gouvernemental publie un rapport ou développe un études sur ce sujet, le résultat est toujours destiné pour représenter la position du parti politique auquel le responsable de ce établissement et l'institution appartient-il.

- l'émergence et l'aggravation de crises et de problèmes dans d'autres villes, dans les domaines des services de logement, d'emploi, de transport et des services publics.
- une croissance urbaine mal maîtrisée et un étalement urbain éclaté ;
- une extension rapide des quartiers informels et des bidonvilles, où la sécurité de la tenure foncière n'est pas assurée ;
- un accès insuffisant des populations, notamment les plus pauvres, aux services essentiels – en particulier à l'eau potable et à l'assainissement, ce qui accroît les risques sanitaires –, aux transports et à un logement décent ;
- une insécurité alimentaire et une malnutrition ;
- une fragmentation sociale et fonctionnelle accrue de leurs territoires ;
- une fragilisation constante des populations face à la spéculation foncière ;
- des dégradations environnementales liées aux pollutions de toutes sortes ;
- une exposition accrue aux risques naturels, technologiques mais également en matière de sécurité publique, liés notamment à la criminalité et à la violence ;
- la disparition accélérée des spécificités culturelles, du patrimoine matériel et immatériel.

Sur cette situation, nous aimerions également souligner tout d'abord que les études des indicateurs de la population pour les années suivantes montrent que la population de la ville de Bagdad, dans les limites de la municipalité de Bagdad, atteignent maintenant plus que sept millions de personnes, et l'on estime que le nombre de sa population au cours des vingt prochaines années sera de près de 11 millions de personnes. D'autre part, les études sur le logement montrent clairement qu'il y a un déficit évident dans le nombre de logements par rapport au nombre de population. Les estimations actuelles suggèrent que près de 2 millions de logements seront nécessaires dans les zones urbaines, en Irak, en 2016. Cela représente 200 000 logements par an pendant les dix prochaines années, soit environ un logement toutes les 45 secondes d'une journée de travail. Cela confirme que l'un des principaux problèmes du logement en Irak est l'importante demande de logements non satisfaite car l'offre, limitée par un certain nombre d'obstacles différents, a été incapable de produire de nouveaux logements en quantité suffisante pour répondre aux besoins d'une population croissante.

Actuellement, il y a un grand besoin d'environ trois cents à quatre cents mille unités de logements à Bagdad seul. Nous pouvons préciser les indicateurs les plus importants de ce déficit :

- plusieurs familles vivent dans des petites unités d'habitation ; cela se trouve en particulier dans les quartiers populaires de la vieille ville, au centre, ou dans les quartiers périphériques ;
- la propagation du phénomène de violation des terres publiques et le non respect des règles de construction sur des terrains publics et privés comme sur les terres réservées à l'agriculture afin d'avoir un accès au logement ; des empiétements tels que la construction de plus d'un logement sur le terrain affecté à la construction d'un seul logement ; cela revient à l'absence grandissante de terrains réservés à la construction de logements ;
- cela conduit à la disparition progressive des espaces verts dans des résidences privées ainsi qu'à la création d'une surcharge de pression sur l'infrastructure.

Théoriquement la concentration de personnes et de production dans la ville peut être (financièrement) bénéfique pour la plupart des infrastructures et des services - en raison de l'économie d'échelle - pour la production et pour l'économie de proximité et d'agglomération (Satterthwaite, 2007). Mais quand cela est couplé avec la mauvaise gouvernance et le manque d'infrastructures, les villes deviennent alors des lieux malsains pour y vivre et y travailler (*Ibid.*).

4.2.3.1. - La question du besoin d'infrastructures, la croissance démographique et urbaine et l'efficacité de l'infrastructure.

Bagdad, avec plus que huit millions d'habitants en 2025, restera en deuxième place après Le Caire en termes de nombre de population dans la région arabe. Les agglomérations urbaines de Bagdad représentent 18,7 % de la part de la population totale du pays¹⁵³. La croissance démographique de quelques millions d'habitants supplémentaires dans les dix ans à venir se traduira nécessairement par des besoins accrus en services urbains divers.

Face à cette réalité, le rythme d'urbanisation à Bagdad est très soutenu, mais il n'est pas suivi d'une offre adéquate en infrastructures de base. En raison de la constante dégradation des infrastructures depuis les dernières trente années de guerre, plusieurs quartiers et des milliers

¹⁵³ (UN-Habitat). 2012. "The State of Arab Cities 2012, Challenges of Urban Transition". In: *United Nations Human Settlements Program*. Les projections des Nations Unies indiquent que la population de l'Irak, qui est de 32 millions de personnes en 2010 passera à 43 millions de personnes en l'an 2025. Cela représente 10% de la croissance de la population dans le monde arabe.

d'établissements publics souffrent d'un manque chronique de ressources à la fois matérielles et humaines essentielles pour offrir des services de qualité. L'état actuel de l'infrastructure est mis en cause et met également en doute les efforts internationaux de reconstruction de l'infrastructure de l'Irak depuis la fin de la guerre en 2003. Il y a également un écart grave de service d'infrastructure qui existe entre les quartiers de la ville, alors que beaucoup de zones à faible revenu et de nouveaux bidonvilles de la ville n'ont toujours pas de services de base. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) rappelle, dans son rapport, que plus de la moitié de la population urbaine irakienne vit dans des conditions très précaires. Et la population urbaine devrait doubler d'ici 2030. Le président de la Commission de planification au Conseil provincial de Bagdad a fait remarquer qu'il y a plus de 150 000 parcelles de terrains résidentiels à Bagdad qui sont inexploités en raison de l'absence de services de base tels que l'eau, l'électricité et les eaux usées.

L'Irak est bien sûr un pays pétrolier et devrait être riche. Pourtant la population est mobilisée et prise par des tâches préoccupantes de la vie quotidienne. Il lui faut se procurer son minimum vital, trouver à se loger, faire avec les fréquentes coupures d'électricité, faire de très longues files d'attente pour s'approvisionner en essence tout cela dans un pays où la corruption fait partie de la vie de tous les jours.

Depuis le milieu des années 1980, des années de conflits, les ressources mal acheminées, et les effets de la commande centralisée de l'économie irakienne ont étouffé la croissance économique et le développement, en réduisant la capacité de l'Irak à investir dans de nouvelles infrastructures ainsi que dans l'entretien des installations existantes. Conflits, pillage et sabotage ont également donné lieu à des dommages directs sur les bâtiments, oléoducs, les équipements de communication, et les transports. Les systèmes de facturation et les revenus associés qui maintiennent les opérations se sont effondrés. Aujourd'hui, la plupart des Irakiens n'ont qu'un accès limité aux services de base, y compris pour l'approvisionnement en électricité, en eau, à l'assainissement et au ramassage des ordures. Ainsi, de graves risques environnementaux et sanitaires liés à l'approvisionnement en eau contaminée, au traitement inapproprié des déchets solides et à l'élimination des eaux usées, sont un fardeau supplémentaire qui alourdit déjà le système de santé.

En matière d'infrastructure, en raison des changements climatiques récents, les systèmes construits doivent être en mesure de supporter une plus grande exposition à des événements météorologiques extrêmes, y compris les précipitations exceptionnelles et les tempêtes. La conception des infrastructures est généralement basée sur les conditions climatiques passées. De nouvelles lignes directrices sont nécessaires pour les infrastructures municipales, afin d'assurer la sécurité et la qualité de vie et pour réduire les coûts à long terme.



Fig. 53: La ville de Bagdad, après plusieurs heures de pluie au-dessus de la moyenne
Source: <http://www.iraqpressagency.com/>

La célèbre crise des infrastructures électriques, dix ans après l'invasion américaine, fait figure de symbole de la faillite du projet de reconstruction de ce pays. Le secteur électrique irakien souffre d'une sous capacité de génération et d'un réseau de transmission et de distribution vétuste. La faiblesse de l'approvisionnement électrique est un frein au développement économique, et une source de tensions sociales. A la fin du premier trimestre de 2012, la capacité installée est d'environ 7 800 MW, soit 58 % de la demande totale de 13 400 MW. Le réseau public atteint la quasi-intégralité de la population (98 %) mais 80 % des foyers reçoivent dix heures ou moins d'électricité par jour. En moyenne, l'approvisionnement public est de huit heures par jour à l'échelle nationale. Afin de combler le déficit, 90 % des ménages irakiens ont recours à des générateurs de quartiers privés (individuels ou partagés). Le raccord à un générateur de quartier pour un foyer moyen coûte, selon les témoignages, entre 150 et 200 USD par mois. En additionnant la distribution publique et la génération privée, les foyers irakiens reçoivent quinze heures d'électricité par jour en total. Par ailleurs, les conditions climatiques (chaleur, vents de

sable) et le manque de savoir-faire sont des obstacles importants au développement du secteur de l'électricité.



Fig. 54 : Un enchevêtrement de câbles électriques quadrille les rues, reliant les maisons aux générateurs privés, témoignage de l'incapacité du gouvernement à fournir le courant en continu
Source : photos personnelles de l'auteur.

4.2.3.2. - Les limites géographiques contre la croissance urbaine de la ville.

La superficie actuelle occupée par la ville de Bagdad, qui atteint presque 500 km², met déjà en perspective la croissance de la ville projetée pour l'année 2030. La demande en logement et en équipements sociaux, surtout en adoptant toujours le modèle de logements individuels en construction horizontale, a conduit à une urbanisation rapide et massive. La ville de Bagdad aurait besoin de doubler sa superficie actuelle pour répondre à cette demande croissante de logements et accueillir d'autres fonctions urbaines. Cela signifie l'exploitation massive des terres agricoles entourant la ville pour intégrer cette expansion. En plus des aspects négatifs de la violation des terres agricoles, la possibilité de fournir des services intégrés et d'un niveau acceptable dans ce domaine, reste extrêmement difficile et complexe, même dans les pays qui sont plus développés que l'Irak. Ainsi, si la ville poursuivait son développement de cette manière, cela compliquerait et limiterait considérablement les solutions possibles aux problèmes de l'avenir.

En termes d'empreinte écologique, en regard du mode et du style de vie des habitants de Bagdad (utilisation excessive des voitures individuelles comme moyen de transport, modèle économique consumériste, ressources énergétiques non renouvelables, aucun effort de recyclage), la ville aurait besoin d'au moins trois fois sa superficie en terres naturelles pour maintenir le fonctionnement actuel des services éco-systémiques et pour répondre à la consommation des individus et des ménages. Cela signifie d'une part que l'on consomme la nature et la terre à un rythme insoutenable, comme c'est également le cas pour beaucoup d'autres villes dans le monde entier. Or, la nécessité de protéger la terre verte pour maintenir les services éco-systémiques est tellement cruciale pour générer un modèle de développement durable.

4.2.3.3. - Le défi des transports

Le directeur général de la circulation avait annoncé qu'en trois ans, soit de 2003 à 2006, le parc automobile a augmenté de près de 300 %, et le nombre moyen de déplacements motorisés quotidiens par personne aurait augmenté dans les mêmes proportions. Le nombre de véhicules à Bagdad était de 275 000 avant les événements de l'année 2003. Actuellement, ce nombre représente plus de 1 000 000 de véhicules (il pourrait être augmenté en raison de l'absence de statistiques précises à ce jour). Ceci conduira, compte tenu de la croissance démographique attendue, à un doublement du nombre total de déplacements motorisés. Cette évolution posera des problèmes de capacité des infrastructures, essentiellement concentrés dans l'aire urbaine centrale (le « grand » Bagdad), où la situation pourrait devenir critique en plusieurs endroits si les aménagements adéquats – ou la mise en place d'une alternative sérieuse de transports collectifs - ne sont pas réalisés. Tout cela couplé avec un système de transport public inefficace, non planifié.



Fig. 55: Les embouteillages à Bagdad
Source : Images Google

4.2.3.4. - Les besoins en équipements éducatifs

En ce qui concerne l'éducation, l'élément majeur à prendre en compte sera le manque significatif d'écoles. À cet égard, le ministre de l'éducation, Mohammed al Tamim, a annoncé en 2013 que le pays a besoin de 7 000 écoles pour résoudre le problème de la pénurie de bâtiments scolaires. La plupart de ce nombre d'écoles devrait être construit à Bagdad, soit plus de 2 500 écoles - dont des dizaines d'entre elles ont été construites seulement au cours des dernières années. La plus grande problématique sur le thème de l'école est de savoir comment ces écoles pourraient être distribuées dans la zone géographique de la ville. Surtout en sachant que les quartiers qui ont le plus besoin de ces écoles sont des quartiers à forte densité de population, et que ces quartiers subissent déjà une activité élevée de construction urbaine, de sorte qu'il sera difficile de trouver des terrains et des espaces vides pour construire ces écoles. En conséquence, cela nécessitera des efforts et des mécanismes exceptionnels.



Fig. 56: Haute densité du nombre d'élèves par classe dans la plupart des écoles à Bagdad en raison de la pénurie d'écoles. Source: photos personnelles de l'auteur

4.2.4. - La périphérie de la ville et la manipulation politique des intérêts publics.

La ville constitue un objet essentiel dans l'approche politique et géopolitique de l'espace. Bagdad occupe une place croissante depuis sa création, alors qu'elle constitue un véritable laboratoire d'expériences à travers les pouvoirs successifs, anciens et modernes. La relation ville-pouvoir peut être abordée comme une relation de réciprocité plus ou moins parfaite. Le pouvoir crée la ville tout comme la ville façonne les pouvoirs (Fournet-Guérin et Vacchiani-Marcuzzo, 2009).

Dans les premiers mois après la chute du régime de Saddam Hussein, le destin des villes se noie dans le désordre administratif et exécutif, et les sans-abri, dans les grands centres urbains, ont profité de la rupture des contrôles municipaux, et de l'attitude du gouvernement intérimaire de transition. En occupant des terrains de l'État et d'autres, privés, à l'intérieur et dans les zones périphériques, en dehors des limites municipales de la ville, un boom du logement par l'auto construction était alors engagé pour fournir « un logement pour tous » caractérisé de « construit pendant la nuit » en se référant à la rapidité de la construction.

Le développement du logement et sa faisabilité a été pendant longtemps sous la réserve de nombreux arguments, notamment de la part de certains économistes du développement, qui croient que le logement n'est pas un investissement rentable par rapport aux autres activités économiques comme celles de l'industrie et surtout de l'industrie militaire qui a acquis l'essentiel du budget de l'État irakien à l'époque du régime de Saddam Hussein. Il devient moins difficile de

comprendre cette négligence quand on sait que ces projets de logements sont dédiés aux classes pauvres ou à la classe moyenne de la communauté. Néanmoins et malgré tout, la production des bidonvilles à l'intérieur et à l'extérieur du « grand » Bagdad est un phénomène dont l'ampleur ne cesse de croître depuis les années du milieu du siècle dernier.

Page | 240

Au contraire, de nos jours, la démocratie et les politiciens démocrates récents ont contribué à accroître l'influence des travailleurs et de la classe à revenus modestes de la population, en raison des élections qui ont porté sur le principe d'une voix électorale pour chaque individu, qu'il soit riche ou pauvre, homme ou femme.

Alors, puisque les politiciens étaient à la merci du vote de grosses masses de travailleurs à faible revenu occupant les bidonvilles et les installations informelles à la périphérie de la ville, ainsi que ceux qui ont souffert de leur négligence jusqu'à récemment, il est devenu nécessaire de les séduire et de concrétiser leurs promesses. Les politiciens tentent de manipuler cette classe sociale pour obtenir plus de votes favorables. Cela se fait normalement par une simple mesure qui consiste à accorder la propriété des terrains qu'ils occupent illégalement après et même avant les événements de 2003 en particulier. En effet, cela représente malheureusement le besoin et la préoccupation les plus importants et urgents pour ces citoyens vivant dans de telles situations de précarité. En conséquence, il est intéressant de souligner ici que ce processus de manipulation politique a contribué à l'augmentation du nombre de quartiers illégaux ainsi qu'à l'augmentation du nombre de squats sur les terrains publics. Quand il s'agit de quartiers illégaux, le problème est que l'appropriation sans plan ou mécanisme de coordination du gouvernement, génère de graves conflits d'intérêts entre les différents acteurs impliqués (soit les habitants, les partis politiques). Ces conflits peuvent aller jusqu'à un conflit armé dans certains cas, jusqu'à l'utilisation de la terre comme privilège accordé aux amis et alliés politiques ou encore jusqu'au fait de gagner sur les adversaires politiques de l'autorité. Tout cela a créé un marché foncier non transparent et corrompu.

Deuxièmement, ce mécanisme utilisé par l'autorité, avec un système de gouvernance foncière faible et contradictoire, conduit à un affrontement entre le gouvernorat de la ville, sa municipalité et le gouvernement central, ainsi qu'entre les gouvernements locaux des villes voisines, cela parce que les limites municipales et les frontières de la ville, où ces actions ont lieu, n'ont jamais été déterminées. Ce phénomène est partagé par toutes les villes du pays. Cela

signifie que les puissants intérêts politiques, ethniques et commerciaux sont capables de dicter les politiques d'utilisation des terres et d'utiliser la conversion des terres à leur profit plutôt que pour agir dans l'intérêt de la ville et de ses habitants les plus pauvres.

Page | 241 La reconstruction crée les conditions d'une collusion entre les responsables publics et les promoteurs, afin de prendre possession des « zones squattées » dont certaines constituent des zones foncières de toute première importance.

CHAPITRE 5 : Le danger des politiques actuelles de développement entre le projet urbain et le projet de la ville

Dans ce chapitre nous étudions les tendances et les approches urbaines adoptées dans les politiques et les projets ; les solutions urbaines proposées et celles qui sont en vigueur pour développer la ville. Un regard sur leur aptitude à relever les défis et à répondre aux besoins. La nature des transformations urbaines à Bagdad ne peut se comprendre sans mettre en avant le rôle important, quasiment unique, joué par l'État et les pouvoirs publics. Dans le domaine de l'urbanisation, ce rôle est évident, le gouvernement intervient non seulement pour définir le cadre réglementaire, mais aussi en tant que maître d'œuvre des grands projets urbains.

« Historiquement, les planificateurs et les politiciens ont tenté de résoudre les problèmes urbains de l'Irak superficiellement, et à travers les directives décidées au niveau central sans le bénéfice à long terme de planification stratégique. » (Maath Al Alousi, 2012)¹⁵⁴

Les données disponibles et les projets existant montrent que la plupart des tentatives faites par les gouvernements centraux pour équilibrer l'aménagement du territoire ont été à la fois coûteuses et inefficaces. Les grandes politiques macroéconomiques, sociales et sectorielles ont souvent été directement contradictoires vis-à-vis des demandes et des évolutions sociales.

¹⁵⁴ L'un des plus célèbres architectes Irakiens, Maath Al-Alousi est le fondateur, partenaire principal senior pour Alousi Technical Associates et Alousi Technical Associates Ltd études, bureaux d'études situé à Bagdad. Il est l'un des conseillers qui ont été sélectionnés pour participer à la préparation du plan directeur de Bagdad. Voir Alousi, Maath. (2012). *Nostos: Tale of a Street in Baghdad*. Bagdad: [ar] Rimal Publications.

Les investissements actuels soutenus par les gouvernements et les organismes d'aide suivent la même logique. Prise par l'urgence - qui domine la vie de la ville de Bagdad -, les pouvoirs publics n'ont eu cesse de promouvoir des réponses rapides, partielles et non planifiées, à la forte demande sociale. Les petits et moyens programmes, les projets de logement, et le peu d'équipements et d'infrastructure sont des cas types de ces interventions étatiques. Ces politiques publiques de développement urbain, loin d'être des réponses globales aux mutations de la société, sont plutôt des efforts qui reposent sur des logiques sectorielles, techniques et technocratiques. Elles sont par ailleurs génératrices de nouvelles contradictions.

Cependant, les efforts de reconstruction ont produit quelques succès dans certains secteurs (l'industrie pétrolière, la communication). Pourtant, concernant la ville, des problèmes plus graves sont apparus liés aux efforts de reconstruction et aux politiques de développement. Il s'agit de la régression de la qualité urbaine de la ville et de son environnement, due notamment au retard dans la mise en œuvre des projets, de la mauvaise coordination entre les acteurs locaux internationaux d'une part, et les communautés locales d'autre part. Beaucoup suggèrent que les efforts ont été entravés par deux motifs. Premièrement, par une mauvaise compréhension du contexte urbain de la ville de la part de ces acteurs pour aider à la reconstruction. Deuxièmement, en raison du chaos créé par l'invasion, et la liquidation des professionnels dans différents domaines culturels, ce qui a généré un vide où les employés ignorants et non qualifiés ont été en charge de questions culturelles sensibles, en particulier en ce qui concerne les domaines de la reconstruction, la rénovation et la refonte des structures culturelles et historiques.

À Bagdad, à l'exception de la politique coloniale du début du XXe siècle, puis avec la politique nationale royale et républicaine menée par la monarchie hachémite, et par Abd Al Karim Qasim, et ensuite celles des années 1980 fondée sur un urbanisme coercitif, aucune politique alternative cohérente n'a été proposée. La ville de Bagdad se caractérise aujourd'hui par l'absence de politique urbaine.

Aujourd'hui, la ville continue d'être gérée à travers une vision et sur la base de pratiques réglementaires en décalage total avec les évolutions et les besoins récents que connaissent la société et le paysage politique et économique du pays. Mais aussi en décalage avec l'évaluation des villes et des territoires au niveau global, c'est à dire dans une perspective de développement urbain durable.

Maintenant, nous avons un gouvernement de « style américain », le système de marché libre et de planification urbaine libérale. La privatisation des logements et des projets urbains est sans doute le changement le plus important et marquant des politiques urbaines d'aujourd'hui, parce que l'État tente de réduire progressivement son rôle dans ce secteur.

5.1. - Les ville nouvelles, une réponse préférée par l'autorité.

Bagdad devrait définir, actuellement, une qualité et quantité de projets de développement adéquate afin de répondre aux défis urbains et besoins actuels de la société. A cet égard, il y a des réponses à envisager, dont parmi celles-ci, la création de villes nouvelles et des projets de développement urbain à grande échelle. Cette réponse a été adoptée, d'abord, en raison de la croyance dominante que ces types de projets pouvaient par leur conception, leurs objectifs et la démarche attendue, être avérés aptes, dans certains cas, à résoudre des quantités de problèmes urbains. Il s'agit de l'influence de l'expérience des capitales des pays voisins régionaux, tels que le Caire, Dubaï, Rabat et Marrakech ; villes dans lesquelles la volonté de déplacer la croissance urbaine dans de nouvelles villes-satellites aménagées à la périphérie constitue, depuis récemment, la principale réponse des politiques publiques à cette situation de crise urbaine de la ville.

Les projets de développement urbain à grande échelle ont été de plus en plus utilisés comme véhicule pour établir des mesures de particularités établies dans les procédures de planification et de politique. Cela fait partie d'une approche néolibérale du type « New Urban Policy » et sa démocratie sélective s'adressant aux classes moyenne et supérieure. La démarche est associée à de nouvelles formes de gouvernance des interventions urbaines, caractérisées par des priorités moins démocratiques et encore plus élitistes (Swyngedouw, Moulaert et Rodriguez, 2002).

Ces promoteurs ont également saisi l'importance du rôle de l'urbanisme et de l'aménagement dans les grandes métropoles du monde. C'est pourquoi ils misent de plus en plus sur la présence de grands projets ou de méga équipements comme les centres hospitaliers et universitaires. Ces transformations sont justifiées par des objectifs liés à de meilleurs rendements, de meilleures performances en matière de gestion et de planification urbaines, et par la rentabilité et le profit.

Pourtant, derrière le concept, l'idée de la ville nouvelle est de créer des centres urbains autonomes afin d'alléger la pression sur la capitale. La création de « villes nouvelles » obéit à un

double impératif : faire face aux besoins croissants des populations en matière d'habitat et contribuer à l'éradication des bidonvilles. Ces nouvelles villes seront dotées d'un maximum d'infrastructures et d'équipements collectifs : administrations, écoles, cliniques et centres de santé, mosquées et complexes sportifs. Elles seront par ailleurs connectées aux réseaux de transport urbain afin de favoriser la mobilité des habitants, condition *sine qua non* pour y créer aussi un minimum d'activité économique, et portant comme une source de revenu pour les résidents.

Selon le point de vue des responsables et des élus promoteurs de ce genre de projets, les nouvelles villes ne doivent pas ressembler à des cités dortoirs. Cela signifie qu'ils ont, au minimum, compris les leçons des erreurs des projets antérieurs, notamment celles des grands quartiers populaires construits pour les immigrants (les bidonvilles actuels de la ville) qui furent transformés en raison de l'absence de pensée stratégique à long terme en villes dortoirs, dont le principal but était de regrouper des logements. Au lieu d'avoir une activité dans ces quartiers, les habitants sont souvent employés ou cherchent un emploi dans le centre-ville où dans une importante cité voisine. Une telle situation entraîne des migrations pendulaires entre leurs lieux de résidence et le bassin d'emploi. Cela signifie, d'après ces personnes, que les nouvelles villes proposées seront idéalement autonomes, avec des communautés équilibrées, et seront situées ni trop près ni trop loin des concentrations urbaines existantes.

Les nouvelles villes sont le résultat d'une décision volontariste, prise dans le cadre de l'aménagement du territoire. Ce volontarisme des pouvoirs publics en matière d'urbanisme est généré en réaction à une situation d'urgence, et non comme une détermination profonde à promouvoir les principes fondateurs d'un système d'organisation de la société. Il a fallu ensuite faire correspondre les réalités de la réalisation avec les théories de conception. Au stade actuel de réalisation de cette nouvelle génération de villes, de nombreuses questions sont posées et des solutions sont recherchées. Seul le tamis du temps – le temps long pour une cité – permettra d'évaluer la pertinence décisionnelle.

Parmi les projets les plus importants proposés ou en cours de construction au sein de cette tendance de gouvernement on peut relever les suivants:

5.1.1. - Ville de Bismayah, une nouvelle ville pour un avenir urbain qui s'esquisse.

La nouvelle Ville de Bismayah est conçue pour combler les besoins de la vie et le bien-être de centaines de milliers de citoyens de Bagdad et pour être la ville de la classe mondiale la plus remarquable au-delà de l'Irak et du Moyen-Orient. Elle est conçue en tant que premier projet du programme national de logement en Irak.

Il s'agit du plus grand projet de ville développé au cours de l'histoire de l'Irak. La ville de Bismayah est située à 10 km au sud-est de Bagdad, sur la route irako-koweïtienne. Il est prévu qu'elle occupe une superficie d'environ de 1 830 hectares et qu'elle puisse accueillir environ 600 000 habitants, pour un total de 100 000 unités résidentielles. Les réseaux d'infrastructure comme l'électricité, l'approvisionnement en eau, et les rues seront construits simultanément par le gouvernement de l'Irak. Celui-ci va développer également les établissements et les équipements de services publics tels que les écoles, les centres de loisir, les mosquées et les centres religieux, les centres de santé, et d'autres équipement sociaux. Des installations commerciales ainsi que des infrastructures telles que les usines de traitement des eaux et des eaux usées vont être aussi installées par le gouvernement.

En ce qui concerne les taux d'avancement du projet, le Président de la commission responsable de la ville, le Dr. Sami al-Araji¹⁵⁵, a déclaré dans un entretien exclusif pour le centre d'information de "Iraqi Media Network" que la compagnie investisseur a commencé l'exécution de travaux d'infrastructure pour les unités résidentielles, notant que dans les prochains mois les usines (en particulier pour les briques, le béton et le ciment) affectées à la construction de ce complexe seront achevées. Ainsi, il a souligné que la livraison des premiers 1 800 appartements sera effective au cours du premier trimestre de l'année 2015 et que par après, un nombre similaire sera livré chaque mois, jusqu'à l'achèvement du projet dans son ensemble. Cela signifie que le projet sera complètement réalisé après cinq ans au moins, à condition que les circonstances de travail soient normales, et que les travaux continuent sans interruption. À l'évidence, cet environnement de travail n'est pas disponible en Irak.

Nous tenons à mentionner ici, en prenant évidemment en exemple la crise du logement dans le pays, qu'il y a une sorte de déséquilibre ou de disproportion dans la relation entre la taille du

¹⁵⁵ Il est le président de la Commission Nationale d'Investissement (NIC) de l'Irak.

projet et l'avancement des travaux en termes d'objectif à court et long terme. Un tel projet est créé dans le but de résoudre la crise actuelle du logement à court et moyen termes. Cela signifie que la réalisation doit avancer au moins pour garantir la prévention de l'aggravation de la crise du logement, ou tout au moins afin de la minimiser et de la réduire. Actuellement, le gouvernement central, le gouvernement local et le ministère du logement et de la construction, en raison de l'achèvement retardé de ce projet, sont à la recherche de solutions parallèles pour répondre à la demande croissante de logements.

Cette incohérence et cette mauvaise coordination entre les institutions et les pouvoirs publics chargés des projets de construction tels que la ville de Bagdad, la Commission nationale d'investissement, le Conseil provincial de Bagdad et le ministère du logement et de la construction, génèrent une incertitude inquiétante concernant la faisabilité concrète des projets comme celui-ci. En particulier en ce qui concerne les projets d'investissement tels que le projet résidentiel Basmaya, le Al Rashid Camp et le Projet 10 * 10 pour le développement de la zone de Sadr City). Cette inquiétude se fait surtout sentir depuis les derniers rapports du ministère de la planification sur l'avancement du projet Basmayah, car ces rapports ont souligné un grand échec dans la vente d'appartements de ce projet, ainsi que dans l'avancement de la mise en œuvre des travaux. À ce sujet, ces rapports indiquent qu'après presque quatre ans de préparation, la compagnie n'a réussi à vendre que 500 appartements sur les 100 000 unités prévues par le projet. Cela reflète la méfiance des citoyens envers le gouvernement et sa possibilité à s'engager dans ce type de projets.



Fig. 57: Ville de Bismayah, emplacement par rapport de ville de Bagdad

Source: le site de projet de Bismayah.

Disponible sur : < http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp >



Fig. 58: Ville de Bismayah, illustration en trois dimensions

Source: le site de projet de Bismayah.

Disponible sur : < http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp >



Fig. 59: Ville de Bismayah, illustration en trois dimensions détaillée

Source: le site de projet de Bismayah.

Disponible sur : < http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp >



Fig. 60: Ville de Bismayah, les deux types d'appartements prévus dans le projet

Source: le site du projet de Bismayah.

Disponible sur : < http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp >

5.2. - Les projets de réaménagement urbain à grande échelle

Les projets de réaménagement urbain à grande échelle sont le deuxième choix du gouvernement central et local pour les nouvelles politiques urbaines afin de développer la ville.

Page | 249

Normalement, l'idée de réaménager un territoire prend naissance dans des situations problématiques et complexes auxquelles sont confrontées la ville : développement urbain rapide et anarchique, extension urbaine démesurée, congestion des routes, mauvaise répartition spatiale des fonctions urbaines, carence des espaces verts, problèmes de pollution, etc.

Les projets de réaménagement urbain à grande échelle sont menés de manière à ce que le gouvernement, en coordination avec la Commission nationale d'investissement, identifie une aire particulière au sein de la ville. Ces projets ont le potentiel d'attirer des investissements immobiliers privés à l'avantage de la ville dans son ensemble. Ensuite, toutes les spécifications d'urbanisme (le zonage et autres règlements sur la construction des coefficients, les taux d'occupation et l'utilisation des terres) sont redéfinies en conformité avec la proposition d'investissement et le plan directeur. C'est-à-dire que les investissements pourraient être effectués dans des infrastructures nouvelles ou recyclées.

5.2.1. - Le projet de développement Kadhimiya¹⁵⁶.

Au début de 2010, Dewan a remporté le premier prix du concours pour développer la zone entourant les sanctuaires saints de Kadhimiya, à Bagdad. Ce mélange de structures historiques et modernes adaptées, combinées avec l'aménagement d'un paysage approprié, d'après la compagnie Dewan, est destiné à fournir un stimulus social, environnemental et économique nouveau, à l'environnement urbain de la ville.

Le projet est centré sur le quartier historique parmi les plus anciens de la ville, soit une partie intégrante des lieux saints. Il est également entouré par le marché historique (bazar) et les maisons traditionnelles qui mettent en valeur les activités culturelles et religieuses. L'objectif principal du projet est de renforcer la position d'Al-Kadhimiya en tant que quartier très particulier du « grand » Bagdad, dans l'optique qu'il fonctionne comme pôle d'attraction de

¹⁵⁶ Voir: http://www.dewan_architects.com/work_urban_planning_khadamiya.html#sthash.H7oyWsgQ.dpuf

développement. Ainsi, il s'agit de placer le sanctuaire comme « noyau » intime pour la ville, enveloppé et protégé par différentes couches urbaines qui interviennent entre l'intérieur et le monde extérieur et, qui ensemble, forment un tout cohérent.

La couche urbaine intérieure comprend des éléments importants du tissu urbain historique, lesquels seront mis à niveau, rénovés et remplacés sur une base, parcelle par parcelle, avec l'objectif de conserver la caractéristique intrinsèque des échelles et de l'historique de Bagdad. D'autre part, les couches les plus périphériques présentent des structures résidentielles modernes qui répondent aux besoins modernes de l'accessibilité des véhicules, des équipements publics et des fonctions commerciales. Ce mélange de structures historiques adapté à la modernité, et combiné avec l'aménagement proprement dit, est destiné à fournir des impulsions économiques et sociales dynamiques pour le quartier d'Al Khadamiya et de le transformer en modèle d'une ville historique vivante et évolutive.

Ce projet, demeure en état d'idées sur le papier. Les difficultés financières, administratives et organisationnelles ne sont toujours pas débloquées. Donc, Dewan a récemment travaillé avec les différentes parties prenantes pour affiner le plan et recueillir de nouvelles idées afin de trouver des solutions pour assurer la mise en œuvre de ce projet.



Fig. 61 : le quartiers de d'Al Kadhimiya au début du XXIe siècle
Source: Golubeva. (2011).

Source: <http://www.dewan-architects.com/>



Source: <http://www.dewan-architects.com/>

5.2.2. - Projet d'Al Rashid : un projet multi-usages

C'est un projet de développement d'usage mixte, sur un site de 12,5 millions de m². Le projet inclue des installations résidentielles et commerciales, une ville sportive, une ville médicale, des équipements de loisirs et un espace vert ouvert. Il est également prévu un total de 65 000 unités de logement pour une population estimée à plus de 400 000 habitants.

Comme le projet n'a pas encore été approuvé, il n'y a donc pas suffisamment d'informations sur ce projet promu par Al Maabar Investments International, en qualité de maître d'ouvrage et répondant à un appel à projets lancé en 2008 - 2009



Fig. 64 : Projet d'Al Rashid développement (2013)

Source: <http://nplusn.pl/al-rashid-masterplan.html>



Fig. 65 : Projet d'Al Rashid (2013)), illustration à trois dimensions détaillée.

Source: <http://nplusn.pl/al-rashid-masterplan.html>

5.2.3. - Le projet de développement de Al Jadriya riverain du fleuve

Le site de ce projet de développement prévoyait à l'origine d'implanter un parc avec un grand plan d'eau artificiel. Le nouveau plan directeur retient le thème original de parc aquatique et étend le potentiel d'un développement plus vaste à usage mixte qui comprendra une attraction touristique sur le bord du fleuve et un quartier commercial et de loisirs au bord de l'eau. Une visite panoramique crée une promenade autour du site qui est soigneusement aménagé et relié au développement de l'eau. Des chalets de luxe flottants accueilleraient les touristes. Il a été conçu pour renouveler la section de terre le long de la Jadriya.

Le grand parc de l'eau (à la fois les rives du Tigre et le lac) est conçu tout d'abord pour redynamiser la fréquentation des rives du fleuve et, dans un second temps, pour offrir des possibilités de navigation de plaisance et pour des dîners romantiques en soirée, tout en flottant sur le lac avec un bateau privé. Parc d'attractions et hôtels créent une frontière linéaire au bord du lac à l'intérieur, comme la plaque tournante de l'activité qui a une connexion directe à la ville.



Fig. 66: le projet de développement de Al Jadriya riverain du fleuve Tigre
Source: Commission d'investissement de Bagdad

5.2.4. - Régénération urbaine d'Al Sadr, district de Bagdad

Page | 255

L'équipe de conception dirigée par Broadway Malyan en association avec Dar Al-Tasamim Consultants (DATA) fournit un plan directeur de rénovation urbaine globale visant à améliorer sensiblement la qualité de vie des personnes et des familles vivant dans Al Sadr.

Le plan directeur définit les objectifs généraux et les principes clés de la conception urbaine de la nouvelle ville avec une population de plus de 500 000 habitants dans une hiérarchie des districts et quartiers. L'objectif global annoncé par l'équipe de conception est d'assurer un cadre de développement robuste qui devrait être développé davantage avec l'étape de mise en œuvre du schéma directeur détaillé lors l'étape de validation.

Le projet comprend plus de 50 000 nouvelles maisons dans une hiérarchie de centres du district en s'appuyant sur des zones de service d'éducation, des équipements collectifs, de l'emploi, etc. Le travail réalisé sur le plan directeur comprend des études et des discussions sur les stratégies de logement abordable, les quartiers typiques et les prestations de service de la communauté. L'équipe de consultants a travaillé en étroite collaboration avec des experts de la municipalité tout au long de la période de conception.



Fig. 67: Le projet de développement de Al Sadr City

Source: Commission d'investissement de Bagdad.



Fig. 68: Vue aérienne de Sadr City

Source: Image Google earth

5.2.5. - Projet de développement "Bagdad Gate"

Une société immobilière Irako-jordanienne, Amwaj international, est à l'origine d'un premier projet d'investissement ambitieux dans le développement de Bagdad, appelé « Bagdad Gates » ou « les Portes de Bagdad ».

Le projet coûtera 238 millions d'USD et comprendra 3 500 appartements résidentiels, un hôtel cinq étoiles, une tour de bureaux et un centre commercial haut de gamme. Les travaux ont débuté en 2010 et doivent être achevés en quatre ans.

Le projet comprend également une série de tours résidentielles variant en hauteur, soit de 8, 12 ou 15 étages couvrant une vaste zone de 450 000 m² et entourant une zone centrale d'activités commerciales



Fig. 69 : le projet de développement de "Bagdad Gate"

Source: Commission d'investissement de Bagdad

5.3. - Projets de développement à petite échelle

Actuellement, il y a de nombreux projets de développement qui sont étudiés à la fois à grande et petite échelle de développement. Il s'agit par exemple d'une étude pour le métro de Bagdad, afin de relier le deux côtés de la ville. En outre, il existe un certain nombre d'études préparées par le Bureau de la planification générale concernant le schéma directeur pour toute la ville, ainsi que des projets de développement pour les régions périphériques de la ville comme par exemple Al-Mahmudiyah, Al-Zafraniya, Al-Latifiya, etc. Ce sont des études pour le développement de nouveaux quartiers résidentiels prototypes.

Ces types de projets sont répartis partout dans la ville et sont principalement situés dans les espaces ouverts (vide). Ils sont limités dans leur influence, visant à améliorer la qualité de l'environnement urbain local. Ces petits projets urbains visent à combler des terrains vides dans la ville. Ce sont des projets de développement à usage mixte (hôtels, écoles, petits complexes

résidentiels, certains équipements publics ainsi que des travaux de rénovation ou réhabilitation) qui sont associés à une stratégie de développement populaire.

Avant de critiquer ces projets, il faut souligner qu'aucune remise en question de ce type de projets n'a été réalisé. Il n'y a jamais eu de tentatives délibérées de relier les plans physiques de ce type de projets à une gestion urbaine sur le terrain. Ils n'ont jamais été intégrés dans un outil de gestion de la ville. De plus, les plans de ces projets n'ont jamais été conçus dans le cadre des finances et de capacités techniques disponibles pour les mettre en œuvre. Il en résulte des masses de documents architecturaux et de jolis plans mais cependant, rien n'a changé sur le terrain.

Le secteur privé, principalement celui des entreprises de construction, joue un rôle clé dans le développement de tels projets. C'est parce que les options du gouvernement local pour le financement de leur mise en œuvre sont limitées. D'ailleurs, toutes les villes du pays ont peu ou pas de financement propre. Elles ont un pouvoir extrêmement limité pour lever des fonds et une grande partie de ce qu'elles arrivent à obtenir doit être envoyée au Trésor du gouvernement central, ou est pillée par la corruption.

5.4. - Bilan critique

Les projets de développement urbain que nous avons référencés ci-dessus, présentent des caractéristiques variées, mais leur dimension commune et ultime est de les élever au rang d'icône clé dans l'image de la ville à venir. La description des projets met en lumière et reflète les aspirations d'un ensemble particulier d'acteurs locaux, régionaux voire nationaux, et parfois aussi internationaux. Ces acteurs façonnent, par l'exercice de leur pouvoir socio-économique, culturel ou politique, les trajectoires de développement de chacun de ces projets. Par conséquent, ces projets ont été - et sont encore souvent - des arènes où s'exercent des luttes de pouvoir profondes et une prise de positions des élites économiques, politiques, sociales ou culturelles importantes.

Cette nouvelle vision de la politique du développement des environnements bâtis, combinée avec la restructuration socio-économique actuelle, produirait des îles urbaines isolées, un patchwork d'espaces discrets dont les limites sont de plus en plus pointues (centres dépendants d'affaires, de loisirs, ou espaces communautaires). Cela est renforcé par une combinaison de processus de formation de limites physiques, sociales et culturelles qui ont déjà commencé à se développer

dans la ville. Le résultat global de ce genre de politique de développement urbain est la promotion et l'encouragement de l'image de la ville fragmentée, qui accompagne la réorganisation du tissu social et spatial de l'agglomération.

Page | 259 Ces projets de développement urbain expriment souvent une vision sectorielle et cloisonnée de la gestion de la ville, qu'ils aient des finalités de développement économique, social ou culturel différentes, voire contradictoires.

Actualité	Stratégie prévue
Quartiers en difficulté	Nouveaux quartiers
Mixité urbaine, mixité sociale	Prévention de la ségrégation urbaine et sociale
Économie locale quotidienne et emplois de main d'œuvre à améliorer	Vers une économie mondiale et des emplois hautement qualifiés
Populations pauvres dans un environnement urbain dégradé	Embourgeoisement dans un environnement urbain désintégré
Densification et opportunité d'une ville compacte	Étalement urbain avec manque d'infrastructures suffisantes
Des acteurs publics partagent la stratégie de la reconstruction de la ville.	Uniquement des acteurs gouvernementaux et internationaux qui décident

Tab. 3 : Récapitulatif concernant les politiques urbaines actuelles et leur relation à la réalité de la ville

Après un rapide constat critique sur les politiques publiques et leur conception du développement urbain, les résultats démontrent que tous les projets de renouvellement et de développement urbain ont besoin de s'inscrire dans une « vision globale de ville », en s'appuyant sur une

stratégie urbaine et spatiale claire et partagée, sur laquelle des arbitrages professionnels ou politiques pourraient être exercés en regard de l'ensemble de ces projets.

Au milieu de toute cette pléthore de plans et de projets de logements et de commerces, on retrouve les réponses à des appels d'offres et de propositions de projets faites par diverses entreprises internationales. Le Bureau du premier ministre décide le plus souvent soudainement, en coordination avec la municipalité de Bagdad, de distribuer cinquante mille terrains résidentiels d'une superficie de 150 mètres carrés chacun, pour les habitants des bidonvilles de Bagdad. En d'autres termes, une augmentation de 7 500 000 mètres carrés de superficie de la ville. Vient ensuite la coordination avec les différents ministères pour fournir à ces nouvelles zones résidentielles les services publics nécessaires. Ces mesures sont prises, en premier lieu, sans le moindre égard pour les efforts des entreprises qui ont été contractées pour le développement des différents secteurs de la ville, notamment le projet de développement prévu pour la ville de Bagdad. Deuxièmement, la plupart des quartiers de Bagdad souffrent déjà d'une grave pénurie de services. La question qui se pose ici est de savoir combien de temps durera encore la dépendance sur les solutions partielles spontanées improvisées dans une scène du développement urbain de la ville de Bagdad ? Mais aussi à quel point ces mesures coûteront aux budgets publics des collectivités locales dans l'avenir, afin de réintégrer correctement ces nouveaux quartiers résidentiels non planifiés dans le plan global de la ville. Cela fait que tous les efforts qui seront déployés dans le domaine de l'urbanisme et de la planification urbaine, ne seront pas consentis en fonction de la planification, mais en fonction de la justification des évolutions de la ville *a posteriori*. D'ailleurs, cette justification sert à la fois à masquer les échecs des efforts de planification affichés et le système de corruption.

Pour Nuri Al Maliki¹⁵⁷, la politique de distribution des terrains aux habitants (surtout aux pauvres et à ceux de la classe moyenne), permet l'élargissement des périmètres urbains (en moyenne de quatorze nouveaux quartiers), ce qui vise aussi à calmer la critique populaire et à éviter une réforme urbaine globale qui est demandée.

¹⁵⁷ Il est le Premier Ministre irakien depuis le 20 mai 2006. Il est membre du parti chiite Dawa.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Page | 261 L'étude et l'analyse des réalités urbaines de la ville de Bagdad, nous montrent clairement que la ville constitue un système complexe composé de quatre systèmes principaux :

- Un espace géographique (implantation physique de la ville sur son site).
- Un espace sociétal (la dimension sociale et culturelle de la société locale).
- Un espace économique (le système de production et de reproduction de richesse).
- Un espace politique (le système de décision locale, "la gouvernance").

Les faiblesses de la machine à reconstruire sont d'abord structurelles et s'inscrivent dans la complexité de l'articulation de ces quatre systèmes par un manque de cohérence dans les objectifs, les moyens et la coordination, la planification défailante et les moyens inadaptés face à l'ampleur de la tâche. Ensuite, des choix politiques de nature souvent idéologique sont faits, desquels découlent des conséquences désastreuses tel que démembrement de l'État par la méfiance à l'égard des partis politiques en conflit. En outre, une conjoncture dichotomique du réel (urbain-rural, riche-pauvre, formel-informel, etc.) peut aussi conduire à la paralysie. Les villes, dans toute leur complexité, requièrent une approche plus nuancée.

Sous l'angle de la complexité, nous voyons que les villes et les communautés ne sont pas des systèmes linéaires de cause à effet, mais plutôt des systèmes dynamiques où les facteurs et les acteurs variables (personnes, entreprises, gouvernements, économie sociale, etc.) sont en interaction et transformation constantes - vers le fonctionnement positif ou négatif du système -, en se répondant l'un à l'autre et en créant des boucles de rétroaction non linéaires qui favorisent ou épuisent l'énergie vitale de laquelle dépend leur avenir.

L'intervention dans les villes est encore rendue complexe par le nombre d'objectifs différents poursuivis par les parties prenantes et par la façon dont celles-ci divergent et s'opposent, étant donné qu'elles doivent être incorporées dans le même dialogue. Continuer d'intervenir par la prise de décisions en urgence ne fonctionnera pas si nous voulons soutenir et exploiter les dynamiques locales initiées par la démocratie récente.

Par ailleurs, la complexité des contextes urbains a été soulignée et mise en évidence à maintes reprises durant cette deuxième partie. La complexité des problèmes de la ville et l'absence de perspective a conduit les populations au désintéressement, sentiment fortement généré par le désengagement des pouvoirs publics. Toutefois, la question profonde est que tous les acteurs impliqués, y compris les citoyens et les agences de développement, doivent éviter le « marécage » de la complexité. La complexité ne doit pas mener à l'immobilisme ou à la paralysie. La ville a besoin d'attention, dès aujourd'hui. Et la complexité ne peut être un prétexte pour retarder le soutien.

Nous pensons en effet avoir dégagé assez clairement les paramètres et les interactions que la ville de Bagdad entretient avec le contexte mondial et géopolitique, mais aussi avec l'État social, environnemental et culturel de l'Irak de 2013.

TROISIEME PARTIE : LE CADRE THÉORIQUE

Cette troisième partie de la thèse expose les fondements théoriques de notre recherche.

Page | 263

Pour cela nous procédons en deux temps. Tout d'abord, nous envisageons les contextes théoriques du développement durable, en considérant l'état complexe du développement économique, social et environnemental de Bagdad ; nous mettons aussi en évidence les dimensions politiques, culturelles et institutionnelles qui constituent les conditions préalables à toute réforme profonde pour construire un projet de développement durable en Irak.

Dans un second temps, nous tentons de mettre en lien cette dimension contextuelle globale et théorique avec le contexte concret de la ville de Bagdad. Pour cela, nous mettons d'abord en relation les notions de développement durable et de développement urbain, selon une approche théorique, et en particulier systémique. Nous mettons ensuite en application ces considérations générales avec le contexte particulier de la ville de Bagdad. C'est pourquoi nous proposons d'abord une lecture systémique de la capitale de l'Irak. Par la suite, nous explicitons les liens, de caractère social et économique qui se tissent entre l'approche systémique et la notion de résilience, particulièrement pertinente pour notre approche locale.

CHAPITRE 6: LE CONTEXTE

6.1. - Les contextes théoriques du développement durable

6.1.1. - Les deux paradigmes de la durabilité

Comment se définit la notion de durabilité ? Quelle est son histoire ? Quels sont les deux paradigmes qui constituent classiquement son approche ? Tels sont les deux aspects principaux qui vont faire l'objet de cette sous-partie.

6.1.1.1. - Définition et rappel de l'histoire de la notion de durabilité

Commençons par réviser la définition, d'une façon globale, de la notion de développement durable. Bien que les choses soient relativement connues, nous ferons ensuite un rapide rappel de l'histoire de ce concept contemporain.

Presque sans exception, toutes les visions et révisions reconnues sur l'idée du développement durable commencent par l'alerte donnée par le rapport Meadows pour le Club de Rome, la conférence de Stockholm en 1972 (premiers jalons du développement durable), puis le rapport Brundtland (acte de naissance du développement durable) et la conférence de Rio de Janeiro de 1992 (consécration et la mondialisation du développement durable). Enfin, mais non des moindres, la conférence de Johannesburg en 2002 qui fait le constat de la difficile mise en œuvre du développement durable (Demaze, 2009). Les idées centrales de la définition sont toujours inévitablement énoncées avec la célèbre citation de « Notre avenir à tous » (autrement connu comme le Rapport Brundtland) qui a défini le développement durable ainsi :

« Le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. » (World Commission on Environment and Development, 1987, p. 43)

Selon cette définition du développement durable, la plus admise globalement, l'objectif du développement durable est de définir des schémas viables qui concilient les trois aspects écologique, social et économique des activités humaines ; en conséquence, le développement durable se trouve à l'intersection de ces trois sphères.

Il est généralement reconnu, depuis l'utilisation de ce concept de développement durable, dans la discussion approfondie qui a suivi, qu'il y a trois dimensions du développement s'articulant entre elles pour le définir : ce sont celles de l'économie, du social et de l'environnement (Holmberg, 1992, p. 19-38 ; Reed, 1996, p. 25-40). De même, une autre définition pertinente, plus opérationnelle, a été développée par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Cette définition du développement durable repose sur l'identification de trois systèmes comme base de tout processus de développement : le système de ressources biologiques ou écologiques, le système économique et le système social (Mebratu, 1998). Néanmoins l'idée de base reste la même : au cœur du développement durable, on trouve la nécessité de tenir compte *simultanément* de ces « trois piliers » qui sont inter-reliés (Strange et Bayley, 2008a). Selon ce paradigme on doit alors faire de nouveaux choix pour concilier croissance économique, protection de l'écologie et équité sociale. Bien sûr, l'idée que la durabilité englobe ces trois dimensions a été envisagée depuis des siècles. Une vision en trois dimensions de la durabilité s'est faite connaître dans les années 1980 en réponse à un conflit perçu entre l'environnement et le développement (Mitchel et *al*, 2007, et Mitchel, 2008). En effet la « World Commission on Environment and Development (WCED)¹⁵⁸ » a fait valoir que le moment était venu de coupler l'économie et l'écologie. De sorte que l'ensemble de la communauté internationale prendrait la responsabilité à la fois des causes et des conséquences de la dégradation de l'environnement.

Toutefois, face à ce constat et dans une perspective de pouvoir politique, ces trois dimensions peuvent être caractérisées par l'énoncé de discours contradictoires (Nilsson, 2006) et (O'Connor, 2011) :

« le concept de développement durable étant conçu comme un défi non encore résolu d'articulation des revendications concurrentes (non-réconciliées et, souvent, irréconciliables. »

De cette qualité d'articulation entre les trois dimensions sont dérivées la réalité vécue par le monde d'aujourd'hui : la surexploitation des ressources, les inégalités et la pauvreté, les problèmes environnementaux et le réchauffement climatique qui vient désormais au premier plan

¹⁵⁸ La Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement

et qui représentent typiquement l'introduction à la problématique de développement durable. Cela parce que même selon le rapport des Nations Unies, « *Sustainable Development: From Brundtland to Rio 2012* » (Drexhage et Murphy, 2010) l'intégration des trois piliers du développement économique, du développement social et l'amélioration de l'environnement demeurent toujours un défi. Cependant, les objectifs exprimés ou sous-entendus sont multidimensionnels, ce qui soulève la question de savoir comment concilier les objectifs et la façon de juger de la réussite ou de l'échec pour atteindre ces objectifs (Harris, 2000). Les trois dimensions interagissent de façon variée sur toutes les actions réelles de la vie, et c'est dans cette interaction entre elles que l'on trouve les manifestations réelles des potentialités et des défis pour le développement durable.

6.1.1.2. - Durabilité forte ou durabilité écologique (intégration) et durabilité faible ou durabilité économique (compromis)

Il existe deux paradigmes communément admis du développement durable basé sur la méthodologie de la « Triple Bottom Line » (modèle à trois piliers de la durabilité) qui reflète l'intégration et la conciliation entre les trois domaines (Fig. 70). Dans le paradigme modèle, celui des « trois cercles entrelacés », lequel est relatif à la notion de compromis et concerne surtout le versant économique, le développement durable est considéré comme la fusion de l'entreprise économique, le bien-être social et l'intégrité de l'environnement.

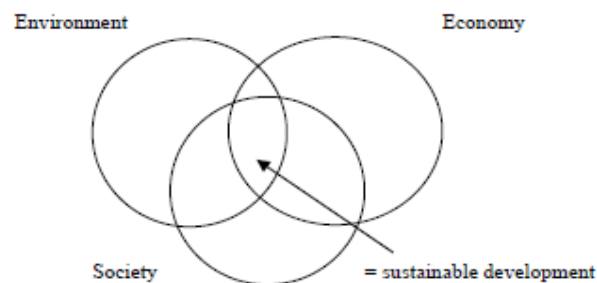
Quant au deuxième paradigme, celui des « trois cercles concentriques », souvent appelé modèle de la « poupée russe », il est relatif à l'intégration, définit la durabilité forte, à dominante écologique. Le capital économique est placé au centre comme base de création de richesse, ce qui entraîne le moteur du développement ; mais en même temps, celui-ci est limité par des considérations environnementales et sociales¹⁵⁹ (O'Riordan, 1998).

¹⁵⁹ O'Riordan. (1998). 'Indicators for Sustainable Development'. In: *Proceedings of the European Commission (Environment and Climate Programme) Advanced Study Course 5th - 12th July 1997*, Delft, The Netherlands. Cité dans *Scottish Executive Social Research*. (2006). *Sustainable Development: A Review of International Literature*. A review of literature and policy on a range of sustainable development issues. Disponible sur: <www.scotland.gov.uk/socialresearch>

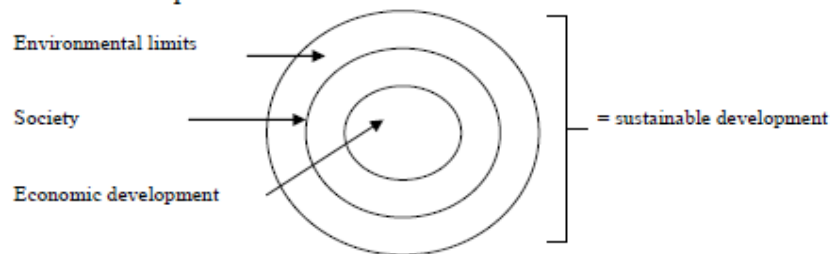
Selon ces diagrammes la notion de développement durable se situe à la croisée des trois piliers, ou dimensions fondamentales, pour atteindre ces objectifs :

- un pilier économique qui vise à continuer à produire des richesses pour satisfaire les besoins de la population mondiale ;
- un pilier social qui veille à réduire les inégalités à travers le monde ;
- un pilier environnemental qui cherche à préserver l'environnement que les générations futures recevront en héritage.

Venn diagram explanation



Russian doll explanation



Source: O'Riordan 1998

Fig. 70: Représentations visuelles de développement durable: trois cercles entrelacés et trois cercles concentriques. Source: O'Riordan.1998. (*Ibid.*).

Selon le diagramme (trois cercles entrelacés), le fait est que le développement durable repose sur le plan écologique, économique et social. Cela rend ses interprétations soumises à l'état de la relation entre ces piliers. Par exemple : si l'un des piliers cède la place, « la construction de la

durabilité » va s'effondrer ou plutôt se fragiliser. La partie centrale doit augmenter au fur et à mesure de l'intégration des différentes composantes du développement.

Pour cette raison là on estime que la question n'est pas celle des domaines en eux-mêmes, mais plutôt de contrôler ou orienter la relation entre les trois piliers fondamentaux de la durabilité ; une question qui est particulièrement controversée.

Cependant, le message de la visualisation (trois cercles concentriques) est que l'inclusion de la dimension sociale pourrait permettre au débat de se déplacer - au-delà d'une scission acrimonieuse entre les arguments - vers la poursuite de la croissance économique d'un côté et vers les accusations des dommages écologiques irréversibles sur l'autre versant. Ce qui signifie d'une part que c'est la société qui doit faire des choix et prendre des décisions afin d'assurer un avenir durable. Mais dans le même temps, nous sommes limités par la capacité de l'environnement mondial pour garantir un avenir durable. C'est l'effet pour lequel la façon dont l'économie fonctionne devrait être décidée par la société (Mitchel *et al. op. cit.*). On suggère par conséquent que le mouvement idéologique s'éloigne du modèle initialement proposé par Brundtland pour tendre vers une approche plus respectueuse de l'éco-essentiel.

Dans ce sens-là, le passage de simples explications du diagramme de « Venn » pour les interactions entre les piliers économiques, environnementaux et sociaux du développement durable vers le modèle de « poupée russe » - ou d'un modèle plus intégré de compréhension - témoigne sur le plan conceptuel d'un certain mouvement de sophistication de la compréhension, et de difficultés dans l'intervention. Cette méthode permet d'évoluer d'une approche à entrée unique vers la prise en compte multidimensionnelle d'une problématique, et ouvre à la pensée complexe et difficile. Le modèle « poupée russe » soutient le principe fondamental selon lequel toute activité économique doit être tournée vers le progrès social et que cela doit être réalisé dans les limites de l'environnement. Cependant, le potentiel d'atteindre des scénarios « gagnant-gagnant » que propose ce mouvement est de plus en plus rejeté comme trop simpliste et pratiquement inaccessible, comme le relève Harribey (1998, p. 102) :

« [...] le plus probable est qu'il ne soit pas possible de réunir à la fois la rationalité économique, la justice sociale et l'équilibre écologique »¹⁶⁰.

Devant ce constat de l'inaccessibilité pratique du modèle «poupée russe», l'autre modèle basé sur les «trois cercles entrelacés», qui représente la compréhension conventionnelle du développement durable, soit «*l'approche globale de la durabilité*», lui aussi se révèle défectueux parce qu'il implique des limites ouvertes sur des compromis, qui sont toujours possibles, entre les dimensions environnementales, sociales et économiques de la durabilité. En réponse à cela, les interprétations et recherches économiques qui suivirent pour conceptualiser ces compromis donnèrent naissance à deux concepts distincts de la durabilité, à savoir celle de la durabilité « forte » (où de tels compromis ne sont pas autorisés ou sont limités en faveur de l'environnement); et celle d'une durabilité «faible» (où ils sont autorisés) comme le précisent Ayres, Van Den Bergh et Gowdy (1998) :

« The meaning of sustainability is the subject of intense debate among environmental and resource economists. [...]. The debate currently focuses on the substitutability between the economy and the environment or between “natural capital” and “manufactured capital” - a debate captured in terms of “weak” vs. “strong” sustainability. »¹⁶¹

Cela signifie donc que le développement durable peut être analysé – économiquement – de manière plus économique ou plus écologique en fonction de son appartenance à l'une ou l'autre des deux grands courants de pensée.

Vu selon une perspective économique, les deux interprétations ci-dessus du développement durable (durabilité forte et faible) peuvent être appréhendées par l'emploi du concept des capitaux disponibles pour le développement de la société. Ce qui fait de la durabilité une question de ressources (Brunel, 2009, p. 59). Le capital dont disposent les sociétés humaines peut

¹⁶⁰ Harribey, Jean-Marie. (1998). Le développement soutenable. Paris : Economica. Cité par Da Cunha, Antonio, et Rugg, Jean, (eds). (2003). *Développement durable et aménagement du territoire*. Lausanne : PPUR presses polytechniques. p. 24.

¹⁶¹ Ayres, Robert U.; Van Den Bergh, Jeroen C. J. M. et Gowdy, John M. (1998). “Viewpoint: Weak versus Strong Sustainability”. In: *Tinbergen Institute Discussion Papers*. Amsterdam: Tinbergen Institute. p. 98-103. Trad. de l'auteur : “Le sens de la durabilité est sujet à un débat intense parmi les économiste de l'environnement et des ressources (...). Le débat se focalise couramment sur la substitution entre l'économie et l'environnement ou entre le « capital naturel » et le « capital manufacturé » - un débat qui est contraint en terme de durabilité « faible » / vs / « forte ».

être soit *naturel* (les ressources naturelles, renouvelables ou non renouvelable, telles que l'eau, les sols, les couverts végétaux, le charbon, le pétrole, etc.), soit *construit*: le capital physique des infrastructures (*écoles, routes, bâtiments, infrastructure ...*) et des biens produits, le capital financier, le capital humain des compétences et des qualifications, le capital social des réseaux et des relations (*Ibid.*).

L'opposition en général, qui dispose des deux modèles de « durabilité faible » et de « durabilité forte », repose pour l'essentiel sur les propriétés de possible substitution plus ou moins forte que l'on prête au « capital naturel » relativement aux autres formes de capitaux.

Selon cette possibilité de substitution, le modèle de durabilité faible repose sur un certain nombre d'hypothèses. Deux d'entre elles sont pertinentes pour notre recherche. La première est celle d'un progrès technique qui permettra cette prise de relais du capital naturel perdu créé par les hommes. La deuxième hypothèse concerne le régime d'investissement et l'épargne. Toutefois la question qui est conforme à l'hypothèse précédente est celle-ci : ne faut-il investir que dans la science et la technologie pour trouver les techniques nécessaires aux prises de relais ? Ou devrait-on diversifier le processus d'investissement ? (Piantoni, 2012).

L'enjeu n'est pas de conserver les choses en l'état, mais de préserver les capacités de résilience des territoires, c'est-à-dire l'aptitude des différents systèmes économiques, sociaux et physiques à se reproduire dans le long terme en s'adaptant et en se renouvelant.

En ce qui concerne la durabilité forte une grande partie de la confusion dans le débat résulte d'une absence de distinction entre les deux hypothèses de distinction entre faible et forte durabilité» (Ayres et al., *op. cit.*). La première est l'hypothèse de substitution possible entre le capital naturel et les produits manufacturés. La seconde est que le bien-être économique "couvre" toutes les autres préoccupations.

Si la seconde hypothèse est acceptée (comme c'est parfois le cas par les partisans de la durabilité forte), alors l'argument de possible substitution se résume à un débat purement économique sur les élasticités de substitution, les progrès technologiques et ainsi de suite.

Le rapport Brundtland en tant que référence essentielle du développement durable propose dans une certaine mesure une durabilité faible. Cela parce qu'il peut être vu comme ayant proposé une

définition plutôt économique, acceptant la croissance, à condition de gérer les ressources pour maintenir une capacité de production, et donc un bien-être (ou un niveau de consommation ou une utilité en vocabulaire économique) au moins équivalent dans le futur.

Comme le capital donne la possibilité de générer du bien-être économique par la création de biens et services, la durabilité faible exige que le stock de capital ne diminue pas dans le temps.

Si l'on s'en tient au principe que la question de la durabilité est celle des ressources, alors, le débat sur le lien entre l'économie et l'écologie se concentre actuellement sur la possibilité d'une substitution entre l'économie et l'environnement ou entre le « capital naturel » et le « capital manufacturé ». On est alors au cœur du désaccord entre ceux qui ne voient dans le développement durable que l'intégration des objectifs économiques, environnementaux et sociaux dans le processus décisionnel, et ceux qui adhèrent encore à la vieille école de pensée et plaident que le développement durable doit être considéré comme un équilibre entre l'économie et l'environnement.

Laquelle de ces deux idées prévaudra finalement ? Cela est difficile à dire. Ce que nous voyons émerger au niveau politique est un choix: soit nous adoptons la notion de développement durable en intégrant l'économie, l'environnement et des valeurs sociales, c'est-à-dire les trois « piliers » étayés par le principe de précaution. Soit l'on voit le développement durable comme un équilibre indéfini entre l'environnement et l'économie, accompagné d'une approche vague de précaution, et de ce fait guidé par un haut degré de prise de risque. Il s'agit alors du modèle de la « durabilité faible » qui sous-tend une remise en question du concept de développement durable et une position de principe suggérant qu'il peut être provoqué consciemment ou inconsciemment, dans le système actuel de production et de consommation.

Degré de durabilité	Idée-clé	Conséquence	Terme-clé	Enjeu du développement durable
Durabilité forte	Le capital naturel et le capital construit ne peuvent être substitués de manière parfaite	Certaines actions humaines conduisent à des irréversibilités	Un Capital naturel critique	Préserver les stocks de capital naturel irremplaçables
Durabilité faible	Le capital naturel et le capital construit sont parfaitement substituables	La somme du capital naturel et du capital construit doit être maintenue constante	Allocation optimale des ressources	Trouver des solutions techniques dites « propres » pour remplacer les produits et procédés, ou restaurer l'environnement

Tab. 4 : Le débat entre la durabilité forte et la durabilité faible. Source: Demaze, 2009

Ce débat encadrant le concept de développement durable autour d'une idée centrale du paradoxe d'un point de vue éthique¹⁶² entre protection de l'environnement et développement humain, le terme « développement durable » est une composition paradoxale de deux points de vue apparemment inconciliables, soit :

- d'une part, une définition restreinte de la durabilité à un état dans lequel une certaine caractéristique d'un système - en particulier le système de l'environnement - doit être conservé indéfiniment ;
- d'autre part, le développement à long terme représentant un progrès humain, qui a été à ce jour associé à un usage humain croissant de terres, de l'énergie et des ressources, ce qui entraîne une expansion des systèmes humains ayant un impact sur le système environnemental

¹⁶² Ce concept d'éthique on l'emploie pour ce qui nous renvoie à l'approche nouvelle de la responsabilisation inhérente dans le développement durable. La responsabilité de respecter les limites des ressources de la planète et de repenser et de redéfinir nos besoin de manière à mettre en avant la solidarité avec ces limites de ces ressources, ainsi que la solidarité entre les être humains; entre les Etats, dans la relation nord/sud, solidarité également avec les génération future.

Ce clivage recouvre en partie l'opposition entre une vision du monde anthropocentrique et utilitariste et une vision plus éco-centrée (Fig. 71). Le développement durable est sans doute le cadre qui permet à ces visions de dialoguer.

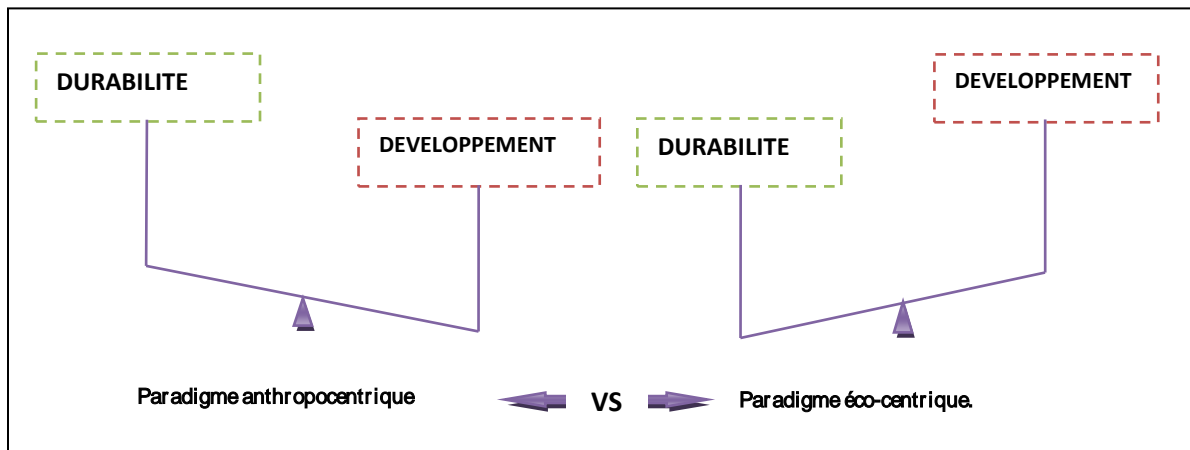


Fig. 71: L'équilibre paradoxal qui sous-tend le concept de développement durable
Source: Elaboré par l'auteur.

6.2. - Le développement durable a la rencontre de l'état complexe du développement de la ville

Nous avons abordé pour la première fois la notion de complexité avec l'exposé que nous avons fait sur le développement de l'état actuel de la ville de Bagdad, dans la partie précédente. C'est en effet par là que notre autre questionnement sur la notion de développement durable prend sa source.

Les différents éléments qui constituent l'espace sont imbriqués les uns dans les autres, interagissent et entraînent inévitablement des conséquences les uns sur les autres. Ainsi, toutes nos actions ont des répercussions sur les différents secteurs de la vie et ne peuvent pas être pensées de façon isolée ; ce que rappelle Mebratu (1998, *op. cit.*, p. 514) :

« *The human universe, in general, and the economic and social cosmos, in particular, never have been, and never will be, a separate system independent from the natural universe.* »¹⁶³

Reprendre n'importe quel problème dans la vie dans l'optique du développement durable le rend

Page | 274

plus complexe, cela parce que le concept de développement durable, en soi, est complexe :

« *The concept of sustainable development is also complex. The complexity stems from the transgression of time-scales, spatial scale-levels and domains.* »¹⁶⁴ (Grosskurth et Rotmans, 2005, p. 137).

Le réel est donc complexe et très imbriqué tout comme c'est le gris qui est la réelle coloration du monde (Di Castri, 2005, p. 17-28). Donc, toute solution apportée aux problèmes du réel doit être elle aussi complexe et prendre en compte tous les domaines de la vie selon un raisonnement transversal. Dans cette perspective, l'adaptation du modèle de développement durable révèle un profond désaccord sur ses fondements conceptuels et, peut-être plus important encore, sur sa mise en œuvre (Lélé, 1991). Néanmoins, la plupart des chercheurs et des praticiens acceptent une préoccupation pour la prospérité économique (développement), l'intégrité écologique (durabilité), et la justice sociale (équité) comme les trois piliers du développement durable. En fonction de ce qui précède, gérer l'équilibre et les compromis entre les trois dimensions du développement durable au niveau urbain dans la ville de Bagdad devient une tâche paralysante, ou un « *Travail de Sisyphe* » (Keiner, 2005). Cela parce que l'amélioration de l'environnement urbain passe nécessairement et d'abord par un développement économique et social permettant une amélioration des infrastructures publiques et une expansion du parc de logements pour maîtriser l'urbanisation.

Nous concevons que la vision dynamique du développement durable s'est établie par le paradigme de la durabilité faible qui réintroduit les dimensions essentielles du développement durable telles que les définit Géraldine Froger (2006, p. 14) :

¹⁶³ Mebratu, Desta. (1998). « Sustainability and sustainable development: historical and conceptual review ». In : *Environmental impact assessment review*, vol. 18, n°6, p. 493-520. Trad. de l'auteur : L'univers humain, en général, et le cosmos économique et social, n'ont jamais été, et ne seront jamais, un système indépendant séparé de l'univers naturel.

¹⁶⁴ Grosskurth, Jasper, Rotmans, Jan. (2005). « The scene model: getting a grip on sustainable development in policy making ». In : *Environment, development and sustainability*, vol.7, n°1, p. 135-151. Trad. de l'auteur : Le concept de développement durable est aussi complexe. La complexité réside dans la transgression des niveaux d'échelles de temps et d'espace, et des domaines. Voir aussi Roe, Emery. (1998). *Taking Complexity Seriously, Policy Analysis, Triangulation, and Sustainable Development*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1998.

« Le développement durable dans sa dimension écologique, la durabilité, impliquent le maintien des écosystèmes, non pas pour les conserver en l'état, mais pour veiller à la capacité de reproduction de l'environnement. Dans sa dimension économique, la durabilité renvoie au maintien des capacités productives et aux flux de ressources économiques sur le long terme. Dans sa dimension sociale, la durabilité renvoie au maintien ou à l'amélioration de conditions sociales permettant d'assurer la satisfaction des besoins essentiels (santé, éducation, alimentation, etc.), le respect d'un certain nombre de droits, la cohésion de la société (solutions préventives qu'élaborent les acteurs sociaux pour faire face aux risques de dysfonctionnement graves au sein de toute société). Elle peut également renvoyer à la légitimité et à l'acceptabilité sociale des décisions et/ou des politiques. »

Toutes ces dimensions mentionnées ci-dessus sont des éléments interdépendants dans la construction de la ville. Ainsi que ce que ces domaines, idées et principes signifient et représentent en tant que principales caractéristiques et défis pour un nouveau développement de la ville.

De cette perspective, les paradigmes de la durabilité forte ou faible prennent de plus en plus d'importance dans les débats actuels sur le développement de Bagdad. Cela dès lors que la plupart des institutions internationales indiquent que Bagdad est l'une des pires villes pour vivre, mais qu'en retour elle possède des possibilités qui la qualifient pour offrir une image complètement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Ainsi notre engagement vers l'application du modèle de développement durable devrait être réaliste et dans le même temps enthousiaste. De sorte à gérer l'interaction entre les trois dimensions du développement durable en ne prenant en considération que les solutions basées sur le principe gagnant-gagnant, lesquelles sont par ailleurs rares même dans des pays beaucoup plus stables que l'Irak. L'enjeu principal que nous avons besoin de comprendre consiste à s'interroger sur comment faire des compromis entre les objectifs de développement. Cependant il est impossible de considérer comme suffisant le diagnostic en trois dimensions que l'on a réalisé jusqu'ici. Celui-ci ne peut refléter la complexité de la société contemporaine, car nous avons laissé de côté un certain nombre de paramètres déterminants qui vont nous permettre d'articuler la dimension globale à la dimension locale.

Après le cheminement théorique engagé, nous proposons ici de revenir au schéma complexe de base qui désigne le développement durable et de le compléter en se référant aux cinq dimensions de la durabilité proposées par Ignacy Sachs (1994)¹⁶⁵. Il s'agit d'élaborer un schéma comportant les dimensions sociale, économique, écologique, spatiale (que nous avons interprété comme la dimension politique et institutionnelle) et culturelle. Par conséquent, nous estimons que travailler à élaborer les dimensions politique, culturelle et institutionnelle, contribuerait à créer un cadre procédural local ou contextuel pour l'application de la durabilité, et à identifier les facteurs qui favorisent ou entravent la politique de développement durable.

¹⁶⁵ A Stockholm en 1972 et surtout au Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992, l'accent a été mis sur la nécessité de prendre simultanément en considération cinq dimensions du développement. **La première** est la plus importante : elle combine la pertinence sociale et l'équité des solutions proposées puisque la finalité du développement est toujours éthique et sociale. **La seconde** concerne la prudence écologique : les dernières décennies nous ont appris que l'intervention anthropogénique dans le fonctionnement de notre planète et de la biosphère a pris une échelle qui porte en elle la menace de conséquences lourdes et irréversibles. La survie de l'espèce humaine est en jeu et par conséquent il n'est plus possible d'externaliser les effets environnementaux de nos actions sans s'en préoccuper aucunement. **La troisième** dimension vise l'efficacité économique qui n'est qu'instrumentale, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'est pas très importante. Il s'agit cependant de mieux situer l'économie et de mesurer son efficacité à l'aune des critères macro-sociaux et non simplement de la rentabilité micro-économique. Un des objectifs principaux des politiques publiques dans le cadre des économies mixtes est d'essayer de rendre les décisions « micro » aussi conformes que possible aux critères macro-sociaux. **Une quatrième** dimension est d'ordre culturel. Les solutions proposées doivent être culturellement acceptables, ce qui renvoie à un des problèmes les plus difficiles pour le « développeur », celui de proposer le changement dans la continuité culturelle en évitant d'imposer des modèles exogènes mais, en même temps, en refusant de s'enfermer dans le traditionalisme immobile. **Finalement**, il y a la dimension de territorialité, la nécessité de rechercher de nouveaux équilibres spatiaux, les mêmes activités humaines ayant des impacts écologiques et sociaux différents selon leur localisation. La planification socio-économique et l'aménagement du territoire doivent être pensés conjointement. L'approche connue sous le nom d'éco-développement essaie d'harmoniser ces cinq critères. Ce n'est pas une doctrine, ce n'est pas une théorie au sens strict du terme ; il s'agit d'une approche qui se veut opérationnelle. Sachs, Ignacy. (1994). « Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre ». In: *Tiers-Monde*, tome 35 n°137. *Après le Sommet de la Terre : Débats sur le développement durable* (sous la direction de Jean Masini). p. 53-60.

Disponible sur : <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1994_num_35_137_4848>

Nous soutenons, dans un même ordre d'idée, au sein de cette tendance, que l'espace de la durabilité est beaucoup plus grand que la zone d'intersection des trois dimensions et qu'il englobe l'espace extérieur qui entoure la zone spécifique de l'intersection des trois dimensions ainsi que la zone propre à chaque dimension (Fig. 72). En d'autres termes, on pourrait comprendre la représentation de la durabilité comme le noyau du diagramme de « Venn » ou comme une durabilité statique, que l'on peut ramener à une durabilité forte. Tandis que sa représentation comme un large espace « cosmique », en dehors de la zone interactive des trois dimensions est beaucoup plus globale et ouverte où la durabilité pourrait y être considérée comme un processus de durabilité dynamique, que l'on peut ramener à une durabilité faible ;

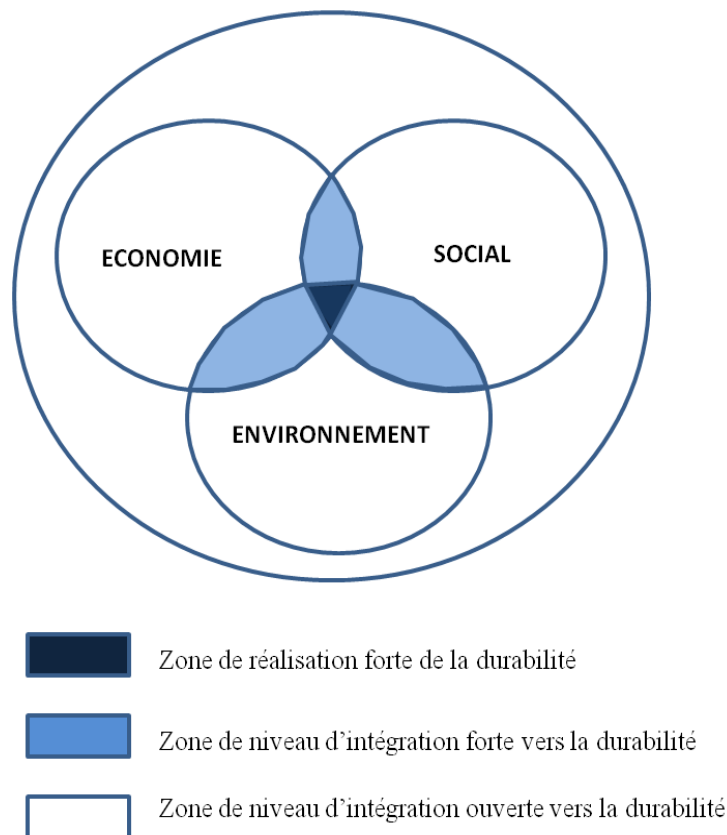


Fig. 72: schéma des trois niveaux de la durabilité
Source : Elaboré par l'auteur

Les systèmes, d'une part, ne sont pas, au départ, indépendants les uns des autres et, d'autre part, le développement durable ne peut se limiter à une petite zone interactive :

« *Le développement durable ne peut exister comme un état d'équilibre statique qui peut être réglé par référence à des limites constantes et quelques simples notions d'équilibre entre les différentes dimensions* »¹⁶⁶ (Brooks,1992).

« *The interactive zone where the three different systems interact is the solution area of integration where sustainability is achieved, whereas the area outside the interactive zone is assumed to be an area of contradiction (Bivalent)* » (Mebratu, *op. cit.*).

Par conséquent, pour faire face à cette contradiction (ce qui est l'objectif de toutes les politiques), la version (schéma) alternative se veut ouverte, intégratrice, puis holistique ; en tournant le modèle classique vers l'extérieur, pour accueillir tout autre système qui se trouve dans l'atmosphère du développement qui peut entraîner une influence sur/ou une redirection du système des trois piliers économique, social et environnemental (Fig. 73). Cela pour impulser l'adaptabilité et le dynamisme de l'action vers la durabilité, parce que les autres systèmes, font partie d'un seul et même tout. De sorte que le tout maintenant est plus polyvalent, et plus que la somme des parties. Cela renvoie donc à la conception même de l'environnement qui, dans la version phénoménologique, est décrite comme un champ et un réseau de sens (Mebratu, *op. cit.*).

¹⁶⁶ Brooks, Harvey. (1992). "Sustainability and Technology, Science and Sustainability". Selected Papers on *IIASA's 25th Anniversary*, p. 29-60, Vienna, IIASA. Cité par Gallopin, Gilberto. (2003). *A Systems Approach to Sustainability and Sustainable Development*: United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean: Sustainability Assessment in Latin America and the Caribbean project.

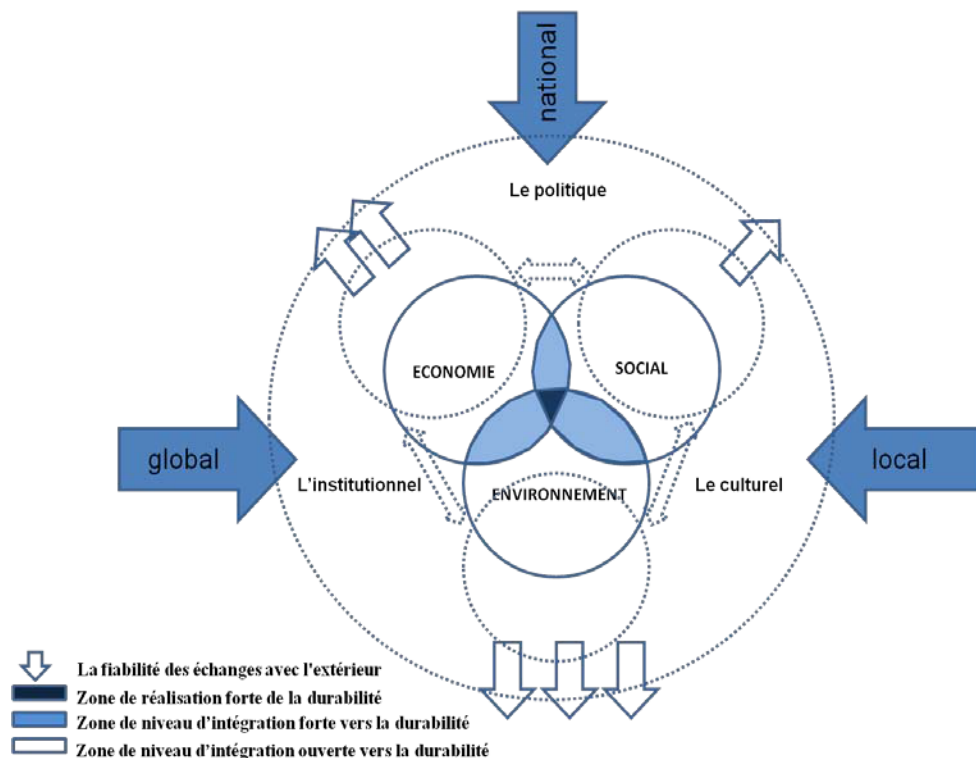


Fig. 73: Schéma de développement des cinq piliers avec des adaptations de la durabilité « statique » vers la durabilité « dynamique ». Source : Elaboré par l'auteur

Ce schéma montre que les cinq domaines précités (dont on a toujours gardé les trois dimensions classiques, l'économie, le social et l'environnement en tant que telles et en tant que systèmes essentiels, bien que l'on ait considéré les dimensions politique, culturelle et institutionnelle comme agents de développement ou sous-systèmes), se chevauchent et se rejoignent tous dans l'espace si on les considère en tant qu'agents de développement et aidant à établir des compromis équilibrés entre eux tous.

Certains auteurs ont introduit le concept de durabilité institutionnelle pour désigner le mécanisme organisationnel et procédural nécessaire pour faire avancer le compromis d'une société vers le développement durable. On entend ici par institutionnel la science politique des organisations, mais aussi les mécanismes et les orientations, etc. (Valentin et Spangenberg, 2000).

Ce que l'on entend aussi par institutionnel c'est que le développement durable implique une coopération à l'échelle mondiale. Ensuite, le développement durable est par nature interconnecté,

d'où la nécessité de s'affranchir des frontières, géographiques ou politiques, pour coordonner les stratégies et prendre les bonnes décisions. Il y a en effet une interaction et interdépendance entre le politique et l'institutionnel dans l'implantation du développement durable. Le développement durable est pensé dans un cadre institutionnel que l'on peut qualifier d'international ou encore d'intergouvernemental. La bonne gouvernance - qui fait référence à la politique - est donc une condition préalable à la réalisation du développement durable, en particulier au niveau local.

Nous voulons expliciter par là que penser de manière complexe revient à regarder une problématique culturelle par le biais du politique mais aussi de l'environnemental, de l'économique et du social, tout en degrés divers. A Bagdad, nous pouvons aller plus loin que cela car la dimension géopolitique, la dimension idéologique et religieuse de la corruption peuvent affecter le cours du développement tout comme la culture, la politique, l'environnement ou la société. Par conséquent, une tendance vers plus de complexité dans ces interrelations est générée, toutefois exprimable, dans l'approche systémique et globale multidimensionnelle.

Dans cet objectif, et en ce qui concerne la question du développement de l'Irak, nous suggérons que les Etats-Unis espèrent qu'en combinant la réforme politique et le développement économique (fondé sur la disposition du pétrole) il est possible de surmonter et d'améliorer des problèmes fondamentaux et endémiques de la communauté dans la région, tel que le chômage des jeunes, qui sous-tend le terrorisme. (Lafranchi, 2003)

En troisième exemple, le fleuve implique un aspect économique important dans le développement du pays. Cela invite à considérer l'environnement comme une ressource économique selon le « principe d'efficacité allocutive à long terme », qui correspond à ce que Roberto Camagni et Maria Cristina Gibelli (1997) appellent « *l'internalisation des coûts d'environnement dans le marché* » qui est tout à fait patente dans le mode de la production en Irak. L'eau est essentielle à la production de pétrole ; un baril d'eau est nécessaire pour produire un baril de pétrole. En observant que l'économie de l'Irak est en grande partie gérée par l'Etat et dominée par le secteur pétrolier, qui fournit plus de 90% des recettes publiques et 80% des recettes en devises, nous comprenons l'importance de la contribution de l'environnement au bien-

être humain et à l'économie humaine, et nous nous demandons si cette contribution pourrait être maintenue. Ainsi, l'environnement sous-tend à la fois la société et l'économie.¹⁶⁷

Les dimensions et les agents de développement dans cette vision à aborder le développement durable sont plutôt complémentaires que contradictoires. Le schéma traite le développement durable comme un processus dynamique et non pas comme un état final désirable. On estime que les conséquences de cette construction seront adaptées, car elle considère le développement durable non pas comme un compromis entre les besoins de la société dans ces trois dimensions, mais comme une coexistence équilibrée d'une variété de systèmes et sous-systèmes.

En résumé, le développement durable peut se présenter comme une « approche interdisciplinaire du changement » étudiant les interrelations entre les systèmes principaux et secondaires. D'ailleurs les systèmes secondaires sont généralement les plus contextuels, soit le produit de l'interaction de facteurs dans le contexte concerné.

En cela on constate que les sociétés internationales (sociétés scientifiques, associatives, comités de réflexion théoriques et autres *think tanks*, comités scientifiques, gouvernements) essaient progressivement et au fur et à mesure de la mise en application du développement durable d'introduire de nouvelles dimensions et sous-dimensions telles que celles de nature culturelle, institutionnelle et politique, ou encore la gouvernance, etc., dans le but de rendre le cadre conceptuel du développement durable plus opérationnel.

Au-delà de cette vision et perspective, les approches à mobiliser pour une réflexion sur la ville durable devraient donc faire appel à ces deux dimensions de durabilité évoquées dans la dynamique globale et aux relations systémiques. Pour cela, nous mettons en relation les notions de développement durable et de développement urbain, selon une approche théorique, et en particulier systémique et globale.

6.3. - Le développement durable dans le contexte du développement urbain de Bagdad

Dans ce sous-chapitre, l'objectif va être double : nous avons besoin encore d'un premier temps de réflexion théorique pour articuler la question du développement durable avec celle du

¹⁶⁷ "The Future of Sustainability Re-thinking Environment and Development in the Twenty-first Century". *Report of the IUCN Renowned Thinkers Meeting*, 29-31 January 2006. Disponible sur: www.iucn.org

développement urbain. Ce sera l'objet d'un premier sous-chapitre. Ensuite, on tentera une approche très concrète, en proposant une étude systémique de la ville de Bagdad, dans laquelle nous intégrerons la notion de résilience. Tel sera l'objectif d'une seconde sous-partie.

6.3.1. - Développement durable, développement urbain : approches théoriques

6.3.1.1. - Approche globale

Le terme « développement durable » est entré en usage dans les années 1970. Il a été utilisé pour signifier beaucoup de choses différentes telles que, en matière d'urbanisme, les notions de ville durable ou d'urbanisation durable.

Le développement durable est un concept développé dans l'arène politique mondiale. Mais alors que son premier contexte est mondial, la durabilité n'est perçue comme utile et réalisable que si elle est pratiquée à travers une initiative locale d'une importance globale (Cuthbert, 2003).

Le niveau local correspond, le plus souvent, à une zone d'économie locale formée par une ou des villes et leurs *hinterlands* ruraux (entité géographique). Le « local » repose donc ici sur la notion de territoire et des échelles de pertinence d'un territoire.

L'extension généralisée des villes, la croissance et la multiplication des très grandes métropoles, l'existence de modèles de villes très consommatrices d'espace et d'énergie, la multiplication des niveaux d'intervention technique et politique, les formes nouvelles de la ségrégation spatiale dans la ville, l'accentuation du phénomène de la pauvreté urbaine, la dégradation des écosystèmes, l'ampleur des coûts collectifs dans les villes,...sont autant de tendances négatives qui laissent présager, pour certaines, du caractère non durable de l'urbanisation telle qu'elle se dessine de nos jours dans les villes de l'Irak et pour la ville de Bagdad en particulier. Cela implique que le développement urbain soit l'acte le plus large et global du processus de développement, pour qu'il réponde aux défis relevés par les villes. C'est aussi parce que le développement urbain aborde la création des établissements humains où toutes les dimensions de la vie interagissent et à différents niveaux, en particulier dans les villes. Dans ce contexte de défis majeurs et complexes, les problèmes urbains ont toujours été traités individuellement, de sorte que l'on a pris l'habitude de travailler sur un thème à la fois. Ainsi est-on jusqu'alors jamais parvenu à prendre en considération l'ensemble des problèmes. Cette approche sectorielle

(moderniste) de planification ne fonctionne pas vraiment dans le contexte des défis actuels des villes. Elle a été accusée d'être dépassée, inadaptée et, surtout, inefficace (UN-Habitat, 2009). Ces problèmes complexes nécessitent donc des solutions complexes.

De ce constat, et dans cette absence des approches alternatives pour faire face à ces problèmes urbains, le développement durable, par son approche holistique globale, se pose en vision stratégique pour le développement urbain pragmatique. Le mot pragmatique renvoie ici au monde réel et aux effets pratiques de la théorie qui sont dès lors étroitement liés aux attendus sur le terrain.

A cet égard également, le Chapitre 7 de l'Agenda 21 se réfère spécifiquement au rôle des établissements humains dans le développement durable. La capacité de répondre à la plupart de nos besoins humains fondamentaux se rapporte d'une façon ou d'une autre à la création d'établissements humains et de leurs performances. La déclaration d'Istanbul (juin 1996) pose également cette problématique dans un sens assez globale comme suit :

« Pour protéger l'environnement mondial et améliorer la qualité de la vie dans les établissements humains, nous nous engageons à respecter des modes durables de production, de consommation, de transport et d'urbanisation, à prévenir la pollution, à respecter la capacité des écosystèmes et à préserver les chances des générations futures. »¹⁶⁸.

Ainsi, les Agendas 21 locaux marquent la volonté d'intégrer aux projets locaux toutes les composantes du développement durable : équilibre entre le court et le long terme, conciliation des exigences économiques, sociales et environnementales, prise en compte des enjeux locaux et globaux (efficacité énergétique, effet de serre...), développement écologiquement socialement responsable. Il s'agissait en conséquence de rompre avec une approche sectorielle du développement, de la planification, des programmes et des politiques, de se diriger vers et privilégier une approche « globale » multidimensionnelle, qui prend en compte les dimensions physique (environnement bâti), économique, sociale, environnementale du développement urbain.

¹⁶⁸ Paragraphe 10 de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) à Istanbul (Turquie), du 3 au 14 juin 1996.

Dans ce sens, la *Charte de Leipzig* signée par les pays européens en 2007, souligne qu'il convient de dépasser les approches sectorielles (transport, urbanisme, énergie...) pour mettre l'accent sur les "synergies" et promouvoir un mode de gouvernance intégré. Les processus de décision de la durabilité urbaine seraient donc également différents des approches traditionnelles. En pratique, cela signifie une tendance en faveur de prises de décision hiérarchiques et sectorielles situées dans une approche plus holistique, intégrée et participative¹⁶⁹.

En prenant en considération l'état local de ces questions (économique, sociale et environnementale), l'approche globale peut être considérée comme un *tournant urbanistique* (Emelianoff, 2007), qui tendrait à apporter des réponses non seulement à la crise environnementale "globale", mais également aux problèmes économiques et sociaux "locaux" à l'échelle horizontale et verticale (gouvernance) comme le suggère Ghedura (2009) :

« Face à l'impératif de maintenir un développement continu et significatif des conditions et de la qualité de la vie, les villes d'aujourd'hui se trouvent de plus en plus affrontées à l'obligation de gérer un tout hétérogène voire même contradictoire. Le développement de la ville est fortement corrélé aux autres politiques sectorielles et dépend d'une certaine lecture d'ensemble. Ce qui fait le développement durable à l'échelle de la ville : un champ transdisciplinaire et complexe. Pour cette raison, la politique de la ville est sensée apporter des réponses et des solutions visant un état d'équilibre « général » et répondant à une série de dysfonctionnements de tous ordres. L'harmonie doit être assurée à différents niveaux allant de la perception « commune » des problèmes urbains aux solutions pratiques et techniques. Cette transversalité doit s'inscrire dans une logique de continuité et de complémentarité entre plusieurs champs voire même approches. »

Dans le même ordre d'idée, Tracey Strange et Anne Bayley (2008b) ont employé le concept d'« arbitrage » (*Trade-off* en anglais). Ils indiquent que la question du développement des grandes villes, ou « mégapoles », est une lutte pour équilibrer les besoins de la population avec la capacité des infrastructures existantes. Ils considèrent que la ville ou le milieu urbain est la place idéale pour comprendre le mécanisme du compromis :

¹⁶⁹ Participative dans le sens employé par Jane Jacobs: "Cities have the capability of providing something for everybody, only because, and only when, they are created by everybody." Jacobs, Jane. (1961). *The death and life of great American cities*. New York: Random House Digital, Inc.

« Juggling the complex web of activities in urban environments is an ideal place to start thinking through the trade-offs that sustainable development can imply. »¹⁷⁰

Robert Ridell (2004) le dit autrement. Pour lui, ce n'est pas « tout », ni bien sûr « rien », mais quelque chose « entre », progressive et agréable, et réalisée par le « faisant pencher de l'équilibre ». Il nous semble que cette démarche met l'accent davantage sur les relations entre les composants que sur les composants eux-mêmes. Le « tout » ne signifie pas la somme des parties mais la somme des parties et de ses relations. En conséquence, l'amélioration signifie de poser le raisonnement sur les liens entre les facteurs et les éléments, et la façon dont nous gérons ces liens. Pour traduire cela au niveau urbain, les quartiers ne font pas une ville. C'est plutôt le renforcement des liens et leur mutualisation entre eux qui font la ville.

À l'évidence, tout ce qui précède de l'approche globale nous semble adaptable en particulier pour des projets de « villes nouvelles »¹⁷¹ où l'application devient plus facile et rapide à cause de ce que l'on peut appeler le « zéro problème » où tout commence de zéro.

Pourtant, inclure un développement durable par cette approche globale de la planification peut être très sophistiqué lorsqu'il existe des communautés « déjà installées ». Cela obligeant à tenir compte de l'utilisation des terres déjà travaillées et des infrastructures, autant de contraintes qui limitent largement les choix et décisions, soit par exemple avec le remplissage des îlots et des terrains vides dans la ville, ou par le réaménagement des espaces existants, ou encore la solution des villes nouvelles situées à la périphérie des grandes villes. Comme c'est le cas dans les plupart des grandes villes capitales arabes, telle que la ville de Bagdad.

Il faut admettre qu'il n'y a pas de mesures radicales qui existent pour assurer la viabilité et la substituer à la durabilité à très court terme. Ainsi, le « développement » devient une amélioration progressive des conditions de vie humaines. Cela signifie d'abord l'exigence d'études urbaines

¹⁷⁰ Strange Tracey and Bayley, Anne, (2008b). *“Sustainable Development. Linking Economy, Society, Environment”*. *OECD Insights*: Organisation for Economic Co-operation and Development. Trad. de l'auteur : "Jongler avec le tissu complexe des activités dans les environnements urbains est une façon idéale de commencer à penser selon les arbitrages que le développement durable peut impliquer"

¹⁷¹ Le terme «ville nouvelle» se réfère à des communautés ou villes pré-planifiées à l'avance. C'est une collectivité ou une ville qui a été soigneusement planifiée depuis sa création, et généralement construite dans une zone ou terre vierge. Ainsi, tous les problèmes urbains en nature qui existent dans les sociétés déjà établies sont moins fréquents dans ces "villes nouvelles" car ils sont soigneusement pré-planifiés. Dubaï, le Caire et la Tunisie disposent de bons exemples sur l'implantation de ce type de développement urbain, telle que « Masdar city » à Dubaï et « Sama Dubaï » en Tunisie et le Projet résidentiel «Bismayah» en Irak.

approfondies pour déterminer les priorités et les besoins dans divers domaines d'intervention (économique, social et environnemental). Deuxièmement cela implique que, dans le cas d'une ville où les communautés sont déjà installées, la contribution au développement de la durabilité se produit de façon progressive.

A cet égard, l'histoire de la ville montre que les problèmes hérités résultent principalement de l'absence de planification et de coordination entre les différents systèmes. Et ce positionnement se démarque clairement de la culture urbanistique actuelle, engluée dans l'immédiateté, et dans les tendances (de l'investissement immobilier actuel, par exemple) qui favorisent le développement de ce que l'on peut appeler *l'urbanisation instantanée* ; celle qui est construite à partir de la pression d'un bouton et en fonction de modèles totalement nouveaux et bouleversants.

La réflexion sur l'intervention urbaine par cette approche globale, dont le contenu est développé auparavant, doit s'organiser aux différentes échelles de la ville : celle de son rapport au monde, de son développement, de son rapport au territoire et aux quartiers et enfin de son rapport à une micro-échelle relevant de l'ordre du détail. Il paraît également nécessaire d'inscrire la réflexion sur le modèle de développement et sur les modes de consommation de ces sociétés dans une réflexion globale sur la gouvernance et sur les fondements économiques qui président à la croissance de ces villes. La Banque mondiale a récemment souligné la nécessité d'approches plus systémiques, en tenant compte à la fois des formes et des flux (Banque mondiale, 2010).

Pour ce faire, l'approche des systèmes adaptatifs complexes au changement de l'organisation sera appropriée pour la compréhension et l'intervention dans ce domaine de réflexion surtout dans la réalité complexe de la ville¹⁷². Nous pourrions ainsi mettre en lumière de nouvelles perspectives et de nouveaux domaines de recherche.

6.3.1.2. - Approche systémique complexe

Les solutions « globales » n'existent pas; le global est une approche pour une compréhension des problèmes complexes et par conséquent toute solution se doit d'être locale.

¹⁷² La naissance de l'approche systémique est liée à la prise de conscience et à la sensibilisation, en particulier dans le domaine scientifique, de la complexité croissante du monde qui nous entoure. Voir CAMBIEN, Aurore. (2008). *Une introduction à l'approche systémique: appréhender la complexité* [en ligne]. Lyon : CERTU, 2008. URL : <http://hdl.handle.net/2332/1431> (consulté le 23 janvier 2014)

Nous estimons néanmoins que les aspects systémiques méritent qu'on leur consacre une attention pour une approche locale. Revisitons Donnadieu *et al.*, 2003 :

L'approche systémique « repose sur l'appréhension concrète d'un certain nombre de concepts tels que : système, interaction, rétroaction, régulation, organisation, finalité, vision globale, évolution, etc. » (...°) Elle se définit comme « la nouvelle discipline qui regroupe les démarches théoriques pratiques et méthodologiques, relatives à l'étude de ce qui est reconnu comme trop complexe pour être abordé de façon réductionniste et qui pose des problèmes de frontières, de relations internes et externes, de structure, de lois ou de propriétés émergentes caractérisant le système comme tel, ou des problèmes de mode d'observation, de représentation, de modélisation ou de simulation d'une totalité complexe. »

Une *approche systémique complexe* nous paraît particulièrement pertinente pour comprendre comment le développement urbain peut s'inscrire dans le paradigme de la durabilité. Ainsi, pour commencer, rappelons en quoi consiste l'approche systémique.

Nous citons à l'égard de l'identification de ce rôle essentiel des villes dans la conduite de la transition vers le développement durable, aux niveaux local, régional et mondial, la définition de développement durable donnée par des spécialistes de l'environnement, Brown *et al.* (1987) . Parmi les nombreuses définitions qui montre que le concept est directement associé à la soi-disant l'approche systémique, voici la définition précise qu'ils proposent :

« (...) *the broadest sense of global sustainability includes the persistence of all components of the biosphere, even those with no apparent benefit to humanity.* »¹⁷³

On souligne l'aspect d'une approche systémique¹⁷⁴ que cette définition promouvrait pour aider à définir ce rôle. En conséquence, depuis, l'approche implique que l'objet d'étude doit être

¹⁷³ Brown, Becky J., Hanson, Mark E., Liveman, Diana M., et Merideth Jr, Robert W. (1987). « Global sustainability: toward definition ». In : *Environmental management*, vol. 11, n°6, p. 713-719. Trad. de l'auteur : « le sens le plus large de la soutenabilité globale inclue la persistance de tous les composants de la biosphère, y compris ceux qui n'offrent aucun bénéfice apparent pour l'humanité. »

¹⁷⁴ Le concept sous-entend un équilibre dans la satisfaction des besoins essentiels : conditions économiques, environnementales, sociales et culturelles d'existence au sein d'une société. Néanmoins, employer ici le concept d'écosystème urbain signifie que nous pouvons comprendre le fonctionnement des villes, leurs interactions avec leurs environnements extérieurs locaux ou régionaux et anticiper les conséquences de l'urbanisation sur l'environnement naturel, social, économique dans une matrice globale de relations intégrées. En traitant de ces

considéré comme une combinaison de composants dont le comportement collectif est essentiel. En admettant que le développement durable soit clairement approché au prisme de l'approche systémique, le système étudié ici est donc la ville, en tant que système socio-économique ou socio-écologique.

Selon Weaver (1948) les systèmes pourraient être considérés comme applicables à trois types de problèmes: les problèmes de simplicité, les problèmes de complexité désorganisée, et les problèmes de complexité organisée. Jane Jacobs (1961) a été la première à proposer que « *la ville était un exemple par excellence de la complexité organisée* » (voir aussi Cloete, 2012 ; et Baynes, 2009).

Jane Jacobs avait lu, au niveau urbain, au moment où elle rédigeait ce qui allait devenir le traité d'urbanisme le plus influent de l'histoire des Etats-Unis, *The Death and Life of the Great American Cities* (1961), l'appel de Weaver. Elle évoque fortement la théorie des systèmes complexes auto-organisés comme seule approche possible pour comprendre la ville, depuis les phénomènes d'interaction au niveau des trottoirs, jusqu'au niveau des quartiers où s'assemblent des communautés par affinités, et au niveau de la ville entière vue comme un organisme vivant, capable de s'adapter (Scheffer, 2011, p.18).

Cela a été affirmé par Jane Jacobs (*op. cit.*) dans son ouvrage comme il suit :

« *Dans les quartiers qui fonctionnent bien sur certains aspects et mal sur d'autres (comme c'est souvent le cas), nous ne pouvons pas analyser les vertus et les défauts, diagnostiquer les problèmes ou envisager des améliorations, sans approcher ces problèmes comme des problèmes de complexité organisée [systèmes complexes auto-organisés]* »¹⁷⁵

questions, l'approche systémique peut offrir une perspective plus utile que d'autres approches analytiques, parce que le point de vue des systèmes est une façon de penser en termes de connectivité, les relations et le contexte. L'approche systémique parfois nommée analyse systémique est un champ interdisciplinaire relatif à l'étude d'objets dans leur complexité. Pour tenter d'appréhender cet objet d'étude dans son environnement, dans son fonctionnement, dans ses mécanismes, dans ce qui n'apparaît pas en faisant la somme de ses parties, cette démarche vise par exemple à identifier : les niveaux d'organisation, les états stables possibles, les échanges entre les parties, les facteurs d'équilibre et de déséquilibre les boucles logiques et leur dynamique, etc. Voir dans ce sens Donnadiou, Gérard et Karsky, Michel. (2002). *La systémique, penser et agir dans la complexité*. Paris : Éditions Liaisons. Ainsi que, Beriot, Dominique. (2006). *Manager par l'approche systémique* (préface de Michel Crozier). Paris : Éditions d'Organisation (groupe Eyrolles).

¹⁷⁵ Jacobs, Jane. (1961). *The death and life of great American cities*. Random House Digital, Inc. Cité par Scheffer, Olivier. (2011). *Villes émergentes, villes mutantes : la théorie des systèmes complexes et de l'évolution appliquée à*

Les villes et les systèmes urbains sont des entités sans doute complexes (Fig. 74). Comprendre une ville dans son ensemble, et guider la transition vers un avenir plus durable, nécessite une recherche urbaine intégrée avec une appréciation des interactions complexes entre les systèmes urbains. Les villes sont comme des écosystèmes, si l'on change quelque chose à un endroit, ce changement touchera tout le reste de la ville. Rétroactivement, Il est par conséquent extrêmement difficile de travailler en milieu urbain sans un regard global sur la ville¹⁷⁶.

Cependant la lecture actuelle de la ville montre que la plupart des organisations, des personnes, des projets et des programmes, constituent - du fait de l'approche sectorielle - des « silos » comme l'a relevé Thomas Melin (2008). Ainsi, le management urbain réussi devrait veiller à ce que l'information circule librement entre les acteurs et les parties prenantes pour s'assurer que tous les aspects de la vie urbaine fonctionnent efficacement. Par exemple, "*Investopedia*¹⁷⁷" explique la « mentalité de silo » dans le management des entreprises en ces termes : « *la vision de la gestion contemporaine suggère que la façon de penser de la « mentalité de silo » doit être cassée afin que les employés restent motivés et soient heureux de venir travailler.* Ainsi, le management efficace doit promouvoir le partage de l'information dans le but de permettre que la combinaison des groupes et des acteurs fonctionne comme une seule équipe.

Les systèmes complexes se caractérisent par un nombre élevé de composantes. Dans l'approche systémique - un écosystème par exemple - toutes les parties du système sont liées, ce qui oblige à considérer chacune d'elles. Également, l'approche exige la prise en compte de facteurs qui interagissent à plusieurs niveaux, à la fois spatiaux et temporels. Elle nécessite dans le même ordre une évaluation multidisciplinaire de l'information et l'élaboration de politiques intégrées, de canaux de communication clairs et la coopération entre les différents niveaux et natures des acteurs et des éléments. C'est aussi se demander comment les différents types d'habitats s'articulent et interagissent dans une ville, ou encore comment les phénomènes sociaux vont interagir avec les processus et dynamiques des écosystèmes (Berkowitz et al., 2003).

la modélisation urbaine. Mémoire du mastère spécialisé Création et Technologie Contemporaine, ENSCI – Les Ateliers, Mai 2011. Disponible sur : <<http://tinyurl.com/villes-emergentes>>.

¹⁷⁶ Nous tenons à mentionner ici que l' « approche systémique » nous permet d'avoir une "capacité d'analyse (compréhension)", la capacité d'observer le tout, de dégager des schémas, d'exercer l'esprit critique et de comprendre les dynamiques et interactions, tout en demeurant ouvert aux nouvelles idées et perspectives. Voir; Sorgenfrei, Mia, et Wrigley, Rebecca. (2005). *Praxis Paper n°7 : Renforcement des capacités d'analyse et d'adaptation pour une meilleure efficacité organisationnelle*. Oxford : INTRAC..

¹⁷⁷ *Investopedia - Educating the world about finance*. Disponible sur: www.investopedia.com/

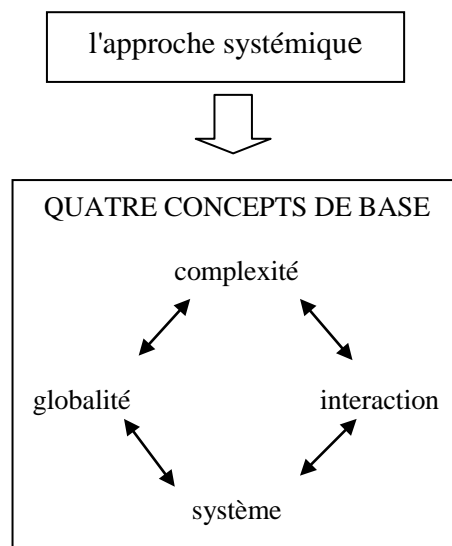


Fig. 74: les concepts principaux de l'approche systémique

Source: Adapté de Donnadiou *et al.* (2003)

Il s'agit de penser la ville de manière globale et intégrative, par-delà les approches sectorielles. Il faut indiquer ici que cette globalité exprime à la fois l'interdépendance des éléments du système et la cohérence de l'ensemble (Donnadiou *et al.*, 2003, *Ibid.*)

Tout d'abord, à propos du contexte de la recherche, nous notons ici que la nécessité d'envisager une approche systémique complexe pour une stratégie de développement durable en milieu urbain, est surtout basée sur la compréhension locale du processus de développement à Bagdad au vu des aspects fonctionnels, structurels et historiques¹⁷⁸ de la ville - abordés dans les chapitres précédents - qui nous permettent d'appréhender les représentations du système et de sa complexité. Ce sens de l'approche systémique peut offrir une perspective plus utile que d'autres approches analytiques, cela étant dû à l'emploi de certains concepts essentiels et dynamique tels que la connectivité, les relations; et le contexte. (Gallopín, *op.cit.*)

¹⁷⁸ L'aspect fonctionnel: ce que la ville fait. L'aspect structural: comment le système est composé, qui vise à décrire la structure de la ville, l'agencement de ses divers composants, les relations entre composants. L'aspect historique: qui est lié à la nature évolutive de la ville, doté d'une mémoire et d'un projet, capable d'auto-organisation. Adapté de Donnadiou, Gérard; Durand, Daniel; Neel, Danièle; Nunez, Emmanuel, Saint-Paul, Lionel. (2003). *L'Approche systémique : de quoi s'agit-il ? Synthèse des travaux du Groupe AFSCET « Diffusion de la pensée systémique »* [en ligne]. Paris : AFSCET, Association Française de Science des Systèmes. URL : <http://www.afscet.asso.fr/SystemicApproach.pdf> (consulté le 29 octobre 2013).

Un consensus existe sur des propriétés communes à la plupart des systèmes complexes. Sanders (2008, p. 275-79) a résumé les caractéristiques de système adaptatif complexe comme il suit:

- Le système est composé d'un grand nombre d'éléments; souvent les éléments sont de plusieurs types et possèdent une structure interne qui ne peut être négligée ; les parties hétérogènes ou «agents » sont sources de nouveauté dans le système. Il comprend une sorte de processus de sélection naturelle au sein de groupes d'agents qui assurent la continuité de l'évolution, la régénération et l'adaptation,
- L'auto-organisation : elle résulte des éléments attractifs dans le système, et de l'adaptation à des changements dans l'environnement global et d'autres agents.
- Le traitement et l'évaluation de l'information s'effectuent au niveau local, les interactions sont locales entre agents autonomes. En règle générale, les agents « ne voient » que leur partie du système et agissent localement ; aucun contrôle global.
- Les éléments sont reliés par des interactions non linéaires, souvent de différents types; circulation de l'information et boucles de rétroaction généralisée.
- Emergence : présente un comportement ou des motifs globaux imprévisibles ; un ordre spontané émerge des interactions du système local.
- Le système est soumis à des influences extérieures à différentes échelles. Par « adaptation » il est ouvert et réceptif aux modifications apportées dans l'environnement ou au contexte global et à d'autres agents du système ; l'évaluation, l'apprentissage et l'intégration de nouvelles informations, sont en continuité, et rendent les frontières difficiles à définir.
- Organisation à travers de multiples échelles ; les agents dans le système sont organisés en groupes ou certaines hiérarchies qui influent sur la façon dont le système évolue au fil du temps.
- Sensibilité aux modifications des conditions initiales ; de petits changements peuvent créer de grands résultats à un certain moment dans l'avenir.

- Non-équilibre : le comportement / la créativité la plus intéressante se trouvent en « bordure du chaos »; des systèmes sains opèrent dans un état dynamique, quelque part entre les deux extrêmes de l'ordre et du désordre, ce qui rend plus facile pour eux de s'adapter à des conditions changeantes.

Parmi toutes ces propriétés, on souligne deux principales caractéristiques d'un système complexe. L'une est d'abord sa causalité circulaire, ou en termes plus explicites l'existence de rétroactions des comportements collectifs et des propriétés émergentes (macroscopiques) sur le comportement des éléments (microscopiques). Les éléments vont collectivement modifier leur environnement, qui en retour va les contraindre et modifier leurs états ou comportements possibles. Dans un système complexe, connaître les propriétés et le comportement des éléments isolés n'est pas suffisant pour prédire le comportement global du système.

L'autre caractéristique est désignée par le terme d'adaptation qui est utilisé ici pour signifier des ajustements dans le comportement d'un système et des caractéristiques qui améliorent sa capacité à faire face aux contraintes extérieures. L'adaptation dans un contexte de dimensions humaines du changement global se réfère généralement à un processus, une action ou un résultat dans un système (ménage, communauté, groupe, secteur, région, pays) pour que le système afin de mieux faire face, puisse gérer ou ajuster certains changements de conditions tels que le stress, le danger, le risque ou une opportunité (Smit et Wandel, 2006).

La capacité d'adaptation est définie comme suit:

« (...) *the ability or capability of a system to modify or change its characteristics or behaviour to cope better with actual or anticipated stresses* » (Brooks 2003, p.8)¹⁷⁹.

Et c'est là la théorie forte de Béatrice Bochet (2005, p. 55-77) :

« *la ville durable est une ville adaptable et innovante* ».

Ces deux aspects (les boucles rétroactives et l'adaptabilité) renvoient à leur tour - en termes de capacité du système à faire face à un changement - à une autre notion, à savoir celle de

¹⁷⁹ Brooks, Nick. (2003). « Vulnerability, risk and adaptation: a conceptual framework ». In: *Tyndall Centre Working Paper vol. 38, p. 1-16*. University of East Anglia. Trad. de l'auteur : « (...) la capacité ou "capabilité" d'un système à modifier ou changer ses caractéristiques ou comportements pour mieux répondre aux stresses actuels ou anticipés. »

résilience. Cette notion va être notre entrée pour une analyse systémique pertinente et significative de la ville de Bagdad.

6.3.1.2.1. - Application à la ville de Bagdad : approche systémique et résilience

Page | 293

Dans cette partie, qui concerne le niveau local, nous dégagons la notion de résilience, puisque, dans ses aspects socio-économiques, elle réalise la principale jonction avec le système théorique élaboré jusqu'ici. Ensuite nous appliquons les différentes grilles de lecture développées ci-dessus pour proposer une lecture d'une dynamique de résilience systémique de la ville de Bagdad.

Les perturbations de la vie économique et sociale à Bagdad, en raison de la destruction, ont fait émerger des revendications d'un retour à la normale ou normalité. Dans ce sens-là, plus récemment, la notion de **résilience urbaine** a été proposée pour comprendre ce phénomène de retour à la « normalité » (la normale étant ici un état de référence le plus souvent assimilé à l'état initial). Il s'agit de mobiliser et d'intégrer dans la production d'un cadre de vie durable des attributs fondamentaux qui sous-tendent la durabilité (Gallopín, *op. cit.*) , tel que l'adaptabilité (la capacité d'adaptation), la transformation et l'auto-organisation.

6.3.1.2.1.1. - Relations entre résilience et approche systémique

Toutefois, l'approche systémique demeure un peu trop générale ; c'est pourquoi nous mobilisons un concept en émergence au sein de notre discipline, celui de résilience qui va nous permettre une articulation très concrète avec l'approche systémique, développée ci-dessus. Cela est surtout le cas dans le champ des analyses éco-systémiques, mais nous souhaitons aussi en évaluer la portée analytique pour les comportements de la communauté. En particulier cette approche permettra d'avoir une vision plus précise, relativement aux aspects sociaux et économiques qui caractérisent Bagdad.

La résilience est la capacité d'un système à absorber les perturbations et à se réorganiser tout en subissant des changements de manière à conserver encore essentiellement la même fonction, structure, identité et la possibilité d'évaluations. Comme relevé ci-après, l'accent est mis sur la dynamique du système quand il est perturbé loin de son état modal.

« *the capacity of a system to absorb disturbance and reorganize while undergoing change so as to still retain essentially the same function, structure, identity and feedbacks* »¹⁸⁰
(Walker *et al.*, 2004).

Page | 294 C'est ainsi dans un article majeur de Holling (1973) que l'on peut trouver les origines de l'approche systémique des changements climatiques et environnementaux. Sa définition de la résilience est encore au cœur de nombreux travaux :

« *a measure of the persistence of systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables.* »¹⁸¹

Les interprétations du terme de résilience peuvent être tout d'abord identifiées lorsque qu'il se réfère à l'ingénierie (entendu comme capacité de récupération et persistance dans le temps), ce qui l'associe à des modes de développement non durable (Chelleri, 2012). La résilience n'est pas nécessairement perçue comme positive parce que tel que le suggère Walker *et al.* (2004, *op. cit.*) :

« *Resilience is not always a good thing. Sometimes change is desirable.* »¹⁸²

Ou encore, pour plus d'illustration :

« *Socialecological systems can sometimes get trapped in very resilient but undesirable regimes in which adaptation is not an option. Escape from such regimes may require large external disruptions or internal reformations to bring about change* »¹⁸³ (Walker *et al.*, 2006).

¹⁸⁰ Walker, Brian, Holling, C. S. , Carpenter, Stephen R. and Kinzig, Ann. (2004). « Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems ». In : *Ecology and society* [en ligne], vol. 9, n° 2. URL : <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/> (consulté le 18 mai 2014). Trad. de l'auteur : « la capacité d'un système à absorber la perturbation et à se réorganiser tout en laissant aller le changement de façon à retenir encore et essentiellement la même fonction, structure, identité et les retours. ».

¹⁸¹ Holling, C.S. (1973). « Resilience and stability of ecological systems ». In : *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, p. 1-23. Trad. de l'auteur : « Une mesure de la persistance des systèmes et de leur capacité à absorber le changement et la perturbation tout en maintenant les mêmes relations entre les populations ou variables de situation. »

¹⁸² Walker, Brian *et al.* (2004, *op. cit.*). Trad. de l'auteur : « La résilience n'est pas toujours une bonne chose. Parfois, le changement est souhaitable. »

¹⁸³ Walker, Brian; Gunderson, Lance, Kinzig, Ann Folke, Carl, Carpenter, Steve et Schultz, Lisen. (2006).). « A handful of heuristics and some propositions for understanding resilience in social-ecological systems ». In : *Ecology*

Cependant cette interprétation de la résilience comprend deux perspectives (paradigmes) : la résilience en tant que stabilité de système et la résilience en tant que recouvrement ou récupération de l'état initial du système (Maguire et Cartwright, 2008). En vue de la stabilité, la résilience d'un système ou d'une communauté dépend de la quantité de perturbation qu'un système peut tolérer ou absorber avant que le système soit déplacé d'un état à un autre¹⁸⁴ (Holling, 2003). En conséquence,

« La résilience semble être plus "restrictive", car elle ne considère que les points d'équilibre, plutôt que les domaines de stabilité » (Reggiani et al, 2002).

Tandis que la résilience en vue de la récupération ou du recouvrement est mesurée par le temps pris pour qu'une communauté puisse s'établir après un changement (Maguire et Hagan, 2007). En d'autres termes, dans ce cas, la résilience d'un système serait mesurée par la vitesse de son retour à l'équilibre. Cette perspective de résilience se concentre sur les propriétés des systèmes loin de l'état stable, c'est à dire sur les propriétés dynamiques des systèmes.

D'autres perspectives (celles de la résilience des systèmes complexes) apportent une vision plus durable en faisant émerger la possibilité de transformation comme trajectoire nécessaire (Chelleri, *op. cit.*). La résilience comme transformation est le point de vue le plus récent, dans lequel la résilience sociale est considérée comme la capacité d'une communauté à répondre à un changement par adaptation. Plutôt que le simple retour à un état préexistant, cela peut signifier le passage à un nouvel état qui est plus durable dans un environnement de changements actuels (Maguire et Cartwright, 2008, *op. cit.*). Dans cette perspective de la résilience, la conjonction des concepts de durabilité et de système socio-écologique peut aussi être compatible avec la notion de «durabilité faible» (Gallopín, *op. cit.*), en conséquence, elle souligne la nécessité d'arbitrages entre les différents systèmes.

Les changements induisant des transformations qui stimulent l'action de résilience (Tab. 6), peuvent être un processus délibéré, initié par les personnes concernées, ou peuvent être imposés

and society, [En ligne] vol. 11, n°1. URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art13/> (consulté le 18 mai 2014). Trad. de l'auteur : « Les systèmes socio-écologiques peuvent parfois être piégés dans des régimes très résilients mais non désirables dans lesquels l'adaptation n'est pas une option. S'échapper de tels régimes peut demander de grands dérangements extérieurs ou des réformes intérieures pour porter du changement. »

¹⁸⁴ Extrait d'une communication électronique que C. S. Holling a écrit en 2003, avec quelques collègues. Cité par Folke, Carl. (2006) « Resilience: the emergence of a perspective for social-ecological systems analysis » In : *Global environmental change*, vol. 16, n°3, p. 253-267.

sur elles par l'évolution des conditions environnementales ou socio-économiques (Walker, et *al.* 2004, *op. cit.*), comme c'est le cas de la ville de Bagdad.

Concepts de résilience	Caractéristiques	Concentré sur	Contexte
Résilience et ingénierie	Temps de retour, efficacité	Récupération, constance	Voisinage d'un équilibre stable
Résilience écologique / éco-systémique Résilience sociale	Capacité à tamponner, résister aux chocs, maintenir la fonction	Persistance, robustesse	Équilibres multiples, Paysages de stabilité
Résilience socio- écologique	Interaction de la perturbation et de la réorganisation, la durabilité ¹⁸⁵ et le développement	La capacité d'adaptation de transformation, l'apprentissage, l'innovation	Rétroaction du système intégrée, interactions dynamiques inter-échelles
La séquence de concepts de résilience de l'interprétation la plus rigoureuse, vers le contexte socio-écologique le plus large.			

Tab. 5 : Changements et stimulation des actions de résilience

Source : D'après (Folke, 2006, *op. cit.*)

Les théories des systèmes complexes¹⁸⁶ décrivent les systèmes non pas comme déterministes, prévisibles et mécaniques, mais comme un processus dépendant de ceux (systèmes) organiques avec des évaluations entre plusieurs échelles, qui permettent à ces systèmes de s'auto-organiser (Holland, 1995). Mais la résilience, n'a pas seulement la propriété d'être persistante ou robuste aux perturbations. Elle agit également sur les opportunités que la perturbation ouvre en termes de recombinaison des structures qui ont évolué, et traite du renouvellement du système et de l'émergence de nouvelles trajectoires (Folke, *op. cit.*)

¹⁸⁵ Le terme utilisé dans la version anglaise est *sustaining*. Le verbe, *to sustain* veut dire ici garder à l'existence; maintenir; allonger ou étendre la durée ou l'espace. De l'ancien français *sustener* (Français: soutenir), du latin *sustineo* (sub-+ teneo). La dérivation et la relation linguistique entre *sustain* et *sustainability* sont clairs. Donc, ici nous avons préféré utiliser le terme durabilité comme traduction en français

¹⁸⁶ Un système complexe adaptatif se caractérise par la richesse et la diversité des interactions entre ses constituants. Un tel système ne peut s'étudier que de manière globale, il est vain d'essayer de comprendre indépendamment le fonctionnement de chacune de ses parties grâce à un modèle analytique standard. Sa structure interne se modifie d'elle-même afin de s'adapter aux changements de son environnement. Dans ce sens, la ville de Bagdad dans le cadre de notre recherche est considérée comme un système complexe adaptatif constitué de plusieurs acteurs et facteurs interconnectés. Pour de plus amples informations sur le sujet voir Zwirn, Hervé, (2006). *Les systèmes complexes: mathématiques et biologie*. Paris : Odile Jacob.

En ce sens, la résilience offre une capacité d'adaptation qui permet le développement continu, comme une interaction dynamique et adaptative entre la durabilité et le développement dans un contexte de changement (Smit, *op. cit.*)

La perspective de résilience embrasse le caractère dynamique des communautés et des interactions entre l'homme et les écosystèmes et envisage plusieurs voies potentielles en leur sein. Elle fournit une vision efficace permettant de comprendre comment la réponse positive de la communauté au changement peut être renforcée et soutenue.

La résilience individuelle est tout à la fois capacité à résister, s'adapter, et transformer ce qui doit l'être afin de maintenir et développer le système. La ville durable, quant à elle est une ville adaptable et innovante ; ce sont ces deux notions clés qui doivent conduire le changement. Une telle congruence d'objectifs fait apparaître, bien plus clairement, la relation positive qui relie cette durabilité et la résilience. Une relation qu'il faut toutefois interroger, en commençant par envisager des modalités concrètes d'évaluation.

Il faut également souligner la petite subtilité entre la ville durable et la ville résiliente. Dans la perspective de résilience la ville acquiert une propriété spirituelle.

*"A resilient city is sustainable in its economy, environment, and community, but it has a deeper quality which enables it to quickly adapt to challenges and rebuild itself for any challenge it faces. This is a spiritual quality, which we can see in individuals, families, communities, and businesses, when they are able to face their problems honestly and reinvent themselves rather than live in denial. [.....]."*¹⁸⁷

La durabilité urbaine découle donc du renforcement de la résilience urbaine¹⁸⁸(Olazabal et Pascual, 2012). La résilience peut être considérée comme une approche nécessaire pour relever

¹⁸⁷ Interview with Peter Newman, Author of Resilient Cities: Responding to Peak Oil and Climate Change, American Society of Landscape Architects, 2003. Voir: <http://www.asla.org/ContentDetail.aspx?id=23940>: Trad. de l'auteur : « Une cité résiliente est soutenable dans son économie, son environnement et sa communauté mais elle dispose d'une qualité plus profonde qui lui permet de vite s'adapter à des défis et à se reconstruire d'elle-même face aux défis qu'elle affronte. C'est une qualité spirituelle que l'on peut observer chez les individus, les familles, les communautés et les affaires quand ils sont capables de faire face à leurs problèmes, honnêtement, et à se réinventer d'eux-mêmes plutôt que de vivre dans le déni. »

¹⁸⁸ Olazabal, Marta, Chelleri, Lorenzo; Waters, James J. Kunath, Anna. (2012). « Urban resilience: towards an integrated approach ». In : *1st International Conference on Urban Sustainability and Resilience: Conference Proceedings*. Londres : UCL Centre for Urban Sustainability and Resilience. Article présenté pour ISEE 2012

le défi du développement durable¹⁸⁹ (Chelleri et Olazabal, 2012). Dans le rapport *How To Make Cities More Resilient*¹⁹⁰, on peut lire dès le préambule: « *La résilience [...] doit faire partie intégrante de l'aménagement urbain et des stratégies de développement durable* »¹⁹¹.

La nécessité de considérer le scénario de résilience pour encadrer la transition de la ville vers le développement durable repose à la fois sur l'interprétation globale et la compréhension locale du contexte de développement à Bagdad. Globalement, il s'agit des changements climatiques et économiques mondiaux. Il est essentiel que la politique urbaine s'aligne pour résoudre les problèmes environnementaux eux aussi régionaux et mondiaux¹⁹². Pour y faire face, le concept de résilience fait l'objet d'une attention croissante dans le champ du développement. Tandis que localement le contexte justificatif de la résilience agit à partir de deux raisons principales : l'état démesuré de la reconstruction et des changements, les transformations rapides autant que radicales de la ville et du pays, d'une part, qui constituent dans leur ensemble une situation de transition dynamique spatiale et socioculturelle, et le modèle économique basé sur le pétrole, d'autre part¹⁹³.

Toutes les villes en tant que systèmes sont en constante évolution. Habituellement, on suppose que les villes réagissent au changement graduel d'une manière harmonieuse, mais parfois il y a des changements drastiques. Comme par exemple les changements du régime politique du fait des guerres, de coups d'Etat, de conflits civils et ethniques, l'effondrement économique, ou encore les catastrophes naturelles, etc. Ces changements peuvent être difficiles, coûteux, voire impossible à inverser. Ce sont les contextes et les conditions dans lesquelles le rôle de la résilience pour soutenir le système à sortir de l'état de choc et le guider vers l'état d'assimilation et de transformation, qui deviennent prépondérants sur d'autre mécanismes.

Conference - Ecological Economics and Rio+20: Challenges and Contributions for a Green Economy. Date d'envoi: 22 novembre 2011.

¹⁸⁹ Chelleri, Lorenzo et Olazabal, Marta, (eds). (2012). "Multidisciplinary perspectives on urban resilience". In: *Workshop Report 1st edition 2012*, BC3, Basque Centre for Climate Change

¹⁹⁰ Dans le cadre de la campagne Disaster Resilient City: My City is Getting Ready, lancée par l'ONU en 2009.

¹⁹¹ United Nations International Strategy for Disaster Reduction, *How to Make Cities More Resilient. A Handbook for Mayors and Local Government Leaders*. Genève, 2012, p.5.

¹⁹² Xuemei Bai, Ryan RJ McAllister, R Matthew Beaty and Bruce Taylor,(2010). Urban policy and governance in a global environment: complex systems, scale mismatches and public participation. *Current opinion in environmental sustainability*, 2(3), 129-135.

¹⁹³ Ce sujet peut constituer un domaine de recherche à l'avenir appréhendé selon l'aspect énergétique de la résilience.

6.3.1.2.1.2. - Lecture systémique de Bagdad

L'idée est que la résilience urbaine est un concept pluridisciplinaire (Olazabal et Pascual, 2012) (Fig. 75) qui permet d'explorer la dynamique de la ville à différents égards. Nous allons à présent proposer une lecture systémique appliquée à la ville de Bagdad, (retracer et analyser quelques traces qui portent l'empreinte de la résilience dans le comportement du système urbain de la ville) afin d'en dégager quelques enseignements synthétiques, utiles pour la suite de notre recherche.

À cet égard, la ville de Bagdad constitue un exemple éloquent pour mettre en évidence le concept de résilience. Peut-être pas la résilience dans le sens écologique ou éco-systémique mais plutôt dans une approche socio-urbanistique. Surtout quand nous adaptons la définition de la résilience comme « capacité du système d'organisation et de gestion des changements afin de maintenir la même identité, la structure et les fonctions » (Holling, 1973).

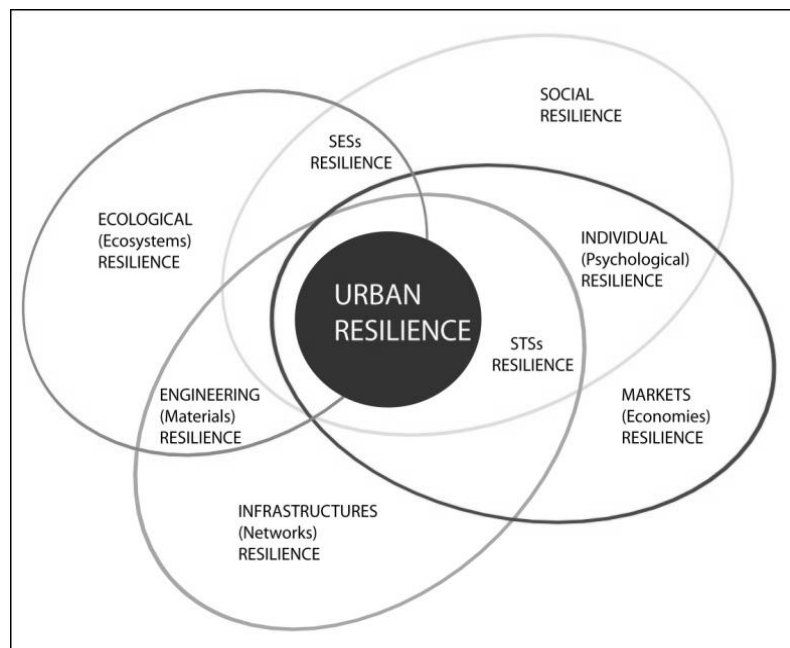


Fig. 75: Perspective multidisciplinaire de la résilience urbaine
Source: Chelleri et Olazabal. (2012).

6.3.1.2.1.1. - aspects sociaux de la résilience

Les communautés humaines peuvent montrer une grande capacité à faire face aux changements et à s'adapter lorsqu'on les analyse au prisme de la dimension sociale (Folke, 2006, *op. cit.*). Mais une telle capacité d'adaptation peut-être décrite, au regard de la ville comme un processus d'auto-organisation du système urbain dans lequel les processus émergents dans le sens du *bottom-up* (à partir de la base), créent des quartiers distincts et des clusters démographiques, socio-économiques et physiques imprévus (installations informelles) qui constituent des preuves du dynamisme et de capacité d'adaptation du système urbain. Ainsi que dans les villes, la décentralisation spatiale de nombreuses fonctions essentielles peut exprimer la résistance, parce que chaque élément peut se substituer à un autre, en cas de besoin, de sorte que l'ensemble du système survit (Chelleri, *op. cit.*, p. 297)

Dans ce sens du terme résilience, les collectivités locales de la ville de Bagdad - après la vague de violence sectaire et de conflit ethnique qui a balayé la ville après 2003 - ont déjà saisi le concept et ont réussi à le traduire en démarches et actions sur le territoire urbain, particulièrement à travers l'auto-organisation des communautés dans les quartiers mono-sectaires, tout en continuant à établir une relation spatiale et sociale prudente (redistribution des fonctions urbaines, relocalisation ou repositionnement de l'accessibilité) entre ces quartiers malgré les différentes affiliations sectaires de leurs résidents. Dans le même ordre de cette rétroaction contre la violence, le processus de réorganisation spatiale à l'intérieur de la ville s'est élargi pour inclure les relations régionales de la ville, où chaque ensemble de quartiers qui s'organisaient selon les affiliations sectaires de leur population, réorganise en retour ses relations avec l'extension régionale de la ville et son environnement en fonction de l'affiliation sectaire de celle-ci.

Ainsi, à cet égard, nous constatons que la relation entre les quartiers au sud et à l'est de la ville a renforcé ses relations avec les territoires régionaux au sud de la ville, ainsi que les quartiers situés à l'ouest de la ville qui ont dû réorganiser leurs relations avec les villes situées dans la province ouest de la ville.

Cependant, le centre-ville d'une certaine manière est resté comme un espace neutre. Ou plutôt il a gardé sa caractéristique de mixité, mais limitée. Cela est peut-être dû à la fonction économique commerciale de cet espace. Dans celui-ci l'articulation entre les différents quartiers de la ville s'est opérée. Et elle a été assurée et protégée par les habitants de ces quartiers du centre-ville pour garantir leur survie. « Un système de surveillance citoyenne qui renforce la confiance » selon Jane Jacobs (1961, op. cit., p. 30-35) :

« *Meanwhile, proprietors and neighbours, situated close to the ground, provide “eyes upon the street,” a citizen surveillance system that builds trust, did not destroy it.* »¹⁹⁴

En conséquence, malgré la ségrégation spatiale et les frontières ethniques et sectaires à l'échelle des quartiers et de la ville, le système urbain global de la ville a perpétué son fonctionnement, grâce cette dynamique de réorganisation d'une direction ou d'une approche ascendante (dite *bottom-up*). Ainsi cette dynamique a sauvé l'image globale de la ville telle qu'elle est « dans son ensemble », étant ici compris dans le sens que « l'ensemble est plus que la somme de ses parties », parties qui sont parfois hétérogènes et antagonistes. Pourtant une modification locale ponctuelle s'est installée à l'intérieur et en permanence qui à leur tour a permis à l'organisme d'être mieux adapté à son environnement. À cet égard, nous confirmons par la suite, avec notre recherche, que cela est arrivé *spontanément et involontairement*¹⁹⁵ et que cette évolution n'était ni prévue ni planifiée par des organisations gouvernementales ou non gouvernementales, mais que c'est le résultat d'une réaction instinctive de la communauté afin de maintenir et perpétuer la vie urbaine dans la ville. Cette absence d'intervention étatique ou de contrôle global s'impose comme l'une des raisons du succès du processus de résilience. Cela parce que le management peut détruire ou construire la résilience, selon la façon dont le système socio-écologique

¹⁹⁴ Jacobs, Jane. (1961). *The Death and Life of American Cities*; chapter II, p.30-35. Trad. de l'auteur: "[.....], les propriétaires et les voisins, situés près du sol, fournissent "les yeux sur la rue", un système de surveillance citoyenne qui renforce la confiance, qui ne la détruit pas. "

¹⁹⁵ Trois formes de capacité adaptative : "anticipative ou proactive" : elle a lieu avant la perturbation, comme une stratégie de prévention ; "autonome et spontanée" : elle ne constitue pas une réaction réfléchie aux aléas et résulte des changements écologiques des systèmes naturels ou d'une évolution des conditions socio-économiques propres aux systèmes anthropiques, Enfin, " réactionnelle": elle a lieu pendant et après les effets de la perturbation (gestion de l'événement, retour d'expérience,...). La dernière forme est la plus importante dans le sens de notre recherche. Voir : Parry, Martin; Canziani, Osvaldo; Palutikov, Jean; Linden, Paul van der et Hanson, Claire (Eds.). (2007). "Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability". In: *Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge: Cambridge University Press. Voir aussi: Pelling, Mark. (2010). *Adaptation to climate change: from resilience to transformation*. London and New York, Routledge. Edition publiée dans la collection du groupe Taylor & Francis, Balkema.

s'organise en réponse aux actions de gestion¹⁹⁶ (Folke *et al*, 2002). Mais aussi parce que l'absence d'un contrôle global est l'une des six propriétés principales des systèmes économiques complexes adaptatifs¹⁹⁷ (Folke, 2006, *op. cit.*)

On voudrait souligner ici, et surtout à l'égard de ceux qui connaissent bien la société urbaine de Bagdad, que la résilience représente une propriété, qualité ou un enjeu intrinsèque dans ce système socio-urbain de la ville. Il est vrai que cette capacité se manifeste au moment d'un choc, ou d'une crise, mais qui sont déjà en latence. Toutefois, cette caractéristique est une qualité qui semble liée exclusivement à Bagdad en raison de la diversité de la population qui s'y trouve et de sa structure urbaine centralisée. Il faut aussi noter que cet acte de résilience a induit sur l'évolution spatiale actuelle de la capitale irakienne un processus de redistribution et de déplacement interne de la population. C'est sous cet angle que nous devrions regarder les nouvelles formes de l'espace urbain et la mobilité dans cette forme.

On pourrait qualifier cette résilience de « résilience socio-urbaine morale et sociale » et puis « physique et matérielle », puisqu'elle interroge avant tout les mécanismes de la réintégration et de la réinstauration d'une société en division et la reconstruction physique et matérielle de la ville.

En outre, l'organisation complexe du tissu urbain a alimenté toute une littérature militaire récente de l'armée américaine, où la ville traditionnelle dangereuse, anarchique et chaotique semblait le territoire du guet-apens. Cette caractéristique de capacité d'adaptation a été aussi soulignée sur le plan militaire. Thomas T. Smith - lieutenant-colonel d'infanterie et directeur d'études des combats - se réfère à cette zone centrale historique de la ville de Bagdad en utilisant cette caractéristique de capacité d'adaptation et en disant que :

« The challenges of a Middle Eastern fight, require decisive involvement in that region's cities. The enemy is adaptive—we must be adaptive as well as. This call is to study and

¹⁹⁶ Folke, Carl; Carpenter, Steve; Elmqvist, Thomas; Gunderson, Lance; Holling, C. S., & Walker, Brian . (2002). "Resilience and sustainable development: building adaptive capacity in a world of transformations". In: *AMBIO: A journal of the human environment*, 31(5), p. 437-440.

¹⁹⁷ Carl Folke, Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses, *Global Environmental Change* 16 (2006) 253–267.

understand history and culture, which is the first step along that road to a critical thinking and adaptability. »¹⁹⁸ (Dimarco, 2004).

6.3.1.2.1.2.2. - aspects économiques de la résilience

En termes économiques, la ville de Bagdad a connu un fort développement de ses activités commerciales après l'année 2003. De nouvelles centralités se sont développées avec la croissance de ces activités, mais surtout dans des quartiers qui ont été isolés récemment en raison de la violence et de la discrimination sectaires. Cependant les anciens souks conservent encore leur centralité historique et leur importance économique, patrimoniale et symbolique. La diversification des centralités commerciales participe depuis longtemps à la croissance de la ville, et à atténuer la pression sur le centre historique en y réduisant la fréquentation des habitants venant de quartiers périphériques qui sont devenus indépendants en ce qui concerne la satisfaction de leurs besoins quotidiens par le biais des services fournis par ces centres secondaire nouveaux qui émergent dans la ville.

Cette diversification des activités s'est cependant accélérée avec les différentes ouvertures économiques qu'a connues la ville depuis 2003. Un nombre croissant de centres commerciaux (« supermarchés », « malls ») et des axes commerciaux (des groupements d'activités d'affaires et commerciales s'organisent au long d'une rue ou d'un boulevard spécifique pour former des axes commerciaux importants dans le quartier) qui ont récemment vu le jour dans les quartiers en périphérie de la ville ainsi que dans ceux du centre. Ces installations offrent de nouveaux espaces (et de nouvelles formes) de consommation et de loisirs. Elles ont également conduit à changer le modèle des pratiques d'achat pour les citoyens, ceux-ci évoluant du mode horizontal lié aux commerces traditionnels au style mode contemporain vertical lié aux nouveaux centres commerciaux. Nous tenons à mentionner ici que ce style de mode d'achat vertical a été rejeté par la société dans les années quatre-vingt du siècle dernier, lorsque les autorités locales ont essayé d'introduire ce modèle avec des tentatives de développer le centre-ville.

¹⁹⁸ Dimarco, Louis A. (2004). *Traditions, changes, and challenges : military operations and the Middle Eastern city*. Combat Studies Institute Press Fort Leavenworth, Kansas. Trad. de l'auteur: "Les défis de la lutte dans Moyen-Orient, exigent une implication forte dans l'urbanisme de villes de cette région. L'ennemi est adaptatif, nous devons être adaptatifs aussi. Cet appel a pour but d'étudier et comprendre l'histoire et la culture qui s'y trouvent, ce qui est la première étape pour valoriser une réflexion critique et pour une capacité d'adaptabilité."

Ce développement sans précédent des activités commerciales sous des formes variées semble participer à l'émergence d'un nouveau type urbain où le commerce jalonne progressivement la plupart des espaces urbains. Ce développement commercial tend à requalifier les espaces urbains du centre et de la périphérie. Il participe pleinement à la fabrication de la ville et au remodelage de son paysage. Il reflète enfin, à travers la diversité des offres commerciales, les grands clivages sociaux qui divisent de plus en plus l'agglomération de la ville.

Ainsi, les habitants ont pu pendant des années changer et modifier leurs pratiques urbaines, soit librement, soit lorsque s'est opérée une rupture d'accessibilité entre les parties de la ville en raison de la violence sectaire ou de la ségrégation spatiale. Cela a conduit par conséquence les habitants à se débrouiller pour avoir plus facilement et localement accès à des services (approvisionnement, infrastructure de production, fournisseurs de matériel,...) auparavant centralisés. Cela a également entraîné des économies d'échelle conséquentes. Cet avantage du cluster a augmenté la compétitivité, éliminé les concurrents isolés, et renforcé par une boucle de rétroaction positive la vitalité des quartiers, surtout périphériques.

Le concept de l'écologie dans la pensée éco-systémique implique qu'un système urbain survit en s'adaptant au changement. La capacité de nos villes pour le changement adaptatif est donc une variable critique dans leur développement. Les mécanismes à l'œuvre, à l'intérieur de la ville et en rapport avec son environnement social, économique et bâti, les comportements du système urbain, les réactions individuelles, organisationnelles et matérielles que la ville de Bagdad a montré face à une situation de conflit et de risque, prouvent l'existence d'une perspective dynamique dans la capacité de la ville à surmonter ses vulnérabilités en cas de stress intense et de recouvrer dans les meilleures conditions un état de fonctionnement normal. La continuité spatiale entre les différentes échelles spatiales est un atout sur lequel les décideurs soucieux de la finalité humaniste de tout projet de développement peuvent s'appuyer afin d'assurer un développement cohérent et équitable.

A partir de la description conceptuelle de la notion de résilience et après la brève lecture du comportement de la ville, il est clair que notre réflexion sera basée sur trois éléments du processus de résilience :

- les perturbations exogènes elles-mêmes qui stimulent et produisent le processus de résilience dans le système urbain, les contraintes économiques et sociales et l'urbanisation ;
- les caractéristiques locales du système urbain qui permettront d'améliorer et de soutenir la résilience et le processus de récupération (les liens qui régissent les relations entre les éléments de ce système), la capacité d'auto-réorganisation du système urbain, les domaines de la stabilité du système ;
- les éléments du système comme outils potentiels pour stabiliser le système et impliquer un domaine de stabilité.

Afin de renforcer l'analyse précédente de deux aspects de la résilience, rappelons que, historiquement, au niveau urbain, la ville ancienne de Bagdad avait également montré une capacité d'adaptation en face de changements radicaux urbains, sociaux et économiques¹⁹⁹. Il ne s'agit pas ici d'histoire ou de patrimoine mais d'actualité : nous voulons maintenir le potentiel critique d'un regard synchronique sur le comportement des habitants et le fonctionnement du système urbain dans cette zone de la ville qui d'ailleurs avait subi une série de déconstruction programmée, matérielle et immatérielle, soit par les politiques de développement urbain à l'époque de Saddam Hussein, par les attaques terroristes, par des voitures piégées et des engins explosifs improvisés, d'une part, et d'autre part par négligence délibérée du gouvernement actuel pour ce secteur important de la ville.

Au regard de ce comportement, la ville, elle, se réfère constamment à sa capacité à maintenir ses fonctions et ses structures dans le temps. Cela est une mise à l'épreuve de sa capacité à survivre au changement, de son adaptation graduelle au changement, et de la transformation et reconfiguration du système. Alors qu'il s'agit en même temps d'assurer le développement de dimensions socioéconomiques, politique et culturelles locales authentiques. La perception que la ville expose dans ce cas est en conformité avec la définition de la durabilité du programme des villes durables du CNUED / PNUE : *«une ville où les réalisations dans le développement social,*

¹⁹⁹ Voir le chapitre 5 de la deuxième partie de la thèse.

économique et physique sont faits pour durer»²⁰⁰. C'est la résistance pratiquée par la ville traditionnelle pour faire face aux pressions dont elle a souffert pour qu'elle dure. Ce sont soit des changements naturels dans la structure urbaine, ou en raison d'interventions urbaines par l'autorité publique telles que des projets de développement urbain, qui font une démonstration vitale de cette définition.

La ville se réfère dans ce sens-là d'une part à sa capacité à maintenir les fonctions et structures que Jane Jacobs (1961, *op. cit.*) souligne dans son célèbre ouvrage *The Death and Life of Great American Cities* :

«Under the seeming disorder of the old city, wherever the old city is working successfully, is a marvellous order for maintaining the safety of the streets and the freedom of the city. It is a complex order. Its essence is intricacy of sidewalk use, bringing with it a constant succession of eyes. This order is all composed of movement and change, and although it is life, not art,.»

Elle dit aussi que nous pourrions comparer " l'ordre " à la danse:

« we may fancifully call it the art form of the city and liken it to the dance — not to a simple-minded precision dance with everyone kicking up at the same time, twirling in unison and bowing off en masse, but to an intricate ballet in which the individual dancers and ensembles all have distinctive parts which miraculously reinforce each other and compose an orderly whole. The ballet of the good city sidewalk never repeats itself from place to place, and in any once place is always replete with new improvisations. »²⁰¹

²⁰⁰ UN-HABITAT. (2002). *Sustainable Cities Programme, 1990-2000: A Decade of United Nations Support for Broad-based Participatory Management of Urban Development*.

²⁰¹ Jacobs, Jane. (1961). "The Death and Life of American Cities". Chapter II. Et aussi, Jacobs, Jane. The uses of sidewalks: safety (*Ibid.*). In: Le Gates, Richard T. et Stout, Frederic (Eds.). (2011). *City reader*, p. 114-118. Abingdon, Oxford: Routledge. Tard. de l'auteur: "Sous ce qui semble être un désordre de la vieille ville, où la vieille ville fonctionne en succès, est un ordre merveilleux pour préserver la sécurité des rues et de la liberté de la ville. Il s'agit d'un ordre complexe. [.....]. Cet ordre est tout composé de mouvement et de changement, et bien, c'est la vie, pas de l'art." "[.....] un ballet complexe dans lequel les danseurs individuels et ensembles ont toutes parties distinctes qui se renforcent les unes les autres miraculeusement et composent un ensemble ordonné."

D'autre part, à chercher l'inspiration pour trouver des repères, et investir la dimension historique et la tradition comme référence importante²⁰² dans la reproduction de quelques-unes des caractéristiques urbaines traditionnelles pour créer une vision stratégique afin de remodeler la ville. S'inspirer par exemple de la compacité, de la mixité fonctionnelle, de la densité, etc. Cette vision a bien été évoquée également par la philosophie du développement durable afin de construire notre modèle futur. Où peut-être dans cette vision de Cyria Emelianoff (1999)²⁰³ qui définit ainsi la ville durable :

« C'est une ville capable de se maintenir dans le temps, de garder une identité, un sens collectif, un dynamisme à long terme. Pour se projeter dans l'avenir, la ville a besoin de tout son passé, d'une distance critique par rapport au présent, de sa mémoire, de son patrimoine, de sa diversité culturelle intrinsèque et de projets multidimensionnels. »

La résilience repose également sur la capacité à donner du sens à un événement; elle est alimentée par des réinvestissements socio-symboliques produits par les différents groupes humains. Il s'agit de croire au pouvoir des communautés locales à conduire leur propre avenir à long terme. Dans ce sens Besim Hakim (2008) dans l'ouvrage *"Rebuilding Sustainable Communities in Iraq"* (Awotona, 2008), examine un certain nombre de questions qui sont directement liées aux valeurs et à l'éthique de la société irakienne, soit, les processus de prise de décision, les pratiques de gestion (y compris les règles et les codes de planification et de construction), ainsi que les politiques qui sont nécessaires pour la reconstruction des communautés irakiennes de façon durable. Par exemple, il propose que :

« La possibilité soit ouverte pendant le processus de reconstruction, de recycler les aspects positifs de la conception indigène irakienne traditionnelle et la pratique au niveau des quartiers, la conception des bâtiments et des pratiques de construction. »

²⁰² Despite all the vicissitudes of history-the future should fall within the trajectory defined by the past. Rist, Gilbert. (2008). *The history of development: from western origins to global faith*. Londres: Zed Books. 3rd Edition.

²⁰³ Cette idée est très claire dans le schéma de pensée du développement durable. Le thème du patrimoine et de sa sauvegarde apparaît comme une préoccupation de plus en plus forte des sociétés actuelles, fondée sur la prise de conscience de l'importance de la transmission du patrimoine et de sa sauvegarde et illustre le rôle essentiel de celui-ci pour la ville contemporaine et sa contribution au développement durable. En particulier, par exemple la compacité, la diversité et la proximité et autres aspects ; ce sont tous des concepts dérivés de la nature des villes traditionnelles.

Pour encadrer ce mouvement de transition afin de remodeler la ville vers une autre ville plus adaptée ou dite « durable », il faudrait s'appuyer sur des principes d'une "collectivité durable" (Bridger et Lulof, 1998). Cela signifie dans le cas de la ville de Bagdad que la stratégie d'ensemble et l'effort de reconstruction, de construction et de développement urbain doivent être réorientés vers la reconstruction d'une collectivité durable. En d'autres termes que le processus de décision autoritaire de reconstruction et de développement de haut en bas (*top – down*) doive être reconnu comme inefficace et inefficent. Ce processus devrait être fortement complété par un processus systématique et un équilibrage entre une approche ascendante (*bottom-up*) et descendante (*top-down*) de reconstruction communautaire durable par de véritables apprentissages et engagements. Pour ne pas commencer de zéro, les efforts existants et les nouveaux processus doivent se combiner, de façon à travailler à une tension dynamique positive et intégrée. Une large autonomisation de la communauté est impérative, et la communauté nouvellement habilitée doit devenir un contributeur majeur porteur d'idées sur le parcours de la reconstruction, et en responsabilité (Awotona, *op. cit.*). Dans cette tendance, l'approche communautaire permet de concevoir des politiques qui prennent en compte les opportunités et les contraintes inhérentes aux particularités du contexte la ville.

Pourtant, il y a un autre défi que celui qui consiste à canaliser le développement tel que les villes se développent car aujourd'hui les conditions environnementales sont exacerbées. La résilience et la capacité d'adaptation constituent un repère face à l'expansion accélérée des villes contemporaine et permet le lien et la continuité entre le passé, le présent et l'avenir.

6.3.1.3. - Approche territoriale

Comme nous l'avons annoncé, la lecture la plus fine de cette inscription de la ville de Bagdad dans le paradigme de la durabilité se fait aussi selon une approche territoriale.

Si l'on considère la dimension de la génération future (les nouveaux habitants), ou à proprement dit la croissance démographique, la ville durable, selon Voiron-Canicio (2005), devient plus précisément :

« (...) celle qui assure ses fonctions urbaines en optimisant son fonctionnement pour satisfaire les multiples attentes de ses habitants, mais c'est aussi une ville dont le développement se fait en harmonie avec celui des territoires voisins et dans le respect des écosystèmes globaux ».

Page | 309 En conséquence ce n'est pas les villes, ni l'urbanisation que le développement durable vise à soutenir, mais la réponse aux besoins de l'homme dans les établissements de toutes tailles sans épuiser le capital environnemental (Satterthwaite, 1997).

Lorsque le développement durable s'engage pour répondre aux besoins des générations actuelles et en même temps pour prendre en considération les besoins des générations futures, cela peut se référer implicitement à deux types de mesures ou d'actions au niveau urbain qui doivent être engagées pour assurer la réalisation de l'objectif de durabilité. La première mesure concerne le contexte actuel qui ne doit pas de se dégrader et même s'améliorer, et la seconde doit garantir son maintien pour accueillir les générations futures, soit éviter qu'il ne soit endommagé au-delà de sa capacité d'inversion. Les méthodes et les outils à mobiliser doivent donc aborder la ville dans ces deux dimensions de la durabilité. Ce qui pourrait aboutir, pour ces raisons, au fait que le concept de « modèle de ville durable » ne soit pas suffisant pour répondre à la deuxième perspective, celle de la préservation du capital environnemental, tout en restant peut-être efficace pour la première perspective, celle de la satisfaction des attentes des habitants.

Selon Cunha (2003), il est entendu que le développement durable mène à reconsidérer intégralement les acquis relatifs à nos valeurs, nos modalités de transport, nos modes de vie, de production et de consommation, et nos façons d'aménager et de gouverner le territoire. De ce fait, avant que l'on pense à la relation entre ville et développement durable il faut d'abord réfléchir à la réalité de notre ville qui est la conséquence de la mutation entre le développement et la ville, qui d'ailleurs a été traduit en forme d'urbanisation exagérée. Pour cela, la question du modèle de la ville durable, comme le font observer Jacques Theys et Cyria Emelianoff, est d'abord et avant tout un autre regard porté sur le régime d'urbanisation et le développement durable, où c'est la forme d'urbanisation qui est une « *pièce fondamentale du développement durable* »²⁰⁴. Surtout en rapport avec la définition de l'urbanisation durable par les Nations Unies : « *L'urbanisation durable est un processus dynamique et multidimensionnel, processus*

²⁰⁴ ONU-Habitat, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, a lancé un appel pour une urbanisation durable, condition *sine qua non* du développement durable.

couvrant l'environnement ainsi que la durabilité sociale, économique et politico-institutionnel »²⁰⁵. Selon le même rapport l'urbanisation durable englobe les relations entre tous les établissements humains, des petits centres urbains aux métropoles, et entre les villes et les zones rurales avoisinantes. La remise en question du régime d'urbanisation moderne, en raison de l'ampleur des impacts économiques, sociaux et environnementaux qui en découle, s'oriente par conséquent vers une réflexion sur le territoire.

Cette réalité de l'urbanisation que l'on vient de rappeler et que l'on observe partout, y compris avec la ville de Bagdad, nous invite à réfléchir pour repenser sérieusement les politiques nécessaires et les intégrer le plus rapidement possible. Le rapport de l'ONU « *Répartition de la population, urbanisation, migrations internes et développement: une perspective internationale* » montre bien que les pays en développement auront besoin de s'adapter à ce processus beaucoup plus rapide que les pays développés l'ont fait dans le passé.

Dans ce sens, introduire la notion de l'urbanisation entraîne deux représentations de la problématique de la ville et du développement durable. D'abord l'évolution des échelles du contexte géographique, de la problématique de développement urbain durable, et de la ville vers la plus large échelle du territoire, en constituant une échelle d'intervention adaptée à la croissance urbaine excessive, et de façon à ne pas épuiser ni la ville ni son territoire, c'est-à-dire « l'environnement ». Au vu des défis de la croissance économique et démographique en face de la préoccupation environnementale du développement durable, la ville future, devrait être aussi urbaine que verte. Des efforts pour un nouveau type de compromis et d'équilibre entre deux programmes ou agendas vert et brun (*green and brown*²⁰⁶), reliant les programmes verts et bruns visent à savoir comment une ville peut à la fois conserver son milieu naturel (territoire) tout en réduisant son métabolisme et ses impacts urbain.

²⁰⁵ Voir *Sustainable Urbanisation Achieving Agenda 21*, UN-HABITAT and DFID, août 2002

²⁰⁶ Typiquement les partisans de « l'agenda vert » ont été considérés comme les écologistes, alors que ceux de « l'agenda brun » sont considérés comme des urbanistes et des agents et promoteurs de développement. La principale préoccupation de l'agenda vert est présentée comme la protection des écosystèmes et les effets immédiats et différés de l'activité humaine à l'échelle régionale et mondiale. Alors que le programme de l'agenda brun est considéré comme mettant l'accent sur le bien-être et la justice sociale et les problèmes immédiats au niveau local, en particulier ceux subis par les groupes à faible revenu.

En sens général, la nécessité de relier les agendas *verts et bruns* à Bagdad comme au niveau mondial, pour toutes les autres villes, est essentielle en raison de la pression accrue sur les systèmes écologiques mondiaux qui se manifestent par exemple par le changement climatique.

Page | 311 Cependant, ce besoin est exprimé au niveau local et bio-régional²⁰⁷ où les enjeux environnementaux sont limités par l'urbanisation massive et le métabolisme de la ville. Et quand ce besoin commencera à dépasser les limites naturelles alors la qualité de l'air et de l'eau dans la Mésopotamie (la vallée de Tigre et de l'Euphrate) sera menacée affectant d'une part, le développement économique futur de l'Irak et d'autre part la préservation de son patrimoine culturel naturel (tel que les rivières) et artificiel (urbain et architectural), aussi. Les contraintes géo-climatique du Moyen-Orient, et surtout le monde arabe, ainsi que les caractéristiques géopolitiques uniques du Tigre et de l'Euphrate fournissent des motifs suffisants pour faire de la conservation des systèmes naturels et de la suppression ou réduction du métabolisme urbain une préoccupation majeure.

Il convient aussi de rappeler la notion de la métropolisation. Dans ce sens François Asher (1995) s'est intéressé à cette notion mais en tant qu'une forme d'urbanisation nouvelle²⁰⁸ et représentant une dynamique spatiale qui contribue à organiser le territoire autour d'une ville ou d'un espace urbain qualifié de métropole. Une urbanisation que l'on ne peut jamais arrêter mais qu'il faudrait au moins contrôler et maîtriser. Il le dit en ces termes :

« S'il est difficile, voire impossible, de vouloir faire obstacle à la « métropolisation » ou à la globalisation, il est possible et nécessaire de la gérer. Devant la précarisation croissante, il est nécessaire d'agir vite et fortement. »

²⁰⁷ La définition que Serge Latouche fait du concept paraît plus pertinente dans le cadre de notre réflexion puisqu'elle prend en compte de manière plus globale la dimension politique. Ainsi, selon lui, une bio-région correspond à « une entité spatiale cohérente traduisant une réalité géographique, sociale et historique, [Une bio-région] peut-être plus ou moins rurale ou urbaine. [...] Constituée d'un ensemble complexe de systèmes territoriaux locaux, dotée d'une forte capacité d'auto soutenabilité écologique, elle vise à la réduction des déséconomies externes et de la consommation d'énergie ». Latouche, Serge. (2007). *Petit traité de la décroissance sereine*. Paris : Mille et une nuits. p. 73-74.

²⁰⁸ Il propose l'appellation de « métapole » pour rendre compte de la nouvelle forme urbaine produite par les évolutions du processus de métropolisation. La métapole n'est plus structurée ni comme la ville industrielle fordienne ni a fortiori comme la ville préindustrielle. « La métropolisation, apparaît comme une étape ou une phase dans un processus d'urbanisation supra-historique, et la métapole comme une forme urbaine co-structurée par l'usage des nouvelles techniques de communication, de conservation et de déplacement des biens, des personnes et des informations ». Ascher, François. (1995). *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris : Odile Jacob.

Dans cette perspective, la ville, au lieu d'être émetteur, devient réciproquement un récepteur car la dynamique sociale et économique du territoire et même politique, se joue maintenant à l'échelle de la ville. En d'autres termes, cela signifie que « *les villes doivent être outillées pour gérer l'arrivée de nouveaux résidents. Cela suppose aussi d'être plus réactif, par exemple, pour actualiser les règles d'urbanisme afin de permettre la densification urbaine et empêcher une hausse excessive des prix due à la pénurie de logements et de terrains* »²⁰⁹.

Les enjeux qui dérivent de la réponse à l'urbanisation sont de deux natures : tout d'abord, l'entretien et le développement des villes et des vieux complexes résidentiels, et d'autre part la construction des nouvelles villes et des nouveaux complexes résidentiels modernes pour résoudre la crise croissante du manque de logements dans le pays. En ce qui concerne le second point, l'articulation de l'approche territoriale avec des politiques publiques plus globales afin que les stratégies d'intervention développées n'aient pas d'effets contradictoires avec les actions conduites au niveau local; le gouvernement est entrain d'investir sur la province de Bagdad et son territoire, en lançant des projets d'investissement à l'instar de « villes nouvelles » d'une capacité de centaines de milliers de personnes et d'autres projets d'investissement industriel. On observe toutefois, l'incapacité des politiques locales actuelles de développement à résoudre ces déséquilibres des intérêts planétaires, et le manque d'expérience de gouvernance publique chargée de l'animation de ce type d'intérêts. Le territoire voit leurs facteurs endogènes de cohérence et de stabilité bousculés, leurs valeurs et sources d'identité menacées ou érodées et leurs leviers internes de développement économique, social, politique et culturel brutalement soumis à des jeux de contraintes et de pressions dont ils n'ont plus tout à fait la maîtrise. (Tanguy; Hamdouch et Depret, 2012)

Nous avons déjà mentionné que le plus grand défi pour le développement de la ville de Bagdad est l'équilibre entre l'économie mondialisée et les intérêts et les besoins des collectivités locales. Ici, le territoire représente l'une des arènes où conflits d'intérêts. D'ailleurs, il a souvent été observé que l'avantage d'une approche territoriale est de définir les forces et les faiblesses spécifiques d'un territoire et de répondre prioritairement aux besoins exprimés par les citoyens à l'échelon local.

²⁰⁹ Voir : Systèmes de villes, l'urbanisation au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté. Stratégie De la Banque Mondiale pour les villes et les collectivités territoriales. (2009), Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. p.3.

Lorsque la ville fait preuve d'une capacité de résilience urbaine, particulièrement en termes socio-économique, ses territoires encore vierges semblent avoir besoin d'une stratégie d'ajustement, voire d'anticipation aux chocs (endogènes ou exogènes) qui peuvent les toucher par les projets économiques et sociaux (la spéculation immobilière et la concurrence internationale), ou même culturels. De fait, toute la littérature sur la mondialisation confirme la rareté de la compatibilité entre les intérêts et les objectifs locaux et mondiaux, soit d'une vraie stratégie de compromis et de synergie entre les objectifs et les intérêts à ces deux échelles.

Nous proposons par la suite une description de la vision qui reflète notre point de vue. Supposons que la ville est en expansion sur son territoire et selon un axe particulier tout en répondant à un motif précis, par exemple à des intérêts culturels. Simultanément, le territoire investit ou s'intègre à la ville selon le même axe, mais en réponse à une motivation ou à des intérêts différents de nature économique. L'enjeu ici soulève la question du comment faire ? Et selon quels critères doit-on mettre en œuvre la synergie et le compromis ? Et quel intérêt domine sur l'autre ? Ces enjeux deviennent encore plus difficiles quand les intérêts sont contradictoires. De même faut-il envisager ce qui pourrait se produire quand une zone de banlieue est réaménagée ou s'est embourgeoisée. Depuis cinq à dix ans on observe des changements dynamiques, non seulement sur l'utilisation des terres et pour les réseaux de transport, mais aussi pour les approvisionnements en matériels, la fourniture d'énergie et les réseaux sociaux, ainsi que des rétroactions entre ces sous-systèmes. L'attrait d'accès à l'équipement va changer ou disparaître s'il y a trop de gens attirés par une zone, ce qui peut conduire au développement dans des directions inattendues. En outre, il y a des effets superposés, comme par exemple des banlieues qui existent dans un réseau à une autre échelle spatiale et qui fonctionnent sur différentes échelles de temps. Ces questions peuvent en effet se répéter à une échelle spatio-temporelle encore plus importante de la concurrence entre les villes. Cela exige en retour des études et des diagnostics du territoire de la ville pour comprendre sa dynamique et les intérêts en jeu ainsi que les ressources dont elle dispose. Cela veut dire aussi que l'on ne peut pas engager sur place un investissement industriel ou dans l'immobilier et le logement dans n'importe quel terrain vide dans la ville ou dans son territoire. Ce qui n'est plus le cas de Bagdad comme l'on a montré dans le chapitre précédent.

Le territoire apparaît autant complexe que la ville. Par conséquent, et avant toute intervention, il conviendrait d'aborder de manière globale et systémique la recherche de consensus qui est nécessaire à toutes les étapes de son aménagement et de son utilisation. Pour que le territoire ne soit pas l'objet de conflits entre les parties prenantes²¹⁰, et que le système, dans son ensemble, ne risque pas l'effondrement socio-économique ou socio-écologique, à la suite de la perte de la diversité et des équilibres éco-systémiques, et de la baisse conséquente de la qualité de vie.

Une stratégie de maintien de l'équilibre vise à concevoir des zones de transition "*écotones flexibles de liminalité urbain*" (Fig. 76) correspondant à une sorte de nouveaux ensembles de relations physiques, sociales et économiques comme on le redécouvre dans le contexte local et régional, inspiré par une amélioration de la capacité de résistance fondée sur le potentiel du site.

L'objectif de ces zones est de parvenir à une transition en douceur entre la ville et la province, parce que dans le cas contraire, si les problèmes immédiats ne sont pas surmontés maintenant, ils seront par la suite amplifiés du fait de leur accumulation. Il sera alors très difficile de les résoudre dans l'avenir.

Par exemple, dans le contexte des villes Irakiennes ces conflits et contradictions d'intérêts entre la ville et le territoire sont souvent associés à l'abondance de ressources naturelles comme les cours d'eau et les terres agricoles fertiles, à des ressources minérales ou aux gisements de pétrole. Les tendances nationaliste, culturelle, religieuse et ethnique nourrissent ce conflit. Il faut donc bien disposer d'une grille qui peut mettre en ordre de priorité et de complémentarité cette gamme d'intérêts.

²¹⁰ Il s'agit des interrelations multiples qui lient ceux qui décident, perçoivent, s'entre-aperçoivent, s'opposent, s'allient, imposent et finalement aménagent. Les acteurs qui composent le sous-système agissant du territoire sont au nombre de six (les individus ; les entreprises; l'Etat; les collectivités; la société civile; les intercommunalités). Voir : Moine, Alexandre. (2006). « Le territoire comme un système complexe: un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie ». In : *L'Espace géographique*, vol. 35, n°2, p. 115-132. [En ligne]. URL : <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique--2-page-115.htm> (consulté le 12 mai 2014)

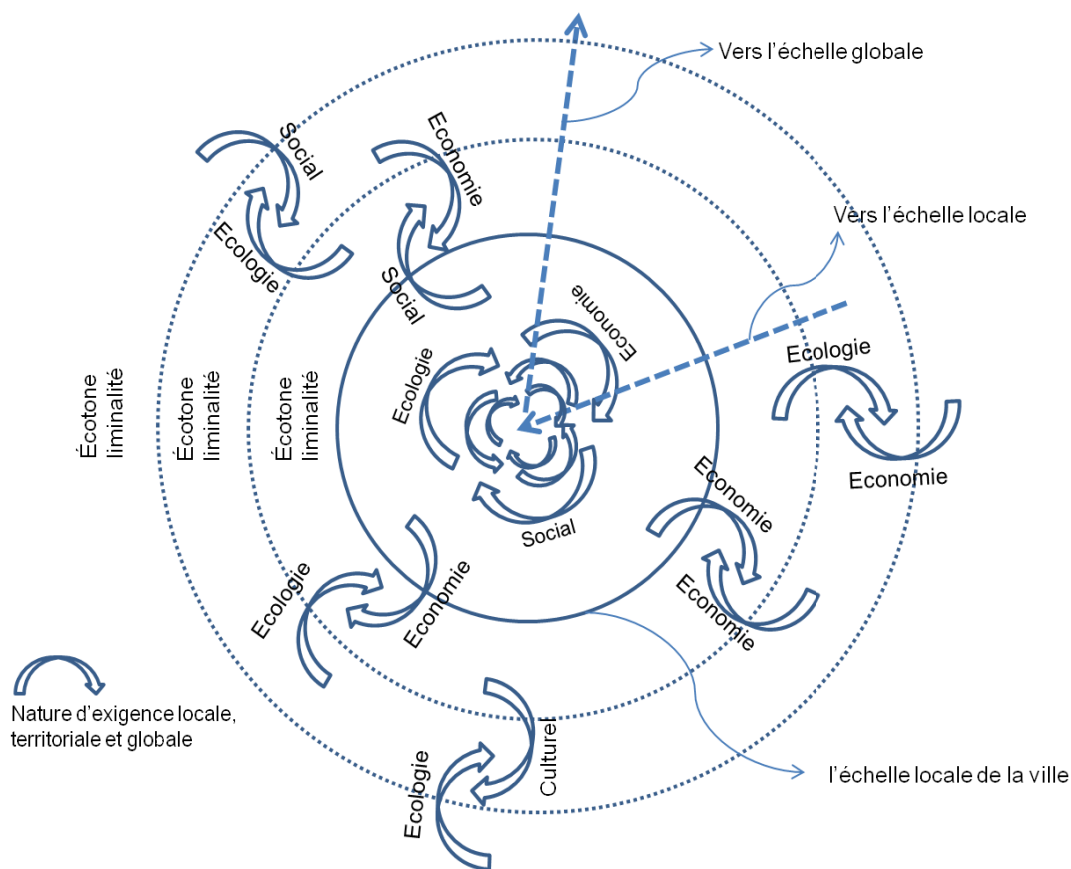


Fig. 76: Schéma illustrant les zones "*écotones flexibles de liminalité urbain*"

Source: Elaboré par l'auteur

Dans le même ordre d'idées, l'urbanisation est véritablement déterminée par des modes de vie, de production et de consommation qui, eux-mêmes, sont influencés en réciprocity par l'urbanisation. En ce sens agir sur les manières de produire la ville peut être considéré comme une condition préalable pour qu'il soit possible, à l'avenir, d'opérer un changement sur le territoire durable.

La territorialisation des approches qui suppose d'agir dans un cadre territorial bien défini comme le quartier d'appartenance afin de jouer sur les effets de proximité et de complémentarité. Nous arrivons au terme des différentes approches théoriques qu'il nous fallait revisiter et discuter et

nous pensons avoir désormais cerné tous les paramètres utiles est pertinents pour analyser la spécificité de Bagdad dans un contexte où interagit la dimension urbanistique.

A cet égard, nous croyons fermement que l'approche systémique en tant que matrice de l'intervention urbaine dans la ville de Bagdad est très adaptée à la fois sur le double aspect de la dynamique interne (intra-urbain) et externe (interurbain). **Le développement urbain durable de la ville de Bagdad nous paraît donc dépendre de la restructuration des systèmes urbains de la ville. Cependant, cette restructuration devrait être un processus culturel qui comprendra toutes les propriétés politiques, sociologiques et écologiques de la société humaine :**

- la restructuration du système urbain en tant que processus politique et politico-culturel ;
- la restructuration du système urbain en tant que processus socio-économique et socio-spatial ;
- la restructuration du système urbain en tant que processus écologique et environnement urbain bâti.

Nos propositions dépendent d'une nouvelle conception radicale de ce qu'est la ville, et comment elle fonctionne. Nous fondons nos hypothèses de travail sur la compréhension de la théorie de la complexité. Une ville vivante doit être à la fois homogène et cohérente, c'est à dire composée de différents types de régions et de fonctions, toutes travaillant en étroite collaboration. Cela implique une concurrence simultanée et la coopération entre les forces et les fonctions urbaines. Comme dans l'écosystème fructueux, les forces concourantes doivent être maintenues dans un équilibre dynamique (non statique)

6.4. - Bilan de la partie théorique

La partie théorique que nous avons engagée trouve ici son terme. Il est temps à présent de passer à l'étape suivante en essayant de concrétiser ces efforts préalables de réflexion théorique.

Nous avons en particulier essayé de démontrer la complexité de l'articulation de la notion de développement durable, avec celle de développement urbain. Nous avons également analysé les raisons pour lesquelles, à notre sens, il fallait s'orienter vers un paradigme de la durabilité faible,

à coloration économique. Enfin la théorie systémique et le concept de résilience se sont avérés particulièrement efficaces et pertinents pour comprendre la spécificité locale de Bagdad.

Dans le Contexte actuel de l'Irak, le développement durable ne doit pas être abordé comme un état stable d'équilibre, mais comme un processus constamment en changement en ce qui concerne l'utilisation des ressources, la direction des investissements, la direction du développement technologique et les changements institutionnels en correspondant avec les besoins d'aujourd'hui ainsi que de demain. Nous avons également les raisons pour lesquelles, à notre sens il fallait s'orienter vers un paradigme de la durabilité faible, à coloration économique.

La gouvernance devrait, bien entendu, être concernée par la complexité des grands enjeux, notamment économiques, scientifiques et sociaux, par le fait de rendre nécessaire la recherche et l'organisation des synergies pour atteindre le maximum d'efficacité. Un meilleur pilotage des systèmes comme la lutte contre les cloisonnements multiples, en particulier entre le national et le international, sont au nombre des priorités.

Un autre constat concerne la solidarité intergénérationnelle. Nombreux sont les indices montrant que la situation relativement favorable que nous connaissons actuellement résulte d'une politique préjudiciable aux générations futures. En recorrigant le modèle de distribution spatiale des investissements en conformité avec les normes de l'équilibre entre la justice sociale et l'efficacité économique et le rôle de la décentralisation dans la gestion du développement

Le problème majeur de la situation urbaine contemporaine est la déconnexion et non articulation correcte entre les niveaux et échelles de prise de décision.

Par conséquent, l'approche *top-down* que nous avons suivie pour comprendre la complexité et la réalité de la situation urbaine et l'état de développement va nous permettre de déterminer la nature de l'appui dont a besoin la ville à ce niveau. Cela en raison du fait que l'autre approche que nous avons exploré (le processus *bottom-up*) n'est durable que s'il est soutenu par la réduction de la gouvernance du haut, en particulier des services publics régionaux ou nationaux, des gouvernements supérieurs, et de la communauté internationale.

Le concept des approches intégrées du développement urbain durable, qui visent plus ou moins à intégrer simultanément, lors des interventions, des enjeux reliés au développement économique,

social, culturel et durable, en particulier autour de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'organisation des espaces urbains, la sécurité urbaine, le développement de l'emploi, les relations entre les générations, l'accueil des nouveaux arrivants, la participation sociale, le transport, les espaces verts, etc., est celui qui convient le mieux. C'est une approche globale qui doit prendre en compte la diversité et la complexité des processus de transformation en cours en milieu urbain à la fois sur les plans historique, économique politique et social, comprendre les éléments structurants qui organisent les rapports sociaux dans une ville et dans un quartier et analyser les liens entre les différents problèmes des domaines urbains tels que la santé, d'éducation, de pauvreté et d'aménagement.

Enfin, à notre avis, pour que la ville de Bagdad soit moderne et durable, elle doit concilier sur le plan stratégique une planification résiliente, intégrante et adaptable, en particulier aux changements sociaux. La gestion inclusive permettant de maximiser les opportunités que peuvent apporter une conjugaison de ces deux approches de la résilience et de l'inclusivité. Ce qui peut rendre, très probablement, la ville de Bagdad durables.

CHAPITRE 7 : LE FUTUR DE LA VILLE DE BAGDAD: ETAPES VERS LA DURABILITE URBAINE

Cette dernière partie propose une stratégie multidimensionnelle pour une trajectoire de développement urbain durable face à la réalité complexe de la ville de Bagdad. Elle se consacre à indiquer des pistes de réflexions, à proposer des approfondissements relatifs aux objectifs et aux méthodes permettant d'intégrer la dimension de la durabilité. Nous avons aussi tenté de prendre en considération toute la complexité de la gestion et de l'aménagement urbain, que l'on a évoqué précédemment.

L'objectif de la première partie de ce chapitre est de proposer des démarches d'aménagement stratégiques de l'agglomération ou du projet élaboré pour la ville concernant l'équité sociale, l'emploi, le cadre de vie, lesquelles ne dépendent pas vraiment des documents d'aménagement proprement dits. Cependant, on pense fortement qu'elles doivent précéder tout effort de conception physique de développement urbain. Elles sont également nécessaires pour modifier, élaborer ou développer certains dispositifs législatifs, notamment sur la maîtrise du foncier et des formes d'assistance, d'encadrement, d'auto construction et de réhabilitation de logements, ainsi que de renouvellement urbain. Le deuxième objectif est d'esquisser un Schéma Directeur pour la maîtrise de la forme urbaine et de sa croissance dans l'éventuelle évolution, tout en assurant une bonne orientation vers une ville "durable" plus adaptée.

7.1. - Revue critique de développement et politiques actuelles de la ville

Le processus de reconstruction, dans tous les sens et tous les domaines, fonctionne de façon boiteuse sur les questions inquiétantes relatives à la bonne planification et orientation, à la progression, à la faisabilité et à l'esprit de leur mise en œuvre. Lorsque le nouveau gouvernement irakien s'est stabilisé, il lança le processus de rétablissement et de la renaissance de Bagdad. Il s'agit du moment où la ville fut nommée en tant que « plus grand chantier de reconstruction du monde », bien qu'il y ait des preuves indiquant qu'une grande partie de cette construction n'a pas encore vraiment pu être ancrée. Cela est du principalement à un manque de planification et de coordination entre les autorités compétentes et les différents acteurs, ainsi qu'en raison de tous les problèmes urbains prioritaires de la ville, lesquels n'ont pas encore été traités de manière

scientifique et méthodologique. Cependant, ceux-ci sont en aggravation constante en raison de l'absence de solutions radicales et inclusives. Cela est aussi dû aux solutions partielles, superficielles adoptées par le gouvernement d'aujourd'hui. Malgré cela, Bagdad sert encore d'ardoise vierge pour un certain nombre de visions et d'agendas apparemment sans fin.

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que l'évolution précédente du développement de la ville de Bagdad explique ces conséquences par l'incidence de la dégradation urbaine, la pauvreté et le chômage, l'accès insuffisant au logement et aux services urbains de base, la prolifération des bidonvilles et des squats, et la dégradation de l'environnement urbain. Autant de maux ayant été diagnostiqués. Par contre, les problèmes urbains dans la ville de Bagdad d'aujourd'hui sont le résultat d'un ensemble de facteurs inter reliés. Toutefois, le résultat saisissable du point de vue mentionné ci-dessus (l'urbanisation), est la croissance désordonnée et chaotique de la ville de Bagdad. Entre autres, le taux de croissance démographique et urbaine dépasse toujours la croissance des services qui doivent se développer parallèlement à celle-ci. Sans aucun doute, le problème principal de la ville de Bagdad est l'urbanisation et ses effets économiques, sociaux et environnementaux. À cet égard, la plupart des spécialistes sont convaincus que l'urbanisation rapide des pays en voie de développement, surtout dans la région du Moyen-Orient dans les quatre dernières décennies, a amené de nombreuses conséquences négatives (Ahmed, 1995).

Cependant, les systèmes existants de planification et de gestion urbaine sont incapables de faire face aux énormes problèmes qui se posent à toutes les zones urbaines. Selon le rapport de l'ONU-HABITAT (2010)²¹¹ le secteur urbain fut renforcé à travers des capacités en matière de planification et de gestion municipale. Cela est notamment dû aux faits suivants :

- Les plans directeurs physiques de la ville sont obsolètes et ne fournissent pas l'information nécessaire pour prendre des décisions sur les priorités de réhabilitation, sur les investissements d'infrastructure ou sur des développement futur ; ou pour le moins à "*une disproportion entre les objectifs des instruments d'urbanisme (schémas directeurs, schémas*

²¹¹ Nagy, Gabriel. (2006). "Strengthening the Capacity of the Housing Sector in Iraq". In: *HOUSING FINANCE INTERNATIONAL*, vol.20, n° 4. Le projet est la première phase du sous-programme n° 5: "Shelter's Policy Formulation" (la formulation des politiques de logement), qui fait partie du Urban and Housing Rehabilitation Programme (UHRP) de l'ONU-HABITAT pour l'Irak.

d'armature urbaine) élaborés pour la ville, et le peu d'effets de propositions sur la crise des villes"²¹² (Naciri, 1992).

- En outre, le personnel municipal n'a pas reçu les formations suffisantes, au moins pendant les dernières deux décennies. Également, il n'y a pas de répartition claire des responsabilités entre les municipalités, les gouvernorats et le gouvernement ; d'ailleurs, en termes économiques les autorités locales comptent presque exclusivement sur le financement du gouvernement central, lequel est souvent limité. Ce qui conduit davantage à limiter son rôle.

Le résultat, selon le même rapport, est que la demande de services locaux n'est pas respectée, l'infrastructure existante manque de réhabilitation, aucune nouvelles infrastructures ont été installées, et les conditions de vie en milieu urbain ne cessent de s'aggraver.

En conséquence, l'appel à des stratégies nationales de développement spatial et les politiques urbaines doivent être fondées sur une compréhension globale de ce processus d'urbanisation et de ses impacts structurels et comportementaux, soit : l'évolution du profil dans la forme et la structure des régions et des villes, la conception et les capacités des institutions urbaines pour gérer les problèmes urbains et pour optimiser les possibilités de développement urbain. Cette partie de la thèse fait appel à une stratégie ou un essai de stratégie (proposant des grandes lignes directrices) sur la façon de gérer, d'orienter et de contrôler cette croissance démographique et urbaine.

Néanmoins, il faut savoir que les problèmes des grandes villes ont été atténués dans de nombreuses parties du monde par différentes stratégies, telles que le contrôle physiques, le rôle de la planification et des diverses institutions de gestion, ainsi que des mesures politiques. Alors que l'expérience de la construction de nouvelles capitales dans certains pays les moins développés a été tout à fait effrayante. Pour cela, une grande prise de conscience et d'attention devrait être accordée à toutes réflexions et propositions allant en ce sens. Il faut admettre aussi

²¹² Naciri, Mohamed.(1992). « De l'aménagement des villes à la régulation de la société : esquisse d'un état de la recherche urbaine au Maroc ». In : *Colloque : Urbanization in the Middle East*, Université Américaine au Caire, 21-23 juillet, 1992. Cité dans Kharoufi, Mustafa. (1996). "Urbanization and Urban Research in the Arab World". In: *Gestion des Transformations Sociales-MOST. Discussion Paper Series – No 11*. Disponible sur: <<http://www.unesco.org/most/kharoufi.htm>>.

qu'il n'existe pas de recette universelle quant à la démarche à suivre pour élaborer une vision stratégique. Également, chaque processus doit s'adapter au contexte et au milieu particulier.

Les pressions de la croissance, les inégalités socio-économiques, la ségrégation sociale et spatiale et la dégradation de l'environnement à Bagdad, opposent de grandes difficultés à la bonne gouvernance et au développement. Mais il y a pourtant des possibilités actuelles pour de nouvelles approches à la planification urbaine et à la gestion qui pointe les atouts locaux, mettent l'accent sur la justice sociale et conduisent à un développement urbain harmonieux et durable.

7.2. - Présentation de la nouvelle vision pour une stratégie de développement urbain durable

Au prisme de l'environnement urbain et politique actuel, il faut se demander quelle est la stratégie la plus efficace et réaliste (ou quelle série de stratégies) capable de combler les lacunes évidentes des conditions urbaines existantes. Il s'agit notamment de leur inefficacité, de la structure dispersée et non hiérarchique, résultante de la sur dépendance à des actions spontanées et à court terme, accompagnées de travail et de stratégies politiques souvent fastidieuses, longues et dépendantes du déclenchement des effets du "haut vers le bas" qui accompagnent de grands projets redoutables, ainsi que d'autres problèmes mentionnés ci-dessus. Afin qu'une telle stratégie recherchée soit efficace et dispose de moyens réalistes, il ne faut pas compter sur des conditions utopiques, des sommes astronomiques d'argent venant du pétrole (s'agissant d'une source éphémère et instable), ou sur des possibilités radicales pour restructurer ou reconstruire. Cela signifie tout simplement, qu'il faut une approche largement incrémentale et progressive entraînée par les forces urbaines typiques: rediriger les mêmes forces qui ont créé la situation non durable d'aujourd'hui.

Les projets de réaménagement urbain à grande échelle adoptés actuellement à Bagdad et en Irak, en général, soulèvent de nombreuses questions sur les impacts du développement urbain ultérieur induit par l'intervention. Ces projets de réaménagement urbain à grande échelle sont caractérisés par des impacts (sociaux, environnementaux et économiques) sur une grande partie de la ville, souvent avec l'utilisation de certains nouveaux instruments financiers ou réglementaires et avec l'implication d'un large réseau d'agents et d'institutions. Ces projets sont susceptibles d'affecter le prix des terrains et des logements (élever ou abaisser les prix du logement et la spéculation

immobilière non désirable actuellement), et surtout de créer de nouvelles infrastructures et installations, tout en n'envisageant pas simultanément de recycler et de développer ce qui existait déjà. Nous croyons que ces projets peuvent conduire à de forts déséquilibres dans la structure urbaine ainsi que dans l'infrastructure urbaine de la ville, qui sont d'ailleurs déformés, dès leur origine, en raison des politiques précédentes et des changements actuels. Nous craignons que ces déséquilibres soient difficiles à contrôler à la lumière de la performance actuelle du gouvernement, ainsi que des possibilités administratives et technologiques disponibles.

Les projets de réaménagement urbain à grande échelle en tant qu'instrument de la politique urbaine ont fait l'objet de controverses et de débats à travers toute la région. Il est souvent mentionné que ceux-ci favorisent l'exclusion sociale et la gentrification, et qu'il sont les premiers signes des communautés fermées (*gated communities*). Également, ils entraînent des effets limités dans la stimulation des activités immobilières, dans le sens que cela est bénéfique pour la ville dans son ensemble, mais cela nécessitera de grandes subventions publiques (parfois cachées ou non déclarées²¹³) qui mobiliseront souvent des ressources financières provenant d'autres besoins urbains. En dépit de leur popularité croissante dans la région, il existe des preuves empiriques qui appuient ces critiques, en particulier en Egypte.

Ces types de projets de développement urbain sont mal intégrés dans le processus urbain plus large et le système de planification. En conséquence, leur impact sur la ville dans son ensemble et sur les zones où les projets sont situés reste ambigu²¹⁴. Une autre source de doute sur la manière avec laquelle le gouvernement essaie d'adopter les politiques basées sur des projets de développement urbain à grande échelle va accentuer la polarisation socio-économique à travers le fonctionnement des marchés de l'immobilier (hausse des prix et des déplacements de logements sociaux ou pour les populations à faibles revenus qui existent dans les emplacements de ces projets) ; mais aussi les changements dans les priorités des budgets publics qui sont de plus en plus redirigés, à partir des objectifs et besoins sociaux, sur des investissements dans l'environnement bâti et la restructuration du marché du travail. Également, les projets de

²¹³ Comme c'est le cas actuellement en Irak, où le gouvernement adopte l'achèvement des travaux censés être complétés par l'investisseur, car le coût de ces travaux sont inclus dans le prix convenu dans le contrat entre le gouvernement et l'investisseur.

²¹⁴ Comme la plupart de ces projets ont été approuvés spontanément sans aucune étude de leurs effets sur son territoire et les territoires voisins, la prédiction des conséquences qui peuvent être générées est très ouverte à tous les niveaux.

développement urbain peuvent être considérés comme s'ils étaient conçus pour une certaine classe de la société (selon les prix de ces unités du mode d'occupation prévu, ou la façon de distribuer et le type de clientèle), une classe sur laquelle l'enjeu est de façonner un avenir urbain en conformité avec les aspirations de ce segment de la société.

De telles approches de la part des planificateurs et d'autres professionnels de l'urbanisme visent à promouvoir la rupture avec le passé, à se déconnecter de la réalité et à chercher la transformation significative du paysage bâti et humain d'une ville. Il s'agit d'une tentative de tirer profit des opportunités offertes par les transitions politiques ainsi que de l'incertitude transitoire, lesquelles sont en grande partie liées à des résultats problématiques dans la ville. Ainsi, ils n'expriment pas les objectifs de la stratégie nationale de développement du territoire. L'un des principaux objectifs de la stratégie nationale de développement du territoire et de la politique urbaine qui lui est liée est d'accroître l'efficacité des zones urbaines actuelles grâce à des interventions qui augmentent l'utilisation du stock physique du capital, mais aussi de réduire les coûts de production et d'augmenter la participation du secteur privé dans la fourniture et l'entretien des infrastructures.

Au cours de notre recherche d'une compréhension différente afin de trouver d'autres solutions, le chemin de la résilience envisagé dans le cadre théorique pour comprendre la croissance, la transformation et le développement de la ville, nous amène à des suggestions pratiques pour la reconstruction d'un urbanisme plus durable. La combinaison des résultats théoriques avec l'expérience pragmatique - et en combinant des contrôles « *top-down* » avec les processus « *bottom-up* » qui se sont révélés par la résilience - dans le contexte d'une compréhension globale, permet de proposer des lignes directrices pour la mise en œuvre de changements à petite échelle, lesquels aboutissent toutefois à des améliorations de grande envergure (la possibilité d'influer sur le contexte plus large avec de petites interventions économiques, sociales, culturelles, etc.). Ce qu'on exige comme distinction de la compréhension courante de l'idée de l'*incrémentalisme* c'est que les changements ne soient pas légers, dans le sens que leur accumulation peut générer rapidement une motivation de transformation à l'échelle locale et globale, ainsi qu'aboutir à un changement radical par accumulation de ces changements imperceptibles.

Une stratégie consciente des interventions de projets basés à petite échelle, avec des objectifs à long terme, a été employée dans des cas semblables à ceux de Bagdad. Par exemple, en Allemagne, en Espagne ou au Liban, cette stratégie est employée pour la reconstruction de villes dévastées par la guerre afin de construire la démocratie dans les paysages de ces villes²¹⁵.

La recherche sur la résilience urbaine et sur le changement climatique se concentre également sur le développement de modèles pour une nouvelle gouvernance et l'élaboration des politiques, où la gouvernance adaptative basée sur la flexibilité, l'apprentissage, l'expérimentation et, finalement, la transformation, est un élément clé dans la construction de la résilience (Olazabal *et al*, 2012, *op. cit.*). Donc, il y a une fonction d'éducation publique importante liée à ces interventions du projet, dans lesquelles les nouvelles valeurs démocratiques et culturelles pourraient être traduites à la population (Bollens, 2009).

On croit, en ce sens, que si nous voulons véritablement agir sur les déterminants qui engendrent la pauvreté, l'exclusion et la ségrégation, bref le déclin urbain constant, il faut modifier profondément les conditions socio-économiques et le cadre de vie des quartiers ou des zones défavorisées. Pour ce faire, il faut échelonner ce type d'intervention sur le terme de plusieurs années.

L'objectif est une réintégration de la sphère urbaine contribuant à un environnement plus humain et durable. Surtout si cela peut être réalisé par un minimum de nouveaux investissements appliqués à la fois. Les changements doivent être mis en place au fil du temps, et les interventions ultérieures répondront à la réussite des précédentes. D'un autre côté, ce développement de projets à petite échelle, quand ils pénètrent la ville et se répandent par le remplissage des espaces urbains vides d'une façon mesurée et planifiée, se joignent aux principes de développement durable en termes d'aménagement du territoire ; cela en modes qui se réclament du développement durable et se caractérisent généralement par des formes de développement plus compactes favorisant la mixité et la diversification dans le tissu urbain. De

²¹⁵ Dans la reconstruction des villes allemandes après la Seconde Guerre mondiale, la forme de la reconstruction a été influencée par des continuités à long terme pour la pratique de construction de villes datant du début des années 1900. À Beyrouth, les efforts au cours des années 1990 pour reconstruire la ville affaiblie furent nécessaires pour accueillir les formes d'urbanisation, comme les squatters, les camps de réfugiés, et l'auto quartier suffisant, réseau qui a soutenu les individus à travers les crises. Voir Diefendorf, Jeffry M. (1993). *In the wake of war: the reconstruction of German cities after World War II*. Cambridge: Oxford University Press. Cité par Bollens, Scott A. (2008). Urbanism, political uncertainty and democratisation. In: *Urban Studies* 45.5-6, 1255-1289.

plus, ce qui peut être généré par le processus d'intégration envisagé et que nous proposons d'adapter serait l'encouragement à utiliser le transport collectif, l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et des grandes infrastructures urbaines, l'usage maximal des installations et des services publics existants, l'effort de réduction des nuisances associées à la pollution, la protection des espaces verts et l'amélioration de l'intégrité des écosystèmes.

Pour appuyer cette problématique et afin d'explorer les possibilités d'apporter des réponses à ces questions urgentes, nous nous proposons alors de préciser et de revoir les évolutions contemporaines récentes de la ville, à partir de leurs tensions internes et de la transformation de leurs modèles urbains, selon les quatre grands thèmes suivants :

- **la gouvernance et la participation publique et leur nouveau rôle dans la réorganisation de la métropole et le rôle de cette dernière dans le développement du territoire.**
- **L'habitat informel et les services urbains, et l'intégration d'une vision globale inclusive de développement.**
- **Les nouveaux espaces commerciaux, la centralité urbaine et le devenir du patrimoine culturel ou touristique en prospectant de créer des conditions favorisant l'accueil d'une économie diversifiée.**
- **Répartir la ville : établir un schéma directeur comme instrument de réflexion prospective sur le territoire.**

7.2.1. - La gouvernance et la participation publique et leur nouveau rôle dans la réorganisation de la métropole et le rôle de cette dernière dans le développement du territoire.

7.2.1.1. - La nécessité d'une bonne gouvernance

De toute évidence, le développement et la reconstruction des villes irakiennes doivent être faits dans le cadre du développement urbain durable. Cependant, le concept de développement durable ne se limite pas à des facteurs environnementaux, mais aussi fait référence à la viabilité institutionnelle, financière et politique, ces trois derniers concepts pouvant être incorporés dans la gouvernance. Pour cette raison, il est nécessaire et urgent de développer et de renforcer des

politiques de développement urbain au niveau local, et de leur donner les moyens aux pouvoirs administratifs pour assurer une gestion et un développement urbain efficace, ainsi que d'assurer la viabilité financière et sociale de ces politiques.

Page | 327 La bonne gouvernance et l'administration publique efficace, sont des éléments importants pour faciliter la transition vers l'intégration sociale et la participation du public au développement et aux processus décisionnels. Les stratégies de développement urbain durable bien conçues devraient idéalement être fondées sur les principes de bonne gouvernance, de travailler vers des objectifs bien définis, et de s'appuyer à la fois sur les avantages comparatifs du gouvernement, des villes, de la société civile et du secteur privé (Fig. 77).

Prenant en considération les récents changements qui ont lieu en Irak, la transformation des villes au développement durable exigera une coopération entre les différents niveaux de gouvernement, les gestionnaires des ressources, le secteur des entreprises, les groupes communautaires et les citoyens. La planification urbaine, là où elle existait, a toujours été un processus *top-down* en Irak, et les parties prenantes du secteur civique et privé ont été incapables de s'engager avec le gouvernement et les autorités locales dans un esprit constructif et inclusif. Ainsi, dans le but de changer cette manière de gouvernance, la réalisation de la bonne gouvernance urbaine devient une démarche plus profonde que le lancement de projets ou l'amélioration des infrastructures. Cela nécessite le développement de nouvelles relations dynamiques entre les partenaires qui se sont engagés sur un ensemble commun d'objectifs, transparents dans leurs relations et compris de tous ceux qui ont un intérêt dans processus de développement. Ceci afin d'assurer la pérennité de la qualité d'un développement équilibré qui vise à favoriser la prospérité et le bien-être social de ses habitants à long terme.

Pour parvenir à réorganiser la gestion du secteur du développement urbain d'une manière systématique et durable, il faut faire une transition graduelle, bien que décisive, du mode d'intervention - toujours en forme d'urgence et dans le sens du haut vers le bas dans l'infrastructure et le développement urbain, ainsi que dans la prestation de services – en se dirigeant vers une politique visant le développement et le soutien des programmes fondés sur des politiques et des lois cohérentes avec une vision à long terme pour développer la ville comme ville inclusive et productive et de manière à ce que les interventions reflètent le caractère

distinctif et les avantages comparatifs de la ville. Tout cela en exprimant les aspirations partagées de ses habitants.

Pour assurer l'engagement réussi dans la planification spatiale et stratégique moderne pour le développement urbain durable, il faut des législations et des politiques bien pensées au niveau du gouvernement central. Cet ensemble de législations et de politiques devront soutenir un environnement qui permet à la ville de s'engager dans sa propre planification et gestion stratégiques de son espace urbain et territorial, et prendre en compte le renforcement des capacités locales.

Au sein du même objectif, le gouvernement local doit établir et maintenir des relations de travail avec les acteurs bilatéraux, internationaux et avec des ONG nationales et des organisations communautaires. Il convient également de coordonner le programme et les projets et de chercher à établir des partenariats fondés sur ces projets chaque fois que cela est possible. Dans leur programme, les autorités locales devraient être particulièrement intéressés par une coopération avec les acteurs au niveau de la communauté afin d'améliorer les approches fondées sur les besoins et sur un processus participatif.

Dans le concept de bonne gouvernance, les ressources, la technologie et l'expertise, l'initiation de projets ou d'amélioration de l'infrastructure, tous sont des éléments importants du concept. Mais la vision stratégique inclusive et le bon processus de décision, sont la clé de la bonne gouvernance et du développement de villes durables.

Pour cela, articuler les rapports de gouvernance les plus appropriées, sera un défi central dans ce processus du développement urbain. Dans le même temps, il faut souligner que la conjoncture de la reconstruction dans la ville offre de nombreuses possibilités de créer de nouveaux rapports de gouvernance à travers la pratique.

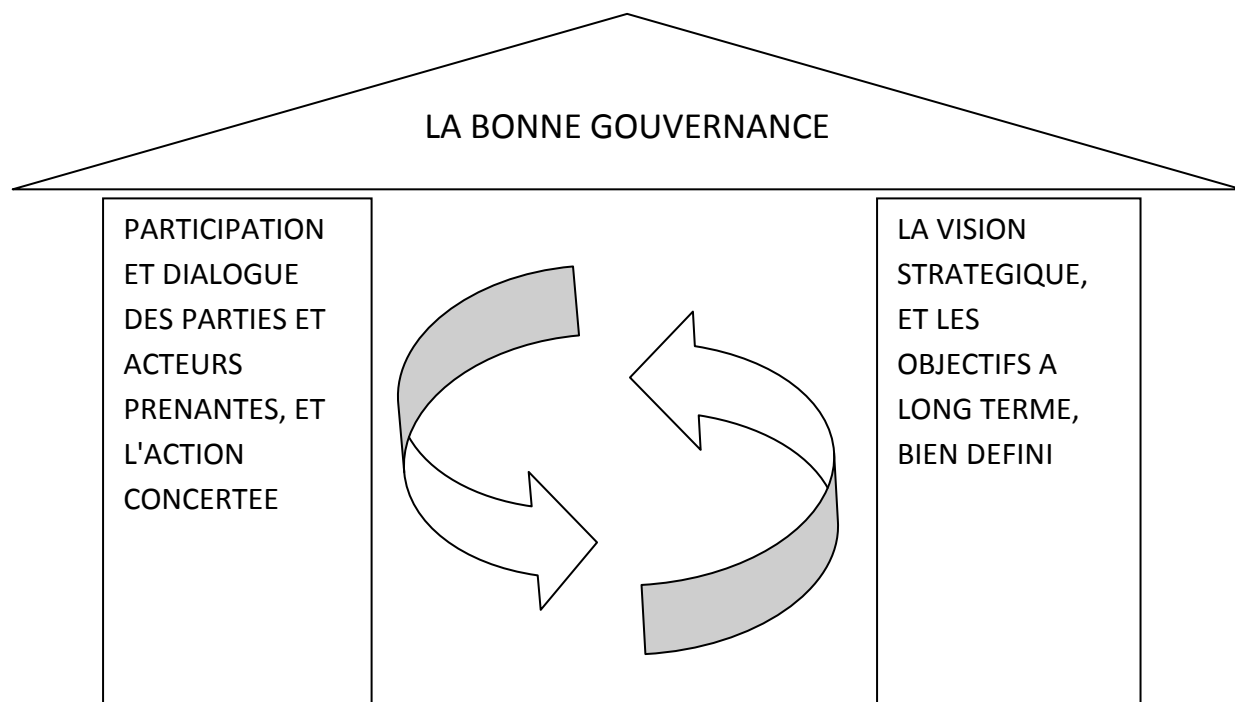


Fig. 77 : Les deux piliers de la bonne gouvernance
Source: Elaboré par l'auteur

Il convient néanmoins de prendre en compte la faiblesse de performance du gouvernement et de l'échec de la classe politique dans la promotion et l'amélioration de la réalité urbaine des villes irakiennes, et de leur incapacité à respecter leurs obligations. La bonne gouvernance se construit sur la sensibilisation et l'engagement politique, un équilibre nécessaire entre les politiques publiques et les politiques gouvernementales, entre les acteurs divers du développement de la ville, et sur l'obligation de trouver un langage commun. Il s'agit concrètement de susciter un engagement politique en faveur du développement urbain durable. Dans cet objectif, il peut être utile de mettre en place, en amont du processus, une démarche de sensibilisation du gouvernement (des élus, des décideurs, des professionnels) aux réalités du développement durable. Cette démarche de sensibilisation devrait être faite par des chercheurs du personnel académique et des ONGs. En utilisant les médias, les conférences, les institutions internationales, telles que l'UNESCO, la Banque Mondiale, les Nations Unies-Habitat, etc. De nombreuses

actions sont envisageables dans ce domaine : réunions et débats publics sur les thèmes de l'environnement et du développement durable, fourniture de matériels pédagogiques, illustration par des exemples concrets pour chaque secteur d'activité, création de lieux d'information et de sensibilisation, etc.

Cette pression institutionnelle nationale et surtout internationale, ainsi que celle de nature médiatique, sont sans doute l'un des meilleurs moyens de s'assurer d'un engagement sérieux de la part du gouvernement au cours des phases de développement et de reconstruction et surtout lors des phases ultérieures d'implantation des projets.

7.2.1.2. - Le rôle du gouvernement dans le développement et la production urbaine

Où le développement doit-il nous conduire ? L'objectif étant connu et très clair, la question est de savoir par quoi ou par où doit-on commencer ? C'est la question la plus importante à laquelle le gouvernement irakien doit être prêt à répondre - surtout au vu de la complexité actuelle de la situation urbaine de la ville -, afin de gagner la confiance des citoyens après une série d'échecs pendant dix ans. En plus, le gouvernement irakien a dépensé d'énormes budgets, et les experts disent que si la dépense de ces budgets avait été bien dirigée, orientée et placée, la situation en Irak et à Bagdad serait complètement différente de ce qu'elle est maintenant, surtout en termes de construction et de reconstruction urbaine et d'infrastructures.

Une étape, dont l'objectif est d'élaborer une vision partagée d'un futur souhaitable, constitue le cœur de la démarche. Cette vision devrait présenter les idées et les perceptions du gouvernement et des élus en matière d'aménagement et de développement du grand Bagdad. De plus, elle devrait avoir pour objectif principal d'améliorer la qualité de vie de la population.

Après 2003, il y a eu un retrait progressif de l'État dans l'aménagement de la ville, en invoquant sa faible efficacité, ce qui a provoqué en retour de lourdes conséquences sur l'avenir des villes et sur leur gestion sociopolitique, économique. Ces problèmes génèrent un déclin de la vie civique et collective, la crise de participation des citoyens, ainsi que le développement de leur milieu de vie et se sont souvent accompagnés d'une certaine déstructuration des anciennes formes de solidarité et des systèmes de régulation traditionnels.

La problématique de la gouvernance renvoie aux interactions entre l'État et la société et aux modes de coordination pour rendre possible l'action publique (Kooiman, 1993). Ainsi, cette phase de la réflexion nécessite de convoquer les citoyens - toutes les parties prenantes - ou tout au moins, de constituer un échantillon représentatif pour apprécier la perception de la population. Pour ce faire, il est important de produire un document de réflexion dès le départ afin de mobiliser un grand nombre de personnes ayant la capacité d'intervenir dans divers secteurs d'activité. Lors de cet exercice, les citoyens sont invités à partager leurs valeurs et aspirations vis-à-vis des divers secteurs d'activité : sentiment d'appartenance, valeurs démocratiques, valeurs à l'égard de l'environnement, de la croissance économique, de la qualité de vie, de la diversité culturelle, de l'inclusion sociale, etc. Le groupe de travail pour le plan global pourrait être composé de responsables politiques des autorités locales et des représentants de différents ministères concernés et il pourrait établir des consultations avec les habitants. L'objectif est d'impliquer les représentants des principaux secteurs de l'administration locale qui ont des intérêts dans la planification globale de la ville.

La vision permet de dégager les principaux défis que la région devra relever pour atteindre les objectifs fixés au cours des prochaines années. De plus, elle détermine, à des fins de discussion, les orientations, les objectifs et les critères afin d'assurer la compétitivité et l'attractivité de la grande région de Bagdad dans la perspective d'un aménagement et d'un développement durables du territoire métropolitain. Elle devrait s'appuyer sur l'échelle métropolitaine et insister sur l'importance de la viabilité économique, sociale et environnementale de l'ensemble de la région. Par conséquent, nous estimons que cette vision devrait se concentrer sur la correction d'un ensemble de situations d'ordre économique, social et environnemental.

Le défi qui se pose pour le gouvernement et ses pouvoirs publics est de trouver un nouvel équilibre entre les trois piliers de la durabilité - économie, social et environnement - en assurant une protection accrue des milieux naturels et des écosystèmes par une gestion plus serrée de l'urbanisation. Le développement de cette vision devrait répondre également à un souci de planification urbaine axé sur un développement harmonieux de l'espace accompagné par une meilleure répartition des richesses.

Le défi du développement durable, en milieu urbain, la durabilité, demeure important. En Irak, ce défi est encore plus sérieux comme l'a affirmé le vice-ministre de la Construction et du

Logement Istabraq al-Shouk : « *Un développement urbain durable est le principal défi pour l'Irak car la majorité des conseils municipaux sont incapables de fournir les services de base aux citoyens, notamment un logement et du travail.* »

En ce qui concerne le développement durable, trois principes furent employés pour dégager le concept dans notre réflexion sur le cadre théorique: la production et la reproduction, la répartition et la solidarité, et la préservation de l'écologie. Ces principes permettent de concilier les trois piliers du développement durable, soit la protection de l'environnement, l'efficacité économique et l'équité sociale, la finalité étant de créer de la richesse et de la partager, tout en respectant l'homme et l'environnement. En ce sens, le gouvernement a besoin de lancer une réflexion pour une nouvelle stratégie autour du thème de « L'harmonie du territoire ».

À l'égard de cet objectif, deux types de planification pourraient plus particulièrement être élaborées à l'échelle de la ville et de sa région métropolitaine : des plans de développement économique et des plans d'aménagement et de développement du territoire. Ainsi :

- les stratégies de développement économique agissent généralement davantage sur les facteurs de compétitivité qui visent à augmenter le niveau de vie des citoyens et la productivité des entreprises, à favoriser l'innovation et à attirer des investissements étrangers ;
- les planifications territoriales visent plutôt à augmenter l'attractivité du territoire et la qualité de vie des citoyens en agissant sur le type d'urbanisation à privilégier, sur l'intégration de la forme urbaine dans son ensemble, et sur l'accroissement de la cohérence et du lien entre les quartiers de la ville, afin de maîtriser la mobilité des personnes et des biens, dans le but de préserver l'environnement.

Sur le plan économique, il y a une critique faite par un groupe d'économistes et d'experts locaux sur le modèle et la politique économique poursuivie par l'État. Il s'agit d'un modèle défiguré, ambigu et déséquilibré entre la centralisation excessive et les politiques du marché libre. À cet égard, le Dr. Mudhir Mohammed Saleh Qasim (2010)²¹⁶ indique que le pourcentage de la

²¹⁶ Saleh Qasim, Mudhir M. est actuellement conseiller auprès de la CBI et membre de son conseil d'administration. Il est responsable de l'équipe technique de la Banque centrale d'Irak, en consultation avec le Fonds Monétaire International

dominance de l'état dans la politique économique actuelle du pays atteint probablement environ 80 % du PIB, en laissant un pourcentage de 20% ou un peu plus à l'activité du secteur.

Cependant, en vision analytique de la réalité, après l'exclusion des ressources du secteur pétrolier qui soutiennent le PIB, on peut constater que la dominance du secteur privé s'étend pour former près de 65% de l'activité économique totale globale du pays. Mais il est vraiment regrettable de constater que cette part de 65% d'activité est dominée par une variété d'activités de services de consommation, liés faiblement et inefficacement aux activités productives ou à l'investissement réel général de l'Etat. Ainsi, cela rend le marché local incubateur de chômage réel, ou en sous-utilisation des ressources nationales.

Malgré ce contexte difficile, à l'heure actuelle, les stratégies politiques pour la ville se concentrent fortement sur la vente de la ville en tant que marchandise, image, sentiment, en essayant d'attirer les investissements étrangers²¹⁷ à tout prix. Sous prétexte de rendre la ville plus attrayante pour les investisseurs, ils font la promotion de la privatisation des espaces, des équipements et des infrastructures et encouragent, voire imposent, la mise en place des Partenariat Public-Privé, lesquels souffrent d'ailleurs de l'attraction mortelle pour la corruption. Cela sans se rendre compte que la ville durable ne pourra jamais être construite avec un tel modèle ou en application des tendances actuelles du capitalisme néolibéral, qui sont, d'ailleurs, en train de saper les dépenses publiques, et d'encourager la privatisation, ainsi que d'imposer des limites sur les activités d'administration municipale et du gouvernement local (en général) (Hopwood et Mellor, 2007). De plus, par l'approche néolibérale, le gouvernement ne tient pas compte du fait qu'une grande proportion de l'économie de la ville repose sur le secteur ou les institutions publiques étaient soutenues par l'Etat - comme les universités et les services de santé,

²¹⁷ Afin de distinguer les politiques actuelles des politiques menées précédemment, nous tenons à rappeler que le gouvernement monarchique a mis l'accent sur le système social et administratif en travaillant spécifiquement sur la modernisation et la création d'une société civile développée et moderne en déconstruisant le système tribal. Cela, évidemment, était considéré comme une des nécessités pour relancer le processus du développement et cadre bien avec la première étape du processus de construction de la nation et de l'Etat à l'époque. Une partie du succès relatif de l'économie de l'Irak dans les années 1970 est son utilisation réussie des revenus pétroliers pour financer des investissements dans le secteur social (logement, santé, éducation) et dans les infrastructures physiques (routes et réseaux de communication). Au moment de la naissance de la république, dans le cadre de la reconstruction, le gouvernement est allé dans le sens de la réponse aux besoins de base des gens pauvres, avec la participation des gens riches qui faisaient partie des idéologies du gouvernement socialiste communiste mais avec une tendance capitaliste à l'époque. En ce qui concerne le modèle de développement à l'ère du parti Ba'as, le gouvernement a opté pour un programme varié mettant l'accent sur des secteurs différents et dans des proportions différentes, comme l'industrie, l'agriculture et l'économie, en mettant un fort accent sur l'ouverture de l'économie à la mondialisation. Toutes ces tentatives indiquent le style classique des processus de développement.

les autres services publics – et qui sont suivis par les secteurs industriels et les secteurs de la construction, lesquels étaient représentés par les ministères et les établissements affiliés en tant que principaux employeurs de l'économie. Ces difficultés sont exacerbées dans les conditions de l'après-guerre, dues à l'affaiblissement de la disposition des services sociaux, des équipements publics et des infrastructures, des changements négatifs dans les conditions d'emploi (la disparité croissante entre les classes sociales du fait de l'échelle salariale), de la perte de l'emploi (notamment dans le secteur industriel), et surtout à cause des changements sociaux en matière d'inégalités sociales et économiques et des conflits sectaires. Les effets de ces inégalités sociales et de ces conflits sectaires ont d'ailleurs fortement changé le paysage urbain.

Cela malgré le fait que l'économie locale et sociale existe dans la ville, si l'on tient compte des dépenses publiques, de l'échange social, et des activités domestiques et communautaires impayées. La ville a également son économie de trésorerie informelle substantielle. Le nouveau développement économique devrait être corrigé afin qu'il se réfère aux aspects liés à la production, à la transformation et à l'utilisation des ressources ainsi qu'aux activités commerciales et de services: industrie, tourisme, commerce, finances et assurances, activités scientifiques et techniques, transport, etc. Ainsi, cette économie pourrait réduire le besoin et la dépendance aux importations et aux capitaux étrangers. Ce qui importe d'abord, c'est la séparation, en termes d'intérêts, entre ce qui est national, régional et mondial, ainsi qu'entre ce qui est privé et public. Il faut déterminer et distinguer les responsabilités et les engagements des différents acteurs, entre ceux qui relèvent du gouvernement, des sociétés et des entreprises d'investissement et ceux reposant sur les individus. En d'autres termes, il faut bien déterminer les priorités et ensuite se diriger vers la stratégie de mise en œuvre. Deuxièmement, cette économie doit être contrôlée démocratiquement et doit être redistribuée en priorité sur la population de la ville au lieu d'être orientée vers le marché mondial et les élites économiques. Une telle économie doit encore être développée et être une priorité pour les actions futures.

Toutefois, la « néo libéralisation » de la ville (c'est-à-dire complètement assujettie à l'économie néolibérale) n'apparaît pas comme un processus inéluctable pour le moment. En effet, aujourd'hui, la ville constitue clairement une échelle cruciale pour le capitalisme, ce qui signifie qu'elle apparaît également comme étant le site majeur où de nouvelles formes de régulation pourront voir le jour. Ceci implique néanmoins l'émergence de mouvements sociaux structurés,

spécifiquement à l'échelle urbaine. De ce point de vue, le développement du mouvement de contestation qui questionnerait explicitement le modèle de développement poursuivi dans la ville de Bagdad et les villes irakiennes en général, apparaîtrait comme porteur d'espoir.

Par ailleurs, en ce qui concerne la question du développement social, un développement « socialement équitable » s'assure que les communautés humaines actuelles, de même que les générations futures, soient en mesure de combler leurs besoins essentiels, aient accès à des emplois, à un logement, à des services sociaux, de santé et d'éducation. Il veille également à ce que les communautés puissent participer aux processus des décisions qui les touchent, sans ségrégation sociale. Cela suppose l'existence de démarches claires et transparentes et l'habilitation de la population à participer. Pour installer un climat de confiance, il faut investir des efforts et des ressources afin de partager les connaissances et de favoriser les échanges.

La vision devrait dégager les efforts du gouvernement visant à permettre à une communauté de croître, de s'épanouir et de développer des connaissances. Elle passe notamment par la mise en place d'équipements relatifs à l'éducation, la santé, l'hébergement social, les sports et loisirs, l'accueil et l'inclusion des immigrants, l'habilitation sociale, etc.

Dans le contexte des conditions urbaines, et pour tirer pleinement parti des avantages potentiels de l'urbanisation, les efforts et les initiatives de développement urbain selon la Banque mondiale doivent veiller à ce que la ville réussisse à créer un climat d'affaires favorable qui incite le secteur privé et public à investir dans la création d'emplois et dans l'amélioration des bases d'imposition. La bonne gouvernance, le niveau de corruption, la qualité des infrastructures, des transports et des communications, le niveau d'accès aux services et aux équipements urbains, les dépenses en santé et en éducation, les taux de mortalité infantile, un milieu institutionnel qui reflète le respect des droits individuels, l'absence de violence, les efforts visant à répondre aux normes internationales pour l'élimination des déchets, la qualité de l'air et des espaces verts par habitant, sont autant d'atouts précieux pour attirer les investissements. Donc, cela nécessiterait une série d'initiatives du domaine politique, social et économique qui dépassent le cadre du présent chapitre et un réel et profond débat politique, social et économique aux niveaux local et national, afin d'orienter la situation dans la bonne direction.

Henri Lefebvre indique que la tâche de la politique est d'imaginer et de reconstituer un genre de ville qui est totalement différent de celui basé selon le désordre méprisable de la globalisation, de l'urbanisation et de la course insensée au capital²¹⁸ (Harvey, 2012, xv-xvi).

Page | 336 À ce stade, il peut être intéressant de rappeler ce que dit Henri Lefebvre sur la question du rôle de l'État. Il souligne que l'incompatibilité entre l'État et le monde urbain est de nature radicale. L'État ne peut empêcher le monde « urbain » de prendre forme. L'État ne peut mettre fin à l'urbanisation. Ainsi, il doit contrôler cette dynamique urbaine en maîtrisant son développement et en l'intégrant dans les institutions qui s'étendent à la société dans son ensemble. Cette intégration peut se faire par l'échange et le marché, les types d'organisation et de gestion trouvés dans l'entreprise, les institutions développées pendant les périodes de croissance où l'accent est mis sur des objectifs quantitatifs²¹⁹ (Lefebvre, 2003, p. 180).

En conséquence, la préparation d'un plan d'action pour la mise à jour et la réforme des politiques urbaines et d'aménagement du territoire et des programmes, ou encore, l'élaboration d'une stratégie de développement urbain, sont tout autant une procédure indispensable et inévitable afin d'entreprendre l'élaboration du projet de ville durable dans un contexte où la population totale de l'Irak est estimée à plus que 31 millions de personnes, avec près de 75% de la population vivant dans les villes, dont plus de 25% vivent dans la capitale. De même, le secteur urbain est au cœur des conditions de vie de la grande majorité des Irakiens. Il est clair que le principal défi de la reconstruction sera concentré dans les villes. Un des principaux objectifs de ce plan de reconstruction est d'articuler une vision globale et holistique pour la reconstruction urbaine d'une manière logique et séquencée.

²¹⁸ Le texte original est en anglais : "Our political task, Lefebvre suggests, is to imagine reconstitute a totally different kind of city out of the disgusting mess of a globalizing, urbanizing capital run amok". In: Harvey, David. (2012). *Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution*. New York: Verso Books. p. xv-xvi

²¹⁹ Le texte original est en anglais "The incompatibility between the state and the urban, is radical in nature. The state can prevent the "urban" from taking shape. The state has to control the urban phenomenon, not to bring it to fruition, but to retard its development, to push it in the direction of institutions that extend to society as a whole, through exchange and the market, the types of organization and management found in the enterprise, institutions developed during periods of growth, where the emphasis is given to quantitative (quantifiable) objectives. Lefebvre, Henri. (2003). *The urban revolution*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

7.2.1.3. - Débat national pour une stratégie nationale de développement de la ville et de politiques de la ville

Dans ce contexte de désordre, il est demandé aujourd'hui, dans le cadre de la reconstruction nationale du pays, de créer un débat national ouvert, surtout autour des grands enjeux sociaux et politiques de la société. Un débat complémentaire s'attache en effet à dénoncer les conséquences sociales et environnementales du modèle de développement sur l'environnement urbain et le développement durable aurait - à notre avis - un impact significatif dans la promotion de la reconstruction nationale. Ce débat favoriserait notamment une articulation des responsabilités entre les institutions à toutes les échelles, soutiendrait le débat démocratique, le dialogue social et la participation de l'ensemble des parties prenantes aux décisions.

Un dialogue effectif entre l'autorité publique et les citoyens, entre les professionnels et l'entreprise se construit sur une conception dynamique de la décentralisation et des ambitions urbaines concurrentielles. Il se valide par un cadre législatif et réglementaire clair et stable ou par un organe administratif indépendant. Il aborde l'aménagement du territoire, en visant d'abord à corriger les dysfonctionnements du système urbain d'hier en franchissant une nouvelle étape dans la restructuration urbaine et l'organisation des pouvoirs autour **d'une stratégie nationale de développement de la ville et de politiques urbaines**. Un exemple important de ce qu'il conviendrait de faire concerne le secteur stratégique de l'aménagement du territoire et le développement urbain de la mise en place d'un dispositif analogue à celui du *Conseil de Développement et de Reconstruction* à l'époque de la monarchie, ce qui permettrait de créer un climat de confiance pour susciter les investissements privés locaux ou internationaux (en tant qu'objectif de la vision officielle discutée ci-dessus).

Les problèmes urbains dans la ville d'aujourd'hui sont le résultat de nombreux facteurs. En conséquence, l'appel à des stratégies nationales de développement spatial et les politiques urbaines doivent être fondées sur une compréhension globale du processus d'urbanisation et de ses conséquences structurelles et comportementales, sur le changement de modèle dans la forme et la structure à l'échelle de la ville et de la région, et également sur la planification et la conception de plans de la ville ainsi que sur les capacités des institutions urbaines à gérer les problèmes urbains et optimiser les possibilités de développement de la ville.

Les débats actuels qui se développent autour de la crise urbaine ne sont pas uniquement d'ordre académique ou professionnel, ils sont aussi d'ordre public. Ce qui est demandé aujourd'hui dans le cadre de ces débats sur l'aménagement du territoire, c'est de corriger les dysfonctionnements du système urbain d'hier en franchissant une étape nouvelle dans la restructuration urbaine et l'organisation des espaces autour d'une ambition urbaine de conception dynamique d'intégration et de décentralisation. Une approche du développement qui intègre les dimensions spatiales et sectorielles de développement national dans un cadre institutionnel bien coordonné pourrait être la base d'une telle stratégie nationale de développement de la ville et du territoire et de la politique urbaine (Fig. 78).

Dans une telle approche, qui est principalement construite sur une stratégie de développement durable, les débats nationaux pourraient être la base de la détermination et pourraient répondre à des questions cruciales telles que : comment faire pour fournir l'infrastructure physique et sociale efficace et équitable ? Comment faire pour augmenter la qualité de vie et le niveau de vie de ses citoyens (pour tous) ? Comment rendre la ville concurrentielle ? Comment la spéculation immobilière et les logements sociaux (l'offre et la demande de logements) pourraient être équilibrés ? Comment les possibilités et les potentialités d'emplois pourraient être créées et améliorées ?

Dans un pays en voie de développement tel que l'Irak, en tenant compte du niveau de déficits urbains sociaux et économiques dans la ville, toute politique urbaine - et l'urbanisme en général - doit d'abord être au service de la croissance, de la lutte contre la pauvreté, de l'inégalité et contre la ségrégation sociale et spatiale. Cette politique repose sur la définition de zones prioritaires d'intervention et sur l'affectation concentrée des moyens financiers et humains sur le territoire de la ville.

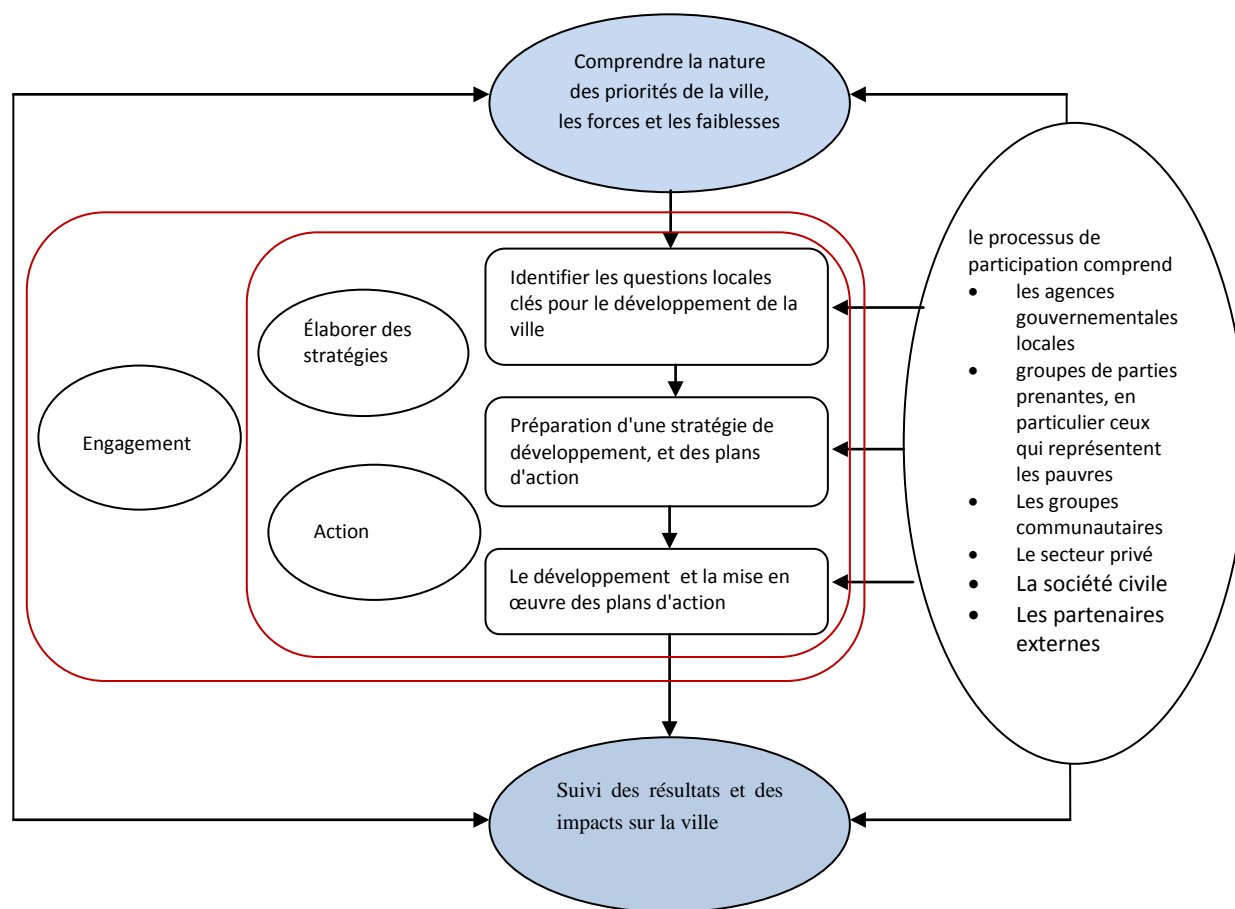


Fig. 78: un cadre supposé pour planification stratégique
Source. Elaboré par le l'auteur

On recommande que cette stratégie devrait procéder à deux chantiers, qui à leur tour devraient avoir des liens avec le projet de schéma directeur de la ville, tout en proposant aux autorités une série de recommandations et en dégagant des tendances qui pourraient influencer la forme ou l'organisation spatiale de la ville. Mais à condition que le travail de ces ateliers associés aux deux chantiers précède les travaux de schéma directeur de la ville, ou au moins qu'il coïncide avec eux²²⁰. Voici ces deux chantiers.

²²⁰ Il faut noter ici que les travaux de schéma directeur de la ville ont commencé il y a quelques temps. Par conséquent, on doit penser à envisager la mise en place de ces équipes et procéder à ces travaux le plus rapidement possible et puis présenter des recommandations aux autorités compétentes en vue d'être adoptées et combinés avec l'état actuel du schéma directeur

7.2.1.3.1.- Première stratégie: chantier d'observatoire des inégalités et identification des priorités

Ce grand chantier peut contenir plusieurs sous chantiers et différents thèmes d'activités. On détermine ci-après certains que l'on considère importants:

7.2.1.3.1.1. - Identifier les zones de redynamisation urbaine

Les zones de redynamisation urbaine correspondent à celles dites sensibles, qui sont des quartiers confrontés à des difficultés particulières, lesquelles sont appréciées en fonction de leur situation dans l'agglomération, de leurs caractéristiques économiques et commerciales. Ces zones devraient être établies, dans des conditions fixées d'après un travail de réglementation, précédé par un travail de statistiques sur la population, sur leurs conditions urbaines et sur la classification des données dans différentes catégories.

Les zones présentant des quartiers qui ont des caractéristiques économiques et sociales analogues peuvent être concernées. Les quartiers qualifiés de prioritaires, dans cette zone, sont choisis localement selon des critères liés au taux de chômage, au niveau d'éducation de la population, à la qualité des logements, au taux de criminalité et d'insécurité. On retrouve notamment des zones comme le centre-ville et la zone transitionnelle et certaines zones dans les périphéries de la ville, lesquelles sont pour la plupart informelles.

L'objectif principal des interventions dans les quartiers prioritaires est tout d'abord de lutter contre les situations d'urgence sociale et d'exclusion dans l'espace urbain et ensuite, de favoriser l'insertion professionnelle, sociale et culturelle des populations habitant dans de grands ensembles ou des quartiers d'habitats dégradés.

Un autre objectif sera de corriger les déséquilibres traditionnels de l'économie urbaine, en assurant la diversification des secteurs productifs et le développement de tous les quartiers de la ville, avec la mise en exploitation de leur potentiel économique.

L'identification de zones prioritaires fournit l'occasion d'indiquer le type de consolidation ou de mutation de l'occupation actuelle du sol que le réaménagement vise à déterminer pour chaque zone ou pour des parties de celle-ci, notamment les affectations du sol et les densités

approximatives d'occupation. Il s'agit d'établir les vocations des parties du territoire en plus de déterminer l'intensité des développements prévus.

Également, il faut établir la priorité des phases entre les zones ainsi déterminées. Ce geste repose sur la reconnaissance d'enjeux de développement et sur la meilleure gestion de l'aménagement en permettant de choisir les zones à privilégier compte tenu d'une séquence logique d'aménagement. Il n'est pas nécessaire de ranger chaque zone selon un ordre numérique : on peut, par exemple, désigner les zones à développer à moyen terme par rapport à celles dont le développement est prévu ultérieurement.

7.2.1.3.1.2. - Initier un programme national de Réhabilitation Urbaine²²¹

Après plus que 50 ans d'absence de politiques incitatives d'amélioration et de développement de l'habitat, un certain nombre de quartiers anciens et périphériques demeurent particulièrement dégradés et indignes d'être habités par un être humain.

Toutes stratégies de planification et de développement urbain visant à résoudre le problème des quartiers pauvres informels et dégradés doit commencer aux niveaux national et régional afin d'améliorer la compréhension des raisons de l'émergence et de l'existence de ce genre d'établissements. Nous recommandons cela parce que ces quartiers resteront encore, de façon incontournable, une partie marquante des villes irakiennes pour un certain temps. En effet, ceux-ci fournissent un abri pour une grande proportion de la population urbaine (plus de 3 000 000 d'habitants à Bagdad, dont 1 500 000 juste après 2003), et on croit bien que le gouvernement ne sera pas en mesure de faire face à cette problématique urbaine pour les années prochaines.

Ce programme est une étape complémentaire à l'étape précédente, d'autant qu'il vise à promouvoir une approche globale multidimensionnelle, mais nouvelle en termes d'échelle nationale, d'échelle de la ville du point de vue urbain spécifique visant à identifier des réponses à

²²¹ Selon la Banque Mondiale, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté urbaine, les programmes de réhabilitation des quartiers insalubres sont probablement les plus développés. Ces programmes existent depuis très longtemps et se sont multipliés dans les années 1970 avant de connaître un net déclin au milieu des années 1980, déclin attribué à la réorientation des bailleurs de fonds sur le financement du logement, les prêts d'ajustement et la privatisation des services publics. La Banque Mondiale. (2009). *Stratégie De La Banque Mondiale Pour Les Villes et Les Collectivités Territoriales*.

des situations particulières, notamment pour les quartiers dégradés et en difficultés sociale, économique ou environnementale, en manque d'infrastructures ou en dégradation de services publics. Ainsi, ce programme vise à soutenir la revitalisation et la requalification des zones urbaines - les centres urbains et leur périphérie - avec des signes marqués de dépression et de dégradation, avec de graves problèmes de déclin économique et urbain, de chômage et de détérioration de la qualité de vie et d'accumulation de phénomènes d'exclusion sociale et d'un manque de sécurité. Une attention particulière devrait être accordée à l'état de l'habitat collectif privé ou public. Ce programme pourrait inclure également la question du logement des citoyens qui sont expulsés de la ville ou qui se sont y réfugiés.

Le programme national de réhabilitation urbaine vise à restructurer, dans un objectif de rétablissement de conditions sociales et physiques urbaines convenables, tout en répondant aux conditions d'un développement durable. Les quartiers classés en zones urbaines sensibles dégradées, privées ou publiques, sont dans la zone de la ville ancienne ou aux périphéries de la ville. À titre exceptionnel, ces zones qui présentent des caractéristiques économiques et sociales semblables peuvent être concernées.

Le programme peut comprendre des opérations d'aménagement urbain, à savoir :

- réhabilitation, démolition et production de logements ;
- création, réhabilitation et démolition d'équipements publics ou collectifs ;
- réorganisation d'espaces d'activité économique et commerciale ;
- tout autre investissement concourant à la rénovation urbaine.

Toutes les politiques et les programmes pour les quartiers pauvres informels et dégradés doivent être définis en fonction de leurs spécificités socio-économiques, de leur signification, de leur histoire et de leurs caractéristiques urbaines. Par conséquent on devrait de plus en plus choisir d'améliorer et de remettre en état, de régulariser des établissements informels, ce qui représente une politique plus économique et durable. Les établissements informels existants (aux périphéries de la ville) devraient être « formalisés » sans perdre leurs avantages concurrentiels sur les marchés fonciers urbains et en correspondance avec les possibilités limitées des groupes à faible revenu. L'augmentation des établissements urbains informels devrait être minimisée grâce à des supports stratégiques réglementaires - et autres - pour la disponibilité des terres et des

services à prix abordables. En règle générale, les zones d'intervention se répartissent en deux grandes catégories:

1- Les banlieues ou les quartiers périphériques : ceux-ci correspondent à de grandes concentrations de population défavorisées, dans certains cas, résultant de processus publics de relogement qui, puisqu'ils n'avaient pas les conditions sociales et urbanistiques minimales, sont devenus des zones stigmatisées dans une situation de rupture avec la ville dont ils font partie. Dans certains cas, ce sont des " zones-dortoirs "²²² sans vie communautaire, aggravées par leurs activités marginales. Les zones d'intervention de certains quartiers résidentiels dans les principales entrées (nord, est et sud) de la ville sont des exemples de ce genre de problème. En outre, il y a d'autres quartiers qui représentaient les bords de la ville auparavant, et qui sont maintenant à l'intérieur de la ville en raison d'une forte urbanisation, comme dans les quartiers *Alkamalyah, Alamel, Azaafaranyah*, et d'autres

2- Les centres historiques: ils correspondent aux zones anciennes où la population subit des processus d'isolement à cause des politiques précédentes de dépeuplement, de la dégradation physique des logements, des bâtiments à risque et du déclin économique accompagné par des problèmes de chômage et de marginalisation, ou, au mieux, du travail de l'économie informelle, où l'on est à tout moment exposés au risque d'une poursuite juridique par le personnel de l'administration municipale. Des exemples de ce type sont les zones d'intervention du centre historique de la ville et certains quartiers lui sont associés, comme la rue *Al Saadoon* et le quartier *Albataween*. Alors que les domaines d'intervention peuvent être réduits à deux types de problèmes, chacun d'eux a ses propres particularités distinctes. La façon dont les autorités locales se sont penchées sur les problèmes a également donné lieu à des interventions très différentes, comme on peut le voir dans la deuxième partie de cette thèse.

Un des objectifs principal de ce programme est que les anciens quartiers dégradés pouvaient bénéficier d'interventions visant à la réhabilitation du logement privé en particulier, qui n'ont pas toujours réussi à traiter ses situations et conditions difficiles (habitat indigne). Pour ce faire, il

²²² Ce trait peut pleinement être applicable à ces quartiers avant les récents changements qui ont eu lieu dans la ville, où dans le centre-ville et quelques-uns des centres secondaires près du centre-ville, qui étaient la principale destination pour les habitants de ces quartiers pour répondre à leurs besoins. Actuellement, comme nous l'avons mentionné précédemment, la plupart des quartiers de la ville sont devenus autosuffisants, donc ce caractère devient inexact, bien qu'il en conserve l'évidence.

faut avoir recours au respect et à l'application du développement obligatoire des bâtiments inactifs ou sous-utilisés, y compris les expropriations potentielles et exiger que les propriétaires de biens immobiliers produisent une certaine proportion de logements sociaux dans les développements situés dans cette zone.

Dans ce but, nous proposons de concentrer une série d'investissements d'une nature matérielle et immatérielle dans une zone bien définie, ce qui, d'une manière intégrée, contribuerait à surmonter les besoins physiques, économiques et sociaux les plus sévères, en soutenant la création d'entreprises prenant en charge les tâches qui sont identifiées à cet effet, soit : améliorer les infrastructures et l'environnement, fournir une formation appropriée, fournir des équipements sociaux, encourager une action concertée entre les autorités nationales et locales et renforcer le rôle des partenariats locaux avec l'objectif final de contribuer à une amélioration de la qualité de vie de la population dans la zone.

7.2.1.3.2. - La deuxième stratégie : chantiers de planification et d'intervention

Une bonne planification est l'un des facteurs clés du succès d'un projet. Elle permet notamment d'avoir une vue d'ensemble du projet et d'identifier les grandes lignes d'intervention. Les grandes lignes de la future stratégie urbaine durable de la ville, ou les thèmes d'une stratégie de développement urbain et la politique de la ville, vont être soulignés et identifiés dans ce chantier.

Dans le cadre de la planification stratégique de la ville de Bagdad, on propose de procéder à la création de chantiers thématiques représentant autant de secteurs d'activités²²³. Chaque chantier se charge d'effectuer la synthèse des réalités de son secteur d'activités, d'énoncer la vision d'avenir de celui-ci et d'esquisser des orientations sectorielles en préparation d'un sommet qui a pour but de définir une vision stratégique commune.

Les chantiers qu'on propose regroupent des éléments de réflexion pouvant principalement aborder quatre thématiques étroitement reliées entre elles : la société (la population, son évolution passée et ses tendances, son profil, ses caractéristiques socio-économiques et culturelles) ; les milieux de vie de cette société (notre territoire, notre manière de l'occuper, de

²²³ Chaque chantier, et selon son thème, détermine son effectif choisi parmi les fonctionnaires municipaux et les représentants de la société civile, le nombre de participants raisonnable, fixe l'organisation du travail de l'atelier du début jusqu'à la fin, de sorte à ne pas noyauter les chantiers

nous y déplacer) ; les activités économiques (les secteurs d'emploi, les investissements, les échanges) ; les ressources disponibles pour pratiquer ces activités, soit les ressources financières ou les atouts. Bien évidemment, la gouvernance peut choisir parmi ces thématiques (les valeurs et les attitudes qui imprègnent l'organisation et la culture municipale, ses ressources financières, les partenariats). Chaque thématique comprend des données fondamentales, un aperçu des changements significatifs récents et des diverses tendances susceptibles d'influencer le devenir de la ville.

Les études de ces chantiers pourraient également être sujets à discussions, focalisées sur une zone ou un thème particulier de la réflexion sur le développement de la ville au cours de la rédaction des documents déclencheurs des divers ateliers sectoriels (jeunesse, environnement, agriculture, éducation, enjeux métropolitains, infrastructures et transport, habitat et logement, santé, tourisme et événements spéciaux, vie communautaire et économie sociale, commerces, finances et affaires, sports et loisirs, culture, patrimoine et paysage, industrie et développement de la main-d'œuvre).

Enfin, les chantiers de planification et d'intervention peuvent contribuer à la mise en œuvre de la vision stratégique, en faisant état des accords établis lors de la répartition des tâches des acteurs, et sur l'utilisation des ressources dans certains projets qui permettront d'identifier les actions à entreprendre pour parvenir à la réalisation de la vision. Par exemple, ces accords sur des options de développement urbain représentent des partenariats conclus entre le gouvernement fédéral, les provinces, les municipalités, les investisseurs et les promoteurs visant à intervenir sur les différents aspects et sont issus du développement de la ville à partir, par exemple, de la revitalisation des quartiers centraux, de la construction de logements sociaux, du soutien au développement de l'emploi.

7.2.2. - L'informalité urbaine, l'habitat informel et les services urbains, et l'intégration d'une vision globale inclusive de développement.

Le phénomène de développement informel, ou non autorisé dans le secteur du logement et de l'économie est très répandu dans la ville de Bagdad. Donc, proposer des approches pour faire face à cette question, par la légalisation, l'intégration et l'amélioration par la réhabilitation et la

rénovation, constitue une suite d'étapes très importantes dans le cadre du développement de la ville.

La taille, la diffusion et la distribution de la ville « informelle » sont étroitement liées à l'efficacité de la planification urbaine, de la réglementation du développement et de la disponibilité des ressources. Les bidonvilles sont le témoignage physique de l'échec de la planification urbaine, lorsque les plans ne sont ni accomplis ni dignes à mettre en œuvre, ou qu'ils ne sont en aucun cas efficace pour répondre aux besoins de la société. Les zones non planifiées sont la seule option disponible pour un grand nombre de la population, dont la majorité, souvent, n'est pas reconnue en tant que résidents de la ville et risque d'être expulsée à tout moment. En plus de cela, ces parties de la ville sont la source d'une série de problèmes sociaux et de la violence urbaine. Cependant, elles sont aussi une source importante de main-d'œuvre non qualifiée.

Donc, l'intervention dans ces zones vise à concilier le développement urbain avec l'inclusion des groupes à faible revenu dans la ville formelle selon trois objectifs principaux: (1) promouvoir la condition urbaine et la régularisation foncière des quartiers informels ; (2) combler le fossé entre le secteur formel et informel pour encourager l'investissement individuel dans l'environnement par l'octroi de la sécurité d'occupation dans les applications de développement, ainsi que répondre aux besoins changeants de la population grâce à un système plus souple et plus accessible de planification et de développement communautaire ; (3) améliorer les conditions de vie en formalisant les établissements informels existants et en octroyant la sécurité d'occupation, ce qui améliore l'impact environnemental de ces établissements en fournissant des installations d'infrastructure adéquates, des services publics et des équipements sociaux.

Les villes ne devraient pas dépendre totalement de la démolition et de la relocalisation ou du réaménagement partiel des sites, ce qui est coûteux et socialement problématique²²⁴. D'ailleurs, notons que cela s'est produit lors de tentatives pour développer *Sadr City* et certains quartiers de la banlieue. Cependant, on devrait davantage choisir d'améliorer et de remettre en état ainsi que

²²⁴ Nous tenons à souligner ici que cette solution est optimale dans certains cas, mais l'adoption de cette solution a besoin d'être soutenue par des études sérieuses (sociale et économique) pour assurer l'application lisse et éviter des perturbations possibles liées.

de régulariser des établissements informels, ce qui relève d'une politique économique plus durable.

L'amélioration des taudis (quartiers pauvres et informels) est menée à travers différentes stratégies, que ce soit en mettant l'accent sur une approche intégrée, basée sur l'amélioration multisectorielle, ou sur des approches plus progressives "incrémentale", qui sont souvent et d'abord soutenues par la régularisation de la propriété foncière et l'extension de la planification pour couvrir les zones informelles. Ensuite, les services et les infrastructures sont développés. Depuis que ces quartiers pauvres formels ou informels sont omniprésents et envahissants dans la ville, au centre et aux périphéries, alors, l'adoption de deux stratégies mutuellement devient l'option la plus viable pour aborder les problèmes des bidonvilles éparpillés et dispersés à travers la ville dans son ensemble et à la périphérie de la ville intérieure de Bagdad.

7.2.2.1. - Impulser le rôle du secteur privé dans le développement et la production

Le principe 10 de la Déclaration de Rio et l'action 21 soulignent qu'une large participation du public au processus de décision est une condition fondamentale pour parvenir à un développement durable.

*« As Will Allen (2001) points out, Agenda 21 clearly identified information, integration, and participation as key building blocks to help countries achieve development that recognizes these interactions. It emphasizes that in sustainable development everyone is a user and provider of information. »*²²⁵

La sensibilisation et la participation du public sont à encourager, en mettant les informations à disposition. Sur un même ordre d'idée, la condition préalable à la réussite des projets innovants qui mènent à la durabilité améliorée dans les grandes villes a été la bonne gouvernance, à savoir la participation des individus, des ménages, des collectivités, des associations et des ONG (Keiner, 2005, p. 3).

²²⁵ Allen, Will J. (2001). *Working together for environmental management: the role of information sharing and collaborative learning*. PhD (Development Studies). Palmerstone : Massey University, New Zealand. Trad. de l'auteur : « Comme le relève Will Allen, l'Agenda 21 identifie clairement l'information, l'intégration et la participation comme des points clés pour aider les pays à atteindre un développement qui reconnaisse ces interactions. Il insiste sur le fait que dans le développement durable chacun est un utilisateur et un fournisseur d'information. ».

Redclift (1992) identifie un consensus croissant sur le rôle des communautés quand il affirme que :

« Sustainable development might be defined by people themselves, to represent an ongoing process of self-realization and empowerment" (...) and that "the 'bottom line', in practical terms, is that if people are not brought into focus through sustainable development, becoming both the architects and engineers of the concept, then it will never be achieved anyway, since they are unlikely to take responsibility for something they do not 'own' themselves »²²⁶.

Dans un contexte de changement et de réformes telles que vécues récemment par Bagdad, le principe de la durabilité doit être introduit par étapes, et les responsabilités doivent être partagées par de nombreux acteurs. En particulier en ce qui concerne le développement urbain, qui n'est pas de la responsabilité du gouvernement central seul, mais aussi des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics. Nos engagements envers la société et la ville doivent être au niveau de contribution exigé d'eux et il n'est pas raisonnable de demander à la communauté de comprendre la mauvaise situation dans laquelle ils se trouvent, sans qu'elle s'implique dans le processus décisionnel producteur et associé à cette situation.

« le peuple ayant des pouvoirs à la mesure des responsabilités qui lui incombent et pouvant ainsi orienter les choix du pouvoir. Sa participation, indispensable à la reconstruction d'une économie nationale, ne peut être effective que s'il cesse d'être l'instrument d'une politique qu'il lui est imposée , pour devenir le moteur d'une politique qu'il choisit ou adopte. » (Partant, 1976)

Les données démographiques du pays favorisent la participation de la population dans l'élaboration des politiques. Cela est un atout redoutable si l'on considère que l'Irak est l'un des pays les plus jeunes du monde, où près de 50% de la population a moins de 19 ans. L'utilisation de la technologie a augmenté rapidement depuis 2003. 78% des Irakiens utilisent des téléphones

²²⁶ Redclift, Michael. (1992). The Meaning of Sustainable Development. *Geoforum* 25 (3): 395-403. Cité par Clayton, Barry Dalal. (2013). *Getting to grips with green plans: national-level experience in industrial countries*. Londres: Earthscan Publications. p. 56. Trad. de l'auteur : « Le développement durable pourrait être défini par les gens eux-mêmes, pour représenter un processus permanent d'autoréalisation et d'autonomisation" ... et que « l'essentiel » en termes pratiques, c'est que si les gens ne sont pas valorisés par le développement durable, en devenant à la fois les architectes et les ingénieurs du concept, alors, de toute façon, il ne sera jamais atteint, puisque les gens ont peu de chances de prendre la responsabilité de quelque chose qui ne leur appartient pas. »

mobiles et 12% possèdent un ordinateur personnel. Avec la montée de la technologie, et les bons investissements, l'Irak peut exploiter l'énergie, l'enthousiasme et la créativité de ses jeunes.

En termes de développement urbain, la contribution des activités du secteur public, à travers le secteur de logement et du commerce par la construction des bâtiments résidentiels et commerciaux, pendant les quatre années allant de 1983 à 1986, a été considérable. Ainsi, ce sont 104 000²²⁷ permis de construction qui ont été alors distribués par la municipalité de Bagdad aux citoyens dans des différents quartiers de la ville pour des différents types projets. Actuellement, la contribution du secteur privé devrait être augmentée en raison du niveau de revenu par habitant surtout de la classe moyenne qui est devenu plus élevé. Toutefois, en raison de l'absence de statistiques, on ne peut pas déterminer le pourcentage de la contribution réelle.

Actuellement, lorsque les populations doivent lutter au quotidien contre le manque de services, lorsque de surcroît elles doivent affronter les conséquences de catastrophes politiques gouvernementales comme le conflit civil interne, les guerres et la corruption qui sont à l'origine de l'échec de tous les projets stratégiques de développement, la situation devient inextricable. Et cela s'ajoute aux préoccupations environnementales qui sont souvent reléguées au bas de l'échelle des priorités. Toutefois, un investissement cohérent des gouvernements et des communautés dans la protection et la restauration adaptée peut contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans un environnement sain pour tous ; mais dans la mesure où de telles mesures sont accompagnées par des politiques de bonne gouvernance.

Conscient du mécontentement des citoyens Bagdadiens sur la performance des gouvernements locaux successifs (surtout en termes de types de projets et de dépenses budgétaires²²⁸), ainsi que de l'incapacité des autorités locales à mettre en œuvre les plans et les projets prévus, nous sommes amenés à penser sérieusement qu'il est préférable de s'appuyer sur les acteurs locaux qui pourraient être impliqués plus directement et efficacement en participant au processus de développement. Selon cet objectif, nous devrions engager une approche entièrement nouvelle dans laquelle nous proposons un travail intensif et périodique avec les autorités locales, les

²²⁷ Les données publiées par la municipalité de Bagdad

²²⁸ Au cours de la dernière décennie, les budgets nationaux irakiens ont été largement critiqués pour leur manque de transparence. L'Irak est l'un des pires acteurs de l'Enquête sur le budget ouvert, avec un score de 4 sur 100 en 2012. (Partenariat budgétaire international, 2012), ce qui indique qu'aucune information budgétaire est mis à la disposition du public.

personnes développant des affaires au niveau local, la société civile et les habitants locaux. Cette approche serait basée sur de nombreux ateliers pour échanger des opinions et des points de vue, mener des enquêtes sur les vrais besoins et explorer la capacité de la société à être un acteur dans le développement. Tout cela est envisagé comme un ensemble de pratiques destinées à aider les organisations à donner un meilleur rendement. Pour ce faire, nous recommandons ici d'appliquer des approches similaires à la « *Asset-based community development* » (Développement communautaire basé sur les atouts locaux), ou sur l'approche appelée « *Appreciative Inquiry*²²⁹» (Enquête d'appréciation).

Il s'agirait donc, de commencer en s'appuyant sur un actif (toutes sortes, notamment les réseaux sociaux), de se demander ce qu'il est possible de construire sur ces actifs, et à travers eux, de construire une vision. Une fois que cette vision est cernée, il convient de la décliner en un certain nombre d'objectifs à long terme. Puis il faut se demander: quelles sont les conditions, quelles sont les contraintes, quels sont les obstacles, dans la façon d'atteindre ces objectifs à long terme? A partir de cela il est possible d'établir des priorités et d'élaborer des stratégies, de trouver de nombreuses idées sur ce que les gens peuvent faire d'eux-mêmes, sur quels problèmes ou difficultés pour lesquels ils ont besoin d'aide, ainsi que sur ce que le gouvernement doit faire par ses propres moyens.

La participation des citoyens dans l'élaboration de la planification urbaine permet aux collectivités d'aboutir à de meilleurs résultats que ceux prévus. Ces résultats seront plus sensibles à la diversité des besoins des différents groupes urbains. Cette participation assure également la pertinence des plans lorsqu'ils sont confrontés à des ressources limitées, ce qui est le cas de tout projet urbain à Bagdad, et peut également augmenter l'efficacité des plans.

L'ensemble des politiques urbaines locales, à partir de la formulation du plan directeur, doit inclure la participation effective de la société sous la forme d'audiences publiques, la création de conseils, d'études d'impact sur l'environnement et le voisinage, des initiatives populaires pour proposer des lois urbaines, et les pratiques de la budgétisation participative. En termes de dépense des budgets, à l'heure actuelle, on observe une objection populaire grandissante sur la façon d'exécuter les dépenses de l'État, notamment pour celles des gouvernements locaux. De

²²⁹ Voir Kessler, Eric. H. (Ed.). (2013). *Encyclopedia of management theory*. (Vols. 1-2). Los Angeles: Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, Inc. Disponible sur : <http://dx.doi.org/10.4135/9781452276090>

sorte que les gouvernements municipaux organisent des consultations publiques ouvertes dans lesquelles les citoyens et les organisations individuelles peuvent exprimer leurs opinions sur les dépenses du budget.

La participation des citoyens dans l'élaboration du budget n'est pas une idée nouvelle. Cependant, la réalité administrative et le contexte social de la ville de Bagdad rendent la ville disposée à appliquer une telle pratique. Toutefois, cette pratique peut ne pas correspondre à des approches stéréotypées. En effet, la participation devrait évoluer à partir de et par la société en question. En conséquence, des investissements considérables sont nécessaires pour développer et adapter les méthodes de participation et pour soutenir les institutions qui travaillent.

Dans le même contexte, mais à l'égard du développement durable, les collectivités ont un rôle important à jouer dans la formation des citoyens en préalable à l'acquisition d'une même compréhension du développement durable, ne serait-ce que pour éliminer la confusion qui existe entre « environnement » et « développement durable » et pour décloisonner les secteurs d'activité. De nombreuses actions sont envisageables dans ce domaine : réunions et débats publics sur les thèmes de l'environnement et du développement durable, fourniture de matériels pédagogiques, illustration par des exemples concrets pour chaque secteur d'activité, création de lieux d'information et de sensibilisation, etc.

À propos de ce sujet particulier (la participation des citoyens dans l'élaboration de la planification urbaine), une réflexion profonde devrait être menée, car présenter la question de la décentralisation dans un pays où la ville rime avec diversités religieuses et confessionnelles dans un cadre politique fondé sur des quotas est une tâche bien ardue. De plus, au sein de ce cadre sociopolitique, est-il possible d'obtenir un engagement des citoyens pour la totalité de la ville, ou bien l'engagement des citoyens sera-t-il limité à l'échelle et au cadre du quartier, où ils se sentent sécurisés ? Par conséquent, afin d'assurer la participation et l'engagement des citoyens dans le projet global du développement de la ville, il faudrait que les actions liées aux interventions soient en accord avec la hiérarchie des besoins de ces citoyens.

Dans cette situation complexe, nous aimerions faire référence à ce qu'il voulait dire Harvey de la participation du public dans le processus de développement urbain. Car pour Harvey, la participation active de la population est essentielle s'il y a un « droit à la ville », qui est un droit

de la changer. Toutefois, il souligne que ce droit ne sera pas donné, il doit être saisi par des luttes politiques. Il souligne également, dans le même sens, que Henri Lefebvre avait raison d'insister sur le fait que la révolution doit être urbaine, dans le sens le plus large du terme, ou rien du tout (Harvey, *op. cit.* xvi).

Un élément fondamental de la construction de l'État est le renforcement des relations entre le gouvernement et la société, ce qui nécessite un gouvernement fort et crédible (aux niveaux central et local) et un environnement favorable à la société civile et des institutions indépendantes pour le développement - le tout soutenu par un système de contrôles et de contrepoids pour assurer la stabilité, la liberté et la résilience. Ainsi, le développement urbain durable ne sera possible que si nous nous concentrons sur la résolution des problèmes de la majorité des populations urbaines de manière à faire usage de leur propre créativité et les impliquer dans le processus décisionnel.

Par rapport aux conditions urbaines de la ville de Bagdad, cette perspective a des connotations utopiques. Toutefois, il se peut qu'elle se concrétise dans le cadre de l'élaboration de projets, de sorte que les projets deviennent une école d'apprentissage sur le plan de la concertation entre les acteurs et la participation de la population.

7.2.2.2. - Le fondement de la sécurité et de la cohésion (manière de gestion des conflits et des risques)

« Cap sur le monde : bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable »²³⁰ Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

Reconstruire la ville et surtout selon le principe de reconstruire la ville sur la ville soulève des enjeux qui dépassent la réparation des dommages physiques. Au-delà des impératifs liés au retour à la vie normale (reconstruction des équipements et des infrastructures de communication et de transport, aide au retour des populations civiles, etc.), il faut reconstituer un paysage urbain. Or, les villes reconstruites ne peuvent être semblables aux villes nouvellement créées: elles

²³⁰ Cap sur le monde : bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable est un Rapport de consultation publique : Projet d'énoncé de vision stratégique, septembre 2003, Vision 2025 pour la ville de Montréal, par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

possèdent un passé et une population qui s'est déjà constituée dans la place autant que dans l'espace (Jebrak, *op. cit.*).

Selon la vision sociale développée en Angleterre au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, dans un article intitulé « *Widening Horizons in Post-War Reconstruction* » paru dans la revue *Disaster Planning and Management* », Ray J. Green (1995) explique que la reconstruction n'implique pas uniquement la reconstruction matérielle des villes; elle doit également contribuer à la reconstruction de la paix (entre les communautés, entre les nations, etc.). Dans ce même ordre d'idées, nous admettons que les solutions physiques en elles-mêmes ne résoudront pas les problèmes sociaux et économiques. En fait, ni la vitalité économique, la stabilité des communautés, et la santé de l'environnement urbain ne peuvent être soutenues sans un cadre physique cohérent et solidaire²³¹. Cela rejoint le travail théorique du politologue japonais Masashi Haneda qui a identifié le « hardware », ou l'aspect matériel et le « software », ou l'aspect immatériel des villes. Ici, par l'aspect matériel des villes, Haneda se réfère à l'infrastructure urbaine, l'aménagement physique, et l'architecture. Bien que l'aspect immatériel des villes se réfère à des habitants et à leur interaction, dans l'ensemble, il englobe un éventail de réseaux politiques et sociaux (Dumper et Stanley, *op. cit.*, xix).

Dans cette partie de la thèse, notre réflexion vise la promotion de la sécurité en termes environnemental, social et économique, en portant une attention particulière à la cohésion et à la diversité sociale dans la ville, ainsi qu'à la justice sociale à travers laquelle on assure l'équité intergénérationnelle.

Etant donné la diversité culturelle et ethnique associée au déséquilibre dans le partage des ressources, qui se révèle à l'égard du nouveau système politique fédéral en Irak, couplé avec l'expansion d'espace de la liberté d'expression et des croyances, et aussi avec la réclamation de droits de différentes classes et communautés culturelles de la société urbaine irakienne, le système politique irakien ainsi que le gouvernance urbaine est en face de sérieux défis visant à rétablir l'équilibre entre les différents systèmes de vie, en particulier entre le système socioculturel et socioéconomique.

²³¹ Charter of the New Urbanism. In: *Bulletin of Science, Technology & Society*, vol. 20, n°. 4, August 2000, 339-341. Sage Publications, Inc.

La division sociale dans la ville de Bagdad devient évidente si l'on tient compte de ce que Ray J. Green (1995, *op. cit.*) démontre qu'une petite inclinaison en faveur de voisins de même couleur, ethnique ou racine peut mener à une ségrégation totale dans une zone donnée. Le phénomène est basé sur une boucle de rétroaction positive de séparation - préjudice - discrimination. La séparation s'auto entretient jusqu'à la ségrégation totale entre communautés, que ce soit sur des critères de genre, d'âge, de race, d'ethnie, de langage, de religion ou de préférences sexuelles. En prenant en considération la ségrégation socio spatiale actuelle de la ville, on pense que - en termes de sociologie urbaine où la ville est comme une projection au sol des rapports sociaux (Lefebvre, 1974) - la ville de Bagdad est menacée de perdre sa signification de ville, où la coexistence de différents groupes sociaux devient impossible.

Néanmoins, le conflit civil peut être positif et créatif. Il est possible de l'investir en tant que source de compétitivité entre les groupes en conflit. Cependant, quand il est violent et destructif, il représente une menace permanente importante pour la sécurité humaine ainsi que pour la consolidation de l'État et le développement. Par exemple :

*« Over the first post conflict decade, countries that develop a cohesive reform strategy outperform those that are unable to develop such a consensus by about 50 percent in terms of GDP per capita. »*²³² (World Bank, 2006).

En fonction de ce constat et de la réalité de la ville de Bagdad, la stabilité urbaine post-conflit ne peut concrètement être tenue pour garantie. Surtout dans le contexte de la fragilité de l'État actuel, tandis que les efforts de reconstruction peuvent réellement miner le potentiel des villes d'accueillir des coalitions politiques inclusives qui favorisent le développement et la transformation de l'État dans et au-delà de la ville (Beall et al., 2011).

Les données actuelles ne montrent en aucune façon que ce conflit va s'arrêter de sitôt. Donc, pour amortir ce conflit, nous pensons qu'il est nécessaire de le traiter en partant du principe qu'il constitue une caractéristique durable de la ville. En conséquence ce conflit doit donc être saisi ou

²³² World Bank. (2006). Rebuilding Iraq: Economic Reform And Transition. Economic and Social Development Unit, Middle East Department, Middle East and North Africa Region. Trad. de l'auteur : « Au cours de la première décennie post-conflit, les pays qui développent une stratégie de réforme cohérente surpassent ceux qui sont incapables de développer un tel consensus d'environ 50% en termes de PIB par habitant. »

canalisé comme une source de stimulation pour la ville et ses résidents, notamment en créant une atmosphère de concurrence et de compétitivité positive entre les parties en conflit de la ville.

En partant de l'individu comme une fin plus sublime du processus de changement et de développement, Bookchin (1995) voit la quête de justice dans la ville comme étant irréductiblement enveloppée par la nécessité pour les gens d'être membres d'une communauté et les citoyens, par opposition aux simples contribuables, comme des électeurs.

La réhabilitation de l'individu comme citoyen et comme groupe social passe par un changement des mentalités et d'approches qui généreront un citoyen nouveau, façonné par et pour un contexte nouveau, embrassant sans exclusivité l'ensemble des espaces et dimensions dont la ville constitue le point de jonction, indéniablement. De plus, elle en constitue également l'enjeu, pour son contrôle même, un contrôle social avant tout (Senoussi, 1999, p. 84). C'est aussi dans la ville que doit être formulé un nouveau contrat social afin d'éviter la juxtaposition d'entités sociales et spatiales concurrentes²³³. Pour cette raison, les accords et l'établissement de la paix ainsi que les processus de reconstruction nationalement négociés doivent tenir soigneusement compte de leur impact sur les populations urbaines et sur l'État au niveau des villes (Beall *et al.*, *op. cit.*).

S'agissant de ce qui précède, l'inspiration de Harvey "the right to the city"²³⁴ le droit à la ville, qui est l'essai fondateur de Henri Lefebvre *Le Droit à la Ville* (1968). Dans lequel Lefebvre articule une demande de transformer la façon de vivre dans la ville. La philosophe Iris Marion Young (2005, p. 86-103), dans sa défense de « la politique de la différence », regarde la ville comme lieu dans lequel une telle différence peut s'épanouir. Elle diffère quelque peu d'autres défenseurs de l'hétérogénéité urbaine puisqu'elle accepte la domination de certains quartiers par

²³³ Rapport de l'UNESCO à la rencontre mondiale " Habitat II ".

²³⁴ Le droit à la ville est une idée et un slogan qui a d'abord été proposé par Henri Lefebvre dans son livre de 1968 *Le Droit à la ville*. Lefebvre résume les idées dans ce livre Lefebvre pour exprimer une demande de transformer et de renouveler les bases de temps-espaces urbains, ou la façon de vivre dans la ville. Puis, David Harvey a décrit comme suit: "The right to the city is far more than the individual liberty to access urban resources: it is a right to change ourselves by changing the city. It is, moreover, a common rather than an individual right since this transformation inevitably depends upon the exercise of a collective power to reshape the processes of urbanization. The freedom to make and remake our cities and ourselves is, I want to argue, one of the most precious yet most neglected of our human rights". Voir Purcell, Mark. (2002). *Excavating Lefebvre: The right to the city and its urban politics of the inhabitant*. In: *GeoJournal*, vol. 58, n° 2-3, p.99-108. Aussi que, Durand Colette. (1968). Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 1968. In: *L'Homme et la société*, n°. 8, . Au dossier de la révolte étudiante. p. 250-251. [en ligne], http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/homso_0018-4306_1968_num_8_1_3129

des groupes isolés, aussi longtemps que les frontières entre quartiers restent floues. Cependant, sa pensée concerne aussi la diversité comme clef de ses objectifs:

*« In the ideal of city life freedom leads to group differentiation, to the formation of affinity groups, but this social and spatial differentiation of groups is without exclusion. . . . The interfusion of groups in the city occurs partly because of the multiuse differentiation of social space. What makes urban spaces interesting, draws people out in public to them, gives people pleasure and excitement, is the diversity of activities they support. »*²³⁵

Iris Marion Young (2011, p. 47) déclare aussi:

*« I believe that group differentiation is both an inevitable and a desirable aspect of modern social processes. Social justice (. . .) requires not the melting away of differences, but institutions that promote reproduction of and respect for group differences without oppression.»*²³⁶

Mais aussi pour le principe de l'efficacité distributive de Roberto Camagni et Maria Cristina Gibelli, (1997, *op. cit.*) qui traduit une idée d'égalité entre les citoyens, que chacun ait accès aux avantages et services qu'offrent les villes aujourd'hui :

« faire place à la diversité, la défendre, l'intégrer et la reproduire, en garantissant l'absence de discriminations, la perméabilité et la mobilité verticale de la population, le renouvellement des élites, l'accès aux opportunités».

Il est donc urgent de réintégrer les analyses des politiques dans une conception plus large des rapports entre ville et société de façon à ce que la ville bénéficie enfin des acquis du management

²³⁵ Young, Iris Marion. (2005). « Justice and the Politics of Difference ». In : Fainstein, Susan S, Servon, Lisa J, *Gender and planning: a reader*. New Brunswick : Rutgers University Press. p. 86-103. aussi que, Fainstein, Susan S. (2005). « Cities and Diversity Should We Want It? Can We Plan For It? ». In : *Urban affairs review*, vol. 41, n°1, p. 3-19. Trad. de l'auteur : « Dans l'idéal de la de la vie urbaine, la liberté conduit à la différenciation du groupe, à la formation de groupes d'affinité, mais cette différenciation sociale et spatiale des groupes est sans exclusion (...) L'inter pénétration des groupes de la ville se produit en partie à cause de la différenciation multi-usages de l'espace social. Ce qui rend les espaces urbains intéressants, ce qui attire les gens en public, et leur donnent du plaisir et de l'intérêt, c'est la diversité des activités qu'ils soutiennent. »

²³⁶ Young, Iris Marion. (2011). *Justice and the Politics of Difference*. Princeton NJ: Princeton University Press. Trad. de l'auteur : « Je crois que la différenciation de groupe est à la fois un aspect inévitable et désirable des processus sociaux modernes. La justice sociale (...) ne requiert la mise à l'écart du mélange des différences, mais des institutions qui promeuvent la reproduction de et le respect pour les différences de groupes, sans oppression. »

public. Pour une durabilité sociale, l'ambition est de maintenir les services, à la fois sociaux et commerciaux, en particulier dans les centres des petits et des grands quartiers contradictoires au sein de la ville. De plus, la contribution principale de la durabilité sociale plus urbaine est de renforcer la compétitivité de l'autorité locale (conseils municipaux) du quartier en faisant en sorte que le quartier et ses frontières - qui peuvent être d'ailleurs traités comme des zones urbaines sensibles incluses dans le programme de réhabilitation urbaine national – soient plus attrayants pour investir de nouvelles qualités de relations sociales entre les groupes en conflit.

La ville doit également réviser les modalités de mise en œuvre du principe du développement équilibré, de manière à ce que les interventions effectuées dans ce cadre ne puissent pas avoir d'impact négatif sur l'objectif d'unité. Dans cette optique, le développement équilibré devra porter davantage sur l'action économique directe que sur les infrastructures de service. Il devra favoriser l'implantation d'équipements ayant pour effet d'augmenter les occasions de rencontre des jeunes des différentes localités et des différentes régions, et de favoriser les complémentarités, les solidarités, et les occasions de brassage de la population.

7.2.2.3. - La nécessité d'articuler l'échelle globale et locale dans le développement urbain

7.2.2.3.1. - La nécessité d'intégrer une vision globale et des étapes sectorielles dans le développement urbain de la ville

« Une ville à réussir dans l'ensemble »²³⁷

La ville durable d'après Christine Voiron-Canicio (2005) est celle qui assure ses fonctions urbaines en optimisant son fonctionnement pour satisfaire les multiples attentes de ses habitants, mais c'est aussi une ville dont le développement se fait en harmonie avec celui des territoires voisins et dans le respect des écosystèmes globaux. Les méthodes et outils d'urbanisme et de planification doivent donc aborder la ville dans ces deux dimensions de durabilité.

Le bilan des politiques et des actions urbaines à Bagdad nous a tout d'abord conduit à mettre en cause la négligence et la faiblesse du rôle des acteurs locaux, puis on a souligné le déficit

²³⁷ Sommet de Montréal, Bilan des réalisations 2002-2005

méthodologique et la faiblesse des modèles de développement urbain qui n'ont pas été en mesure d'équilibrer ni de développer l'ensemble de Bagdad. Le problème, en ce qui concerne les politiques publiques demeure toujours celui du fossé qui sépare encore les recherches sur les politiques de développement, et les réflexions et les perceptions générales sur l'état global de la société contemporaine. Une des lacunes principales s'est installée fortement à Bagdad est l'absence d'une approche pertinente qui tienne compte à la fois de la globalité de la ville de Bagdad et des caractéristiques des zones et des projets locales partielles.

En fait, généralement la stratégie de reconstruction doit se concentrer simultanément sur les besoins et les initiatives à court terme et la poursuite des réformes structurelles des objectifs de développement à long terme. À court terme, deux types d'actions de reconstruction sont envisagées dans le cas de l'Irak. L'une concerne les initiatives visant à stabiliser l'économie, les autres réponses rapides aux besoins de base de la société dans des différents domaines (logement, santé, éducation, etc.).

À l'échelle urbaine, face aux phénomènes croissants de périurbanisation et à l'étalement périphérique, ainsi que face à la dévalorisation de différentes zones urbaines dans la ville (dans le centre et au sud et sud est) de Bagdad et les besoins de logement et des établissements publics, le gouvernement a lancé des projets de reconstruction à petite échelle qui ciblent ces besoins communautaires urgents.

Néanmoins les projets ou la stratégie de développement à long terme ne sont pas une priorité initiale du gouvernement. Cette situation n'a pas évolué, même après dix ans de début du changement en 2003.

La préoccupation du temps long est souvent absente de l'action politique. Selon Françoise Rouxel (1999), le court terme et le long terme ont tendance, de nos jours, à se dissocier et à ne pas dépendre l'un de l'autre :

Les logiques sectorielles tendent à s'autonomiser les unes des autres, les orientations prospectives à long terme semblent se détacher du court terme à qui il reviendrait la gestion quotidienne des territoires. Il s'en suit que l'action quotidienne manque fréquemment de repères stratégiques en s'appuyant sur l'urgence des situations, la

*rentabilité à court terme, l'opportunisme des interventions, le cas par cas des décisions, tandis que la planification et la gestion dans la durée ne sont pas assurées*²³⁸.

La preuve en est que de beaucoup de situations de transition et sortant d'un conflit révèle que les réformes fragmentaires ont tendance à échouer. Ainsi, la reconstruction implique des tâches interdépendantes, de sorte que les stratégies de reconstruction doit être cohérente et intégrée (Henderson, *op. cit.*).

Ainsi, la gestion des situations du quotidien ne doit pas seulement répondre à la nécessité du court terme mais bien prendre en considération les conséquences de sa mise en œuvre sur le futur. Court terme et long terme sont donc interdépendants dans la mesure où les décisions prises à court terme peuvent affecter d'autres développements futurs.

Donc, on insiste sur la nécessité de parvenir à des approches pour combler ces lacunes en matière de politiques de développement urbains à Bagdad, ce qui est crucial pour un développement adapté à venir. Il devient urgent d'organiser une stratégie urbaine globale qui puisse régler les problèmes des zones dégradées et ceux des périphéries étalées dans l'ensemble de Bagdad, ainsi que pour harmoniser les différents projet et efforts sectoriels de planification au niveau local avec le développement de la ville élaborées en perspective global. Les politiques urbaines durables devrait être réfléchies dans le sens d'un renforcement de l'identité de la ville et de la disparition de l'opposition sectoriel / globale et entre centre / périphéries.

Avec les politiques sectorielles l'intervention de État va donc avoir pour objectif d'ajuster, dans la mesure du possible, la reproduction du secteur ou la zone concernée avec des objectifs plus globaux touchant la reproduction de la société toute entière. Ajoutons que ce plan de gestion global et partagé n'aurait pas pour objectifs de se substituer aux politiques et aux projets sectoriels (sauf nécessaire), mais à les encadrer et à les coordonner dans une perspective de développement durable.

²³⁸ Rouxel, Françoise. (1999). « L'Héritage urbain et la ville de demain. Pour une approche de développement durable ». Paris : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, p. 22. Cité par Didier, Cécile. (2007). In : *Le développement urbain durable: pour une approche différente de la vie urbaine*. Séminaire: Politique, culture, espace public. Sous la direction de Bernard Lamizet. Tenu le 30 août 2007

7.2.2.3.2. - La nécessité de penser le développement durable localement dans un contexte de globalisation (penser global/ agir local)

« Le concept de développement durable précise que l'amélioration de la qualité de vie des êtres humains, objectif des démarches de développement dans les quartiers prioritaires, ne peut se faire au détriment de la qualité de vie d'autres individus sur la planète (dimension spatiale) ou des générations futures (dimension temporelle). L'accroissement du bien-être de tous ne se conçoit alors que dans la prise en compte décroisée des multiples dimensions (sociale, économique, environnementale...) et des différentes échelles (du local au global) de ce bien-être. » (Brodach et Goffi, 2005)

Les changements et mutations que l'Irak a vécus récemment, ont bien montré que les conditions sociales, la santé, la culture, la démocratie, et les questions de sécurité, la survie et l'environnement sont étroitement liés dans un panorama plus large de dépendance régionale et mondiale. Également, les collectivités locales sont soumises à la décision de niveaux régionaux et sont connectées aux marchés mondiaux et vice versa. Donc, *« la mise en œuvre de tels projets de développement durable implique, de manière inhérente, la concertation et l'implication des parties prenantes » (Ibid.)*. Ainsi, les objectifs et les modalités de la politique de la ville, qui sont respectivement l'augmentation de la qualité de vie et du bien être, et également la participation des habitants, des secteurs privés et des sociétés nationales et transnationales devraient avoir une proximité certaine avec le développement durable. Autrement dit, il s'agit ici d'organiser ce partenariat entre le gouvernement et l'autorité locale du territoire avec cette entité collective pour qu'elle participe au développement économique et social de la ville, en partenariat avec le gouvernement.

Par d'autres perspectives, ouvrant la ville au monde, la métropolisation met l'accent sur le réseau. D'ailleurs, la rencontre avec l'autre fait sauter les barrières et pas seulement les barrières tarifaires, la référence proprement nationale, elle provoque la rencontre du local et du global, source de nombreuses interrogations et problèmes, promesses et incertitudes²³⁹. En d'autres

²³⁹ Robert Escallier, (2002), « Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives ». In : *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 64, *Les enjeux de la métropolisation en Méditerranée*. Mis en ligne le 15 juin 2004. Disponible sur: <http://cdlm.revues.org/document68.html> . (Consulté le 27 février 2008).

termes, la restructuration de la ville et l'organisation interne affecte la montée en puissance internationale de la ville et vice-versa, la montée en puissance internationale affecte l'organisation interne.

Avec la métropolisation, la métropole « *se définit plus par le **rayonnement international** de ses entreprises, de ses capitaux, de ses universités, que par des fonctions traditionnelles régionales et par un arrière-pays dont elle tirerait ressources et puissance* » (Ascher, 1995, *op. cit.*).

Selon cet aspect de connectivité, les villes sont devenues des nœuds stratégiques dans des systèmes urbains plus globaux et plus complexes. Le marché mondial considère les villes comme des espaces « en vente » qui peuvent fournir des services adéquats aux entreprises internationales qui ne sont pas nécessairement situées dans la ville.

*« Par métropolisation, au sens actuel du mot, nous entendons **l'ensemble des processus induits par la mondialisation**, affectant le système productif par valorisation des relations financières, de l'innovation, de l'information, et privilégiant les lieux qui les contrôlent, les initient, à savoir les métropoles .»*²⁴⁰ (Mirloup, 2002).

L'expérience américaine que nous avons abordée dans la partie précédente, dans laquelle l'administration américaine de Paul Bremer a tenté d'ouvrir Bagdad sur le marché mondial et sur les sociétés d'investissement transnationales n'a pas porté ses fruits comme prévu, bien au contraire. L'amélioration qui était visée, c'était que la ville allait évoluer au delà de ces stratégies concurrentielles et, tout en reconnaissant la dynamique régionale et mondiale des marchés, intégrer des critères environnementaux et sociaux spécifiques formulés localement dans les politiques et les processus décisionnels de planification.

Il est important de bien s'assurer que ces activités économiques répondent aux exigences du développement durable et ne vont pas à l'encontre de ses objectifs. Les critères qui peuvent être exigés sont les suivants :

- l'investissement s'inscrit-il dans le cadre d'une politique de développement à long terme et les emplois créés concernent-ils en priorité les habitants de la ville ou du territoire proche ?

²⁴⁰ Mirloup Joël, (2002), *Régions péri métropolitaines et métropolisation*. Orléans : Presses universitaires d'Orléans.

- l'entreprise qui s'installe s'engage-t-elle dans une démarche de production respectueuse de l'environnement (prévention des risques de pollution de l'air, de l'eau, traitement des déchets, non pollution du sol et de sous-sol, etc.) et contribue-elle au développement social économique de la communauté locale ?
- l'entreprise qui s'installe pour faire des investissements doit-elle s'appuyer ou utiliser prioritairement les ressources matérielles et humaines locales pour l'approvisionnement de sa production ?

L'initiative du Pacte mondial²⁴¹ signée entre l'Irak et l'Organisation des Nations Unies vise à renforcer le rôle du secteur privé (surtout des sociétés transnationales) et à promouvoir des pratiques commerciales responsables à travers des partenariats durables et des engagements envers les droits humains, les normes du travail, la durabilité environnementale et la transparence dans les opérations commerciales. Ce pacte serait utile afin d'organiser et coordonner ce partenariat entre les acteurs locaux et mondiaux ?

Par une autre perspective, en ce qui concerne l'ouverture de la ville à l'échelle nationale et son intégration dans le territoire (Fig. 79), Robert Escallier rapporte qu'à Bagdad, malgré l'extension prise par son tissu urbain, ses réalisations monumentales ne peuvent guère compter sur des satellites. Les centres *de Karbala ou Al Hillah* (on ajoute ici *Falaja, Altaji et Abou Ghraib*) ne semblent pas être des villes d'appui complémentaires. Trop macrocéphale, la capitale irakienne fait le vide autour d'elle et si une véritable métropole se développe ici, elle le fera en s'appuyant sur ses propres forces (Troin, 2002).

Ce constat prend deux directions. D'abord dans le passé récent il a été au cœur de la question urbaine de la ville, mais actuellement il est obsolète. Aujourd'hui, l'équation a changé et ces villes satellites sont devenues compétitives sur les plans national et international. A cet égard, il insiste sur le fait qu'il faut dépasser cette image traditionnelle négative des relations régionales de la ville afin de créer des projets pour ouvrir la ville vers ses régions, ce qui pourrait dynamiser les villes et la région à la fois.

²⁴¹ Voir : <http://iq.one.un.org/global-compact>: Lancement du Pacte mondial et du Réseau local d'Irak. 15 octobre 2011. Sous le patronage de l'Organisation des Nations Unies et de gouvernement de l'Irak 30 sociétés irakiennes signent le Pacte mondial et de lancer le Réseau Irak, pour la promotion de Responsabilité Sociale des Business.

En deuxième lieu, la métropolisation est également exprimée par des changements dans l'organisation spatiale des villes. La périurbanisation prend de nouvelles formes avec l'émergence de structures urbaines multicentriques et la spécialisation de la ville-centre dans les fonctions métropolitaines. Ce constat de Robert Escallier confirme une partie du processus de la métropolisation à Bagdad, lequel signifie un mouvement spatial qui affecte la croissance de la ville : concentration des richesses, des hommes, des capitaux, des savoirs, des techniques. Il contredit complètement l'autre partie du processus de la métropolisation où il y a extension urbaine avec la satellisation du territoire périphérique par le centre-ville.

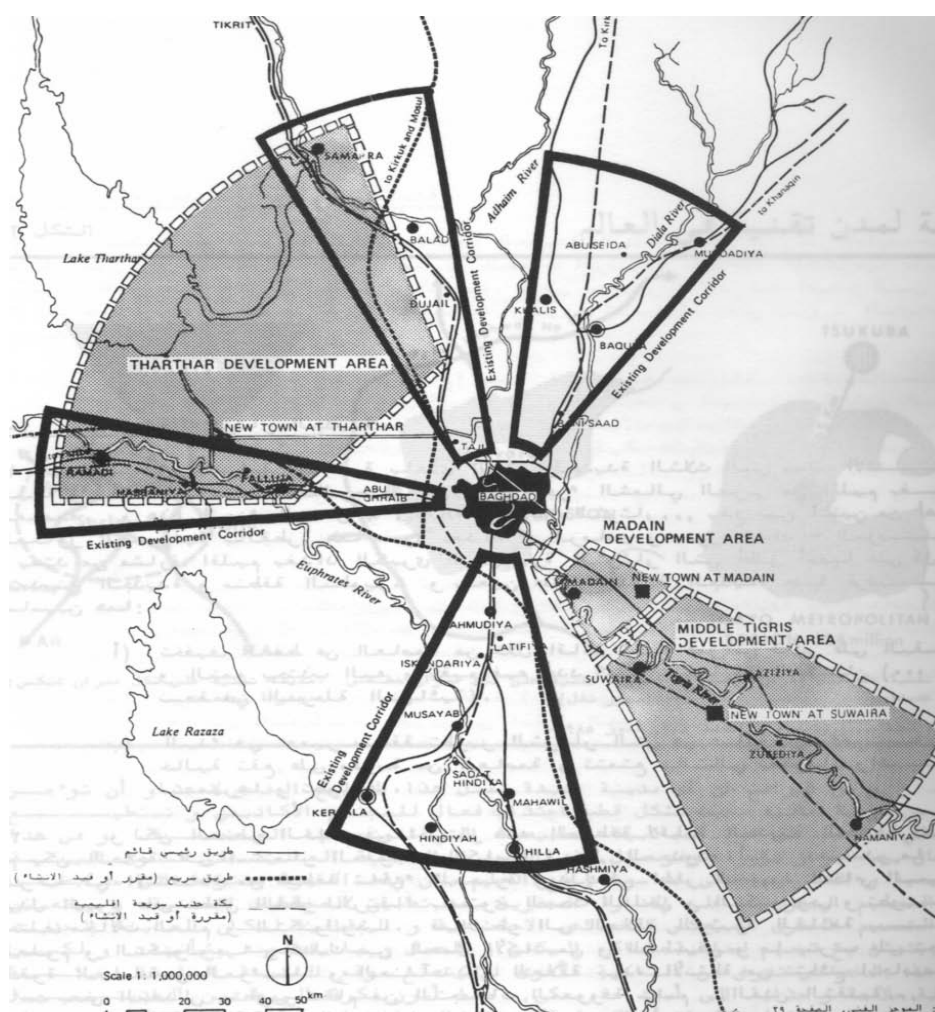


Fig. 79: Les directions de la croissance urbaine de la ville en relation avec les villes satellites dans la région. Source : Plan de développement global pour la ville de Bagdad, dans la perspective de 2030. Source : Municipalité de la ville de Bagdad

La nécessité d'une reconstruction d'après-guerre combinée à la politique sociale-démocrate, dans de nombreux domaines, mène à l'action dramatique du gouvernement dans le remodelage de la métropole. La métropolisation de la ville de Bagdad fut peut-être le projet le plus ambitieux du gouvernement de Saddam Hussein. Ce projet de développement urbain a été basé sur les quartiers centraux en tant qu'unités spatiales d'un projet stratégique de métropolisation. Par conséquent, l'erreur pouvant être pointée ici, est que le projet a été une métropolisation de quartiers au lieu d'une métropolisation du grand espace de la ville. Ce projet a conduit à l'isolation de la ville de son territoire et de sa périphérie et l'a fermée sur son centre urbain ancien. Aujourd'hui, face aux phénomènes grandissants de périurbanisation et à l'étalement périphérique, avec la dévalorisation des zones centrales et du nombre de quartiers de la ville de Bagdad, il devient urgent d'organiser une stratégie urbaine globale qui puisse régler les problèmes des zones dégradées et ceux des périphéries étalées dans l'ensemble de la ville. Tout projet de métropolisation de la ville devrait prendre en considération l'intégration de toute l'agglomération.

Le quartier est important comme territoire d'intervention dans la mesure où il regroupe des activités et des populations diverses qui doivent coexister, se contrarier l'une l'autre ou négocier activement les conditions de leur coprésence. Les activités peuvent occuper le même espace dans la mesure où leur déroulement favorise la mixité entre les fonctions résidentielles et commerciales, les services de proximité, les loisirs, la culture et l'accès aux équipements collectifs. Il se peut que le quartier soit considéré en tant qu'unité spatiale opératoire stratégique pour l'implantation (point du départ des actions) du projet de métropolisation avec un objectif à court terme - néanmoins dans un cadre assurant une vision globale à long terme – fondé sur les raisons suivantes:

- la capacité administrative institutionnelle limitée de la ville;
- le manque de données et de statistiques exactes de la ville entière ;
- la dispersion des installations informelles dans la ville ;
- l'adaptation à la ségrégation spatiale actuelle de la ville en quartiers ;

- l'appui de la communauté locale pour participer au projet de développement ainsi que la promotion du sens de place et de l'appartenance spatiale des habitants.

Les agglomérations de demain se structureront moins par une planification stricte que par une philosophie forte qui touche les débats de société, une vision globale et flexible, capable d'énoncer des objectifs stratégiques sur du long terme sans forcément en fixer les modalités. C'est à l'échelle du quartier, en revanche, que passe plus que jamais l'urbanisme opérationnel²⁴². C'est donc à cette échelle que doivent se retrouver les préconisations pragmatiques, représentantes concrètes d'une philosophie plus vaste. Cependant, le risque est grand que le niveau global reste un énoncé de vœux pieux que ne relaye pas le niveau local. C'est pourquoi l'articulation entre les deux niveaux reste fondamentale et que la prise d'engagements du niveau local vers le niveau global doit être déterminée avec la plus grande attention.

Dans cette perspective de l'articulation du local et du global, le développement urbain durable peut être défini comme le développement qui renforce l'attrait mondial et régional de la ville, et assure que la ville remplit sa juste contribution aux engagements internationaux, régionaux et nationaux en matière de développement durable. Tout en assurant en même temps une réponse sensible aux besoins spécifiques, les possibilités de ressources et les contraintes de la diversité de ses territoires et des groupes de citoyens.

7.2.3. - Soutenir les économies des villes

Cette partie de la recherche propose un ensemble d'orientations susceptibles d'aider la ville dans son rôle de moteur de croissance économique. Elles portent notamment sur l'amélioration du climat de l'investissement infranational, le renforcement de la compétitivité et les partenariats avec le secteur privé.

Malgré la richesse en ressources pétrolières du pays, les indicateurs de développement humain et urbain de l'Irak sont désormais parmi les plus faibles dans la région. Mais cette richesse correspond à des ressources finies, et d'un accès limité dans certaines régions (surtout quand on

²⁴² L'introduction des Critères du « Développement Durable » lors de l'élaboration de plans d'aménagement. Partie 1: Guide Pratique, Mai 2007.

sait qu'elle n'est pas disponible dans la ville de Bagdad²⁴³) et qu'elle ne créera donc pas une manne de richesses à perpétuité pour la ville. Cela exige la nécessité du développement des orientations économiques d'investissement urbain au niveau national et régional pour permettre aux villes, d'une part, d'être convenablement reliées aux marchés internationaux par l'organisation de l'environnement économique (marché de production) intérieures. D'autre part, pour attirer des investissements dans les villes, la première démarche consiste souvent à améliorer le climat de l'investissement infranational. A cet égard la ville peut valoriser son patrimoine culturel dans une démarche de développement du tourisme durable. Cela en termes de nouveaux espaces commerciaux et d'investissement de la centralité urbaine, d'élaboration de programmes de réaménagement d'anciennes zones à usages préindustriels dans la zone transitionnelle de la ville, et de revitalisation urbaine pour transformer des friches et des immeubles inutilisés en espaces de nouveau actifs et productifs. En visant à créer des conditions favorisant l'accueil d'une économie diversifiée, de nouveaux outils devraient également être examinés pour développer les compétences de la ville en matière d'information sur le marché afin d'attirer de nouveaux investisseurs individuels ou des entreprises, des services financiers et des promoteurs immobiliers dans les quartiers vétustes mal desservis des vieilles villes.

7.2.3.1. - Faire un diagnostic dynamique de la ville en identifiant et valorisant notamment ses atouts en visant à créer des conditions favorisant l'accueil d'une économie diversifiée

Une économie performante est la clé de l'attractivité de la ville de Bagdad et de sa région. Cette attractivité est nécessaire à la fois pour attirer de nouvelles activités, mais également pour le maintien et le développement de toutes celles qui sont déjà présentes.

Tout d'abord, l'économie de la ville va continuer à croître, à créer des emplois et à attirer les investissements. La prospérité économique de la ville demeure donc une priorité. Il faut néanmoins être conscient que la croissance économique signifie également de nouveaux

²⁴³ Paradoxalement, actuellement et auparavant, Bagdad se taille la part importante de cette richesse grâce à son statut de capitale du pays d'une part, et d'autre part, parce que la richesse du pays est répartie en fonction des ratios de population. Or, Bagdad est le foyer de plus de 20 % de la population. Cette situation, semble-t-il, ne durera pas longtemps à la suite de protestations de la part des régions productrices de pétrole afin de reconsidérer et revoir cette façon à répartir les ressources de richesses du pays. Voir le chapitre 4 de la deuxième partie.

développements. La ville doit donc pouvoir faire face à une telle expansion et faire en sorte que la croissance ne soit pas entravée. Pour cela, elle doit être en mesure d'offrir de l'espace pour de nouveaux bureaux, des hôtels, des centres commerciaux, des logements ainsi que de meilleures infrastructures de transports, etc.

Dans un climat de concurrence économique entre les villes, en particulier au niveau local et sous les lois économiques créées par le nouveau système politique fédéral²⁴⁴, de nombreuses villes dans le pays ont commencé à attirer des projets d'investissement et de développement économique qui, à l'origine, étaient consacrés à Bagdad uniquement. Ainsi, ces villes sont maintenant en mesure d'initier et de fonder quelques projets stratégiques comme l'implantation d'industries lourdes et d'un aéroport, ou d'installations culturelles telles que des musées ou des universités. Tandis qu'à Bagdad, le gouvernement local de la capitale vit dans le passé, sans prêter attention à ce danger économique provenant de ce nouveau système fédéral qui vient pour la première fois du système politique qui, habituellement, a toujours été au service de la capitale.

De ce fait, nous avons ressenti le besoin impératif de rechercher et de trouver des alternatives économiques pour la durabilité du développement urbain dans la ville. Pour ce faire nous proposons un diagnostic dynamique de la ville en identifiant et valorisant notamment ses atouts, tout en visant à créer des conditions favorisant l'accueil d'une économie diversifiée. Car cela s'avère nécessaire comme solution adaptée et durable.

7.2.3.2. - Les atouts de la ville

Actuellement, les villes Irakiennes sont les pôles de restructuration de l'économie locale du pays. Les stratégies de développement des villes ayant une forte composante de développement économique local se fondent souvent sur une analyse de la compétitivité ou d'une analyse de type atouts-attraits, pour identifier les industries de transformation ou de services porteurs pour l'économie de la ville. Des secteurs précis peuvent être ciblés à Bagdad tels que le centre de l'administration gouvernementale, industrielle, éducative et culturelle de l'Irak. Tous les grands ministères, des institutions gouvernementales et les ambassades étrangères y sont situés. L'économie de la ville avant 2003 est basée sur le raffinage du pétrole et sur la production du

²⁴⁴ Cette loi est appelée loi de pétro-dollar. Voir le chapitre 4 de la deuxième partie.

cuir, de tapis, du textile, du ciment et des produits du tabac. En outre, la ville héberge trois universités et elle possède de nombreux musées, notamment le Musée national irakien. De plus il y a l'aéroport international.

Les études économiques ont estimé que les principaux avantages comparatifs que la ville de Bagdad pourrait exploiter à court et long termes dans la concurrence nationale ainsi qu'internationale auraient pour supports son potentiel touristique, son potentiel dans les services publics de l'éducation (universités et centres de recherche) et de la santé (grands hôpitaux), ainsi que des industries culturelles et de l'artisanat d'art (bijouterie). Ces secteurs sont, en effet, ceux pour lesquels la ville possède un réel potentiel et, en même temps, ceux pour lesquels il existe un marché non encore saturé à l'échelle internationale et régionale.

Ce potentiel inhérent à l'économie et à la société irakienne peut réorienter le développement urbain pour le bien-être de la société, car les ressources sont toujours valables, mais ceux qui peuvent investir sur ces ressources sont partis ou absents.

Parmi les projets économiques stratégiques pour soutenir l'économie de la ville et renforcer sa position de capitale auprès des entreprises, nous pourrions recommander les projets de transport tels que ceux semblables à celui de la liaison Bagdad-Berlin qui a été proposé à l'époque de la monarchie. Les projets de ce type ont un impact stratégique par rapport à la capacité aéroportuaire actuelle limitée de la ville et son emplacement géographique exceptionnelle. De tels projets auraient un impact sur les efforts actuels visant à promouvoir le rôle de passerelle de la ville, autant sur la portée nationale, régionale que mondiale.

On pourrait aussi profiter de la situation géographique au niveau national pour faire de la ville une station terminale majeure pour la connexion des réseaux de transport au niveau national. Car tous les transport du nord vers le sud de pays passent actuellement par Bagdad.

Il est également possible d'envisager la création de grands projets culturels y compris, par exemple, de villes dévolues à des activités de production médiatique, ou des musées spécialisés, des centres de recherche spécialisés, sur le modèle de la "Silicon Valley". Ou encore des cités universitaires qui peuvent contribuer à développer le système universitaire national jusqu'alors basé dans la seule ville de Bagdad.

7.2.3.2.1. - Le Statut politique et géopolitique de la ville

La "Ville de la Paix" a connu peu de paix, car elle est située au cœur du système eurasien, où les rêves de pouvoir et d'autorités ont toujours été en conflit avec les possibilités de la civilisation urbaine (Dumper et Stanley, *op. cit.*, p. 55).

Le géographe Michel Foucher (1991) définit, dans *Fronts et Frontières*, la géopolitique comme :

« une méthode globale d'analyse géographique de situations sociopolitiques concrètes envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent. »

Chaque situation géopolitique qui se déroule à un moment donné fait presque constamment référence à des événements antérieurs, vieux de plusieurs siècles ou de quelques années. Dans cette perspective, l'histoire peut évidemment nous expliquer comment nous sommes arrivés à telle ou telle réalité, mais aussi elle peut, dans une certaine mesure, nous fournir quelques idées sur comment on peut sortir de cette réalité quand elle est inconvenante. De ce fait, comment comprendre la dégradation d'une ville comme Bagdad sans tenir compte de la connaissance des rivalités de pouvoir qui se sont historiquement succédées sur le territoire de la péninsule Arabique. Ce conflit a été traduit géographiquement en cherchant à accéder au statut de commandant, de "leadership", au niveau du modèle de développement urbain.

Avec l'amélioration des transports (Iraqi Airways) et des communications, la ville de Bagdad est désormais directement liée à de nombreux marchés internationaux (Fig. 80). En effet, les voies aériennes et les voies terrestres passant par la ville de Bagdad relient l'Irak au monde entier. L'accès par la mer, en revanche, passe par la deuxième grande ville du pays dans le sud, *Al Bassorah*. Mais, toutes les voies doivent nécessairement passer par Bagdad pour être reliées au centre et au nord du pays. L'ouverture internationale de l'Irak se traduit par des échanges, un dynamisme économique et une activité culturelle des plus intenses dans la ville de Bagdad. Dans l'avenir, cette ouverture ne cessera de s'accroître, avec le mouvement inexorable vers la mondialisation et la chute des barrières douanières, avec l'intégration des économies et des biens aux échelles régional, surtout par les voies terrestres proposées et passant par la ville de Bagdad si l'on compare à d'autres moyens qui existent dans autres pays.

Actuellement, au niveau local, cette ouverture entraîne le financement de la consommation, l'augmentation des prix internes et des coûts de production, la réduction de la compétitivité des produits locaux, et peut handicaper les exportations. Donc, l'avantage et le défi clé se trouvent dans la capacité de la ville à appuyer sur cette ouverture et à essayer de la traduire en avantage, en réorientant les afflux financiers importants en provenance de l'étranger et les surplus de ses revenus vers une forme de capitaux économiques ou sociaux, de dépôts bancaires par exemple ou d'investissements productifs.

Dans ce domaine, nous recommandons, et nous préférons également, d'essayer de simuler des modèles mondiaux ou régionaux réussis, tels que Dubaï (Dumortier, 2007, p. 628-644) ; Dumortier et Lavergne, 2002, p. 41-59)²⁴⁵ ou d'autres, à titre de preuve ou de guide dans le processus de la traduction de cette propriété importante de la ville à s'appuyer sur des actifs économiques durables, ce qui peut être utile, d'abord pour raccourcir le temps et pour profiter d'un avantage comparatif en ce domaine.

L'étude des relations entre géographie et développement économique nous enseigne que Bagdad dispose d'un avantage comparatif majeur par rapport aux autres capitales d'autres pays du Moyen-Orient arabe, soit ses voies terrestres. À cet égard, les études de la Société Générale des Ports de l'Irak et la compagnie française CMA CGM (le 3ème groupe mondial de transport maritime en conteneurs) indiquent que le projet « canal sec » ou « les voies terrestres » sont comme un début de changement profond de la carte de l'économie mondiale, car elle élimine le rôle portuaire du Golfe et du Canal de Suez en Egypte²⁴⁶, et que les revenus de ce projet sont supérieurs à tout autre projet économique (voire même les revenus pétroliers). C'est là que les compagnies maritimes mondiales ont exprimé un fort désir de contribuer à ce projet.

L'objectif de cette stratégie est de promouvoir le rôle de passerelle de la ville. Ainsi des projets comme celui de la construction de zones logistiques pour le déchargement et la réexpédition des

²⁴⁵ Voir à ce sujet Dumortier, Brigitte. (2007). Développement économique et contournement du droit: les zones franches de la rive arabe du golfe Persique. In *Annales de géographie* (No. 6, pp. 628-644). Paris : Armand Colin. Voir aussi Dumortier, Brigitte, et Lavergne, Marc. (2002). Dubaï: ville du pétrole ou projet métropolitain post-pétrolier?/a Petroleum City or a Post Petroleum Metropolitan Project ? In : *Annales de géographie*. Vol. 11, n° 63, pp. 41-59. Paris : Armand Colin.

²⁴⁶ Le projet sera réduit à des milliers de miles off shore et on shore, et à environ 20 à 25 jours pour les entreprises de transport dans l'eau arabe et la Mer Rouge pour traverser le canal de Suez vers l'Europe, pour décharger et embarquer les marchandises. De plus, les économies dans les dépenses sont estimées à des dizaines de millions de dollars pour les pays et les compagnies maritimes concernées ainsi que pour le commerce mondial.

biens, le développement de projets de transport, terrestres et fluviaux, en particulier afin de profiter des fleuves du Tigre et de l'Euphrate (Bagdad occupe un site déjà aménagé pour le commerce fluvial sous Nabuchodonosor II.)²⁴⁷, ainsi que la création de zones franches et de ports terrestres, devraient être considérés comme des projets prioritaires d'une importance absolue dans les plans de développement économique et urbain au niveau régional et national.

Ce résultat ne peut pas être atteint par les seules municipalités. Une politique nationale coordonnée est indispensable pour que les villes, d'une part, soient convenablement reliées aux ports et aux autres infrastructures de transport et pour que d'autre part, elles aient des interactions et des interconnexions suffisantes avec leur arrière-pays de manière à offrir des débouchés à la production agricole et être des centres de production agroindustrielle et de commercialisation.

On suggère ici que consacrer aussi une partie du budget de la collectivité locale pour le développement de tels projets aiderait à mieux intégrer la participation des citoyens dans la prospérité économique de la ville, ce qui serait plus rentable sur le long terme, que d'orienter la dépense pour le revêtement des rues ou de construire des trottoirs ou de développer certains mobiliers urbains, qui d'ailleurs seront bientôt retirés en raison de travaux d'excavation liés à l'installation de l'infrastructure.

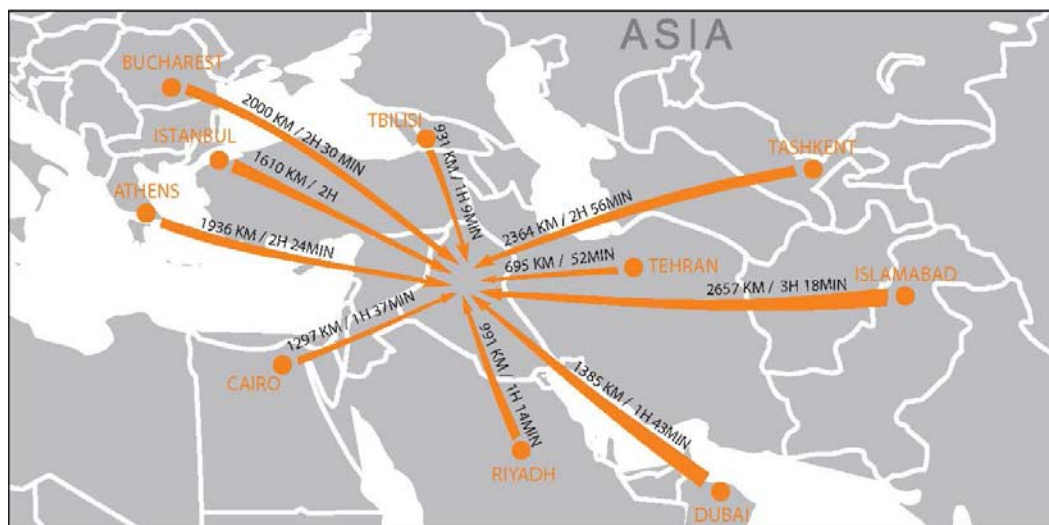


Fig. 80: Quelques unes des connexions et lignes aériennes internationales de l'Irak à travers Bagdad.

Source : site internet de Iraqi Airlines

²⁴⁷ Des études des autorités irakiennes compétentes indiquent que la situation de l'eau sur ces fleuves est compatible avec les plupart des transports fluviaux. Cette compatibilité va être augmentée à la suite de travaux supplémentaires pour étendre les cours d'eau.

7.2.3.2.2. - Le Statut urbanistique de la ville

Il s'agit ici de proposer des projets d'étude pour la valorisation du patrimoine historique, naturel et du paysage urbain. Ces projets s'inscrivent dans la reconnaissance des ambiances urbaines et de l'identité de chaque quartier et zone de la ville pour exploiter le patrimoine culturel qui s'y trouve pour promouvoir le développement économique local.

Dans un sens général, investir dans la conservation et la reconversion du patrimoine permet de :

- renforcer l'économie ;
- inciter à la création d'emplois ;
- faciliter la revalorisation urbaine ;
- inciter l'activité du secteur privé par le biais de la réhabilitation de la zone commerciale dans le centre historique de la ville ;
- stabiliser et augmenter la valeur foncière ;
- augmenter l'impôt foncier pour une augmentation des ressources financières visant à soutenir les institutions locales.

L'identité de la ville de Bagdad est le produit de la contribution de nombreuses générations à la culture urbaine. Le développement urbain et la forme actuelle reflètent sa situation historique particulière. Cette identité peut être déclinée selon différents éléments culturels qui peuvent avoir un rôle, ou être investis comme des atouts dans le développement de la ville à venir. Parmi ces atouts on relève : **l'aspect démographique, le fleuve, le centre ville et l'héritage urbain, les services publics.**

L'aspect démographique

La communauté Bagdadienne d'aujourd'hui est une communauté qui se transforme assez rapidement et en profondeur si on la compare à son passé et si l'on regarde ces profondes mutations sociales actuelles qui vont certainement contribuer à modifier considérablement le

visage de nos sociétés dans les années à venir. Ces tendances lourdes contribueront à motiver et à modeler l'organisation sociale et spatiale de la ville et de la région de Bagdad.

La croissance démographique ne ralentira pas de sitôt en Irak, ce que nous indiquent toutes les études récentes du ministère de la planification. Ce ministère confirme que la population de l'Irak est passée de 29 millions à 31,60 millions en seulement deux ans, soit une augmentation de 2,6 millions de personnes par an. Cependant, un grand pourcentage de cette population restera globalement jeune et urbaine, ce qui rend cette croissance et les mutations qui y sont liées très dynamiques.

En lien avec ces évolutions démographiques et sociales, les structures familiales s'éloignent encore plus du modèle traditionnel. Les étapes dans le cycle de vie familiale sont déjà moins tranchées qu'auparavant: l'attachement à la grande famille et le désir d'en créer une s'estompent peu à peu. Les liens familiaux se fragilisent progressivement ou bien l'on quitte les parents le plutôt possible et on cohabite à nouveau, parfois. Mais on vit plus fréquemment en unités séparées des parents après que l'on se soit mis en couple. Ainsi, l'individualisme des styles de vie et de consommation sera de plus en plus fort avec des risques de rupture du lien social et vis-à-vis de la tribalisation, lesquels ont des effets ségrégatifs dans l'espace.

Cette évolution de la société Bagdadienne dans le temps se traduira aussi par des modifications des comportements et des attentes, notamment en ce qui concerne la motorisation des ménages, le nombre de déplacements quotidiens, la scolarisation des enfants et la demande de soins.

Le défi se pose ici davantage en termes d'accès au logement, et de la qualité des logements. La question du logement ne saurait être abordée uniquement sous l'angle quantitatif. L'accès au logement dans un pays à revenus moyens et inégalement répartis est problématique, surtout pour les jeunes ménages.

Envisagé dans cette perspective, le principal moteur du changement urbain serait la nouvelle composition sociodémographique et ses aspirations. Cette approche défend l'idée que l'évolution des styles de vie aurait entraîné la restructuration des modèles spatiaux de la demande. Si cette approche a apporté une contribution majeure à la question de la reconquête des logements et de leur typologie (le logement vertical, et horizontal d'une petite unité), on critique toutefois ses caractéristiques et son rôle car aucun investissement considérable comme sérieux n'a

accompagné les nouvelles politique de développement urbain, ou la production de logements, elle-même.

La présence du fleuve

Le passé de Bagdad est enraciné dans la connexion avec le fleuve et l'eau. Les générations précédentes ont consacré leur vie à proximité du fleuve et de la rivière, de sorte que, celle-ci était le premier guide de l'expansion et de la croissance de la ville. Ce lien peut être maintenu par la sécurisation des liens visuels et physiques entre la ville et le fleuve avec son paysage environnant et en faisant connaître ce patrimoine aux générations futures. Les traditions locales sont encore conservées en incorporant les formes historiques architecturales qui sont bien adaptées au style de vie et au climat. Les formulaires et modèles qui sont propres à la société arabe doivent imprégner la ville et ponctuer l'horizon.

L'inscription de cet élément a une forte dynamique potentielle dans l'évolution et la transformation de la ville. Un projet urbain global respectant le rôle de cet élément dans la vie urbaine de la ville conduirait à un changement radical dans la nature du développement de la ville, à l'échelle sectorielle autant qu'à l'échelle globale.

Les grandes agglomérations souhaitent aujourd'hui se doter de véritables projets de développement global qui répondent aux enjeux de leurs territoires pour les décennies à venir. Les opérations de réaménagement des berges relèvent de cette dynamique générale de restructuration des agglomérations. En effet, les berges ne peuvent être traitées isolément comme une simple façade sans lien organique avec la ville. Leur aménagement s'inscrit dans un « réseau » de projets urbains généralement complémentaires et étroitement liés même à l'échelle nationale.

Par exemple, la plupart des villes de l'Irak sont situées sur des fleuves et des rivières avec la volonté exprimée par de nombreuses municipalités des villes irakiennes pour revitaliser les centres-villes où ce fleuve et cette rivière passent, de les étendre ou de créer une nouvelle centralité. De même pour la ville Bagdad, la requalification des berges et des quartiers avoisinants joue un rôle primordial et permet de renouveler à la fois l'image urbaine de réseaux de villes irakienne ainsi que l'image du cœur de la cité elle-même.

Le renforcement de la centralité et la requalification du centre-ville devraient être orientés vers l'objectif de création des conditions visant à intensifier les flux de visiteurs et de touristes, non pas seulement dans l'optique de susciter le retour de la population résidente.

Page | 375 Réintégrer sérieusement le fleuve dans le projet de développement urbain de la ville s'inscrit bien dans la réalisation des objectifs de développement durable, car cela représente des efforts pour rendre à nouveau vivant les liens qui unissent les sociétés avec leur environnement.

En conséquence, cette zone du développement de la ville appelle des actions à diverses échelles et selon différentes modalités qui devraient être prises en considération :

- des actes législatifs en matière de gestion de la ressource en eau (suivi de traités internationaux afin d'assurer la circulation de l'eau du fleuve) ;
- des programmes de suivi local, protection et réhabilitation de l'environnement (travaux de reboisement, organisation des activités anthropiques, protection d'espèces écologiques et la diversité biologique);
- des aménagements urbains des berges et des fronts de fleuves (opérations de type patrimoniale, culturelles ou touristiques de valorisation des sites fluviaux) ;
- des engagements des collectivités territoriales pour assurer un aménagement intégral à l'échelle nationale pour les espaces des rivières et fleuves et des rivières à l'intérieur et à l'extérieur des villes.

Exploiter le centre-ville.

Dans les centres historiques de la ville (Fig. 81), il y a un besoin urgent d'adopter une vision locale intégrée pour le développement et la protection de la vieille ville historique, ainsi que pour la formation du personnel local dans la gestion des questions liées aux anciennes villes.

Historiquement, les autorités locales successives de la ville de Bagdad avaient négligé la question du développement du centre-ville et de la ville historique, en particulier. Bien que la ville historique de Bagdad possède de fortes qualités urbaines telles que la forte densité, une mixité des fonctions à petite échelle, et de courtes distances de déplacement, ainsi que

l'intégration et la solidarité sociale. Elle contient également un grand nombre de bâtiments historiques et des modèles urbains spécifiques.

Aujourd'hui, si on compare la ville à un corps, selon la métaphore organiciste, la présence du centre dans la ville est analogue à l'indispensable solidité du cœur dans le corps. Ainsi, la vitalité de centre-ville passe pour l'une des clés du développement durable. En ce sens, le centre-ville doit mener une politique qualitative de réinvestissement afin de recréer un environnement adapté au développement économique et social.



Fig. 81: La zone potentielle de développement touristique urbain métropolitain
Source : Elaborée par l'auteur.

Actuellement, dans la ville de Bagdad, il convient de lancer des projets à dominance touristique, culturelle, concernant en priorité les édifices et les zones classés et des actions globales de revitalisation de la vieille ville, lesquelles englobent le développement économique et la promotion sociale. Pour ce faire, les patrimoines devraient être identifiés en effectuant une matrice de caractérisation en vue d'évaluer leur valeur et de déterminer leur portée métropolitaine sur la base des critères ci-dessous :

- l'ancienneté ;
- la rareté ;
- l'exemplarité ;
- l'originalité ;
- l'intégrité.

Des études récentes sur le tourisme urbain ont fait valoir que la pratique du tourisme urbain s'est renouvelée d'une manière spectaculaire et a permis aux villes, et notamment aux métropoles, de régénérer leurs patrimoines et d'accroître leur attractivité. La relation entre le tourisme et la métropole, dans le contexte mondial et dans un contexte de globalisation économique (interconnexion des économies métropolitaines) et de postmodernité (dimension de « l'expérientiel »), s'engage dans une dynamique nouvelle. Le tourisme est alors perçu comme un stimulant pour ces économies, notamment à travers le recyclage d'anciens sites et d'équipements de la ville historique.

À cet égard, nous insistons pour que le tourisme urbain s'inscrive fortement comme une nouvelle perspective pour le développement des villes et du fait de sa forte faisabilité économique. Cette approche devrait figurer parmi les priorités des politiques publiques locales. Renouveler la pratique du tourisme urbain d'une manière efficace pourrait permettre la ville, et notamment la métropole, à se régénérer (crise économique et urbaine) et d'accroître son attractivité.

En ce qui concerne la question du développement du centre-ville, nous devons prendre en compte le coût de ce processus et la difficulté de la disponibilité des ressources financières de l'État ou du gouvernement local pour le développement de ces projets. Il reste possible d'avoir

recours à la mise en place d'une société spécialisée dans le but de la contribution des secteurs public et privé. Par exemple, le gouvernement libanais d'après-guerre, dirigé par le Premier ministre Rafiq al-Hariri, a amené à reconstruire le quartier central des affaires, y compris l'aéroport, le port et les autoroutes. Pour planifier et gérer le renouvellement, il a créé une société anonyme, la Société libanaise pour le développement et la reconstruction de Beyrouth, ou « Solidere » son acronyme français. Ce partenariat public-privé a adopté le slogan unificateur, « Beyrouth, une ville ancienne pour l'avenir ». Les propriétaires fonciers ont reçu des actions de la société à capitaliser, et d'autres actions ont été vendues sur le marché à des citoyens libanais et arabes. L'Agence a reçu des pouvoirs d'expropriation pour le réaménagement du centre-ville.

La deuxième proposition est de faire des invitations à des sociétés internationales spécialisées dans le domaine du développement des quartiers historiques et de l'architecture vernaculaire, afin d'investir cette zone de la ville ou de la préparer à l'investissement dans le domaine du tourisme urbain.

À cet égard, on souligne l'importance de la concentration sur cette idée, pour renforcer l'économie de la ville.

En termes d'avantages comparatifs²⁴⁸ dans ce domaine, et au niveau local, relevons le fait que la ville de Bagdad est une des villes importantes qui possède des éléments du patrimoine architectural et urbain de grande valeur historique de qualité référentielle (Fig. 82). Avec de plus une qualité et un attrait de l'environnement urbain, qui ne diffère pas et ne sont pas moins importantes que beaucoup du centre des villes européennes, ou arabes telles que Alep ou Damas, surtout en termes de qualité d'espace architectural ou encore en ce qui a trait aux activités et aux fonctions économiques, et à l'ambiance sociale. Cela bien que ces autres villes arabes sont des destinations touristiques préférées pour la plupart des gens.

En ce qui concerne la morphologie urbaine de cette zone de la ville, celle-ci est caractérisée par une structure urbaine relativement souple, organique et vitale par la mixité, la densité et la compacité de ses fonctions, ainsi que par le respect de l'échelle des piétons. Ces caractéristiques

²⁴⁸ Le rapport de l'ONU-Habitat de 2003, « Plan de reconstruction de l'Irak, logement et développement urbain » de indique qu'en raison de son histoire récente, l'Irak n'a pas réussi à exploiter les avantages comparatifs naturels de ses zones urbaines comme des points d'échange efficaces de travail, des biens, des services et des capitaux.

morphologiques de la ville ancienne représentent la morphologie urbaine désirée pour la ville durable d'aujourd'hui et de l'avenir.

En ce sens, des solutions peuvent exister pour soutenir une offre de qualité d'environnement urbain durable surtout dans cette zone de la ville. Par exemple, on peut commencer par réduire la dépendance aux voitures en installant des zones désignées pour les piétons dans la zone de la ville historique. Mais aussi en fournissant des moyens efficaces de transport en commun par le développement du métro ou du tramway et d'autres systèmes de transport. En deuxième lieu, en profitant des caractéristiques architecturales et morphologiques de cette zone de la ville pour stimuler un développement des énergies nouvelles et renouvelables, en encourageant les investissements du secteur privé et en les localisant à travers la ville dans des endroits appropriés qui peuvent améliorer et renforcer les programmes de développement urbain durable du gouvernement.

Une troisième mesure peut être engagée. Les transactions immobilières de vente et d'achat et la restauration de logements dans ce secteur, à titre exceptionnel, pourraient bénéficier de mesures fiscales spécifiques et d'exonérations de cotisations sociales. Il s'agirait d'encourager le recours aux partenariats publics privés pour créer des systèmes de services économiquement viable, et contrôlables pour la ville, mais assurant la conformité d'abord avec la structure traditionnelle de la ville ancienne et avec le système de planification urbaine générale de la ville, de sorte que de bons résultats communs soient atteints.

Il faudrait également fournir des espaces verts en recyclant les espaces mal utilisés tels que les activités et les installations informelles qui occupent des espaces ouverts, en les déplaçant vers un nouvel espace choisi à cet effet.



Fig. 82: Images de certains atouts montrant la richesse du patrimoine architectural et urbain de la vieille ville dans le centre de Bagdad. 1 et 2: La madrasa Mustansiriya ; 3: vue aérienne du tissu urbain de la vieille ville ; 4: vue aérienne de Al-Qishla, ou forteresse, de Bagdad .Source : Photographies de l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.

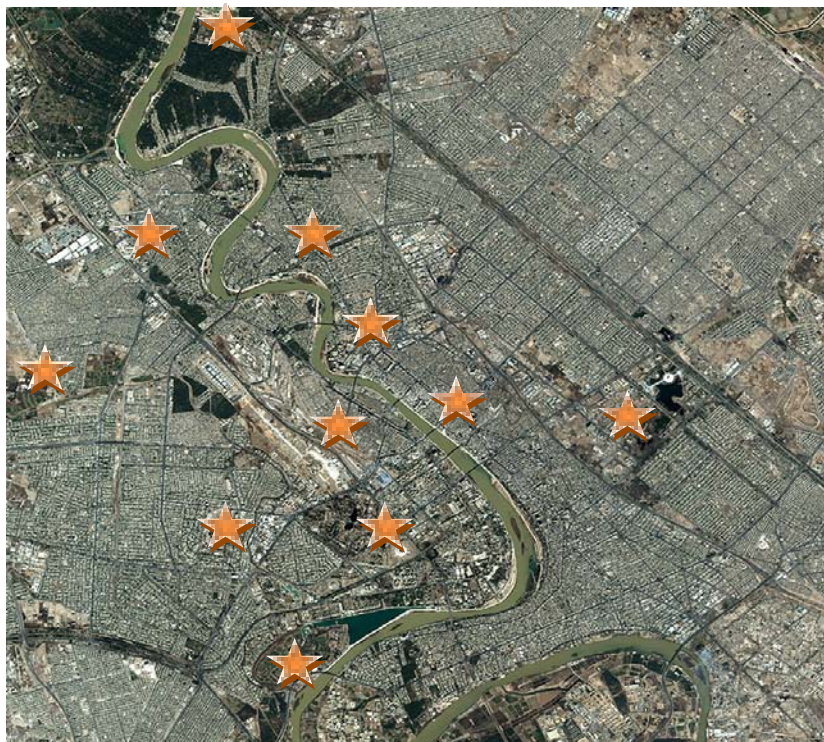
Le développement d'un tel projet dans le centre-ville mettrait en valeur aussi le milieu naturel, l'environnement bâti et les paysages de la ville, dans une perspective intégrée et globale à des fins « récréotouristiques »²⁴⁹. Le développement récréatif et touristique complémentaire qui est proposé vise à réaliser des projets contribuant à la mise en valeur des espaces bleus (les plans d'eau) et verts, du patrimoine bâti loin dans la zone déterminé dans le centre historique, des monuments artistiques contemporains et des paysages.

²⁴⁹ Le concept de « récréotourisme » englobe à la fois les secteurs du tourisme et du loisir. On qualifie donc de récréotouristique un site ou une entreprise susceptible d'attirer une clientèle touristique locale ou internationale, et qui favorise la pratique d'activités de loisir. Ces activités peuvent être d'ordre socioculturel, sportif, de plein air ou autre.

Dans la ville de Bagdad, il y a au moins sept sites qualifiés qui pourraient accueillir un projet de récréotourisme (Fig. 83). La ville dispose de deux grands parcs de loisir. Lors de leur inauguration, l'un d'entre eux sera classé comme étant le plus grand du Moyen-Orient. Également, en plus du fleuve Tigre et de la rivière Diyala qui traversent la ville, la ville contient des lacs et des canaux artificiels avec plusieurs palais présidentiels qui pourraient être transformés en sites d'attraction touristique par excellence en raison de leur architecture de luxe et de ce qu'ils représentent d'une époque passionnante de l'histoire de l'Irak et de la ville (Figs, 84, 85, 86, 87, 88).

Bagdad abrite en plus, de sites religieux d'importance pour toutes les communautés musulmanes, à savoir (le sanctuaire de l'Imam Kadhim, le sanctuaire d'Abou Hanifa, et le sanctuaire de Cheikh Abdul Qadir al-Jilani (Fig. 86 à gauche)), lesquels représentent d'excellents sites pour le tourisme religieux, ayant reçu et drainés des millions de visiteurs chaque année, venus de partout dans le monde, jusqu'aux années quatre-vingt du siècle dernier.

La citoyenneté dans la ville est associée aux événements de récréation, d'activités et de places telles que forums, piazza, parcs, bibliothèques, théâtres et festivals. Elle embrasse la participation, la performance et la célébration. Cela peut être partout dans la ville, au centre ou en périphérie, et peut émerger organiquement ou être créé grâce à la planification urbaine. Par conséquent, chaque fois que nous fournissons l'espace et le lieu de la célébration et la participation des citoyens, le montant de leur appartenance à la ville peut monter.



★ Localisation des sites qualifiés.

Fig.83: Les sites qualifiés pour constituer un projet de récréotourisme.
Source : Elaboré par l'auteur



Fig. 84: Vues des palais présidentiels parmi les restes de l'ancien régime à Bagdad
Source : Collecte personnelle de l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.



Fig. 85: Vues des monuments artistiques contemporains et des paysages à des fins récréotouristiques, Monument du Soldat inconnu (à droite) et Martyr Monument (à gauche). Source : collecte personnelle de l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.

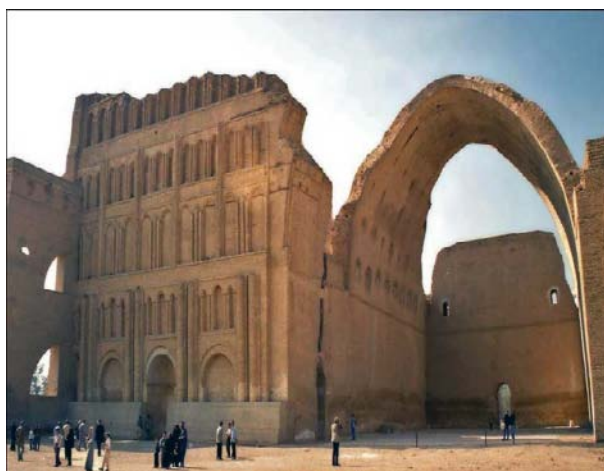


Fig. 86: Vue du sanctuaire de Cheikh Abdul Qadir al-Jilani (à gauche) et du Le taq-e Kisra (littéralement : iwan de Chosroès), le seul vestige visible de l'antique cité de Ctésiphon, appelée par les Arabes Al-Madaïin (à droite). Source : Collecte personnelle de l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.



Fig. 87: Vue actuelle de la porte Wastani (du milieu)
Source : Collecte personnelle de l'auteur via "Google Image" <images.google.com>.

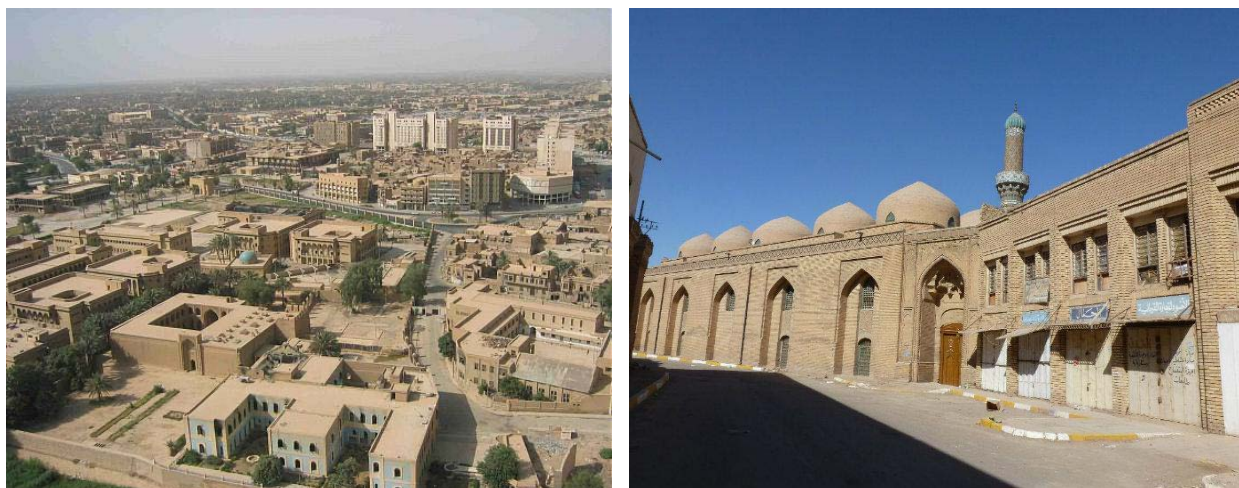


Fig. 88: Des photos de certains atouts montrant la richesse du patrimoine architectural et urbain de la vieille ville dans le centre de Bagdad. Vieux quartier de la vieille ministère irakien de la Défense (à gauche), une mosquée historique datant de l'époque de la abbasside (à droite).

Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Les services et l'infrastructure publics

En ce qui concerne les institutions de service public, et les réseaux d'infrastructure, la ville doit rester un pôle majeur dans ce domaine en tant que capitale du pays. Elle est également une ville unique puisqu'elle fournit des services spécialisés de haut niveau. Les autorités locales devraient développer des politiques de développement visant à attirer en permanence ce genre de services, ainsi que sur la disponibilité d'un personnel technique qualifié et efficace, en particulier dans les services de santé et d'éducation.

1- Services de santé: Bagdad, jusqu'en 2004, contenait les services sociaux les plus importants. Les services de santé en font partie. Dans ce secteur, Bagdad a attiré environ 38% du nombre total d'hôpitaux par rapport au nombre total en Irak. Le nombre d'établissements de santé a également augmenté à Bagdad et couvre aujourd'hui 42 % du total du pays. Le même pourcentage de polarisation est répété pour le nombre de médecins et de cliniques publiques, où le pourcentage représente environ 32% du total en Irak²⁵⁰.

²⁵⁰ Le plan de développement global pour la ville de Bagdad, sur la perspective de 2030. Source : municipalité de la ville de Bagdad.

Il faut poursuivre le développement de Bagdad comme pôle majeur pour ce service de la santé, et encourager les secteurs public et privé afin de fournir des hôpitaux spécialisés et élever le niveau de santé. Cela représente un atout important dans développement métropolitain de cette ville.

2- Services culturels et d'éducation: Bagdad a été le berceau de l'alphabétisation et de l'éducation et de la traduction. Dans l'histoire contemporaine, Bagdad a attiré les services d'enseignement depuis le début du siècle dernier, où les premiers grands collèges et universités y ont été créés²⁵¹. Cette situation a perduré jusqu'à la fin des dernières décennies. C'est là que la ville a attiré l'équivalent de 70% des services de l'éducation et de l'enseignement supérieur du total du pays dans les années soixante et dix. Mais la situation a progressivement changé avec la mise en place des universités dans presque toutes les provinces du pays. Pour cette raison, ce ratio est tombé et l'importance de la ville de Bagdad dans ce domaine a progressivement diminué.

Avec tout cela, Bagdad reste le principal pôle dans ce domaine. En 2004, le pourcentage du nombre d'étudiants universitaires représente 50% du nombre total d'étudiants dans le pays, tandis que dans les universités privées, le ratio est presque de 71% du nombre total d'étudiants du pays. Les rapports actuels du ministre de l'enseignement supérieur indiquent que la ville restera dominante dans ce domaine pour l'avenir. Peut-être que cette domination va baisser relativement, mais la ville continue à dominer et à fournir des efforts dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la création de nouvelles universités ou le développement des universités existantes ainsi que la création de nouvelles écoles et collèges spécialisés. Également, en fournissant des services spéciaux.

Pour déterminer l'ampleur du développement nécessaire dans ce domaine, il suffit de savoir que le nombre d'établissements et d'institutions d'éducation que la ville de Bagdad a besoin est le suivant : garderies : 725 ; écoles primaires : 2538 ; lycées : 806 ; école secondaires : 563 ;

²⁵¹ L'Université de Bagdad (UOB) (arabe: بغداد جامعة, Jami'at Bagdad) est la plus grande université en Irak et la deuxième plus grande université arabe qui suit l'Université du Caire. Ses bâtiments ont été conçus par Walter Gropius, Louis McMillen et Robert McMillan de La Collaborative Architects, qui a commencé son plan directeur dans les années 1950. L'Université moderne d'Al-Mustansiriyah a été créée avec l'aide et le soutien financier du gouvernement irakien et de l'Union de l'enseignant irakien en 1963. C'est la deuxième plus grande université à Bagdad. L'originale (la medersa Mustansiriya), a été créée en 1227 (ou 1232 à 1234 AD) par le calife abbasside Al-Mustansir et a été l'une des plus anciennes universités du monde.

universités et collège : non encore déterminé, mais assez important, surtout en ce qui concerne les établissements privés²⁵² dans ce domaine.

En conclusion, rien ne permet d'affirmer que ce manque de compétitivité est destiné à perdurer sur le moyen et le long terme. On peut en effet penser que, moyennant un investissement durable, la ville pourrait redevenir un jour un pourvoyeur de services éducatifs et médicaux de premier plan au Proche-Orient comme dans les années soixante et soixante dix du siècle dernier. Ainsi, elle pourra développer à nouveau des capacités importantes d'export de services d'information et d'ingénierie ; elle pourra, un jour, accueillir sur son territoire des investissements industriels pour le développement des technologies (production électromécanique, fabrication des matériaux de construction, etc).

7.2.4. - Répartir la ville : établir un schéma directeur comme instrument de réflexion prospective sur le territoire.

Une leçon importante que nous pourrions tirer des précédentes expériences de plans directeurs est le danger de la transplantation de systèmes et d'approches de planification d'un contexte à un autre.

Une caractéristique principale des **schémas ou plans directeurs** qui ont été préparés pour la ville de Bagdad, est qu'ils sont généralement rédigés par des experts comme un produit final où les pouvoirs public ont juste besoin d'assurer leur mise en œuvre, sans consultation avec les communautés locales pour lesquels ces plans directeurs sont faits. Ces schémas ou plans sont aussi généralement cadrés par des systèmes réglementaires qui sont appliqués de manière rigide et technocratique. À ce stade, Bagdad ne s'écarte pas beaucoup de la norme, tel qu'on l'observe dans les villes des pays en développement, surtout dans la région du Moyen-Orient. Il n'est pas rare que les architectes des plans directeurs soient des consultants qui ont basé leurs études, idéologies, philosophies, techniques et leurs connaissances sur le développement de villes dans

²⁵² Actuellement, il y a une tendance croissante chez les étudiants irakiens d'aller dans des collèges et des institutions privées afin d'éviter les régulations du ministère de l'enseignement supérieur concernant la moyenne de notes que les élèves devraient obtenir lorsque ils veulent travailler ensuite dans des domaines tels que l'informatique, l'économie et la gestion d'entreprise, et la pharmacie. Cette situation, en plus de la baisse du niveau de l'enseignement supérieur public en Irak à la suite de la guerre et des conflits civils, encourage un grand nombre d'investisseurs dans le domaine de l'éducation à créer en place des collèges et des instituts privés.

les pays développés où qui y ont été formés. De toute façon, ces caractéristiques ont un impact négatif d'un certain nombre de façons.

Le premier inconvénient est que beaucoup d'experts convoqués ont peu de compréhension de la dynamique d'urbanisation et de sa nature socioéconomique et socio-politique particulière qui dominant dans la ville. Ils adhèrent plutôt aux idées de « l'ancienne croyance moderniste' ». Cela notamment dans les pays riches du tiers monde où s'exprime la croyance que ces villes auront bientôt rattrapé leur retard économique avec ceux des pays développés. Ce qui est très discutable, comme en témoignent les expériences de l'histoire moderne de la ville de Bagdad en particulier, où plus de cinq plans directeurs ont échoué à améliorer les conditions urbaines de la ville.

Le deuxième inconvénient est le résultat du premier. C'est que le plus souvent ces experts généralisent une compréhension des valeurs, des modes de vie, des priorités, etc. à partir de leur propre région du monde. Ils s'imaginent employer un urbanisme moderne (voitures personnelles, familles nucléaires vivant dans des maisons formelles avec des services complets) dans des villes qui se développent relativement lentement et qui sont fort bien pourvues en ressources alors que la réalité de la ville et des administrations locales est totalement différente. Cela est dû au fait qu'en termes de réglementation et de caractéristiques spatiales du plan directeur élaboré par des experts extérieurs, ni le plan en lui-même, ni le processus de l'implantation et de la mise en œuvre sont intégrés à la culture institutionnelle locale ou à la capacité du gouvernement et de la société.

Contre cela, il faut admettre que souvent, les acteurs locaux eux même, n'ont aucune vision, ou normes claires bien déterminées ni des exigences particulières, lesquelles pourraient donner des orientations ou certaines lignes directrices, qui aideraient ceux qui travaillent sur le plan ou le schéma, ou qui pourraient être employés dans l'évaluation de la création du plan directeur pour la ville. Le constat précédent représente le cas de l'autorité publique de la ville de Bagdad, auquel j'ai été confronté lors des différentes entrevues avec des responsables municipaux. Ceci provient du fait qu'il n'y a pas de buts et d'objectifs nationaux bien définis, en particulier dans le domaine de la planification physique, afin de guider le développement. Également, il y a de fréquents changements dans les structures politiques et administratives, ce qui rend très difficile de prévoir et de prédire le modèle et les valeurs de la société comme ceux du gouvernement à venir.

De toute façon, cette situation s'est reflétée dans tous les projets et les tentatives pour faire un plan directeur global pour la ville, où ni les consultants ni le gouvernement n'ont pu mutuellement déterminer ou comprendre pleinement les conséquences futures de cette évolution, ainsi que son impact sur les aspects de la vie à Bagdad et sur le pays dans son ensemble. Donc, nous aurions besoin d'un ensemble d'instruments qui pourraient aider à retravailler les transformations en cours dans une politique cohérente. La question la plus urgente de toutes est celle de la création d'une certaine logique dans les projets souvent contradictoires initiés par les nombreux acteurs autonomes qui y travaillent.

Cette façon d'aborder la réalité urbaine de la ville devrait être changée. Cela est dû à l'ampleur des problèmes qui sont de plus en plus nombreux, aux conditions urbaines en déclin, ainsi qu'au pourcentage, de plus en plus fort, de résidents qui souffrent de ce déclin. Pour changer cette réalité, tous les nouveaux plans directeurs pour la ville devraient être repensés différemment que ceux qui précèdent, en ce qu'ils devraient être ascendants et participatifs, orientés vers l'intégration et la justice sociale et qu'ils viseraient à contrer les effets de la spéculation foncière.

L'urbanisme traditionnel s'efforce d'atteindre une cité idéale, à partir de laquelle l'illégalité et l'informalité sont interdits. Actuellement, de nouveaux accords de conception de plans directeurs et d'urbanisme avec la ville actuelle permettent de développer des outils pour résoudre ces problèmes de façon plus juste et démocratique.

Il s'agit ici d'unifier et de rassembler une ville divisée, de résoudre les problèmes actuels du centre-ville et des périphéries, (construire la ville sur la ville). Sinon, tout nouveau projet de plans directeurs se terminera comme une nouvelle rupture qui s'ajoutera à celles qui ont précédés depuis la fin des années 1920, lorsque les premiers projets urbains de la ville de Bagdad ont été adoptés avec sérieux. Ainsi, afin de mieux orienter le développement urbain, les stratégies d'intervention en matière de gestion de l'urbanisation proposées ici se regroupent à l'intérieur de trois axes d'intervention complémentaires les uns des autres :

1. - Concentrer et restructurer l'urbanisation à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération.

Envisagée à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération urbaine et de ses environs immédiats, l'adoption d'un modèle d'urbanisation associé à celui des collectivités viables passe par un contrôle de l'étalement urbain. Ce modèle d'urbanisation se concrétise notamment par la

délimitation de périmètres d'urbanisation et par la définition, dans l'aire urbaine ainsi délimitée, d'une structure de « pôles et axes d'activités » dotés d'une « attractivité économique » et de services en accord avec ceux fournis par les infrastructures et des réseaux de transport. Cette vision repose sur des stratégies d'intervention à considérer dans les schémas d'aménagement et de développement de la ville, pouvant même aller jusqu'à exercer une nouvelle distribution des quartiers en termes de forme, de taille ou de réorganisation.

Cela parce que les pôles et axes d'activités et d'attractivité économiques et de services implantés au cours des dernières décennies (les derniers trente ou quarante ans) sont souvent isolés et relativement mal placés par rapport aux secteurs résidentiels. En outre, ils sont fréquemment mal desservis par les transports en commun et difficilement accessibles par l'automobile.

2 - Consolider et revitaliser les centres-villes et les quartiers centraux ;

Le centre-ville et les quartiers centraux traditionnels se caractérisent généralement par une plus grande densité d'occupation du sol ainsi que par une diversité de fonctions et d'usages. *A priori*, ces secteurs devraient donc être aménagés sous forme de relations entre mairie, centre administratif, bureaux, activités économiques et commerciales, et habitations.

Consolider, densifier, re-développer ou revitaliser le centre-ville et quartiers anciens constitue donc une stratégie qui mérite d'être envisagée afin de maintenir ou de rétablir la plus grande diversité possible des fonctions et usages, notamment pour ce qui est des commerces et services. Par exemple, l'aménagement et la réalisation de nouveaux espaces résidentiels, ne sera pas fait sans le développement de projets axés sur le commerce et le divertissement et par le maintien de la demande relative aux espaces de bureaux

3 - Densifier et diversifier les usages dans les secteurs périphériques.

L'urbanisation actuelle de la périphérie de la ville a donné lieu à un développement caractérisé par une faible densité d'occupation du sol et par une ségrégation accrue entre les fonctions urbaines (résidentielles, commerciales, industrielles, etc.). Donc, la densification douce et graduelle sera l'objectif de toutes les réalisations de projets d'ensemble ou de petits projets ponctuels. Aujourd'hui, à l'égard de cet objectif, de nouveaux modèles de densification et de diversification des fonctions et usages devrait être envisagés par l'autorité locale, les

développeurs, les urbanistes et les architectes. La réalisation de ces nouveaux objectifs d'aménagement exige des opérations de revitalisation similaires à celles des quartiers centraux tout en adaptant les mesures se rattachant au contexte de la périphérie, mettant quant à elles l'accent sur l'intégration à l'environnement bâti (l'ancien « dégradé ou informel » et le nouveau).

Dans un sens général, ces stratégies d'intervention s'inscrivent dans une approche globale de développement urbain durable. Afin d'établir une vision d'avenir globale de la ville, développer une perception explicite de la typologie et de la forme des relations et des mutations urbaines de la ville est considéré comme une étape préliminaire préalable et nécessaire. Donc, ici, nous voyons que la ville en général peut être consultée par les trois zones à partir du centre-ville en trois cercles vers la périphérie, qui peuvent interagir les uns avec les autres de différentes façons et à différents degrés (Fig. 89). Plus ou moins, les zones seront établies comme suit:

La première zone: la zone du centre de la ville et la zone environnante, ce qu'on peut appeler la zone du *chaos créatif*; cette zone, du point de vue de la recherche, est très favorable pour être le théâtre d'une concurrence entre les investissements économiques culturels et sur la technologie "verte" du développement durable. Dans cette zone électivement on devrait faire appel à une politiques d'interventions révolutionnaires loin d'être ordinaire.

La deuxième zone : relativement statique, elle représente la zone des quartiers résidentiels. Une intervention douce rationnelle est la réponse adaptée dans cette zone.

La troisième zone: une zone qui vise à l'intégration du territoire ou à contenir l'urbanisation, le nouveau périmètre urbain. Face aux problèmes posés notamment par l'héritage des pratiques de zonage, les stratégies développées donnent un rôle fondamental à la restructuration et à l'articulation des espaces en créant des liens à toute l'échelle de la ville à partir des bâtiments, des quartiers et jusqu'à l'échelle territoriale entre la ville et ses voisinages. Dans cette zone particulière les deux interventions proposées (révolutionnaire et douce) dans les deux zones précédentes peuvent être adaptées, bien évidemment après des études et un diagnostic précis des caractéristiques de cette zone afin de définir des emplacements appropriés à chaque type d'intervention dans la zone.

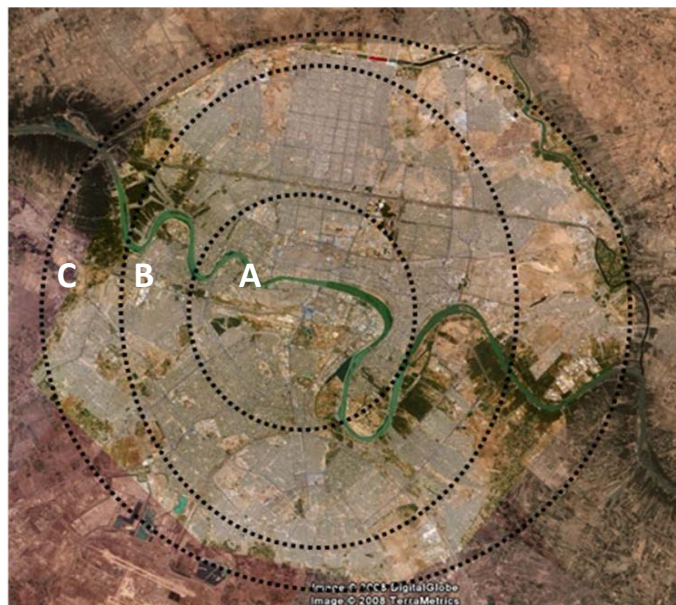


Fig. 89: les trois zone d'intervention dans la ville.
A - première zone ; B - deuxième zone; C -troisième zone
Source: Elaborée par l'auteur

7.2.4.1. - Consolider et revitaliser les centres-villes et les quartiers centraux, les mesures prévues à l'intérieur du périmètre d'urbanisation dans la zone du centre-ville et le chaos urbain créateur et productif

La forme urbaine d'une ville est l'un des facteurs déterminants de la durabilité de son environnement naturel et bâti. Pour cette raison, de vraies mesures se réalisent en vue d'atteindre une forme urbaine durable lorsque les connexions entre la forme urbaine et d'autres éléments de la ville sont établies à tous les niveaux (William, Burton et Jenks, 2000).

Le premier élément urbain qui influence et gouverne même l'organisation de la forme urbaine d'une ville c'est le centre-ville. En second lieu vient tout autre noyau urbain de la ville. Cela parce que d'un côté, ils donnent un sens (organisation et orientation) au tissu urbain de la ville et fonctionnent comme solution contre l'homogénéisation uniforme de l'urbanisation qui s'est produite après l'urbanisation généralisée.

En ce sens, le rôle et l'influence du centre-ville dans le développement urbain de la ville de Bagdad est loin d'être négligeable malgré toutes les transformations qui ont eu lieu²⁵³. Le contexte urbain actuel est à l'évolution vers une organisation urbaine polycentrique, où les individus sont à la fois usagers, consommateurs et résidents des espaces périphériques. Leurs pratiques sont en fonction de nouvelles exigences. En même temps, les enjeux de la restructuration de la ville résident dans son centre urbain historique et économique. Pourtant, dans la représentation de la ville, la création de nouveaux centres destinés à dégorger les anciens, en a fait des lieux d'accumulation impropres par leur structure à accueillir les techniques modernes. Cependant, lorsqu'il est nécessaire, les urbanistes ou décideurs doivent, selon n'importe quelles raisons et motifs, établir de nouveaux centres dans la ville. Les vieux centres urbains devraient sérieusement être pris en considération en avance. Il faudrait reconsidérer la notion de centralité et la renforcer par l'idée de multipolarités, articulées en réseaux, dans une ville qui n'est plus un simple espace urbain, mais un écosystème territorial.

Il faudrait aussi éviter la désaffection des clientèles pour des centres-villes vieillissants, au profit de polarités périphériques modernes. Également, il faudrait éviter d'affaiblir le rôle classique des cœurs historiques dans le sens où ils peuvent contribuer à rassembler la ville. Pour cette raison, certains spécialistes mettent en garde contre un excès de polarisation.

L'expérience ainsi que les études et les analyses concernant l'état et la réalité de la zone centrale et le centre-ville en particulier, malgré les efforts et travaux de développement urbain menés par l'ancien régime de Saddam Hussain dans le centre-ville, (soit par la destruction massive et la politique de *tabula rasa*, ou par des programmes de conservation et de réhabilitation), donnent l'impression que les caractéristiques physiques, la compacité et la solidarité des anciennes structures urbaines, sont à la fois une avantage et un risque. D'une part, il y a une forte résistance physique et identitaire contre les interventions conventionnelles urbanistiques. D'autre part, on peut avoir l'impression que seules des mesures radicales peuvent réussir dans le rajeunissement de la ville historique. Cette perception devient plus importante et évidente surtout si le facteur économique est impliqué en tant qu'arbitre.

²⁵³ Ce rôle a été bien abordé dans le développement de notre cadre théorique et dans le concept de la résilience.

La ville de Bagdad évoque depuis toujours une modernisation du centre-ville historique, et ses proximités consistent en une approche équilibrée entre la mise en valeur du patrimoine culturel et la construction de bâtiments plus modernes et innovants. Un tel choix d'intervention a pour but principal d'augmenter l'attractivité du centre-ville, où les fronts du fleuve ont besoin également d'être revalorisés. Cette revalorisation passera donc par une haute qualité de conception des constructions (bâtiments, espaces vert et publics, services et infrastructures et équipements sociaux). En effet, la qualité du design est considérée comme une donnée importante pouvant influencer sur la qualité de vie de la population. Les nouvelles constructions doivent donc pouvoir répondre aux besoins des habitants et des usagers en faisant en sorte de générer un sentiment d'attachement au lieu. Pour cela, l'environnement nouvellement conçu doit être sûr et agréable.

Tout d'abord, le centre-ville est la destination privilégiée pour la plupart des entreprises qui souhaitent bénéficier de la proximité des autres entreprises et des services gouvernementaux. Ainsi, il est prévu qu'il reste à long terme la principale destination de certaines futures activités commerciales (entreprises, malls, hôtels). Toutefois, il existe de moins en moins d'espaces propices à l'implantation de nouvelles constructions, où la géométrie ne suffit plus à les définir. C'est pourquoi la ville de Bagdad devrait mettre l'accent sur le fait que le renouvellement du centre-ville doit passer notamment par le développement de nouvelles perceptions et pensées. Nous soulignons à cet égard que tout projet de développement urbain de la ville précise bien que de tels développements doivent se faire en respect de l'environnement historique de la ville.

La consolidation des secteurs centraux comporte donc le défi du maintien ou du rétablissement de la plus grande diversité possible des fonctions et des usages, notamment au chapitre des commerces et des services publics et de logements.

Actuellement, les grands centres commerciaux ont tendance à être mis en place sans intégration physique adéquate et menacent le secteur des services urbains traditionnels. Cependant, ces nouvelles constructions sont nécessaires pour le développement économique du centre-ville afin de maintenir le dynamisme de l'ancienne ville. Le manque de place dans ce secteur rend donc les fronts du fleuve vitaux pour le futur succès économique de l'agglomération. Les opportunités de développement y sont grandes. L'implantation d'entreprises stratégiques renforcera alors l'image et le dynamisme du passage du fleuve dans la ville, affirmant ainsi son importance dans l'agglomération. Cependant, de tels développements nécessaires pour soutenir l'économie de la

ville ne peuvent se faire que si l'offre de transport, à titre exceptionnel, notamment le transport fluvial, est bonne. En effet, le développement des transports publics est une condition majeure pour que les entreprises soient incitées à venir s'implanter sur les fronts du fleuve.

La viabilité d'un quartier historique dépendra de sa position (relation morphologique et accessibilité), de sa fonction et de ses avantages comparatifs spécifiques, lesquels peuvent être définis (et améliorés) au sein du système global urbain en croissance rapide, en particulier par rapport au profit des polarités périphériques des quartiers modernes.

Bien qu'un certain degré de centralité soit en charge de l'attractivité du centre ancien, il faut renforcer sa base économique et fournir des incitations à l'usage résidentiel privilégié, comme dans certaines villes européennes. Pourtant un degré trop élevé de centralité va surcharger la zone des fonctions et usages que son tissu architectural ne peut pas absorber si elle veut conserver sa spécificité et ses qualités. Comme c'est dans le cas de la plupart des villes arabes, parmi lesquelles on retrouve Bagdad, dans les années quatre-vingt.

Il est donc nécessaire d'envisager la rénovation, la réutilisation, la reconstruction de la ville sur la ville, ainsi que la densité, la mixité de fonctions et la compacité comme autant d'éléments concrets pouvant illustrer une politique de développement durable dans cette zone. Il s'agit là d'un des enjeux auxquels le centre-ville doit faire face.

Cela signifie qu'on est devant trois choix liés les uns aux autres afin de déterminer la forme de la ville en fonction de la centralité.

Le première choix est pour laisser le centre actuel de la ville dans son statut actuel en termes de fonction, et d'engager la restauration et la conservation en le considérant comme centre civil culturel économique principal et dominant dans la ville. Dans ce cas, il faut penser à la taille de ce centre ou en d'autres termes, penser la nouvelle délimitation du centre pour la ville. Heureusement, jusqu'à présent, le gouvernement actuel n'est pas intervenu de manière irréversible qui limiterait les options qui pourraient être adoptées dans ce cadre. Cependant, l'adoption de ce choix exige de diviser la ville en zones entourant le centre de la ville, de sorte que toutes les zones sont liées autant que possible au même niveau de relation avec le centre. Cependant, elles se différencient entre elles par des caractéristiques et des spécifications en

termes de densité, de type de répartition de la population et le niveau des activités disponibles dans chacune de ces zones (Fig. 90).

Il conviendrait de modifier le centre de la ville en termes de fonction et de forme (limites), afin de réduire la congestion et l'encombrement urbain duquel a souffert le centre par le passé (en raison des politiques antérieures). Compte tenu de l'état fonctionnel et urbain du centre actuel, il conviendrait ici de penser à redéfinir la notion de centre ville. En d'autres termes, il faudrait opter pour le modèle d'une ville avec une zone centrale au lieu d'un centre-ville. Il s'agit de reconsidérer la notion de centralité et la remplacer par l'idée de multipolarités, articulées en réseaux, dans une ville qui n'est plus un simple espace urbain, mais un écosystème territorial.

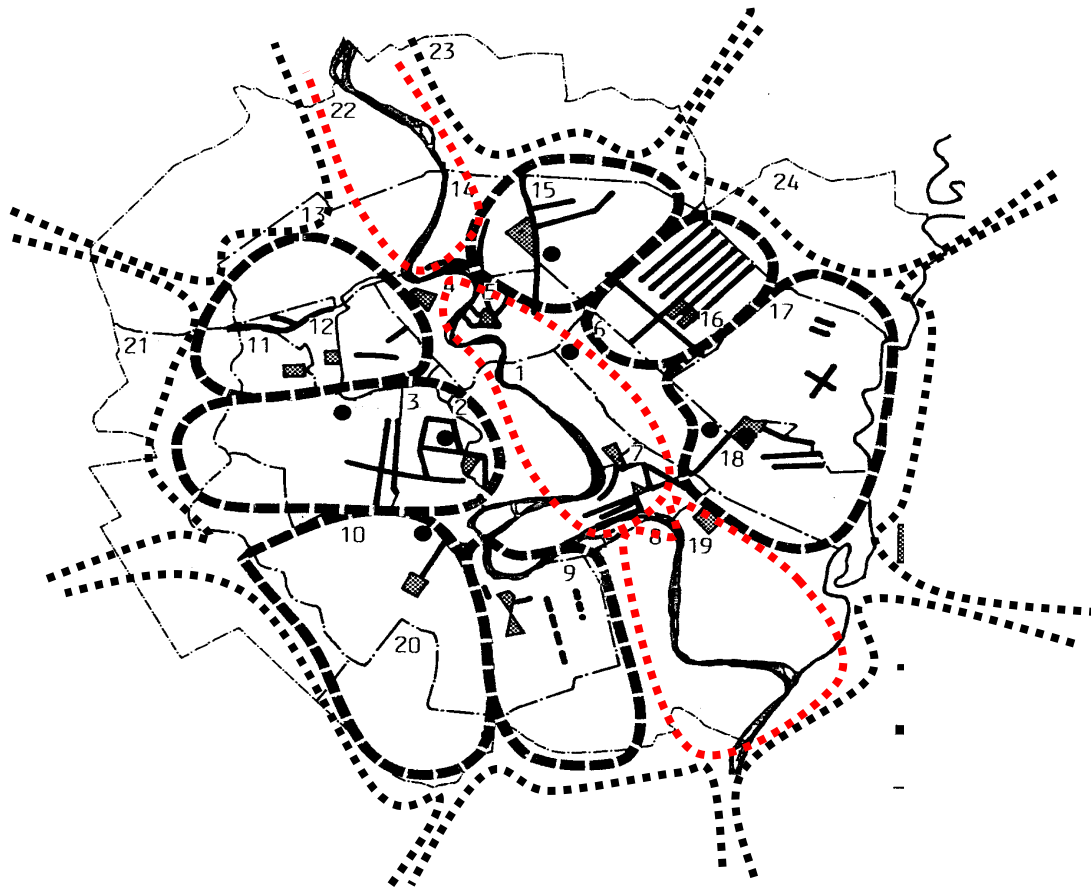


Fig. 90: La division de la ville autour du centre. Source : Le plan de développement global pour la ville de Bagdad, la perspective de 2030. Municipalité de la ville de Bagdad, avec des adaptations proposées par l'auteur.

Cette décision ne devrait pas amener à la muséification (que le centre-ville soit mis à distance de ses utilisateurs, réservé aux activités à forte valeur ajoutée et déconnecté des réalités de son temps présent, de façon qu'on ne s'affronte plus dans nos gestes de la vie quotidienne) et ne devrait plus dégorger le centre ancien par les nouveaux centres. Pour une ville telle que Bagdad, mono centrique, l'éclatement de la centralité ou la transition du mono au polycentrisme est une source de complexification de la structure urbaine. Cela simplement, parce que les nouvelles polarités économiques ou sociales, et les fragmentations du territoire métropolitain conduiront aux nouvelles territorialités (Escallier, 2002).

*« Le modèle de polycentrisme en réseau découle directement du modèle de la ville compacte. Comme pour ce dernier, il prend en compte, à une échelle plus large, la gestion des déplacements et des relations entre les centres moyens de la région métropolitaine et l'aménagement des espaces verts et ouverts. Si la ville compacte vise un rééquilibrage des fonctions au sein même de la ville, le polycentrisme en réseau vise ce rééquilibrage entre les différents centres de la métropole, mais pas au sens traditionnel qui s'est développé jusqu'alors où l'on avait tendance à décentraliser les fonctions les moins nobles à la périphérie des villes. Il s'agit ici d'établir une relation de complémentarité et de synergie entre le centre principal et les centres secondaires, en s'appuyant sur un réseau de transports efficace. Cependant, se pose alors la question de la limite des villes : quand sort-on réellement de la ville ? »²⁵⁴ (Voiron-Canicio, *op. cit.*).*

Il vaut mieux penser prudemment à l'emplacement des nouveaux centres. Identifier et définir les caractéristiques et les normes qui doivent être respectées dans les zones qui doivent être choisies est essentiel afin de créer un état d'harmonie et d'intégration dans le projet d'aménagement de la ville. Il est préférable que les endroits qui seront choisis pour fonctionner comme centre urbains se situent sur un axe dynamique dans la ville (par exemple celui qui s'étend et se développe le long du fleuve) afin d'assurer une croissance linéaire du centre. On recommanderait fortement que le centre doive croître linéairement le long d'un axe prédéterminé pour deux raisons.

²⁵⁴ VOIRON-CANICIO, Christine. (2005). « Pour une approche systémique du développement durable ». In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne], 27 mai 2005. Dossier 4. DOI 10.4000/developpementdurable.261. URL : <http://developpementdurable.revues.org/261> (consulté le 9 mars 2013).

- la première est que par cette direction de croissance on respecte l'extension organique de la ville ;
- la deuxième est que par cette direction (définie par le fleuve) la ville s'intègre à sa région et les villes voisines.

La croissance s'oriente dans une direction stratégique constituée d'un axe urbain dynamique prédéterminé. Depuis, le fleuve est l'élément le plus important de la ville qui est déjà un regroupement de noyaux qui se sont formés dans une période de temps où l'image globale métropolitaine de la ville se compose. Donc, nous constatons qu'il est très pragmatique de recommander l'investissement du fleuve et des noyaux qui sont y situés (le centre-ville historique, *Kadhimiya* et *Adhamiyah*, des noyaux religieux, la zone verte et *Al Karrada* des centres économiques commerciaux et scientifiques prévus, le site de *Al Rachid* pour un nouveau projet de développement mixte) pour qu'ils soient la zone centrale axiale de la ville et constitue l'épine dorsale de la structure urbaine (Fig.91).

Cela fut proposé pour deux raisons principales. Premièrement, cette approche est une tentative pour investir et mettre en compatibilité et en complémentarité des efforts dispersés et contrastés, déployés actuellement par le gouvernement local et central pour le développement de la ville de Bagdad, ainsi que pour profiter des conceptions de certains projets qui ont été préparés et qui ont détourné d'énormes sommes d'argent pour la préparation. Deuxièmement, cela implique que l'emplacement du nouveau centre se déplace peu à peu de la vieille ville, en essayant de faire renaître la logique et l'ordre organique ancien du développement de la croissance de la ville, tout en aidant ainsi à la préservation de l'héritage le plus important du passé ainsi qu'aux patrimoines de la ville et du pays. Bien sûr, comme le centre se déplace, des ajustements doivent être apportés au système des grands axes de transport, qui doivent répondre à la fois à l'armature urbaine de la ville, et à la contribution à grande échelle de la ville et de ses interrelations avec d'autres villes et agglomérations. D'ailleurs, dans l'expansion urbaine prévue de la ville dans l'avenir, les axes linéaires de prolongement peuvent se croiser pour former des modèles territoriaux plus complexes.



Fig. 91: Le centre doit croître linéairement le long du fleuve
Source : Elaboré par l'auteur

La consolidation de l'urbanisation par la réalisation et la mise en valeur et la création de grands axes urbains, « axes visible matériels (boulevards) » ou « axes visuels immatériels » devraient sans aucun doute contribuer à développer ou à ajouter une portée d'uniformisation pour donner une identité urbaine qui révèle un aspect égalitaire dans la scène urbaine de la ville. Dans le même sens, le schéma prévoirait également un réaménagement de l'emprise publique des boulevards en permettant l'intégration de divers modes de déplacement, tout en assurant la sécurité et la fluidité de la circulation de même qu'en améliorant la qualité de l'environnement physique. En plus, elle permet de développer une accessibilité à des déplacements réduits et moins polluants entre les lieux de résidence et les lieux de consommation, de travail ou de divertissements à travers différentes zones de la ville.

D'après François Ascher (1995, *op. cit.*), les « axes » en particulier, qu'ils soient grands, majeurs ou directeurs, ont connu un grand succès. Ils se révèlent en effet très commodes pour simultanément implanter une infrastructure de transport, édicter un principe simple de «rangement » des constructions et des activités, articuler des quartiers différents, et offrir une perspective visible et aisément communicable. La projection d'axes témoigne aussi de la redécouverte de la grande échelle.

Cet axe (l'axe du fleuve) ou tous axes proposés dans la ville seront bien justifiés pour leurs contributions économiques, géographiques et sociales. Ils se situent à une échelle stratégique tout en ouvrant des possibilités d'adaptations concrètes multiples. Ils dynamisent également une qualité socio-urbaine potentielle qui pourrait assurer un équilibre social durable progressif. Donc, il ne s'agit pas là d'un « retour inquiétant du geste de l'architecte-urbaniste démiurge » (*Ibid.*).

Nous avons suggéré que le fonctionnement du centre-ville soit comparé à la place du cœur dans le corps humain. Par conséquent, il est indispensable que toutes les décisions qui déterminent les politiques d'aménagement de la croissance de la ville puissent être en relation avec le centre de la ville. Cela parce que dans la ville de Bagdad, tout ce qui concerne les limites de la ville, ses interrelations territoriales et régionales, le mode et la direction de la croissance, dépend de sa centralité. Ainsi la ville, lorsqu'elle dispose d'un centre unique, le modèle de la relation entre les périphéries et les centres urbains, aurait des caractéristiques spécifiques.

Dans ce cas, il y a certaines limites pour l'expansion de la ville afin que les liens entre les périphéries et le centre-ville ne dépassent pas certains critères et considérations ainsi qu'une distance acceptable, pour lesquelles le centre perd la pertinence de sa corrélation spatio-temporelle et sociale avec les périphéries de la ville.

Le deuxième choix: il s'agit de l'adoption du modèle polycentrique dans l'aménagement et la planification de la ville (Fig. 92). Dans la croissance de la ville en suivant ce modèle, des axes se génèrent suite à la corrélation de ces centres, ainsi que ces axes assumés auraient des directions qui pourraient résulter des relations entre ces centres. En conséquence, La forme urbaine ultime de la ville devient un réseau de boucles (régulières ou irrégulières) pour ces centres, et en particulier au centre-ville principal. De même, la relation de la ville à son territoire et à sa région va changer. Elle devient directe dans certaines zones et indirecte dans d'autres. Alors que dans le modèle de ville mono centrique, la relation de la ville à ses banlieues, aux villes voisines et aux territoires lointains de celle-ci, peut être indirecte dans tous les sens, ceci, bien sûr, lorsque la ville est réduite dans son centre-ville. L'enjeu principal dans tout cela est de maintenir la cohérence et la globalité de la forme de la ville et les mutations qui en découlent.

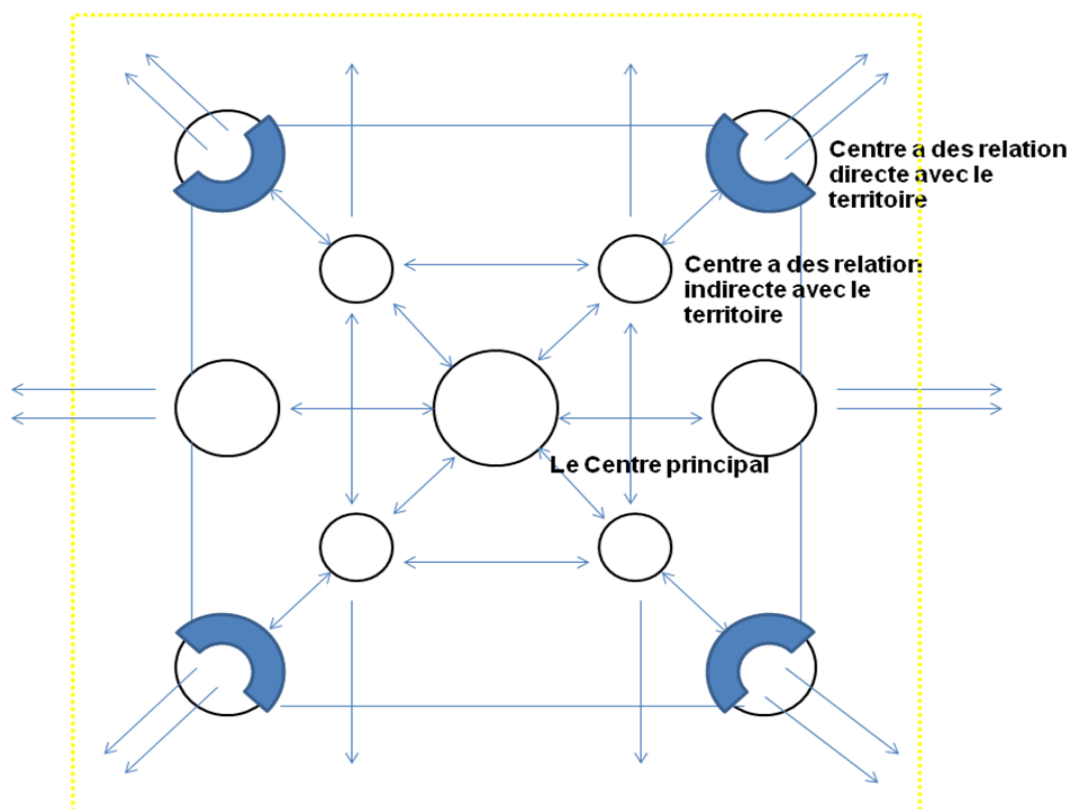
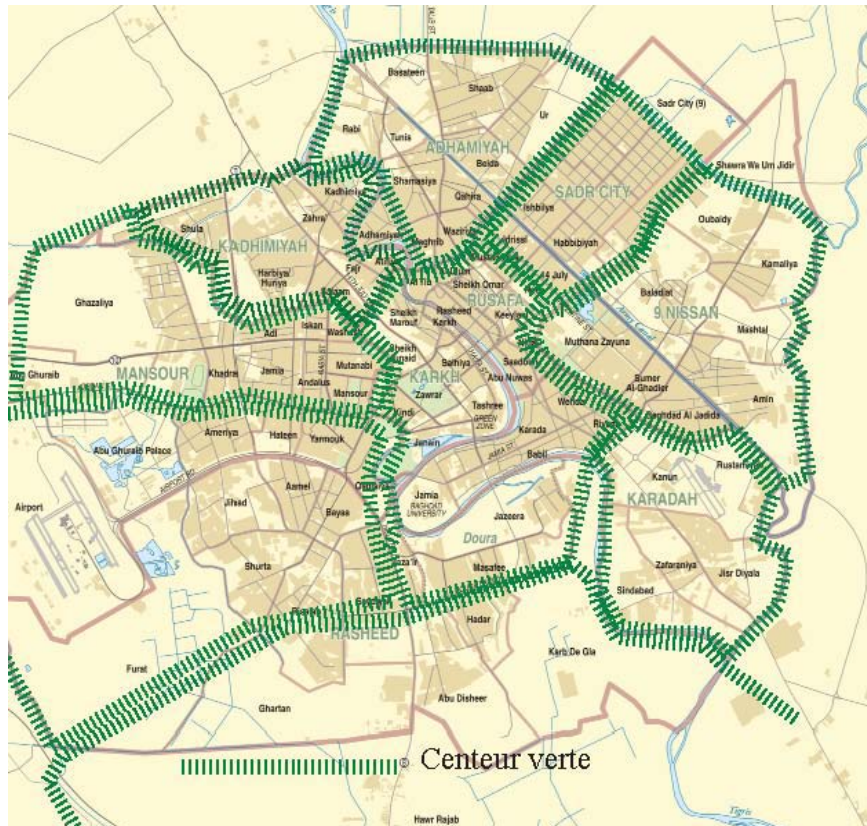


Fig. 92: Le modèle polycentrique
Source : Elaboré par l'auteur

La ville développe un modèle spatial polycentrique dans le but d'alléger la pression qui pèse sur ses quartiers centraux. Cependant, la stratégie de priorité est d'achever une vision du développement de la ville sans étalement urbain, et de transformer la ville en un conglomérat urbain avec plusieurs stations, tout en restructurant la ville pour faire face aux conséquences sociales, économiques et écologiques résultant de la croissance et du développement de ces centres. Dans cet objectif, on recommande un développement des ceintures vertes et des corridors verts à l'intérieur de la ville et de ses périphéries en tant qu'éléments structurants, tout d'abord pour la création des zones appropriées et agréables, favorables à une interaction sociale, ainsi que pour favoriser la mobilité verte (zones piétonnes et pistes cyclables). En prenant en considération la taille de la ville de Bagdad, cette vision verte pourrait être adaptée sur une échelle de quartiers ou d'une commune. En effet, la ville de Bagdad constitue neuf communes ou zones municipales ; cela signifie qu'il y aura neuf ceinture verte dans la ville (Fig. 93), ce qui est

suffisant pour rendre la ville verte au degré où elle peut se passer de l'utilisation de la voiture dans divers lieux de la ville.



La planification d'une croissance à la fois rapide et sensible doit être vraiment prudente, de sorte que l'on puisse préserver l'environnement urbain critique qui rend cette ville unique. A cet égard, il devient tellement important, dans une ville comme Bagdad, d'identifier et de conserver ces enjeux distincts, urbains et culturels d'abord, puis de déterminer où les nouveaux développements pourraient être les mieux situés. Cela afin de garder un équilibre entre la conservation et le développement. Toutes les zones dans la ville peuvent toujours être sensiblement développées à une date ultérieure, toutefois il est très difficile et coûteux de récupérer un patrimoine endommagé. Donc, cela offre une occasion rare pour produire une

combinaison particulière de caractéristiques de son identité urbaine: une ville arabe authentique et conservatrice, mais aussi progressiste et ouverte.

La redéfinition fonctionnelle de la vieille ville et de son rôle dans le fonctionnement global de l'agglomération contemporaine implique une intervention sur les éléments de la centralité comme celui de favoriser l'introduction d'activités nouvelles prenant la relève des secteurs artisanaux en déclin et visant largement une clientèle touristique.

Les zones urbaines sous-intégrées ne peuvent plus être considérées isolément, mais doivent être comprises comme partie intégrante d'un système urbain global au niveau régional qui conduit à son tour à un système de villes à l'intérieur d'un pays. Il s'agit alors de réinsérer les quartiers en difficulté dans leur ville et d'assurer une articulation harmonieuse des échelles (quartier, ville, agglomération, etc.) et des dispositifs territoriaux. Il s'agit aussi de renforcer l'accès aux services urbains dans les quartiers défavorisés, et de réduire ainsi les disparités spatiales, pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois en équilibre sur le territoire urbain de la ville.

7.2.4.2. - La périphérie de la ville, contenir l'urbanisation, le nouveau périmètre urbain

Bagdad diffère des autres villes contemporaines en terme d'étalement urbain. Elle n'est pas impactée par l'étalement urbain de telle sorte qu'une croissance spatiale de l'agglomération est plus rapide que son évolution démographique. Ce processus entraîne notamment une dédensification importante du territoire urbain, un allongement des distances et une déqualification des quartiers centraux et anciens. Au contraire, l'étalement urbain de la ville ne répond pas tout à fait et ne suit jamais l'évolution démographique. Une autre raison de l'étalement urbain provient du fait que la solution classique qui a été appliquée dans la ville pour répondre à son développement, est plutôt l'extension des zones bâties vers ses périphéries que le développement de type « *urban infill* »²⁵⁵ ou dent creuse. Même s'il y avait une zone géographique correspondant aux nouvelles activités émergentes, l'expansion urbaine est la première solution

²⁵⁵ Nous utilisons ce concept pour désigner (comme dans le programme d'études dans les écoles d'architecture en Irak) la réutilisation des friches se trouvant à l'intérieur de la ville ou la requalification des parties des quartiers dégradés. Ces politiques du *urbain infill* sont adoptées pour la poursuite de la construction, notamment dans le cadre d'un réaménagement de la collectivité ou d'un programme de gestion de la croissance ou dans le cadre d'une croissance intelligente.

adoptée par les autorités locales. C'est pourquoi la maîtrise de l'étalement urbain devrait être l'objectif central et transversal dans toute démarche visant un développement urbain durable.

Le principe de base sur lequel il est important que nous nous appuyons pour guider nos interventions urbaines à la périphérie de la ville est la croissance externe qui se produit souvent pour compléter certaines des exigences fonctionnelles et spatiales insuffisantes des zones de la ville intérieure et du centre historique - qui sont délimitées intérieurement ou enfermées par des barrières naturelles ou artificielles ; ou encore des zones qui sont délimitées par l'ancienne extension urbaine planifiée ou aléatoire – qui ne sont plus adaptées pour les accueillir. Par exemple, certaines activités sociales (habitation et équipements sociaux tels que les grands complexes d'exposition), les activités commerciales (telles que les grandes activités des complexes commerciaux et des malls) ou les installations industrielles telles que les grandes usines ont besoin de grands espaces de développement ouverts et flexibles. Elles ont également besoin d'équipements sociaux tels que de grands espaces de récréation, des hôtels luxueux et des édifices gouvernementaux, les sièges administratifs des entreprises qui souvent trouvent la morphologie actuelle de la ville trop restrictive pour leurs activités. Par conséquent, il est possible de situer ces activités dans ces zones de la ville.

Il convient de noter ici que le centre-ville et ses périphéries de proximité, avec les périphéries lointaines, ont la même qualité urbaine en termes de manque d'activités nécessaires, et de déséquilibre fonctionnel. Nous discutons ici de l'échelle de ces activités. La disparité la plus évidente que nous devons souligner se trouve entre les deux parties de la ville à l'Est et à l'Ouest. Là, nous constatons que le côté de *Al Karkh* contient la plupart des activités culturelles et de loisirs et aussi des équipements sociaux divers, ainsi que des grands espaces verts. En même temps dans l'autre côté de la ville, le quartier de *Al Rusafa* souffre d'un manque de ces activités, et si ces activités étaient disponibles, elles souffrent de négligence. On peut remarquer clairement cette différence à travers une lecture morphologique et cartographique de la ville. Cette différence s'inscrit en termes de distribution fonctionnelle, de densité urbaine et d'équilibre d'usage du sol, ce qui doit être pris en considération lors de l'élaboration et du développement de cette zone de la ville.

La lutte contre l'étalement urbain dans le développement de la ville de Bagdad est une question difficile, parce qu'elle est confrontée à une demande toujours croissante de logements, de

services et d'équipements sociaux par rapport à la croissance démographique actuelle et celle qui est prévue. Ainsi, la délimitation de la zone d'urbanisation actuelle est limitée par rapport à la croissance prévisible. Cependant, dans une optique de développement durable, il faut trouver un équilibre entre espaces bâtis et espaces ouverts. Autrement dit en perspective plus large, entre l'urbain et le rural.

En termes économiques de développement urbain, ces zones périphériques du territoire en difficulté de développement ne sont pas celles qui sont identifiées par les institutions et le pouvoir publiques en tant que zones prioritaires sur le plan du développement économique. Les périphéries de la ville, dans un sens économique, traduisent un ensemble complexe de facteurs de dysfonctionnements, socio-économiques et commerciaux. Dans tous les grands quartiers des périphéries, les modestes structures commerciales mises en place de manière non planifiée ont souvent connu des crises d'inadaptation quantitative et qualitative face à des populations évolutives.

Cependant, le potentiel économique de la périphérie de la ville pour le développement futur de la ville de Bagdad est très important. C'est parce qu'on y peut envisager l'implantation de plusieurs pôles d'emplois et d'attractivité qui pourraient redynamiser toute la ville et surtout soulagerait la congestion et la pression sur le centre-ville. Les futurs développements résidentiels sont également primordiaux pour la requalification de cette zone et sa capacité à jouer un rôle stratégique dans la ville. Ainsi, les périphéries de la ville sont-elles vouées à devenir une nouvelle aire dynamique qui attire les habitants, les entreprises et les commerces.

Pour l'intervention, nous avons résumé nos méthodes de travail en faveur d'un modèle de construction de la ville sur la ville. L'idée principale dans le développement de cette zone est d'utiliser les banlieues existantes avec toute intervention nécessaire, d'accompagner un changement de zonage tout en définissant les règlements de la planification aussi rapidement que possible, afin d'encourager désormais la croissance urbaine durable à partir de cette phase de développement.

Une dynamique « *Bottom-up* », de concert avec des ajustements « *top-down* », donnera ensuite une impulsion au processus de reconstruction. Nous désignons ici la direction dynamique de reconstruction de type « *Bottom-up* » pour exploiter les forces urbaines normales et pour prendre

soin du processus à son propre rythme. Nous sommes également optimistes quant à la mise en place des législations adaptées et du développement d'un secteur économique dynamique qui permettrait de financer une partie importante de la reconstruction. Ce sont simplement les processus intelligents qui pourront contribuer à de meilleures affaires. Et non pas le désir idéologique pour un meilleur urbanisme.

Les projets de développement des périphéries de la ville sont les périmètres d'urbanisation qui définiront la limite du territoire destiné à être urbanisé pour la ville. En ce sens, la maîtrise de l'étalement urbain peut être effectivement réalisée par la création d'une ceinture verte, classée inconstructible. Toujours dans l'imagination de contenir l'extension de Bagdad, il est question de la protéger par une ceinture verte, en renforçant le maintien du périmètre situé, surtout dans le côté de *Al-Rusafa*, à l'est et au sud de la ville. Cependant, l'extension de la ville ne doit pas se faire au détriment de cette « ceinture verte ». C'est pourquoi l'augmentation des densités de population dans la ville actuelle est une condition très importante pour que ce véritable « poumon » de l'agglomération soit sauvegardé pour longtemps. Dans le même ordre d'idées, en conformité avec ce qu'on a développé sur l'approche territoriale dans notre cadre théorique, cette ceinture verte fait appel à la constitution d'un espace tampon entre la ville et son périmètre urbain et toutes nouvelles extensions urbaines, en ses deux directions de la ville et vers la ville.

Dans le même sens se situe le projet de contrôler l'étalement urbain par la délimitation d'un périmètre d'urbanisation. Selon une telle logique, la localisation des zones résidentielles par rapport aux lieux fréquentés par les résidents ainsi que la configuration des réseaux de déplacements paraissent fondamentaux. Par suite le regroupement des différentes fonctions urbaines, peut contribuer à limiter la longueur des déplacements puisque la plupart des résidents des agglomérations urbaines concentrent leurs déplacements réguliers (résidence-travail-consommation-loisirs-éducation et autres services) à l'intérieur du territoire de l'agglomération. En d'autres termes, trouver des configurations spatiales qui assurent une bonne articulation des zones résidentielles, de l'offre commerciale et des zones vertes récréatives semble être un objectif important, car il est ainsi possible de réduire les distances à parcourir pour accéder aux aménités recherchées.

Par une démarcation entre les types d'activités et le développement de ces milieux, le périmètre d'urbanisation contribue à une meilleure différenciation entre les milieux ruraux et urbains. Afin

de minimiser les conflits d'utilisation du sol dans les territoires ruraux et urbains, la démarcation des territoires est assortie à des mesures de protection et de mise en valeur des secteurs agricoles et urbains.

Page | 406 En fonction de tout ce qui précède, l'intervention dans les périphéries s'inscrit dans une stratégie à deux volets :

Le premier volet s'articule autour d'une intervention locale territoriale qui devrait être réalisée dans des zones jugées prioritaires par des mesures concrètes en matière d'habitation, d'aménagement du territoire, de développement économique, culturel, social, par la mise en œuvre du programme national de réhabilitation proposée auparavant.

Le deuxième volet vise la planification de la croissance urbaine par de nouvelles constructions dans une perspective de développement durable et de soutien à la vitalité sociale, la protection et la mise en valeur de l'environnement et des infrastructures stratégiques (l'eau, les transports, l'électricité et l'équipement sociaux).

Afin de rétablir l'équilibre de la ville, et en ligne avec le principal objectif déclaré de la stratégie et de la vision qui propose de « remettre la ville en forme dans un approche globale intégrée », nous tenons à déclarer deux grandes propositions concernant le deuxième volet, au niveau des fonctions urbaines et du zonage, afin de situer ces nouvelles fonctions. Les périphéries, en vertu d'une politique de création de polarité attractive (pôles urbains attractifs), sont bien adaptées pour accueillir ce type d'intervention. Il y a la possibilité d'installer de nouveaux pôles de fonction économique (commercial ou industriel) ou social (culturel), par le biais de deux projets.

- le premier concerne les entrées de la ville (Fig. 94) ;
- le deuxième vise à la création des autres pôles urbain d'attraction surtout dans le côté est de la ville pour l'équilibrer avec le côté ouest. Ce pôle pourrait être, par exemple, un aéroport, ou un centre d'activités sociales culturelles ou sportives.

Dans le but du premier projet, les projets de développement des entrées de ville doivent être conjugués avec la vision globale de la restructuration de la ville et de son évolution à venir, notamment de la lutte contre l'étalement urbain, de la protection de l'environnement et du plan de transport et de mobilité durable. La vision d'aménagement de l'entrée de la ville repose sur les

grandes orientations exprimées par la ville en matière de mobilité durable, de densification des milieux construits et de renforcement des pôles urbains majeurs.



Bagdad - Entrée nord-est



Bagdad - Entrée sud-est



Bagdad - Entrée nord



Bagdad - Entrée sud

Fig. 94: des carte montre les entrées principales de la ville
Source : Elaborée par l'auteur via Google earth.

En réalité, les difficultés dont souffrent les entrées de la ville tirent leur origine de la faiblesse inhérente à leur genèse, du désordre et du déséquilibre structurel et des dégradations circonstanciées. Cette zone de la ville n'a jamais été définie ou pensée en tant qu'espace urbain qui devrait avoir des caractéristiques spécifiques ou qui contient des fonctions urbaines autre qu'un passage vers le centre-ville. Bien que les rentées en tant que nouveaux lieux de centralité qu'on vient de proposer se caractérisent par trois éléments importants. Tout d'abord, ce sont des lieux d'attractivité économique, qui attirent des consommateurs en foules auxquelles on reconnaît une mixité sociale importante créant un environnement de prospérité.

Cependant, les entrées de la ville ont connu des phases de croissance liées à la multiplication non régulée des établissements et des installations commerciales (des zones de restauration et des petites commerces) et des activités préindustrielles (des ateliers et des garages). Les entrées de la ville ont aussi été des lieux pour l'installation de branches commerciales qui butent sur des concurrences qui les ont déstabilisés. Ainsi, des entreprises disparaissent et des établissements correspondants ferment, suscitant encore des recompositions.

Les entrées de ville peuvent être identifiées comme des parties de territoire dont l'évolution dans le temps, en termes de développement urbain, peut être modifiée par des projets majeurs susceptibles d'avoir un impact important sur les réseaux de transport, ainsi que sur l'avenir de la ville dans sa région. Le développement des projets de gares (par exemple) dans l'entrée de la ville pourraient fonctionner comme terminaux de transport qui offrent des services réguliers vers toutes les villes du pays (terminaux sud, est, nord, etc.). L'ambition est de coordonner la requalification des lignes, des gares et des stations avec la recomposition de la ville existante, le développement de pôles d'urbanisation et la création de nouvelles « centralités » à l'échelle métropolitaine.



Fig. 95 : Cette carte montre les entrées principales de la ville, et les pôles urbains existants et prévus sur les deux côtés de la ville. Source : Elaboré pas l'auteur.

Le déplacement des gares est bien entendu une décision lourde de conséquences. Toutefois, les gares qui existent actuellement jouent un rôle négatif dans le fonctionnement de l'ensemble de la ville. L'emplacement actuel des gares dans la ville reflète et indique un déséquilibre structurel dans la structure urbaine de la ville. Les gares se trouvent dans une zone du centre de Bagdad, et cette zone pourrait fortement être qualifiée de restreinte et interdite aux véhicules, afin d'essayer de contenir les problèmes de trafic automobile au centre-ville, et pour protéger comme pour

mettre en valeur la ville ancienne. Ainsi, on en ressent encore les effets négatifs au niveau de l'environnement social et naturel, voire même sur le plan économique. Sur ce plan, les rendements économiques de ces gares ne correspondent pas au prix du terrain sur lequel les gares sont implantées. L'intégration réussie de l'urbanisation et du transport, fortement exprimée dans le développement urbain durable, pourrait être pleinement prise en compte par le développement de l'entrée de la ville, par une réappropriation de l'espace (lequel n'est actuellement pas utilisé), afin de répondre aux exigences de réduction d'un nombre sans cesse croissant de véhicules qui se déplacent vers le centre-ville.

Les entrées de ville projetteraient une image contemporaine saine et durable de la ville. Elles seraient accueillantes et structurées par un bâti continu le long de grands boulevards verts, de piazzas d'espaces verts, de gares et de centres commerciaux, voire même de logements, d'activités culturelles et d'équipements sociaux et sportifs. Ce développement s'étendrait jusqu'à s'entrelacer progressivement avec l'intérieur de la ville.

En ce qui concerne la deuxième option d'intervention, on a souligné que la délimitation actuelle de la zone pouvant être urbanisée peut être insuffisante par rapport à la croissance prévisible. Donc, en planifiant des réseaux d'infrastructures publiques pour un espace plus restreint que la demande réelle, le développement risque d'être mal structuré. Ainsi, une modification du schéma devrait remédier à la situation.

La détermination d'un nouveau périmètre d'urbanisation devrait donc être et basée sur des perspectives de croissance réalistes et s'appuyer sur :

- des analyses prévisionnelles se rapportant aux besoins en territoires, aux répercussions sur les activités existantes et aux besoins en équipements et en infrastructures ;
- la capacité d'accueil des secteurs bâtis et des nouveaux secteurs ;
- les coûts de viabilisation des nouveaux secteurs ;
- l'organisation spatiale régionale applicable à l'urbanisation et à la répartition des axes de développement ou des pôles industriels, commerciaux et de services ;

- la délimitation du périmètre d'urbanisation permettant de planifier les réseaux d'équipements et d'infrastructures destinés aux usages urbains tels que les réseaux d'aqueduc et d'égout, le réseau routier ou le réseau de transport en commun. En plus d'entraîner un contrôle des fonctions urbaines.

Dans le but de maîtriser l'étalement urbain, l'idée qui pourrait faire son chemin ici est de limiter le développement horizontal de la ville par la promotion de zones périphériques, lesquelles seront érigées en centres satellites. Cela bien sûr sans oublier que la nouvelle ville de *Basmayah* sera bâtie, quant à elle, quasiment à partir de rien.

En termes de demande et d'offre d'espaces résidentiels, en lien avec les orientations gouvernementales devant répondre à la demande de logement de 500 000 unités d'habitation pour se débarrasser des bidonvilles informels, les périphéries de la ville sont la destination préférée évidente pour répondre à cet objectif. En effet, les terrains disponibles dans le périmètre intérieur de la ville ne permettent pas de répondre à cet objectif prévu.

Pour loger ces nouveaux ménages et ces emplois, la ville peut compter d'abord sur des terrains vacants et sur certains espaces pouvant être re-développés, notamment des bâtiments existants ayant servi à des fins industrielles et commerciales.²⁵⁶

Ceux-ci pouvant être reconvertis à des fins résidentielles. Cependant, la priorité devrait être donnée au fait d'allouer suffisamment d'espace pour les zones ouvertes et vertes. Si cela n'est pas approprié, la deuxième option serait celle de l'extension du périmètre d'urbanisation dans les périphéries de la ville.

Dans notre objectif stratégique principal de la création des pôles urbains, à l'est de la ville, un deuxième aéroport pourrait être destiné, à terme, à accueillir les vols internationaux alors que l'ancien serait réservé aux vols intérieurs. Ce pôle urbain dynamiserait efficacement à moyen et long termes les parties est de la ville. La construction d'un aéroport international devant servir de véritable plaque tournante aérienne (hub). Cet aéroport desservirait plusieurs villes répondant à l'ambition de métropolisation que Bagdad cherche toujours à réaliser.

²⁵⁶ À l'échelle du Grand Bagdad, plusieurs friches industrielles abandonnées offrent actuellement un excellent potentiel de re-développement. En effet, plusieurs de ces sites sont desservis en infrastructures et sont localisés à proximité des infrastructures de transport, plus particulièrement, de transport en commun. Ces friches se trouvent surtout dans le périmètre d'urbanisation interne de la ville.

Dans le même objectif, tout autre projet proposé précédemment dans l'exploitation des atouts de la ville telle que les cités universitaires, la cité de production médiatique ou des centres de recherche spécialisés peuvent servir de pôle d'attraction et ils seront facilement adaptables dans cette zone urbaine, pour dynamiser la ville et la région à la fois. Ainsi que pour créer un état d'équilibre fonctionnelle et structurelle dans la ville.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE THÉORIQUE

On peut souligner certaines références et nouvelles orientations pour l'élaboration des stratégies gouvernementales dans le domaine de la gestion de l'urbanisation, lesquels visent à:

- privilégier la consolidation des zones urbaines existantes et donner la priorité à la revitalisation des centres-villes et des secteurs anciens ;
- orienter l'extension urbaine dans les parties du territoire pouvant accueillir le développement de façon économique et dans le respect de l'environnement ;
- favoriser une approche intégrée du développement pour l'ensemble d'une agglomération urbaine ;
- maintenir et améliorer les équipements et les services collectifs en maximisant leurs retombées sur le milieu urbanisé ;
- améliorer les conditions de l'habitat et les adapter à son contexte socioéconomique ;
- protéger, réhabiliter et mettre en valeur le cadre bâti, les espaces publics et les éléments du milieu naturel en milieu urbanisé ;
- contribuer à la santé, la sécurité et au bien-être public ainsi qu'à la protection de l'environnement par une meilleure harmonisation des usages ;
- optimiser, par la planification des espaces industriels et commerciaux, les retombées des investissements publics et privés consentis ;

- arrimer aux objectifs d'aménagement et de protection de l'environnement la planification des infrastructures et des équipements à caractère public et assurer leur viabilité ;

- remodeler la ville à travers une forme équitable et équilibrée, avec une homogénéité de morphologie et de fonctions de sorte qu'il est difficile de sentir ou percevoir la ville en tant que centre et périphérie.

En d'autres termes, afin d'éviter la définition ou la structure classique de la ville, qui était caractérisée par un noyau central ancien et dense, une zone développée de façon radioconcentrique en continuité du bâti, et des extensions périphériques plus lâches et moins compactes. En effet, cette définition unique semble apparemment obsolète et elle ne correspond évidemment pas à la forme qu'on cherche, soit la forme par laquelle nous envisageons de répondre aux besoins des différentes classes sociales habitant la ville de façon équitable, en échappant à l'inégalité sociale ou à la ségrégation spatiale. Il faudrait une structure spatiale développée de façon souple et dynamique avec une continuité du bâti, équilibré et intégré, et des extensions périphériques moins lâches et plus compactes en respectant bien évidemment la présence d'espaces verts et ouverts nécessaire. Cela devrait être accompagné d'une répartition équitable et efficace des fonctions urbaines de manière à ce que les forces centrifuges et centripètes de la ville soient équilibrées, de façon à ce que la ville devient attractive dans sa totalité. Voilà quelques indications de la forme urbaine de la ville qui peuvent être plutôt des solutions que des problèmes.

CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE

L'élaboration d'une vision ou d'une stratégie de développement urbain durable ne répond pas à une démarche que l'on pourrait appliquer de façon universelle. Chaque processus doit s'adapter au contexte particulier et au milieu. Pour cette raison on a tenté dans notre recherche d'apporter des réponses à plusieurs questions spécifiques que soulève la ville de Bagdad, cela afin de se saisir de la question centrale de la recherche et de vérifier notre hypothèse.

Les directions de la recherche ont été élaborées en répondant aux quatre questions fondamentales suivantes :

- Où en était la ville de Bagdad? et;
- Où en est-elle actuellement ?
- Où voulons-nous aller ? Et la question la plus importante :
- Comment nous y prendre ?

C'est bien l'ensemble des réponses à ces questions qui permet de mieux comprendre et d'appréhender la complexité de la réalité de la ville de Bagdad. C'est cette complexité que nous avons essayé de décoder au long de cette thèse, en vue d'éclairer toute réflexion sur les stratégies de reconstruction et de développement envisageables.

Bagdad a été, à plusieurs reprises au cours de son histoire, au cœur des enjeux régionaux, non seulement de la politique internationale, mais aussi de l'idéologie urbaine. La ville, en de nombreuses occasions et selon des modalités diverses, a souvent incarné dans l'évolution de son tissu construit le rapport entre idéologies et urbanisme. L'histoire a souvent marqué la ville au plus profond : depuis son époque ancienne de capitale de la civilisation islamique, puis de la Sibérie ottomane (le vilayet marginalisé), ensuite comme une des villes censée être un clone de la guerre froide entre le socialisme et le capitalisme et une capitale d'Etat en construction, jusqu'à la ville capitale la plus moderne parmi les pays arabes dans les années soixante ; et enfin de la ville bombardée redevenant symbole de la renaissance d'un Irak retrouvé. Mais au-delà de ces dimensions, qu'il convient cependant de toujours garder à l'esprit, au cours des dernières décennies, Bagdad a également été le laboratoire des pratiques urbaines parmi les plus

complexes de notre temps, et dans le même temps le lieu où se sont souvent insérés des doutes sur la nature même de ces pratiques.

De la relativisation des utopies modernistes, à la définition autoritaire d'un urbanisme coercitif, de l'application de méthodes infructueuses de rénovation urbaine à la définition d'un nouveau rapport symbolique et monumental à l'histoire, du dépassement, par le façonnement d'une nouvelle image, des blocages hérités de la politisation de la ville à l'expérimentation de nouvelles formes de démocratie locale et au débat ouvert sur toutes ces dimensions, Bagdad est ainsi demeurée le terrain privilégié, à la fois d'un combat entre force des idéologies et inertie dans la mise en pratique des idées, et d'une symbiose entre l'Etat et les masses. Cette posture ne lui a pas toujours évité les crises, ni ne les lui évitera jamais. Cette posture a laissé la ville aujourd'hui dans une situation de tournant qui appelle de nouvelles ressources d'inventivité pour laisser éclore une phase nouvelle qui, par certains aspects, tarde à se dessiner. Cependant elle lui a néanmoins garanti la pérennité de sa place privilégiée parmi les villes arabes et régionales.

Où en sommes-nous actuellement ? Brodach et Goffi (2005, p. 5) rappellent que :

« Si le projet urbain de développement durable doit permettre l'avènement d'une société plus équitable et plus durable, il est essentiel qu'il permette en amont de comprendre la complexité et les caractéristiques de la société et de la représenter sans être réducteur. »

Par conséquent, passer directement à la ville durable sans s'arrêter au modèle global de développement actuel de la ville, rendrait inutile notre engagement dans cette durabilité. Le développement durable, pensé à l'échelle locale ou encore dans le cadre de la scène urbaine, exige des interprétations stratégiques tenant compte de la complexité actuelle de la ville.

Les analyses systémiques menées dans la recherche nous ont permis d'accéder à une appréhension constructive des ressources et des leviers à activer dans la ville surtout à l'échelle des quartiers (exemples que nous avons relevés dans les quartiers historiques du centre-ville, et avec le quartier de Al Thawra ou *Al Sadr city*) pour envisager leur développement durable. À l'exception de cela, penser ou relever la complexité de la ville de Bagdad est loin d'être évident. Et pourtant c'est cette vision qui doit permettre d'adapter les contenus et le processus de mise en

œuvre de la politique de la ville aux spécificités sociales et environnementales du territoire concerné.

La vision stratégique permet notamment d'établir une cohérence entre les outils de planification, les plans d'action et les politiques, de simplifier la complexité générée par la multiplicité des processus existants, leur manque de liaison et de complémentarité ainsi que l'intervention trop cloisonnée des différents partenaires et, enfin, de réduire les improvisations et décisions qui génèrent souvent cette complexité.

On s'appuie ici sur la définition de la ville durable de Cyria Emelianoff (2002, *p. cit.*):

« La ville durable c'est une ville capable de se maintenir dans le temps, de garder une identité, un sens collectif, un dynamisme à long terme. »

Ainsi, en prenant en considération la capacité de la ville à survivre sous le poids des circonstances historiques et contemporaines qu'elle a vécues, ainsi que sa résistance à la véritable crise urbaine et sociale actuelle liée à la croissance de la population, et la division ethnique et sectaire de celle-ci, à la pollution et aux énormes difficultés qu'elle affronte vis-à-vis de l'eau, de la circulation et du logement, nous tenons à déclarer la ville de Bagdad « ville durable ». Cela veut dire une ville qui a duré par excellence. Il nous paraît fondamental de faire cette déclaration car une solution urbaine ou architecturale ne comportant pas une vision de développement durable ne pourrait constituer une réponse pertinente dans le temps à cette réalité aux multiples problèmes.

Nous soulignons, au regard de l'étude et de l'analyse que nous avons faites qu'une des villes qui semble en mesure de s'intégrer au développement durable est bien Bagdad. Bien sûr la distance entre l'état réel de la ville et les exigences paraît grande, car Bagdad ne répond guère à certains critères de la ville durable. Bagdad ne remplit - *intra muros* - les conditions de la ville durable qu'en termes morphologiques et par les aspects socio-urbanistiques de la ville. Cependant pour le reste de la ville, son état révèle que la ville n'a pas une politique tendant à préserver son statut même de ville-capitale avant qu'elle soit ville durable. Néanmoins, malgré cette inadaptation aux conditions et exigences du développement urbain prospectivement durable, la ville avec ses atouts, son poids historique et culturel, sa place dans le pays et dans la région peut s'engager

dans des processus de transformation vers un développement durable, notamment dans le cadre d'analyses et approches systémiques.

Ce sens s'applique même à l'échelle nationale. Pour le cas de l'Irak, être un pays « émergent » en transition et transformation inclusive, implique de faire face à davantage de difficultés, mais permet aussi de nombreuses opportunités pour associer et harmoniser son mode de croissance, le plus tôt possible, avec une vision projetée vers la durabilité du développement. Ce processus s'applique au niveau du développement des villes en particulier. La connaissance et l'échange d'expériences avec les pays pionniers du développement durable pourront l'aider à mieux avancer dans cette démarche.

Le développement urbain durable n'est pas un processus de substitution simple de la situation actuelle vers autre « durable ». Au contraire il constitue le début d'un long processus et d'un engagement sur de nombreuses générations. Malgré les retards considérables actuels, l'Irak et sa capitale peuvent s'engager dans ce processus.

Ce qui est important dans la question du développement durable c'est que le concept même de développement durable tout comme celui de ville durable, sont des concepts qui nécessitent du temps et de la patience pour les mettre en œuvre, car ils doivent être intégrés à la fois dans la géographie physique et le milieu socioculturel de la ville. Les processus de l'intégration seront longs et doivent se faire dans le cadre d'une construction et reconstruction économique, sociale et environnementale simultanées, à l'échelle locale, régionale, globale, et viables.

Le développement durable doit devenir une priorité pour le gouvernement local, régional, national, dans ses actions et initiatives à ces trois échelles ainsi qu'à l'international. Mais aussi dans un appui aux organismes de planification, aux groupes communautaires, aux organisations non gouvernementales et au secteur privé dans la région. Ceci dans le but d'améliorer et de commencer à redresser les conséquences négatives des conditions réelles de l'augmentation de la pression sur l'infrastructure de la ville, et de la qualité de vie qui continuera à se faire sentir de plus en plus à Bagdad. À côté de ce défi, il y a celui lié au changement climatique et aux problèmes qu'il va générer en raison de l'absence d'infrastructures adéquates pour les populations urbaines et les faiblesses de la prévention et de la résilience des systèmes de planification post-catastrophe (artificielles ou naturelles).

Nous sommes confrontés à des défis de taille, mais heureusement les fondations de la ville sont en bon état. Nous pouvons être certains que Bagdad dispose (en dépit de toutes les menaces qui ont été révélées dans la recherche) d'une base incontestable de ressources naturelles et humaines quasi-illimitées et de moyens financiers très importants qui peuvent lui permettre d'accélérer les dynamiques. Pour que ces dynamiques se réalisent, cela dépend d'abord d'une volonté politique forte et ensuite d'actions d'aménagement et d'investissement. Leur conduite nécessite également l'élaboration d'une véritable vision stratégique et d'une politique de développement pour la ville de Bagdad à laquelle participeront les pouvoirs publics et un pouvoir métropolitain dans lequel seront représentés tous les courants de la société civile. Nous devons faire le point sur nos villes pour qu'elles demeurent respectueuses de l'environnement, économiquement viables et socialement intégrées. Il nous faut être sûr que ce que nous faisons va dans le bon sens, et que nous en fassions davantage.

Par ailleurs, une profonde réflexion doit être engagée sur la nature des territoires préférentiels qu'il faut préparer. Cela implique un nouveau regard sur l'aménagement du territoire qui dépasse le cas de la ville comme entité spatiale ponctuelle pour la considérer comme un élément d'un système plus vaste qu'elle commande et enrichit et qui l'enrichit. L'intégration à un ensemble composé de milieux géographiques et de ressources économiques différentes permettra à la ville de rassembler et mieux développer ses processus de métropolisation dans sa transformation vers une ville moderne et durable.

Son plan ou schéma directeur (master plan) devra porter sur le territoire le plus étendu possible de manière à appréhender la ville dans la relation à son environnement et pour renouer avec les options d'aménagement à l'échelle nationale. Il est important qu'il se décline ensuite dans une échelle de proximité suivant la nature de la question à résoudre.

1- LES APPORTS DE LA RECHERCHE DU POINT DE VUE SOCIOPOLITIQUE

Les connotations et la manipulation politique dominent la plupart des projets de développement de la ville, quels que soient les différents défis de développement, qu'ils soient urbains, économiques ou sociaux, voire même écologiques. De ce fait, les raisons d'échecs sont liées à des causes multiples dont, parmi elles : la corruption des dirigeants, la réalisation de

projets inadaptés aux réalités locales, le détournement des aides, la persistance des guerres, etc. Actuellement, au regard de ces échecs, il s'agit surtout d'une absence de volonté politique sincère et forte visant à sortir le pays de cette impasse et crise de développement. En cela, afin que les programmes de développement urbain durable local soient réussis, ils doivent être fortement fondés sur une large appropriation de l'approche et son intégration aux processus de concertation, de planification et de programmation. En d'autres termes, la stratégie du développement durable à Bagdad, ou de toute autre ville, doit faire preuve d'un projet effectivement coproduit s'appuyant sur un diagnostic partagé, loin des « projets politisés ».

D'un côté, nous avons pu constater le *statu quo* de la ville. D'un autre côté, nous avons relevé l'approche sectorielle selon laquelle les autorités publiques et le gouvernement central interviennent afin de développer des solutions, des politiques, et des services pour répondre à la demande des habitants. Ces deux observations dont la justesse a d'ailleurs été confortée par des entretiens que j'ai eus avec un groupe de fonctionnaires, nous ont amené à conclure que les politiciens et les décideurs, les pouvoirs politiques locaux, ne semblent pas savoir comment gérer une coordination de la société globale dans le sens du développement durable. Nous pouvons voir trois raisons probables. La première est que certains, ou la plupart des politiciens locaux, ne sont pas du tout intéressés par le développement durable. La seconde, c'est qu'ils ne sont pas intéressés par la planification globale, qu'ils éprouvent des difficultés à la concevoir et à la réaliser, de sorte qu'ils ne la considèrent pas comme une approche efficace pour définir et mettre en place des stratégies de développement local. La troisième est que les politiciens ne veulent pas se confronter à ce qui concerne toute réduction des ressources à l'avenir. Cela ne signifie pas du tout qu'ils ne se sentent concernés par les générations futures, mais plutôt qu'ils ne tiennent pas à être obligés par la suite d'aller chercher des solutions alternatives ou d'en développer certaines. Une autre explication s'ajoute. En effet, quasiment tous les plans proposés par des autorités locales, et approuvés, présentent des objectifs ambitieux de développement durable en tant que concepts symboliques et non comme des stratégies actives.

En outre, l'absence d'expression d'oppositions ou de questions de citoyens soulignant ce dysfonctionnement du aux autorités pourrait d'ailleurs être expliqué à son tour par le désintéressement de la population par rapport aux solutions complètes et surtout à long terme et vis-à-vis des questions de planification. La population, en général, s'intéresse plutôt aux mesures

concrètes à court terme. Cet intérêt peut se mesurer aux pressions quotidiennes rencontrées par les autorités locales et par l'approche adoptée par le gouvernement dans ses rapports avec les exigences de la communauté et pour faire face aux problèmes urbains actuels de la ville.

Nous soulignons aussi comme conclusion que l'ambition nationale pour faire de Bagdad une ville durable, pour intégrer et mettre en œuvre des projets durables, doit être portée avec force, directement par l'autorité locale de la planification globale, et par ceux qui ont des responsabilités pratiques, à savoir les planificateurs et urbanistes exerçant à l'échelle des collectivités locales. Il s'agit d'envisager, évidemment, un lien intermédiaire pour combler l'écart et les lacunes entre les différentes catégories d'acteurs impliqués. En outre, les planificateurs, à leur tour, doivent pouvoir envisager la durabilité à la fois comme un processus impliquant la société, au niveau de chaque individu, et comme un exercice de gestion collective. Les fortes recommandations dans ce sens que nous formulons sont de développer des outils et des processus qui renforcent la société civile et des formes participatives de la prise de décision par les communautés locales dans la conception et le développement de leurs localités.

Mais aussi créer des cadres politiques appropriés et améliorer les capacités de mise en œuvre de ces politiques, cela pouvant contribuer à atténuer les pressions de développement externes (la mondialisation), ainsi que les besoins d'aménagement urbain et les caractéristiques locales.

Nous devons reconnaître que l'aménagement urbain, le développement urbain, la conservation, la préservation et la durabilité sont des constructions sociales situées dans le temps et l'espace, qui représentent des dimensions contestées de différentes valeurs prônées, des aspirations et du pouvoir.

Toutefois, la ville fut autrefois très loin de la démocratie, et le gouvernement central n'a respecté ni les droits du public ni les besoins des citoyens. Pourtant, Bagdad a pu être auparavant, à certains moments de son histoire, aux mains de dirigeants qui ont eu la vision et l'énergie des pionniers lançant un large éventail de réformes au niveau des transports publics, de l'eau potable et du traitement des eaux usées, des services municipaux, des logements publics, de l'enseignement secondaire général, et des établissements d'enseignement supérieur, et ce, parfois, en dépit de leur performance qui n'était pas au niveau requis. Cependant, il y a actuellement des exemples encourageants. Dans l'image de la nouvelle Bagdad d'aujourd'hui, nous avons vu une

régénération de la ville s'appuyant sur le développement de la démocratie et du respect des libertés individuelles. Pour cela, sans des efforts concertés sérieux pour rendre les villes plus socialement conscientes et sensibles, il y a un danger très réel que l'urbanisation se développe sans l'ethos de la ville pourtant indispensable pour respecter la justice sociale, la citoyenneté et la durabilité écologique.

Cependant, en même temps, nous admettons que profiter et tirer les leçons de l'histoire de la ville ne sera pas facile et que ce pourrait être un exercice frustrant. Comme Nicolai Ouroussoff l'avait noté (cité par Brantley, 2004, op.cit., p. 49-55) :

« la recherche du passé de Bagdad peut être un exercice de frustration. »

2- DU POINT DE VUE SOCIOÉCONOMIQUE

La durabilité et la convivialité de la ville ne sont pas seulement une question de forme et de structure (aspects physique). Il s'agit également de la façon dont les diverses communautés se comportent les unes envers les autres et de leur intégration dans la ville, ainsi que de la façon dont elles sont traitées par les autorités politiques et les responsables sociaux. Pour cette raison, la réalisation de la vision de création d'une ville conviviale et durable en Irak intégrant l'aspect social exige un changement politique important. D'autant plus que les dirigeants actuels de la plupart des villes du pays ont largement adopté des politiques néolibérales, ont toujours compté sur la privatisation et ont abandonné la prestation de services.

À Bagdad, comme pour d'autres villes des pays en développement, le développement urbain est actuellement considéré dans une dynamique mondiale moderne. Il est important de trouver des moyens pour contrer les travers du capitalisme mondial, la privatisation et l'injustice sociale. Bagdad doit améliorer ses infrastructures à cet égard, et devenir un centre d'entreprises, mais aussi assurer un mode de vie durable. La modernisation urbaine et le développement ne doivent pas seulement se traduire par l'édification de bâtiments et de gratte-ciel modernes après destruction au bulldozer des bidonvilles comme le font de nombreux pays en développement. La planification urbaine durable doit être comprise comme une pratique essentielle à la croissance économique nationale, pour la résilience sociale et l'amélioration des conditions de vie de la population. C'est un processus qui a besoin d'une utilisation équitable de l'espace urbain avec

l'intention de réduire la pauvreté, les inégalités et la fracture urbaine qui s'instaure entre la ville et les bidonvilles en pleine expansion. Dans ce sens également, le gouvernement doit élaborer un programme de recherche urbaine pour reconnaître et promouvoir les avantages comparatifs de la ville (ainsi que pour toutes les villes Irakiennes). Les mesures que nous prendrons au cours des prochaines décennies auront un impact durable qui déterminera la position concurrentielle des villes Irakiennes dans l'économie mondiale du XXI^e siècle.

La reconstruction de Bagdad va absorber d'énormes quantités de travail et de capital. Si on prend en considération l'actuel taux de chômage local élevé, la mission sera beaucoup plus que d'aider à résoudre le problème du surplus de capital et de chômage par l'urbanisation. A cet effet, le résultat du projet de la ville pourrait être plutôt le moyen principal de stabilisation sociale.

Alors que la croissance urbaine rapide et la formation de bidonvilles semblent être progressivement à son apogée dans la ville de Bagdad, les politiques de planification urbaine doivent être prises dans un contexte politique, social, économique et environnemental national pour mettre en avant des plans et des mécanismes de mise en œuvre qui soient adéquatement contrôlés avec ce qui concerne les capacités de la population urbaine. L'approche participative est un meilleur moyen à cette fin. La population et les associations locales doivent prendre part au débat sur les politiques urbaines autour des questions d'utilisation des terres, de logement et des bidonvilles car elles sont les premières à être concernées. Aussi est-il important d'établir un cadre pour leur participation à la mise en œuvre de la politique de développement.

De même, la démarche de participation révèle un enjeu fort du développement durable du territoire, dans la mesure où il renvoie à la question de coproduction de sens. Il développe dès lors la potentialité de dépasser sa nature de moyen pour devenir une fin en elle-même.

En tant que tel, les définitions de la durabilité doivent être contextuellement dérivées de processus participatifs qui sont guidés, mais pas dominés, par des critères scientifiques et des exemples concrets. Encourager la ville vers l'intégration du mode de développement durable à son propre rythme va offrir aux citoyens la possibilité d'influencer le processus à long terme. Car c'est aux « *populations de décider si elle souhaite faire de leur ville une ville durable et ce qui est important à quel prix.* » (Fehr et al, 2004, p. 355-366).

Il convient de s'engager au plus tôt dans cette direction avant que le néolibéralisme ne dévore la ville. On assiste en effet à une offensive qui impose de renouveler nos analyses pour mieux saisir les enjeux de transformation, et ainsi mieux repenser nos stratégies et luttes urbaines. Cette hégémonie des tendances néolibérales qui souffle sur les villes et sur la nature de la vie urbaine dans ces villes, n'épargne aucun domaine, qu'il s'agisse d'équipements, d'infrastructures, de transport, d'habitation, de services ou d'aménagement. D'où la nécessité de re-politiser les enjeux urbains et surtout dans un sens ascendant, de la base au sommet, par la construction d'un contre-pouvoir ; c'est-à-dire pour un projet de ville inclusive, égalitaire, écologique et démocratique, qui passe forcément par l'appropriation de la ville par les citoyens. C'est un appel aux habitants à prendre des initiatives dans la ville.

Nous considérons ici que, dans la tentative de renouveler nos analyses sur la ville, la recherche actuelle amène à repenser nos luttes contre tous les types de mesures arbitraires comme une opportunité qui s'inscrit dans une ère marquée par l'hégémonie du néolibéralisme. La lecture que nous avons faite de la ville permettrait aux "militants" de mieux penser les réponses, de mieux organiser nos luttes. En considérant que le néolibéralisme, compris ici comme une nouvelle phase du capitalisme, poursuit sa croisade. Aucune sphère n'échappe à son emprise.

Dans le cadre de l'apport socio-urbain de cette recherche, une des propositions et initiatives que nous essayons de développer est une organisation de Coalition des Citoyens comme observatoire de la ville à suivre les opérations de développement de la ville, et la performance des organismes officiels. Cette organisation se compose d'habitants, notamment des universitaires (architectes, urbanistes) et des membres d'ONG(s), et l'un de ses objectifs est de formuler de nombreuses critiques notamment sur leur absence à la participation au projet. Actuellement ce genre de critiques à l'égard de la planification de la ville de Bagdad est fréquent. À chaque fois, c'est le manque de transparence dans l'organisation spatiale de la ville qui est souligné. Il résulte à la fois d'un manque de coordination des acteurs, de la multiplication des niveaux d'intervention depuis la mise en œuvre de la décentralisation initiée en 2003, de la complexité du système de gestion urbaine et de la non concordance entre les règles officielles de la planification et sa pratique, caractérisée par des phénomènes de corruption et de clientélisme.

Pour maintenir la participation civique dans l'évolution continue de la planification à long terme, les autorités concernées doivent produire des programmes éducatifs qui offrent des arguments

clairs et convaincants pour modifier les possibilités de développement de la ville dans l'esprit des individus. Nous révélons à l'égard de cet objectif l'engagement que notre recherche et ses résultats apporteront sans doute à la contribution à ces programmes éducatifs afin de corriger les pratiques et les politiques existantes relatives à la conception et au développement urbain de la ville de Bagdad. Nous espérons ainsi que notre travail soit utile à l'instruction de ces programmes (encore limitée au niveau des participants) pour mieux répondre aux nouveaux besoins et attentes de la population de la ville qui souhaite voir se développer un urbanisme rationnel, égalitaire et plus solidaire, dans l'espace et dans le temps, et adapté de manière durable.

L'enjeu est aussi de compléter la recherche sur des futurs possibles de la ville (diagnostic et analyse des forces, faiblesses et scénarios de développement du territoire) en s'engageant dans la construction, partenariale et participative, d'un futur souhaité.

Ce projet de poursuite du travail entrepris avec cette thèse se situe dans une perspective à long terme. Il s'agit d'être plus prospectif pour tenter de dégager des grandes orientations stratégiques, sur la base de plus d'analyse, de diagnostics et de recherches comparatives. A titre personnel nous sommes déjà engagés dans cette démarche par des communications en séminaires et des présentations afin de sensibiliser et mobiliser les acteurs locaux à toutes les échelles, et également par la traduction d'extraits de cette thèse en anglais et arabe dans plusieurs articles sur des questions diverses (par exemple la question du développement du centre-ville, la rénovation et la conservation des patrimoines urbains et architecturaux, ainsi sur la compréhension de l'adaptation de la notion de développement durable dans le contexte urbain de Bagdad). Nous sommes engagés dans des recherches portant sur la comparaison entre la spécificité du contexte urbain de la ville de Bagdad et le mode de développement urbain dans les villes des pays du Golfe, et bien d'autres sujets portant sur le développement.

Enfin, l'apport de la thèse, en ce qui concerne l'engagement moral, consiste en ce qu'elle est différente de toute autre tentative d'écriture tel que l'essai ou le livre. Il s'agit plutôt d'éviter les positions morales et d'énoncer un choix politique. Au cours de ce travail, j'ai essayé de toujours rester en dehors de toutes positions morales et de choix politique, adoptant une posture de chercheur, d'observateur non participant, neutre et imperméable au politique. Bien que ce soit très difficile dans le contexte de systèmes politiques tels que ceux du Moyen-Orient. De fait,

j'étais déjà engagé au sens sartrien du terme. L'engagement sartrien est inhérent à notre condition humaine, c'est le contraire de la neutralité.

« Nous sommes condamnés à l'engagement de la même façon que nous sommes condamnés à être libres. L'engagement n'est pas l'effet d'une décision volontaire, d'un choix qui lui préexisterait : je ne décide pas d'être ou non engagé car je suis toujours déjà engagé, comme je suis jeté au monde » (Wagner, 2003).

Ma position, aujourd'hui, est qu'en plus d'un engagement en tant que citoyen, j'ai la volonté, dans ma pratique professionnelle, de travailler de façon collaborative sur des projets menés avec des collègues de disciplines complémentaires pour plus de pertinence et d'efficacité.

Enfin, ma thèse est à l'origine d'un dernier changement qui m'a réellement amené à redéfinir mes objectifs vers le développement urbain durable pour lesquels, bien évidemment, j'ai choisi de faire cette thèse sur le sujet du développement urbain durable. Mes anciens objectifs reflétaient mon implication dans le domaine du développement urbain au regard de ce que j'avais appris au cours des années, à l'université, en Irak. Je m'inscris aujourd'hui dans la lignée des mouvements de changement et de réformes "populaires". Je me perçois comme un médiateur, un intermédiaire chargé de permettre à des citoyens de mieux savoir et comprendre, et de participer au développement durable en faisant évoluer leurs comportements et en prenant des initiatives. La dimension cognitive de l'enseignement ne m'échappe pas, mais elle ne me paraît pas être la première. Il faut penser aux modalités d'un développement durable local en transposant la problématique de développement durable comme un programme de recherche, de construction et d'articulation de "normes" provenant de plusieurs champs : économique, social et éthique, culturel, cela exigeant un effort de relecture et d'interprétation du contexte de ces « normes' » au regard de leur production initiale et au moment actuel, et avant de constituer tout engagement ou contrat global.

BIBLIOGRAPHIE

Introduction

(2006). *Jeddah Commitments For Sustainable Development, Second Islamic Conference Of Environment Ministers, Jeddah, Kingdom of Saudi Arabia 22nd-24th 24th Zul Qi'da 1427 A.H./13-15 December 2006*. Jeddah : ISESCO, 2006.

« Introduction. Cairo and sustainability: a provocative issue? » In : DEBACQ, Indiana (trad.), *Égypte/Monde arabe* [en ligne], 1 septembre 2011, n°8, p. 7-27. URL : <http://ema.revues.org/2970> (consulté le 13 décembre 2013).

AGA KHAN Sadrudin. (2002). « Le développement durable, une notion pervertie ». In : *Le Monde Diplomatique*, décembre 2002, p. 16-17.

AKNIN Audrey, FROGER, Géraldine, GERONIMI, Vincent, MERAL, Philippe, SCHEMBRI, Patrick. (2002). « Environnement et développement : quelques réflexions autour du concept de développement durable ». In: MARTIN Jean-Yves, *Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations*. Pariss : IRD Editions, p. 51-71.

ALBERTI, Marina. (1999). « Modeling the urban ecosystem: A conceptual framework ». In : *Environment and Planning, B Planning and Design*, vol. 26, p. 603-630.

ALRAOUF, Ali. A. (2006). « Dubaization: the Emergence of New Urban Brand in the Middle East ». In : *Journal of Cultural Exchange (Kultur Austausch)*, n°3, p. 25-31.

ARNAUD, Charlène, MARAIS, Magalie. (2010). « Le développement durable à l'épreuve des territoires méditerranéens: l'utopie d'un modèle global? ». In : LAZZERI, Yvette, MOUSTIER, Emmanuelle, *Le développement durable dans l'espace Méditerranéen: une gouvernance à inventer: Enjeux et propositions*. Paris : L'Harmattan, p. 15-32.

ASCHER, François. (2001). *Les nouveaux principes de l'urbanisme*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube. ISBN 9782876786844..

AUGER, Yann. (2009). « Le développement durable: une utopie nécessaire? ». In : *Observatoire du management alternatif. Cahier de recherche*. Paris : HEC-Paris.

BARTHEL, Pierre-Arnaud, CLERC, Valérie, PHILIFERT, Pascale. (2013). « La ville durable précipitée dans le monde arabe: essai d'analyse généalogique et critique ». In : *Environnement Urbain/Urban Environment*, vol. 7, p. a-16 à a-30.

BERDOULAY, Vincent, SOUBEYRAN, Olivier. (2002). *L'écologie urbaine et l'urbanisme* [en ligne]. Paris : Éd. la Découverte, 2002. URL : <http://www.cairn.info/l-ecologie-urbaine-et-l-urbanisme--9782707138866.htm> (consulté le 15 décembre 2013). ISBN 9782707138866.

BLOCK, Thomas, VAN ASSCHE, Joke. (2001). *Co-design of Indicators on Sustainable Urban Development*. Barcelona : Centre for Sustainable Development, Ghent University.

BOIDIN, Bruno, DJEFLAT, Abdelkader. (2009). « Spécificités et perspectives du développement durable dans les pays en développement ». In : *Mondes en développement*, 18 janvier 2010, vol. 148, n° 4, p. 7. DOI 10.3917/med.148.0007. URL: www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2009-4-page-7.htm (consulté le 13 janvier 2014)

BOUKARTA, Soufiane. (2011). « Un développement urbain durable politisé ou une politique de développement urbain durable? Processus d'appropriation du développement urbain durable en Algérie: discours, politiques et pratiques locales des acteurs urbains ». In : *Cybergeog: European Journal of Geography* [En ligne]. URL : <http://cybergeog.revues.org/24879> (consulté le 19 juillet 2013).

BOUTAUD, Aurélien, BRODHAG, Christian. (2006). « Le développement durable, du global au local. Une analyse des outils d'évaluation des acteurs publics locaux ». In : *Natures Sciences Sociétés* [En ligne], 1 juin 2006, vol. 14, n°2, p. 154-162. URL : www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2006-2-page-154.htm (consulté le 28 décembre 2013)

BRUNDTLAND, G. H. (1987). *Report of the World Commission on environment and development: « our common future »*. New York : Publications de l'ONU.

BRUNEL, Sylvie. (2004). *Le développement durable*. Paris : Presses universitaires de France. Coll. Que sais-je? ISBN 9782130540502.

COHEN, Clément (ed.), HOLEC, Nathalie, BRUNET-JOLIVALD, Geneviève, et al. (1998). *Villes et Développement Durable*. Paris : Direction Générale de L'Urbanisme, de L'Habitat et de la Construction, Centre de Documentation de L'Urbanisme.

DA CUNHA Antonio, KNOEPFEL Peter, LERESCHE Jean-Philippe, NAHRATH Stéphane (eds.). (2005). *Enjeux du développement urbain durable. Transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.

DA CUNHA, Antonio, RUEGG, Jean (eds.). (2003). *Développement durable et aménagement du territoire*. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.

DIDIER, Cécile. (2007). *Le développement urbain durable: pour une approche différente de la vie urbaine. Séminaire: Politique, culture, espace public*. Mémoire de fin d'études. Lyon : Université Lyon 2, Institut d'Etudes Politiques.

DUMORTIER, Brigitte, LAVERGNE, Marc. (2002). « Dubaï, ville du pétrole ou projet métropolitain post-pétrolier ? ». In : *Annales de Géographie*, n° 623, p. 41-59.

EKINS, Paul. (1993). « Making Development Sustainable ». In: SACHS, Wolfgang, *Global ecology: a new arena of political conflict*. Londres : Zed Books, p. 91-103

EMELIANOFF, Cyria. (2002). « Comment définir une ville durable ». In : *Villes et développement durable. Des expériences à échanger* [en ligne]. Rennes : CRDP, p. 13-15. URL : <http://www.environnement.gouv.fr/villedurable/intro/emelia.htm> (consulté le 24 janvier 2014).

EMELIANOFF, Cyria. (2006). « Connaître ou reconnaître les inégalités environnementales? ». In : *ESO, travaux et documents*, n°25, décembre, p. 35-43.

FIGUIERE, Catherine. (2006). « Sud, développement et développement durable : l'apport de l'économie politique ». In : *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], vol. 7, n°2, septembre 2006. URL : <http://vertigo.revues.org/2287> (consulté le 2 janvier 2014)

GENDRON, Corinne. (2004). « Le développement durable : un nouvel enjeu de l'historicité. Université du Québec à Montréal ». In: GUAY, Louis, DOUCET, Laval, BOUTHILLIER, Luc, DEBAILLEUL, Guy, *Les enjeux et les défis du développement durable: connaître, décider, agir*. Québec : Presses de l'Université Laval.

GENDRON, Corinne. (2005). « Le Québec à l'ère du développement durable ». In : *Policy Options-Montréal*, vol. 26, n°6, p. 20-25.

GOSSE, Marc H., BRUNFAUT, Marc. (1991). *Villes et architectures: essai sur la dimension culturelle du développement*. Paris : Karthala Editions. ISBN : 9782865372966

HAUMONT, Bernard, HAYOT, Alain. (1993). « Un nouveau champ pour l'architecture et ses recherches - Le projet urbain ». In : *Les Cahiers de la recherche architecturale*, n°32-33, 3e trim. 1993, p. 103-122.

HENDERSON, Anne-Ellen. (2005). *The Coalition Provisional Authority's Experience with Economic Reconstruction in Iraq: Lessons Identified*. Washington, DC: United States Institute of Peace.

HUGON, Philippe. (2006). « Le renouveau de l'économie du développement dans un contexte de mondialisation ». In: FROGER, Géraldine. (Ed.). (2006). In : *La mondialisation contre le développement durable?* Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, p. 29-52

JACQUET, Pierre, LOUP, Jacques. (2009). « Le développement durable, une nécessité pour les pays du Sud ». In: JACQUET, Pierre., PACHAURI, Rajendra K., TUBIANA, Laurence. (2009). *Regards sur la terre – La gouvernance du développement durable. L'annuel du développement durable*. Paris : Presses de Sciences Po, p. 182-195.

JEBRAK, Yona. (2010). *La Reconstruction Et La Résilience Urbaine: L'évolution Du Paysage Urbain*. Thèse de doctorat en études urbaines. Montréal : Université du Québec.

JENKS, M., WILLIAMS, Katie, BURTON, Elizabeth, (2000). *Achieving sustainable urban form*. London; New York : E & FN Spon, 2000. ISBN 9780419244509.

JENKS, Mike, JONES, Colin (eds.). (2010). *Dimensions of the Sustainable City*. New York: Springer.

LATOUCHE, Serge, 1989. *L'occidentalisation du monde: essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Paris : Découverte. ISBN 9782707118127.

Page | 429

LAVERGNE, Marc, 2005. « Sur les ailes du désir, de Koweït à Mascate ». In : *Villes et Territoires au Moyen-Orient* [en ligne], novembre 2005, n° 1. URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00139014>, (consulté le 21 mai 2014).

LEVY, Jacques. (2010). « La ville est le développement durable ». In : *Métropolitiques*, 3 décembre 2010. [En ligne]. URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-ville-est-le-developpement.html> (consulté le 12 janvier 2014)

LUIZARD, Pierre-Jean. (1994). « Bagdad : une métropole moderne et tribale, siège de gouvernements assiégés ». In : *Monde arabe Maghreb Machrek : Héritages, destructions, reconstructions*, n° spécial, 1er trimestre 1994.

MANCEBO, François. (2007a). « Quels référentiels pour un aménagement 'durable'? ». In : *L'Information géographique*, vol. 71, 3/2007, p. 29-47 [En ligne] URL : www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2007-3-page-29.htm (consulté le 23 janvier 2014)

MANCEBO, François. (2009). « Des développements durables. Quel référentiel pour les politiques de développement durable en Europe? ». In : *Cybergeo: European Journal of Geography*. URL : <http://cybergeo.revues.org/21987> (consulté le 23 janvier 2014).

MATAGNE, Patrick, ESPACE MENDÈS FRANCE (POITIERS) (ed.). (2005). *Les enjeux du développement durable: actes des journées d'études organisées en 2003-2004*. Paris, Budapest, Torino : l'Harmattan. ISBN 9782747585392.

ORR, David R. (2003). *Four Challenges of Sustainability*. [En ligne]. Burlington : School of Natural Resources, University of Vermont. URL : <http://www.ratical.org/co-globalize/4CofS.pdf> (consulté le 5 juillet 2008).

PELLAUD, Francine. (2001). « Approche didactique du 'développement durable': un concept entre utopie et réalité ». In : *Education Permanente* [En ligne], n°148, 3/2001. Genève : LDES – Laboratoire de Didactique et d'Epistémologie des Sciences de l'Université de Genève. URL : http://www.ldes.unige.ch/publi/rech/2001Educ_perm.pdf (consulté le 1er janvier 2014).

RAFFAUD, Fanny. (2003). *L'urbain, L'environnement et Le Développement Durable en France. Essai d'analyse Revue Urbanisme-1964-2000*. Thèse de doctorat en Géographie et Aménagement. Pau : Université de Pau et des Pays de l'Adour.

RAUFFLET, Emmanuel, MENA, Diego. (2012). « Revue de la littérature sur l'intégration du développement durable dans la formation en gestion ». In : *Les Cahiers de Recherche GRIDD-*

HEC, n°3. Montréal : Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur le Développement Durable, HEC Montréal.

RIST, Gilbert. (2002). *The history of development: from western origins to global faith*. Londres : Zed Books. ISBN: 978-1842771815

Page | 430

RIZK, Nagla. (2008). « Information Technology, Cultural Heritage and Sustainable Development ». In: HASSAN, Fekri, DE TRAFFORD, Aloisia, YOUSSEF, Mohsen, *Cultural Heritage and Development in the Arab World*. Alexandrie: Bibliotheca Alexandrina, p. 167-174.

ROSENBERG, Matt T. (1987). « Largest Cities Through History ». In : *About.com* [en ligne]. URL : <http://geography.about.com/library/weekly/aa011201a.htm> (consulté le 01 janvier 2014).

ROUXEL, Françoise. (2011). « Traversières. Repenser le sol pour une action foncière en faveur d'un développement plus durable des territoires Aménager un bien commun : le foncier ». In : *Journée d'échanges et de réflexion organisée par le CAUE de l'Ardèche et le Pays Ardèche verte*. Annonay : CAUE de l'Ardèche.

SASSEN Saskia. (2010). « La ville, boule de cristal de la modernité ». In : *Le Monde Diplomatique*, décembre 2010.

STENGERS, Isabelle. (1999). « Le développement durable : une nouvelle approche ? ». In : *Alliage*, n°40, automne 1999, p. 31-39

THEYS, Jacques, EMELIANOFF, Cyria. (2001). « Les contradictions de la ville durable ». In : *Le Débat*, n°113, p. 122-135.

UNCHS/UNEP. (2001). *Sustainable Cities Programme SCP 1990 - 2000. A decade of United Nations Support for Broad-based participatory management of Urban Development*. [En ligne]. Nairobi : UN-Habitat. URL : <http://ww2.unhabitat.org/programmes/sustainablecities/documents/SCP%20> (consulté le 23 avril 2014)

VERON, Jacques. (2006). *L'urbanisation du monde*. Paris : La Découverte.

ZETTER, Roger, WATSON, Georgia Butina, 2006. *Designing sustainable cities in the developing world*. Aldershot, England; Burlington, VT : Ashgate, 2006. ISBN 9780754643555.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE 1

Al ASH'AB, Khalis. (1982). *Madinat Baghdad, numuha, buniyatuhd, takhtituha*. [La ville de Bagdad, sa croissance, sa structure, sa planification]. Bagdad: Dar al-Hurriyye.

ALEXANDER, Ari. (2003). *The Jews of Baghdad and Zionism: 1920-1948*. Thèse présentée à l'exécution partielle du degré de maîtrise en philosophie des études modernes du Moyen-Orient. Oxford : Faculté d'études orientales de l'Université d'Oxford.

AL-HATHOUL, Saleh Ali. (1996). *The Arab-Muslim city: Tradition, continuity and change in the physical environment*. Riyadh: Dar Al Sahan. ISBN 9789960905419

AL-MUSSAWI, Mustafa Abbas. (1982). "*Alaawaml Alttarikhiyah fi Nachaat wa Tattaor alMudon Alaarabiyh wa Alislamiyah*". [Des facteurs historiques sur les origines et l'évolution des villes arabes et islamiques]. Baghdad : Dar Al-Rasheed, ministère de la Culture et de l'Information, République d'Irak.

AL-NAJJAR, Jamil Musa. (1991). *Al-Idâra al-Osmânî fi Vilâyeti Baghdad. 1869-1917* [L'administration ottoman dans la province de Bagdad 1869-1917]. Le Cairo : Madbouly Bookshop.

BEN-HAMOUCHE, Mustapha. (2008). « Climate, cities and sustainability in the Arabian region : compactness as a new paradigm in urban design and planning ». *Archnet-IJAR, International Journal of Architectural Research*, vol.2, n°2.

BIANCA, Stefano, EIDGENÖSSISCHE TECHNISCHE HOCHSCHULE ZÜRICH, INSTITUT FÜR ORTS-, Regional-und Landesplanung. (2000). *Urban form in the Arab world: past and present*. London; New York: Thames & Hudson. ISBN 9780500282052.

CEYLAN, Ebubekir. (2006). *Ottoman Centralization and Modernization in the Province of Baghdad, 1831-1872*. Istanbul: Boğaziçi University.

CEYLAN, Ebubekir. (2009). « Carrot or stick? Ottoman tribal policy in Baghdad, 1831–1876 ». In: *International Journal of Contemporary Iraqi Studies*, vol. 3, n°2, p. 169–186.

CHALINE, Claude. (1996). *Les villes du monde arabe*. Paris : A. Colin, 2e éd. mise à jour. ISBN : 9782200013806.

DAVISON, Roderic H. (1973). *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*. New York: Gordian Press.

DECROLY, Jean-Michel. (2002). Une urbanisation rapide et contrastée. In : *Cours: géographie régionale - Géographie de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient* [En ligne]. Bruxelles: Université Libre de Bruxelles, Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire. URL : http://homepages.ulb.ac.be/~jmdecrol/Upload_enseignement/GeogF312_ChVTexte.pdf (consulté le 27 janvier 2014).

DROWER, Ethel Stefana. (1923). *By Tigris and Euphrates*. London: Hurst & Blackett.

DUMPER, Michael, STANLEY, Bruce E., 2007. *Cities of the Middle East and North Africa a historical encyclopedia*. Santa Barbara : ABC-CLIO. ISBN 9781576079201.

DURI, Abd Al-Aziz. (1983). *The Rise of Historical Writing Among the Arabs*. Princeton, N.J. : Princeton Univ Pr. ISBN 9780691053882.

DURRI, Abd Al Aziz. (2007). « Baghdad ». In : BOSWORTH, Clifford Edmund, *Historic cities of the Islamic world*. Leiden, Boston : Brill. ISBN 9789047423836.

EDMOND, Frézouls. (1983). « Urbanisme et société : réflexions sur l'Orient ancien ». In : *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Antiquité*, vol. 95, n°1, p. 305-333.

GULICK, John. (1967). « Baghdad: Portrait of a City IIM Physical and Cultural Change ». In : *Journal of the American Institute of Planners Journal of the American Institute of Planners*, vol. 33, n° 4, p. 246-255.

LONGRIGG, Stephen Hemsley. (1999). *Four Centuries of Modern Iraq*. Reading : Garnet. ISBN 9781859641699.

LUIZARD Pierre-Jean. (2009). *Comment est né l'Irak moderne?* Paris : CNRS Éditions, 2009. ISBN 9782271067197.

MAKIYA, Mohammad. (2005). *Bagdad*. London : Alwararak.

MARTHELOT, Pierre, 1965. « Bagdad Notes de géographie urbaine ». In : *Annales de Géographie* [en ligne], vol. 74, n° 401, p. 24-37. DOI 10.3406/geo.1965.16774. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1965_num_74_401_16774, (consulté le 25 février 2014).

NOORADDIN, Hoshiar. (2004). « Globalization and the Search for Modern Local Architecture: Learning from Baghdad ». In: ALSHESHTAWY, Yasser. *Planning middle eastern cities an urban kaleidoscope in a globalizing world*. London: Routledge, p. 59-84

OUROUSSOFF, Nicolai. (2003). «When Iraq Looked West ». In: *Los Angeles Times*, 14 décembre 2003

PETROV, Milen V., DEPARTMENT OF NEAR EASTERN STUDIES. (2006). *Tanzimat for the countryside: Midhat Paşa and the Vilayet of Danube, 1864-1868*. Princeton : Princeton University.

RAYMOND, André. (1979). « La conquête ottomane et le développement des grandes villes arabes ». In : *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* [en ligne], vol. 27, n°1, p. 115-134. DOI 10.3406/remmm.1979.1845. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0035-1474_1979_num_27_1_1845, (consulté le 3 mai 2014).

SAIED, M.K. Abdullah, O'SULLIVAN Christopher. (2006). *Iraq between two occupations. Observations on Iraq and the Great Powers (1933–2003)*. Zürich: Swiss Federal Institute of Technology.

CHAPITRE 2

Page | 433

AL BAZAZ, Nouri Khalil. (1966). *Ṣinā'ah wa-mashārī' al-taṣnī' fī al-'Irāq*, [L'industrie et les projets de l'industrialisation en Irak]. Bagdad : Institut de recherches et des études arabes.

AL-ADHAMI, M.B. (1975) *A comprehensive approach to the study of the housing sector in Iraq with special reference to needs, standards, inputs, density and costs as factors in the analysis of housing problems in Baghdad*. Thèse de doctorat. Nottingham: University of Nottingham.

ALCKHEON, Rashid. (2011). « Al iraq, tathakar "majlis al imar" almalaki » [Irak: Souvenez-vous du "Conseil de la reconstruction" Royal!]. In : *Al Ittihad* [en ligne]. 1 juin 2011. URL : <http://www.alittihad.ae/wajhatdetails.php?id=59459>, (consulté le 27 janvier 2014).

ALNASRAWI, Abbas. (1994). *The Economy of Iraq: Oil, Wars, Destruction of Development and Prospects, 1950-2010*. Westport, Conn. : Greenwood Press. ISBN 9780313031137.

AL-SAAD, Mohsin Ali. (1984). *Determinants of the time-pattern of government spending in developing countries the case of Iraq*. Thèse de doctorat en philosophie. Aberystwyth : University College of Wales

AL-SULTANY, Khaled.(2008). « Half a century after the creation of the “Wright” projects in Baghdad: Plans for the imagined architecture ». In : *Revista de crítica arquitectónica*, n° spécial Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi, p. 141-144

BATATU, Hanna. (2004). *The old social classes and the revolutionary movements of Iraq: a study of Iraq's old landed and commercial classes and of its Communists, Ba 'thists, and Free Officers*. London : Saqi Books. ISBN 9780863565205.

BAUDOUÏ, Rémi. (2002). « Bâtir un Stade: le Projet de Le Corbusier pour Bagdad, 1955–1973 ». In : *Revista de crítica arquitectónica*, n° spécial Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi, p. 91–102.

BERNARDSSON, Magnus T. (2008). « Architecture and politics in the twentieth century, visions of Iraq, modernizing the Past in 1950 Baghdad ». In: ISENSTADT, Sandy, RIZVI, Kishwar. (2008). *Modernism and the Middle East, Architecture and Politics in the Twentieth Century*. Seattle : University of Washington Press. ISBN 9780295988214.

BISHOP, Elizabeth. (2013). « ‘Day-to-Day Politics;’ Iraq’s Development between Bilateral and International Organizations ». In: *Studia Europaea*, special issue on “Ethics in International Relations,” n° 2, 2013, p. 5-21.

DAVIS, Eric. (2013). « 'ABD AL-KARIM QASIM Sectarian Identities and the Rise of Corporatism in Iraq » [en ligne]. In : *Kufa Review* | مجلة الكوفة, vol. 2, n° 1, septembre 2013. URL : http://www.uokufa.edu.iq/journals/index.php/Kufa_Review/article/view/26 (consulté le 26 janvier 2014).

DODGE, Toby. (2006). « The British mandate in Iraq, 1920-1932 ». In : *The Middle East, Online Series 2: Iraq 1914-1974*. Londres : Thomson Learning EMEA.

D'ORTIGUE, Pauline Lavagne. (2008). « Connaître l'architecture classique et l'urbanisme colonial; rêver d'une ville moderne et syncrétique » : J. M. Wilson. In: PALMIER-CHATELAIN, Marie-Élise, GADOIN, Isabelle. *Rêver d'Orient, Connaître l'Orient: Visions de L'orient dans l'art et la Littérature Britanniques*. Lyon : ENS Editions. ISBN 9782847881370.

DOXIADIS, Constantinos A. (1968). *Ekistics: An Introduction to the Science of human Settlements*. Oxford: Oxford University Press.

DOXIADIS, Constantinos A. (1970). « Ekistics, the science of human settlements ». In: *Science* [En ligne], vol. 170, n°. 3956, p. 393-404. URL : http://www.doxiadis.org/files/pdf/ecistics_the_science_of_human_settlements.pdf (consulté le 8 mai 2014).

DURRI, Abd Al Aziz. (1965). « Baghdad ». In : *The Encyclopedia of Islam*. Leiden : E.J. Brill, p. 1-320. ISBN 9789004070264.

FATHI Ehsan. (2006). « Protection et restauration de l'architecture coloniale à Bagdad : problèmes et enjeux », traduit de l'anglais par Caecilia Pieri. In : *Architecture Coloniale et Patrimoine, Experiences Europeennes*. Paris : Institut National du Patrimoine, p. 198-203.

FETHI, Ihsan. (1977). *Urban conservation in Iraq: the case for protecting the cultural heritage of Iraq with special reference to Baghdad including a comprehensive inventory of its areas and buildings of historic or architectural interest*. [Sheffield] : University of Sheffield, Dept. of Town and Regional Planning

GHAREEB, Edmund A., DOUGHERTY, Beth. (2004). *Historical dictionary of Iraq*. Lanham, Md. : Scarecrow Press. ISBN 9780810843301

HANSON, A. H. (1961). « Public Authorities in Underdeveloped Countries ». In : *Law and Contemporary Problems* [en ligne], vol. 26, n°4, p. 619-637. URL : <http://scholarship.law.duke.edu/lcp/vol26/iss4/3> (consulté le 7 avril 2014).

JONHSON, Constance, 2004. « Iraq: Legal History and Traditions ». In : *Library of Congress* [en ligne]. URL : <http://www.loc.gov/law/help/iraq-history.php> (consulté le 22 mai 2014).

LAURENCE, W. Jones. (1968). « Accroissement rapide de la population de Bagdad et d'Amman ». In : *Population (French Edition)* [en ligne], vol. 23, n°1, p. 150-154. URL :

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_1968_num_23_1_11753 (consulté le 26 janvier 2014).

MADANIPOUR, Ali. (1996). *Design of urban space: an inquiry into a socio-spatial process*. Chichester : John Wiley & Sons. ISBN 9780471966722.

MAREFAT, Mina. (2007). « 1950s Baghdad, Modern and International ». In: *TAARII, The American Academic Research Institute in Iraq Newsletter*, n°. 2-2, p.1-7.

MARTHELOT, Pierre. (1965). « Bagdad, notes de géographie urbaine ». In : *Annales de Géographie*. 1965. Vol. 74, n° 401, p. 24-37.

MINKOV, Anton. (2000). « Ottoman tapu title deeds in the eighteenth and nineteenth centuries: origin, typology and diplomatics ». In : *Islamic law and society Islamic law and society*, vol. 7, n° 1, p. 65-101.

NASRAWI, Abbas. (1995) *alaktisad ala'iraki alnift altanmiah alhoroub altadmir, 1950-2010* [L'économie de l'Irak Le pétrole, le développement, les guerres, la destruction, 1950-2010]. Traduit de l'anglais par Mohamed Saïd Abdel-Aziz. Beyrouth : Dr al-kanz al-adabiyya.

PIERI, Caecilia. (2010). *Baghdad arts deco: architectural brickwork, 1920-1950*. Cairo; New York : American University in Cairo Press. ISBN 9789774163562.

PROVOOST, Michelle. (2006a). *How to Survive the Twentieth Century: recent works on the postwar city by Crimson Architectural Historians*. Cambridge: Architectural historians.

PROVOOST, Michelle. (2006b). « New towns on the Cold War frontier - Michelle Provoost How modern urban planning was exported as an instrument in the battle for the developing world ». In : *Eurozine* [en ligne]. URL : <http://www.eurozine.com/articles/2006-06-28-provoost-en.html> (consulté le 19 août 2010).

PUEBLA, Juan. (2008). « Baghdad, from international style to post-modernity: architecture and representation ». In : *Revista de crítica arquitectónica*, n° spécial Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi, p. 290-296.

PYLA, Panayiota I. (2008a). « Baghdad's Urban Restructuring, 1958: Aesthetics and the Politics of Nation Building ». In: ISENSTADT, Sandy, RIZVI, Kishwar. *Modernism and the Middle East, Architecture and Politics in the Twentieth Century*. Seattle: University of Washington Press. ISBN 9780295988214.

PYLA, Panayiota. (2008b). « Back to the Future: Doxiadis's Plans for Baghdad ». In : *Journal of Planning History Journal of Planning History*, vol. 7, n° 1, p. 3-19.

PYLA, Panayiota. (2013). « Gossip on the Doxiadis “Gossip Square”: Unpacking the Histories of an Unglamorous Public Space ». In : *Architectural Histories* [en ligne], vol. 1, n° 1, p. Art. URL : <http://journal.eahn.org/article/view/ah.bb> (consulté le 8 mai 2014).

REJWAN, Nissim. (1985). *The Jews of Iraq: 3000 years of history and culture*. London : Weidenfeld and Nicolson, 1985. ISBN 9780297787136

RIBAUD, Patrick. (2005). « Le quartier périphérique de Raghiba Khatoon à Bagdad : Evolution du schéma urbain ». In : SOUIAH, Sid-Ahmed, LABORATOIRE SOCIÉTÉS EN DÉVELOPPEMENT DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS (PARIS), *Villes arabes en mouvement*. Paris : L'Harmattan. Coll. Cahiers du GREMAMO, 18. ISBN 9782747582544.

RONDOT Jean. (1952). « Les intérêts pétroliers français dans le Proche-Orient ». In : *Politique étrangère* [en ligne], vol. 17, n° 4, p. 267-291. DOI 10.3406/polit.1952.2687. URL : www.persee.fr/articleAsPDF/polit_0032-342x_1952_num_17_4_2687/article_polit_0032-342x_1952_num_17_4_2687.pdf (consulté le 26 janvier 2014).

SASSOON, Joseph. (1987). *Economic policy in Iraq, 1932-1950*. London : Frank Cass. ISBN 978071463305.

SIRY, Joseph M. (2005). « Wright's Baghdad Opera House and Gammage Auditorium: in search of regional modernity ». In : *The Art bulletin*, vol. 87, n° 2, p. 205-311.

STADNICKI, Roman. (2009). « Lumières sur Bagdad ! » *EspacesTemps.net* [En ligne]. URL : <http://www.espacestems.net/en/?s=Lumi%C3%A8res+sur+Bagdad+&x=8&y=6>

(consulté le 7 mai 2014).

STANEK, Lukasz. (2012). « Miastoprojekt goes abroad: the transfer of architectural labour from socialist Poland to Iraq (1958–1989) ». In: *The Journal of Architecture*, vol.17, n°o.3, p. 361-386.

THEODOSIS, Lefteris. (2008). « "Containing" Baghdad: Constantinos Doxiadis' Program for a Developing Nation ». *Revista de crítica arquitectónica*, n° spécial Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi. p. 167-172.

CHAPITRE 3

ALCALA, Ramón Román. (2005). « De la ciudad nómada a la ciudad ausente ». In : *La ciudad: ausencia y presencia*. Córdoba : Plurabelle. p. 31-48. ISBN 9788493387143.

AZARA, Pedro. (2008). « City of mirages: Baghdad, from Wright to Venturi ». In: *Revista de crítica arquitectónica*, n° spécial Ciudad del Espejismo: Bagdad, de Wright a Venturi, p. 253-256.

BULLOCH, John. (1983). « Renewal in Baghdad ». In : *Saudi Aramco world*, mars-avril 1983, vol. 34, n° 2, p. 30-35.

CANTACUZINO Sherban. (1982). « Baghdad resurgent ». In: *MIMAR 6: Architecture in Development*. Singapour: Concept Media Ltd, Aga Khan Trust for Culture.

CHADIRJI, Rifat, & MUTSCHLER, Carlfried. (1984). « The Bab Al-Cheikh Project, Baghdad ». In : *Continuity and change design strategies for large-scale urban development*. Cambridge, Mass : Aga Khan Program for Islamic Architecture.

COTTINEAU, Clémentine. (2011). « Processus de métropolisation dans l'espace frontalier post-soviétique : l'exemple de Rostov-sur-le-Don ». In : *Cybergeog : European Journal of Geography* [en ligne], 14 novembre 2011. DOI 10.4000/cybergeog.24765. URL : <http://cybergeog.revues.org/24765> (consulté le 22 octobre 2013).

ESCALLIER, Robert. (2002). « Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives ». In : *Cahiers de la Méditerranée* [en ligne]. 15 juin 2002. n° 64, p. 1-21. URL : <http://cdlm.revues.org/68> (consulté le 26 octobre 2013).

FAROQHI, Suraiya . (1999). *Approaching Ottoman history an introduction to the sources*. Cambridge; New York : Cambridge University Press. ISBN 9780511006876.

FETHI, Ihsan, JABRA I Jabra. (1987). *Baghdad bain alams wa alyoom* [Baghdad -Yesterday and Today]. Baghdad: Amanat Al-Assima.

GHORRA-GOBIN Cynthia (ed.). (1994). *Penser la ville de demain: qu'est-ce qui institue la ville?* Paris : L'Harmattan. ISBN 9782738428653.

ISENSTADT, Sandy, RIZVI, Kishwar. (2008). *Modernism and the Middle East: architecture and politics in the twentieth century*. Seattle : University of Washington Press. ISBN 9780295988214

LABORDE, Pierre. (2005). *Les espaces urbains dans le monde*. 2ème édition. Paris : Armand Colin. ISBN 9782200342494.

MUNICIPALITY OF BAGHDAD. (1970). *A study of the civic centre of Baghdad*. Baghdad: The offices of the Iraqi Advisory Community.

SAINT-PROT, Charles. (1999). *Histoire de l'Irak: de Sumer à Saddam Hussein*. Paris : Ellipses, Edition marketing, 1999. ISBN 9782729868963.

SUEUR, Jean-Pierre. (2011). *Villes du futur, futur des villes quel avenir pour les villes du monde ?* [en ligne]. Paris : Sénat. URL : <http://www.senat.fr/rap/r10-594-1/r10-594-11.pdf> (consulté le 23 janvier 2014). ISBN 9782111349704.

WILLIAMS, Chris. (2003). *United Nations / World Bank Joint Iraq Needs Assessment : Housing and urban management* [en ligne]. [s.l.] : The World Bank. URL : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2003/10/5782959/united-nations-world-bank-joint-iraq-needs-assessment-housing-urban-management> (consulté le 23 janvier 2014)

YAMADA, Sohico, FATHI, Ehsan. (1984). *JCP, Rusafa, Study on Conservation and Redevelopment of Historical Centre of Baghdad City, synthesis Technical report*. Baghdad: Amanat Al Assima.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE 4, 5

AL-HASANI, Abd Al Razak. (1952). *Tarikh alouzarat ala'rakiah fi ala'hd almlki* [The History of Iraqi Cabinets]. Sidon: al-Irfan Press.

AL-MEHAIDI, Kamil, (2006). « Geographical Distribution of Iraqi Oil Fields And Its Relation with the New Constitution ». In: *Revenue Watch Institute*, n° 21-22.

ALLOUSI, Maath. (2012). *Nostos: Tale of à Street in Baghdad*. [s.l.]: Rimal Publications.

BAYRAMZADEH, Kamal. (2011). « Le changement du système politique en Irak et ses effets sur les rapports irako-iraniens ». In : AYATI, Ata, BENNOUR, Lotfi, *Irak: Construction ou déconstruction?*. [s.l.] : L'Harmattan. Coll. Our Orient, 32, p. 199-215

BELLEY, Serge, DIVAY, Gérard (2007). « Le management de la complexité urbaine: la coordination entre coopération et compétition ». In : *Télescope*. vol. 13, p. 21-36.

BOLLENS, Scott A. (2009). « Intervening in Politically Turbulent Cities: Spaces, Buildings, and Boundaries ». In : *Journal of Urban Technology* [en ligne], vol. 16, n° 2-3, p. 79-107. DOI 10.1080/10630730903278595. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/10630730903278595> (consulté le 4 février 2014).

BONIFACE, Pascal. (2011). *La géopolitique: les relations internationales*. Paris, Eyrolles. ISBN 9782212549928.

CALAME, Pierre. (1996). « Mondialisation et développement, des enjeux contradictoires ? » In : *Institut de recherche et débat sur la gouvernance* [en ligne], décembre 1996. URL : <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-180.html> (consulté le 13 mai 2014).

CASTELLO, Vincent Francis. (1977). *Urbanization in the Middle East*. Cambridge, New York : Cambridge University Press,. ISBN 9780521213240.

DAVIS, Mike. (2004). « Planet of Slums: Urban involution and the informal proletariat ». In: *New Left Review*, vol. 26, mars-avril 2004, p. 5-34.

DELBECQUE, Éric, HARBULOT, Christian. (2011). *La guerre économique*. Paris : Presses universitaires de France. Coll. Que sais-je? ISBN 9782130580829.

DUSSOUY, Gérard. (2006). *Traité de Relations internationales. Les théories géopolitiques*. Paris, L'Harmattan.

ELSHESHTAWY, Yasser. (2002). *Planning Middle Eastern Cities: An Urban Kaleidoscope*. London : Routledge. ISBN 9780203609002..

ELSHESHTAWY, Yasser. (2008). *The evolving Arab city: tradition, modernity and urban development*. London. Routledge.

FOURNET-GUÉRIN, Catherine, VACCHIANI-MARCUZZO, Céline. (2009). « Les Pouvoirs dans la ville ». In : *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique* [en ligne], 30 septembre 2009, n° 8. URL : <http://espacepolitique.revues.org/1418> (consulté le 6 février 2014).

GARMY, Pierre. (2009). *Villes, réseaux et systèmes de villes: contribution de l'archéologie*. Dossier de Candidature au Diplôme D'habilitation à Diriger des Recherches, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I. École doctorale d'Archéologie (ED 112).

GOLUBEVA, Yana. (2011). « Evolutionary approach towards redevelopment of historical sites versus complete erasure ». In : *47th Congress, The International Society of City and Regional Planners (ISOCARP), 24-28 October*. Baghdad : Kadhimiya historical centre.

HINTERMEYER, Pascal, SCHMOLL, Patrick. (2006). « Nouvelles figures de la guerre, vers un changement de paradigme ». In : *Revue des Sciences Sociales*, n°35. Strasbourg. Université Marc Bloch. [Enligne]. URL : <http://revue-des-sciences-sociales.com/pdf/rss35-presentation.pdf> (consulté le 17 janvier 2014)

JACOBS, Jane. (1993). *The Death and Life of Great American Cities*. New York: Modern Library.

JUHASZ, Antonia. (2004). « Ambitions of empire: The Bush administration economic plan for Iraq (and beyond) ». In: *Left Turn Magazine*, n° 12, p. 27-32.

KLEIN, Naomi. (2004). « Baghdad year zéro ». In : *Harper's' Magazine*, n°24, Septembre 2004.

KODMANI-DARWISH, Bassma. (1990). « Que faire de l'Irak? ». In : *Politique étrangère*, vol. 55, n°. 4, p. 775-792.

KUBAT. Ayse Sema, GUNEY, Yasemin Ince, Ozer, Ozlem, et al. (2009). « The Effects of the New Development Projects on the Urban Macroform of Dubai: A Syntactic Evaluation ». In: *Proceedings of the 7th International Space Syntax Symposium Edited by Daniel Koch, Lars Marcus and Jesper Steen*. Stockholm: KTH.

LABORDE Pierre. (2001). *Les espaces urbains dans le monde*. [Paris] : Nathan. ISBN 9782091911885.

LAFOURCADE, Fanny (2007): « Retour sur l' échec de la "reconstruction". La question de la "société civile" irakienne" ». In : *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n° 113-114, p. 179-199.

LE BILLON, Philippe (2005). « La corruption liée aux reconstructions d'après-guerre ». In. RODRIGUEZ, D., WAITE, G., WOLFE, R. *Rapport mondial sur la corruption 2005: corruption dans le secteur de la construction et la reconstruction d'après-guerre*. Paris : Transparency International, Economica. ISBN 9782717850253.

LEENDERS, Reinoud. (2007). « Au-delà du « Pays des deux fleuves » : une configuration conflictuelle régionale ? ». In : *Critique internationale*, vol. 1/2007, n° 34, p. 61-78 URL : www.cairn.info/revue-critique-internationale-2007-1-page-61.htm. (consulté le 15 mai 2014)

LOONEY, Robert. (2003). « The Neo-liberal Model's Planned Role in Iraq's Economic Transition ». In: *Middle East Journal*, vol.57, n° 4, p. 568-586.

LOONEY, Robert. (2004). « Neo-liberalism in a conflict state: the viability of economic shock therapy in Iraq ».In: *Strategic Insights*, vol. III, n°6.

MOMANI, Bessma, GARRIB, Aidan (2010). « Iraq's Tangled Web of Debt Restructuring ». In: LAMANI, Mokhtar, MOMANI, Bessma, *From desolation to reconstruction: Iraq's troubled journey*. Ontario : Wilfrid Laurier University Press.

MORIN, Edgar (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : ESF éditeur.

MOXHAM, Ben. (2008). « State-Making And The Post-Conflict City: Integration in Dili, Disintegration In Timor Leste ». In: *Crisis States Working Papers Series*, n°2, February, working paper 32 'Cities and Fragile States.'. London : Crisis States Research Centre.

PIANTONI, Sébastien. (2012). « Weak versus strong sustainability : un clivage fort ou faible ? » In : *BABEL - Construire le développement durable* [en ligne]. URL : <http://babel.hypotheses.org/10604> (consulté le 26 janvier 2014).

SALAT, Serge, BOURDIC, BOURDIC, Loeiz. (2012). « Urban Complexity, Efficiency and Resilience, Energy Efficiency - A Bridge to Low Carbon Economy ». In : MORVAJ, Zoran, *Energy Efficiency - A Bridge to Low Carbon Economy* [en ligne]. Rijeka : InTech. p. 25-45. URL : <http://www.intechopen.com/books/energy-efficiency-a-bridge-to-low-carbon-economy> (consulté le 12 mai 2014). ISBN 978-953-51-0340-0.

SATTERTHWAITE, David. (2007). *The transition to a predominantly urban world and its underpinnings* [en ligne]. London : International Institute for Environment and Development, Human Settlements Programme, 2007. Coll. Human Settlements Discussion Paper Series. Urban change, 4. URL : www.iied.org/pubs/display.php?o=10550IIED (consulté le 14 mai 2014).

SCHELLING, Thomas C. (1969). « Models of segregation ». In : *The American Economic Review*, vol. 59, n°2, p. 488-493.

SCHWARTZ, Michael. (2007). « Neoliberalism on crack ». In : *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, vol. 11, n°1, p. 21-69.

STADNICKI, Roman. (2012). « Révoltes et transitions dans le monde arabe : vers un nouvel agenda urbain ? ». In: *CEDEJ. Colloque international Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales, Le Caire, 7-8-9 novembre 2012*. Le Caire : CEDEJ.

STIGLITZ, Joseph. (2004). « Iraq's Next Shock Will be Shock Therapy ». In : *Project Syndicate* [en ligne]. URL : <http://www.project-syndicate.org/commentary/iraq-s-next-shock-will-be-shock-therapy> (consulté le 26 janvier 2014).

SWYNGEDOUW, Erik, MOULAERT, Frank, RODRIGUEZ, Arantxa. (2002). « Neoliberal urbanization in Europe: large-scale urban development projects and the new urban policy ». In: *Antipode*, vol. 34, n°3, p. 542-577.

TETART, Frank. (2006). « La géopolitique, outil d'analyse de la mondialisation ». In: CARROUE Laurent, *La mondialisation*. Paris : CNED-SEDES, p. 269-302.

UNITED NATIONS DEVELOPMENT GROUP/WORLD BANK (UNDG/WB). (2003). *Joint Needs Assessment. Housing and Urban Management Sector Report*. Final report, 10 September 2003. , UN-HABITAT.

VERDEIL, Eric. (2002). *Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction*. Thèse de doctorat en géographie. Paris. Université de Paris 1, 648 p.

VERDEIL, Eric. (2007). *Géopolitiques de l'électricité au Proche-Orient (Liban, Syrie, Jordanie, Irak, Israël, Palestine)*. Lyon : CNRS Environnement Ville Société

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE 6

Page | 442

ADAMS, W. M. (2006). « The future of sustainability: Re-thinking environment and development in the twenty-first century ». In: *Report of the IUCN renowned thinkers meeting*, january, vol. 29, p. 31 [en ligne]. URL : www.iucn.org

ASCHER, François. (1995). *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris : Éditions Odile Jacob, 1995. ISBN 9782738103178.

AWOTONA, Adenrele. (2008). *Rebuilding Sustainable Communities in Iraq: Policies, Programmes and International Perspectives*. Cambridge : Cambridge Scholars Publishing.

AYRES, Robert U., VAN DEN BERGH, Jeroen C. J. M., GOWDY, John M. (1998). *Viewpoint: weak versus strong sustainability* [en ligne]. Rotterdam : Tinbergen Institute. URL : <http://papers.tinbergen.nl/98103.pdf> (consulté le 17 mai 2014).

BAYNES, Timothy M. (2009). « Complexity in urban development and management ». In : *Journal of Industrial Ecology*, vol. 13, n°2, p. 214-227.

BERIOT, Dominique. (2006). *Manager par l'approche systémique*. Paris : Éd. d'Organisation, 2006. ISBN 9782708136267.

BERKOWITZ, Alan R., NILON, Charles H., HOLLWEG, Karen S. (2003). *Understanding urban ecosystems: a new frontier for science and education*. New York : Springer-Verlag. ISBN 9780387226156.

BOCHET, Béatrice. (2005). « Morphologie urbaine et développement durable : transformations urbaines et régulation de l'étalement ». In: DA CUNHA Antonio, KNOEPFEL Peter, LERESCHE Jean-Philippe, NAHRATH Stéphane, *Enjeux du développement urbain durable. Transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance*. Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, p. 55-77.

BRIDGER, Jeffrey C., LULOFF, A.E. (1998). « Sustainable Community Development: An Interactional Perspective » . In: ZUBER, Eileen, NELSON, Steve, LULOFF, A.E., *Community: A Biography in Honor of the Life and Work of Ken Wilkinson*. University Park : Northeast Regional Center for Rural Development, p. 111 – 122

BROOKS, Nick. (2003). « Vulnerability, risk and adaptation: A conceptual framework ». In : *Tyndall Centre for Climate Change Research Working Paper*, vol. 38, p. 1–16.

BROWN, Becky J. (1987). « Global sustainability: toward definition ». In : *Environmental management*, vol. 11, n°6, p. 713-719.

BRUNEL, Sylvie. (2009). *Le développement durable*. Paris : Presses Universitaires de France. Coll. Que sais-je ? 3719

CAMAGNI, Roberto, GIBELLI, Maria Cristina. (1997). *Développement urbain durable : quatre métropoles européennes à l'épreuve*. La Tour-d'Aigues; [Paris] : Éd. de l'Aube ; DATAR, 1997. ISBN 9782876783621.

CAMBIEN, Aurore. (2008). *Une introduction à l'approche systémique: appréhender la complexité* [en ligne]. Lyon : CERTU, 2008. URL : <http://hdl.handle.net/2332/1431> (consulté le 23 janvier 2014)

CHELLERI, Lorenzo, OLAZABAL, Marta. (2012). *Multidisciplinary perspectives on Urban Resilience*. Bilbao Bizkaia : BC3, Basque Centre for Climate Change. ISBN 978-84-695-6025-9.

CHELLERI, Lorenzo. (2012). « From the «Resilient City» to Urban Resilience. A review essay on understanding and integrating the resilience perspective for urban systems ». In : *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 58, n°2, p. 287-306.

CLOETE, C. E. (2012). « Assessing urban resilience ». In: BREBBIA, Carlos Alberto, *Risk Analysis VIII*. Southampton : Wit Press, p. 341-353.

CUTHBERT, Alexander R. (ed.). (2003). *Designing cities: critical readings in urban design*. Malden : Blackwell Pub. ISBN 9780631235040.

DA CUNHA, Antonio, RUEGG, Jean (eds). (2003). *Développement durable et aménagement du territoire*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes. ISBN 9782880745226.

DA CUNHA, Antonio. (2003). « Le développement durable: une éthique du changement, un concept intégrateur, un principe d'action ». In: DA CUNHA, Antonio, RUEGG, Jean (eds), *Développement durable et aménagement du territoire*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes. ISBN 9782880745226

DEMAZE, Moïse Tsayem. (2009). « Paradoxes conceptuels du développement durable et nouvelles initiatives de coopération Nord-Sud : le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) ». In : *Cybergeo : European Journal of Geography* [en ligne]. 20 mars 2009. DOI 10.4000/cybergeo.22065. URL : <http://cybergeo.revues.org/22065> (consulté le 25 octobre 2013).

DI CASTRI, Francesco. (2005). « Les conditions gagnantes du développement durable ». In: VILLENEUVE Claude (ed.), *Le développement durable : quels progrès, quels outils, quelle formation ?* Québec : Les publications de l'IEPF, p. 17-28.

DIMARCO, Louis A. (2004). *Traditions, changes, and challenges : military operations and the Middle Eastern city*. Fort Leavenworth : Combat Studies Institute Press.

DONNADIEU, Gérard, KARSKY, Michel. (2002). *La systémique, penser et agir dans la complexité*. Rueil-Malmaison, France : Editions Liaisons. ISBN 9782878804416.

DONNADIEU, Gérard; DURAND, Daniel; NEEL, Danièle; NUNEZ, Emmanuel, SAINT-PAUL, Lionel. (2003). *L'Approche systémique : de quoi s'agit-il ? Synthèse des travaux du Groupe AFSCET « Diffusion de la pensée systémique »* [en ligne]. Paris : AFSCET, Association Française de Science des Systèmes. URL : <http://www.afscet.asso.fr/SystemicApproach.pdf> (consulté le 29 octobre 2013).

DREXHAGE, John, MURPHY, Deborah. (2010). *Sustainable development: from Brundtland to Rio. Background Paper prepared for consideration by the High Level Panel on Global Sustainability at its first meeting, 19 September 2010* [en ligne]. New York : International Institute for Sustainable Development (IISD). URL : http://www.un.org/wcm/webdav/site/climatechange/shared/gsp/docs/GSP1-6_Background%20on%20Sustainable%20Devt.pdf (consulté le 17 mai 2014).

EMELIANOFF, Cyria. (1999). *La ville durable, un modèle émergent : géoscopie du réseau européen des villes durables (Porto, Strasbourg, Gdansk)* [en ligne]. Thèse de doctorat en géographie. Orléans : Université d'Orléans. URL : <http://www.theses.fr/1999ORLE1031> (consulté le 26 mai 2014).

EMELIANOFF, Cyria. (2002). « Comment définir une ville durable ». In : *Villes et développement durable. Des expériences à échanger* [en ligne]. Rennes : CRDP, p. 13-15. URL : <http://www.environnement.gouv.fr/villedurable/intro/emelia.htm> (consulté le 24 janvier 2014).

EMELIANOFF, Cyria. (2007). « La ville durable : l'hypothèse d'un tournant urbanistique en Europe ». In : *L'Information géographique*, vol. 71, n°3, p. 48-65.

FOLKE, Carl. (2006). « Resilience: the emergence of a perspective for social–ecological systems analysis » In : *Global environmental change*, vol. 16, n°3, p. 253-267.

FROGER, Géraldine. (2006). « Mondialisation et développement durable: enjeux et ambiguïtés ». In: FROGER, Géraldine (ed.), *La mondialisation contre le développement durable?* Bruxelles : P.I.E-Peter Lang, Presses Interuniversitaires Européenne, p.11-19.

GALLOPÍN, Gilberto. (2003). *A Systems Approach to Sustainability and Sustainable Development*. Santiago : United Nations Publications.

GHEDURA, Aymen. (2009). *Les repères de durabilité dans les politiques publiques urbaines en Tunisie Réflexions constructives sur l'expérience de la ville de Sousse : programme final des 3èmes journées du développement du GRES, du 10 au 12 juin 2009*. Bordeaux : Université Montesquieu Bordeaux IV.

GROSSKURTH, Jasper, ROTMANS, Jan. (2005). « The scene model: getting a grip on sustainable development in policy making ». In : *Environment, development and sustainability*, vol.7, n°1, p. 135-151.

Habitat, U. N. (2009). *Planning sustainable cities: Global Report on Human Settlements*. London : Earthscan.

HAKIM, Besim. (2008). « Rebuilding Sustainable Communities in Iraq ». In AWOTONA, Adenrele, *Rebuilding Sustainable Communities in Iraq: Policies, Programmes and International Perspectives*. Cambridge : Cambridge Scholars Publishing

HARRIS, Jonathan M. (2000). *Basic principles of sustainable development* [en ligne]. Medford: Tufts University. URL : <http://ase.tufts.edu/gdae> (consulté le 12 mai 2014).

HOLLAND, John H. (1995). *Hidden order: how adaptation builds complexity*. New York : Basic books.

HOLLING, C.S. (1973). « Resilience and stability of ecological systems ». In : *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 4, p. 1-23.

HOLMBERG, Johan. (ed). (1992). *Making Development Sustainable: Redefining Institutions Policy And Economics*. Washington : Island Press.

JACOBS, Jane. (1961). *The death and life of great American cities*. New York : Random House Digital.

KEINER, Marco. (2005). *Sustainability oriented urban development. a general introduction with case studies from Gaborone, Johannesburg and Santiago de Chile*. [En ligne]. Zürich : ETH, Eidgenössische Technische Hochschule, Institute for Spatial and Landscape Planning. URL : <http://dx.doi.org/10.3929/ethz-a-004995703> (consulté le 12 mai 2014)

LAFRANCHI, Howard. (2003). « Using Iraq to Remake The Economy of the Mideast. Bush administration wants to attack regional problems, such as youth unemployment, which underlie terrorism ». In : *Christian Science Monitor*, avril 2003, n°28

LATOUCHE, Serge. (2007). *Petit traité de la décroissance sereine*. [Paris] : Éd. Mille et une nuits. ISBN 9782755500073.

LEGATES, Richard T., STOUT, Frederic (eds.). (2011). *City reader*. Oxford : Routledge. Coll. Routledge Urban Reader Series. ISBN 978-0415556651.

LELE, Sharachchandra M. (1991). « Sustainable Development" A Critical Review ». In : *World Development*, vol. 19, n°6, p. 607-621.

MAGUIRE, Brigit, CARTWRIGHT, Sophie. (2008). *Assessing a community's capacity to manage change: A resilience approach to social assessment*. [En ligne]. Canberra: Social Sciences Program - Bureau of Rural Sciences. URL : <http://www.ag.gov.au/cca> (consulté le 19 janvier 2014)

MAGUIRE, Brigit, HAGAN, Patrick. (2007). « Disasters and communities: understanding social resilience. » In : *Australian journal of emergency management* [en ligne]. URL : <http://search.informit.com.au/documentSummary;dn=839750155412061;res=IELHSS> (consulté le 19 mai 2014).

MEBRATU, Desta. (1998). « Sustainability and sustainable development: historical and conceptual review ». In : *Environmental impact assessment review*, vol. 18, n°6, p. 493-520.

MELIN, Thomas. (2008). « Le monde en tenue de ville ». In: MICHELS, Carl (ed.) *LA VILLE, ACTEUR DE DEVELOPPEMENT, Défis à relever pour soutenir le développement urbain durable : actes du séminaire international de la CTB Bruxelles, 18-19 décembre 2007*. Bruxelles : Coopération Technique Belge, p. 20-22.

MITCHELL, Michael S. (2008). *Can the process of triple bottom line reporting lead to enhanced sustainability?: a case study with Murrumbidgee Irrigation Pty Ltd*. Thèse de doctorat. Australia : Charles Sturt University.

MITCHELL, Michael, CURTIS, Allan, DAVIDSON, Penny. (2007) « Can the “Triple Bottom Line” Concept Help Organizations Respond to Sustainability Issues? ». In : *Proceedings of the 5th Australian Rivers: Making a difference, 21-25 May 2007*. Australia : Charles Sturt University, p. 270-275.

MOINE, Alexandre. (2006). « Le territoire comme un système complexe: un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie ». In : *L'Espace géographique*, vol. 35, n°2, p. 115-132. [En ligne]. URL : <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique--2-page-115.htm> (consulté le 12 mai 2014)

NILSSON, Kristina L. (2003). *Planning in a sustainable direction: the art of conscious choices* [en ligne]. Thèse de doctorat. Stockholm : Royal Institute of Technology. URL : <http://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:kth:diva-3652> (consulté le 12 mai 2014).

O'CONNOR, Martin. (2011). « Aire 0 - Accueil et présentation ». In : O'CONNOR, Martin, BONELLO, Clio, VAN DER SLUIJS, Jeroen, DOUQUET, Jean-Marc, *Complexité et Développement Durable* [en ligne]. [s.l.] : UVED. URL : <http://cxdd.broceliande.kerbabel.fr/> (consulté le 13 mai 2014).

OLAZABAL, Marta, CHELLERI, Lorenzo; WATERS, James J. KUNATH, Anna. (2012). « Urban resilience: towards an integrated approach ». In : *1st International Conference on Urban*

Sustainability and Resilience: Conference Proceedings. Londres : UCL Centre for Urban Sustainability and Resilience.

OLAZABAL, Marta, PASCUAL, Unai. (2012). « Postulates of urban resilient sustainability transitions: a cross-disciplinary approach ». In : *ISEE 2012 Conference - Ecological Economics and Rio+20: Challenges and Contributions for a Green Economy*. Rio de Janeiro : ISEE.

PARRY, Martin; CANZIANI, Osvaldo; PALUTIKOF, Jean; VAN DER LINDEN, Paul, HANSON, Clair (eds.). (2007). *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability : Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge : Cambridge University Press. ISBN 9780521705974

PELLING, Mark. (2010). *Adaptation to climate change: from resilience to transformation*. London, New York : Routledge.

PIANTONI, Sébastien. (2012). « Weak versus strong sustainability : un clivage fort ou faible ? » In : *BABEL - Construire le développement durable* [en ligne]. 22 mars 2012. URL : <http://babel.hypotheses.org/10604> (consulté le 26 janvier 2014).

REED, David. (1996). *Structural Adjustment, the Environment and Sustainable Development*. London : Earthscan.

REGGIANI, Aura; DE GRAAFF, Thomas; NIJKAMP, Peter. (2002). « Resilience: an evolutionary approach to spatial economic systems ». In : *Networks and Spatial Economics*, vol. 2, n°2, p. 211-229.

RIDDELL, Robert. (2004). *Sustainable urban planning: Tipping the balance*. London : Blackwell Publishers. ISBN 9781405102896

RIST, Gilbert. (2008). *The history of development: from western origins to global faith*. London : Zed. ISBN 9781848131880.

ROE, Emery. (1998). *Taking Complexity Seriously, Policy Analysis, Triangulation, and Sustainable Development*. Boston : Kluwer Academic Publishers, 1998. ISBN 9780792380580.

SACHS, Ignacy. (1994). « Le développement reconsidéré: quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre ». In : *Revue Tiers-Monde*, n°137, p. 53-60. DOI 10.3406/tiers.1994.4848. URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1994_num_35_137_4848 (18 mai 2014)

SANDERS, T. Irene. (2008). « Complex systems thinking and new urbanism ». In: TIGRAN Haas (ed.), *New Urbanism and beyond: Designing cities for the future*. New York: Rizzoli, p. 275-279.

SATTERTHWAITE, David. (1997). « Sustainable Cities or Cities that Contribute to Sustainable Development? ». In : *Urban Studies*, vol. 34, n°10, p. 1667-1691.

SCHEFFER, Olivier. (2011). *Villes émergentes, villes mutantes : la théorie des systèmes complexes et de l'évolution appliquée à la modélisation urbaine* [en ligne]. Mémoire de master Création et Technologie Contemporaine. Paris : ENSCI. URL : <http://tinyurl.com/villes-emergentes> (consulté le 18 mai 2014).

SCOTTISH EXECUTIVE SOCIAL RESEARCH. (2006). *Sustainable development a review of international literature* [en ligne]. Edinburgh : Scottish Executive Social Research. URL : <http://www.scotland.gov.uk/Publications/2006/05/23091323/0> (consulté le 27 mai 2014). ISBN 9780755929665.

SMIT, Barry, WANDEL, Johanna. (2006). « Adaptation, adaptive capacity and vulnerability ». In : *Global Environmental Change*, vol. 16, n°3, p. 282-292.

SORGENFREI, Mia, WRIGLEY, Rebecca (2005). *Praxis Paper n°7 : Renforcement des capacités d'analyse et d'adaptation pour une meilleure efficacité organisationnelle*. Oxford : INTRAC.

STRANGE Tracey, BAYLEY, Anne, (2008b). *Sustainable development: linking economy, society, environment*. Paris : OECD. ISBN 9789264047785.

STRANGE, Tracey, BAYLEY, Anne. (2008a). *Le développement durable: à la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement*. Paris : OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques. ISBN 9789264055766.

TANGUY, Corinne; HAMDOUN, Abdelillah, DEPRET, Marc-Hubert. (2012). *Mondialisation et résilience des territoires: trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

UN-HABITAT. (2002). *Sustainable Cities Programme, 1990-2000: a decade of United Nations support for broad-based participatory management of urban development*. [Nairobi, Kenya] : United Nations Human Settlements Programme , United Nations Environment Programme. ISBN 9789211316322.

VALENTIN, Anke, SPANGENBERG, Joachim H. (2000). « A guide to community sustainability indicators ». In : *Environmental Impact Assessment Review*, vol. 20, n°3, p. 381-392.

VOIRON-CANICIO, Christine. (2005). « Pour une approche systémique du développement durable ». In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne], 27 mai 2005. Dossier 4. DOI 10.4000/developpementdurable.261. URL : <http://developpementdurable.revues.org/261> (consulté le 11 juin 2012).

WALKER, Brian, HOLLING, C. S., CARPENTER, Stephen R., KINZIG, Ann. (2004). « Resilience, Adaptability and Transformability in Social-ecological Systems ». In : *Ecology and society* [en ligne], vol. 9, n° 2. URL : <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/> (consulté le 18 mai 2014)

WALKER, Brian; GUNDERSON, Lance; KINZIG, Ann; FOLKE, Carl; CARPENTER, Steve, SCHULTZ, Lisen. (2006). « A handful of heuristics and some propositions for understanding resilience in social-ecological systems ». In : *Ecology and society*, [En ligne] vol. 11, n°1. URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art13/> (consulté le 18 mai 2014)

WEAVER, Warren, W. (1948). « Science and complexity ». In : *American scientist*, vol. 36, n°4, p. 536-544.

ZWIRN, Hervé P. (2006). *Les systèmes complexes: mathématiques et biologie*. Paris : Odile Jacob.

CHAPITRE 7

AHMAD, Bilal. (1995). « Urbanization and urban development in the Muslim World: From the Islamic City Model to Megacities ». In : *GeoJournal*, vol. 37, n°1, p. 113-123. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers Group.

ALLEN, Will J. (2001). *Working together for environmental management: the role of information sharing and collaborative learning*. Thèse de doctorat. Massey : Massey University.

BEALL, Jo; GOODFELLOW, Tom, RODGERS, Dennis. (2011). *Cities, conflict and state fragility*. Londres : Crisis States Research Centre, London School of Economics.

BOLLENS, Scott A. (2008). « Urbanism, political uncertainty and democratisation ». In : *Urban Studie* [En ligne], vol. 45, n°5-6, p. 1255-1289. URL : <http://usj.sagepub.com/cgi/content/abstract/45/5-6/1255> (consulté le 12 mai 2014)

BOLLENS, Scott A. (2009). « Intervening in politically turbulent cities: spaces, buildings, and boundaries ». In : *Journal of Urban Technology* [En ligne], vol. 16, n°2-3, p. 79-107. URL : <http://dx.doi.org/10.1080/10630730903278595> (consulté le 23 janvier 2014).

BOOKCHIN, Murray. (1995). *From urbanization to cities: toward a new politics of citizenship*. London : Cassell. ISBN 9780304328406.

BRODACH, Ari, GOFFI, Mélanie. (2005). « La politique de la ville : une trajectoire de développement urbain durable ? » In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne], 27 mai 2005. Dossier 4. DOI 10.4000/developpementdurable.1493. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1493> (consulté le 14 février 2014).

DALAL-CLAYTON, Barry. (2013). *Getting to grips with green plans: national-level experience in industrial countries*. Londres: Earthscan. ISBN 9781844079865.

DUMORTIER, Brigitte, LAVERGNE, Marc. (2002). « Doubaï: ville du pétrole ou projet métropolitain post-pétrolier? A Petroleum City or a Post Petroleum Metropolitan Project? ». In: *Annales de géographie*, vol. 111, n°623, p. 41-59.

DUMORTIER, Brigitte. (2007). « Développement économique et contournement du droit: les zones franches de la rive arabe du golfe Persique ». In: *Annales de géographie*, vol. 116, n°658, p. 628-644.

ESCALLIER, Robert, (2002). « Métropoles et globalisation dans le monde arabe et méditerranéen : état, enjeux et perspectives ». In : *Cahiers de la Méditerranée, Les enjeux de la métropolisation en Méditerranée* [En ligne], vol. 64, p. 1-21. URL: <http://cdlm.revues.org/document68.html> (consulté le 27 février 2008).

FAINSTEIN, Susan S. (2005). « Cities and Diversity Should We Want It? Can We Plan For It? ». In : *Urban affairs review*, vol. 41, n°1, p. 3-19.

FOUCHER, Michel. (1991). *Fronts et frontières, Un tour du monde géopolitique*. Paris: Fayard.

GREEN, Ray J.. (1995). « Widening horizons in post-war reconstruction ». In : *Disaster Prevention and Management*, vol. 4, n°1, p. 38-44.

HARVEY, David. (2012). *Rebel cities: from the right to the city to the urban revolution*. New York : Verso. ISBN 9781844678822.

HOPWOOD, Bill, MELLOR, Mary. (2007). « Visioning the sustainable city ». In : *Capitalism Nature Socialism* [En ligne], vol. 18, n°4, p. 75-89. URL : <http://megacities.usc.edu/assets/006/74859.pdf> (consulté le 13 février 2014).

KEINER, Marco. (2005). *Sustainability oriented urban development a general introduction with case studies from Gaborone, Johannesburg and Santiago de Chile*. Zürich : ETH, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich, Institute for Spatial and Landscape Planning.

KESSLER, Eric. H. (Ed.). (2013). *Encyclopedia of management theory*. (Vols. 1-2). Los Angeles: Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, Inc. [en ligne], <http://dx.doi.org/10.4135/9781452276090>

KHAROUFI, Mostafa, 1996. « Urbanization and Urban Research in the Arab World ». In : *Management Of Social Transformations - MOST, Discussion Paper Series* [en ligne], n°11. URL : <http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001056/105621e.pdf> (consulté le 18 mai 2014).

KOOIMAN, Jan. (1993). *Modern governance: new government - society interactions*. London : Sage. ISBN 9780803988903

LA BANQUE MONDIALE. (2009). *Strategie de la Banque Mondiale pour les villes et les collectivites territoriales : note conceptuelle et de synthese* [en ligne]. Washington : The World Bank. URL : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2009/04/10761181/world-bank-urban-local-government-strategy-concept-issues-note-strategie-de-la-banque-mondiale-pour-les-villes-les-collectivites-territoriales-note-conceptuelle-de-synthese> (consulté le 21 janvier 2014).

LEFEBVRE, Henri. (1974). *La Production de l'espace*. Paris : Anthropos.

LEFEBVRE, Henri. (2003). *The urban revolution*. Minneapolis : University of Minnesota Press. ISBN 9780816641604.

MIRLOUP, Joël. (2002). *Régions péri métropolitaines et métropolisation*. Orléans : Presses universitaires d'Orléans.

NAGY, Gabriel. (2006). « Strengthening the Capacity of the Housing Sector in Iraq ». In: *Housing Finance International*, vol.20, n° 4. [En ligne], http://www.housingfinance.org/uploads/Publicationsmanager/0606_Ira.pdf (consulté le 6 octobre 2012)

PARTANT, François. (1976). *La guérilla économique: Les conditions du développement*. Paris : Éditions du Seuil, 1976. ISBN 9782020043687.

SALEH QASIM, Mudhir M. (2010). *madkhal fi aliktissad alsiyassi lliraq: aldawola alraiyya, mn almarkaziya aliktissadiya ila dimocratiat alsuk* [Prelude to Political Economy For Iraq: The Rental state, from Economic Centralism to Market Democracy]. Baghdad : Dar alhikma.

SENOUSSI, Leïla. (1999). « Ville et développement: un enjeu à la jonction de plusieurs espaces ». In : SEDJARI, Ali, *Le devenir de la ville*. Paris : L'Harmattan. ISBN 9782738489876.

TROIN, Jean-François, 2002. « Du bon usage du terme « métropole », notamment dans le monde arabe ». In : *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 15 juin 2002, n°64, p. 83-104. URL : <http://cdlm.revues.org/73> (consulté le 6 octobre 2012)

TROIN, Jean-François. (2002). « Du bon usage du terme 'métropole', notamment dans le monde arabe ». In : *Cahiers de la Méditerranée*, n°64.

VOIRON-CANICIO, Christine. (2005). « Pour une approche systémique du développement durable ». In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne], 27 mai 2005. Dossier 4. DOI 10.4000/developpementdurable.261. URL : <http://developpementdurable.revues.org/261> (consulté le 9 mars 2013).

WILLIAM, Katie; BURTON, Elizabeth; JENKS, Mike. (2000). *Achieving sustainable urban form*. Londres : E & FN Spon. ISBN 9780419244509..

WORLD BANK. (2006). *Rebuilding Iraq: economic reform and transition* [en ligne]. Washington : The World Bank. URL : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2006/02/6612901/iraq-rebuilding-iraq-economic-reform-transition> (consulté le 27 mai 2014).

Page | 452

YOUNG, Iris Marion. (2005). « Justice and the Politics of Difference ». In : FAINSTEIN, Susan S, SERVON, Lisa J, *Gender and planning: a reader*. New Brunswick : Rutgers University Press. p. 86-103. ISBN 9780813534985

YOUNG, Iris Marion. (2011). *Justice and the politics of difference*. Princeton : Princeton University Press, 2011. ISBN 9780691152622.

CONCLUSION

BRANTLEY, William. (2004). « The Search for Baghdad ». In : *Urban land*, vol. 63, p. 49-55.

BRODACH, Ari, GOFFI, Mélanie. (2005). « La politique de la ville : une trajectoire de développement urbain durable ? » In : *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie* [en ligne], 27 mai 2005. Dossier 4. DOI 10.4000/developpementdurable.1493. URL : <http://developpementdurable.revues.org/1493> (consulté le 14 février 2014).

FEHR, M., SOUSA, K. A., PEREIRA, A. F. N., PELIZER, L. C. (2004). « Proposal of indicators to assess urban sustainability in Brazil ». In : *Environment, Development and Sustainability*, vol. 6, n°3, p. 355-366.

WAGNER, Patrick. (2003). « La notion d'intellectuel engagé chez Sartre ». In : *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines* [en ligne]. URL : <http://leportique.revues.org/381> (consulté le 3 août 2009).

LISTE DES FIGURES

Fig. 1: Œuvre d'art illustrant l'extension de la ville ronde vers al rusafa, et aussi le plan de l'invasion mongole de Bagdad en 1258. Source : MAKIYA.(2005). Bagdad

Fig. 2: Une œuvre d'art illustre la bataille de l'invasion mongole de Bagdad en 1258. Source : MAKIYA, 2005, Bagdad

Fig. 3: Carte de Bagdad au XIXe siècle. adaptée de la carte de Félix Jones et M. Collingwood datée de 1854. Il s'agit d'une des cartes les plus claires de Bagdad pour cette période, car elle provient d'une enquête spécialement réalisée par Félix Jones. On peut y observer les murs extérieurs de la ville, ainsi que les portes du cimetière, en plus de la ville elle-même. Source : MAKIYA. (2005). Bagdad.

Fig. 4: Carte de la ville de Bagdad. Montre l'image de la grande Bagdad. Source, MAKIYA. (2005). Bagdad

Fig. 5: Les quatre noyaux de la ville. Source : MAKIYA. (2005). Bagdad.

Fig. 6: Le quartier de d'Al Kadhimiya au début du XXe siècle. Source: <http://www.flickr.com/>

Fig. 8: Vue aérienne de la ville de Bagdad qui décrit la nature du tissu urbain. Source : Institut des Sciences de l'Archéologie et du Centre pour la restauration des monuments de Bagdad

Fig. 9: Autre vue aérienne de la ville de Bagdad qui décrit la nature du tissu urbain. Source : Institut des Sciences de l'Archéologie et du Centre pour la restauration des monuments de Bagdad.

Fig. 10: Schéma d'un axe historique de la ville de Bagdad. Source : YAMADA et FATHI (1984).

Fig. 11: Photographie de la célébration de la fête chrétienne catholique du Corpus Christi à Bagdad. Source, <http://www.shiachat.com/>

Fig. 12: La rue Al-Rashid en 1913. Source : Archive de la municipalité de Bagdad.

Fig. 13: Photos illustrant bâtiment Qishleh au début du XXe siècle (photo en bas) et la fin du XXe siècle (photo en haut). Source: <http://www.skyscrapercity.com/>

Fig. 14: Une vue aérienne montre le grand sérail ottoman (Ministère de la Défense) et le bâtiment de la Qishleh (la Caserne, et la Chambre d'état Ottomans). Source : http://archnet.org/media_contents/5272.

- Fig. 15:** Carte de la ville de Bagdad qui montre la construction des barrages, digues, canaux de dérivation et de drainage, l'extension urbaine, la création et la composition des quartiers. Source: Mohammad MAKIYA. 2005. Bagdad.
- Fig. 16:** Carte établie en 1929 par le Département des Travaux Publics nouvellement créé à Bagdad par les anglais. Source: PIERI. 2010.
- Fig. 17:** Carte de Bagdad moderne, avec des sites historiques. Source: http://www.iranicaonline.org/img/ot_grp1/baghdad_1.jpg
- Fig. 18:** La Place du Roi Faïçal (King Faysal Square). Source : images Google
- Fig. 19 :** Les Bagdadi regardent les travaux de la construction du pont du Roi Faïçal, en 1939 (Al-Ahrar actuellement). Source : images Google
- Fig. 20:** Carte montrant les principaux tracés britanniques dont les plupart se trouvent hors de la ville ancienne. Source : MAKIYA. 2005. Bagdad.
- Fig. 21:** Carte de Bagdad, 1957. Source : Map and Geography Library, University of Illinois at Urbana–Champaign, by PYLA, 2008b.
- Fig. 22:** Master plan de Minoprio, Spencely And Macfarlane pour Bagdad. Source : Archives de la municipalité de la ville de Bagdad
- Fig. 23:** Doxiadis Associates «Carré de ragots" ou « gossip square ». Source: PYLA. (2013).
- Fig. 24:** Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad. Source : Archives de la municipalité de la ville de Bagdad.
- Fig. 25:** Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad, plan d'secteur communautaire Source: PYLA. 2008b.
- Fig. 26:** Doxiadis Associates. Master Plan pour Bagdad, modèle tridimensionnel Source: PYLA. 2008b.
- Fig. 27:** Doxiadis Associates, les unités résidentielles. Source: PYLA. 2013.
- Fig. 28:** Ministry of Planning and Construction. Source: AL-SULTANY, 2008.
- Fig. 29:** Frank Lloyd Wright. Plan for Greater Baghdad, 1957. Source: AL-SULTANY, 2008
- Fig. 30:** L'historique du développement de la ville de Bagdad. Source: AL-ADHAMI, 1975
- Fig. 31:** Le plan de Polservice pour la structure de la ville dans l'année soixante-dix du siècle dernier, le projet de développement de la ville de Bagdad, 1967. Source: AL-ADHAMI, 1975.
- Fig. 32:** Le plan de Polservice pour le développement de la ville de Bagdad. perspective l'année 2000. Source: AL-ADHAMI, 1975.

Fig. 33: Les projets de développement des avenues Al Khulafa et Haïfa. Source: BIANCA. 2000.

Fig. 34: Le plan du projet de développement de l'avenue Al Khulafa. Source: BIANCA. 2000.

Fig. 35: Les projets de développement des avenues d'Abu Nuwas par Arthur Erickson. Source: <http://arthurerickson.com/master-planning/abu-nuwas-project/1/>

Fig. 36 : Le trafic dans les quartiers du centre ville avec les voiture (à gauche) et sans voiture (à droite). Source: image collectée par l'auteur via google image

Fig. 37: La polarisation de la ville. Source: Elaboré par le chercheur.

Fig. 38 : D'un modèle de quartiers mixte au centre ville dans le côté de Rusafa. Source: collecte personnelle du chercheur

Fig. 39 : D'un modèle de quartier résidentiel (verticale et horizontale) dans le côté de Al Rusafa. Source: collecte personnelle du chercheur

Fig. 40 : D'un modèle de quartiers résidentiels (habitation horizontale) dans le côté de Al Rusafa. Source: collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 41: D'un modèle de quartiers résidentiels (habitation horizontale) dans le côté de Al Karkh. Source: collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 42: un type de projet de logement vertical dans le quartier de Karkh. Source: collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 43 : le centre ville historique actuellement. Source. <http://media.treehugger.com>

Fig. 44: Les transformations urbaines du centre-ville (la ville Bagdad ancienne). Source: BIANCA. (2000).

Fig. 45: La croissance et le développement organique et planifié de la ville. Source: Elaboré par le chercheur.

Fig. 46: La structure urbaine de Bagdad (avant 2003). Source: Elaboré par le chercheur.

Fig. 47: Les deux systèmes urbains des ville arabes. Source: Elaboré par le chercheur.

Fig. 48: Des modèles de projets de logements sociaux collectifs aux faible revenu construits par l'Etat. Source: collecte personnelle de chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 49: Le nouveau Monde arabe dessiné par les Américains. Source: carte a été publiée sur le New York Times par Ikram Ghioua, le Mercredi 02 Octobre 2013.

Fig. 50: La condition des réseaux d'approvisionnement en eau dans certains quartiers périphériques de Bagdad. Source: Journaux locaux irakiens

Fig. 51 : Photos illustrant la pollution de l'air en raison de tempêtes de poussière au cours des dernières années. Source: rapports de presse locale irakienne.

Fig. 52: La violence ethnique qui a frappé la capitale irakienne au printemps de 2006 a changé la ville. Source: Gene Thorp and Dita Smith - The Washington Post - December 15, 2007.

Fig. 53: La ville de Bagdad, après plusieurs heures de pluie par dessus de la moyenne. Source: <http://www.iraqpressagency.com/>

Fig. 54 : Un enchevêtrement de câbles électriques quadrille les rues, reliant les maisons aux générateurs privés, témoignage de l'incapacité du gouvernement à fournir le courant en continu. Source. collecte personnelle de chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 55: Les embouteillages à Bagdad. Source. via Image Google.

Fig. 56: Haute densité du nombre d'élèves par classe dans la plupart des écoles à Bagdad en raison de la pénurie d'écoles. Source: collecte personnelle de chercheur via "Google Image" <images.google.com>.

Fig. 57: Ville de Bismayah, emplacement par rapport de ville de Bagdad. Source: le site de projet de Bismayah. http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp

Fig. 58: Ville de Bismayah, illustration à trois dimensions. Source: le site de projet de Bismayah. http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp

Fig. 59: Ville de Bismayah, illustration à trois dimensions détaillée. Source: le site de projet de Bismayah. http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp

Fig. 60: Ville de Bismayah, les deux types d'appartements prévus dans le projet. Source: le site du projet de Bismayah. http://www.bismayah.org/pages/02unitplan/traditional_type.asp

Fig. 61: Le quartier de d'Al Kadhimiya au début du XXI^e siècle. Source: GOLUBEVA. (2011).

Fig. 62: Projet de développement et de rénovation urbaine du quartier de d'Al Kadhimiya (2013). Source: <http://www.dewan-architects.com/>

Fig. 63: Projet de développement et de rénovation urbaine du quartier de d'Al Kadhimiya (2013), illustration à trois dimensions détaillée. Source: <http://www.dewan-architects.com/>

Fig. 64 : Projet d'Al Rashid développement (2013). Source: <http://nplusn.pl/al-rashid-masterplan.html>

Fig. 65 : Projet d'Al Rashid (2013)), illustration à trois dimensions détaillée. Source: <http://nplusn.pl/al-rashid-masterplan.html>

Fig. 66: Le projet de développement de Al Jadriya riverain du fleuve Tigre. Source: Commission d'Investissement de Bagdad.

Fig. 67: Le projet de développement de Al Sadar City. Source: Commission d'Investissement de Bagdad.

Fig. 68: Vue aérienne de Sadr City. Source: Via Google earth.

Fig. 69 : Le projet de développement de "Bagdad Gate". Source: Commission d'Investissement de Bagdad.

Fig. 70: Représentations visuelles de développement durable: trois cercles entrelacés et trois cercles concentriques. Source: O'RIORDAN.1998.

Fig. 71: L'équilibre paradoxal qui sous-tend le concept de développement durable. Source: élaboré par le chercheur.

Fig. 72: Schéma des trois niveaux de la durabilité. Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 73: Schéma de développement des cinq piliers avec des adaptations « de la durabilité statique vers la durabilité dynamique ». Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 74: les concept principaux de l'approche systémique. Source: adapté de DONNADIEU, et al (2003).

Fig. 75: Perspective multidisciplinaire de la résilience urbaine. Source: CHELLERI, et OLAZABAL. 2012.

Fig. 76: Schéma illustrant les zones "écotones flexibles de liminalité urbain". Source: élaboré par le chercheur.

Fig. 77 : Les deux piliers de la bonne gouvernance. Source: élaborer par le chercheur

Fig. 78: un cadre supposé pour planification stratégique. Source. élaborer par le chercheur

Fig. 79: Les directions de la croissance urbaine de la ville en relation avec les villes satellites dans la région. Source : Plan de développement global pour la ville de Bagdad, dans la perspective de 2030. Municipalité de la ville de Bagdad.

Fig. 80: Quelques unes des connexions et lignes aériennes internationales de l'Irak à travers Bagdad. Source : site internet de Iraqi Airlines.

Fig. 81: La zone potentielle de développement touristique urbain métropolitain. Source : figure élaborée par le chercheur.

Fig. 82: Des photos montrant la richesse du patrimoine architectural et urbain de la vieille ville dans le centre de Bagdad. 1&2: La madrasa Mustansiriya, 3: vue aérienne du tissu urbain de la vieille ville, 4: vue aérienne de Al-Qishla, ou forteresse, de Bagdad. Source : collecte personnelle du chercheur.

Page | 458 **Fig. 83:** Les sites qualifiés pour constituer un projet de récréotourisme. Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 84: Photos des palais présidentiels parmi les restes de l'ancien régime à Bagdad. Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>. .

Fig. 85: Photos des monuments artistiques contemporains et des paysages à des fins récréotouristiques, Monument du Soldat inconnu (à droite) et Martyr Monument (à gauche). Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>. .

Fig. 86: Photos de sanctuaire de Cheikh Abdul Qadir al-Jilani (à gauche) et de Le taq-e Kisra (littéralement : iwan de Chosroès), le seul vestige visible de l'antique cité de Ctésiphon (appelée par les Arabes Al-Madaïn) (à droite). Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>. .

Fig. 87: Photos d'actualité de porte Wastani (du milieu). Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>. .

Fig. 88: Des photos de certains atouts montrant la richesse du patrimoine architectural et urbain de la vieille ville dans le centre de Bagdad. Vieux quartier de la vieille ministère irakien de la Défense (à gauche), une mosquée historique datant de l'époque de la abbasside (à droite). Source : collecte personnelle du chercheur via "Google Image" <images.google.com>. .

Fig. 89: Les trois zone d'intervention dans la ville. A- première zone; B- deuxième zone; C- troisième zone. Source: figure élaborée par le chercheur.

Fig. 90: La division de la ville autour du centre. Source : Le plan de développement global pour la ville de Bagdad, la perspective de 2030. la municipalité de la ville de Bagdad, avec des adaptations proposées par le chercheur.

Fig. 91: Le centre doit croître linéairement le long du fleuve. Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 92: Le modèle polycentrique. Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 93: Les ceintures vertes proposées autour les districts de la ville. Source : élaboré par le chercheur.

Fig. 94: des carte montre les entrées principales de la ville. Source : élaborée par le chercheur via Google Image.

Fig. 95 : Cette carte montre les entrées principales de la ville, et les pôles urbains existants et prévus sur les deux côtés de la ville. Source : élaborée pas le chercheur.

LISTE DES TABLEAUX

Tab. 1: Répartition sectorielle des investissements généraux dans les programmes du Conseil de développement. Source: Al-SAADI. 1985.

Tab. 2 : Ce tableau montre les projets de plan directeur pour la ville de Bagdad et les entreprises chargées de la conception

Tab. 3 : Récapitulatif concernant les politiques urbaines actuelles et leur relation à la réalité de la ville

Tab. 4 : Le débat entre la durabilité forte et la durabilité faible. Source: Demaze, 2009

Tab. 5 : Changements et stimulation des actions de résilience. Source : Walker et al., 2004

